

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 20/11/2019

N° : 2019/148

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 38
Emploi, formation professionnelle, Insertion	page 71
Transports, déplacements et accessibilité	page 78
Urbanisme et aménagement	page 108
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 179
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 212
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 239
Tourisme, Valorisation du Patrimoine	page 262
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur Des espaces maritimes et naturels	page 267
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 272
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 299

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 310
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 359
Transports, déplacements et accessibilité	page 374
Urbanisme et aménagement	page 387
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 436
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 455
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 462
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 479
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 482

LES DELIBERATIONS

BUREAU DU 26 SEPTEMBRE 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

26 SEPTEMBRE 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 27 septembre et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Xavier MERY - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick BORÉ représenté par Roland GIBERTI - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Gérard BRAMOULLÉ.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Nicolas ISNARD - Eric LE DISSÈS.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-6523/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition - amélioration de 3 logements sociaux dénommée "Danton" située 29 rue Danton à Marseille 13003**
MET 19/12131/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à

financer une opération d'acquisition - amélioration de 3 logements sociaux dénommée « Danton » située 29 rue Danton à Marseille 13003.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 655 937 euros est financée par un emprunt de 323 510 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 145 579,50 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les

emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 93752 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logirem a contracté un prêt d'un montant total de 323 510 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition - amélioration de 3 logements sociaux à Marseille, 13003 ;
- Que la SA HLM Logirem a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Logirem ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logirem ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 323 510 euros souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 93752.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition - amélioration de 3 logements dénommée « Danton » située 29 rue Danton à Marseille 13003.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-6524/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Résidences pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 134 logements sociaux dénommée "La Calanque" située rue Sainte Adelaïde à Marseille 13004**
MET 19/12123/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 134 logements sociaux dénommée « La Calanque » située rue Sainte Adelaïde à Marseille, 13004.

Portée par la SA HLM 3F Résidences, entreprise sociale pour l'habitat, cette opération « La Calanque » permet la création d'une Résidence Hôtelière à Vocation Sociale, permettant un logement accompagné et un hébergement d'urgence à destination de public disposant de revenus modestes, au sein de l'opération d'aménagement d'ensemble portée par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM). D'un montant total de 7 497 279 euros, cette opération est financée par un emprunt de 3 246 376 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 460 869,20 euros.

L'analyse financière de la SA HLM 3F Résidences, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 810 233 000 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 477 395 000 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 332 838 000 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 9 961 000 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 86584 en annexe signé entre la SA HLM 3F Résidences et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Résidences a contracté un prêt d'un montant total de 3 246 376 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 134 logements sociaux à Marseille 13004 ;
- Que la SA HLM 3F Résidences a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM 3F Résidences ;

- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Résidences.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 246 376 euros souscrit par la SA HLM 3F Résidences auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 86584.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 134 logements dénommée « La Calanque » située rue Sainte Adelaïde à Marseille 13004.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Résidences dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Résidences pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Résidences est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Résidences opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de douze logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Résidences.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-6525/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SEM Adoma pour le financement de l'opération de construction de 230 logements sociaux dénommée "Vieille Chapelle" située 28 avenue des Goumiers à Marseille 13008
MET 19/12126/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de démolition et de reconstruction de 230 logements sociaux dénommée « Vieille Chapelle » située 28 Avenue des Goumiers à Marseille 13008.

Portée par la Société d'Economie Mixte Adoma, cette opération d'un montant total de 13 811 608 euros est financée par un emprunt de 7 252 447 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 3 263 601,15 euros.

L'analyse financière de la SEM Adoma, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 768 378 000 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 707 498 000 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 1 060 880 000 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de

biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 22 571 000 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 94212 en annexe signé entre la SEM Adoma et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la SEM Adoma a contracté un prêt d'un montant total de 7 252 447 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 230 logements sociaux à Marseille, 13008 ;
- Que la SEM Adoma a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SEM Adoma ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SEM Adoma ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 252 447 euros souscrit par la SEM Adoma auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 94212.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de construction de 230 logements dénommée « Vieille Chapelle » située 28 avenue des Goumiers à Marseille, 13008.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SEM Adoma dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SEM Adoma pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SEM Adoma est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SEM Adoma opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de vingt-et-un logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEM Adoma.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-6526/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de réhabilitation de 690 logements sociaux dénommée "La Bricarde" située 159 boulevard Henri Barnier à Marseille, 13015
MET 19/12128/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 690 logements sociaux dénommée « La Bricarde » située 159 boulevard Henri Barnier à Marseille 13015.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 2 743 575 euros est financée par un emprunt de 2 468 591 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 110 865,95 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le contrat de prêt N° 93070 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logirem a contracté un prêt d'un montant total de 2 468 591 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 690 logements sociaux à Marseille, 13015 ;
- Que la SA HLM Logirem a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Logirem ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logirem.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 468 591 euros souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 93070.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 690 logements dénommée « La Bricarde » située 159 boulevard Henri Barnier à Marseille 13015.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et

jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trente et un (31) logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-6527/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération de réhabilitation de 78 logements sociaux dénommée "Les Terrasses de la Cabucelle Bâtiments A et B" située 40 boulevard Marie Joseph à Marseille 13015**
MET 19/12124/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation énergétique de 78 logements sociaux dénommée « Les Terrasses de la Cabucelle Bâtiments A et B » située 40 boulevard Marie Joseph à Marseille 13015.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération d'un montant total de 4 089 158 euros est financée par un emprunt de 1 108 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 498 600 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 311 384 076 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 226 951 453 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 84 432 623 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 6 146 685 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 95780 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logis Méditerranée a contracté un prêt d'un montant total de 1 108 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation énergétique de 78 logements sociaux à Marseille, 13015 ;
- Que la SA HLM Logis Méditerranée a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Logis Méditerranée ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logis Méditerranée.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 108 000 euros souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et

Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 95780.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération de réhabilitation énergétique de 78 logements dénommée « Les Terrasses de la Cabucelle Bâtiments A et B » situés 40 boulevard Marie Joseph à Marseille, 13015.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-6528/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 49 logements sociaux dénommée "Vert et Mer" située Plaine de la Reynarde à Ensues-La-Redonne MET 19/12109/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 49 logements sociaux dénommée « Vert et Mer » située Plaine de la Reynarde à Ensues-La-Redonne.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 7 391 180 euros est financée par un emprunt de 5 168 744 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % accordée par la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social, par décision du 26 avril 2018.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 2 842 809,20 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 312 596 006 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 982 811 552 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 329 784 454 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 21 601 164 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 96302 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 5 168 744 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 49 logements sociaux à Ensues-La-Redonne ;
- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Grand Delta Habitat ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 168 744 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 96302.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 49 logements dénommée « Vert et Mer » située Lieudit Plaine de la Reynarde à Ensues-La-Redonne.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-6529/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine pour le financement de l'opération d'aménagement "Aménagement Grand Centre Ville" située à Marseille MET 19/12107/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM) pour accorder sa garantie destinée à financer le besoin de financement de l'opération d'aménagement du « Grand Centre-Ville » à Marseille.

Initialement approuvée par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille en date du 6 décembre 2010, la concession d'aménagement du « Grand Centre-Ville » a été transférée le 31 décembre 2015 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine et se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de cette opération.

L'opération d'aménagement du « Grand Centre-Ville », d'une durée totale de 15 ans soit jusqu'au 31 décembre 2025 couvre un large périmètre de cohérence de 1 000 hectares incluant près de 120 000 logements. Les principaux objectifs sont :

- Produire 1 400 logements ;
- Créer 20 000 m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements ;

- Requalifier 49 800 m² d'espaces publics ;
- Inciter à la réhabilitation privée d'environ 2 000 logements ;
- Ravalement des façades, soit 1 000 immeubles.

Sont ainsi ciblés : 35 pôles de renouvellement urbain représentant 2 400 immeubles, soit 16 000 logements, et 18 axes structurants de circulation et d'espace public, objet d'injonctions de ravalement de façades.

Depuis le début de l'opération d'aménagement, les comptes rendus annuels au concédant ont été régulièrement approuvés par les assemblées délibérantes successivement compétentes. Le compte rendu annuel arrêté au 31 décembre 2017, pour un prix de revient total toutes taxes comprises de 235,3 millions d'euros, a été approuvé par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 13 décembre 2018 par délibération URB 049-5180/18/CM.

L'analyse financière de la SOLEAM effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 226 913 015 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 67 744 164 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 159 168 851 euros.

Le résultat net 2017 est un déficit de - 365 824 euros. Cette situation provient des marges d'exploitation négatives, malgré un impact favorable de 1 666 256 euros lié aux variations des provisions pour risques et charges. Le report à nouveau existant pourra permettre d'absorber cette perte.

L'endettement financier a augmenté. Il se positionne à 67 744 164 euros, atteignant ainsi un niveau élevé de 13 fois le montant des capitaux propres. La capacité d'autofinancement, négative, ne permet pas de participer au remboursement de l'emprunt. Par ailleurs, le besoin en fond de roulement de l'activité est élevé, puisqu'environ 2 fois supérieur au fond de roulement.

L'activité d'aménagement exercée par la SOLEAM peut induire, en fonction des avancements des opérations qu'elle mène, un besoin de financement significatif. Il n'en reste pas moins que certains constats peuvent induire des points de vigilance particuliers :

- Entre 2016 et 2017, une forte baisse du chiffre d'affaire de 58%, et de 605 647 euros du résultat d'exploitation précédemment excédentaire ;
- L'évaluation de la provision pour charges 2017 de 8 851 672 euros, ainsi que les risques de perte et de trésorerie éventuellement associés ;

- L'évaluation et la « liquidité » du stock 2017 qui atteint 102 141 349 euros, représentant ainsi près de 50% de l'actif ;
- La capacité de la société à renouer rapidement avec une exploitation profitable pour assurer sa pérennité.

La SOLEAM a sollicité, dans un premier temps, Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels pour un emprunt de 5 millions d'euros sur une durée de 6 ans avec un différé d'amortissement de 1 an. Le 16 mai 2019, le Bureau de la Métropole par délibération FAG 033-5808/19/BM, a accordé à la SOLEAM sa garantie à hauteur de 80 %, soit 4 millions d'euros.

La Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse est sollicitée pour un deuxième emprunt de 5 millions d'euros, d'une durée de 6 ans avec un remboursement *Infine*, emprunt nécessaire à la couverture de la totalité des dépenses de travaux à venir, soit 10 millions d'euros.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80 %, soit 4 millions d'euros.

Aussi, afin de poursuivre la politique de maintien de l'activité économique et de développement social sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire du 26 avril 2006 ;

- La délibération URB 049-5180/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement du « Grand Centre-Ville » à Marseille ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 033-5808/19/BM du 16 mai 2019 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SOLEAM pour le financement de l'opération d'aménagement du « Grand Centre-Ville ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine envisage de contracter un prêt d'un montant de 5 millions d'euros auprès de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse pour le besoin de financement de l'opération d'aménagement du « Grand Centre-Ville » à Marseille ;
- Que la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 80 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir la mise en œuvre de projets urbains et de développement économique ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 000 000 euros à souscrire par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine auprès de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse.

Ce prêt est destiné aux besoins de financement de l'opération d'aménagement du « Grand Centre-Ville » à Marseille, dans le cadre de la délibération URB 049-5180/18/CM du 13 décembre 2017 approuvant des concessions signées avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse sont les suivantes :

Montant : 5 000 000 euros

Durée du prêt : 6 ans

Taux fixe annuel : 0,84 %

Amortissement du capital : *Infine*

Périodicité : semestrielle

Base de calcul des intérêts : 30/360

Frais de dossier : 2 500 euros

Montant de l'échéance : 21 000 euros

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SOLEAM dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SOLEAM.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse et la SOLEAM, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-6530/19/BM

■ Réitération de garantie d'emprunt à la SA HLM Logéo Méditerranée dans le cadre des réaménagements de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations MET 19/12132/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour réitérer sa garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la SA HLM Logéo Méditerranée.

Dans le cadre de la réforme du secteur du logement social et afin notamment de lisser l'impact de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS) qui fait suite à la loi de Finances 2018, la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé aux bailleurs un dispositif d'accompagnement afin de leur permettre de dégager des marges de manœuvre financières. Ce dispositif consiste en une modification des caractéristiques financières de la dette : allongement de 10 ans de la durée résiduelle de certains prêts, modifications de la marge sur index, des taux plancher et plafond de la progressivité des échéances, et conditions de remboursement anticipé volontaire.

La SA HLM Logéo Méditerranée a accepté les réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations qui consistent au rallongement de la durée d'amortissement de 2 lignes de prêts pour un montant total de 2 262 411,51 euros.

Ces lignes de prêts concernent :

- La construction de 30 logements « Le Miromaris » à Miramas dont le crédit a fait l'objet d'une garantie en 1984 pour une durée initiale de 39 ans ;
- La construction de 69 logements « Le Verger des Passons » à Aubagne dont le crédit a fait l'objet d'une garantie en 2010 pour une durée initiale de 19 ans.

La description des aménagements par la Caisse des Dépôts et Consignations est annexée à la présente délibération.

Compte tenu que ces prêts étaient initialement garantis par les ex-EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par la SA HLM Logéo Méditerranée pour réitérer son engagement de garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'analyse financière de la SA HLM Logéo Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2017,

met en évidence un actif comptable égal à 224 972 347 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 159 947 993 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 65 024 354 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 1 042 700 euros.

Eu égard à l'analyse financière du bailleur, il est proposé de faire droit à cette demande de réitération des engagements ayant pour conséquence de rallonger de 10 ans la durée résiduelle de certains prêts ayant fait l'objet d'une garantie d'emprunt. Enfin, compte tenu de l'antériorité des garanties initiales, il convient de conclure avec la SA HLM Logéo Méditerranée une convention de garantie d'emprunt globale pour les deux opérations concernées, afin de réaffirmer les droits et obligations de la SA HLM Logéo Méditerranée et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération du 10 février 1984 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Logéo Méditerranée pour l'opération « Le Miromaris » à Miramas ;
- La délibération du 15 décembre 2010 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Logéo Méditerranée pour l'opération « Le Verger des Passons » à Aubagne ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les dispositifs d'accompagnement mis en place par la Caisse des Dépôts et Consignations pour réaménager la dette des bailleurs ;
- Que ces dispositifs ont notamment pour conséquence d'allonger la durée résiduelle de certains prêts ;
- Que certains prêts accordés aux bailleurs font l'objet d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réitérer la garantie d'emprunt dans les nouvelles conditions issues du réaménagement de la dette des bailleurs auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations intégrant en outre le rallongement de la durée résiduelle de certains prêts ;
- Qu'il convient dans ce cadre de conclure avec la SA HLM Logéo Méditerranée une convention de garantie d'emprunt globale aux deux opérations concernées.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne des prêts réaménagés, initialement contractée par la SA HLM Logéo Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des Dépôts et Consignations ».

Ces réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations concernent les opérations mentionnées dans le tableau ci-après, soit deux lignes

de prêts pour un montant total de 2 262 411,51 euros.

Ligne du prêt	Opération	Année de démarrage du prêt	Durée de la garantie d'emprunt intégrant le réaménagement de la dette
0931342	Le Miromaris Miramas	1984	49 ans
1189746	Le Verger des Passons Aubagne	2010	29 ans

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que la SA HLM Logéo Méditerranée aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des lignes de prêt réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes de prêt réaménagées à taux révisables indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites lignes de prêt réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne de prêt réaménagée référencée à l'annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29 juin 2018 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de la SA HLM Logéo Méditerranée.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logéo Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole

Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la SA HLM Logéo Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par la SA HLM Logéo Méditerranée concernant lesdites opérations.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logéo Méditerranée.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Logéo Méditerranée, la convention de garantie d'emprunt, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-6531/19/BM

■ Réitération de garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil dans le cadre des réaménagements de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations
MET 19/12105/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour réitérer sa garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la SA HLM Unicil.

Dans le cadre de la réforme du secteur du logement social et afin notamment de lisser l'impact de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS) qui fait suite à la loi de Finances 2018, la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé aux bailleurs un dispositif d'accompagnement afin de leur permettre de dégager des marges de manœuvre financières. Ce dispositif consiste en une modification des caractéristiques financières de la dette : allongement de 10 ans de la durée résiduelle de certains prêts, modifications de la marge sur index, du taux plancher et plafond de la progressivité des échéances, et conditions de remboursement anticipé volontaire.

La SA HLM Unicil a accepté les réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations qui consistent au rallongement de la durée d'amortissement de 5 lignes de prêts pour un montant total de 2 541 905,77 euros.

Ces lignes de prêts concernent :

- La construction de 42 logements « L'Orée du Parc » à Miramas dont le crédit a fait l'objet d'une garantie en 1993 pour une durée initiale de 32 ans ;
- La construction de 50 logements « Le Forum » à Istres dont le crédit a fait l'objet d'une garantie en 1993 pour une durée initiale de 32 ans ;
- La construction de 23 logements « Les Bastides de Neudon » à Istres dont le crédit a fait l'objet d'une garantie en 1991 pour une durée initiale de 32 ans ;
- La construction de 51 logements « Le Colisée » à Fos-sur-Mer dont le crédit a fait l'objet d'une garantie en 1991 pour une durée initiale de 32 ans ;
- La construction de 32 logements « La Glacière » à Auriol dont le crédit a fait l'objet d'une garantie en 1991 pour une durée initiale de 32 ans.

La description des aménagements par la Caisse des Dépôts et Consignations est annexée à la présente délibération.

Compte tenu que ces prêts étaient initialement garantis par les ex-EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par la SA HLM Unicil pour réitérer son engagement de garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Eu égard à l'analyse financière du bailleur, il est proposé de faire droit à cette demande de réitération des engagements ayant pour conséquence de rallonger de 10 ans la durée résiduelle de certains prêts ayant fait l'objet d'une garantie d'emprunt. Enfin, compte tenu de l'antériorité des garanties initiales, il convient de conclure avec la SA HLM Unicil une convention de garantie d'emprunt globale pour les cinq opérations concernées, afin de réaffirmer les droits et obligations de la SA HLM Unicil et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;

- La délibération du 10 mars 1993 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Domicil devenue SA HLM Unicil pour l'opération « L'Orée du Parc » à Miramas ;
- La délibération du 11 octobre 1993 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Domicil devenue SA HLM Unicil pour l'opération « Le Forum » à Istres ;
- La délibération du 1er juillet 1991 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Domicil devenue SA HLM Unicil pour l'opération « Les Bastides de Neudon » à Istres ;
- La délibération du 11 novembre 1991 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Phocéenne d'Habitations devenue SA HLM Unicil pour l'opération « La Glacière » à Auriol ;
- La délibération du 25 novembre 1991 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Phocéenne d'Habitations devenue SA HLM Unicil pour l'opération « Le Colisée » à Fos-sur-Mer ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les dispositifs d'accompagnement mis en place par la Caisse des Dépôts et Consignations pour réaménager la dette des bailleurs ;
- Que ces dispositifs ont notamment pour conséquence d'allonger la durée résiduelle de certains prêts ;
- Que certains prêts accordés aux bailleurs font l'objet d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réitérer la garantie d'emprunt dans les nouvelles conditions issues du réaménagement de la dette des bailleurs auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations intégrant en outre le rallongement de la durée résiduelle de certains prêts ;
- Qu'il convient dans ce cadre de conclure avec la SA HLM Unicil une convention de garantie d'emprunt globale aux cinq opérations concernées.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne des prêts réaménagés, initialement contractée par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations ».

Ces réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations concernent les opérations mentionnées dans le tableau ci-après, soit cinq lignes de prêts pour un montant total de 2 541 905,77 euros.

Ligne du prêt	Opération	Année de démarrage du prêt	Durée de la garantie d'emprunt intégrant le réaménagement de la dette
0445821	L'Orée du Parc Miramas	1996	42 ans
0452409	Le Forum Istres	1997	42 ans
1205858	Les Bastides de Neudon Istres	1992	42 ans
1218230	Le Colisée Fos sur Mer	1994	42 ans
1218229	La Glacière Auriol	1993	42 ans

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que la SA HLM Unicil aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des lignes de prêt réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes de prêt réaménagées à taux révisibles indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites lignes de prêt réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne de prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29 juin 2018 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de la SA HLM Unicil.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par la SA HLM Unicil concernant lesdites opérations.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisée à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Unicil, la convention de garantie d'emprunt, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-6532/19/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence
FAG 010-26/09/19 BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous

maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de ses réunions des 2 juillet et 10 septembre 2019, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

2 juillet 2019

- 1) La recevabilité des 8 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification du Port-Vieux La Ciotat et de la Place Jean Jaurès à la limite des 1^{ers}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements de Marseille ainsi que pour les travaux de réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence et de la requalification de la Place de la République et avenue Jean Jaurès à Marignane :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- PV La Ciotat-2019/06/19 : LE FOURNIL DU PORT du 01/10/2018 au 21/06/2019,
- PV La Ciotat-2019/06/20 : LE PHARE du 01/10/2018 au 21/06/2019,
- PV La Ciotat-2019/06/21 : LE BAR DES GLACES du 01/10/2018 au 21/06/2019,
- PJJ La Plaine-2019/06/02 : SALON DE CHARLIE du 01/11/2018 au 01/07/2019,
- PRJJ Marignane-2019/06/01 : MAISON JOSEPH du 01/10/2018 au 01/07/2019,
- BHNS AIX-2019/06/12 : HOTEL SAINT-CHRISTOPHE du 10/01/2018 au 02/07/2019,
- BHNS AIX-2019/06/13 : 105 PLACE BIO du 10/01/2018 au 02/07/2019,
- BHNS AIX-2019/06/14 : CORNER BISTRO du 10/01/2018 au 31/01/2019,

10 septembre 2019

- 2) La recevabilité des 10 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification du Port-Vieux La Ciotat et de la Place Jean Jaurès à la limite des 1^{ers}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements de Marseille ainsi que

pour les travaux de réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence et de la requalification de la Place de la République et avenue Jean Jaurès à Marignane :

- Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- PV La Ciotat-2019/08/23 : LE TOTEM du 03/09/2018 au 21/06/2019,
 - PJJ La Plaine-2019/07/03 : BAR-TABAC DE LA PLAINE du 12/10/2018 au 10/09/2019,
 - PV La Ciotat-2019/08/22 : LE CAPS du 01/10/2018 au 21/06/2019,
 - PJJ La Plaine-2019/07/05 : WAAW du 12/10/2018 au 10/09/2019,
 - PJJ La Plaine-2019/08/06 : L'ART DE LA FROMAGERIE du 12/10/2018 au 10/09/2019,
 - PRJJ Marignane-2019/08/02 : BAR DU CENTRE du 01/10/2018 au 10/09/2019,
 - BHNS AIX-2019/09/16 : HOTEL ROTONDE du 10/01/2018 au 30/06/2019,
 - BHNS AIX-2019/07/15 : CHEZ LAURANE du 10/01/2018 au 30/06/2019,
- A été déclaré non recevable, au motif que le commerce est situé en dehors du périmètre des travaux liés à la requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat, le dossier suivant :
- PV La Ciotat-2019/08/24 : LE CASSETIN DU DIABLE du 01/10/2018 au 21/06/2019
 - A été déclaré non recevable, au motif que le commerce est situé en dehors du périmètre des travaux liés à la requalification de la place Jean-Jaurès à Marseille, le dossier suivant :
 - PJJ La Plaine-2019/07/04 : CARREFOUR CITY du 12/10/2018 au 10/09/2019,

- 3) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux travaux de réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence, de requalification du Port-Vieux de La Ciotat ainsi que des aménagements de la partie basse de la rue Paradis, comprise entre la Canebière et la Place Estrangin à Marseille (1er et 6ème arrondissements), et

de la Place Jean Jaurès à la limite des 1^{ers}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements de Marseille, auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

BHNS L'AIXPRESS

02 juillet 2019

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2019/03/10	SARL MIKALI / OCCADECO	2 Avenue des Belges 13100 Aix-en-Provence	08/02/18 au 31/03/19	136 800,00 €	82 080,00 €	1 000,00 €	83 080,00 €
TOTAL				136 800,00€	82 080,00€	1 000,00€	83 080,00€

Montant des indemnisations déjà accordées

275 898,67 €

Total général BHNS L'AIXPRESS

358 978.67 €

10 septembre 2019

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2019/03/11	TWO LIFE	1 Avenue V. Hugo 13100 Aix-en-Provence	10/01/18 au 31/03/19	18 657,00 €	11 194,00 €	300,00 €	11 494,00 €
TOTAL				136 800,00€	11 194,00€	300,00€	11 494,00€

Montant des indemnisations déjà accordées

358 978.67 €

Total général BHNS L'AIXPRESS

370 472.67 €

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CIO-2019/03/01	CONTINENTAL	7 Quai de Gaulle 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	37 716,00 €	22 630,00 €	800,00 €	23 430,00 €
CIO-2019/03/03	BAR O'CENTRAL	4 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	34 237,00 €	20 542,00 €	643,00 €	21 185,00 €
CIO-2019/03/04	SOUS LES LAMPIONS	38 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	31 900,00 €	19 140,00 €	684,00 €	19 824,00 €
CIO-2019/03/05	LA MAMMA	2 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	01/10/18 au 03/03/19	33 625,00 €	20 175,00 €	200,00 €	20 375,00 €
CIO-2019/03/06	LA MAISON DE LA PRESSE	11 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	9 459,00 €	5 675,00 €	660,00 €	6 335,00 €
CIO-2019/03/07	AU POIVRE D'ANE	45 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	13 607,00 €	8 164,00 €	490,00 €	8 654,00 €
TOTAL				160 544,00 €	96 326,00 €	3 477,00 €	99 803,00 €

Montant des indemnisations déjà accordées

51 584,00 €

Total général PORT-VIEUX LA CIOTAT

151 387,00 €

10 septembre 2019

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CIO-2019/03/02	LES SAVEURS D'ORIENT	10 Quai Ganteaume 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	63 443,00 €	38 066,00 €	0,00 €	38 066,00 €
CIO-2019/05/10	LA TABLE DE JEANNE	Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 21/06/19	10 558,00 €	6 335,00 €	200,00 €	6 535,00 €
CIO-2019/05/11	LE SLOOP	3 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 31/05/19	98 660,00 €	59 196,00 €	0,00 €	59 196,00 €
CIO-2019/05/14	LES TOILES DU LARGE	46 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 21/06/19	13 503,00 €	8 102,00 €	0,00 €	8 102,00 €
CIO-2019/05/17	L'ATELIER GOURMAND	19 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 21/06/19	26 375,00 €	15 825,00 €	640,00 €	16 465,00 €
CIO-2019/05/18	LE NAPOLEON	31 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 21/06/19	53 889,00 €	32 333,00 €	1 400,00 €	33 733,00 €
TOTAL				266 428,00 €	159 857,00 €	2 240,00 €	162 097,00 €

Montant des indemnisations déjà accordées	151 387,00 €
Total général PORT-VIEUX LA CIOTAT	313 484,00 €

Rue PARADIS

02 juillet 2019

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PRD-2019/01/13	HUGO BOSS	52 rue Paradis 13001 Marseille	06/02/2017 AU 06/11/2017	110 113,00 €	66 068,00 €	0,00 €	66 068,00 €
TOTAL				110 113,00 €	66 068,00 €	0,00 €	66 068,00 €

Montant des indemnisations déjà accordées

148 913,00 €

Total général Rue PARADIS

214 981,00 €

10 septembre 2019

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PRD-2018-05-11	MADURA / SCALIA France	2 Rue Paradis - 13001 Marseille	06/02/2017 au 15/09/2017	30 670,00€	18 402,00€	0,00 €	18 402,00 €
TOTAL				30 670,00€	18 402,00€	0,00 €	18 402,00 €

Montant des indemnisations déjà accordées

214 981,00 €

Total général Rue PARADIS

233 383,00 €

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2019/04/01	NASSIM DISTRIBUTION	43 Place J. Jaurès 13005 Marseille	12/10/18 au 30/06/19	8 133,00 €	4 880,00 €	363,00 €	5 243,00 €
TOTAL				8 133,00 €	4 880,00 €	363,00 €	5 243,00 €

Montant des indemnités déjà accordées

5 243,00 €

Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE

5 243,00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'examen de la recevabilité des 18 demandes d'indemnités précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 17 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du

Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 2 juillet 2019 ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 10 septembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux d'aménagement sur la place Jean Jaurès située à la limite des 1^{er}, 5^e et 6^e arrondissements de Marseille ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;

- Que les travaux de réalisation de l'aménagement de la partie basse de la rue Paradis, comprise entre la Canebière et la Place Estrangin à Marseille (1er et 6ème arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'avenue Jean Jaurès dans le centre ancien de la ville de Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Sont suivis les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des **18** dossiers de demande d'indemnisation précités.

Article 2 :

Sont suivis les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation des **17** dossiers précités pour un montant total de **446 187,00 euros**.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-6533/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille relative à la réalisation de contrôles des levés topographiques effectués par la Ville de Marseille ou pour son compte

FAG 011-26/09/19 BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'arrêté du 16 septembre 2003 portant sur les classes de précision applicables aux catégories de travaux topographiques réalisés par l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics ou exécutés pour leur compte, impose aux donneurs d'ordre de réaliser ou de faire réaliser des opérations techniques de contrôle portant sur la géo-localisation.

Le service Topographie et 3D de la Direction de l'Information Géographique de la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise ainsi le contrôle des travaux topographiques effectués par les services métropolitains. A cet effet, une personne est dédiée intégralement à cette tâche.

Selon l'article L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, applicable aux métropoles en vertu du I de l'article L.5217-7 du même Code, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut réaliser des prestations de services pour ses communes membres.

Dans ce cadre, la ville de Marseille a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, compte tenu des moyens techniques et en personnel dont elle dispose, pour qu'elle effectue, pour son compte, le contrôle de ses travaux topographiques, tel qu'imposé par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2003 précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Par conséquent, il convient de conclure une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille relative à la réalisation de contrôles des levés topographiques effectués par la Ville de Marseille ou pour son compte.

Il est à noter que le contrôle de géo-localisation correspond à une demande de contrôle, sur un lieu géographique à un instant donné.

La ville de Marseille remboursera à la Métropole Aix-Marseille-Provence les coûts afférents à la mission exercée dans le cadre de cette convention.

A ce titre, chaque journée de contrôle réalisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence lui sera remboursée par la ville de Marseille, sur la base d'un forfait journalier d'un montant de 250 euros HT ; ce forfait correspondant aux coûts induits par le travail journalier, de 7h30, d'un technicien topographe.

La convention proposée au vote est établie pour une durée d'un an. Elle sera reconduite tacitement sans que sa durée totale ne puisse excéder six ans.

Un Comité de suivi, regroupant le service gestionnaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et celui de la Ville de Marseille, se réunira a minima une fois par an afin de gérer techniquement les termes de cette convention

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 16 septembre 2003 portant sur les classes de précision applicables aux catégories de travaux topographiques réalisés par l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics ou exécutés pour leur compte ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Ville de Marseille a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, compte tenu des moyens techniques et en personnel dont elle dispose, pour qu'elle effectue, pour son compte, le contrôle de ses travaux topographiques, tel qu'imposé par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2003 ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande ;
- Que dans ce cadre, il convient de conclure une convention entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Ville de Marseille, afin de fixer les modalités d'exécution du contrôle des données topographiques de la Ville de Marseille par les services de la Métropole Aix-Marseille Provence et les conditions financières y afférentes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille relative à la réalisation de contrôles des

levés topographiques effectués par la Ville de Marseille ou pour son compte.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget Principal de la Métropole Aix-Marseille Provence : Nature 70688 – Fonction 020 – Sous-Politique A240.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-6534/19/BM

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

MET 19/12429/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie Allianz en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Seize dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 27 882.29 euros présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Sébastien REINAUD -NICOLOSI – sinistre du 27 janvier 2017 – montant : 622.61 euros,
- Mme Antoinette CARLOMAGNO - sinistre du 5 novembre 2017 – montant : 4 000.00 euros,
- M. Marc ALEZRA– sinistre du 13 novembre 2017 – montant : 1 862.07 euros,
- SATISFEU – sinistre du 1^{er} mars 2018 – montant : 618.78 euros,
- M. Marcel CŒUR – sinistre du 18 juin 2018– montant : 476.76 euros,

- Mme Audrey BARTHES - sinistre du 3 juillet 2018 – montant : 3 135.00 euros,
- Mme Cathy BILLEBAULT - sinistre du 13 août 2018 – montant : 467.83 euros,
- Mme Germaine PITAUD – sinistre du 16 août 2018 – montant : 495.00 euros,
- M. Jean Yves FARAUD– sinistre du 1^{er} octobre 2018– montant : 1 245.58 euros,
- M. Christophe MACE– sinistre du 7 octobre 2018 – montant : 2008.51 euros,
- M. Claude TOURENC – sinistre du 15 octobre 2018 – montant : 2 186.59 euros,
- Mme Josiane DJIANE– sinistre du 19 octobre 2018 – montant : 135.36 euros,
- M. Olivier TRUBERT – sinistre du 22 décembre 2018– montant : 410.00 euros,
- Mme Marie-Pierre MAESTRELLI – sinistre du 25 décembre 2018 – montant : 714.13 euros,
- M. Jean Mickael PILLITTERI– sinistre du 13 janvier 2019 – montant : 935.96 euros,
- M. Alberic DUCAMIN – sinistre du 3 février 2019 – montant : 8 568.11 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des

usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences ;

- Que le contrat d'assurance responsabilité civile souscrit auprès de la compagnie Allianz sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence n'assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels que lorsque le coût est supérieur à 30 000 euros ;
- Qu'il convient donc d'approuver les indemnisations les dommages d'un montant individuel inférieur à 30 000 euros.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-annexé, à hauteur de la somme globale de 27 882.29 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 14 995,25 euros pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 65888.
- 12 887,04 euros pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-6535/19/BM

■ Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire, à titre onéreux, d'un véhicule au profit de la Société Publique Locale Nautisme, Mer et Développement MET 19/12397/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 387/15 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 29 septembre 2015 a approuvé la création de la Société Publique Locale (SPL) Nautisme, Mer et Développement. Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée en qualité d'actionnaire de la SPL en lieu et place du SAN Ouest Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est actionnaire majoritaire de la SPL Nautisme, Mer et Développement, dont l'objet social est défini de la façon suivante :

- gérer et développer les équipements et les activités liées au nautisme et aux produits de la mer,
- valoriser, promouvoir et contribuer au développement de l'offre existante des activités du nautisme et des produits de la mer,
- organiser la reconversion de friches portuaires et industrielles permettant le développement d'aménagements, d'équipements et des activités favorisant le nautisme et les produits de la mer,
- aménager et gérer de nouvelles zones d'équipements et de services pour accueillir de nouvelles entreprises ou tout autre organisme concerné, contribuant à renforcer l'attractivité du pôle nautisme et mer,
- favoriser l'implantation et le développement de nouvelles activités et de nouveaux produits liés au nautisme et aux produits de la mer,
- organiser, gérer et développer des activités découvertes et de loisirs permettant de renforcer l'offre et l'attractivité du territoire.

Dans le cadre des actions menées par la SPL Nautisme, Mer et Développement, le personnel de la société est amené à effectuer de nombreux déplacements sur le territoire métropolitain. Cette dernière sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour obtenir la mise à disposition temporaire d'un véhicule appartenant à la Métropole. La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Aussi, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'environnement, la Métropole entend permettre à la SPL d'assurer la continuité du service et des missions qui sont les siennes. Il est donc proposé de conclure une convention de mise à disposition temporaire, à titre onéreux, d'un véhicule nécessaire à l'activité de cette SPL dans les conditions définies au document figurant en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° 387/15 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 29 septembre 2015 approuvant la création de la Société Publique Locale Nautisme, Mer et Développement ;
- La délibération n° 655/15 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 17 décembre 2015 portant modification des statuts de la SPL Nautisme, Mer et Développement.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est actionnaire majoritaire de la SPL Nautisme, Mer et Développement ;
- Que l'objet sociale de la SPL et les missions qui sont les siennes contribuent à l'essor économique, touristique et à la valorisation du territoire de la Métropole ;
- Que certain personnel de la SPL sont amenés, dans le cadre de leurs missions, à se déplacer sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
- Que dans ce cadre, la SPL sollicite la Métropole pour la mise à disposition d'un véhicule ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition temporaire, à titre onéreux, d'un véhicule entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Publique Locale Nautisme, Mer et Développement ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention de mise à disposition.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70878.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-6536/19/BM**■ Demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour le financement de l'opération "Développement d'une flotte de véhicules propres"
MET 19/12319/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la présentation de l'agenda environnemental, il avait été annoncé que le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engageraient à optimiser la qualité de l'air en opérant leur propre transition énergétique.

La conversion énergétique du parc de véhicules légers de la Métropole a déjà démarré par l'acquisition de véhicules électriques et hybrides et le déploiement de 20 bornes électriques au sein du parking Euromed

Center. Il s'agit de poursuivre dans cette voie dans un objectif de convergence « verte » du plan de renouvellement des véhicules légers.

Le Département peut accorder des subventions aux collectivités et EPCI s'engageant dans un plan de conversion énergétique de leur flotte automobile, dont le taux peut être au maximum de 70%, hors bonus écologique de l'Etat.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Département des Bouches du Rhône pour financer l'achat de véhicules électriques.

Le coût prévisionnel de l'opération est estimé à 833 696 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel pour l'acquisition de 32 véhicules électriques (phases 2019 et 2020) peut s'établir ainsi :

Charges	€ (HT)	Produits	Pourcentages	€
ACHATS VEHICULES (investissement principal)	590 688 €	ETAT (bonus écologique)	23%	192 000 €
ACHATS (investissement – compléments techniques)	12 704 €	SUBVENTION DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE	57%	475 207 €
ACHATS (location batteries)	228 448 €	METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	20%	166 489 €
IMPOTS ET TAXES	1 856 €			
TOTAL CHARGES	833 696 €	TOTAL PRODUITS		833 696 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'engager la transition énergétique du parc des véhicules légers de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès du Département des Bouches du Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la demande de subvention d'un montant de 475 207 euros auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour l'acquisition de 32 véhicules électriques dont 10 en 2019 et 22 en 2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter l'aide financière auprès du Département des Bouches du Rhône, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous-politique A110, nature 21828/4581151107, fonction 020 code opération 2019001900, le solde des crédits pour les 22 véhicules restants seront inscrits au BP 2020 ou suivant.

La recette correspondante sera inscrite au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, sous-politique A110, nature 1313, fonction 020, code opération 2019001900.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-6537/19/BM

■ Approbation d'une convention avec le Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône pour l'organisation d'un concours avec épreuves d'accès au grade d'adjoint technique territorial principal de 2ème classe MET 19/12462/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les centres de gestion ont compétence exclusive pour l'organisation de certains concours et examens relatifs à la fonction publique territoriale. Cette compétence concerne notamment les cadres d'emplois de rédacteur et de technicien supérieur territoriaux, cadres d'emplois de catégorie B.

Quant aux concours et examens d'accès aux emplois de catégorie C, notamment d'agent de maîtrise, d'adjoint administratif et d'adjoint technique territoriaux, ils peuvent être organisés par les centres de gestion ou par les collectivités elles-mêmes, si elles n'y sont pas affiliées, ce qui est le cas de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Toutefois, bien que n'étant pas affiliée au Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône (CDG 13), la Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi de déclarer

des postes vacants à des sessions de concours et examens organisés par les soins de cet organisme, à l'échelle du département via des conventions de partenariat entre Centres de Gestion.

Ce choix s'explique par deux raisons : d'une part, la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas à ce jour en capacité d'organiser elle-même des sessions de concours et examens pouvant réunir plusieurs centaines de candidats, d'autre part, elle souhaite néanmoins ouvrir à ses agents des chances de réussite supplémentaires aux sessions organisées par le CDG 13.

Aussi, il convient de conventionner avec le CDG 13 en vue d'organiser le concours suivant :

- concours avec épreuves d'accès au grade d'adjoint technique territorial principal de 2^e classe pour la session 2020.

La convention de partenariat correspondante est jointe en annexe de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'est pas affiliée au Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône et dispose de fait de la compétence pour l'organisation des concours relevant du cadre d'emplois d'adjoint technique territorial,
- Qu'elle n'a pas à ce jour la capacité de procéder à l'organisation de telles sessions

mais souhaite néanmoins offrir à ses agents des chances de réussite supplémentaire au concours organisé par le Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône,

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déclaré des postes vacants au Centre de Gestion correspondant au grade d'adjoint technique territorial principal de 2^e classe,
- Que le coût plafonné de cette opération est estimé à 100 000 € pour le concours d'adjoint technique territorial principal de 2^e classe.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pour l'organisation du concours avec épreuves d'accès au grade d'adjoint technique territorial principal de 2^e classe, ci-annexée, pour un coût plafonné de 100 000 euros avec le Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - chapitre 012 – Fonction 020 – Nature 6218.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-6538/19/BM

■ Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'intervenants pour la préparation interne au concours d'Adjoint Technique Principal de 2^eme classe MET 19/12446/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la déprécarisation des emplois contractuels des chauffeurs poids lourds (CPL) de la Métropole, une préparation au concours d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe (ATP2) - spécialité « conduite de véhicule », est organisée afin de favoriser leur réussite à ce concours.

L'organisation en intra de préparations aux concours n'étant pas prévue dans le partenariat noué avec le CNFPT, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit organiser cette préparation en interne.

Pour compléter l'intervention de formateurs internes, la Métropole doit recruter deux intervenants vacataires

externes, rémunérés à la vacation durant la période du 1^{er} septembre 2019 au 30 avril 2020 comme suit :

Un intervenant vacataire sur :

- la préparation aux épreuves écrites du concours incluant l'organisation, la conception et la correction de 3 devoirs sur table : 14 demi-journées par groupe, soit 70 demi-journées, l'estimation du nombre de groupes étant de 5 groupes à ce jour. La rémunération est fixée au forfait par demi-journée de 156 euros bruts.

Un intervenant vacataire sur :

- la préparation aux épreuves sur l'environnement territorial : 8 demi-journées par groupe, soit 40 demi-journées, l'estimation du nombre de groupes étant de 5 groupes à ce jour. La rémunération est fixée au forfait par demi-journée de 156 euros bruts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recrutement d'intervenants est nécessaire aux besoins du service pour effectuer une mission spécifique et ponctuelle à caractère discontinu, rémunérée à la vacation et après service fait.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recrutement d'agents vacataires pour la préparation aux épreuves écrites et à l'environnement territorial du concours d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe (ATP2) - spécialité « conduite de véhicule ».

Article 2 :

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au forfait par demi-journée de 156 euros bruts, rémunérées sur la base d'un état de présence après service fait.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Chapitre : 011 - Nature : 6184 - Fonction : 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-6539/19/BM

■ Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération des intervenants vacataires pour les patrouilles de surveillance et d'accueil au Grand Site Sainte-Victoire MET 19/12447/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la surveillance des massifs forestiers du Grand Site Sainte-Victoire, il est nécessaire de continuer à assurer la protection de ce territoire contre le risque d'incendie et à veiller au respect de la réglementation concernant la circulation au sein des massifs.

Les interventions sont les suivantes :

- effectuer des patrouilles de surveillance et d'accueil ;
- informer sur les législations en vigueur dans les communes ;
- veiller au respect de ces législations ;
- informer les randonneurs sur la sécurité en montagne et les risques spécifiques liés à l'environnement méditerranéen en saison estivale.

Compte tenu du caractère spécifique et ponctuel de cette intervention, il convient de procéder au recrutement d'agents vacataires expérimentés, dans la limite de 9 heures de travail par jour.

La rémunération de ces interventions, calculée au prorata temporis sur la base d'un état de présence

après service fait, est fixée au taux horaire d'un montant brut de 100% du SMIC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligation des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recrutement d'intervenants diplômés est nécessaire aux besoins du service pour effectuer une mission spécifique et ponctuelle à caractère discontinu, rémunérée à la vacation et après service fait.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recrutement d'agents vacataires pour mener à bien les missions de surveillance et d'accueil au sein des massifs forestiers du Grand Site Sainte-Victoire, dans la limite de 9 heures de travail par jour.

Article 2 :

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au taux horaire d'un montant brut de 100%

du SMIC, rémunérées au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole, chapitre 012, nature 6414.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-6541/19/BM

■ Approbation de la tarification des séjours 2ème semestre 2019 proposés par la Régie Action Sociale du Territoire d'Istres MET 19/12452/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, consacre le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n°479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit.

Par délibération du 13 décembre 2018, le maintien des dispositifs d'action sociale existants dans chaque territoire a été approuvé.

Le SAN Ouest Provence, par délibération n°476/04 du 24 septembre 2004, avait fixé la liste des prestations d'action sociale. La Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n°FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016, mis à jour les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de territoire Istres-Ouest Provence.

Pour l'exercice 2019, il est proposé aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale un séjour balnéaire en République Dominicaine, un séjour à l'Ile Maurice, un court séjour au marché de Noël à Vienne.

Il revient à la Régie Action Sociale de mettre en œuvre et d'assurer le suivi de ces prestations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération n°476/04 du 24 septembre 2004 fixant la liste des prestations d'action sociale ;
- La délibération FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2017 relatif à la mise à jour des conditions d'attribution des prestations d'action sociale ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'application des tarifs au personnel, aux retraités et ayants droit de la Régie Action Sociale.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget 2019 de la Régie Action Sociale, chapitre 70, nature 70688.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-6542/19/BM

■ **Approbation des avenants n°1 portant rectification d'erreur matérielle sur les contrats de réservation de berceaux au sein de la crèche inter-entreprises "Cap Canailles", signé avec la société Crèche Attitude Joliette et « La Marseillaise », signé avec la société Crèche Attitude Parade.**
MET 19/12456/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FCT 006-1027/09/CC du 19 février 2009, l'assemblée délibérante avait entériné les modalités de participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la création d'une crèche inter-entreprises "Cap Canailles" dans le quartier de la Joliette (Marseille, 2^{ème} arrondissement), en fixant notamment les modalités de fonctionnement de la structure d'accueil, et plus particulièrement les critères d'éligibilité et d'attribution des places en faveur du personnel.

L'installation de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016 s'inscrit dans la continuité de l'action et de la qualité de service, et à ce titre, le pacte de gouvernance financier et fiscal, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016, affirme le maintien des avantages sociaux collectifs proposés aux agents par les EPCI préexistants.

Afin de poursuivre les dispositifs d'amélioration des conditions de travail des agents métropolitains dans l'organisation de leur vie familiale, il a été proposé de porter le nombre de berceaux de cette crèche à 14. Pour tenir également compte de l'agenda scolaire, un nouveau contrat a été approuvé par délibération FAG 078-4130/18/CM le 28 juin 2018 à compter du 1^{er} septembre 2018 et ce pour une durée de 4 ans, soit jusqu'au 31 août 2022, pour un coût global de 606 424 €.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2019, la Métropole est réservataire de 14 berceaux à la crèche « La Marseillaise » dans le cadre d'un contrat approuvé par délibération FAG 079-4131/18/CM le 28 juin 2018 pour une durée de 4 ans et 8 mois, soit jusqu'au 31 août 2023, pour un coût global de 947 933 €.

Une erreur matérielle constatée sur les numéros de SIRET renseignés sur les contrats de réservation de berceaux, empêche le règlement financier de ces contrats. En effet, ces contrats ont été souscrits auprès de 2 sociétés appartenant au même groupe mais juridiquement distinctes. Leurs numéros d'identification SIRET sont donc différents.

Il convient donc d'approuver la mise à jour des données contractuelles suivantes :

- Contrat n°00004064 enregistré en interne sous le numéro 18/573 avec la société

Crèche Attitude Joliette située 19-21 rue de Dôme 92 100 Boulogne Billancourt dont le numéro de SIRET est le 508 149 770 00028.

- Contrat n°00004065 enregistré en interne sous le numéro 18/574 avec la société Crèche Attitude Parade située 19-21 rue de Dôme 92 100 Boulogne Billancourt dont le numéro de SIRET est le 520 282 948 00030.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 004-2004/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le « Contrat Enfance et Jeunesse », convention d'objectifs et de financement n°18-0064 conclue entre les entreprises réservataires de berceaux et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020 ;
- La délibération FAG 078-4130/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation du contrat de réservation de berceaux n°00004064 ;
- La délibération FAG 079-4131/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation du contrat de réservation de berceaux n°00004065 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de rectifier, par avenant, l'erreur matérielle constatée sur les n° SIRET renseignés sur les contrats de réservation de berceaux en crèche inter-entreprises n°00004064 et n°00004065 en mettant à jour les données contractuelles sur chacun des deux contrats.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du contrat n°00004064 de réservation de berceaux conclu avec la société Crèche Attitude Joliette, ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du contrat n°00004065 de réservation de berceaux conclu avec la société Crèche Attitude Parade, ci-annexé.

Article 3 :

Les autres termes des deux contrats cités aux articles 1 et 2 de la présente délibération, restent inchangés.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ces deux avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"***

ECO 001-6543/19/BM

**■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation du réseau IMED
MET 19/12065/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Ingénierie Méditerranéenne pour l'Export et le Développement ci-après dénommée IMED est une

association créée en 1988, dont l'objectif est de contribuer au développement des exportations des PME/PMI régionales à travers le dispositif du Volontariat International en Entreprises (V.I.E.) en s'appuyant sur un réseau de délégués commerciaux répartis au sein de 13 délégations permanentes. Les antennes mises à disposition des entreprises pour leur projet de développement international sont situées au Canada, Etats-Unis, Royaume Uni, Espagne, Maroc, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud, Emirats Arabes Unis, Malaisie, Australie, Colombie, Allemagne et Japon.

Les missions :

Les actions de l'IMED reposent sur le double objet social de l'association :

- l'assistance aux PME/PMI pour qu'elles développent leurs exportations en assurant une présence permanente à l'étranger et en leur mettant à disposition une ressource humaine via le dispositif Volontariat International en Entreprises ci-après dénommé V.I.E,

- la formation de jeunes diplômés en leur offrant une expérience professionnelle de deux ans à l'étranger sous la procédure du Volontariat International en Entreprises (V.I.E) et leur permettre une embauche à la suite.

L'IMED assure le portage complet du VIE : le recrutement et la formation des VIE, la gestion administrative et matérielle, la logistique de l'accueil (bureau, visas) ; le suivi et le reporting du travail des VIE.

Les V.I.E. se forment au sein des entreprises et réalisent ensuite, dans le pays choisi, des missions de développement international sur une période de 12 à 24 mois telles que des études de marché terrain, une prospection commerciale, la sélection de partenaire/distributeur ou agent, un suivi commercial de longue durée ou l'organisation de tournées commerciales...

Depuis plus de 30 ans, l'IMED a assuré 1446 missions pour le compte de 680 entreprises. 140 VIE ont bénéficié de ce tremplin pour leur carrière à l'international. La plupart des VIE sont embauchés à l'issue de leur mission par une des entreprises leur ayant confié une mission.

Pour mener à bien ses missions, nombreux partenariats sont établis tels que Business France, Comité régional des CCEF, Club WTC Apex, CCI International et naturellement la Team Sud Export.

L'IMED propose de promouvoir le dispositif des V.I.E sous ces 3 déclinaisons : V.I.E. mutualisés, V.I.E. mutualisés en filière et V.I.E. à temps plein.

Dispositif VIE :

V.I.E mutualisé :

L'IMED est précurseur du dispositif de VIE à temps et coûts partagés en France

Résultats 2018 :

- 15 VIE mutualisés (Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Canada, Emirats Arabes Unis x2, Mexique, Maroc, Malaisie, Australie, Japon, Etats-Unis x2, Allemagne, Colombie, Londres/Ouganda)
- 46 missions réalisées pour le compte d'entreprises (dont 41% au bénéfice d'entreprises de la Région SUD)
- 8 nouveaux postes recrutés en 2018 : Malaisie (renouvellement), Mexique (renouvellement), Etats-Unis – New-York (Renouvellement), Suède, Emirats Arabes Unis x2 (renouvellements), Australie (Renouvellement), Inde (ouverture).

V.I.E à temps plein :

Les VIE à temps plein en poste représentent à l'étranger des Ambassadeurs de la Région et de la

Métropole. L'expérimentation réussie menée sur 3 ans de 2015-2018 sur 26 VIE à temps plein a été reconduite avec la Région Sud en 2018 avec un nouveau programme plus ambitieux sur 3 ans. Cette mission est menée par IMED en étroite collaboration avec Business France. Un poste à temps plein complet au siège marseillais de l'association a été créé sur l'année 2018 pour la réalisation et le suivi de ce projet.

Résultats 2018 : 31 VIE temps plein

Objectifs 2019 – 2021 :

7 projets structurants ont été définis par le Conseil d'administration dans le but d'étoffer l'offre de service aux entreprises de l'association basée sur son expertise et expérience de plus de 30 ans à l'international : projets divers tels que la digitalisation du suivi, réflexion sur un nouveau service de recrutement de cadres supérieurs, de formation, services opérationnels à destination des fédérations, élaboration d'un guide, animation sur la toile.

Budget prévisionnel 2019

DEPENSES		RECETTES	
Achat	25 000	Facturation aux entreprises	1 050 000
Services extérieurs	245 000	Subvention sollicitée : Région Sud	661 000
Autres services extérieurs	1 125 500	Subvention sollicitée : Métropole AMP	5 000
Charges de personnel	300 000		
TOTAL DEPENSES	1 711 000	TOTAL RECETTES	1 711 000

Le budget prévisionnel de l'IMED pour 2019 s'élève à 1 711.000 euros, en constante hausse (soit 2% de hausse par rapport à 2018 (1 669.500euros) et 24% de hausse par rapport à 2017 (1.372.250euros). La part de la facturation auprès des entreprises représente 61% du montant total des recettes ; autofinancement constant propre au modèle économique de l'association. La part des salaires et charges s'élèverait à 17% du montant des dépenses (15.8 % en 2018).

Une subvention de 20 000 euros était attribuée par le passé par le Département qui n'est plus compétent depuis l'exercice 2017. La subvention accordée par la Région Sud a été augmentée fortement en 2018 suite à la reconduction de l'expérimentation réussie sur les VIE à temps plein et maintenue à 661 000 euros sur 2019 (pour mémoire 660 000 euros sollicités en 2018, 287 500 euros en 2017).

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence d'attribuer au titre de l'année 2019 une subvention de 5 000 euros à l'association IMED, à l'instar de l'exercice précédent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la commission de suivi et cohérence des subventions aux associations ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de contribuer au développement des exportations des PME sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, source significative de croissance de leurs chiffres d'affaires

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 5 000 euros à l'association IMED au titre de l'année 2019.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - Fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-6544/19/BM

■ Approbation d'un protocole de partenariat avec Bpifrance pour le déploiement d'un accélérateur petites entreprises MET 19/12233/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créé en 2012, Bpifrance (Banque Publique d'Investissement France), est un organisme français de financement et de développement des entreprises qui regroupe Oséo, CDC (Caisse des Dépôts et Consignation) Entreprises, le FSI (Fonds Stratégique d'Investissement) et FSI Régions.

Bpifrance est en particulier chargée de soutenir, en appui des politiques publiques de l'État et des régions, les TPE (Très Petites Entreprises), les PME (Petites et Moyennes Entreprises) et les entreprises innovantes sans distinction de secteurs, ni d'activités.

Leur intervention peut intervenir à des stades différents : phase de création ou difficultés de trésorerie.

Les missions :

Bpifrance agit la plupart du temps en partenariat avec les acteurs privés, en financement comme en investissement.

- Le financement de l'innovation principalement sous forme de crédits bancaires (prêts à l'innovation, prêt à l'amorçage) et de façon minoritaire sous la forme de subventions (État/Régions) ;
- La garantie de prêts bancaires (principale ligne financée par l'État et inscrite dans les

lois de finances et complétée dès 2016-2017 par la garantie à l'export) ;

- Le cofinancement, aux côtés des banques, de prêts bancaires à moyen et long termes ;
- Le financement des besoins à court terme (créances publiques et grands donneurs d'ordres privés) ;
- L'investissement en fonds propres, et en quasi-fonds propres, directement et via des fonds partenaires, dans les PME, les ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire) et les grandes entreprises ;
- La distribution de l'ensemble des soutiens financiers à l'export

En plus de ses solutions de financement, Bpifrance propose également aux entreprises volontaires des programmes d'accompagnement personnalisés en fonction de leurs besoins et de leur taille.

Parmi la gamme de proposition d'accompagnement, Bpifrance a mis en place des accélérateurs dont l'objectif est d'impulser un mouvement en profondeur pour déverrouiller la croissance, et aider les dirigeants à prendre confiance afin de grandir sereinement.

Après 4 ans d'expérience dans l'accélération en direction de 700 PME (pour les transformer en ETI), Bpifrance a décidé de cibler les PE (Petites Entreprises) qui s'avère être «un des chaînons manquants» dans leur offre de service.

En effet, les petites entreprises ont des priorités : le développement de leur stratégie, le financement de leur entreprise, le pilotage de leur performance, sans oublier le recrutement et le rôle du management.

Pour accompagner ce type d'entreprises dans leur croissance, Bpifrance lance l'accélérateur Petites Entreprises et propose à la Métropole Aix-Marseille-Provence, via un protocole de partenariat, de prendre connaissance ce nouveau service d'accompagnement (4 autres sites pilotes ont été choisis : Saint-Denis, Lille, Orléans, Nice).

Ce dispositif, complémentaire aux autres accélérateurs proposés sur le territoire métropolitain, s'adresse aux entreprises de plus de 3 ans, de 10 à 49 salariés, qui réalisent un chiffre d'affaires compris entre 2 et 10 millions d'euros et dont le dirigeant est prêt à s'investir pleinement dans le programme.

L'objectif de cet accompagnement sur-mesure de 12 mois est d'aider des petites entreprises, rentables et indépendantes, à franchir un cap en structurant leur organisation, leur stratégie et en les incitant à embaucher.

Cet accompagnement sera financé par la BPI (50 %) et les entreprises bénéficiaires (50 %) pendant la phase test.

Lancement de l'action : septembre/octobre 2019 sous forme d'un point presse

Démarrage de l'action : fin 2019 (pour un an)

Dans le cadre de cette première promotion, la contribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur ce dispositif sera de participer à l'identification des entreprises susceptibles d'être candidates et qui seront sélectionnées par la BPI (objectif : 30 « accélérées » en 2020).

A l'issue de cette promotion, une évaluation qualitative et quantitative du dispositif sera faite. Sur cette base, la Métropole et la BPI examineront l'opportunité de déployer une deuxième promotion pour laquelle la Métropole apporterait un concours technique et financier, sous réserve de respecter les orientations du SRDEII et l'accord de la Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver au titre de l'année 2020 le protocole de partenariat entre la Métropole et Bpifrance.

En effet, ce programme conformément à l'Agenda du Développement Economique de la Métropole, propose une offre d'accompagnement dans une des étapes du cycle de vie de l'entreprise.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de contribuer au développement des petites entreprises à potentiel sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole de partenariat ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Bpifrance pour le déploiement d'un accélérateur Petites Entreprises.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-6545/19/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive dans le cadre du projet d'extension de la Zone d'Activités Les Plaines Sud à Saint Chamas
MET 19/12069/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est fixée pour axe majeur de son action en faveur du développement économique de concourir à l'aménagement et la livraison de 1 450 hectares de foncier à vocation économique. Pour atteindre cet objectif, il sera nécessaire de procéder à des créations ou à des extensions des zones d'activités économiques existantes.

L'extension de la zone d'activités des Plaines Sud à Saint-Chamas fait partie des opérations d'aménagement pouvant contribuer à atteindre cet objectif.

Par arrêté du 20 février 2019, le Préfet de Région a prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet afin de vérifier le potentiel archéologique et la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements envisagés.

Conformément à l'arrêté précité, le diagnostic archéologique sera réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) sur les parcelles cadastrées Section AO n° 1p – 67 – 145 - 146 – 147 – 148 – 149 – 66 – 155 – 71, à Saint-Chamas. En conséquence, il convient d'approuver la convention annexée avec l'INRAP, afin de fixer les modalités de réalisation du diagnostic archéologique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du Préfet de Région en date du 20 février 2019 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de conclure une convention avec l'Institut National de Recherches d'Archéologies Préventives (INRAP), sous peine d'arrêt préfectoral des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue avec l'INRAP, relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive sur les terrains de la future extension de la zone d'activités des Plaines Sud à Saint Chammas.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-6546/19/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Ville de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour l'organisation d'un stand commun lors du Salon des Entrepreneurs les 22 et 23 octobre 2019
MET 19/12122/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de développement économique qui s'appuie sur des actions de promotion. Parmi ces actions, la présence dans des salons économiques professionnels constitue un axe important qui permet de promouvoir l'image du territoire, d'exposer les réalisations et les projets en cours et ainsi témoigner de son attractivité auprès des décideurs économiques.

Créé il y a 26 ans et organisé par le Groupe Les Echos, le Salon des Entrepreneurs (SDE) a été conçu comme lieu de formation, d'informations et d'échanges ayant pour vocation d'accompagner les porteurs de projets et les dirigeants de jeunes entreprises dans la création, la reprise et le développement d'une activité. Présent chaque année à Paris, Lyon et Nantes, le Groupe Les Echos a organisé la première édition marseillaise en 2015.

Le SDE est devenu un rendez-vous incontournable et pérenne entre les différents acteurs qui composent le tissu économique local et, dans un contexte économique difficile, encourage la croissance en accompagnant le développement des entreprises.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de participer aux éditions 2016, 2017 et 2018 du SDE organisé à Marseille, aux côtés de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence et de la Ville de Marseille.

L'édition 2018 a connu un réel succès avec près de 10 500 visiteurs, 120 partenaires et exposants présents, 100 conférences/ateliers et 25 animations thématiques.

Aussi, par délibération n°ECO 015-5558/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de participer à la cinquième édition du SDE qui sera organisée à Marseille les 22 et 23 octobre 2019.

Pour cette édition 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence et la Ville de Marseille souhaitent à nouveau s'associer pour participer à cet événement à des fins de promotion et de prospection au bénéfice du développement économique et des entreprises du territoire métropolitain.

Cette année, le Département des Bouches-du-Rhône sera également présent sur le stand des partenaires avec une offre emploi-insertion.

Pour ce faire, les institutions partenaires réaliseront notamment un stand commun de 100 m² sur lequel

l'offre et les atouts du territoire ainsi que les services proposés par chacune seront présentés aux visiteurs.

Le budget prévisionnel de cette participation commune au SDE 2019 s'élève à la somme de 50 000 euros. Il comprend les frais de conception et d'aménagement du stand ainsi que les prestations annexes permettant d'optimiser la participation des partenaires et le bon déroulement de l'action.

La Métropole sera le mandataire des partenaires pour l'organisation de cette participation commune et pour la réalisation du stand commun.

Chaque partenaire versera ainsi à la Métropole le montant de sa participation financière à l'organisation de cet événement.

Le plan de financement de la participation commune des partenaires au SDE 2019 est le suivant :

- CCI Marseille Provence :	10 000 euros
- Ville de Marseille :	10 000 euros
- Métropole AMP :	30 000 euros
 TOTAL :	 50 000 euros

Le montant de la participation de la Métropole à ce salon s'élève donc à la somme de 30 000 euros.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, jointe en annexe, relative à l'organisation d'un stand commun lors du Salon des Entrepreneurs les 22 et 23 octobre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 015-5558/19/BM du 28 mars 2019 approuvant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au

Salon des Entrepreneurs Marseille Provence
Alpes Côte d'Azur les 22 et 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence participe à l'édition 2019 du Salon des entrepreneurs, rendez-vous incontournable et pérenne entre les différents acteurs qui composent le tissu économique local ;
- Que la Métropole souhaite associer à sa participation la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence et la Ville de Marseille avec pour ambition commune de valoriser leurs atouts, communiquer en matière de développement économique, rencontrer des porteurs de projets et plus largement renforcer l'activité économique et le développement des entreprises du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, relative à l'organisation d'un stand commun lors du Salon des Entrepreneurs les 22 et 23 octobre 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole : sous-politique B330 Nature 6233-Fonction 64.

Article 4 :

Les recettes correspondantes (20 000 euros) seront constatées au budget de la Métropole : sous-politique B330 -Natures 70875 (Ville de Marseille) et 70878 (autres partenaires) - Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-6547/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Marketing Méditerranée pour l'organisation des 50 ans de la Junior-Entreprise de Kedge Business School - Approbation d'une convention MET 19/12186/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 1969, Marketing Méditerranée est le cabinet de conseil et d'études étudiant le plus titré de France et d'Europe. Grands comptes, PME, TPE, organismes publics et entrepreneurs font appel à leurs services afin de les accompagner dans leur projet et répondre à leur ambition de développement. Cabinet pluridisciplinaire, l'innovation est la priorité de Marketing Méditerranée et la qualité de leur engagement.

Grâce à une approche entrepreneuriale et dynamique, Marketing Méditerranée a déjà suivi plus de 2000 clients, grands groupes internationaux, ETI/TPE et PME, créateurs d'entreprises et institutions publiques depuis 1969.

L'équipe actuelle bénéficie de plus de 45 années d'expérience grâce à un système de passation éprouvé. A la formation interne de 1 an effectuée par chaque consultant s'ajoutent des formations externes dispensées par les partenaires.

Aujourd'hui, Marketing Méditerranée c'est :

- 350 000 euros de Chiffre d'Affaires en 2016
- 97 % de clients satisfaits
- 3 000 études depuis sa création

Marketing Méditerranée a donc organisé le 29 juin dernier, un événement rassemblant 200 acteurs venus du monde entier afin de célébrer les 50 ans de l'association.

L'objectif de cet événement était multiple :

- Promouvoir auprès des 200 décideurs attendus la dynamique de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Renforcer la place des jeunes et conserver les talents dans la région,
- Inscrire Marketing Méditerranée dans le tissu économique local,
- Promouvoir les associations étudiantes et les acteurs du territoire,
- Mettre en avant les autres Junior-Entreprises de notre territoire.

Le budget total de l'opération s'élève à 62 966 euros. Il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'octroi d'une subvention de 15 000 euros à Marketing Méditerranée, représentant moins de 25% du coût global.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et d'attribuer cette subvention après la réalisation de la manifestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée la subvention d'un montant de 15 000 euros à Marketing Méditerranée pour l'organisation des 50 ans de la Junior-Entreprise de Kedge Business School.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Marketing Méditerranée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-politique B330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-6548/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Entrepreneurs pour la planète - Approbation d'une convention MET 19/12330/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Entrepreneurs pour la planète a pour vocation de fédérer entrepreneurs, porteurs de projets environnementaux, associations et start-ups du territoire autour de la Transition écologique afin de protéger le Territoire.

Ces acteurs sont en effet en mesure de contribuer à améliorer la qualité de l'air, favoriser la transition énergétique, protéger la mer et mieux gérer les déchets.

Entrepreneurs pour la planète est un mouvement philanthropique et altruiste destiné à amplifier l'essor et l'impact des projets environnementaux. Ce projet est une initiative nouvelle, unique et ambitieuse qui va permettre de mobiliser les chefs d'entreprises pour apporter leur valeur ajoutée de façon vertueuse et philanthrope à des porteurs de projets environnementaux du territoire.

Cette démarche innovante intègre pour la première fois le monde de l'entreprise dans les actions environnementales du territoire. Le chef d'entreprise aura un rôle de « mentor » auprès des porteurs de projets. Ils travailleront bénévolement sur la réflexion stratégique des projets pour le respect et la protection de l'environnement. Cette approche répond à une demande et un besoin exprimés par les porteurs de projets qui ont récemment pris conscience de l'intérêt d'avoir à leur côté des entrepreneurs expérimentés pour les aider à rendre leurs projets pérennes.

Les projets seront sélectionnés pour favoriser l'innovation verte : la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la replantation végétale, le développement des mobilités douces, le développement des énergies renouvelables, la préservation de la qualité des eaux et du littoral, le développement d'une consommation locale, la réduction du gaspillage alimentaire et l'amélioration du traitement des déchets.

L'action de l'association cadre parfaitement avec la politique publique menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le domaine du Développement Durable et notamment avec son agenda environnemental.

L'association Entrepreneurs pour la planète sollicite une aide financière de 60 000 euros pour

accompagner le développement du projet dans sa phase de lancement (juin 2019 à juin 2020). Le détail des actions planifiées est présenté ci-dessous.

Stratégie de développement

- Proposer une plateforme de networking digital
- Créer un réseau de chefs d'entreprise du territoire, engagés et bénévoles : mobiliser les entreprises de la Métropole pour qu'elles s'engagent dans des projets environnementaux et qu'elles prennent part à la transition écologique initiée par Martine Vassal au travers de l'agenda environnemental. Ce travail collectif est essentiel et symbolise précisément sa volonté politique : l'efficacité et le résultat dans le rassemblement.
- Organiser des rencontres et des événements entre les porteurs de projets et les chefs d'entreprise.

Entrepreneurs pour la planète s'est entouré de 13 ambassadeurs chefs d'entreprise qui vont promouvoir le mouvement et motiver les chefs d'entreprise du territoire à s'engager dans la transition

- Organisation de rencontres (déjeuners, etc.),
- Réalisation et diffusion de témoignages filmés sur les réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn, plateforme de networking, etc.)
- Conférences et témoignages d'engagement

La plateforme de networking digital

L'association Entrepreneurs pour la planète développe actuellement une plateforme de networking digital pour faciliter la mise en relation entre les chefs d'entreprises et les acteurs environnementaux demandeurs d'un accompagnement, notamment les nouveaux projets innovants portés par de jeunes structures (associations, start-ups).

Pour s'inscrire sur la plateforme, les projets environnementaux doivent être ancrés sur le territoire de la Métropole et s'inscrire dans l'une des catégories suivantes : biodiversité, agriculture et alimentation, habitats (éco)responsables, énergies renouvelables, (dé)pollution, déchets, loisirs, transports, éducation à l'environnement, médecines douces et naturelles. Ces catégories correspondent aux priorités environnementales mises en évidence dans l'agenda environnemental de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans la phase de construction de la plateforme et pour ajuster les besoins des acteurs, 4 porteurs de projets et 9 chefs d'entreprise se sont engagés à être bêta-testeurs. Leur objectif est de tester pour

améliorer (1) le concept Entrepreneurs pour la planète (accompagnement) et (2) la plateforme (fluidité de navigation, ergonomie, responsive, bugs, informations affichées). La mise en relation entre les bêta-testeurs a été effectuée et les 9 chefs d'entreprise ont donc sélectionné un projet à accompagner. A la fin de la phase de test, leurs retours permettront d'ajuster le concept et la plateforme pour permettre son lancement officiel.

L'association Entrepreneurs pour la planète sollicite l'aide financière et technique de la Métropole pour la phase de lancement de son projet. Elle souhaite en effet lancer le projet sur un territoire témoin correspondant au périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans un premier temps et cela jusqu'au Congrès de l'UICN. L'objectif à long terme est de déployer le projet à plus grande échelle, sur la Région Sud, dans les autres régions françaises, et à l'international.

Cette association sollicite une aide financière de 60 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 60 000 euros à l'association Entrepreneurs pour la planète.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Entrepreneurs pour la planète.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ou tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-6549/19/BM

**■ Attribution d'une aide financière à la société Comic Strip Production pour la production d'un court-métrage de fiction - Approbation d'une convention
MET 19/12064/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage (la ville de Marseille avec 500 tournages est la deuxième ville de France la plus filmée).

Le territoire métropolitain se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournages à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV, ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et nouveaux médias.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias), une académie de cascade (Provence Action).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille entre 70 et 100 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Les Déguns, mais également de nombreuses séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Caïn, Léo Mattei brigade des mineurs ou Plus belle la vie. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel afin de promouvoir et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent

en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société Comic Strip Production a sollicité, par un courrier du 27 mai 2019 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du court-métrage de fiction Palimpseste, dont une partie du tournage sera réalisée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 19-430 de la commission permanente du Conseil Régional du 26 juin 2019, a attribué à la société une aide d'un montant de 25 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société Comic Strip Production une aide financière d'un montant de 10 000 euros pour la production du court-métrage de fiction Palimpseste.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du film ayant démarré.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Comic Strip Production relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société Comic Strip Production sera imputé au budget de l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2019, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;

- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 19-430 du 26 juin 2019 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 25 000 euros à la société de Comic Strip Production pour la production du court-métrage de fiction Palimpseste ;
- La délibération n°ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée par Comic Strip Production à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 27 mai 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la

Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;

- Que l'intervention métropolitaine doit être complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que par délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que Comic Strip Production a sollicité une aide financière de la Région et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du court-métrage de fiction Palimpseste ;
- Que pour ce projet, Comic Strip Production a obtenu une aide de la Région d'un montant de 25 000 euros approuvée par la délibération n° 19-430 du 26 juin 2019 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Comic Strip Production relative à l'octroi d'une aide financière ;
- Qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du court-métrage de fiction Palimpseste ayant démarré.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide financière 10 000 euros à Comic Strip Production pour la production du court-métrage de fiction Palimpseste, après commencement de l'exécution de l'opération subventionnée, par dérogation à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Comic Strip Production relative à l'octroi d'une aide financière pour la production du court-métrage de fiction Palimpseste.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2019, en section investissement, opération 2018 610500 - Programme 15 - Autres services d'intérêt métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-6550/19/BM

■ Attribution d'une aide financière à la société AMOPIX pour la production d'un court-métrage d'animation - Approbation d'une convention MET 19/12066/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage (la ville de Marseille avec 500 tournages est la deuxième ville de France la plus filmée).

Le territoire métropolitain se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournages à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et nouveaux médias.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias), une académie de cascade (Provence Action).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille entre 70 et 100 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Les Déguns, mais également de nombreuses séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Caïn, Léo Mattei brigade des mineurs ou Plus belle la vie. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel afin de promouvoir et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société de production AMOPIX a sollicité, par un courrier du 28 mars 2019 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du court-métrage d'animation Mesdemoiselles les Palourdes, dont la prestation de compositing et de colorisation sera réalisée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 18-781 de la commission permanente du Conseil Régional du 18 octobre 2018, a attribué à la société une aide d'un montant de 30 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société AMOPIX une aide financière d'un montant de 10 000

euros pour la production du court-métrage d'animation Mesdemoiselles les Palourdes.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, la production du film ayant démarré.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société AMOPIX relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société AMOPIX sera imputé au budget de l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2019, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une

intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;

- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 18-781 du 18 octobre 2018 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 30 000 euros à la société de production AMOPIX pour la production du court-métrage d'animation Mesdemoiselles les Palourdes ;
- La délibération n°ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée par la société AMOPIX à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 28 mars 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de

soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;

- Que l'intervention métropolitaine doit être complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que par délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que la société AMOPIX a sollicité une aide financière de la Région et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du court-métrage d'animation Mesdemoiselles les Palourdes ;
- Que pour ce projet, la société AMOPIX a obtenu une aide de la Région d'un montant de 30 000 euros approuvée par la délibération n° 18-781 du 18 octobre 2018 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société AMOPIX relative à l'octroi d'une aide financière ;
- Qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, la production du court-métrage d'animation ayant démarré.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide financière d'un montant de 10 000 euros (dix mille euros) à la société de production AMOPIX pour la production du court-métrage d'animation Mesdemoiselles les Palourdes, après commencement de l'exécution de l'opération subventionnée, par dérogation à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société AMOPIX relative à l'octroi d'une aide financière pour la production du court-métrage d'animation Mesdemoiselles les Palourdes.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2019, en section investissement, opération 2018 610500 - Programme 15 - Autres services d'intérêt métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-6551/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'association "Pacte PME" pour développer les relations entre donneurs d'ordre et PME du territoire et paiement de la cotisation 2019 MET 19/12019/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « Pacte PME » a pour objet de renforcer les relations entre les PME et les grands comptes (grandes entreprises publiques ou privées, établissements publics, ministères, collectivités locales, ...) qui peuvent être leurs clients ou leurs partenaires.

Pour ce faire, les activités de l'association se déploient sur deux axes :

- L'ouverture des grands comptes à de nouveaux fournisseurs ou partenaires,
- Le renforcement des PME ou ETI qui sont déjà leurs fournisseurs ou partenaires.

Ces axes sont mis en œuvre en associant non seulement des grands comptes et des organisations professionnelles représentant des PME, mais aussi des établissements financiers, des investisseurs, des établissements d'enseignement supérieur, des établissements publics de recherche, des pôles de compétitivité et des organismes publics d'aide aux PME.

L'association agit dans le cadre d'une démarche intitulée « mobilisation positive » décrite dans le « Pacte PME » à laquelle les membres doivent adhérer.

L'adhésion de la Métropole à l'association « Pacte PME » est un moyen de fédérer l'ensemble des acteurs autour de dispositifs contribuant à la mise en œuvre de l'Agenda du Développement Economique métropolitain. Aussi, la Métropole entend soutenir le « Métropolitain Business Act (MBA) » initié par la

CCIMP et développer les actions structurantes de la relation entre les donneurs d'ordre et les PME du territoire.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille Provence a décidé d'adhérer à l'association « Pacte PME » par délibération n° ECO 008-3623/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association « Pacte PME », la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle est fixé à 12 400 euros pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'adhésion de la Métropole à cette association est notamment un moyen de fédérer l'ensemble des acteurs autour de dispositifs contribuant à la mise en œuvre de l'Agenda du Développement Economique métropolitain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi adhéré à l'association "Pacte PME" en 2018 et souhaite renouveler son adhésion pour l'année 2019 ;

- Qu'il convient d'approuver le règlement de la cotisation correspondante, d'un montant de 12 400 euros ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « Pacte PME », ainsi que le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 12 400 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-6552/19/BM

■ Attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour la mise en oeuvre de la phase 2 de la démarche Smart Port - Approbation d'une convention MET 19/12074/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'activité portuaire, et plus largement l'économie maritime, porte en elle de formidables potentialités de développement pour notre territoire, à la fois en matière de création de richesses et d'emplois.

Reliée aux métropoles européennes et internationales via un réseau de transports performant et multimodal, la cité phocéenne a su tirer profit de sa situation géographique privilégiée, aussi bien pour les trafics méditerranéens que pour ceux qui proviennent d'Asie. Tous les modes de transport y sont en effet disponibles (portuaire, ferroviaire, aérien et autoroutier), ce qui fait de notre territoire la première plateforme multimodale du Sud de l'Europe.

Tête de pont économique et plaque tournante de l'export dans la région, Marseille et son port offrent également un accès facilité aux marchés de plus de 800 millions de consommateurs.

41 000 emplois sont aujourd'hui générés par l'activité portuaire, soit 8 % de l'emploi salarié privé du département. Afin de construire le port de demain, les personnes morales de droit public ou privé se sont engagées dans la mise en œuvre d'un grand projet structurant du territoire, le French Smart Port in Med. Pour ce faire, l'approbation d'une convention cadre de partenariat destinée à définir les modalités de collaboration et de pilotage entre les partenaires a été votée en juin 2019.

Le Smart Port résulte de la convergence des thématiques associées à la smart city d'une part et à l'interface ville-port d'autre part (city-port). A l'image de la smart city, le Smart Port promeut un transport intelligent, vert et intégré. Il vise l'efficacité et la compétitivité tout en recherchant l'efficacité énergétique. Le Smart Port place le système portuaire et logistique comme un poumon économique et social pour son territoire, économe en ressources, respectueux de l'environnement, sûr et harmonieux au bénéfice des habitants et des entreprises. Développer l'intégration du système portuaire logistique métropolitain revient à concrétiser le Smart Port méditerranéen, à penser le Port de demain.

Le Smart Port a pour ambition de :

- améliorer la performance économique et environnementale de l'écosystème portuaire et logistique,
- créer de nouvelles sources de valeur et d'emploi,
- renforcer les relations et les interactions entre le Port et les territoires métropolitain et régional,
- promouvoir la place portuaire et contribuer à la différenciation du Port.

La Phase 1 du Smart Port (avril 2017 – juillet 2018) a permis la détermination de 3 axes prioritaires :

- une logistique intelligente, digitalisée et dématérialisée,
- un mix énergétique et une écologie industrielle au service de l'environnement,
- un port connecté aux plus grands hubs internationaux et à la population locale.

La démarche Smart Port se fixe sur la phase 2 quatre ambitions stratégiques :

- améliorer la performance économique et environnementale de l'écosystème portuaire et logistique et industriel,
- créer de nouvelles sources de valeur et d'emplois, en particulier dans le secteur du numérique,
- renforcer les relations et les interactions entre le port et le territoire métropolitain,
- promouvoir la place portuaire et contribuer à la différenciation de Marseille Fos, notamment en Méditerranée.

La démarche Smart Port permet d'afficher le port et son territoire comme un terrain d'expérimentation de nouveaux usages, applications, dispositifs. Marseille Fos et son écosystème se différencient ainsi des autres ports en améliorant l'offre de services et en révélant le dynamisme de son tissu économique au service de ses usagers et parties prenantes.

Les promoteurs et partenaires de la démarche associent leurs efforts dans une démarche collaborative et ouverte via six modalités complémentaires à mettre en œuvre dans cette phase 2 :

- le référencement et le déploiement d'actions concrètes et de projets pilotes pour rendre lisible et concret le French Smart Port in Med,

- la mise en œuvre d'un dispositif d'innovations ouvertes basé sur un "Challenge" pour ancrer le Port et la Métropole comme des terrains d'expérimentation de nouveaux usages, applications et démonstrateurs,
- l'animation d'une "Brain Port Community" pour favoriser la mise en place de formations, de programmes de recherche et de démarches de coopérations autour des activités portuaires et mener une réflexion prospective sur l'emploi,
- la structuration d'une base de données "Smart Port Data" permettant à l'ensemble des acteurs voulant développer un projet de recherche, d'innovation ou d'activité sur la thématique du Smart port d'accéder à des jeux de données variés et spécifiques,
- la mise en place d'une politique de communication et de promotion de l'initiative Le French Smart Port in Med aux niveaux local, régional, national, européen et international,
- le déploiement d'un programme d'investissements en infrastructures et en capacités d'accueil des activités liées à l'innovation énergétique, à la logistique et au numérique.

La démarche Smart Port est orientée vers l'émergence et l'accélération de projets. Afin d'identifier et sélectionner les projets répondant à l'ambition, un processus de référencement a été instauré. Les projets doivent contribuer à une ou plusieurs ambitions déclarées et à au moins un des objectifs opérationnels :

- déployer des applications numériques qui favorisent la fluidité portuaire et/ou des flux énergétiques,
- déployer des actions et des applications qui améliorent le suivi de l'impact des activités portuaires sur l'environnement,
- accompagner les projets visant à diminuer l'impact sur l'environnement des transports maritimes et d'autres activités portuaires,
- développer les projets d'économie circulaire visant à réduire l'usage des ressources et à mutualiser les utilités, les énergies et les matières,
- promouvoir les outils favorisant l'information des usagers au port (gares maritimes, aéroport, gares...),
- développer des systèmes de gestion plus performante en s'appuyant sur les technologies numériques (IoT, Big Data, Blockchain, réseaux de capteurs, impression 3D, réalité augmentée, etc...).

Cette nouvelle stratégie de développement se traduit par la structuration d'un pilotage spécifique dédié au projet Smart Port et mettant en réseau les principaux acteurs. C'est pourquoi il est demandé aux partenaires de s'engager à associer leurs efforts dans la démarche collaborative et ouverte du Smart Port.

Afin de soutenir le lancement et la mise en œuvre de la phase 2 de la démarche Smart Port, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite attribuer à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille

Provence une subvention de 50 000 euros. A ce titre, la CCIMP, à son initiative et sous sa responsabilité, assurera le portage administratif et financier du Challenge d'Innovation et le portage administratif et financier du Démonstrateur. Elle assurera également l'animation générale de la démarche.

Le budget global de cette démarche s'élève à 850 000 euros sur trois ans, comme suit :

Dépenses		Recettes	
	budget 36 mois		budget 36 mois
Direction stratégique et opérationnelle		Contribution en nature	
Equipe GPMM	100 000 €	GPMM	100 000 €
Equipe AMU	100 000 €	AMU	100 000 €
Equipe CCIMP	100 000 €	CCIMP	100 000 €
		Où le rapport ci-dessus,	
Secrétariat Général			
Equipe CCIMP	150 000 €	Entendus des conclusions du Commissaire	
AMO	100 000 €	Rapporteur,	50 000 €
Frais divers	45 000 €	Banque des territoires	50 000 €
		Considérant	
		Conseil Régional	50 000 €
		Conseil Départemental	50 000 €
Qualification et appui projets		Métropole Aix-Marseille-Provence d'être associée à la mise en œuvre de la phase 2 de la démarche Smart Port	50 000 €
Qualification projets	90 000 €	Ville de Marseille	50 000 €
Appui briques opérationnelles	60 000 €	Haute-Provence	45 000 €
Outil de médiation	105 000 €	Naval Group	45 000 €
		Article 1 :	
		EDF	45 000 €
		CMA CGM	45 000 €
		Traxens	45 000 €
		Autres partenaires	25 000 €
TOTAL	850 000 €	Article 2 :	850 000 €

Le French Smart Port in Med affirme et consolide la vocation portuaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et tire parti de la révolution numérique. Il révèle l'engagement des acteurs du cluster portuaire pour construire le port de demain. En centrant leurs actions sur l'innovation, ils valorisent les potentiels du tissu économique tout en visant un développement durable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole

- La délibération ECO 001-6036/19/BVL du 20 juin 2019 portant sur l'approbation d'une convention cadre de partenariat destinée à structurer le pilotage du French Smart Port in Med définissant les modalités de collaboration entre les partenaires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendus des conclusions du Commissaire Rapporteur,

Banque des territoires

Considérant

Conseil Régional

Conseil Départemental

Métropole Aix-Marseille-Provence

Ville de Marseille

Haute-Provence

Naval Group

Article 1 :

EDF

CMA CGM

Traxens

Autres partenaires

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à l'attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie pour la mise en œuvre de la phase 2 de la démarche Smart Port.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 au budget principal de la Métropole – Chapitre 65 – Nature 657381 – Fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-6553/19/BM

■ Approbation d'un accord de partenariat pour le projet FAVAS dans le cadre du programme européen de coopération transnationale "INTERREG ALPES 2014-2020" MET 19/12086/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le programme européen « INTERREG ALPES » est un programme transnational de coopération territoriale qui vise à soutenir le développement régional durable dans les régions alpines telle que Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il existe depuis 2000 et concerne quatre régions françaises entièrement éligibles : Provence-Alpes Côte d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et le Grand-Est. Les autres pays européens concernés sont l'Italie, la Slovénie, la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche. L'Autorité de gestion a été déléguée par la Commission européenne au Gouvernement régional de Salzbourg (Autriche), et le Point de Contact National en France à la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le programme 2014-2020 participe à la stratégie européenne 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Il offre aux parties prenantes un cadre pour développer, expérimenter, mettre en œuvre et coordonner de nouvelles idées. En tant que moteur de développement et de changement, le programme réunit trois fonctions:

- amorcer et financer des projets concrets permettant la réalisation des objectifs du Programme;
- alimenter les débats sur la politique de cohésion et le futur de l'espace alpin;
- agir comme catalyseur de coopération et de solutions communes au sein du territoire éligible.

Dans le cadre de l'appel à projets 2019 du programme INTERREG ALPES, la Métropole a adhéré en tant que partenaire à la candidature du projet FAVAS - Full Autonomous Vehicles in the Alpine Space - portée par le Pôle de Compétitivité « Véhicules du futur » de Mulhouse en tant que Chef de file du projet.

Une déclaration de partenaire FEDER a été signée par Madame la Présidente de la Métropole en date 28 mai 2019, et transmise au Gouvernement régional de Salzbourg (annexe n°1 au présent rapport).

Le Pôle de Compétitivité « Véhicules du futur » de Mulhouse a déposé le formulaire de candidature officiel en langue anglaise au Gouvernement régional de Salzbourg le 5 juin 2019 (annexe n°2 au présent rapport).

Une synthèse en langue française a été déposée le même jour à la Région Auvergne-Rhône-Alpes (annexe n°3 au présent rapport).

Le Chef de file a transmis à la Métropole l'accord de partenariat à lui transmettre, signé pour le mois d'octobre 2019.

Une version en langue française du modèle d'accord de partenariat spécifique au programme européen INTERREG ALPES a été envoyée à la Métropole par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, en tant que point de contact national du programme (annexe n°5 au présent rapport).

Par délibération du 26 septembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé les conditions techniques et financières du partenariat afin de finaliser sa participation à la candidature du projet FAVAS et permettre la signature dudit accord de partenariat.

Les activités du projet FAVAS débuteront au cours du premier semestre 2020, pour une durée de 3 ans jusqu'au dernier trimestre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Le règlement (UE) n°1299/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif "Coopération territoriale européenne" ;
- Le programme opérationnel INTERREG ESPACE ALPIN approuvé par la Commission européenne le 17 décembre 2014 ;

- Les appels à projets du Gouvernement régional de Salzbourg (Autriche) en tant qu'Autorité de gestion du programme INTERREG ALPES;
- La déclaration de partenariat FEDER de la Métropole signée le 28 mai 2019 ;
- Le dépôt du dossier de candidature à l'Autorité de gestion du programme le 5 juin 2019 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 portant approbation des engagements techniques et financiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation du projet FAVAS dans le cadre du programme européen de coopération transnationale INTERREG ALPES.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les axes thématiques du programme européen de coopération territoriale INTERREG ALPES représentent un enjeu essentiel pour la Métropole ;
- Que la présence de la Métropole dans les programmes de coopération transnationale est un outil de prospective territoriale qui contribue à la qualité et la mise à jour des politiques métropolitaines à travers l'échange d'expérience et la mise en œuvre de projets pilotes ;
- Que le positionnement dans des réseaux et projets de coopération territoriale européenne permet d'expérimenter des innovations issues de la recherche académique, et de capitaliser au niveau européen les bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire de la Métropole ;
- Que la participation de la Métropole à un projet Interreg représente une opportunité de financement supplémentaire pour les directions et services opérationnels métropolitains dont les activités ont un rapport avec l'axe thématique du programme mentionné ci-dessus ;
- Que l'opportunité d'un projet Interreg est le développement et le renforcement des activités en cours de réalisation, tout en les insérant dans une perspective européenne (utilisation d'indicateurs techniques européens, complémentarités avec les territoires partenaires,...) ;
- Que l'objectif de desserte premium annoncé dans l'Agenda Mobilité métropolitaine (décembre 2016), notamment en ce qui

concerne l'évaluation d'autres modes comme les bus autonomes pour la desserte de proximité, coïncide avec les objectifs du projet FAVAS.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'accord de partenariat pour le projet « FAVAS - Full Autonomous Vehicles in the Alpine Space ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet accord et tous les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-6554/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Africalink pour promouvoir et développer la création de partenariats entre les entrepreneurs des deux rives de la Méditerranée - Approbation d'une convention
MET 19/12156/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Africalink est une communauté originale d'entrepreneurs/PME, partageant des valeurs et désireuses d'assurer la prospérité de leurs projets sur l'axe Euro/Méditerranée/Afrique, tout en contribuant, ensemble, à l'amélioration de l'environnement économique, social et culturel.

Africalink associe à sa démarche les grands groupes (qui y trouveront un enracinement local nécessaire ainsi qu'une prise directe sur les tendances économiques et sociales), les institutions internationales et bailleurs de fonds (qui y trouveront les réseaux et circuits de diversification, de relais et d'approfondissement de leurs programmes), les institutionnels et collectivités territoriales (qui y valideront la pertinence de leurs politiques d'ouverture au monde et d'accompagnement des PME), enfin les associations (qui y trouveront un lieu d'échanges et d'accompagnement).

Créé et basé à Marseille, en Provence, le réseau Africalink associe originellement des TPE/PME de tous les pays de l'axe Euro/Méditerranée/Afrique. Il bénéficie du soutien actif de la CCIMP (qui en est à l'initiative) et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au-delà d'être un réseau de rencontres BtoB, d'échanges et de collaborations, confidentiel et/ou collectif, entre ses membres, Africalink est également

destiné à devenir un espace de réflexion organisé et contributif sur des thèmes tels que l'émergence collaborative, la relation France (en Europe) / Afrique, le rôle d'Aix-Marseille-Provence comme plateforme d'accueil et facilitateur de la relation vers et avec l'Afrique, les blockchains comme outils d'indépendance et de développement...etc.

Africalink se conçoit également comme une plateforme d'échange qui collecte et rend accessible les informations (data) relatives aux tissus économiques et sociaux des pays couverts par la communauté.

Les enjeux pour Aix Marseille Provence et la France (en Europe) :

Aujourd'hui, l'augmentation du nombre de projets d'investissements directs étrangers vers l'Afrique est une opportunité pour Aix-Marseille-Provence pour se positionner comme base arrière naturelle de stratégies de développement vers le Sud.

Ceci passera par le développement de nouvelles infrastructures indispensables (transports internationaux, structures d'accueil/hébergement, communication, formations...), mais aussi par l'approfondissement de la reconnaissance, de la confiance et de liens personnels entre les acteurs des deux rives.

Plus modestes, mais d'un potentiel considérable, les flux Sud/Nord doivent également pouvoir s'appuyer sur un écosystème proche, fiable, reconnu et porte vers l'Europe du Nord.

Ainsi, au même titre que Miami se positionne comme la porte d'entrée de l'Amérique Latine, qu'Hong Kong et Singapour donnent un accès privilégié à l'Asie, Aix-Marseille-Provence a vocation à redevenir cette porte historique entre l'Afrique et l'Europe.

Les objectifs du projet de partenariat :

- Poursuivre la politique de développement de la communauté par la mise en place d'une stratégie de « recrutement » plus large et plus visible. Tout en maintenant un niveau d'exigence élevé (cooptation, adhésion à la Charte, souci de l'environnement humain et naturel...)
- Fédérer, autour de ses convictions et valeurs, les acteurs engagés dans la réécriture des relations entre la France (en Europe) et le continent africain.
- Rappeler, en l'organisant et en la valorisant, la force de proposition et l'engagement majeur des acteurs de la relation France (en Europe) / Afrique dans les territoires.
- Etre force de propositions dans la mise en

œuvre de la nouvelle approche «Africaine » définie par le gouvernement et les institutions Françaises

- Contribuer au développement du business des entrepreneurs par l'organisation d'opérations collectives et la mutualisation de moyens

Africalink est une communauté récente (créée fin 2017) mais elle bénéficie de l'appui de la CCI Marseille Provence qui finance le secrétariat général de l'association, un « back office » technique minimum, des moyens logistiques tels que locaux, restauration, communication, services techniques, déplacements...etc.

D'autre part, avec 64 PME fondatrices (décembre 2017) et 114 membres (juin 2019), Africalink est devenu, en très peu de temps, un acteur connu et reconnu du développement des courants d'affaires français en Europe, avec l'Afrique.

Des ressources financières stables sont d'ores et déjà assurées par la mise en place de cotisations (différentes en fonction des territoires) permettant d'assurer le fonctionnement de la communauté de manière pérenne.

Des démarches sont en cours auprès de grandes entreprises du territoire AMP ainsi que de grands groupes africains afin de bénéficier de leur appui logistique et financier. La recherche de financeurs «privés» est un des enjeux forts de l'indépendance de la communauté et de son équilibre en matière de financements extérieurs.

Les financements permettront à Africalink de se développer tout en appuyant le développement de ses membres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son soutien financier à hauteur de 50 000 euros au budget 2019 aux côtés d'autres partenaires

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de promouvoir et développer la création de partenariats entre les entrepreneurs des deux rives de la Méditerranée

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 000 euros à l'association Africalink.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association Africalink.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 65748 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 014-6555/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Medinsoft pour l'animation de la filière numérique et organisation des 3 jours de l'intelligence collective - Approbation d'une convention MET 19/12083/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Avec les secteurs du numérique et des industries créatives représentant aujourd'hui plus de 56 000 emplois et un chiffre d'affaires de 10 milliards d'euros, et grâce à des infrastructures de rayonnement mondial (13 câbles sous-marin en fibre optique), le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ambitionne de devenir le hub méditerranéen des entreprises innovantes.

Labellisé Capitale French Tech en Mars 2019, le

territoire Aix-Marseille-Provence est aujourd'hui présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique avec de véritables TechChampions (Jaguar Network, Voyage Privé, AlloPneus...) et des pépites en devenir (Crosscall, Traxens, Qista, Beelife...). La structuration, l'animation et l'essor de cet écosystème en ébullition sont des composantes essentielles pour renforcer l'attractivité digitale du territoire.

Créé en 2003, et comptant plus de 250 membres, Medinsoft est un des principaux réseaux de professionnels de l'industrie numérique sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Résolument ancrée au cœur d'un secteur stratégique pour le développement innovant du territoire, Medinsoft met son dynamisme au service de ses adhérents afin de leur proposer des rencontres périodiques, des participations sur des salons professionnels à dimension nationale et internationale, de nombreuses actions de communication, de formation et de partage de bonnes pratiques.

C'est donc tout naturellement que Medinsoft s'est impliqué dans la candidature Aix-Marseille French Tech de la future Métropole Aix-Marseille-Provence, avant d'être nommé coordinateur du label Aix-Marseille French Tech décerné par le gouvernement en novembre 2014.

Medinsoft a opéré l'animation du label Aix-Marseille French Tech de son origine jusqu'à mars 2018.

Depuis Medinsoft, en tant que cluster des entreprises spécialisées dans le numérique, continue sa mission d'animation et de développement de la filière.

Aujourd'hui doté de 11 commissions opérationnelles (Blockchain, Digital marketing and sales, Emploi et Formation, E-santé, E-sport, Financement, Industrie 4.0, Legal in Tech, Logiciel libre, Smart City et Tourisme) qui animent les secteurs d'activités en produisant des actions concrètes (livres blancs, salons spécialisés, événements sectoriels...), Medinsoft met en place les conditions de succès pour mener à bien ses objectifs :

- Accompagner les entreprises du numérique à la croissance,
- Développer l'e-économie,
- Promouvoir l'emploi sur le territoire,
- Accéder aux financements pour les entreprises innovantes,
- Mettre en commun et croiser les compétences pluridisciplinaires des membres,
- Créer des synergies, pour devenir plus efficaces, et améliorer globalement les potentiels d'offres numériques de chacun,
- Réaliser des opérations collectives de promotion de la filière,

- Profiter des connaissances et des contacts de chaque membre pour développer un réseau d'influences,
- Gagner ensemble des projets importants et fédérateurs faisant appel aux connaissances particulières de tout ou partie des membres,
- Contribuer par ses animations et actions à la transformation digitale des entreprises,

Dans ce cadre, Medinsoft sollicite le soutien de la Métropole Aix-Marseille Provence au titre du programme d'actions suivant :

- Organisation de Commissions thématiques constituées d'experts du numérique pour faire émerger des stratégies de transformation digitale liées aux champs d'actions des collectivités comme des entreprises et délivrer des recommandations stratégiques et opérationnelles au service du collectif
- Organisation des 3 jours de l'Intelligence collective articulés autour de trois événements en septembre et octobre 2019 :
 - ❖ Le forum Medinjob dédié à l'emploi dans la filière numérique au Pôle Media de la belle de Mai (500 postes publiés, 45 contrats de travail signés et 600 participants pour l'édition 2018).
 - ❖ Le Salon des Entrepreneurs au Parc Chanot de Marseille,
 - ❖ Le FIDMED dédié au financement des entreprises technologiques et des startups du numérique (25 pitches de start up et 400 participants pour l'édition 2018).

L'association Medinsoft a déposé deux dossiers de demande de subvention auprès de la Métropole :

- Un dossier de soutien à la gouvernance au titre de l'animation de la filière digitale (Afterworks thématiques, Commissions thématiques) pour 50 000 euros,
- Un dossier au titre de l'organisation des 3 jours de l'intelligence collective pour 15 000 euros.

Il est proposé au vote un soutien de 65 000 euros au titre des actions décrites, décomposé comme suit :

- 15 000 euros au titre du soutien de l'action pour l'organisation des 3 jours de l'intelligence collective représentant 13,63 % d'un budget prévisionnel de l'action de 110 000 euros,
- 50 000 euros au titre du soutien à la gouvernance du cluster Medinsoft représentant 8.77 % d'un budget prévisionnel global de 570 000 euros.

Ce soutien financier est pris en charge intégralement sur le Budget Métropolitain Centralisé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'association Medinsoft au titre de sa gouvernance et de ses actions au service du développement de la filière numérique du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Medinsoft une subvention totale de 65 000 euros, dont 15 000 euros au titre de l'action « 3 jours de l'intelligence collective » et 50 000 euros au titre de sa participation à l'animation de la filière numérique du territoire.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Association « Medinsoft » ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ladite convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 au budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B370- Chapitre 65 - Article 65748 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 015-6556/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) et paiement de la cotisation 2019 MET 19/11864/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert est adhérent de l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) fondée en 1984 par le Sénateur Laffitte.

Cette association regroupe 350 membres dans 75 pays. L'objectif de l'IASP est d'animer le réseau international des parcs scientifiques et technopôles, de favoriser les échanges d'expériences entre les pays adhérents et d'encourager les partenariats entre les adhérents.

Au titre du pilotage du Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert, la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère à l'IASP dont les travaux et le rayonnement contribuent à développer la notoriété du territoire au plan international dans le domaine du développement économique par l'innovation.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole de renouveler son adhésion à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) dont la cotisation s'élève à 1 800 euros pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération ECO-023-1920/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) et paiement de la cotisation 2017.
- La délibération ECO 017-4294/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adhérer à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) pour le rayonnement international du territoire en matière d'innovation

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) ainsi que le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 1 800 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 016-6557/19/BM

■ Approbation d'une convention territoriale d'exercice concerté des compétences relative à l'enseignement supérieur et à la recherche avec la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur MET 19/11997/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a précisé les domaines de compétences attribuées à chaque collectivité et désigné des « chefs de file » pour certaines d'entre elles.

Ainsi, pour l'exercice des compétences relatives au soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche, la Région est chargée d'organiser, en qualité de chef de file, les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (article L.1111-9- CGCT).

La Région a élaboré, à ce titre, une convention territoriale d'exercice concerté (CTEC) relative à l'Enseignement Supérieur et la Recherche qui s'inscrit dans la suite de l'adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) adopté par la Région le 7 juillet 2017.

Le législateur a prévu que les modalités d'action commune des collectivités territoriales et de leurs groupements seraient débattues par la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP) prévue par ce même article.

Ce projet de CTEC a, ainsi, été présenté à la CTAP du 17 avril 2018 et voté en assemblée plénière du Conseil Régional le 29 juin 2018.

La CTEC a vocation à fixer « les objectifs de rationalisation et les modalités de l'action commune pour chacune des compétences concernées » dans un objectif de coordination, de simplification et de clarification des interventions financières respectives. Elle permet aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics d'intervenir cumulativement sur des projets en investissement et en fonctionnement ne figurant pas dans le Contrat de Plan Etat Région (CPER), dès lors qu'ils sont en cohérence avec les orientations du SRESRI. La CTEC permet également la dérogation à la participation minimale du maître d'ouvrage de 30% à 20%.

En effet, l'enseignement supérieur et la recherche est une compétence qui est susceptible de faire intervenir plusieurs financeurs dont notamment la Région, le Département et la Métropole et, si la plus grande partie des projets figurent au CPER, la signature de la présente CTEC s'impose pour tout financement commun, en dehors de ce dernier, de nouveaux projets structurants pour le territoire.

A titre informatif, le Département des Bouches-du-Rhône a adopté la CTEC relative à l'enseignement supérieur et à la recherche lors de sa session du 14 septembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le courrier du Président de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur du 30 avril 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la Convention territoriale d'exercice concerté des compétences qui organise les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics en matière d'Enseignement Supérieur et Recherche sous le chef de file de la Région et permet ainsi un cofinancement des projets hors CPER par les collectivités territoriales et leurs établissements publics.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention territoriale d'exercice concerté relative à l'enseignement supérieur et à la recherche avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 017-6558/19/BM

■ Attribution de subvention à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention MET 19/11990/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la signature de la convention cadre de partenariat entre Aix-Marseille Université et la Métropole, il vous est proposé de soutenir des manifestations et actions qui valorisent le travail des équipes universitaires et de recherche.

En effet, elles contribuent à accroître la notoriété scientifique et à développer le caractère innovant du territoire. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il vous est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions portées par Aix-Marseille Université avec une incidence financière totale de 60 410euros, comme suit :

- 3 000euros pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « Humanismes, anti humanismes et Littérature (XIV XXIème siècle) », du 12 au 15 juin 2019, organisé par le Centre Interdisciplinaire d'Etude des Littératures d'Aix Marseille (CIELAM - Ecole Doctorale Langue, Lettres et Art d'Aix Marseille Université).

- 2 000euros pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « Quelle éthique pour l'Europe », le 21 juin 2019, organisé par le Centre d'Ethique Economique et des Affaires de la Faculté de Droit et de Sciences Politiques (CREEADP).

- 3 000euros pour l'aide à l'organisation de la 1^{ère} Ecole d'été de recherche Tocqueville « Justice et démocratie », du 1er au 3 juillet 2019, organisée par la Faculté de Droit et de Sciences Politiques, Laboratoire de Théorie du Droit (LTD).

- 3 000euros pour l'aide à l'organisation du colloque « Imagerie photonique et neurosciences », du 11 au 12 juillet 2019, organisée par l'Institut Neurosciences de la Timone (INT).

- 2 000euros pour l'aide à l'organisation du colloque international « From de NanoWorld to StarDust », du 16 au 19 juillet 2019, organisé par le Laboratoire de Physique des Interactions Ioniques et Moléculaires de la Faculté des Sciences (PIIM) à l'occasion du 50^{ème} anniversaire des premiers pas de Neil Armstrong sur la lune.

- 3 000euros pour l'aide à l'organisation de la 35^{ème} Table Ronde Internationale sur le thème « Constitution et Environnement », les 6 et 7 septembre 2019,

organisée par la Faculté de Droit et de Sciences Politiques, Droit International, comparé et Européen (DICE – UMR7318).

- 3 000euros pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « Education du citoyen, éducation des gouvernants », les 19 et 20 septembre 2019, organisé par le Centre d'Etude et de Recherche d'Histoire des Idées et des Institutions Politiques en collaboration avec Association Française des Historiens des Idées Politiques (CERHIIP - AFHIP).

- 4 000euros pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « Archives matérielles, traces mémorielles et littératures des Afriques », du 25 au 27 septembre 2019, organisé par le Centre Interdisciplinaire d'Etude des Littératures d'Aix Marseille (CIELAM - Ecole Doctorale Langue, Lettres et Arts d'Aix Marseille Université).

- 3 000euros pour l'aide à l'organisation du colloque « The predictive brain », du 26 au 27 septembre 2019, organisée par l'Institut Neurosciences de la Timone (INT).

- 4 000euros pour l'aide à l'organisation de la Nuit européenne des chercheur.e.s, du 27 septembre 2019, organisée par Aix-Marseille Université.

- 4 000euros pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « Les Pays Catalans et la Provence : regards croisés », du 10 au 12 octobre 2019, organisé par le Centre Aixois d'Etudes Romanes (CAER-EA 854).

- 1 500euros pour l'aide à l'organisation du colloque « Au-delà du biopic hollywoodien : nouvelles approches des vies filmées », du 17 au 19 octobre 2019, organisé par le Laboratoire d'Etude et de Recherche sur le Monde Anglophone – LERMA (ALLSH).

- 2 000euros pour l'aide à l'organisation du colloque « Altérité et résistances à l'épreuve du genre en Méditerranée », du 6 au 9 novembre 2019, organisé par le Laboratoire Méditerranéen de Sociologie – LAMES (MMSH).

- 3 710euros pour l'aide à l'organisation des « 3èmes rencontres autour de la sculpture romaine », du 8 au 9 novembre 2019, organisées par la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH).

- 1 500euros pour l'aide à l'organisation de « la table ronde de droit administratif comparé : les modes alternatifs de règlement de litiges », du 8 au 9 novembre 2019, organisée par le laboratoire CRA (Fac de Droit et de Sciences Politiques).

- 1 500euros pour l'aide à l'organisation des « Journées d'Informatique Graphique et de Réalité Virtuelle », du 13 au 15 novembre 2019, organisées

par le Laboratoire d'Informatique des Systèmes UMR7020 (Faculté des sciences).

- 4 000euros pour l'aide à l'organisation du « XVIIème congrès du Rassemblement National des Centres de Langues de l'Enseignement Supérieur » RANACLES, du 21 au 23 novembre 2019, organisé par le Laboratoire (LPL).

- 3 000euros pour l'aide à l'organisation du colloque « Le formalisme juridique. Méthode et approches formelles du raisonnement en droit », du 28 au 29 novembre 2019, organisé par le Laboratoire de Théorie du Droit - LTD (Faculté droit et sciences politiques).

- 2 500euros pour l'aide à l'organisation du colloque « Les partis politiques dans les pays d'Europe centrale et orientale : entre droit, politique et culture », du 5 au 6 décembre 2019, organisé par le Laboratoire DICE - UMR7318 (Faculté droit et sciences politiques).

- 2 500euros pour l'aide à l'organisation du colloque « L'Europe du sud ; Les 10 ans du Traité de Lisbonne », du 5 au 6 décembre 2019, organisé par le centre d'excellence Jean Monnet - CERIC (Sciences Po Aix).

- 3 000euros pour l'aide à l'organisation du colloque « Responsabilité et entreprises en difficulté », du 6 décembre 2019, organise par le centre de droit économique (Faculté de droit).

- 1 200€ pour l'aide à l'organisation de « La galerie itinérante », de l'année 2019, organisée par l'Espace Van Gogh – FUP-AIC (Antenne universitaire d'Arles).

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Centre Interdisciplinaire d'Etude des Littératures d'Aix Marseille (CIELAM) GU 2019_001217	« Humanismes, anti humanismes et Littérature (XIV XXIème siècle) »	12 au 15 juin 2019	N-1 : 0€ N-2 : 5000€	3 000€	10 020€ Co-financeurs Fonds propres : 3 720€ CD13 : 1 500€ Droits d'inscript. : 1 800€	3 000€ Soit 29.94% du budget prévisionnel
Centre d'Ethique Economique et des Affaires de la Faculté de Droit et de Sciences Politiques (CREEADP) GU 2019_001223	« Quelle éthique pour l'Europe »	21 juin 2019	N-1 : 000€ N-2 : 000€	3 2 000€	6 700€ Co-financeurs Fonds propres : 4700€	2 000€ Soit 29.85% du budget prévisionnel
Faculté de Droit et de Sciences Politiques Laboratoire. De Théorie du Droit (LTD) GU 2019_001218	1ère Ecole d'été de recherche Tocqueville « Justice et démocratie »	1er au 3 juillet 2019	N-1 : 500€ N-2 : 000€	1 3000€ 2	9 652€ Co-financeurs Fonds propres : 6 652€	3 000€ Soit 31,08% du budget prévisionnel

Institut Neurosciences de La Timone - INT GU 2019_01356	« Imagerie photonique et neurosciences »	11 et 12 juillet 2019	N-1 : 0€ N-2 : 0€	3 000€	29 600€ Co-financeurs Fonds propres : 3 000€ Droits d'inscrip : 12 500€ Neuroschool : 1 000€ CD13 : 3 000€ Marseille : 3 000€ Dons-sponsors : 4 100€	3 000€ Soit 10,13% du budget prévisionnel
Laboratoire de Physique des Interactions Ioniques et Moléculaires de la Faculté des Sciences (PIIM) GU 2019_001222	« From de NanoWorld to StarDust »	16 au 19 juillet 2019	N-1 : 0€ N-2 : 0€	2 000€	36 250€ Co-financeurs : Fonds propres : 19 000€ MESR : 5 000€ Région Sud : 5 000€ CD13 : 1 250€ Communes : 1 500€ Dons-sponsors : 2500€	2 000€ Soit 5,52% du budget prévisionnel
Faculté de Droit et de Sciences Politiques - Droit International, comparé et Européen (DICE – UMR7318 GU 2019_001213	Table Ronde Internationale sur le thème « Constitution et Environnement »	6 et 7 septembre 2019	N-1 : 8 500€ N-2 : 14 000€	3 000€	16 490€ Co financeurs : Fonds propres : 6 490€ Université : 3 000€ CD13 : 4000€	3 000€ Soit 18,19% du budget prévisionnel
Centre d'Etude et de Recherche d'Histoire des Idées et des Institutions Politiques en collaboration avec Association Française des Historiens des Idées Politiques (CERHIIP - AFHIP) GU 2019_001214	« Education du citoyen, éducation des gouvernants »	19 et 20 septembre 2019	N-1 : 1 500€ N-2 : 0€	3 000€	8 180€ Co financeurs : Fonds propres : 5180€	3 000€ Soit 36,67% du budget prévisionnel
Centre Interdisciplinaire d'Etude des Littératures d'Aix Marseille (CIELAM - Ecole Doctorale Langue, Lettres et Art d'Aix Marseille Université) GU 2019_001215	« Archives matérielles, traces mémorielles et littératures des Afriques »	25 au 27 septembre 2019	N-1 : 0€ N-2 : 5 000€	4000€	17 258€ Co financeurs : Fonds propres : 7 388€ CD13 : 3 000€ Droits d'inscript. : 2 870€	4 000€ Soit 23,18% du budget prévisionnel

Institut Neurosciences des Systèmes - INS	« The predictive brain »	26 et 27 sept 2019	N-1 : 0€ N-2 : 0€	3 000€	54 550€ Co-financeurs Fonds propres : 13 800€ Droits d'inscrip : 24 750€ Neuroschool : 2 000€ CR PACA : 5 000€ CD13 : 3 000€ Marseille : 3 000€	3 000€ Soit 5,50% du budget prévisionnel
GU 2019_01357						
Aix-Marseille Université	Nuit européenne des chercheur.e.s	27 septembre 2019	N-1 : 000€ N-2 : 000€	4 4000€	62 000€ Co financeurs : Université-labos : 9 000€ CEE : 16 000€ Région Sud : 10 000€ CD13 : 18 000€ Commune : 5 000€	4 000€ Soit 6,45% du budget prévisionnel
GU 2019_001219						
Centre Aixois d'Etudes Romanes (CAER-EA 854)	« Les Pays Catalans et la Provence : regards croisés »	10 au 12 octobre 2019	N-1 : 0€ N-2 : 000€	4 000€	13 100€ Co financeurs : Fonds propres : 3 400€ CD13 : 2 700€ Droits d'inscript. : 3 000€	4 000€ Soit 30.53% du budget prévisionnel
GU 2019_001220						
Laboratoire d'Etude et de Recherche sur le Monde Anglophone - LERMA (ALLSH)	Au-delà du biopic hollywoodien : nouvelles approches des vies filmées	17 au 19 oct 2019	N-1 : 1 500€ N-1 : 2 500€	1 500€	8 445€ Co-financeurs Fonds propres : 5 700€ Droits d'inscrip : 1 245€	1 500€ Soit 17,76% du budget prévisionnel
GU 2019_01358						
Laboratoire Méditerranéen de Sociologie - LAMES (MMSH)	« Altérité et résistances à l'épreuve du genre en Méditerranée » (ALTER- GEMED)	6 au 9 nov 2019	N-1 : 0€ N-2 : 0€	2 000€	17 600€ Co-financeurs Fonds propres : 11 339€ CR PACA : 2 000€ CD13 : 2 000€ Autres : 261€	2 000€ Soit 11,36% du budget prévisionnel
GU 2019_01359						
Maison Méditerranéenne des sciences de l'Homme (MMSH)	« 3èmes rencontres autour de la sculpture romaine »	8 et 9 nov 2019	N-1 : 0€ N-2 : 0€	3 710€	19 150€ Co-financeurs Fonds propres : 9 080€ Droits d'inscrip : 3 150€ CD13 : 3 210€	3 710€ Soit 19,37% du budget prévisionnel
GU 2019_01389						

Laboratoire CRA – Faculté droit et science politique GU 2019_01360	« Table ronde de droit administratif comparé » Les modes alternatifs de règlements de litiges	8 et 9 nov 2019	N-1 : 3 000€ N-2 : 18 500€	1 500€	6 800€ Co-financeurs Fonds propres : 2 800€ FDSP : 500€ FIR : 1 000€ CD13 : 1 000€	1 500€ Soit 22,06% du budget prévisionnel
Laboratoire d'informatique des systèmes – UMR 7020 (faculté des sciences) GU 2019_01361	JFIGRV 2019 – Journées d'Informatique Graphique et de Réalité Virtuelle	13 au 15 nov 2019	N-1 : 0€ N-2 : 0€	1 500€	50 650€ Co-financeurs Fonds propres : 26 750€ Labo ext: 2 500€ CNRS : 3 000€ CD13 : 1 500€ Marseille : 1 500€ Dons-sponsors : 4 500€ Autres : 9 400€	1 500€ Soit 2,96% du budget prévisionnel
ALL sciences humaines (LPL) GU 2019_01362	« XVIIème congrès du rassemblement national des centres de langues de l'enseignement supérieur » RANACLES	21 au 23 nov 2019	N-1 : 5 000€ N-2 : 0€	4 000€	17 232€ Co-financeurs Fonds propres : 3 000€ Droits d'inscrip : 7 432€ CD13 : 2 800€	4 000€ Soit 23,21% du budget prévisionnel
Laboratoire Théorie du Droit – Faculté droit et science politique GU 2019_01363	« Le formalisme juridique. Méthode et approches formelles du raisonnement en droit »	28 et 29 nov 2019	N-1 : 1 500€ N-2 : 2 000€	3 000€	7 996€ Co-financeurs Fonds propres : 4 996€	3 000€ Soit 37,52% du budget prévisionnel
Laboratoire DICE UMR 7318 - Faculté droit et Science Politique GU 2019_01364	« Les partis politiques dans les pays d'Europe centrale et orientale : entre droit, politique et culture »	5 et 6 déc 2019	N-1 : 8 500€ N-2 : 14 000€	2 500€	9 908€ Co-financeurs Fonds propres : 2 908€ Ministère ESRI : 3 000€ CNRS : 1 500€	2 500€ Soit 25,23% du budget prévisionnel
Centre d'Excellence Jean Monnet (CERIC – Sciences Po Aix) GU 2019_01365	« L'Europe au Sud – Les 10 ans du Traité de Lisbonne »	5 et 6 déc 2019	N-1 : 8 500€ N-2 : 12 000€	2 500€	13 700€ Co-financeurs Fonds propres : 6 700€ FED : 2 500€ CD13 : 2 000€	2 500€ Soit 18,25% du budget prévisionnel
Centre de droit économique - Faculté de Droit GU 2019_01366	« Responsabilité et entreprises en difficulté »	6 décembre 2019	N-1 : 5 000€ N-2 : 5 000€	3 000€	14 274€ Co financeurs : Fonds propres : 3 000€ Mécénat : 6 774€ CD13 : 1 500€	3 000€ Soit 21,01% du budget prévisionnel
Espace Van	Galerie Itinérante	Année	N-1 : 940€	1 200€	21 913€	1 200€

Gogh FUP-AIC (Administ Institutions Culturelles) antenne universitaire d'Arles	2019	N-2 : 1 200€		Co financeurs : Université-labos 5 713€ Autres 7 500€ CEE : 3 000€ Région Sud : 3 000€ Commune : 1 500€	Soit 5,48% du budget prévisionnel
GU 2019_01388					

Considérant

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 60 410euros à Aix-Marseille Université pour l'organisation des manifestations et colloques et, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, avec effet rétroactif pour les manifestations qui se sont tenues avant le présent Bureau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention cadre avec Aix-Marseille Université, signée le 15 décembre 2017 ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques pour un montant total de 60 410euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, chapitre 65 – Nature 657382 – Fonction 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 018-6559/19/BM

■ Attribution de subventions à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation d'événements scientifiques et de colloques - Approbation d'une convention
MET 19/11991/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le CNRS et la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)

partenaires d'une stratégie scientifique, concourent à la valorisation et au transfert des recherches en sciences. L'objectif étant de renforcer la visibilité et le rayonnement international de la recherche en consolidant ses secteurs d'excellence et en créant les conditions favorables à l'émergence de nouvelles thématiques.

Les grands domaines d'excellence de ce partenariat sont l'énergie, les sciences de l'environnement et de l'univers, les sciences de la vie et de la santé, les sciences et technologies avancées et les sciences humaines et sociales, répondant aux objectifs poursuivis par la Métropole tels que définis dans son Agenda du Développement économique.

Dans ce cadre, le soutien de la Métropole aux événements organisés par la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) se justifie pleinement :

- « Village des sciences de l'Environnement de l'Arbois » du 10 au 11 octobre 2019 sur le Technopôle de l'Arbois à Aix en Provence,

- « Conférence internationale CMMR (Computer Music Multidisciplinary Research) sur la recherche en musique et son » du 14 au 18 octobre 2019 sur le campus CNRS de Joseph Aiguier, la Friche de la Belle de Mai à Marseille et à l'Ecole Supérieure d'Art à Aix en Provence.

Village des sciences de l'Environnement de l'Arbois du 10 au 11 octobre 2019 :

Cet évènement est organisé chaque année par le Centre Européen de Recherche et d'Enseignement en Géosciences de l'Environnement (CEREGE, UMR 7330), en partenariat avec Aix-Marseille Université, l'Observatoire des sciences de l'Univers Institut PYTHEAS, le Laboratoire d'Astronomie de Marseille et l'Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA). Il constitue une opération « phare » de l'évènement national annuel de la Fête de la Science et aura lieu cette année sur le site du Technopôle de l'Arbois.

La thématique du village des Sciences de l'Arbois 2019 est l'environnement et mobilisera un grand nombre de scientifiques avec un accueil personnalisé des scolaires. Les objectifs de cette édition sont l'éveil des scolaires aux problématiques de l'environnement, l'éveil à la démarche scientifique en proposant des ateliers ludiques au contact direct des chercheurs, le lien entre la science et l'innovation, via le Technopôle de l'Arbois.

Près de 300 personnes sont mobilisées et environ 1000 personnes attendues durant deux journées, les 10 et 11 octobre 2019.

« Conférence internationale CMMR (Computer Music Multidisciplinary Research) sur la recherche en musique et son » du 14 au 18 octobre 2019 :

Cet événement organisé par le Laboratoire Perception Représentations Image Son Musique (PRISM, UMR 7061) propose sur 5 journées des cycles de conférences de niveau international rassemblant des chercheurs scientifiques et des artistes de diverses disciplines autour des domaines du son et de la musique, de la production acoustique jusqu'à sa perception et son interprétation mettant en jeu les dernières avancées technologiques (compression numérique, navigation dans les bases de données sonores ou musicales).

L'objectif de cet évènement est double : donner à la Métropole une image d'excellence dans le domaine de la recherche scientifique et plus particulièrement des interactions Arts/Sciences dans les disciplines liées au son, à la musique et à l'image et faire découvrir le nouveau Laboratoire PRISM créé en janvier 2019 à l'initiative du CNRS, d'Aix-Marseille Université, du Ministère de la Culture.

Les plans de financement des deux événements se présentent de la façon suivante:

- Village des sciences de l'Environnement de l'Arbois » du 10 au 11 octobre 2019 :

Subventions université 6 240 euros

CNRS 2 650 euros

Universités 6 000 euros

Dons, sponsors 500 euros

Métropole Aix-Marseille-Provence 8 000 euros

Total 23 390 euros

- « Conférence internationale CMMR (Computer Music Multidisciplinary Research) sur la recherche en musique et son » du 14 au 18 octobre 2019 :

Droits d'inscription 67 200 euros

Région SUD 10 000 euros

Conseil Départemental 13 10 000 euros

Ville de Marseille 10 000 euros

Aix-Marseille Université 4 500 euros

CNRS 4 000 euros

Métropole Aix-Marseille-Provence 10 000 euros

Total 115 700 euros

Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation de ces événements.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'un montant de 18 000 euros à la

« Village des sciences de l'Environnement de l'Arbois » du 10 au 11 octobre 2019	8 000€	34,20% du budget prévisionnel
« Conférence internationale CMMR (Computer Music Multidisciplinary Research) sur la recherche en musique et son » du 14 au 18 octobre 2019	10 000€	8,64% du budget prévisionnel

Il est également demandé au Bureau Métropolitain d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt des projets et des colloques portés par la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en matière de promotion de l'activité et de la culture scientifiques et de valorisation des travaux de recherche.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention pour un montant total de 18 000 euros à la Délégation Provence Corse Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) au titre de l'exercice 2019 pour l'organisation des colloques scientifiques suivants :

- « Village des sciences de l'Environnement de l'Arbois » du 10 au 11 octobre 2019 : 8000 euros.
- « Conférence internationale CMMR (Computer Music Multidisciplinary Research) sur la recherche en musique et son » du 14 au 18 octobre 2019 : 10 000 euros

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal Métropolitain, en section de fonctionnement : sous politique B360, chapitre 65 – nature 657382 – Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 019-6560/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) et paiement de la cotisation 2019
MET 19/11994/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Villes Universitaires de France (AVUF), présidée par Catherine Vautrin, également Présidente de Reims Métropole, a pour objectif de confronter les pratiques et mutualiser les initiatives des politiques publiques de soutien à la recherche, à l'enseignement supérieur et à la vie étudiante.

L'AVUF, association d'élus et de techniciens (70 villes et intercommunalités), organise régulièrement des colloques et séminaires sur les six thèmes suivants :

- Valorisation de la recherche et développement économique,
- Campus et université dans la ville,
- Europe et relations internationales,
- Universités et cartes territoriales,
- Vie de l'étudiant,
- Métropolisation.

Afin de bénéficier du partage d'expériences sur l'organisation de la recherche et de l'enseignement supérieur au sein de grands territoires à l'échelle nationale et internationale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'Association des Villes Universitaires de France initiée en 2016 pour la Métropole et se substituant à celles de Marseille-Provence Métropole et de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2019 pour les agglomérations de plus de 100.000 habitants est de 1 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier,
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La pertinence pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de pouvoir confronter sa vision et son expérience sur l'organisation de l'Enseignement Supérieur et la Recherche à celles d'autres grands territoires nationaux et internationaux.
- L'importance de créer du réseau dans ce domaine,
- La nécessité d'effectuer une veille sur les grandes thématiques liées à ce domaine.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) ainsi que le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 1 500 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal Métropolitain, en section de fonctionnement : sous politique B360, chapitre 011, nature 6281, fonction 67

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"

EMP 001-6561/19/BM

**■ Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation des opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projet publiés en février et mars 2019
MET 19/11764/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En sa qualité d'organisme intermédiaire, la Métropole assure pour la période 2018-2020 la gestion et le contrôle d'une subvention globale de Fonds Social Européen (FSE) d'un montant de 14 417 420,06 euros pour un coût total éligible de 28 834 840,12 euros

dédiée à l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain.

Mobilisée sur l'axe 3 du programme opérationnel national FSE 2014-2020 «lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion», cette subvention globale doit permettre de poursuivre trois objectifs spécifiques :

- Augmenter le nombre de parcours d'accompagnement des personnes en vue de leur insertion (cibles attendues pour la période 2018-2020 : 11 115 inactifs et 1 160 chômeurs),
- Contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion,
- Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion.

Les crédits opérationnels visent à soutenir des projets en faveur de l'emploi et de l'inclusion, selon trois orientations :

- augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale, (Objectif Spécifique 1).

Il s'agit d'actions d'accompagnement renforcé, individualisé et de proximité des participants, en amont jusqu'à la sortie définitive du parcours d'insertion. Sont concernées, les actions visant à identifier les freins périphériques des personnes en parcours d'insertion par des diagnostics partagés, permettant de proposer différentes étapes constitutives du parcours (opérations visant à lever les freins socioprofessionnels à l'emploi).

- mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion, (Objectif Spécifique 2).

Ces actions visent à une mobilisation renforcée des employeurs permettant de faciliter l'accès des publics à davantage de choix professionnels et d'opportunités d'emploi (nouvelles pratiques de collaboration avec les employeurs, soutien aux nouvelles formes d'organisation du travail, définition d'approches et méthodes pour identifier les employeurs volontaires et les mobiliser dans le cadre des parcours d'insertion). Les actions visant au développement de la responsabilité sociale des entreprises pourront également être financées, visant à renforcer la coopération avec les milieux économiques et à créer de nouvelles opportunités d'emploi.

- développer des projets de coordination et d'animation en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire. (Objectif Spécifique 3).

Ces actions visent à améliorer et optimiser les stratégies territoriales d'insertion afin notamment de rendre plus lisible l'offre d'insertion. L'objectif est également de penser collectivement la gouvernance et le contenu de l'offre d'insertion sur le territoire. Il s'agit

de proposer une ingénierie et une animation territoriale permettant d'organiser et de construire des parcours vers l'emploi durable.

La sélection des opérations pouvant faire l'objet d'un financement FSE passe par des appels à projet lancés pour chaque objectif spécifique. Des appels à projet ont ainsi été publiés en janvier 2018 puis en février et mars 2019.

21 opérations ont été retenues dans le cadre des appels à projet de janvier 2018 et approuvées par délibération EMP 001-4311/18/BM en date du 18 octobre 2018 pour un coût total éligible de 27 135 190,28 euros dont un montant FSE de 13 415 930,67 euros.

De nouveaux appels à projet, lancés en février et mars 2019, ont permis de sélectionner trois nouvelles opérations concourant au développement de l'emploi et favorisant les parcours vers l'insertion professionnelle.

Ces actions sont portées par la Mission Locale de Marseille, Face Sud Provence et le Territoire du Pays Salonais et se déclinent comme suit :

La Mission Locale de Marseille propose la mise en œuvre de l'action « Visa vers l'emploi » du 1^{er} septembre 2019 au 28 février 2021. Cette opération doit permettre l'accompagnement intensif et individualisé de 120 jeunes âgés de 22 à 25 ans vers l'emploi. Une attention particulière sera faite sur les jeunes de 24 et 25 ans pour éviter le basculement dans le dispositif du RSA. Les sessions seront composées d'une phase intensive de mobilisation des publics sur des ateliers collectifs, puis un suivi individualisé et renforcé sur une période de 3 mois axés sur l'inclusion professionnelle.

Cette action aura lieu sur les territoires de Marseille, Allauch, Septèmes, Plan de Cuques, Le Rove. Cet accompagnement vise 50% d'insertion professionnelle réussie sur la totalité des jeunes accompagnés.

La Fondation Agir Contre l'Exclusion, Face Sud Provence, propose d'essayer l'opération JOB ACADEMY sur de nouveaux territoires du 15/04/2019 au 31/12/2020.

La Job Academy est un accompagnement et une préparation vers l'emploi durable au sein de l'entreprise proposés à des personnes en rupture d'emploi (femmes, jeunes, seniors, habitants des quartiers prioritaires...).

Chaque Job Academy est constituée d'un parcours collectif intensif de 6 journées au sein d'une entreprise suivi d'un accompagnement individualisé de 4 à 6 mois ;

L'objectif est d'aider les participants à valoriser leurs compétences et élargir leurs opportunités d'accès à l'emploi tout en les accompagnants dans un processus de valorisation et de développement personnel.

Permettre aux participants d'intégrer rapidement et durablement une entreprise ou de se former afin de devenir plus employable.

L'opération se déroulera sur les territoires Marseille-Provence, Pays d'Aix, Pays Salonais, Pays d'Aubagne et de l'Étoile, Istres Ouest Provence et Pays de Martigues.

Cette action doit permettre la mise en œuvre de 14 Jobs Academy soit l'accompagnement de 182 personnes et un retour à l'emploi de plus de 6 mois à hauteur de 65%.

Le Territoire du Pays Salonais propose au sein du dispositif LAB'EMPLOI de renforcer la mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion.

L'objectif est de pouvoir répondre au besoin de recrutement des entreprises implantées sur l'ensemble du territoire du Pays Salonais et faciliter les parcours d'insertion des demandeurs d'emploi par une qualification de l'offre d'emploi auprès des

tribusés sont les suivants :

entreprises et un positionnement adapté des demandeurs d'emploi au profil recherché ;
L'opération doit se dérouler du 1^{er} septembre 2019 au 31 décembre 2020.

Le coût total éligible de ces opérations s'élève à 408 299.96 euros pour un montant de subvention FSE de 204 305.36 euros.

Ces montants figureront dans la convention d'attribution de la subvention FSE qui sera signée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et les structures porteuses des opérations sélectionnées.

Suite à la signature de la convention, il sera proposé de verser une avance aux structures porteuses calculée sur la base de la subvention FSE attribuée.

Les opérations sélectionnées et les montants at

Nom de l'opération	Organisme bénéficiaire	Coût éligible de l'opération	Subvention FSE attribuée	Avance proposée en 2019	Solde de subvention versé en 2021
Objectif spécifique 1 : Augmenter le nombre de parcours d'accompagnement des personnes en vue de leur insertion					
Visa vers l'emploi : un projet, des perspectives, des solutions	Mission Locale de Marseille	182 669.17 €	91 334.17 €	27 400 €	63 393,17 €
JOB ACADEMY	FACE SUD PROVENCE	165 630,79 €	81 630,79 €	24 489 €	57 141,79 €
Objectif spécifique 2 : Contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion					
Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion dans le cadre du dispositif LAB'EMPLOI au sein du CT3	CT 3 Métropole Aix Marseille Provence Territoire du Pays Salonais	60 000 €	31 340,40 €	9 402	21 938,40 €
Total		408 299.96 €	204 305.36 €	61 291 €	143 014,36 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds

- européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 ;
- Le décret n°2002-633 du Premier Ministre du 26 avril 2002 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens, modifié par le décret n° 2003-1088 du 18 novembre 2003 ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014, relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération EMP 006-482/16/BM du 30 juin 2016 portant autorisation accordée au Président de la métropole Aix-Marseille Provence à solliciter les fonds européens ;
- La délibération EMP 003-2736/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant la demande d'accréditation de la métropole en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour les années 2018-2020 ;
- La délibération ECO 021-14/12/17 BM du 14 décembre 2017 approuvant la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant les opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projet de janvier 2018 ;

- Les appels à projets FSE Objectif Spécifique 1, Objectif Spécifique 2 et Objectif Spécifique 3 du 18 février 2019 et 26 mars 2019 ;
- Le guide des procédures de mars 2019 : gestion du programme Opérationnel FSE « Emploi et inclusion en métropole » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'inscription de l'inclusion active comme une des priorités fondamentales de l'Union Européenne au titre de la stratégie UE 2020 ;
- L'éligibilité au FSE des projets présentés et instruits suite aux appels à projet, publiés le 18/02/2019 et le 26/03/2019, ainsi que leur adéquation avec les priorités métropolitaines en matière d'emploi, d'insertion et de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les opérations sélectionnées dans le cadre des appels à projets 2019 au titre de la gestion de subvention globale 2018-2020 pour un coût total éligible de 408 299.96 euros dont 204 305.36 euros de part FSE.

Article 2 :

Sont approuvées les avances de subventions FSE à verser aux porteurs des opérations conventionnées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions attributives de subventions FSE ainsi que tout document afférent pour les opérations sélectionnées.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole 2019 et suivants, en section de fonctionnement : sous politique B340, nature 65748 – fonction 51.

- En 2019 : 61 291 euros
- En 2021 : 143 014,36 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 002-6562/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Fondation Agir Contre l'Exclusion Sud Provence - Approbation d'une convention MET 19/12214/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est forte d'atouts pour devenir une des Métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi. Dans ce contexte, la Métropole ambitionne un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives et les acteurs favorisant cet objectif d'équilibre territorial.

La situation de l'emploi apparaît aujourd'hui comme une des faiblesses du territoire métropolitain. Bien que le territoire ait créé ces 10 dernières années, plus de 6.000 emplois par an et qu'il enregistre une embellie en termes de diminution du nombre de demandeurs d'emploi, les évolutions observées dans les filières économiques porteuses et certains indicateurs sociaux réclament encore une mobilisation des différentes parties prenantes de l'emploi, de l'insertion et du développement économique avec une stratégie orientée sur les possibilités de favoriser un développement économique au service de l'emploi de ses habitants et d'éviter le décrochage d'une partie de la population.

L'action de la Métropole doit permettre de positionner comme une finalité la conciliation de la performance économique et celle de la solidarité, en représentant le lieu de coordination des dynamiques des partenaires publics et privés, engagés dans la politique pour l'emploi et contre le chômage, adaptés aux besoins des demandeurs d'emploi et aux évolutions des entreprises.

Ainsi, grâce à son attractivité économique croissante et son rayonnement, la Métropole se doit de relever le défi d'une Métropole inclusive pour l'ensemble de sa population et notamment pour les personnes qui sont provisoirement éloignées du marché du travail. La Métropole représente une opportunité pour innover et rendre performants les processus d'inclusion professionnelle sur son territoire.

À ce titre, la Métropole a pour compétence la mise en œuvre des orientations stratégiques dans le cadre des politiques d'inclusion auprès de publics en grande fragilité et en situation d'exclusion professionnelle. Pour cela, différents leviers sont identifiés afin de favoriser la convergence des différentes dynamiques qui concourent à l'insertion professionnelle des publics. Aussi, dans le cadre de son schéma directeur

emploi-insertion, la métropole a défini trois orientations :

1. Travailler sur l'autonomisation des personnes en difficulté en s'appuyant sur des dispositifs d'accompagnement à l'emploi performants et garantissant la sécurisation des parcours et notamment le développement d'une offre structurée à travers la mobilisation de la clause sociale d'insertion dans la commande publique métropolitaine ;
2. Favoriser l'innovation sociale pour lever les freins à l'emploi en s'appuyant sur de nouveaux modes d'accompagnement ou la création de passerelles innovantes entre les structures d'insertion par l'activité économique et les filières économiques du territoire ;
3. Rapprocher les entreprises et les branches professionnelles pour favoriser l'adéquation de l'offre et la demande d'emploi, anticiper les besoins en recrutement et promouvoir les profils de personnes en difficulté.

Pour y concourir, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de son orientation n°2, apporter son soutien au projet « Développer l'égalité femme/homme - l'égalité salariale et professionnelle en PACA en mobilisant les entreprises, les PME et les branches » porté par la Fondation Agir Contre l'Exclusion Sud Provence (FACE Sud Provence).

FACE Sud Provence est un Club d'entreprises créé en 2007 sur le territoire des Bouches-du-Rhône à l'initiative de la Fondation Agir Contre l'Exclusion. L'objectif est de mobiliser les acteurs économiques du territoire afin de favoriser l'innovation sociale et d'apporter un soutien actif à des initiatives locales de lutte contre les exclusions.

En synthèse, ce projet pluriannuel 2019-2021 a pour ambition de sensibiliser et d'accompagner des entreprises sur les enjeux de mixité et d'égalité femme-homme dans leur processus interne de fonctionnement. In fine, le projet vise à essaimer des bonnes pratiques en matière d'égalité professionnelle, mais également à créer du lien entre les structures participantes, développant ainsi un groupe d'entreprises engagées sur le territoire.

L'action développée par FACE Sud Provence se traduit concrètement et opérationnellement en 2 étapes distinctes :

- Phase de sensibilisation.

Il s'agit de développer une identité visuelle autour du projet via l'utilisation d'outils web et de mettre en place une animation sur le territoire pour repérer et mobiliser des entreprises.

- Phase d'analyse et de mise en œuvre de nouvelles pratiques au sein des entreprises

Cette deuxième étape consiste à mettre en place le projet de manière opérationnelle avec un accompagnement individuel d'entreprises volontaires. L'accompagnement se traduit par la réalisation d'un audit interne des pratiques de l'entreprise et la réalisation d'un plan d'actions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Fondation Agir Contre l'Exclusion Sud Provence d'un montant de 10 779 euros pour l'année 2019 pour son projet « Développer l'égalité femme/homme - l'égalité salariale et professionnelle en PACA en mobilisant les entreprises, les PME et les branches 2019, 2020, 2021 ».

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Fondation Agir Contre l'Exclusion Sud Provence relative à l'octroi d'une subvention pour l'exercice 2019.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2019 de la Métropole, Sous politique E120, fonction 65, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 003-6563/19/BM

■ Approbation de l'accord de consortium pour la mise en œuvre du projet "Destination Emploi" MET 19/12372/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La remobilisation des jeunes notamment ceux non accompagnés par le service public de l'emploi et des demandeurs d'emploi vulnérables, en difficulté d'insertion professionnelle, et particulièrement les personnes peu qualifiées, en situation d'exclusion numérique, habitant les quartiers de la politique de la ville, constitue un enjeu majeur pour les collectivités.

Le Plan d'investissement dans les compétences lancé par le Gouvernement entend répondre à cette ambition et se traduit par deux objectifs majeurs :

- repérer, accompagner et faire monter en compétence un million de jeunes peu qualifiés et un million de demandeurs d'emplois de longue durée faiblement qualifiés ;
- accélérer la transformation du système de formation professionnelle, de l'analyse du besoin de compétences à la réingénierie pédagogique des acteurs.

C'est dans ce cadre que l'appel à projets « 100 % inclusion, la fabrique de la remobilisation » a été lancé par le Ministère du Travail pour former un million de jeunes et un million de demandeurs d'emploi peu qualifiés, transformer en profondeur le système et permettre aux acteurs d'expérimenter dans les champs de formation professionnelle et de l'accès à l'emploi ou l'activité durable.

Cet appel à projet se définit comme un champ d'expérimentation et d'évaluation de parcours d'accès à l'emploi visant à œuvrer à la résolution des problèmes, à susciter de nouvelles réponses et à les tester, à les évaluer et à les réguler par itérations successives afin de permettre le passage à des pratiques prometteuses. L'objectif est d'aboutir à un modèle type reproductible et adaptable quel que soit le contexte territorial (zone urbaine, périurbaine ou rurale, ...).

Une logique partenariale est vivement encouragée par le Ministère du Travail pour répondre à cet appel à projet. Un Consortium d'acteurs, piloté par la Métropole, s'est organisé afin de construire et porter le projet « Destination Emploi » qui sera mis en œuvre sur le Territoire Istres Ouest-Provence.

Par délibération du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé la composition du consortium et autorisé la Présidente à répondre à l'appel à projet 100 % inclusion au nom du consortium.

Le Consortium sera composé par :

- la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité de porteuse du projet,
- la Maison de l'Emploi Ouest Provence en qualité de coordonnateur,
- le CFAI-Provence
- le Groupement Employeurs pour l'Insertion et la Qualification Industrie,
- Réussir Provence le PLIE Ouest Provence,
- la Mission locale Ouest Provence,
- le Groupe ADDAP 13.

Ces partenaires devront également s'appuyer sur des acteurs extérieurs afin d'identifier, mobiliser, former et éprouver de nouvelles techniques d'apprentissage et de formation en respectant un cadre fixé par le consortium afin de mettre en œuvre le projet « destination Emploi ».

Il convient dès lors d'organiser et de formaliser ce partenariat et d'autoriser par la présente la Métropole Aix-Marseille Provence à conclure l'accord de consortium.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°007-6067/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 relative à la candidature de la Métropole auprès du Ministère du Travail afin de répondre à l'appel à projet 100 % inclusion la fabrique de la remobilisation ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente en matière d'Emploi et d'Insertion ;
- Que la Métropole souhaite remobiliser et accompagner à l'accès à l'emploi durable des jeunes et des demandeurs d'emploi faiblement qualifiés et/ou en difficultés d'insertion professionnelle, notamment ceux des quartiers de la politique de la ville ;
- Que l'appel à projet « 100 % inclusion la fabrique de la remobilisation » permet d'organiser à titre expérimental une réponse évolutive à cet objectif ;
- Que les lauréats bénéficieront d'un financement par l'Etat à hauteur de 60 % du projet, voire 80 % en cas de projet innovant ;
- Que l'organisation d'un consortium est encouragée dans le cadre de l'appel à projet 100 % inclusion ;
- Que la Métropole a été autorisée à répondre à l'appel à projet au nom du consortium ;
- Qu'il convient dès lors de conclure un accord de consortium.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'accord de consortium pour la mise en œuvre du projet « Destination Emploi ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer l'accord de consortium et tous les actes et documents nécessaires à sa constitution et son fonctionnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 002-6564/19/BM

■ **Approbation d'une convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec l'opérateur Verizon dans le cadre de l'extension de la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille vers le Nord et vers le Sud**
MET 19/12097/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunications, dont le réseau VERIZON, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement du réseau VERIZON.

La présente convention acte le principe de la prise en charge financière des études par la société VERIZON France, Maître d'ouvrage des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux. Toutefois, la Métropole supportera la charge financière de la mission de mise en cohérence des études des différents occupants et, à ce titre, prendra en charge via son Maître d'œuvre la réalisation de la mise à jour du plan de synthèse des réseaux des différents occupants, sur le périmètre du projet de tramway. En cas de modification par la Métropole Aix-Marseille-Provence du projet de déviation, postérieurement à sa validation, les coûts d'études supplémentaires seront pris en charge par la Métropole. En cas d'abandon du projet par la MAMP ou de non obtention de la Déclaration d'Utilité Publique, la Métropole prendra en charge le coût définitif des études et de l'ensemble des frais engagés par l'occupant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux .
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que la société VERIZON est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société VERIZON fixant les modalités et les conditions de réalisation

et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention avec VERIZON définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études avant travaux de dévoiement de réseaux de télécommunication VERIZON dans le cadre du prolongement du tramway de Marseille, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-6565/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société IDVERDE relatif aux travaux d'aménagements paysagers du Bus à Haut Niveau de Service entre le campus Saint Jérôme et le technopôle Château Gombert à Marseille.

MET 19/12042/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a souhaité renforcer son réseau de bus existant en créant trois nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), dont la ligne B3 entre le technopôle de Château-Gombert et l'université Saint Jérôme à Marseille (13^{ème} et 14^{ème} arrondissements).

Cette opération a fait l'objet d'une déclaration de projet en 2012. Elle a eu pour objectif l'amélioration de la liaison entre le pôle universitaire de St Jérôme et le technopôle de Château-Gombert d'une part, et entre ces deux sites et le réseau métro-tramway-TER d'autre part.

Ainsi, dans un premier temps, a été attribué un marché de maîtrise d'œuvre de l'opération au groupement INGEROP Conseil Ingénierie (Mandataire) / Gauthier + Conquet / Horizon Conseil.

L'opération d'aménagement de la ligne BHNS entre le technopôle de Château-Gombert et l'université Saint Jérôme a ensuite fait l'objet de l'allotissement technique et géographique suivant :

- Marché de travaux VRD :
 - LOT 1 : section Pèbre d'Ail – giratoire Wrésinsky
 - LOT 2 : section Wrésinsky – Boulevard Gaspard Monge ;
 - LOT 3 : section Monge – Technopole Château Gombert et Einstein / Bara
- Marché de travaux d'équipements et d'aménagements paysagers :
 - LOT 1 : Équipements (éclairage public, Signalisation lumineuse tricolore, systèmes)
 - LOT 2 : Aménagements paysagers

Le lot n°2 relatif aux aménagements paysagers a été notifié à la Société ISS Espaces Verts sous le n°13-156 le 23 août 2013 pour un montant estimatif contractuel de 1 923 302,23 euros HT, décomposé de la manière suivante :

- 1 505 053,83 euros HT pour la tranche ferme ;
- 418 248,50 euros HT pour la tranche conditionnelle.

La tranche ferme concernait les secteurs géographiques suivants :

- Entre le Rond-point Pèbre d'Ail et la rue Albert Marquet d'une part,
- Entre le rond-point du métro La Rose et le technopôle Château Gombert y compris la rue Einstein jusqu'au boulevard Bara d'autre part.

La tranche conditionnelle concernait les travaux compris entre la rue Albert Marquet et le rond-point du métro La Rose. Cette tranche n'a pas été affermie.

L'objet du marché portait sur :

- la réalisation des sols fertiles (sauf mélange terre-pierre prévu au marché VRD),
- les plantations d'arbres, de vivaces, graminées et plantes bulbeuses,
- les semis de prairies rustiques,
- le suivi cultural de parachèvement et de confortement des plantations et semis,
- la mise en œuvre d'un réseau d'arrosage intégré,
- la fourniture et la pose de jeux d'enfants et la mise en place des sols souples.

Pendant l'exécution des travaux, par décision écrite de l'associé unique du 28 février 2014, il a été décidé de modifier la dénomination sociale de la société, ISS Espaces Verts pour IDVERDE. Par certificat administratif du 10 juin 2014, le maître d'ouvrage a entériné cette nouvelle dénomination.

Le 9 août 2017, un avenant n° 1 au marché a été conclu avec la société IDVERDE avec pour objet de rendre définitifs les prix provisoires qui ont permis de traiter des prestations supplémentaires indispensables à la bonne réalisation de l'opération. Le montant de ces prestations augmente le montant de la tranche ferme du marché de 5 016,04 euros portant ainsi le montant de tranche ferme du marché à 1 510 069,87 euros HT (soit une augmentation de 0,3%).

Le décompte général d'un montant de 1 510 069,87 euros HT hors révision de prix a été notifié par Ordre de Service n° 17, le 2 octobre 2017 par la maîtrise d'ouvrage. En date du 12 octobre 2017, la société IDVERDE l'a accepté avec réserves, accompagné d'un mémoire de réclamation et ses annexes justificatives.

Le rejet implicite par le maître d'ouvrage du mémoire en réclamation présenté par l'entreprise a conduit ce dernier à saisir le Comité Consultatif interrégional de règlement amiable des différends et litiges en matière de marchés publics (CCIRAL) de Marseille en vertu de l'article 50.4 du CCAG travaux, au titre de l'indemnisation demandée et enregistrée le 3 février 2018.

Par courrier du 8 mars 2018 reçu le 12 mars 2018, le secrétariat du CCIRAL a transmis à la Métropole le mémoire du titulaire en demandant la transmission du mémoire en défense. Le maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans un mémoire en réponse reçu par le Comité le 14 décembre 2018.

Conformément aux dispositions prévues par décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa séance de conciliation du 29 mars 2019, le CCIRAL de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre la société IDVERDE et la Métropole Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable par l'octroi à ladite société d'une indemnité de 169 000,00 euros HT dont la décomposition figure dans le protocole transactionnel ci-annexé.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le CCIRAL, le titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du Maître d'ouvrage et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité transactionnelle par la voie du présent protocole transactionnel, permettant de ramener la réclamation de 387 423,18 euros HT à 169 000,00 euros HT soit 202 800,00 euros TTC.

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de 25 000,00 euros.

Pour respecter les principes comptables de prudence, les services de la Métropole ont provisionné les crédits nécessaires au mandatement de ladite indemnité sur le budget concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le marché n° 13-156 relatif aux aménagements paysagers du bus à haut niveau de service entre le campus Saint Jérôme et le Technopôle Château-Gombert ;
- La réclamation présentée par la société IDVERDE le 12 octobre 2017, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 29 mars 2019 portant sur la réclamation de la société susvisée sur le marché N°13-156 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le certificat administratif du 10 juin actant la modification de la dénomination sociale d'ISS Espaces Verts pour IDVERDE.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°13-156, et entraîne que la société de travaux renonce à toute instance et action future devant le CCIRAL et les juridictions sur le fondement du même litige.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure transactionnelle avec la société IDVERDE, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n°13-156.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 169 000 euros HT soit 202 800 euros TTC, augmentée des intérêts moratoires de 25 000,00 euros net.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Pour l'indemnité principale : Budget Annexe transport – Section Investissement - Nature : 2315 - Numéro d'opération : 2012100301 - Sous politique : C 311.
- Pour les intérêts moratoires : Budget annexe transport – Section Fonctionnement - Nature : 6711 – Sous politique : C 311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-6566/19/BM

**■ Approbation d'une convention relative au financement et aux modalités de collecte des corbeilles à papier sur les stations du BHNS l'Aixpress d'Aix-en-Provence
MET 19/12217/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans une volonté politique ambitieuse en matière de

mobilité.

Cette volonté se traduit au travers de plusieurs projets de transport comme le Bus à Haut Niveau de Service (B.H.N.S) d'Aix-en-Provence, l'Aixpress.

Ce BHNS, long de 7.2 km, relie le quartier St-Mitre des Champs au P+R Krypton. Il est composé de 19 stations de qualités pour l'accueil des voyageurs.

Cette qualité d'accueil s'exprime au travers du mobilier et des prestations de services proposées aux usagers en cohérence avec la notion de Haut Niveau de Service.

Ainsi les voyageurs, sur chacune des stations, bénéficient :

- D'abris élégants au design soigné,
- D'assises adaptées,
- D'informations visuelles dynamiques,
- D'annonces sonores,
- De vidéosurveillance,
- De distributeurs de titres de transport.

Pour contribuer à la qualité d'accueil et à la propreté de cet équipement, 2 corbeilles à papier sont disposées sur chacun des quais (excepté sur le terminus P+R Krypton).

Ce mobilier, implanté stratégiquement sur ces lieux à forts passages, permet de répondre aux souhaits politiques en matière de propreté dans les espaces dédiés aux transports.

Conformément aux dispositions de l'article L2224-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune d'Aix en Provence, propriétaire et affectataire du domaine public possède l'obligation d'assurer la gestion des déchets qui s'y trouvent.

Pour permettre une optimisation des ressources et des coûts de fonctionnement liés aux ramassages desdites corbeilles, la Ville et la Métropole se sont rapprochées pour définir, par la présente convention, les modalités de financement et de collecte des 74 corbeilles implantées sur le tracé de la ligne de BHNS l'Aixpress.

La présente convention a pour objet de définir le financement et les modalités de collecte des 74 corbeilles à papier disposées sur les 19 stations du BHNS l'Aixpress situées sur le territoire de la commune d'Aix-en-Provence.

Celle-ci détaille précisément les objectifs de fréquences sur chacune des stations en rappelant que celles-ci s'opèrent, de manière nominale 6 jours sur 7. Les fréquences de collectes sont élaborées en fonction du nombre d'usagers et de la position géographique des stations sur la commune.

Les dimanches et les jours fériés les collectes s'opéreront sur les 3 stations du centre-ville (Belges-Gare routière / Rotonde et Victor Hugo).

Pour compenser le surcoût induit par l'exigence

qualitative du BHNS, la Métropole versera à la Ville une contribution financière annuelle pour le ramassage des corbeilles à papier équipant les stations de BHNS, d'un montant de 33 480 euros TTC.

Cette contribution financière de la Métropole permet de couvrir l'ensemble des surcoûts suivants:

- Les surcoûts de main d'œuvre estimés à un équivalent temps plein à l'année,
- Le coût des consommables et notamment des sacs de collecte,
- Les surcoûts sur l'utilisation du matériel et du carburant nécessaire à la collecte et au traitement des déchets (équivalent à 30km/jour),
- Les frais d'assurances obligatoires.

La présente convention est conclue pour une durée de 12 mois avec une reconduction tacite.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de financement et de modalités de collecte des corbeilles à papier sur les stations du BHNS l'Aixpress d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la contribution financière annuelle de la Métropole de 33 480 euros TTC liée au surcoût qualitatif exigé par le projet de transport.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-6567/19/BM

■ **Approbation du protocole d'intentions générales relatif à l'aménagement du Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, SNCF Réseau et la commune des Pennes Mirabeau MET 19/11704/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La seconde phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence (MGA2) actuellement en travaux, doit conduire à une amélioration significative de l'offre en transports en commun et à sa fiabilité, pour les habitants d'Aix-en-Provence et de Marseille, mais aussi pour l'ensemble des habitants connectés à cette ligne ferroviaire par des gares de périphérie positionnées entre ces deux villes.

L'offre sera ainsi augmentée de 3 à 4 TER/h/s en heure de pointe, avec un cadencement au quart-d'heure entre les principaux pôles : Aix-en-Provence, Gardanne, Simiane, Marseille (Saint-Antoine, St Charles).

La création d'une nouvelle halte ferroviaire à Plan de Campagne, inscrite au CPER 2015-2020 s'accompagnera des aménagements nécessaires à une intermodalité, prenant en compte tous les modes de déplacement. Ces aménagements, réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, constituent un préalable à la réalisation de cette nouvelle halte ferroviaire et garantit son attractivité et sa fréquentation future.

Elle participe également pleinement à la desserte du pôle commercial et d'activités de Plan de Campagne, pôle économique majeur du territoire métropolitain, ainsi que du futur quartier de gare prévu d'être aménagé autour de cette halte ferroviaire sur la commune des Pennes Mirabeau.

Le positionnement de la halte ferroviaire et du Pôle d'Echange a été choisi en fonction de sa bonne accessibilité routière et autoroutière, au plus près de la RD543 et de l'A51.

Le programme du Pôle d'Echange Multimodal de Plan de Campagne doit ainsi répondre aux enjeux suivants :

- Améliorer les conditions d'accès vers la halte ferroviaire via la RD543,
- Aménager une gare routière ainsi qu'un P+R, à mutualiser avec le stationnement des futurs résidents du quartier de gare.
- Assurer la connexion avec le BHNS Vitrolles-Les Pennes Mirabeau,
- Améliorer les liaisons pour les modes actifs sur la zone de Plan de Campagne
- Favoriser l'émergence d'un quartier de gare.

Ce protocole de partenariat vient fixer un cadre pour l'organisation et la cohérence des Maitrises d'Ouvrage, contribuer à une convergence des projets pour la réalisation du Pôle d'Echanges Multimodal avec sa halte ferroviaire, et atteindre un niveau de service performant dès la mise en service de celle-ci. Les partenaires s'entendent sur un calendrier de réalisation des opérations connexes, en préalable à la convention de financement pour les travaux de réalisation de la halte ferroviaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° TRA 012-2336/17/CM du 13 juillet 2017 approuvant le programme du Pôle d'Echange de Plan de Campagne.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'intentions générales pour l'aménagement du Pôle d'Echange de Plan de Campagne avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, SNCF Réseau et la Commune des Pennes Mirabeau ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-6568/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la SNCF Gares et Connexions pour l'aménagement de locaux dans le bâtiment voyageur de la gare de La Ciotat-Ceyreste dans le cadre du pôle d'échange multimodal gare de La Ciotat-Ceyreste
MET 19/12204/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'aménagement du Pôle d'Echange Multimodal de la gare de La Ciotat - Ceyreste fait intervenir plusieurs maîtres d'ouvrage comme l'a précisé la convention globale de partenariat pour le financement des études et des travaux approuvé par délibération TRA 002-2906/17/BM du Bureau de la Métropole lors de la séance du 14 décembre 2017. La Métropole porte ainsi la construction d'un nouveau parking et le réaménagement des parkings existants et SNCF Mobilités, représentée par SNCF Gares&Connexions, porte en maîtrise d'ouvrage le réaménagement complet du bâtiment voyageur.

Lors des discussions du Comité Technique auquel participent toutes les parties, il a été convenu que le réaménagement du bâtiment voyageur pouvait intégrer des espaces à l'usage de la Métropole.

En effet, d'une part la gare de La Ciotat - Ceyreste est un terminus de plusieurs lignes du réseau Ciotat Bus mais il n'existe pas de local de repos pour les chauffeurs à proximité. Le réaménagement du bâtiment voyageur offre l'opportunité de disposer de l'espace nécessaire pour aménager un tel local.

Par ailleurs, la bonne gestion du Pôle d'Echange Multimodal, et notamment des accès au parking semi-enterré pour les usagers de la gare qui ne disposent pas de la carte d'abonnement au réseau de transports métropolitains, nécessite de disposer d'un guichet de vente. Le positionnement de ce guichet au sein du bâtiment voyageur permet d'être facilement accessible pour les usagers.

Pour des raisons d'efficacité technique, financière et administrative, SNCF Gares et Connexions et la Métropole ont affirmé leur position favorable à la mise en place d'une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque partie, et ce d'autant que les aménagements prennent place dans un bâti appartenant à la SNCF. Ainsi il est proposé que SNCF Gares et Connexions réalise pour le compte de la Métropole les aménagements des locaux à l'usage de la Métropole : local de repos pour les chauffeurs et guichet de vente.

Le montant prévisionnel du remboursement par la Métropole pour ces travaux s'élève à 58 765 euros HT, soit 70 518 euros TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre SNCF Gares et Connexions et la Métropole afin de fixer les engagements réciproques des parties en ce qui concerne les modalités de financement et d'exécution des travaux d'aménagement des espaces à usage de la Métropole au sein du bâtiment voyageur de la gare de La Ciotat-Ceyreste.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 002-2906/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aménager un local de repos pour les chauffeurs de bus ainsi qu'un guichet de vente au sein du bâtiment voyageur de la gare de La Ciotat - Ceyreste ;
- Qu'il convient pour des raisons d'efficacité technique et financière que SNCF Gares&Connexions réalise ces travaux pour le compte de la Métropole des travaux ;
- Qu'il convient que la Métropole rembourse financièrement SNCF Gares et Connexions pour ces prestations.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage unique, ci annexée, conclue avec SNCF Gares et Connexions pour l'aménagement de locaux à usage de la Métropole au sein du bâtiment voyageur de la gare de La Ciotat - Ceyreste.

Le montant pris en charge par la Métropole est de 58 765 euros HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Annexe Transport - Nature : 23152 - Fonction : 811 - Numéro d'opération : 2010101700 - Sous-politique : C311

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-6569/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Eurovia concernant le marché relatif aux travaux de voie ferrée et de revêtement
MET 19/12223/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation des travaux du tramway pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence (venant aux droits de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile), l'entreprise ETF s'est vu confier la pose de voie ferrée ainsi que les travaux de la plateforme dans le cadre du marché n° 2012-40.

L'entreprise EUROVIA PACA, en qualité de sous-traitant de l'entreprise ETF, a fourni et posé les revêtements de plateforme ainsi que les bordures GLO « Gabarit Limite d'obstacles » qui sont intégrées en bordure de la voie ferrée du tramway afin de créer des limites visuelles aux voies de circulation des véhicules qui croisent celle du tramway.

Les travaux ont été réceptionnés le 23 décembre 2015.

En septembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signalé un problème de déchaussement des bordures GLO sur certaines zones de la voie du tramway et mis en demeure le titulaire du marché d'intervenir en réparation.

Suite au constat contradictoire des désordres, en présence des parties concernées (ETF, EUROVIA, le service transports de la Métropole), la société EUROVIA a déclaré ce sinistre auprès de son assureur qui a missionné un expert.

Dans l'intervalle, des mesures conservatoires ont été réalisées par EUROVIA PACA, les 3 et 4 juillet 2018 afin de sécuriser les six zones endommagées.

Deux réunions d'expertises amiables se sont ensuite tenues en novembre 2017 et juillet 2018 afin de constater les désordres, identifier leurs causes et évaluer le coût des reprises.

Au terme de sa mission, l'expert, mandaté par l'assureur d'EUROVIA, a conclu que les dégradations affectant les bordures GLO et leur bonne tenue trouvaient principalement leur origine dans un défaut de conception initiale.

Dans le cadre de ces expertises et sans valoir reconnaissance de responsabilité, la société EUROVIA PACA a établi le devis de reprise pour un montant de 38 243,16 euros HT.

Ce devis prévoit le remplacement des bordures GLO par des « *enrobés et revêtement pépité* » sur les zones endommagées.

La solution de reprise envisagée au terme de ce devis a été validée par l'expert ainsi que par les services compétents de la maîtrise d'ouvrage pour mise en œuvre.

Le maître d'œuvre a refusé d'assumer sa part de responsabilité dans un cadre amiable.

Soucieux de privilégier une issue amiable et définitive à ce dossier, la société EUROVIA PACA - Agence de Marseille et les services compétents de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont échangé en vue de conclure un accord amiable permettant de mettre un terme définitif à ce litige.

Ainsi, la société EUROVIA PACA reprendra, à ses frais, le remplacement des bordures GLO par des « *enrobés et revêtement pépité* » sur les zones endommagées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n° 2012-40 relatif aux travaux de voie ferrée et de revêtement pour le tramway d'Aubagne.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né du soulèvement des bordures de GLO de la voie du tramway d'Aubagne ;
- Que le protocole transactionnel permet la reprise définitive des six zones endommagées du tramway par la société EUROVIA PACA à ses frais, par un autre procédé que celui utilisé initialement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours au protocole transactionnel avec EUROVIA PACA afin de régler définitivement le litige l'opposant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur la reprise définitive des bordures de GLO dans les zones endommagées déterminées contradictoirement.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-6570/19/BM

■ Approbation d'une convention avec le Mucem concernant le remboursement à la Métropole Aix-Marseille-Provence, des frais de fonctionnement du rameau de liaison, situé entre cet établissement et le parc de stationnement Vieux-Port -Mucem à Marseille

MET 19/12282/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice des compétences liées à la réalisation et à la gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007, le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2ème arrondissement).

Aux termes de la procédure de consultation, le Conseil de Communauté a approuvé par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le choix de la Société Vinci Park France en tant que concessionnaire, pour la construction et l'exploitation de ce parc de stationnement.

La convention de concession a été notifiée le 5 novembre 2009 sous le N°09-149. La capacité de cet ouvrage souterrain est de 700 places réparties sur 4 niveaux en sous-sol.

Dans ce cadre contractuel, le parc de stationnement devenu «Vieux-Port/MUCEM» en lieu et place du «parking J4», était géré par Vinci Park France, devenue société Indigo Infra France en 2015.

La création de cet équipement a été décidée par l'autorité délégante pour répondre aux besoins en stationnement engendrés par la réalisation d'un ensemble d'équipements majeurs à vocation culturelle

ou de loisirs que sont le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM), le Centre Régional de la Méditerranée (CRM) dénommé aujourd'hui Villa Méditerranée.

Le parc de stationnement a été mis en service le 15 octobre 2012. L'ouverture au public du MUCEM est intervenue le 7 juin 2013 et celle de la Villa Méditerranée, le 15 mars 2013.

L'autorité délégante a réalisé par ailleurs, en maîtrise d'ouvrage directe, l'ouvrage «intercommunication» du 1^{er} niveau du parc de stationnement avec les sous-sols des équipements culturels susvisés, dénommé le «rameau de liaison», destiné à permettre notamment, la livraison des pièces et œuvres desdits équipements. Cette liaison souterraine a pour finalité une meilleure intégration dans ce site prestigieux des usages relatifs aux besoins de livraison du MUCEM et de la Villa Méditerranée.

Conformément aux dispositions du contrat de concession, le concessionnaire a pris en compte pour la conception, la réalisation et l'exploitation de l'ouvrage concédé l'accès des camions de livraison des pièces et œuvres du MUCEM et de la Villa Méditerranée au 1^{er} niveau du parking, cet accès devant impérativement se faire dans les conditions de hauteur libre et de sécurité requises et sans perturbation de l'exploitation normale du service public concédé.

Cette contrainte particulière d'accès des camions de livraison des deux équipements culturels au 1^{er} niveau du parking, a donné lieu à l'édiction de prescriptions par la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

L'ouverture du rameau est intervenue en juin 2013 par arrêté d'autorisation d'ouverture en date du 31 mai 2013, suite à l'avis favorable émis par la Sous-Commission Départementale de sécurité en date du 24 mai 2013.

Depuis la mise en exploitation du rameau, le délégataire, Indigo Infra France, assurait seul les charges d'exploitation.

Après concertation, le MUCEM, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Indigo Infra France ont souhaité clarifier les modalités de participation du MUCEM aux coûts de fonctionnement du rameau.

Par délibération TRA 020-3258/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, un avenant N°3 au Contrat de Concession N°09-149 a été approuvé entre la Métropole et le Concessionnaire du parc de stationnement Vieux Port- MUCEM, afin d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession et de prévoir les modalités de cette participation financière via un mécanisme d'avance par la Métropole

et de remboursement du MUCEM à la Métropole subséquentement.

Dans le droit fil de ce dispositif contractuel, un protocole transactionnel approuvé par délibération TRA 001-5586/19/BM du 28 mars 2019, a permis de faire prendre en charge au MUCEM 50% des coûts de fonctionnement du rameau de liaison concernant la période de 2013 à 2016 incluse, les 50% restants, sur ladite période, devant être mis à la charge du deuxième usager du rameau de liaison (négociations en cours).

Parallèlement était négociée une convention d'exploitation à compter de 2017, permettant de rembourser à la Métropole, pour chaque exercice postérieur à 2016, le montant des coûts d'exploitation à raison de 50% pour le MUCEM.

A ce jour, la convention concernant le MUCEM a été approuvée par le Conseil d'Administration de cet établissement, ce qui permet de présenter à l'approbation du Bureau, la convention dont il s'agit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° TRA 1/683/CC du 29 juin 2007, du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et de l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'esplanade du J4 à Marseille (2^{ème} arrondissement) ;
- La délibération n° DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant le choix du délégataire Vinci Park France pour cette opération ;
- Le contrat de concession n° 09-149 passé avec Vinci Park France, notifié à cette société le 5 novembre 2009 ;
- Le changement de dénomination de la société Vinci Park France devenue Indigo Infra France en 2015 ;
- La délibération TRA 020-3258/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole

Aix-Marseille-Provence, approuvant l'avenant n°3 à la convention de concession n° 09-149, ayant pour objet, notamment, d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession ;

- La délibération TRA 001-5586/19/BM du 28 mars 2019 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du protocole transactionnel avec Indigo Infra France et le MUCEM concernant les frais de fonctionnement du rameau de liaison du parc de stationnement portant sur la période 2013 à 2016 incluse ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la passation de cette convention permettra à la Métropole d'obtenir le remboursement par le MUCEM de 50% des coûts de fonctionnement du rameau de liaison pour chaque exercice postérieur à 2016, dont elle assure le paiement au concessionnaire du parc de stationnement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'exploitation du rameau de liaison entre le MUCEM et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour permettre, annuellement et pour les années postérieures à 2016, le remboursement à la Métropole de l'avance consentie à Indigo Infra France pour faire face aux coûts de fonctionnement du rameau de liaison pour la part incombant au MUCEM (50% des coûts totaux).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées sur les budgets 2019 et suivants, du Territoire Marseille Provence - Nature 7588 - Fonction 851 - Sous politique C350.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-6571/19/BM

■ Approbation d'un mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la SOLEAM pour l'étude et la réalisation de la voie verte des Berges de l'Huveaune à Marseille et son étude de faisabilité sur les communes de La Penne sur Huveaune et d'Aubagne
MET 19/12322/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Adopté le 20 juin 2019, le Plan Vélo Métropolitain pose l'objectif de doubler la part modale du vélo dans les déplacements du quotidien d'ici à 2024. Composé de 3 axes et de 15 actions, ce plan a notamment identifié comme action prioritaire la réalisation d'un réseau de 16 lignes vélos sécurisées sur le territoire.

Ce réseau ambitionne la réalisation d'itinéraires vélo continus et sécurisés. Séparation des modes, qualité des revêtements, gestion des intersections, lisibilité et services associés sont les qualités des aménagements recherchés.

Sur Marseille, 8 lignes ont été identifiées comme étant à fort enjeu et potentiel de report modal avec un traitement considéré comme prioritaire.

La ligne 2 : Est Huveaune « Les plages-Valentine/Barasse-Aubagne » représentant un linéaire d'environ 19 km fait partie des lignes avec une priorité de réalisation à échéance 2024.

Ce projet consiste à réaliser une « voie verte » sur les Berges de l'Huveaune. Elle a pour objectif de desservir : Les Plages, Dromel, Saint-Loup, La Pomme, La Valentine/Barasse, La Penne-sur-Huveaune et Aubagne. Elle s'inscrit dans le réseau national des véloroutes et voies vertes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à ce jour pleinement compétente pour réaliser une voie verte sur la commune de Marseille, s'appuie sur l'étude de faisabilité réalisée par la ville pour définir les objectifs et le contenu de la réalisation attendue.

Au vu de la complexité technique du projet, de ses nombreuses composantes (urbanistique, foncières etc..) et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants), la collectivité souhaite déléguer à la SPL SOLEAM le soin de faire réaliser, en son nom et pour son compte,

les études et travaux nécessaires à la réalisation de cette ligne vélo sur Marseille avec étude de la continuité de la ligne sur la commune de La Penne sur Huveaune et d'Aubagne.

Le mandat est établi pour un montant global de rémunération du mandataire de 736 560 euros TTC et un montant prévisionnel des dépenses à engager de 12 276 000 euros TTC comprenant les études préalables, les acquisitions foncières, la maîtrise d'œuvre et les travaux soit un cout total de 13 012 560 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le vote du Conseil Métropolitain du 20 juin 2019 ;
- La décision de mettre en place des actions du Plan Vélo Métropolitain ;
- La compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour réaliser une voie verte ;
- La possibilité de confier un mandat à la SPL SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage ci-annexée avec la SPL SOLEAM leur donnant mandat pour la réalisation de la voie verte des Berges de l'Huveaune sur la ville de Marseille et

l'étude de sa continuité sur les communes de La Penne sur Huveaune et d'Aubagne pour un montant global de 13 012 560 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce mandat.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence au Budget Principal de la Métropole Aix Marseille Provence – section d'investissement – opération n° 2019103100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-6572/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Etude et réalisation d'une voie verte le long des Berges de l'Huveaune" MET 19/12253/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Adopté le 20 juin 2019, le Plan Vélo Métropolitain pose l'objectif de doubler la part modale du vélo dans les déplacements du quotidien d'ici à 2024. Composé de 3 axes et de 15 actions, ce Plan a notamment identifié comme action prioritaire la réalisation d'un réseau de 16 lignes vélos sécurisées sur le territoire. Ce réseau ambitionne la réalisation d'itinéraires vélos continus et sécurisés. Séparation des modes, qualité des revêtements, gestion des intersections, lisibilité et services associés sont les qualités des aménagements recherchés.

Sur Marseille, 8 lignes ont été identifiées comme étant à fort enjeu et potentiel de report modal avec un traitement considéré comme prioritaire.

La ligne 2 : Est Huveaune « Les plages-Valentine/Barasse-Aubagne » représentant un linéaire d'environ 19 km fait partie des lignes avec une priorité de réalisation à échéance 2024. Ce projet consiste à réaliser « une voie verte » sur les Berges de

l'Huveaune. Elle a pour objectif de desservir : Les Plages, Dromel, Saint-Loup, La Pomme, La Valentine/Barasse, La Penne-sur-Huveaune et Aubagne. Elle s'inscrit dans le réseau national des véloroutes et voies vertes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à ce jour pleinement compétente pour réaliser une voie verte sur la commune de Marseille s'appuie sur l'étude de faisabilité réalisée par la Ville pour cadrer les objectifs et le contenu de la réalisation attendue.

Le présent projet émerge à l'opération globale de « création du réseau vélo », opération

d'investissement n°2019103100, créée le 20 juin 2019 pour un montant de 36 000 000 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 10 843 800 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Etat « AAP Continuité cyclable »	20 %	2 168 760 euros
Région « Schéma régional des véloroutes et voies vertes »	30 %	3 253 140 euros
FEDER	20 %	2 168 760 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence « Autofinancement »	30 %	3 253 140 euros
TOTAL HT		10 843 800 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA 002-6407/19/CM du 20 juin 2019 qui a ouvert le volume d'AP 191180BP relative à l'opération Réalisation du réseau vélo.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Création de la voie verte des Berges de l'Huveaune

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'EST du CT1 - section d'Investissement – Natures 2031 – 21728 - 21753 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Sous politique C 210 - Opération : 2019103100.

Les recettes correspondantes seront constatées en section d'investissement sur le Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1311 – 1312 – 1317 – Sous politique C 210–Code opération n° 2019103100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-6573/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°2 de la convention de réalisation du parc relais ouest enterré d'Aix-en-Provence dit "Lieutenant-Colonel Jeanpierre" avec la SPLA "Pays d'Aix Territoires" MET 19/12219/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers.

Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagne d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

En 2015, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a approuvé une convention avec la SPLA "Pays d'Aix Territoires" pour la réalisation du parc relais ouest

enterré sur la commune d'Aix-en-Provence, parc relais dit du « Lieutenant-colonel Jeanpierre ».

Un avenant n° 1 à cette convention, notifié à la SPLA le 8 novembre 2018, a modifié la date de remise de l'ouvrage à la Métropole en la fixant au 31 décembre 2019 au plus tard.

Cet avenant n°2 ne modifie pas la date de remise de l'ouvrage dans son ensemble à la Métropole du 31 décembre 2019 étant précisé que le parking sera mis en service le 2 septembre 2019.

Les études relatives à la conception de l'ouvrage ont été réalisées entre 2016 et 2017. Pendant la conception des aménagements il est apparu impératif, de déplacer la passerelle piétonne localisée sur la route de Berre (initialement supprimée). En effet le gabarit de cette passerelle ainsi que sa position ne permettent pas de dégager un tirant d'air suffisant au-dessus de la nouvelle voie du BHNS.

La SPLA, dans le cadre de sa mission d'aménagement, a fait étudier le maintien de cette importante infrastructure qui permet de relier en mode doux et à niveau la résidence "Les Marsouins" au Quartier des Etoiles et au Collège de Château Double.

L'étude a montré qu'un déplacement de quelques mètres permet de conserver le tablier métallique et de dégager le tirant d'air nécessaire à l'exploitation futur du BHNS.

Le Comité de Pilotage de l'opération du 25 janvier 2017 a alors validé le principe de déplacement visant à maintenir la passerelle et a décidé dans un premier temps que le coût de ce déplacement serait pris en charge directement par l'opération BHNS.

Cette décision a été ensuite modifiée lors du comité de pilotage du 20 décembre 2017 qui a demandé à ce que ces travaux soient intégrés à la convention liant la SPLA à la Métropole.

Le coût de ce déplacement est chiffré à 328 000 euros (coût travaux, honoraires de maîtrise d'œuvre compris).

Des prestations et des équipements supplémentaires ont été précisés par la Métropole ; ceux-ci concernent l'aménagement des locaux annexes du parking qui étaient prévus livrés bruts dans le programme initial.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi décidé d'installer dans ces locaux un "Espace Mobilité" ainsi qu'un local chauffeur et a demandé à la SPLA de les aménager pour qu'ils soient opérationnels à la livraison de l'équipement.

Le montant de ces aménagements qui consistent en des travaux de second œuvre et d'équipement de mobilier est estimé à 222 000 euros HT (coût travaux, honoraires de maîtrise d'œuvre compris).

Pour des raisons de coordination de travaux, il a été demandé à la SPLA de prendre en compte dans son

opération les aménagements de la voie BHNS sur son intersection avec la route de Galice (initialement prévu sur l'opération BHNS).

Le montant de ces aménagements transférés du BHNS vers la construction du parc relais est estimé à 350 000 euros HT (coût travaux, honoraires de maîtrise d'œuvre compris).

L'ensemble de ces sommes exposées (pour un total de 900 000 euros HT) sont intégralement prises, sans augmentation, sur le budget global du BHNS de 84.2 millions d'euros HT.

L'objet de cet avenant entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » est donc :

- d'acter les nouvelles évolutions du programme de travaux à intégrer dans la construction du parc relais,
- de confirmer la nouvelle enveloppe financière de l'opération estimée à 18,9 millions d'euros HT (contre 18 millions d'euros HT initialement, soit une augmentation de 5%),

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n° TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération de BHNS ;
- La délibération n°2015_B338 du Conseil Communautaire du 10 juillet 2015 relative à l'approbation de la convention pour la réalisation du parc relais Ouest enterré, de

l'aménagement du carrefour Route de Galice/avenue Picasso et des liaisons douces vers le Stade Maurice David ;

- L'avenant n°1 à la convention pour la réalisation du parc relais Ouest enterré, de l'aménagement du carrefour Route de Galice/avenue Picasso et des liaisons douces vers le Stade Maurice David ;
- Les décisions du Comité du Pilotage du 25 janvier 2017 et du 20 décembre 2017 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé précisant les nouveaux éléments de programme pour la construction du parc relais Lieutenant-Colonel Jeanpierre.

Article 2 :

Est approuvée l'augmentation de 900.000 euros HT sur le programme d'investissement et arrête le nouveau coût estimé de l'opération à 18.9 millions d'euros HT pour la construction du parc relais.

Article 3 :

Est actée que la nouvelle répartition sur le budget global d'investissement du BHNS de 84.2 millions d'euros HT est la suivante :

- Budget BHNS l'Aixpress : 65.3 millions d'euros HT (contre 66.2 millions d'euros HT initialement)
- Budget P+R Lieutenant-Colonel Jeanpierre : 18.9 millions d'euros HT (contre 18 millions d'euros HT initialement)

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transports, opération N° 2017266300 BHNS ligne B, Sous Politique C240, Nature 238, sans augmentation du budget prévisionnel global d'investissement

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-6574/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de partenariat pour le financement des études et des travaux du pôle d'échanges de Gardanne MET 19/12234/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Il décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française et se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. La programmation des pôles d'échanges multimodaux et le développement de l'intermodalité sont au premier rang des préoccupations de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La délibération du 17 décembre 2015 adoptée par le Conseil Communautaire du Pays d'Aix visait à approuver le programme général d'aménagement du pôle d'échanges de Gardanne et la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ainsi qu'à solliciter des participations financières aux taux le plus élevé possible auprès des partenaires de cette opération.

La convention initiale signée le 30 septembre 2017 avait comme objet de définir les engagements

réciroques des partenaires financiers concernant les conditions de financement et de réalisation des études de projet et des travaux d'aménagement sur le périmètre gares et connexions et sur le périmètre intermodal (parking, gare routière et ses accès).

Les coûts correspondant au montant des études et des travaux de ce périmètre intermodal (parking, gare routière et bâtiment voyageur) a été estimé à 11 560 000 euros et a fait l'objet de demandes de financement auprès de l'Etat, du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Europe (FEDER) et de la Région (Contrat de Plan 2015-2020).

La demande de subvention d'un montant de 3 129 800 euros, déposée auprès du Fonds Européen de Développement Régional, a été examinée lors du comité régional de programmation des fonds FEDER du 23 mars 2018. Le montant obtenu pour ce projet d'aménagement a été fixé à 3 055 500 euros, soit 74 300 euros de moins que la demande initiale.

Suite au comité de pilotage du 26 avril 2018, il a été acté, par les parties, que le différentiel de 74 300 euros est réparti à parts égales entre la Région et la Métropole, soit 37 150 euros supplémentaires pour la Région et 37 150 euros supplémentaires pour la Métropole.

Il est proposé que les participations des partenaires visées à l'article 7.1 de la convention initiale soient remplacées par les participations visées à l'article 2 de l'avenant n°1 annexé.

Le plan de financement actuel, ainsi modifié, permet d'optimiser le financement de ce programme et ainsi sécuriser l'opération.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 11 560 000 euros Hors Taxes.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, et à signer l'avenant n°1 à la convention de partenariat pour le financement des études et des travaux du pôle d'échanges de Gardanne.

Le plan de financement prévisionnel initial de l'opération :

Etat	20,69 %	2 392 000 € HT
Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur	12,24 %	1 414 200 € HT
Département des Bouches-du-Rhône	20,00 %	2 312 000 € HT
Europe - FEDER	27,07 %	3 129 800 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	2 312 000 € HT
TOTAL	100.00 %	11 560 000 € HT

Le plan de financement prévisionnel modificatif de l'opération :

Etat	20,69 %	2 392 000 € HT
Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur	12,55 %	1 451 350 € HT
Département des Bouches-du-Rhône	20,00 %	2 312 000 € HT
Europe - FEDER	26,43 %	3 055 500 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,32 %	2 349 150 € HT
TOTAL	100.00 %	11 560 000 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015_A312 du 17 décembre 2015 relative à l'approbation du programme de travaux et de la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour l'aménagement du pôle d'échanges de Gardanne ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération TRA 013-2166/17/BM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat pour le financement des études et des travaux du pôle d'échanges de Gardanne, avec l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et SNCF Mobilités ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la modification du plan de financement de l'opération du pôle d'échanges de Gardanne ;

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention de partenariat pour le financement des études et des travaux du pôle d'échanges de Gardanne.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière auprès du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 convention de partenariat pour le financement des études et des travaux du pôle d'échanges de Gardanne, ci-annexé, et tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le code opération numéro 2017 269 100.

Les recettes seront constatées dans le budget Annexe Transport 2019 et suivants sous la nature comptable 1311 – 1312 – 1313 – 1317.

TRA 013-6575/19/BM

■ Approbation d'une convention de financement avec la Régie Des Transports et le Département des Bouches-du-Rhône relative à la conversion au Gaz Naturel pour Véhicules du dépôt d'Aubagne-Gémenos, propriété de la Régie Des Transports MET 19/12230/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération TRA 001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Au titre de l'environnement, il existe un Agenda Environnemental commun au Département des Bouches-du-Rhône et à la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoyant la conversion au Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) du dépôt de la Régie Des Transports (RDT) d'Aubagne-Gémenos.

Dans le cadre de la politique de transition énergétique menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et de l'ensemble des dispositions en vigueur concernant l'évolution et la transformation des modes de transports collectifs, la RDT a initié depuis 2016 une réflexion sur ce thème.

La RDT a lancé un marché de conception-réalisation pour la transformation du dépôt d'Aubagne-Gémenos aux énergies nouvelles. Il s'agit à la fois d'un projet de transition énergétique et de sécurisation des approvisionnements via les réseaux de distribution du gaz (GRDF, GRT Gaz).

Ce projet est en cours de dimensionnement pour accueillir à terme des lignes urbaines et interurbaines. Il sera également accessible facilement depuis la route départementale Aubagne-Cuges-Gémenos pour les autocars provenant de l'extérieur, exploités par d'autres compagnies, et souhaitant pouvoir utiliser la station de compression GNV en charge rapide.

Ce projet comporte deux volets :

- « Modernisation du dépôt » : installations de maintenance et de stationnement ;
- « Création de station de compression GNV » pour alimenter les véhicules en charge rapide / lente.

Le futur dépôt présente les caractéristiques suivantes :

- 23.000 m² de superficie ;
- 102 places de stationnement autocars / autobus ;
- Ateliers, bureaux, station-service diesel, station compression GNV, alimentation électrique et équipements spécifiques, tunnel de lavage.

Calendrier prévisionnel de l'opération :

- Décembre 2018 : Attribution du marché de conception réalisation du dépôt d'Aubagne-Gémenos, intégrant la station de compression GNV ;

- Dernier trimestre 2019 : Livraison du futur dépôt complètement opérationnel.

La RDT a sollicité, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité lors du Bureau métropolitain du 16 mai 2019.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 5 000 000 euros Hors Taxe. La subvention du Département des Bouches-du-Rhône s'élève à 1 500 000 euros Hors Taxe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Département des Bouches-du-Rhône, du 14 décembre 2018, adoptant l'Agenda Départemental commun à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA010-5857/19/BM du Bureau de la Métropole, du 16 mai 2019, portant demande de subvention relative à la conversion au GNV du dépôt d'Aubagne-Gémenos ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la conversion au GNV du dépôt d'Aubagne-Gémenos par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui agit en qualité

d'opérateur interne et pour le compte de son autorité organisatrice ;

- Qu'il convient de signer une convention de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône et la Régie des transports afin que cette dernière puisse percevoir le financement du Département.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite de financement ci-annexée relative à la conversion au Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) du dépôt d'Aubagne-Gémenos, propriété de la Régie Des Transports (RDT).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-6576/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de La Fare les Oliviers d'équipements relevant de la compétence Aires et Parcs de Stationnement MET 19/12324/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Aires et Parcs de Stationnement, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion

de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Aires et Parcs de Stationnement » conclue avec la commune de La Fare les Oliviers au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune des conventions spécifiques habilitant la commune à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service des Aires et Parcs de Stationnement, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Cette convention, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêt la forme d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée fondée sur les dispositions des articles L.2422-5 à 11 du Code de la commande publique, forme retenue pour habilitier la commune à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences métropolitaines « Aires et Parcs de Stationnement ».

En application de cette convention, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant la réalisation par la commune de La Fare les Oliviers d'une opération relevant de la compétence métropolitaine relative aux Aires et Parcs de Stationnement. »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, concernant la Commune de La Fare les Oliviers au titre de la compétence Aires et Parcs de Stationnement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée avec la commune de La Fare les Oliviers, portant sur l'opération suivante :
- la réfection de la bande de roulement en bicouche – Parking Gambetta.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 5 766 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement de l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-6577/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Velaux d'équipements relevant de la compétence Aires et Parcs de Stationnement
MET 19/12325/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence « Aires et Parcs de Stationnement », il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Aires et Parcs de Stationnement » conclue avec la commune de Velaux au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune des conventions spécifiques habilitant la commune à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service des Aires et Parcs de Stationnement, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Cette convention, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêt la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage fondée sur les dispositions des articles L.2422-1 et L.2422-12 du Code de la commande publique, forme retenue pour habilitier la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'Aires et Parcs de Stationnement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

En application de cette convention, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe dans ladite convention.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant la commune de Velaux du Territoire du Pays Salonais, pour une opération de requalification de la place Jean-Baptiste Comte au titre de la compétence « Aires et Parcs de Stationnement ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, concernant la Commune de Velaux au titre de la compétence « Aires et Parcs de Stationnement ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage et le plan de financement, ci-

annexés, avec la commune de Velaux, portant sur l'opération d'investissement suivante :

- opération de requalification de la Place Jean-Baptiste Comte.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à : 163 000, 80 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement de l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 016-6578/19/BM

■ Approbation d'une convention de coopération public-public avec le CEREMA relative à l'enquête mobilité certifiée CEREMA (EMC²)

MET 19/11380/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'engager la réalisation d'une enquête mobilité certifiée CEREMA. Cette enquête se déroulera pendant six mois, entre novembre 2019 et avril 2020 sur un périmètre strictement identique à celui de l'enquête équivalente de 2009 (Département des Bouches-du-Rhône élargi), celui-ci correspondant au bassin de vie de la Métropole. Les résultats de cette enquête seront disponibles à l'automne 2021.

Les enquêtes mobilité constituent la source d'informations disponibles la plus précise et la plus fiable pour analyser les pratiques de mobilité de toutes les catégories de personnes selon les modes de transport aux différentes échelles d'un territoire. Dans un contexte de mise en œuvre de l'Agenda de la Mobilité, d'élaboration du Plan de Déplacements Urbains (PDU) et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) métropolitains, l'enquête mobilité permettra de disposer d'une connaissance précise des conditions de déplacements actuelles et de pouvoir ensuite évaluer les effets des projets en matière de transports collectifs, de circulation et de stationnement en cohérence avec les politiques d'aménagement du territoire. D'un point de vue général, les enquêtes mobilité présentent un intérêt majeur pour le territoire métropolitain, puisqu'elles permettent :

- De suivre précisément l'évolution des pratiques de déplacements de nos

concitoyens, selon leurs catégories sociodémographiques, leurs localisations géographiques, leurs habitudes de déplacements, ... ;

- D'orienter des politiques à venir dans le domaine des transports et de l'aménagement du territoire ;
- D'évaluer des politiques engagées et d'anticiper sur les évolutions sociétales futures.

Le coût total de l'enquête sera d'environ 1,8M€HT. Elle se décompose en :

- Un « cœur », qui constitue l'enquête elle-même, auprès d'un échantillon de 5 740 ménages représentant au minimum 13 120 personnes de 5 ans et plus interrogées en face-à-face et de 13 120 personnes interrogées par téléphone.
- Une « option week-end » où parmi les 26 240 personnes interrogées sur leurs déplacements de la veille, la moitié, âgée de plus de 15 ans, répondra sur ses déplacements du week-end.

Cette opération devrait bénéficier d'une subvention de l'Etat et des collectivités de l'ordre de 20%. Pour cela, l'enquête doit obéir à des règles strictes de méthode et de mise en œuvre. Le CEREMA a mis au point cette méthode d'enquête appelée « Enquête mobilité certifiée Cerema » (EMC²) dans la continuité des Enquêtes Ménages Déplacements (EMD) et qui s'applique de manière identique, depuis les années 1970, sur les principales agglomérations françaises, permettant de garantir la qualité des données recueillies et d'obtenir des données comparables dans le temps et l'espace. Les enquêtes EMD sont reconnues d'intérêt général par le Conseil national de l'information statistique.

Afin de suivre au mieux la méthode proposée et d'aboutir à des résultats d'enquêtes fiables, pertinents, comparables avec les anciennes enquêtes ménages réalisées sur le périmètre d'Aix-Marseille et avec celles des autres territoires français, la Métropole Aix-Marseille Provence, maître d'ouvrage de l'enquête, sollicite le CEREMA pour qu'il assure les missions de référent méthodologique national sur ce type d'enquête, de suivi et de contrôle de la prestation, le traitement et la transmission des données en fin d'enquête et qu'il les intègre dans une base de données nationale.

Dans ce contexte, il est proposé de passer une convention de coopération public-public entre pouvoirs adjudicateurs avec le CEREMA. Le montant à charge de la Métropole est de 25 000€ HT.

Le Cerema a fourni les justificatifs nécessaires, relatif au respect de la clause légale du seuil des 20% mentionné à l'article L2511-5 du Code des Marchés Publics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la commande publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 001-13-12-18 du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole, autorisant le lancement de l'enquête mobilité certifiée Cerema

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'engager la réalisation d'une enquête mobilité certifiée CEREMA ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de partenariat entre la Métropole et le CEREMA afin que le CEREMA assure les missions de référent méthodologique national.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de coopération public-public avec le CEREMA pour les missions de Référent méthodologique sur la réalisation de l'assistance à l'enquête ménages ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Transports sur l'opération n°2019001700, rattachée au programme 07, code AP 181073TP, nature 2031 sous politique A420.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 017-6579/19/BM

■ Approbation d'une convention type d'engagement mutuel pour l'accompagnement d'un plan mobilité MET 19/12222/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L1231-8 du Code des Transports, les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) mettent en place un service de conseil en mobilité à l'intention des employeurs et des gestionnaires générant des flux de déplacements importants.

Cette compétence de conseil en mobilité s'adresse aux employeurs publics et privés sans distinction.

Compte tenu des attentes fortes du monde économique, en cohérence avec les stratégies d'amélioration de la qualité de l'air, de la mobilité des salariés, du soutien au développement économique et à l'attractivité du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'une plateforme centrale des plans de mobilité servant de base à l'exercice de la compétence de conseil en mobilité à destination des entreprises et de leurs groupements : Le Conseil MobiPro.

Le Conseil MobiPro, est un outil répondant aux enjeux prioritaires posés par la congestion du trafic routier, particulièrement dans le cadre lié aux activités professionnelles (domicile-travail / mobilité interne aux zones d'activité), ainsi que par la qualité de l'air et son impact sur la santé publique.

L'objectif des services mis ainsi à la disposition du monde économique est d'assurer l'accompagnement des référents d'entreprise (ou de leurs groupements) chargés des démarches de plans de mobilité (devenus obligatoires pour toutes les entreprises de plus de 50 salariés) depuis la phase de réflexion initiale jusqu'à la mise en œuvre et à la promotion de la démarche, ainsi que pour la phase d'évaluation sous leur responsabilité.

L'objectif opérationnel est le report modal effectif de l'autosolisme thermique vers tous les autres modes de déplacement promus par la mise en œuvre de plans de mobilité d'entreprise(s) et d'administration (s) à l'échelle territoriale de la Métropole Aix-Marseille-Provence, notamment sur les trajets domicile-travail.

Entre autres axes d'intervention, la plateforme centrale assurera l'audit et l'enrichissement des plans de mobilité, la participation au nom de la collectivité aux réunions régulières des associations de zone, l'incitation des entreprises à contractualiser avec l'AOM des objectifs d'engagement et résultats.

Dans le cadre du déploiement du service Le Conseil MobiPro et afin de justifier dans un cadre de partenariat gagnant-gagnant sa mise à disposition, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en place une convention type unique actant le soutien de la collectivité et la démarche volontariste de l'entreprise ou du groupement d'entreprises.

Cette convention a pour objet d'établir les engagements respectifs de l'employeur ou de l'association de zone au nom du collectif d'employeurs qu'elle représente, et de la Collectivité, pour faciliter et favoriser dans le cadre d'un plan de mobilité la lutte contre l'autosolisme et l'augmentation de la part modale des modes de transport durables pour les déplacements des salariés, des visiteurs et les déplacements professionnels.

L'incidence financière pour la Métropole de la mise en œuvre de la compétence conseil en mobilité, consiste au déploiement d'un marché de conseil mobilité individuel et collectif à destination des entreprises, administrations, et de leurs groupements, dont la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée (580 000 euros sur 3 ans).

Il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter le principe et le contenu de la convention en annexe, et d'en autoriser la signature avec chaque nouvel employeur ou groupement qui s'engageant dans une démarche de plan de mobilité sollicite l'accompagnement de la collectivité par son service Le Conseil MobiPro.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Transport ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM, portant sur l'approbation de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les objectifs de l'Agenda de la Mobilité en matière de réduction de la circulation automobile et de report modal ;
- Les objectifs du Plan de Protection de l'Atmosphère Départemental ;
- Les objectifs des cahiers du Plan de Déplacements Urbains en cours ;
- L'intérêt pour atteindre ces objectifs d'un exercice de la compétence conseil en mobilité auprès des acteurs économiques et des zones génératrices d'emploi du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'intérêt de créer un cadre partenarial d'engagement pour le déploiement de l'accompagnement du service Le Conseil MobiPro ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat type ci-annexée pour l'accompagnement des plans de mobilité des employeurs et leurs groupements du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toute convention établie sur ce modèle avec les employeurs et leurs groupements pour leur accompagnement par le service de conseil MobiPro.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe des Transports 2019 et suivants – Section de Fonctionnement – Sous Politique A710 – Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 018-6580/19/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'Ademe relative à l'expérimentation d'un modèle de fonctionnement afin d'optimiser la logistique des circuits alimentaires de proximité
MET 19/12240/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 23 avril 2018, l'ADEME a lancé un appel à projets de Recherche Logistique Urbaine Durable et Livraison en Site Isolé. Il vise à apporter un soutien à des travaux de recherche appliquée au moyen d'expérimentations en vue d'améliorer, de diversifier et d'adapter l'offre de services de transport de marchandises, en s'appuyant notamment sur les technologies du numérique, sur des innovations de services liés aux circuits courts ou sur l'usage des drones pour concourir à une logistique durable, plus particulièrement en milieu urbain.

Trois axes thématiques sont ciblés en particulier :

- les technologies du numérique,
- la logistique et circuits courts,
- le recours aux drones pour le dernier kilomètre.

Le projet de recherche-action LCC-MIN vise à expérimenter un modèle de fonctionnement (outils physiques, informationnels, mode de gouvernance et modèle économique) répondant aux enjeux logistiques du développement des circuits courts alimentaires de proximité (CCAP). Il prend en compte la chaîne logistique globale du producteur au consommateur et combine les flux amont et aval et les circuits courts à destination des particuliers (AMAP), et professionnels (commerces de proximité, restaurateurs).

La méthodologie globale du projet s'appuie sur une logique de recherche-action et de retour d'expérience. Après une première étape visant à dimensionner le dispositif à mettre en œuvre, mobilisant un outil de simulation (test des hypothèses de dimensionnement, validation théorique), il sera mis en œuvre une expérimentation terrain s'appuyant sur une simulation théorique (test de fonctionnement, validation théorique) et la mise en œuvre du dispositif sur le terrain (gouvernance, équipement logistique, organisation des tournées amont, aval et multicanal, prototypage de système d'information, mise en place de 3 consignes fruits et légumes à destination du réseau d'AMAP).

En parallèle de ce déploiement, un système d'indicateurs spécifique permettra le suivi de l'expérimentation. Enfin la dernière étape de ce projet permettra de capitaliser et de valoriser les résultats de l'expérimentation et de proposer un cahier de spécifications permettant le déploiement du modèle expérimenté sur d'autres territoires et/ou son enrichissement à d'autres acteurs ou d'autres produits.

Le partenariat mis en œuvre mobilise les acteurs de la chaîne logistique globale des fruits et légumes frais (le Marché d'intérêt national et les producteurs présents sur le MIN, un réseau d'AMAP ; les paniers marseillais, un producteur de fruits et légumes bio), l'institution (la Métropole Aix-Marseille Provence) en charge de la stratégie logistique urbaine métropolitaine et qui préside le conseil d'administration du MIN, ainsi qu'un laboratoire de recherches spécialisé en logistique et Supply Chain e 370 823 euros.

Management, le CRET-LOG. Le bureau d'études Jonction pilotera le partenariat ainsi constitué.

La convention de financement définit les caractéristiques de l'opération envisagée et fixe le montant, ainsi que les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide financière accordée au bénéficiaire par l'ADEME.

L'opération est prévue pour une durée contractuelle de 25 mois pour un montant total d

Partenaires	Valorisation / dépenses	Montant de l'aide accordée
Jonction (dont Paniers Marseille sous-traitant)	95 175	40 399,35
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 230	14 425.50
SOMIMAR (Min Arnavaux)	144 016	56 399
CRET-LOG	70 030	16 434
Lilian Estienne	21 372	10 568
TOTAL	370 823	123 800

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le courrier de l'ADEME du 23 avril 2019, sélectionnant le projet LCC MIN de la Métropole et de ses partenaires,
- Qu'il convient de conclure une convention de financement entre l'ADEME et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement avec l'ADEME relative au projet Logistique des Circuits Courts Marché d'intérêt National, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – section de fonctionnement – nature : 617 – Sous-Politique : C360

La recette sera constatée au budget annexe transport 2019 et suivants de la métropole Aix-Marseille-Provence – section de fonctionnement – Nature : 74-71 – Sous-Politique : C360

Où le rapport ci-dessus,

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Le montant des dépenses éligibles pour la Métropole est fixé à 40 230 euros. L'aide attribuée est une subvention de 14 425.50 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération TRA 001-5494/19/CM du Conseil de la Métropole, du 28 février 2019, portant sur les orientations stratégiques en faveur de la logistique et du transport de marchandises en ville ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

TRA 019-6581/19/BM

**■ Approbation d'une convention de coopération relative aux transports scolaires entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/12248/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public entre les différentes autorités organisatrices de transport.

Toutefois, l'exercice de la compétence par chacune des collectivités a mis en exergue la nécessité de coopérer sur différentes thématiques.

La présente convention vient donc compléter les conventions existantes en précisant diverses modalités de coopération entre les autorités organisatrices signataires concernant les transports scolaires placés sous leur responsabilité dans le respect et l'autonomie de chacun.

Il est rappelé que les élèves effectuant un déplacement interne au ressort territorial de la Métropole relève de la compétence de cette dernière, la Région étant compétente pour les trajets non intégralement inclus dans le ressort territorial d'une autorité organisatrice de la mobilité.

Compte tenu de la configuration territoriale des deux autorités organisatrices, des élèves métropolitains au regard de la particularité de leur trajet sollicitent de pouvoir emprunter des services régionaux, et réciproquement. Il est apparu nécessaire de formaliser les procédures d'accueil de ces cas particuliers dans une convention de coopération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération TRA 006-1381/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération TRA 013-3952/18/BM du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de délégation de compétence avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence et exploités par la Régie Des Transports (RDT) ;
- La délibération TRA 003-4744/18 du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n° 2 à la convention de délégation de compétence avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence et exploités par la Régie Des Transports (RDT) ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire pour les élèves métropolitains empruntant les lignes régulières organisées par la Région d'avoir acquis un titre de transport régional;
- Qu'il est nécessaire pour les élèves régionaux empruntant les lignes régulières organisées par la Métropole d'avoir acquis un titre de transport métropolitain;
- Qu'il est nécessaire pour les élèves métropolitains empruntant les services scolaires régionaux d'avoir acquis la carte de transport régional selon des modalités définies dans la présente convention de coopération;
- Qu'il est nécessaire pour les élèves régionaux empruntant les services scolaires métropolitains d'avoir acquis la carte de transport métropolitaine selon des modalités définies dans la présente convention de coopération;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée de la convention de coopération relative aux transports scolaires entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence, ci-annexée.

Article 2 :

La participation forfaitaire versée à la Métropole par la Région et réciproquement, s'élève à un montant de 300 euros par élève.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2020 de la Métropole : Nature 65732 – Sous-Politique C 220

Les recettes sont constatées au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Nature 7472 – Sous-Politique C 220

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 020-6582/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Transport Mobilité et Solidarité pour 2019 - Approbation d'une convention MET 19/12270/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives. Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun, contribuent en grande partie à l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les démarches visant à faciliter toutes les formes de mobilité permettant l'accès à l'emploi, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables, ainsi que l'insertion et l'accès à l'emploi.

L'Association Transport Mobilité et Solidarité (TMS) a pour objet de développer l'accès aux transports et à la mobilité nécessaire à l'insertion sociale et professionnelle des publics jeunes et adultes, ainsi que des personnes en situation d'isolement, par différents outils dont la mise à disposition de cyclomoteurs, de voitures, de transports publics routiers des personnes, l'accompagnement individuel à la mobilité et les actions de prévention à la sécurité routière.

La plateforme de mobilité inclusive de l'association TMS facilite ainsi la mobilité des personnes en démarche d'insertion socioprofessionnelle et leur permet d'accéder à une mobilité autonome.

Par ailleurs, elle permet de lutter contre l'isolement rural, de créer des liens avec le milieu urbain, et enfin, de faciliter l'accès aux transports, à la mobilité et à des actions de proximité en permettant d'accomplir des démarches administratives, professionnelles, de santé et de formation.

Afin de poursuivre en 2019 sa démarche de mise en place des actions nécessaires en matière d'insertion sociale et professionnelle, en particulier par rapport à l'emploi au moyen notamment d'outils de Transport Micro Collectif (accompagnement en véhicule), de prêt de cyclomoteurs et de voitures, ainsi qu'un atelier de maintenance et de réparation de véhicules ; l'association TMS sollicite la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées de la Mobilité et de l'Insertion vers l'Emploi au sein du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association TMS en lui attribuant une subvention globale de 65 000 euros au titre de l'année 2019, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de 20 000 euros est accordée sur le budget annexe Transports au titre du fonctionnement général de l'association ;
- Une subvention de 45 000 euros est accordée sur le budget du Conseil de Territoire du Pays Salonais au titre de l'action menée par l'association en faveur de la mobilité au moyen de sa plateforme de mobilité ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération EMP 004-5776/BM du 28 mars 2019 approuvant l'avenant n° 5 relatif à l'attribution d'une subvention à l'association Transport Mobilité Solidarité au titre de l'exercice 2019 ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur de l'insertion par l'emploi sur son territoire

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions de l'association TMS pour ses actions en faveur des mobilités dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 65 000 euros à l'association TMS pour son plan d'actions et son offre de services qui se répartit ainsi :

- Une subvention de 20 000 euros est accordée sur le budget annexe Transports au titre du fonctionnement général de l'association ;

- Une subvention de 45 000 euros est accordée sur le budget principal de la Métropole 2019 au titre de l'action menée par l'association sur le Territoire du Pays Salonais, en faveur la mobilité au moyen de sa plateforme de mobilité.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec TMS.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574 pour 20 000 euros,
- et au budget 2019 de la Métropole Aix Marseille Provence, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 61, pour 45 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 021-6583/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Mobilités - Approbation d'une convention MET 19/12213/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun, constituent un des grands enjeux de l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser le regroupement des entreprises qui s'associent au sein d'une même zone d'emploi pour réaliser un PDIE (Plan de Déplacement Inter-Entreprises), par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la réalisation et à l'animation de PDIE, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de «

conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend ainsi notamment :

- contribuer à la promotion des démarches de plans de mobilité, engagées par les entreprises,
- promouvoir la mutualisation des moyens et des solutions, le regroupement des acteurs et les actions innovantes,
- mieux connaître les acteurs économiques du territoire et le besoin en mobilité des salariés dans le temps,
- proposer une valeur ajoutée à l'offre d'implantation des entreprises sur les zones d'activités aménagées par le Conseil de Territoire Marseille Provence, en assurant une offre en mobilité durable pour les déplacements des salariés,
- communiquer, informer et sensibiliser sur l'offre de déplacement alternative, l'autosolisme et sur l'usage des transports en commun.

Mobilidées a pour objectif l'amélioration de la mobilité des salariés sur l'ensemble de son périmètre.

Créée en 2011 par les associations de la zone d'activité couverte, Asl Les Paluds, Apage de Gémenos, et Asl Auchan, l'association Mobilidées comptait 7 entreprises adhérentes en 2012.

Elle en compte 25 en 2018 (soit environ 5000 salariés). Cette progression indique une forte attente des entreprises en faveur de l'amélioration de la mobilité des salariés.

L'association Mobilidées assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à la mise en place des démarches et actions du PDIE auprès des responsables d'entreprises et des salariés.

Elle a aussi pour objectif la mise en œuvre du PDIE, élaboré collectivement avec les associations de la Zone Industrielle des Paluds sur Aubagne, de la Zone d'Activités de la Plaine de Jouques sur Gémenos et de la Zone Commerciale la Martelle/Pastre sur Aubagne qui représentent un des bassins d'activités parmi les plus importants du Territoire en termes d'emploi avec près de 12000 salariés.

Conscients de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et d'anticiper sur les démarches individuelles des entreprises soumises à l'obligation d'un Plan de Déplacement d'Entreprise, l'association entend :

- favoriser le report modal vers les transports en commun et les modes de déplacement alternatifs pour les salariés, les clients et les visiteurs des entreprises et des établissements situés dans le secteur considéré ;
- améliorer l'organisation et la sécurité des déplacements des personnes sur ce secteur.

Afin d'atteindre ce double objectif, l'association s'appuie sur un conseiller en mobilité salarié à temps complet, d'une part, et met en œuvre des moyens de promotion, communication et sensibilisation d'autre part, dont notamment :

- des animations thématiques, ainsi qu'une animation majeure durant la semaine européenne de la mobilité,
- des actions marketing ciblées auprès des différentes entreprises dans son périmètre pour la promotion des transports en coordination avec l'autorité organisatrice et Lepilote.com,
- des actions de promotion de l'autopartage et du co-voiturage,
- des actions de sensibilisation aux risques routiers du secteur et à la sécurité routière visant à favoriser les modes partagés,
- un conseil en mobilité au service des entreprises du secteur,
- des actions d'actualisation et suivi permanent du PDIE.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées de la mobilité et du développement des Plans de Mobilité au sein des zones d'activité de son territoire, et afin de poursuivre le déploiement du plan d'action du PDIE et plus largement le conseil en mobilité auprès des entreprises et des salariés, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association Mobilidées en lui attribuant une subvention globale de 40 000 euros au titre de l'année 2019.

Cette subvention de 40 000 euros est accordée sur le budget annexe Transports au titre du fonctionnement général de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les Conseils de territoire et le Conseil de la Métropole ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 40 000 euros à l'association Mobilidées affectée au titre du fonctionnement général de l'association.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs ci-annexée conclue avec Mobilidées.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574 pour 40 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 022-6584/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association Transport Mobilité et Solidarité et paiement de la cotisation 2019
MET 19/12271/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En tant qu'Autorité Organisatrice de la mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole d'Aix-

Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, et notamment à l'Association Transport Mobilité et Solidarité (TMS).

TMS est une association créée en 1997, ayant pour objet de développer l'accès aux transports et à la mobilité nécessaire à l'insertion sociale et professionnelle des publics jeunes et adultes, ainsi que des personnes en situation d'isolement, par différents outils dont la mise à disposition de cyclomoteurs, de voitures, de transports publics routiers des personnes, l'accompagnement individuel à la mobilité et les actions de prévention à la sécurité routière.

Cette association met à disposition une plateforme de mobilité inclusive et facilite ainsi la mobilité des personnes en démarche d'insertion socioprofessionnelle en leur permettant d'accéder à une mobilité autonome.

Par ailleurs, elle permet de lutter contre l'isolement rural, de créer des liens avec le milieu urbain, et enfin, de faciliter l'accès aux transports, à la mobilité et à des actions de proximité en permettant au public visé d'accomplir des démarches administratives, professionnelles, de santé et de formation.

Aussi, afin d'orienter son action en lien avec la stratégie de l'agenda de la mobilité et pour coordonner son activité avec celles des partenaires œuvrant dans le domaine de la mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n°TRA 016-4158/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, décidé d'adhérer à cette association.

Dans ce cadre, et afin de développer les outils d'aide à la mobilité des personnes en insertion vers l'emploi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019. Le montant de la cotisation au titre de l'année 2019 s'élève à 20 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°TRA 016-4158/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018

portant l'adhésion à l'Association Transport Mobilité Solidarité et paiement de la cotisation 2018 ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'association TMS pour l'année 2019 afin de développer les outils d'aide à la mobilité des personnes en insertion vers l'emploi ;
- Qu'il convient d'approuver le règlement de la cotisation correspondante, d'un montant de 20 000 euros

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'association Transport Mobilité et Solidarité pour l'année 2019 et le paiement de la cotisation correspondante, d'un montant de 20 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole-Section de Fonctionnement : Nature 6281 – Sous-Politique A710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-6585/19/BM

**■ Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée d'une parcelle de terrain déclassée du domaine public métropolitain sise rue André Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation de l'ilot XXL dans la Zone d'Aménagement Concerté Littorale
MET 19/10919/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a souhaité mettre en place une démarche de partenariat avec un opérateur privé afin d'initier la création d'un Eco-quartier à haut niveau de service répondant aux nouveaux enjeux économiques et sociaux des territoires tant urbains que métropolitains. Le site d'intervention s'inscrit au cœur de l'Extension du périmètre de l'EPAEM, sur un tènement de quatorze hectares au sein de la ZAC Littorale. La démarche proposée consiste à étudier les conditions de développement de l'ordre de 280 000 m² de SDP porteuse de forte ambition en matière de mixité des fonctions, de développement durable et de qualité de vie.

Pour ce faire, l'EPAEM a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (l'AMI) auprès d'opérateurs privés ou de groupements d'opérateurs privés intéressés afin de sélectionner un partenaire répondant à ces ambitions.

A l'issue de cette procédure qui a permis la présentation de plusieurs projets et l'audition des groupements par un jury, l'EPAEM a retenu le groupement composé de LinkCity Sud-Est et de Bouygues immobilier avec lequel a été conclue une convention d'objectifs le 17 mars 2016. La société XXL Marseille constituée le 10 novembre 2016 a été substituée au groupement précité dans les droits et obligations issus de cette convention.

A l'issue de la période d'études régie par la Convention d'Objectifs permettant de conclure à la faisabilité du projet dit « ECO-QUARTIER LES FABRIQUES », les parties ont signé le 18 octobre 2017 une convention cadre (ci-après la « Convention Cadre ») arrêtant les caractéristiques essentielles du Projet à réaliser et les engagements réciproques et les modalités de cession par l'EPAEM des terrains et des droits à construire attachés.

Les modalités de cession des terrains s'appuient en amont sur un dispositif de collaboration aboutissant à la validation par les deux parties d'un rapport préalable de développement foncier.

La réalisation de ce projet nécessite l'acquisition d'une parcelle de terrain déclassée du domaine public métropolitain située rue André Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement, par Euroméditerranée à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une superficie de 34 m² (voir plans ci-joints).

Cette cession est faite à titre gratuit conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et le protocole opérationnel pour la phase 1 (2011 – 2019-2020).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° VOI 006-5938/19/BM du 16 mai 2019, portant déclassement du domaine public métropolitain d'une emprise désaffectée de 34 m² de rue Allar Marseille 15^{ème} arrondissement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession d'une parcelle de terrain de 34 m² déclassée du domaine public métropolitain par la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'Etablissement Public Euroméditerranée de céder la totalité de l'emprise de la venelle à l'opérateur Bouygues Immobilier qui va piloter la réalisation et la gestion de cette voie sise entre les îlots 4C2 et 4C1 des Fabriques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession à titre gratuit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de l'Etablissement Public Euroméditerranée de la parcelle d'une superficie de 34 m², déclassée du domaine public métropolitain en cours de numérotation au cadastre, sise rue André Allar, à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et protocole opérationnel (phase 2011-2020), signé en 2001, les frais inhérents à cette transaction seront à la charge d'Euroméditerranée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document nécessaire. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-6586/19/BM

**■ Cession onéreuse d'une parcelle de terrain sise rue de Forbin, à Marseille 2ème - Approbation d'un acte de régularisation de vente
MET 19/11790/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au terme d'un acte reçu aux minutes par l'Etude Malauzat – Michelucci, Notaires associés, le 3 juillet 2017, a été constatée la vente du bien sis 23 rue de Forbin, à Marseille 2^{ème}, cadastrée 810 C 053 entre la métropole Aix-Marseille-Provence et la SCCV Marseille Forbin.

Cet acte a constaté la désaffectation et le déséquipement dudit bien, objet dudit acte, mais n'a pas été précédé d'une délibération de l'assemblée délibérante de la Métropole Aix-Marseille-Provence constatant le déclassement du domaine public vers le domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En vue de régulariser cette situation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération du 26 septembre 2019, prononcé le déclassement du domaine public vers le domaine privé de la parcelle cadastrée 810 C 053, sise à Marseille 2^{ème} arrondissement.

Aussi, il convient par la présente délibération, de purger l'irrégularité potentielle affectant l'acte de vente initial, par l'approbation d'un acte de régularisation de la vente, le bien étant formellement déclassé par délibération devenue exécutoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet d'acte de régularisation de la vente ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'après le déclassement de la parcelle cadastrée 810 C 053 du domaine public métropolitain au domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la régularisation de la vente de ladite parcelle entre la Métropole et la SCCV Forbin peut intervenir.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le projet d'acte de régularisation de la vente de la parcelle cadastrée 810 C 053, sise 23 rue de Forbin, à Marseille 2^{ème}, déclassée du domaine public métropolitain vers le domaine privé, aux mêmes charges et conditions que celles indiquées dans l'acte de vente du 3 juillet 2017 et ce à l'effet de pouvoir dans l'intérêt des parties, éviter la restitution du prix de vente d'un montant de 217 960,00 euros et permettre à cette mutation d'être définitive et incommutable.

Article 2 :

Les frais relatifs à cet acte relèvent de la SCCV Marseille Forbin.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet acte et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-6587/19/BM

**■ Cession à titre onéreux du lot 12 tranche 3 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté des Florides à Marignane, à la SNC Florides 1
MET 19/11534/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 30 mars 2006 et du 9 octobre 2006, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en œuvre d'une opération d'aménagement consistant dans la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique sur le site des Florides, ainsi que le principe de l'acquisition amiable ou par voie d'expropriation des parcelles incluses dans le périmètre. L'aménagement de la ZAC est conduit en régie directe par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Le Parc des Florides s'étend sur une superficie de 87 hectares dont 60 environ sont cessibles.

Aujourd'hui, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre le lot 12 à la SNC Florides 1 en vue de la réalisation d'un programme immobilier à usage d'activités et de bureaux de type « village d'entreprises ». Ce programme a été scindé en plusieurs tranches :

- aux termes d'un acte reçu par Maître Pascal Bonetto, Notaire à Marignane, le 5 septembre 2012, la SNC Florides a acquis la première tranche de l'opération à savoir les parcelles cadastrées section BS n° 137, 138 et 139.

- aux termes d'un acte reçu par Maître Pascal Bonetto, Notaire à Marignane le 24 novembre 2016, la SNC Florides a acquis la deuxième tranche de l'opération à savoir les parcelles cadastrées section BS n° 149 et section Z n°270.

Compte tenu de l'évolution des conditions de commercialisation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donc entrepris de nouvelles négociations avec la SNC Florides 1 afin de permettre la réalisation de la 3ème et dernière tranche par la signature d'un compromis de vente.

Ce compromis concerne la vente du lot 12 tranche 3 issu de la parcelle cadastrée section BS n°150 d'une surface totale de 15 957m² à la SNC Florides 1 pour un montant global de 903 964,10 euros HT.

L'acquéreur envisage la réalisation d'un programme de 5500 m² de SDP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le compromis de vente ;
- L'avis de France Domaine,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession du lot n° 12 Tranche 3 dans la ZAC les Florides à Marignane doit permettre à la SNC Florides 1 de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux et entrepôts.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le compromis de vente par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à la SNC Florides 1, le lot n° 12 Tranche 3 issu de la parcelle cadastrée section BS n°150 au prix de 903 964,10 euros Hors Taxes, agréé par l'avis de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la SNC Florides 1 à la Métropole Aix-Marseille-Provence du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera conformément aux dispositions contenues dans l'article impôts et charges du compromis de vente.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le compromis de vente, puis l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2018 et suivants – Opération d'aménagement 666 666 – Nature 7015 – Sous Politique C140 – Fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-6588/19/BM

■ Cession à titre onéreux du lot N° 24 partiel à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté Les Florides, sur la commune de Marignane, à la SAS Corderie MET 19/11875/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 30 mars 2006 et du 9 octobre 2006, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en œuvre d'une opération d'aménagement consistant dans la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique sur le site des Florides ainsi que le principe de l'acquisition amiable ou par voie d'expropriation des parcelles incluses dans le périmètre. L'aménagement de la ZAC est conduit en régie directe par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Le Parc des Florides s'étend sur une superficie de 87 hectares dont 60 environ sont cessibles.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre un lot numéro 24

partiel issu des parcelles cadastrées Section Z207P2, Z265, Z266, Z268, Z292 d'une surface totale d'environ 8679m² à la Société SAS La Corderie pour un montant global de 581 493 euros hors taxes.

L'acquéreur envisage la réalisation d'un bâtiment d'environ 4000m² de SDP dont environ 300m² de bureaux et locaux sociaux et environ 3700m² de surface d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole .n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession du lot n° 24 partiel dans la ZAC les Florides à Marignane doit permettre à la SAS Corderie de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux et entrepôt spécialisé dans la fabrication matériaux bi-composites.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à

la SAS La Corderie, le lot n° 24 partiel issu des parcelles cadastrées section Z207P2, Z265, Z266, Z268, Z292, moyennant le prix de 581 493 euros Hors Taxes, conformément à l'avis de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la SAS La Corderie à la Métropole Aix-Marseille-Provence du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera conformément aux dispositions contenues dans l'article 2-13 impôts et charges du protocole foncier.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le protocole foncier, puis l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2018 et suivants – Opération d'aménagement 666 666 – Nature 7015 – Sous Politique C140 – Fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-6589/19/BM

**■ Cession à titre onéreux de parcelles à la société ESCOTA sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en vue de la réalisation du projet d'élargissement de l'A52 sur la section Pas-de-Trets/Pont de l'Etoile
MET 19/12045/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La société ESCOTA, agissant en qualité de concessionnaire de l'Etat, a signé avec la SNCF les 14 septembre 2017 et 21 septembre 2017, une convention d'occupation de parcelles, dans le cadre de la réalisation du projet d'élargissement de l'A52 sur la section Pas-de-Trets/Pont de l'Etoile, lesquelles ont été acquises par la Métropole Aix-Marseille-Provence par acte notarié du 19 octobre 2017 dernier, devenue propriétaire des dites emprises.

Le 16 octobre 2018, une nouvelle convention entre la Métropole et ESCOTA a été signée. La Métropole a acté le respect des conditions et des accords pris précédemment avec la SNCF et maintient à ESCOTA les mêmes droits précédemment accordés par la SNCF.

Aussi, comme il a été convenu entre les parties, la Société ESCOTA s'est également engagée à acquérir

de la Métropole les emprises nécessaires à son projet.

1. Liste des parcelles rétrocédées à la Société ESCOTA

Références cadastrales	Commune	Emprise acquisition ESCOTA	Montant en euros
HL 94	AURIOL	5329 m ²	32034 €
MB 40	AURIOL	1246 m ²	1884 €
MB 42	AURIOL	495m ²	740 €
HL 48	AURIOL	3308 m ²	5029 €
MA 90	AURIOL	70m ²	110 €
BB 106	LA BOUILLADISSE	996m ²	2500 €
BA 12	LA BOUILLADISSE	671m ²	1600 €
Total		12115 m ²	43897 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention d'occupation temporaire signée entre la Métropole et la société ESCOTA en date du 16 Octobre 2018 ;
- L'avis des Domaines n°2019-03V0954 ;
- L'avis des Domaines n°2019-12V1385 ;
- L'avis des Domaines n°2019-12V1386 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée à rétrocéder ses parcelles à la Société ESCOTA dans le cadre de l'élargissement de l'autoroute A52.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession des parcelles à la société ESCOTA pour un montant total de 43 897 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette cession.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au budget annexe Transport de la Métropole 2019 - recettes de fonctionnement au chapitre 77 - nature 775.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à la cession de ces parcelles.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-6590/19/BM

■ Cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle cadastrée section DD n° 137p, située Chemin de la pointe à Istres, au profit de Monsieur Franck Moulis, propriétaire du lot n° 74 MET 19/11800/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle non bâtie cadastrée section DD n° 137p d'une contenance de 1 515 m², sise chemin de la pointe, ZAC du Ranquet à Istres.

Monsieur Franck Moulis propriétaire du lot n° 74 a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, d'une partie de ladite parcelle pour une superficie d'environ 71 m² dans le cadre d'un agrandissement de terrain.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de cette emprise foncière à 166 euros/m².

L'ensemble des frais liés à cette transaction foncière est à la charge de Monsieur Franck Moulis

Monsieur Franck Moulis a donné son accord sur les modalités de ladite transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession d'une partie de la parcelle non bâtie cadastrée section DE n° 137p d'une contenance d'environ 71 m², sise chemin de la pointe, ZAC du Ranquet à Istres, au numéro d'inventaire 3005, au profit de Monsieur Franck Moulis propriétaire du lot n° 74, pour un montant de 11 786 euros H.T.

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure est à la charge de Monsieur Franck Moulis.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération, l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 5 :

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 024 nature 024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-6591/19/BM

■ Cession à titre onéreux des parcelles cadastrées section DE n° 227 et n° 229, situées chemin de la digue à Istres, au profit de Monsieur et Madame Suire, propriétaires du lot n° 187 MET 19/11801/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des parcelles non bâties cadastrées section DE n° 227 et n° 229 d'une contenance 70 m², sises chemin de la digue, ZAC du Ranquet à Istres.

Monsieur et Madame Suire propriétaires du lot n° 187 ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à leur profit, desdites parcelles pour une superficie 70 m² dans le cadre d'un agrandissement de terrain.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de cette emprise foncière à 150 euros/m².

L'ensemble des frais liés à cette transaction foncière est à la charge de Monsieur et Madame Suire.

Monsieur et Madame Suire ont donné leur accord sur les modalités de ladite transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 021-5218/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession des parcelles non bâties cadastrées section DE n° 227 et 229 d'une contenance de 70 m², sises chemin de la digue, ZAC du Ranquet à Istres, au numéro d'inventaire 3005, au profit de Monsieur et Madame Suire propriétaires du lot n° 187, pour un montant de 10 500 euros H.T.

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure est à la charge de Monsieur et Madame Suire.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 5 :

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-6592/19/BM

**■ Cession à titre onéreux de la parcelle non bâtie cadastrée section B n° 1474, sise Mas de la Tour à Entressen sur la commune d'Istres, au bénéfice de Monsieur Matthias Chiarisoli dans le cadre d'un projet de diversification d'activité agricole
MET 19/12175/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle non bâtie cadastrée section Bn°1474, d'une contenance cadastrale d'environ 8027 m², sise Mas de la Tour à Entressen sur la commune d'Istres.

Monsieur Matthias Chiarisoli a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à son profit de ladite parcelle, dans le cadre de son projet de diversification de son activité agricole.

Conformément à l'article L. 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, France Domaine a été régulièrement saisi.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais liés à cette transaction foncière, dont notamment le nettoyage et l'enlèvement de la cuve de fuel, est à la charge de Monsieur Matthias Chiarisoli.

Monsieur Chiarisoli a donné son accord sur les modalités de ladite transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de la parcelle non bâtie cadastrée section B n° 1474, sise Mas de la Tour à Entressen sur la commune d'Istres, d'une contenance cadastrale d'environ 8027 m², au profit de Monsieur Matthias Chiarisoli, pour un montant de 15 020 euros.

Article 2 :

Maître Bernard Toulouse, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Monsieur Matthias Chiarisoli.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 5 :

La recette correspondante est imputée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-6593/19/BM

**■ Cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 227p, située allée des joncs, quartier du Guignonnet à Fos-sur-Mer, au profit de Monsieur Eric Mazan
MET 19/12177/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle non bâtie cadastrée section AV n° 227 d'une contenance de 406 m², sise allée des joncs, quartier le Guignonnet à Fos-sur-Mer.

Monsieur Eric Mazan a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, d'une partie de ladite parcelle pour une superficie d'environ 292 m² dans le cadre d'un agrandissement de terrain.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de cette emprise foncière à 15 €/m².

L'ensemble des frais liés à cette transaction foncière est à la charge de Monsieur Eric Mazan.

Monsieur Eric Mazan a donné son accord sur les modalités de ladite transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession d'une partie de la parcelle non bâtie cadastrée section AV n° 227p d'une contenance d'environ 292 m², sise allée des joncs, quartier le Guignonnet à Fos-sur-Mer, au numéro d'inventaire 05, au profit de Monsieur Eric Mazan, pour un montant de 4 380 euros H.T.

Article 2 :

Maître Nathalie Durand, notaire à Fos-sur-Mer, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Monsieur Eric Mazan.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération, l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 5 :

La recette correspondante est constatée au Budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-6594/19/BM

■ **Transfert de gestion à titre gratuit consenti par la Ville de Marseille de deux parcelles de terrain situées avenue de la Madrague Montredon à Marseille 8ème arrondissement, nécessaires au projet d'aménagement du futur parking "Bonne Brise"**

MET 19/11542/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille est propriétaire d'un tènement foncier composé de deux parcelles cadastrées :

- quartier Montredon (838) section O n° 256 d'une superficie de 7 860 m² acquise par acte du 23 mars 1979 au prix de 190 000 francs, soit 28 980 euros, auprès des consorts DRAI pour la réalisation de la voie U53 et l'élargissement de l'avenue de la Madrague Montredon,
- quartier Montredon (838) section P n°58 d'une superficie de 3 310 m² acquise par jugement d'expropriation du 8 juillet 1985 auprès de l'hoirie Olmetta au prix de 3 314 000 francs, soit 505 450 euros, pour la réalisation de divers équipements publics

La Métropole Aix-Marseille-Provence a fait part de sa volonté d'aménager sur une partie de ce foncier, un parking paysager d'une capacité de 100 places dont deux PMR et deux réservés aux voitures électriques.

Une emprise de 2 670 m² issue de la parcelle 838 O 256 et une emprise de 3 170 m² issue de la parcelle 838 P 58 sont nécessaires aux travaux d'aménagement de ce futur parking nommé « Bonne Brise ».

Le montage foncier le mieux adapté à la situation est le transfert de gestion.

Le transfert de gestion est une procédure qui permet aux personnes publiques de modifier, entre elles, l'utilisation d'un immeuble relevant du domaine public, lorsque cet immeuble change d'affectation tout en continuant à relever du domaine public sous la main du nouvel affectataire. Cette procédure n'entraîne pas de transfert de propriété de l'immeuble au bénéfice de celle à laquelle la gestion de l'immeuble est temporairement transférée. Les articles R. 2123-9 à R.2123-14 du CGPPP fixent les modalités de mise en œuvre de ces procédures.

Le transfert de gestion prévoit une clause de retour en faveur de la Commune le jour où les terrains viendraient à changer d'affectation sur décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les emprises objets du présent transfert de gestion reviendront gratuitement dans le patrimoine communal conformément à l'établissement d'un procès-verbal contradictoire de remises des terrains.

L'ensemble immobilier objet de la présente, doit faire l'objet d'un détachement foncier. La Métropole Aix-Marseille-Provence accepte de prendre en charge des frais de géomètre nécessaires à la délimitation cadastrale de l'emprise foncière totale d'environ 5 840 m² à détacher des parcelles communales.

Le transfert de gestion dès son approbation fera l'objet de l'établissement d'une convention de transfert dûment enregistrée au service des impôts.

Toutefois, la Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve le droit d'étudier dans un second temps le transfert en pleine propriété de ces parcelles.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve ce transfert de gestion à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole du Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le transfert de gestion des parcelles d'une superficie de 2 670 m² environ à détacher de la parcelle 838 O 256 et 838 P 0058 d'une superficie de 3 310 m² environ permettra l'aménagement du futur parking « Bonne Brise » à Marseille 8^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert de gestion à titre gratuit consenti par la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles de terrain d'une superficie de 2 670 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 838 O 0256 et 838 P 0058 d'une superficie de 3 310 m² environ située avenue de le Madrague de Montredon à Marseille 8^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire au prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-6595/19/BM

**■ Transfert à titre gratuit par la commune de Miramas de la parcelle cadastrée section AL n° 24, sise rue des Lauriers à Miramas, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la régularisation de l'assiette foncière de la Halle d'Athlétisme
MET 19/11680/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des parcelles cadastrées section AL n° 220 et 222, sises boulevard de l'Olympie à Miramas, supportant un équipement public constitué d'une halle d'athlétisme et d'un logement de fonction.

La commune de Miramas est propriétaire de la parcelle cadastrée section AL n° 224, d'une contenance cadastrale d'environ 120 m², située rue des Lauriers à Miramas.

Cette parcelle susvisée constitue l'emprise prévue pour la sortie des sportifs, du personnel et du gardien, via le portail situé à l'Ouest de l'équipement.

Ladite emprise se révèle indispensable au bon fonctionnement de cet équipement, et, à ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a manifesté son intérêt pour le transfert à titre gratuit à son profit de la parcelle cadastrée section AL n° 224, d'une superficie d'environ 120 m².

La commune de Miramas a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à titre gratuit par la commune de Miramas de la parcelle cadastrée section AL n° 224, sise rue des Lauriers à Miramas, d'une contenance cadastrale d'environ 120 m², au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la régularisation de l'assiette foncière de la Halle d'athlétisme à Miramas.

Article 2 :

Ce transfert de propriété à titre gratuit interviendra par acte authentique en la forme administrative.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-6596/19/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC de parcelles de terrain sises rue François Mauriac nécessaires pour la création d'un équipement public et élargissement de voie à Marseille 10ème arrondissement MET 19/11538/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession de trois parcelles de terrain réservées au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille n° 10-39 (élargissement de voie) et n° 85 R 70 pour création d'un bassin de rétention.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert pour un montant d'un euro auprès de la SNC Rue François Mauriac – 13010 Marseille, représentée par Monsieur Bibole Directeur d'agence de Marseille, trois parcelles de terrain cadastrées 859 E 0171 d'une contenance d'environ 96 m², 859 E 0172 d'une contenance d'environ 937 m², 859 E 0173 d'une contenance de 508 m², situées rue François Mauriac pour permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve de protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021/5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SNC rue François Mauriac – 13010 Marseille de trois parcelles de terrain cadastrées 859 E 171 d'une superficie de 96 m² environ, 859 E 172 d'une superficie de 937 m² environ et 859 E 173 d'une superficie de 508 m² environ, permettra leur intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la SNC rue François Mauriac – 13010 Marseille s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence trois parcelles de terrain cadastrées 859 E 171 d'une superficie de 96 m² environ, 859 E 172 d'une superficie de 937 m² environ et 859 E 173 d'une superficie de 508 m² environ, à l'euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire au prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-6597/19/BM

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Ville de Marseille des emprises foncières aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine Plan d'Aou Saint-Antoine La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain**

MET 19/11622/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou - Saint-Antoine - La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement, et au titre des compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé notamment l'aménagement de la place du Sud, la requalification du boulevard des Corsaires et du boulevard du Commandant Robert Thollon ainsi que l'aménagement du parvis de l'école élémentaire du Plan d'Aou.

Au terme des travaux, un cabinet de géomètre expert a été missionné afin de recenser l'ensemble des régularisations foncières à réaliser entre les différents partenaires.

Afin de permettre l'intégration dans le domaine public métropolitain de ces espaces publics et voiries, la ville de Marseille cède à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les parcelles cadastrées Section 904 N numéros 42-43-44-46-47 et 48 pour une superficie totale de 1 680 m² et deux emprises foncières de 850m² et de 290 m² à détacher respectivement des parcelles cadastrées Section 904 M n° 109 et Section 904 H n° 202.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;
- L'avis de France Domaine n°2019-215V0158 du 20 février 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la Ville de Marseille des parcelles de terrain cadastrées Section 904 N numéros 42-43-44-46-47 et 48 et de deux emprises foncières de 850 m² et de 290 m² à détacher respectivement des parcelles cadastrées Section 904 M n°109 et Section 904 H n° 202 permettra l'intégration dans le domaine public métropolitain des emprises aménagées par la Métropole Aix-Marseille-Provence à usage d'espaces publics et de voirie dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou - Saint-Antoine - La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Ville de Marseille s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les emprises foncières listées ci-dessous sises à Marseille 15^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain :

- la parcelle cadastrée section 904 N n° 42 d'une contenance de 1 144 m²
- la parcelle cadastrée section 904 N n° 43 d'une contenance de 9 m²
- la parcelle cadastrée section 904 N n° 44 d'une contenance de 14 m²
- la parcelle cadastrée section 904 N n° 46 d'une contenance de 411 m²
- la parcelle cadastrée section 904 N n° 47 d'une contenance de 2 m²
- la parcelle cadastrée section 904 N n° 48 d'une contenance de 100 m²
- une emprise foncière de 850 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 904 M n° 109
- une emprise foncière de 290 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 904 H n° 202.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de taxe foncière de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-6598/19/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Chemin De Roumagoua La Ciotat de parcelles de terrain sises chemin de Roumagoua à La Ciotat en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain
MET 19/11620/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SNC Chemin De Roumagoua la Ciotat a bénéficié d'une autorisation de construire n° 1302808B0088PO du 24 novembre 2008 pour la réalisation de l'ensemble immobilier « Stella Maris » au terme de laquelle était prévue la cession de diverses parcelles en nature de voirie en vue de leur intégration dans le domaine public.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, la SNC Chemin De Roumagoua la Ciotat représentée par son gérant en la personne de Monsieur Olivier Bokobza accepte la cession à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles de terrain cadastrées Section CL numéros 979 – 1009 – 1016 et 1018 pour une contenance totale de 425 m².

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition foncière auprès de la SNC Chemin De Roumagoua la Ciotat de quatre parcelles de terrain cadastrées Section CL numéros 979 – 1009 – 1016 et 1018 permettra par leur intégration dans le domaine public routier métropolitain de régulariser une partie de l'assiette foncière du chemin de Roumagoua à La Ciotat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SNC Chemin De Roumagoua la Ciotat s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les parcelles de terrain cadastrées Section CL numéros 979 – 1009 – 1016 et 1018 d'une contenance cadastrale totale de 425 m² sises chemin de Roumagoua à La Ciotat.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-6599/19/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Marignan Résidences d'une emprise foncière sise boulevard Jean Jaurès à La Ciotat en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain
MET 19/11621/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SNC Marignan Résidences a bénéficié d'une autorisation de construire n° 1302812022PO le 24 décembre 2012 au terme de laquelle était prévue la cession d'une emprise foncière au profit de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser la marge de recul nécessaire à l'alignement du boulevard Jean Jaurès à La Ciotat.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM) agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, la SNC Marignan Résidences représentée par Madame Maud Cantener en sa qualité de Directrice de Programme accepte la cession à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une emprise foncière de 61 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AD n° 454.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SNC Marignan Résidences d'une emprise foncière de 61 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AD n° 454 permettra par son intégration dans le domaine public routier métropolitain de régulariser une partie de l'assiette foncière du boulevard Jean Jaurès à La Ciotat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SNC Marignan Résidences s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière à usage de voirie de 61 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AD n° 454 sise boulevard Jean Jaurès à La Ciotat.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-6600/19/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain auprès de Monsieur Bodrero Serge, situées 16, chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain
MET 19/11739/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur Bodrero Serge est propriétaire d'une parcelle cadastrée BE 23 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues dont une emprise de 24 m² doit être intégrée au domaine public au titre des travaux d'aménagement du chemin de la Bastide Neuve.

En conséquence, les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021 du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de l'emprise de 24 m² à détacher de la parcelle cadastrée BE 23 sise chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Bodrero Serge s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de 24 m² à détacher de la parcelle cadastrée BE 23 sise

16 chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, à l'euro symbolique et la reconstruction d'un mur de clôture au nouvel alignement du chemin de la Bastide Neuve d'une hauteur de trois parpaings surmontés d'un grillage.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire au prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015 110 400 – Chapitre 458119 1007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-6601/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI Holly Goudes d'une emprise de terrain sise 8 rue Désiré Pelaprat à Marseille 8^{ème} arrondissement déjà affectée et aménagée à usage de voirie en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain**
MET 19/11588/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décret n° 215-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matières de création de voirie.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession d'une emprise de terrain affectée et aménagée à usage de voirie.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert pour un montant de 5 000 euros auprès de la SCI « Holly Goudes » une emprise de terrain de 13 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée

837 D 734 située 8 rue Désiré Pelaprat à Marseille 8^{ème} arrondissement pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SCI « Holly Goudes » d'une emprise de terrain de 13 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 837 D 734 sise 8 rue Désiré Pelaprat à Marseille 8^{ème} arrondissement, permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SCI « Holly Goudes », représentée par ses gérants Monsieur et Madame Ruffenach s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de 13 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 837 D 734, au prix de 5 000 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-6602/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer - bâtiments A et B des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U236 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Saint-Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement
MET 19/11625/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph - Vieux Moulin à Marseille 14^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création des voies nouvelles dénommées U236 et U299 et le réaménagement de la traverse du Vieux-Moulin afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n° 14-750 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer A et B de deux emprises foncières à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C numéro 84 pour une superficie totale de 448 m² environ sise traverse Tour Sainte à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer bâtiments A et B permettra de réaliser la voie nouvelle U236 dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint-Joseph Vieux Moulin à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel les copropriétaires de la résidence Côté Mer bâtiments A et B, représentés par leur syndic, s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence deux emprises foncières de 381 m² et de 67 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C n°84 moyennant la somme de 37 960 euros se décomposant en une indemnité principale de 33 600 euros soit un prix métrique de 75 euros et une indemnité de remploi de 4 360 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de taxe foncière de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-6603/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer - bâtiments C et D des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U236 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Saint-Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement
MET 19/11626/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint-Joseph- Vieux Moulin à Marseille 14^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création des voies nouvelles dénommées U236 et U299 et le réaménagement de la traverse du Vieux-Moulin afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n° 14-750 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer C et D d'une emprise foncière de 941 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C numéro 162 sise traverse Tour Sainte à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer bâtiments C et D permettra de réaliser la voie nouvelle U236 dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint-Joseph Vieux Moulin à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les copropriétaires de la résidence Côté Mer bâtiments C et D, représentés par leur syndic, s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 941 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C n°1 62 au prix de 78 633 euros se décomposant en une indemnité principale de 70 575 euros soit un prix métrique de 75 euros et une indemnité de remploi de 8 058 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de taxe foncière de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-6604/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur et Madame Ali Moussa de parcelles de terrain situées montée du Mont d'Or à Marseille 15ème arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain**
MET 19/11619/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession de parcelles de terrain déjà aménagées comme de l'espace public et ses dépendances, mesurées jusqu'au mur de clôture actuel de la propriété de Monsieur et Madame Ali Moussa.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert pour un montant de 50 000 euros auprès de Monsieur et Madame Ali Moussa, des parcelles de terrain suivantes :

- 280 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 903 E 277,
- 903 E 278 de 326 m² environ,
- 903 E 279 de 457 m² environ.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;

- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de parcelles de terrain situées montée du Mont d'Or à Marseille 15^{ème} arrondissement cadastrées 903 E 277, 903 E 278 et 903 E 279 déjà aménagées comme de l'espace public permettra leur intégration dans le domaine public métropolitain

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Monsieur et Madame ALI MOUSSA s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles de terrain d'une superficie de 280 m² à détacher de la parcelle 903 E 277, 326 m² environ cadastrée 903 E 278 et 457 m² environ cadastrée 903 E 279 situées Montée du Mont d'Or à Marseille 15^{ème} arrondissement, au prix de 50 000 euros .

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire au prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et à prendre toutes dispositions concourantes à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente, sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-6605/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain de 995m² nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Vallon de Toulouse), située Bd Achille Marcel et Bd Romain Rolland, appartenant à Auchan Hypermarché, Ceetrus France et Marrelimmo**
MET 19/11879/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer son réseau routier.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1^{er} tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2^{ème} tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3^{ème} tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4^{ème} tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais, en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016. Par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Les propriétaires Auchan Hypermarché, Ceetrus France et Marrelimmo, ont accepté de céder à l'amiable l'emprise de 995m² de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud moyennant une indemnité totale de 86 371 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain de 995m² appartenant à Auchan Hypermarché, Ceetrus France et Marrelimmo à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaire à la

réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Vallon de Toulouse).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel Auchan Hypermarché, Ceetrus France et Marrelimmo cèdent à la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain d'une superficie de 995m², sise Bd Achille Marcel et Bd Romain Rolland, à Marseille 10^{ème} arrondissement au prix de 86 371 euros HT.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de taxe foncière de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-6606/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux auprès de la société Lafargeholcim Granulats des emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis**
MET 19/11623/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation de la zone artisanale du Brégadan à Cassis, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la requalification de la voie de desserte de la future zone d'activités et la création d'un rond-point au droit des entrées de la carrière Lafarge, du Technoparc de Cassis et du Méhariclub.

La réalisation de cet aménagement nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la société Lafargeholcim Granulats de trois emprises foncières pour une superficie totale de 3 745

m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section AL numéros 6 et 7 et Section AM numéro 11 sise le plan d'olive à Cassis.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2018-07V1940 du 17 septembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la société Lafargeholcim Granulats de trois emprises foncières à détacher des parcelles cadastrées Section AL n° 6 et 7 et Section AM n°11 pour une superficie totale de 3 745 m² environ permettra de réaliser la requalification de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la société Lafargeholcim Granulats s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au prix de 37 450 euros conformément à l'avis de France Domaine les emprises foncières suivantes :

- 1 643 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AL n°6
- 1 279 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AL n°7
- 823 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AM n°11

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de taxe foncière de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 - Opération 2015110400 - Chapitre 4581191007

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-6607/19/BM

■ Acquisition à titre onéreux auprès de la société MEHARILAND des emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis MET 19/11624/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation de la zone artisanale du Brégadan à Cassis, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la requalification de la voie de desserte de la future zone d'activités et la création d'un rond-point au droit des entrées de la carrière LAFARGE, du Technoparc de Cassis et du Méhariclub.

La réalisation de cet aménagement nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la société MEHARILAND de deux emprises foncières pour une superficie totale de 142 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section AN numéros 47 et 48.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;
- L'avis de France Domaine n°2018-07V1940 du 17 septembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la société MEHARILAND de deux emprises foncières à détacher des parcelles cadastrées Section AN n° 47 et 48 pour une superficie totale de 142 m² environ permettra de réaliser la requalification de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la société MEHARILAND s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence au prix de 1 400 euros conformément à l'avis de France Domaine les emprises foncières suivantes :

- 1 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AN n°47
- 141 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AN n°48

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de taxe

foncière de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-6608/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue de Lacanau à Marignane, appartenant à Monsieur et Madame Dejardin Robert, nécessaire à l'aménagement de cette voie MET 19/11652/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une emprise de terrain de 35 m² à détacher de la parcelle AV 40 située 67 avenue Lacanau 13700 Marignane, appartenant à Monsieur et Madame Dejardin Robert.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame Dejardin Robert, ceux-ci ont accepté de céder cette parcelle de terrain moyennant une indemnité de 105 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier qui fixe les modalités de l'acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la parcelle de terrain cadastrée AV 40 permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Dejardin Robert s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence, la parcelle AV 40, sise 67 avenue Lacanau à Marignane, moyennant la somme de 105 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire du prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets primitifs 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-6609/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane, appartenant à Madame Michèle Henriette Di Russo nécessaire à l'aménagement de cette voie**
MET 19/11654/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir la parcelle AT 305 située Bonjour 13700 Marignane, appartenant à Madame Michèle Henriette Di Russo.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Michèle Henriette Di Russo, cette dernière a accepté de céder cette parcelle de terrain moyennant une indemnité de 1 837,50 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier qui fixe les modalités de l'acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole du Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la parcelle de terrain cadastrée AT 305 permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Michèle Henriette Di Russo s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte une parcelle cadastrée AT 305 sise Bonjour à Marignane, moyennant la somme de 1 837,50 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire au prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant légal est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-6610/19/BM

■ **Constitution d'une servitude de passage à titre gratuit sur une parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sise Route de Martigues, Chemin des Amoureux, à Marignane, au profit d'une parcelle à céder à la Société Bo Stones**
MET 19/11756/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 010-4765/18/BM du 18 décembre 2018, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession d'une parcelle de terrain lui appartenant, cadastrée sous le numéro BS 152, sise Route de Martigues, à

Marignane, à la Société BO STONES, représentée par son Président, M. Grégory Boyadjian, sur laquelle sera implanté un programme à vocation commerciale. L'acte de vente sera signé une fois le permis de construire obtenu et purgé de tout recours.

Toutefois, afin de permettre l'accès à la parcelle à céder et compte tenu des règles d'urbanisme imposées en zonage NAE1v, il convient de constituer une servitude de passage à titre gratuit, sur la parcelle cadastrée N° BS 153 restant appartenir à la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur laquelle est implanté un bassin de rétention.

Cette servitude doit permettre la réalisation d'une plateforme d'accès visant à desservir la parcelle à céder jusqu'à la voie publique communale, Chemin des Amoureux, à Marignane.

La Société BO STONES s'est engagée à réaliser les travaux d'aménagement de cette servitude, conformément aux prescriptions en vigueur du Plan Local d'Urbanisme de Marignane.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la constitution d'une servitude de passage sur la parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence doit permettre la desserte de la parcelle vers le

domaine public que la Société BO STONES doit acquérir auprès de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage à titre gratuit sur une parcelle cadastrée BS 153, dite fond servant, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit de la parcelle cadastrée BS 152, dite fond dominant, appartenant également à la Métropole et devant être cédée à la Société BO STONES, représentée par son Président, M. Grégory Boyadjian. Ces parcelles relèvent du domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence (cf. plan ci-joint).

Article 2 :

Les travaux d'aménagement de la voie d'accès réalisés au droit de la servitude constituée, sont à la charge de la Société BO STONES, ainsi que tous les frais inhérents à cette constitution de servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette constitution de servitude.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-6611/19/BM

**■ Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées avenue Lacanau à Marignane appartenant à Monsieur et Madame Rakoczy nécessaires à l'aménagement de cette voie
MET 19/11778/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En concertation avec la commune de Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'infrastructures routières, souhaite procéder à l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane.

Pour mettre en œuvre ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir deux bandes de terrain d'une superficie de 90 m² environ et 17.50 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section AV n° 213 et 427, appartenant à Monsieur et Madame Rakoczy.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame Rakoczy, ces derniers ont accepté de céder ces parcelles de terrain moyennant une indemnité de 2 687.50 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier qui fixe les modalités d'acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de deux parcelles de terrain d'une superficie totale de 107,50 m² environ permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Rakoczy s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence deux emprises de terrain d'une superficie totale de 107.50 m² environ à détacher des parcelles cadastrées AV 213 et 427 sises avenue Lacanau, au prix de 2 687,50 euros .

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire au prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant légal est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015 110 400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-6612/19/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant à Madame Scotto Di Vettino nécessaire à l'aménagement de cette voie
MET 19/11780/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une emprise de terrain de 35 m² à détacher de la parcelle AV 435 située 10 avenue Lacanau 13700 Marignane, appartenant à Madame Scotto Di Vettino.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Scotto Di Vettino, cette dernière a accepté de céder cette parcelle de terrain moyennant une indemnité de 875 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier qui fixe les modalités de l'acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain d'une superficie de 35 m² permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Scotto Di Vettino s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise de terrain d'une superficie de 35 m² à détacher de la parcelle AV 435, sise avenue Lacanau à Marignane, au prix de 875 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire du prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets primitifs 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-6613/19/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant aux Consorts Occhipinti nécessaire à l'aménagement de cette voie
MET 19/11909/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une emprise de terrain de 68 m² à détacher de la parcelle AT 22 située 67 avenue Lacanau 13700 Marignane, appartenant aux Consorts Occhipinti.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Consorts Occhipinti ces derniers ont accepté de céder cette parcelle de terrain moyennant une indemnité de 1 687,50 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier qui fixe les modalités de l'acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain d'une superficie de 68 m² à détacher de la parcelle cadastrée AT 22 à Marignane permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les Consorts Occhipinti s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain d'une superficie de 68 m² à détacher de la parcelle AT 22, sise 67 avenue Lacanau à Marignane, au prix de 1 687,50 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire du prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets primitifs 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-6614/19/BM

**■ Approbation d'une convention de servitude de tréfonds sur les parcelles cadastrées n° AY 37 et AY 40 sur la commune de La Fare les Oliviers autorisant l'intégration au réseau public d'un collecteur d'eaux usées
MET 19/11833/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2015 un collecteur d'eaux usées privé (185 m environ de PVC 200) a été mis en place par

l'aménageur de la résidence « Jardins et Paysage » sous la voirie privée à l'intérieur de la résidence, sise 765 avenue du Puisatier à la Fare les Oliviers pour assurer la desserte de l'opération immobilière.

La collectivité souhaite intégrer au patrimoine affermé du service public de l'assainissement collectif cette partie de collecteur d'eaux usées afin de permettre la restructuration du réseau public d'eaux usées et d'améliorer la desserte des abonnés au niveau de ce secteur de la commune. Les voiries de la résidence restent privées.

Le Syndic de copropriété AixEnCopro, sise 20 boulevard du Roi René, 13100 Aix en Provence, représenté par son Président dûment habilité par les copropriétaires de la Résidence « Jardins et Paysage », et agissant pour le compte des propriétaires des parcelles n° AY 37 et AY 40, reconnaît à la collectivité, le droit de maintenir à demeure sur une largeur de trois mètres (1,5 m de part et d'autre par rapport à l'axe du réseau) les conduites ainsi que les éventuels accessoires associés (regards, boîtes de branchement) pour l'entretien du réseau d'eaux usées.

L'établissement d'une servitude de tréfonds sur les parcelles cadastrées section n° AY 37 et AY 40 est nécessaire afin d'assurer l'accès à ce réseau d'eaux usées, l'entretien ou la réparation de celui-ci et d'éviter toutes dégradations.

Il est nécessaire d'autoriser les actes notariés finalisant cette servitude et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis favorable du conseil syndical de copropriété AixEnCopro de la résidence « Jardins et Paysage » obtenu lors de l'assemblée générale de décembre 2018 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre la procédure d'établissement de la servitude de tréfonds sur les parcelles cadastrées section n° AY 37 et AY 40 situées sur la Commune de La Fare les Oliviers

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude de tréfonds, constituée sur les parcelles cadastrées n° AY 37 et AY 40 situées sur la commune de La Fare les Oliviers et la finalisation par acte authentique notarié et publicité foncière de la servitude, à conclure avec le Syndic de copropriété AixEnCopro.

Article 2 :

Est approuvée l'intégration au patrimoine du dit collecteur d'eaux usées de 185 m environ implanté sur les parcelles cadastrées section n° AY 37 et AY 40 sur la commune de La Fare les Oliviers

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette constitution de servitude.

Article 4 :

Les frais d'acte d'un montant de 1500 euros seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section fonctionnement sur le chapitre 011- compte 6226 du budget annexe assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence du Territoire du Pays Salonais.

URB 031-6615/19/BM

**■ Acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence de 5 818 m² à titre onéreux, pour l'extension de la zone d'activité des Plaines Sud à Saint Chamas
MET 19/12073/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est fixée pour axe majeur de son action en faveur du développement économique de concourir à l'aménagement et la livraison de 1 500 hectares de foncier à vocation économique. Pour atteindre cet objectif il sera nécessaire de procéder à des créations ou à des extensions des zones d'activité économique existantes.

L'extension de la zone d'activité des Plaines Sud à Saint-Chamas fait partie des opérations d'aménagement pouvant contribuer à atteindre cet objectif.

En conséquence et afin de disposer de la maîtrise foncière totale de l'ensemble des terrains d'assiette inclus dans l'opération d'aménagement de l'extension de la zone d'activité des Plaines Sud à Saint Chamas, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite se porter acquéreur des parcelles et surfaces situées dans l'emprise de cet aménagement et qui sont encore à ce jour propriété de la commune de Saint Chamas et de deux propriétaires privés.

Les limites de l'emprise de cette opération ont été matérialisées et fixées par une procédure de bornage contradictoire réalisée par un géomètre expert, au terme de laquelle il est apparu que la Métropole n'était pas propriétaire de la totalité des surfaces des parcelles suivantes :

Parcelles propriétés de la commune de Saint-Chamas :

- Une partie de AO 67 pour 1 174 m² (située hors périmètre CLECT)
- Une partie de AO 1 pour 1 234 m² (située hors périmètre CLECT)

Ces parcelles doivent en conséquence faire l'objet d'une acquisition.

Il en va différemment des parcelles suivantes :

- Une partie de la parcelle AO 104 pour 500 m² environ (dans le périmètre transféré)
- La totalité de la parcelle AO 63 pour 704 m² (dans le périmètre transféré)

En effet, par délibération du 7 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération Agglopolis Provence a adopté le rapport définitif de la CLECT du 13 octobre 2015 et défini dans un même temps le périmètre des zones d'activité d'intérêt communautaire. Ces portions des parcelles ci-dessus sont en conséquence déjà

intégrées dans le périmètre de l'extension de la zone d'activité des Plaines Sud et n'ont pas à faire l'objet d'une acquisition auprès de la commune de Saint-Chamas.

Enfin, il convient de procéder à l'acquisition des parcelles détenues par deux propriétaires privés suivants:

Parcelle propriété de la SCI DEMOL :

- AO 62 pour 273 m²

Parcelle propriété de la SCI JULIA :

- AO 103 pour 3 137 m²

Afin de pouvoir fixer la valeur vénale de ces terrains en vue de leur acquisition, une évaluation de la valeur des terrains a été demandée à France Domaine en date du 7 janvier 2019, qui a estimé leur valeur respective à :

- 45 000 euros HT pour les 2 408 m² appartenant à la commune de Saint-Chamas et hors périmètre transféré soit 18,69 euros HT /m²
- 88 000 euros HT pour les 3 137m² appartenant à la SCI JULIA soit 28,05 euros HT /m²
- 7 650 euros HT pour les 273 m² appartenant à la SCI DEMOL soit 28,02 euros HT /m²

Soit un montant total d'acquisition de 140 650 euros HT pour 5 818 m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence du 17 décembre 2014 n°278/14 déclarant d'intérêt communautaire le secteur « les plaines 2 »
- La délibération de la Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence du 7 décembre 2015 n° 278/15 adoptant le rapport de la CLECT ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de 5818 m² de terrains, constitués par 2408 m² appartenant à la commune de Saint-Chamas au prix de 45 000 euros HT, 3 137 m² appartenant à la SCI JULIA au prix de 88 000 euros HT et 273 m² appartenant à la SCI DEMOL au prix de 7 650 euros HT.

Article 2 :

Ces acquisitions feront chacune et séparément l'objet d'un acte authentique qui sera passé en la forme notariée et dont les frais afférents à cette mutation seront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et tous documents y afférents.

Article 4 :

Ces crédits nécessaires sont inscrits à la section fonctionnement du Budget annexe 2019 opération d'aménagement du Territoire du Pays Salonais qui présente les disponibilités nécessaires au chapitre 011- compte 6015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-6616/19/BM

**■ Acquisition d'un tènement foncier stratégique
situé sur la commune d'Aubagne
MET 19/12136/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération d'investissement n° 2018400400 « Acquisition de foncier stratégique », inscrite sur le budget principal métropolitain au chapitre 21 nature 2111, enregistrée dans l'autorisation de programme AP 184064BP du programme 06 - Aménagement du Territoire, la

Métropole a identifié un terrain dont elle souhaite faire l'acquisition.

Cette opération s'inscrit dans un projet global à vocation économique, visant à soutenir les activités agricoles périurbaines de proximité d'une part, mais aussi à accompagner l'emploi et l'insertion sociale sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile d'autre part.

La Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural PACA (SAFER) a fait l'acquisition en 2018 d'un tènement foncier d'une contenance totale de 3 hectares environ, pour un montant total de 615 000 euros.

Ce terrain a successivement accueilli une carrière ayant fait l'objet d'un comblement, puis une entreprise de transformation de bois : il n'est donc plus exploitable pour un usage de production strictement agricole en tant que tel.

Un appel à projets a donc été lancé par la SAFER pour identifier des porteurs de projets susceptibles de s'inscrire dans une logique de compatibilité avec les enjeux de soutien à l'activité agricole locale et de développement durable.

La coopérative agricole Agrifallen et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont conjointement positionnées dans le cadre de cet appel à projets, en vue d'un aménagement mitoyen, respectivement à hauteur de 1 et 2 hectares.

Pour ce qui concerne la société Agrifallen, il s'agit de réaliser un hangar agricole sur un tènement d'environ 1 hectare, ayant vocation à consolider l'activité économique de cette coopérative agricole déjà implantée sur la commune d'Aubagne, dans le secteur de l'agriculture périurbaine de proximité.

Pour ce qui concerne la Métropole Aix-Marseille-Provence, il s'agit de mettre un foncier de 2 hectares environ à disposition de la Société Protectrice des Animaux (SPA) de Marseille en vue de la réalisation d'un refuge animalier intégrant des objectifs environnementaux et d'insertion sociale sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, par le truchement d'un bail à construction de longue durée.

La mise en œuvre de ce projet permettra ainsi la création d'emplois sur le Territoire, la mise en œuvre d'actions en faveur de l'insertion sociale et intergénérationnelle, l'accueil temporaire d'animaux pour les personnes âgées entrant en hospitalisation, la mise en place de partenariat avec les EPHAD, des manifestations en faveur de la cause animale, afin de sensibiliser les enfants mais également les seniors aux problèmes de maltraitance envers les animaux. A ce titre, le projet constitue donc également un vecteur de lutte contre la fracture intergénérationnelle et l'isolement des seniors.

Il est à noter enfin que ce terrain est susceptible d'un aménagement paysager qui s'inscrira dans une logique de requalification et de renaturation, s'agissant d'un espace aujourd'hui très dégradé.

Le prix d'achat du tènement global supporté par la SAFER en 2018 s'élevait à 615 000 euros, valeur confirmée alors par les services de France Domaine.

Le 20 mars 2019, les services de France Domaine saisis par la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de l'acquisition des parcelles cadastrées n° CS 214 et 466 d'une surface totale de 2 ha ont estimé la valeur vénale desdites parcelles à 180 000 euros.

Pour autant, compte tenu de l'aspect global du projet et du prix d'achat effectivement payé par la SAFER en 2018, la décomposition du prix envisagée pour chacun des coacquéreurs est la suivante :

- 315 000 euros, pour les parcelles destinées à la coopérative Agrifallen, d'une superficie de 1ha environ comportant un bâti devant être démolir,
- 300 000 euros, pour les parcelles destinées à la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une superficie de 2ha environ.

A cela s'ajoute des frais de prestation SAFER qui comprennent des frais de notaire, de géomètre, de taxe foncière et d'avocat. Ces frais s'élèvent à 35 000 euros pour la société Agrifallen et à 25 000 euros pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est ainsi proposé d'acquérir les parcelles cadastrées n° CS 214 et 466 d'une surface totale de 19 450 m² d'un montant total de 325 000 euros hors taxes. Cette acquisition a fait l'objet d'une demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône référencée sous le n° de dossier AC-011479.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'avis de France Domaine émis le 20 mars 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a identifié une parcelle située sur une ancienne carrière d'une surface d'environ 2 hectares ;
- Que la Métropole souhaite aménager cette parcelle afin de s'inscrire dans une logique de soutien aux activités agricoles périurbaines de proximité et d'insertion sociale ;
- Qu'un tel aménagement permettra de recréer un espace de nature intégrant des objectifs environnementaux ;
- Qu'il convient pour ce faire d'acquérir cette parcelle stratégique pour le futur bail à construction qui sera confié à la SPA Marseille.
- Que cette acquisition a fait l'objet d'une demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône référencée sous le n° de dossier AC-011479.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition des parcelles cadastrées n° CS 214 et 466 d'une surface totale de 19 450 m² pour un montant total de 325 000 euros HT auquel il faudra rajouter les frais de portage SAFER.

Article 2 :

Maître Benita, notaire à Aubagne, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents, en ce compris la convention de portage.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au chapitre 21 nature 2111, opération : 2018400400.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-6617/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 4, d'une superficie de 71,98 m², au 3^{ème} étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la "Maille 1 - Mercure" à Miramas MET 19/12121/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la «Maille 1 – Mercure» à Miramas, le bâtiment F situé Allée du Petit Diable, est destiné à être démoli.

En conséquence, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur des appartements situés dans ledit bâtiment.

Monsieur Mourad Hihoud est propriétaire d'un appartement de type 4, d'une superficie de 71,98 m², au 3^{ème} étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas.

Après évaluation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé le prix de 109 631,26 euros.

Monsieur Mourad Hihoud a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

L'ensemble des frais de notaire lié à cette procédure estimé à environ 4 500 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 4, d'une superficie de 71,98 m², au 3^{ème} étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, propriété de Monsieur Mourad Hihoud, au prix de 109 631,26 euros.

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais de notaire liés à la présente procédure estimé à 4 500 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115 code, opération 2017501300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-6618/19/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 4, d'une superficie de 81,66 m², au 2ème étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la "Maille 1 - Mercure" à Miramas MET 19/12129/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la «Maille 1 – Mercure» à Miramas, le bâtiment F situé Allée du Petit Diable, est destiné à être démoli.

En conséquence, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur des appartements situés dans ledit bâtiment.

Monsieur Mohamed Bendjeddou, Madame Hayett Bendjeddou, Madame Hannen Bendjeddou, Monsieur Salim Bendjeddou, Monsieur Fetih Bendjeddou et Madame Dallel Bendjeddou épouse Mechelouf sont propriétaires d'un appartement de type 4, d'une superficie de 81,66 m², au 2^{ème} étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas.

Après évaluation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé le prix de 113 316,54 euros.

Monsieur Mohamed Bendjeddou, Madame Hayett Bendjeddou, Madame Hannen Bendjeddou, Monsieur Salim Bendjeddou, Monsieur Fetih Bendjeddou et Madame Dallel Bendjeddou épouse Mechelouf ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière.

L'ensemble des frais de notaire liés à cette procédure estimé à environ 4 700 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 4, d'une superficie de 81,66 m², au 2^{ème} étage, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, propriété de Monsieur Mohamed Bendjeddou, Madame Hayett Bendjeddou, Madame Hannen Bendjeddou, Monsieur Salim Bendjeddou, Monsieur Fetih Bendjeddou et Madame Dallel Bendjeddou épouse Mechelouf, pour au prix de 113 316,54 euros.

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais de notaire liés à la présente procédure estimé à 4 700 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115 code, opération 2017501300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-6619/19/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 17, sise Chemin de Taussane, d'une superficie d'environ 60 m², propriété de Monsieur et Madame Elvira dans le cadre du projet d'aménagement des voiries et réseaux des quartiers Est de la commune de Miramas

MET 19/11912/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre d'une régularisation foncière liée au projet d'aménagement des voiries et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 17, d'une superficie d'environ 60 m², propriété de Monsieur et Madame Elvira, sise Chemin de Taussane à Miramas.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AV numéro 17, d'une superficie d'environ 60 m², propriété de Monsieur et Madame Elvira dans le cadre du projet d'aménagement des voiries et réseaux des quartiers Est de Miramas, sise Chemin de Taussane.

Article 2 :

La présente acquisition est conclue au prix de 22,91 euros le mètre carré.

Article 3 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour la rédaction de l'acte authentique correspondant.

Article 4 :

Les frais de notaire liés à la présente acquisition, estimés à 600 euros, sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe assainissement du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 2017503300, nature 2111, opération 2017503300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-6620/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle cadastrée section K n° 1379p, d'une superficie d'environ 21 985 m², sise ZAC de Grand Bayanne, lieudit Prignan sur la commune d'Istres
MET 19/12259/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a décidé, par délibération n° 474/15 du 24 novembre 2015, de conclure avec l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement (EPAD) Ouest Provence, une Convention d'Action Foncière, pour mener une mission de maîtrise foncière et de

portage des biens, dans l'attente de l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC de Grand Bayanne.

Aux termes d'une Convention d'Action Foncière signée le 17 décembre 2015, le SAN Ouest Provence et l'EPAD Ouest Provence ont défini ensemble les engagements et obligations à prendre en vue des acquisitions et rétrocessions immobilières éventuelles ainsi que les conditions de portage immobilier dans le périmètre de la ZAC de Grand Bayanne sur la Commune d'Istres.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une parcelle d'une contenance cadastrale d'environ 2ha 19a 85ca à détacher de la parcelle cadastrée section K n° 1379, propriété de l'EPAD Ouest Provence, située ZAC de Grand Bayanne, lieudit Prignan à Istres.

Le Domaine a été régulièrement saisi.

L'ensemble des frais de notaire liés à cette procédure est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition d'une parcelle d'une contenance cadastrale d'environ 2ha 19a 85ca à détacher de la parcelle cadastrée section K n° 1379, propriété de l'EPAD Ouest Provence, située ZAC de Grand Bayanne, lieudit Prignan à Istres, au prix de 816 329,57 euros.

Article 2 :

Maître Bernard Toulouse, notaire à Istres, est désigné pour la rédaction de l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais de notaire liés à la présente procédure pour un montant d'environ 16 000 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501300, nature 2111 code opération 2017501300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-6621/19/BM

■ Modification de la délibération n° 656/04 du 17 décembre 2004 portant sur la cession de la parcelle cadastrée section DE n° 166, située impasse des arcades à Istres, au profit de Monsieur Gérard Gambaccini, d'une superficie de 196 m² dans le cadre d'une régularisation foncière MET 19/12195/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 656/04 du 17 décembre 2004, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a approuvé la cession de la parcelle cadastrée section DE n° 166, constituant le lot n° 266 de la ZAC du Ranquet à Istres, d'une contenance de 196 m², au profit de Monsieur Gérard Gambaccini, dans le cadre d'une régularisation foncière, pour un montant de 15 244,90 euros H.T. ainsi que le paiement de la taxe due au titre des travaux d'assainissement collectif pour la somme de 1829, 39 euros TTC.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles. A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

Cependant, ladite régularisation reste à intervenir. Toutefois, il est nécessaire de préciser qu'il convient aujourd'hui de constituer une servitude de passage de canalisation des eaux usées sur la parcelle cadastrée section DE n° 95 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 656/04 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence du 17 décembre 2004 portant sur la cession de la parcelle cadastrée section DE n° 166, constituant le lot n° 266 de la ZAC du Ranquet à Istres, d'une contenance de 196 m², au profit de Monsieur Gérard Gambaccini ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage de canalisation d'eaux usées sur la parcelle cadastrée section DE n° 95 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la parcelle à vendre à Monsieur Gérard Gambaccini.

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la cession reste à la charge de Monsieur Gérard Gambaccini.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 038-6622/19/BM

■ Déclassement du domaine public métropolitain du 8 boulevard Piot à Marseille 8ème arrondissement MET 19/11845/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par acte administratif du 9 décembre 2011 publié et enregistré au 3^{ème} Bureau des hypothèques de Marseille le 12 janvier 2012 volume 2012P n° 396, la Ville de Marseille a transféré en pleine propriété à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément à l'alinéa 2 de l'article L 5215-28 du Code Général des Collectivités Territoriales, la parcelle cadastrée 841 A 203.

Cette parcelle située 8 boulevard Piot à Marseille 8^{ème} arrondissement, d'une superficie de 398 m2 supportant un algéco ancien aménagé en bureaux et vestiaires d'une surface de 120 m2, était affectée au service public du nettoyage de la ville de Marseille.

Ce bien occupé par les services du nettoyage n'est plus utilisé depuis plus de cinq ans.

En conséquence, il est donc décidé de constater la désaffectation et d'approuver le déclassement de la parcelle ci-dessus citée afin de l'incorporer dans le domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de sa cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la constatation de la désaffectation et le déclassement de la parcelle 841 A 203 permettront son intégration dans le domaine public métropolitain en vue de son aliénation.

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation de la parcelle 841 A 203 située 8 boulevard Piot à Marseille 8^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public de la parcelle 841 A 203 située 8 boulevard Piot à Marseille 8^{ème} arrondissement.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son

représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 039-6623/19/BM

■ Désaffectation et déclassement du domaine public et intégration dans le domaine privé de la parcelle CV 157 à Aubagne MET 19/12031/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'une parcelle bâtie à usage de pépinière d'entreprises située sur la commune d'Aubagne. Le bien est situé avenue de Jouques, lieu-dit les Paluds, cadastré sous le numéro CV 157.

Cette pépinière d'entreprises, construite en 1988 dans le cadre d'un programme global dénommé « Pôle performance » développe 2400 m² de locaux mixtes ; elle est en service depuis le mois de juin 1989, soit 30 ans aujourd'hui, avec une vocation dite « généraliste ».

Si l'opportunité d'un tel équipement sur le secteur Est de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne s'est jamais démenti, la grande vétusté du bâtiment qui l'abrite (absence d'isolation phonique et thermique, étanchéité des toitures défectueuse, présence d'amiante, façades à rénover, absence de services et d'espaces communs) ne permet plus de répondre de manière satisfaisante aux critères de qualité et de service attendus par les entreprises du tissu économique local, ni même de correspondre aux standards actuels des pépinières d'entreprises.

La réhabilitation lourde dudit bâtiment s'étant avérée trop onéreuse pour la collectivité, il a été décidé de privilégier la recherche et le développement d'un nouveau site d'implantation permettant d'accueillir une nouvelle pépinière d'entreprises sur le secteur d'Aubagne, et de vendre le bâtiment actuel, permettant par là-même de redynamiser le tissu économique local et de contribuer au financement d'un nouvel investissement tout en requalifiant la zone.

Il s'agit donc d'une opération à tiroirs, consistant à vendre un bâti devenu impropre à l'usage de pépinière pour redéployer ce service sur un nouveau site d'accueil, toujours sur le secteur d'Aubagne.

Il convient de rappeler que, préalablement à la cession éventuelle de l'emprise foncière susvisée, et conformément aux dispositions de l'article L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, son aliénation ne sera possible qu'après

avoir constaté sa désaffectation et avoir procédé à son déclassement.

La pépinière des Paluds, intégrée au domaine public métropolitain, n'est plus affectée à un service public ou à l'usage direct du public, il convient donc de constater sa désaffectation et de procéder à son déclassement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la désaffectation et le déclassement de la parcelle CV157, sise 510 avenue de Jouques à Aubagne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à accomplir toutes les formalités de publicité foncière et à signer tous les actes y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 040-6624/19/BM

■ Déclassement du domaine public métropolitain d'une parcelle de terrain sise rue de Forbin, à Marseille 2ème, en vue de son incorporation dans le domaine privé MET 19/11789/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par acte reçu aux minutes de l'Office Notarial Malauzat - Michelucci, le 3 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a cédé à la SCCV Marseille Forbin, une parcelle sise 23 rue de Forbin, à Marseille 2^{ème} arrondissement, cadastrés 810 C 53.

Cet acte était consécutif à une délibération du 15 décembre 2016.

Audit acte, il a été déclaré pour rappel :

- « Absence de classement » ;
- « L'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence du bien n'a pas été suivie de son affectation à l'usage du public ou d'un service public, ainsi que le vendeur le déclare. Le vendeur déclare que le bien n'est toujours pas affecté à ce jour. »

Toutefois, le bien vendu a fait l'objet d'un transfert de propriété entre la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence, intervenu par acte administratif en date du 9 décembre 2009 visant l'article L 5215-28 du Code Général des Collectivités Publiques et lequel article vise expressément les transferts du domaine public et avait fait l'objet au moment du transfert d'une affectation.

Aussi, en dépit de sa désaffectation, un bien qui fait partie du domaine public ne peut être cessible sans être précédé d'un déclassement aux termes d'une délibération de l'Assemblée délibérante de la collectivité propriétaire dudit bien.

C'est pourquoi il convient d'approuver le déclassement de la parcelle cadastrée 810C53, sise rue de Forbin, 13002 Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le déclassement de la parcelle 810 C 53 du domaine public métropolitain vers le domaine privé doit permettre de régulariser la vente entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCCV Marseille Forbin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le déclassement du domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée 810 C 53, sise 23 rue de Forbin, à Marseille 2^{ème}, la désaffectation et le déséquipement factuel étant intervenus précédemment.

Article 2 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente ou à son représentant, afin de satisfaire toutes les mesures nécessaires aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 041-6625/19/BM

**■ Approbation du traité d'adhésion à ordonnance d'expropriation à titre gratuit avec la Ville de Marseille d'une emprise de terrain de 1259m², nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite), à Marseille 9ème
MET 19/11535/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer son réseau routier.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers Sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1^{er} tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2^{ème} tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3^{ème} tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4^{ème} tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais, en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016. Une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Puis, une deuxième enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 2^{ème} tronçon s'est déroulée du 10 au 26 janvier 2018. Un arrêté de cessibilité en date du 14 septembre 2018 a déclaré cessibles les parcelles du 2^{ème} tronçon et une ordonnance d'expropriation a été rendue par la juridiction de l'expropriation le 10 octobre 2018.

L'emprise parcellaire, objet du traité d'adhésion, appartenait à la Ville de Marseille. Celle-ci a été incluse dans l'ordonnance d'expropriation en date du 10 octobre 2018 opérant le transfert de propriété à la Métropole.

Le traité d'adhésion a pour objet de permettre à la Métropole de prendre possession de l'emprise de terrain concerné par le projet du Boulevard Urbain Sud.

La Ville de Marseille a accepté d'adhérer à l'ordonnance d'expropriation à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence prenne possession d'une emprise de terrain de 1259 m² qui appartenait à la Ville de Marseille sise Boulevard Ste Marguerite, à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Vallon de Toulouse).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le traité d'adhésion par lequel la Ville de Marseille adhère à l'ordonnance d'expropriation à titre gratuit pour l'emprise de terrain d'une superficie de 1259m² sise Boulevard Sainte-Marguerite à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de taxe foncière de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce traité d'adhésion et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 042-6626/19/BM

■ **Constitution d'une servitude de tréfonds et de passage au profit de la Société du Canal de Provence pour l'implantation d'une canalisation d'eau brute pour desservir la plaine de Massane sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts**
MET 19/11841/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la desserte en eau brute de la plaine agricole de Massane sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, la Métropole Aix-Marseille-Provence accorde à la Société du Canal de Provence SCP sur la parcelle, cadastrée BI N°3 lieudit Courtine commune de Martigues, une servitude de tréfonds et de passage pour une canalisation de diamètre 300 sur une longueur de 148 ml et une largeur de 3 m, soit une superficie d'emprise de 444 m².

Une indemnité d'un euro symbolique sera versée par la SCP.

Les frais d'acte seront à la charge de la Société du Canal de Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-28/03/19 CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cette servitude de tréfonds et de passage permettra de desservir en eau brute la zone agricole de la plaine de Massane sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée sur la parcelle cadastrée BI N°3 lieudit Courtine commune de Martigues la création d'une servitude de tréfonds et de passage au profit de la Société du Canal de Provence permettant de desservir en eau brute la plaine agricole de Massane sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

Article 2 :

L'indemnité est fixée à 1 euro symbolique.

Article 3 :

L'ensemble des frais notariés liés à cette procédure est à la charge de la Société du Canal de Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 043-6627/19/BM

■ **Clôture de la convention de mandat n°13/122 passée avec la SOLEAM relative aux acquisitions**

**foncières, études et travaux sur le secteur Vallon de Régnny - Marseille 9ème arrondissement
MET 19/11834/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille pour répondre aux objectifs de Programme Local de l'Habitat a engagé une opération d'aménagement urbain sur un site d'environ 34 hectares, situés dans le 9^{ème} arrondissement, entre le boulevard Sainte-Marguerite, le chemin Vallon de Toulouse, le boulevard Paul Claudel, dénommé « Vallon de Régnny ».

Cette opération qui vise à créer un nouveau cœur de quartier structuré autour d'espaces et d'équipements publics de qualité a été confiée via une concession d'aménagement à la société Marseille Aménagement - devenue depuis la SOLEAM - chargée d'assurer le développement urbain de ce secteur, conformément aux objectifs définis par les dossiers de création et de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Vallon de Régnny, respectivement approuvés par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille les 20 juin 2005 et 19 mars 2007.

Ce secteur étant impacté par le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) de compétence communautaire, Marseille Provence Métropole a accompagné le Projet en approuvant lors de son conseil communautaire du 28 juin 2013 une convention de mandat avec la SOLEAM.

Cette convention prévoyait de réaliser de manière anticipée les prolongements des contre-allées entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard Paul Claudel.

Cette opération a été transférée de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui se substitue depuis le 1^{er} janvier 2016 en droits et obligations de l'ex communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole.

La SOLEAM, dans le cadre de son mandat, a procédé aux acquisitions foncières nécessaires au projet et fait réaliser les études de conception jusqu'au stade avant-projet.

Toutefois, la programmation décalée du Boulevard Urbain Sud et la complexité du projet global et de ses emprises eu égard notamment au dossier de DUP, a nécessité la reprise complète de la Maîtrise d'ouvrage par la Métropole.

Aussi il convient de clôturer le dit mandat avec l'approbation de son bilan de clôture joint en annexe qui fait apparaître un solde à reverser en faveur de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 267 421,90 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 004-393/13/CC du conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole du 28 Juin 2013 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de clôturer le mandat n° 13/122 et d'approuver son bilan de clôture.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de clôture arrêté au 30 avril 2019, ci-annexé, du mandat n°13/122 passée avec la SOLEAM, faisant apparaître un solde à reverser en faveur de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 267 421,90 euros.

Article 2 :

Quitus est donné à la SOLEAM pour les missions réalisées dans le cadre dudit mandat.

Article 3 :

La recette sera constatée sur le Budget Principal de la Métropole – Sous politique C140 – Nature 2745 - Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 044-6628/19/BM

■ **Abrogation de la délibération n° 337/15 du 29 septembre 2015 et approbation de l'acquisition à titre gratuit d'un terrain appartenant à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, situé avenue Marx Dormoy, cadastré à la section C sous les n° 579p et 580p, dans le cadre du réaménagement de la déchetterie intercommunale de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

MET 19/11802/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a approuvé, par la délibération n°337/15 du 29 septembre 2015, l'acquisition à titre gratuit d'un terrain appartenant à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, situé avenue Marx Dormoy, cadastré à la section C sous les numéros 579p et 580p, dans le cadre du réaménagement de la déchetterie intercommunale de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs, ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

Cependant, la Métropole Aix-Marseille-Provence a renoncé à acquérir la parcelle cadastrée C 579p pour se porter acquéreur uniquement de la parcelle cadastrée C 580p pour une surface d'environ 3189 m² et a manifesté son intérêt pour la constitution d'une servitude de passage à son bénéfice, sur le surplus de la parcelle cadastrée C 580p et sur la parcelle C 579p, propriétés de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône. A ce titre, il sera procédé au détachement de la partie de la parcelle cadastrée C 580 destinée à être cédée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° 337/15 du 29 septembre 2015 ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° 337/15 du 29 septembre 2015 approuvant l'acquisition à titre gratuit d'un terrain appartenant à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, situé avenue Marx Dormoy, cadastré à la section C sous les numéros 579p et 580p, dans le cadre du réaménagement de la déchetterie intercommunale de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

Sont approuvées l'acquisition à titre gratuit d'une parcelle d'environ 3189 m² à détacher de la parcelle cadastrée section C n° 580p d'une part, et la constitution d'une servitude de passage au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le surplus de la parcelle cadastrée section C n° 580p, et sur la parcelle cadastrée section C n° 579p, propriétés de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, d'autre part, situées avenue Marx Dormoy dans le cadre du réaménagement de la déchetterie intercommunale de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 3 :

L'acquisition et la constitution de servitudes ci-avant approuvées interviendront par acte authentique en la forme administrative.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les actes authentiques et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 045-6629/19/BM

■ Institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit "Gaston Berger" à Marseille 10ème arrondissement - Approbation de la convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCCV Marseille Gaston Berger MET 19/11858/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'hôpital privé « Résidence du Parc » est situé rue Gaston Berger, dans le 10^{ème} arrondissement de Marseille, entre le boulevard Paul Claudel au Sud et le boulevard Romain Rolland au Nord.

Cet établissement de santé qui se développe sur une emprise foncière de 28 700 m² envisage de transférer d'ici fin 2020 la totalité de ses activités sur d'autres sites du secteur Sud de la Commune.

Dans ce contexte, la SCCV Marseille Gaston Berger s'est récemment portée acquéreur de ce patrimoine en vue d'y réaliser une opération mixte de 28 600 m² de surface de plancher comprenant :

- 26 800 m² de logements, soit environ 400 logements,
- 1 300 m² d'activités de commerces et services en pied d'immeubles,
- une crèche privée de 500 m².

L'emprise du projet est entourée de grandes copropriétés construites au cours de la seconde partie du vingtième siècle qui possèdent des emprises foncières sur lesquelles des opérations de construction pourraient être réalisées.

Ce secteur est actuellement mal desservi et mal relié aux quartiers limitrophes de Ste Marguerite et de St Tronc. Il est accessible au Sud par la voie privée dénommée rue Gaston Berger ou au Nord par la voie privée dénommée Bd Trollat situé au sein de la copropriété La Sauvagère.

Pour répondre aux nouveaux flux de circulation qui seront générés, il est nécessaire que la Métropole engage la requalification de la rue Gaston Berger et réalise son extension vers le Nord comme défini dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal dans sa version arrêtée par délibération n°URB 002-

4161/18/CM du 28 juin 2018, afin de connecter cette voie au boulevard Romain Rolland.

Par ailleurs, la Métropole souhaite réaliser une place publique d'une surface d'environ 2 000 m² à l'interface avec la rue Gaston Berger et la nouvelle opération immobilière portée par la SCCV Marseille Gaston Berger. Elle constituera un nouveau pôle de centralité pour le quartier et permettra l'accès aux commerces et services envisagés au pied des nouveaux immeubles.

La réalisation de l'extension de la rue Gaston Berger nécessitera d'engager la maîtrise d'emprises foncières auprès de propriétaires privés via des négociations amiables ou par le biais d'une Déclaration d'Utilité Publique. L'emprise foncière de la future place publique sera cédée par la SCCV Marseille Gaston Berger à la Métropole.

En application des articles L332-11-3, L332-11-4 et R 332-25-1 à R 332-25-3 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCCV Marseille Gaston Berger se sont rapprochées afin de définir les conditions de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) permettant d'adapter le calendrier et les modalités de financement des travaux d'équipements publics rendus nécessaires pour l'accueil des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier.

En effet, le PUP, convention signée entre un ou plusieurs acteurs privés et une collectivité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, permet de définir les modalités de participations financières des constructeurs à la réalisation des équipements publics rendus nécessaires par l'opération.

Après avoir pris connaissance du projet de la SCCV Marseille Gaston Berger et du potentiel foncier situé sur les copropriétés mitoyennes permettant de développer des opérations de logements, il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'instituer un périmètre de PUP dénommé « Gaston Berger », pour une durée de quinze ans. Ce périmètre porte sur les parcelles cadastrées n°210859 C001, 210859 C0036, 210859 C0035, 210859 C0094, 210859 C0031, 210859 C0041, 210859 C0042, 210859 C0107, 210859 C0053, 210859 C0135, 210859 C0040, 210859 C0052, 210859 C0051, 210859 C0030 pour une emprise de 162 388 m². Ce périmètre figure en annexe 1.

La mise en œuvre de l'urbanisation est susceptible de se dérouler en plusieurs phases avec différents opérateurs et de faire l'objet de demandes d'autorisations d'urbanisme distinctes. Dès lors, les projets de construction compris dans le périmètre du PUP Gaston Berger donneront lieu à plusieurs conventions de Projet Urbain Partenarial qui seront conclues avec les opérateurs portant un projet dans cette zone.

Conformément aux dispositions de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, il est proposé de fixer à dix ans la durée pendant laquelle les constructeurs signataires de chaque convention de PUP seront exonérés de la part intercommunale de taxe d'aménagement pour les constructions à établir au sein du périmètre en cause. Le point de départ de cette durée d'exonération s'entend de la date d'entrée en vigueur de la convention de PUP à laquelle la ou les constructions ou les aménagements en cause se rattachent.

Les équipements nécessaires au développement des opérations situées dans le périmètre du PUP sont constituées par :

- La restructuration et l'extension de la rue Gaston Berger
- La réalisation d'une place publique

La localisation de ces équipements est jointe en annexe 2.

Le coût prévisionnel du programme des équipements publics financé au moyen du PUP qu'il est proposé d'instituer est estimé à 4 110 000 euros HT dont un montant prévisionnel de 2 780 000 euros soit 68% sera financé par les participations des constructeurs prévues par les différentes conventions de PUP à conclure dans le périmètre institué selon le détail présenté en annexe 3.

Au titre du présent rapport, il est proposé d'approuver la conclusion d'une première convention de PUP avec la SCCV Marseille Gaston Berger, jointe en annexe, portant sur la réalisation d'une opération immobilière de 28 600 m² de surface de plancher sur une partie du périmètre de PUP.

Compte tenu du coût des équipements publics destinés à satisfaire les besoins des usagers et habitants des constructions envisagées et du ratio de participation, arrêté sur la base du bénéfice respectif de ces équipements pour les usagers et habitants, le montant de la participation du constructeur est arrêté à 80,42 euros par m² de surface de plancher.

Au regard de la surface de 28 600 m² envisagée par la SCCV Marseille Gaston Berger, cette dernière accepte de participer financièrement à ces équipements publics par le versement d'une contribution numéraire de 2 300 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet envisagé par la SCCV Marseille Gaston Berger sur le site de l'hôpital « Résidence du Parc » ;
- Le potentiel foncier de certaines copropriétés mitoyennes pouvant générer le développement d'opérations immobilières ;
- Que ces projets nécessitent la réalisation d'équipements publics.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le périmètre du PUP dit « Gaston Berger » institué conformément à l'article L332-11-3 II du Code de l'Urbanisme, tel qu'il figure en annexe 1 pour une durée de quinze ans.

Article 2 :

La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement pour les constructions ou aménagement à édifier au sein du périmètre du PUP « Gaston Berger » est fixée à 10 ans. Cette durée est à décompter à partir de l'entrée en vigueur de chacune des conventions de PUP conclues dans ce périmètre, pour les constructions ou aménagement sur lesquelles elles portent respectivement.

Article 3 :

Sont approuvés les équipements publics répondant aux besoins des futurs usagers ou habitants des opérations de construction et d'aménagement à mener dans le périmètre du PUP approuvé à l'article 1. Ces équipements sont localisés en annexe 2 et leur coût prévisionnel est joint en annexe 3.

Article 4 :

Est approuvée la répartition des coûts entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les opérations du PUP jointe en annexe 4.

Article 5 :

Est approuvée la convention de Projet Urbain Partenarial à conclure avec la SCCV Marseille Gaston Berger jointe en annexe.

Article 6 :

La convention de Projet Urbain Partenarial fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R332-25-2 du Code de l'Urbanisme

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 046-6630/19/BM

■ Approbation de l'avenant 1 du Projet Urbain Partenarial dit "de Laure élargi" sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues MET 19/11859/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur d'aménagement de la Bastide Neuve, situé en entrée de ville au sud-est de la Commune de Châteauneuf-les-Martigues, fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation « OAP Charité Frascati Bastide Neuve » au Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 21 décembre 2015. Les objectifs poursuivis à ce titre, concourent notamment à renforcer la mixité urbaine et sociale, créer un nouveau quartier d'habitat pour répondre aux besoins, accroître l'offre de logements, diversifier les formes d'habitat et aménager les entrées de ville.

Le PLU définit la zone AUH comme une zone destinée à une urbanisation future dédiée à l'habitat. Les voies publiques et réseaux nécessaires, existants en périphérie immédiate de ce secteur, ont une capacité suffisante pour desservir les constructions et installations à implanter dans l'ensemble de ce quartier. Outre les conditions générales de desserte des terrains par les réseaux d'adduction en eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées, l'ouverture à l'urbanisation de ce quartier est concomitante à la réalisation de la voie de desserte faisant l'objet, au PLU, de deux emplacements réservés pour voirie n°186 et 187. Ces emplacements réservés permettraient de réaliser une voie nouvelle,

reliant le boulevard de la Bastide Neuve à la départementale (D9D) et à l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny.

En vertu de l'article L 331-113 du Code de l'Urbanisme, lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de Projet Urbain Partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille Provence a signé une convention tripartite en date du 24 août 2018 avec la SCCV Immo Catalan en présence de la commune sur ce secteur, dans le but de réaliser le prolongement des voies et réseaux.

Dans le cadre de cette convention de PUP, un premier permis de construire a été déposé par l'opérateur, permis qui a fait l'objet d'un rejet par la ville pour ajuster le projet aux règles d'urbanisme.

Un nouveau permis de construire a été déposé en mai 2019. Ce nouveau dépôt a pour conséquence de différer l'acquisition foncière du terrain d'assiette, ce qui nécessite de proroger les délais de la convention de PUP.

D'autre part, la modification de l'emplacement réservé a augmenté la surface de l'apport en foncier de l'opérateur pour la réalisation des équipements publics de voirie et réseaux divers.

Pour toutes ces raisons précitées, la Métropole Aix-Marseille Provence a décidé avec cet opérateur de conclure un avenant n°1 au Projet Urbain Partenarial.

A cette occasion, l'opérateur souhaite modifier la dénomination de la Société Civile de Construction Vente (SCCV) signataire du PUP, la SCCV Immo Catalan devient donc la SCCV Jardins de la Bastide.

Les autres dispositions du Projet Urbain Partenarial qui n'ont pas été modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 026-3988/18/BM du 28 juin 2018 du Bureau de la Métropole qui approuve la convention de PUP avec la SCCV Immo Catalan;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de poursuivre l'accompagnement au développement du secteur de « Laure-Charité » par la mise en œuvre de l'avenant 1 au Projet Urbain Partenarial, en vue de réaliser des travaux d'équipements publics mentionnés ci-dessus, permettant l'accueil des projets de construction.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de PUP avec la SCCV Jardins de la Bastide, ci-annexé.

Article 2 :

Le montant des travaux et acquisition foncière s'élève désormais à 312 997 euros HT, du fait de l'augmentation de l'apport en foncier, nécessaire à la réalisation des travaux de voirie et réseaux divers.

La répartition est désormais la suivante :

- 117 697 euros par la Métropole (en hausse de 2 957 euros),
- 182 343 euros par la SCCV Jardins de la Bastide (en baisse de 2 957 euros) en monétaire,
- 12 957 euros par la SCCV Jardins de la Bastide (en hausse de 2 957 euros) en apport foncier.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique C 140 – Opération 2013 120000.

Les recettes seront constatées au budget 2019 et suivants de la Métropole, opération 2013 120000 – Nature 1348 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 047-6631/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de Projet Urbain Partenarial Val de Ricard sur la commune d'Ensuès-la-Redonne
MET 19/11844/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le secteur Val de Ricard situé à l'entrée ouest de la commune d'Ensuès-la-Redonne a été identifié dans l'orientation d'aménagement générale inscrite au PADD, ayant pour objectif de développement de la partie ouest de la commune permettant la création d'un secteur d'habitat complété par des équipements publics. Les objectifs poursuivis dans ce cadre, concourent notamment à accroître l'offre de logements, diversifier l'habitat et renforcer la mixité sociale sur la commune tout en respectant les richesses patrimoniales paysagères et environnementales du site.

En application des articles L332-11-3 et L332-11-4 du Code de l'Urbanisme et afin d'accompagner le développement du secteur dit de Val de Ricard sur la commune d'Ensuès-la-Redonne, la Métropole Aix-Marseille Provence et l'opérateur European Homes 40

se sont rapprochés aux fins de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) dans le cadre d'un programme de construction d'environ 110 logements dont 44 logements sociaux. Cette convention de Projet Urbain Partenarial a été approuvée par délibération le 30 juin 2016 en Conseil Métropolitain (URB 017-632/16/CM).

L'article L331-11-3 du Code de l'Urbanisme prévoit en effet, que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Le Programme des Equipements Publics à réaliser au titre du Projet Urbain Partenarial Val de Ricard est fixé par la convention de PUP. Il comprend principalement la réalisation d'une voie nouvelle inscrite au PLU, des réseaux secs et humides y afférents de compétence métropolitaine, des équipements communaux avec la création de deux classes supplémentaires dans chacun des deux groupes scolaires de la commune de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	70 %	480 998€
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	206 142€
TOTAL		687 140€

La date prévisionnelle de démarrage des travaux est prévue au 1^{er} trimestre de l'année 2020 pour une durée d'environ 14 mois. Cette durée pourra être rallongée si les accords financiers avec les propriétaires privés prennent du retard.

Pour cette raison, la présente délibération a pour objet de solliciter une nouvelle demande qui annule et remplace la précédente délibération n° URB 040-4386/18/BM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

d'Ensuès-la-Redonne ainsi que l'agrandissement du réfectoire de l'école élémentaire. La convention de PUP détermine également les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Métropole.

Au cours de l'année 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé des études de voirie et réseaux divers permettant de définir et d'adapter le programme des travaux à réaliser. Dans le cadre de ces études de maîtrise d'œuvre, le montant des travaux a été réactualisé en phase PRO.

Ainsi, le coût prévisionnel de cette opération s'élève désormais à 1 617 140 euros HT, décomposé comme suit :

- 930 000 euros restant à la charge de l'opérateur, EUROPEAN HOME, comprenant 110 000 euros d'apport foncier et 820 000 euros de travaux.
- Le montant restant à la charge de la Métropole représente la somme de 687 140 euros.

Le plan de financement prévisionnel hors taxes

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil au Bureau de la Métropole n° URB 040-4386/18/BM qui approuve la demande de subvention d'investissement relative à l'opération Projet Urbain Partenarial de Val de Ricard sur la commune d'Ensuès-la-Redonne ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° 045-088/16/CT du 24 Juin 2016 approuvant d'une convention avec European Homes par un « Projet urbain Partenarial de Val de Ricard – Commune d'Ensuès-la-Redonne » ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Projet Urbain Partenarial de Val de Ricard sur la commune d'Ensuès-la-Redonne.
- Qu'il convient de délibérer sur une nouvelle demande de subvention relative à cette opération.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Est approuvée la présente délibération de demande de subvention d'investissement relative à l'opération de Projet Urbain Partenarial Val de Ricard sur la commune d'Ensuès-la-Redonne, qui annule et remplace la précédente délibération n° URB 040-4386/18/BM.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget principal 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence. Opération : 2013 120006 – Nature : 23152 – Fonction : 515 – Sous politique : C140.

La recette correspondante est inscrite au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence, section d'investissement - Nature 7473 – Fonction 515 – Sous politique C140

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 048-6632/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Guintoli/EHTP/Malet concernant le lot n°1 du marché de travaux n°14 050, pour l'aménagement de la ZAC Athélia V sur la commune de La Ciotat
MET 19/11843/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence, Direction de l'Urbanisme, du Foncier et de l'Habitat, a assuré la maîtrise d'ouvrage de l'opération de la ZAC ATHELIA V à La Ciotat.

La présente opération a pour objet les travaux d'infrastructures nécessaires à l'aménagement et à la création des voiries et réseaux divers de la ZAC ATHELIA V.

Le groupement d'entreprises Guintoli/EHTP/Malet est titulaire du lot 01 VRD, en charge de la réalisation des travaux de voirie et de réseaux divers.

Ce marché à prix unitaire a été notifié au titulaire le 02 Avril 2014 sous le numéro 14/050 pour un montant de 7 959 694.90 euros HT.

L'objet dudit marché porte sur les travaux de :

- Terrassements
- Travaux préparatoires
- Voirie
- Maçonneries
- Mobilier
- Signalisation verticale et horizontale
- Réseaux divers : Assainissement eaux pluviales, Assainissement eaux usées, Alimentation Eau Potable
- Génie civil des réseaux divers : Eclairage public, Electricité, Télécom, Fibre optique, Vidéosurveillance, Arrosage, Gaz

Les autres prestations, que sont l'éclairage public et les espaces verts font l'objet de deux autres lots du marché de travaux.

Un avenant n°1 en date du 4 avril 2017 d'un montant de 1 014 063,92 euros HT a été passé avec l'entreprise afin de prendre en compte des prix nouveaux ainsi que des modifications de quantités, portant le montant global du marché à 8 973 758,82 euros HT. Cet avenant ne réglait pas les incidences financières liées à la prolongation des délais du chantier

Le décompte marche hors réclamation est le suivant :

Marché total : 7 959 694,90 euros Hors Taxes

Avenant N° 1 : 1 014 063,92 euros Hors Taxes

Révision de prix : - 447 661,72 euros Hors Taxes

Soit un total de 8 526 097,10 euros Hors Taxes qui a été entièrement payé au groupement titulaire du marché avec la TVA en vigueur.

Les travaux de l'opération ont démarré le 26 juin 2014 pour une durée globale de 20 mois y compris un mois de période de préparation.

L'opération sans considérer les intempéries et autres aléas de chantier a pour date de fin de travaux le mois d'avril 2016.

La fin des travaux a été prolongée par l'Ordre de service N°09 à la fin du mois de septembre 2016, puis par avenant n°1 à la fin du mois de décembre 2016. Les travaux se sont finis à la fin du mois de décembre 2016.

La prolongation de délais s'explique par le décalage du planning suite à l'immobilisation supplémentaire de la zone archéologique : 5,5 mois

Parallèlement la maîtrise d'ouvrage a eu des difficultés pour réitérer par acte authentique devant notaire, le compromis d'un foncier, nécessaire à la voie C. Ce foncier a été finalement libéré en même temps que les zones de fouilles archéologiques.

Cet arrêt de chantier sur les zones impactées a nécessité un phasage particulier des travaux et une réorganisation de l'entreprise, ayant pour incidence un retard sur le planning global des travaux de 5,5 mois.

D'autre part les interventions retardées des concessionnaires (RTE, ERDF, SEMM, ORANGE) ont contraint le groupement à réorganiser son chantier et protéger ses ouvrages.

Dans ce contexte le titulaire du marché a assorti son décompte final d'une demande de rémunération complémentaire d'un montant de 1.999.499.53 euros HT, s'appuyant sur la méthodologie de travail initiale décrite dans le mémoire technique de son offre et les sujétions de réorganisation et du rallongement des délais issus des difficultés décrites en préambule.

Le montant de la réclamation se décompose comme suit :

1/ Aléa fouilles archéologiques et non acquisition foncière : 368.628 euros HT :

- a) Frais de transfert : 51.696 euros HT
- b) Perte de rendement ateliers de terrassement : 290.966 euros HT
- c) Accès à la déchèterie : 25.966 euros HT

2/ Aléa ERDF et France Télécom/ Orange : 48.240 euros HT

3/ Aléa RTE : 38.804,16 euros HT

4/ Aléa SEMM : 33.502 euros HT

5/ Aléa Réalisation massifs candélabres : 46.366 euros HT

6/ Modification du Planning Financier : 583.076,08 euros HT:

a) Manque à gagner : 133.076,61 euros HT

b) Non amortissement des frais généraux : 450.000 euros HT

7/ Modification du plan de charge personnel et matériel : 370.153 euros HT

a) Recours à l'intérim : 146.011 euros HT

b) Perte location externe : 149.142 euros HT

c) Perte d'activité 2015 et remplacement du personnel interne : 75.000 euros HT

8/ Augmentation des frais d'encadrement et d'installations de chantier : 349.992 euros HT

a) Plus-value prix 101 : 319.225,5 euros

b) Plus-value prix 108 : 2.747 euros

c) Plus-value prix 102 : 28.020 euros

8/ Révision de Prix : 75.251 euros HT

La demande du titulaire s'élève à 75.251 €HT

Les services métropolitains ont procédé à l'analyse de cette demande de rémunération complémentaire, s'appuyant sur l'analyse de la maîtrise d'œuvre, EGIS.

Si globalement la justification de la demande n'est pas contestée, les points 6 « Modification du Planning Financier » et 8 « Révision de Prix » n'ont pas été retenus suivant le rapport d'analyse de la maîtrise d'ouvrage ; le premier au motif qu'il s'agissait de considérations d'ordre comptable et le second était d'ordre contractuel connu par le titulaire lors de l'appel d'offres.

Les autres points ont été analysés en prenant en compte, les quantités ou des forfaitisations estimées par la maîtrise d'œuvre, des sous détails de prix, ou de ratios applicables dans le cas d'espèce.

Le montant retenu par cette analyse est de 614.826,61 euros HT.

Par courrier du 19 novembre 2018 la Métropole AMP faisait part de son analyse et proposait le montant de 614.826,61 euros HT au mandataire du groupement.

Par courrier du 18 décembre 2018 le mandataire acceptait la proposition malgré la nette différence des montants.

Dans ce contexte et dans un souci de mettre un terme amiable à cette affaire, il convient d'approuver le présent protocole transactionnel avec le groupement Guintoli/EHTP/Malet afin de régler de manière définitive ce différend.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°14-050, et entraîne que le groupement d'entreprise de travaux renonce à toute instance et action future devant les tribunaux, sur le fondement du même litige.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur le paiement de la somme de 614 826 euros HT soit 737 791.93 euros TTC au groupement titulaire du marché 01/050- Lot n°1.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe 2019 – Opération d'aménagement 555 555 – Sous Politique C 140- Fonction 90 – Nature 605.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 049-6633/19/BM

■ Approbation de l'avenant n° 4 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille)

MET 19/11938/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, les agences d'urbanisme sont des organismes de réflexion, d'études et d'accompagnement des politiques publiques des établissements publics de coopération intercommunale qui en composent notamment leurs conseils d'administration.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération marseillaise (AgAM) et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) sont appelées à intervenir sur des missions d'étude tant sur des projets de territoire, des documents de planification et des observatoires qui s'inscrivent sur des échelles de territoire différentes et sur des durées dépassant le cadre annuel.

Les rapports entre les parties et les modalités de fixation et de versement de la subvention à chacune des agences sont définis dans une convention annuelle.

Par délibération du 19 octobre 2017, la Métropole a approuvé la mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille, cette dernière ayant son propre dispositif) et mandaté l'AGAM et l'AUPA pour la réalisation des prestations.

Par délibération du 18 octobre 2018, la Métropole a approuvé l'avenant 2 à la convention annuelle déterminant les missions d'accompagnement spécifiques mises en œuvre par l'AUPA, en collaboration avec l'AgAM, pour bâtir un outil d'observation des copropriétés fragilisées, destiné à être compatible avec le dispositif mis en œuvre sur les copropriétés marseillaises.

Cet observatoire s'inscrit dans le dispositif national de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC) piloté par l'ANAH. Il s'articule finement avec les outils opérationnels existants et en devenir des différents conseils de territoire et associe partenaires et collectivités.

Cette action s'inscrit dans le cadre des actions complémentaires au programme partenarial qui peuvent être demandées aux agences.

L'action des agences d'urbanisme est évaluée à 120 092 euros TTC sur une période de trois ans. La Métropole perçoit une participation de l'ANAH à hauteur de 60 000 euros, ramenant ainsi la participation de la Métropole à 60 092 euros. Les précédentes modalités de financement des actions réalisées par l'AGAM et l'AUPA n'avaient été définies que pour l'année 2018, dans l'hypothèse de la création de l'Agence d'urbanisme Métropolitaine. Il convient d'affiner la répartition de la subvention entre les agences pour l'année 2019.

Tel est l'objet de l'avenant ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 036/4382/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°2 à la convention annuelle avec l'AUPA visant à mettre en œuvre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées aux agences d'urbanisme contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient de préciser les modalités de financement de la mission confiée aux agences pour l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance une participation financière complémentaire exceptionnelle de 30 400 euros pour l'année 2019.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention conclue entre la Métropole et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance (AUPA) pour la mise en œuvre du dispositif de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC) sur le territoire de la Métropole (hors Marseille).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique D110 – Nature 65748 – Fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 050-6634/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°8 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille)
MET 19/11942/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, les agences d'urbanisme sont des organismes de réflexion, d'études et d'accompagnement des politiques publiques des établissements publics de coopération intercommunale qui en composent notamment leurs conseils d'administration.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération marseillaise (AgAM) et l'Agence d'Urbanisme du Pays

d'Aix-Durance (AUPA) sont appelées à intervenir sur des missions d'étude tant sur des projets de territoire, des documents de planification et des observatoires qui s'inscrivent sur des échelles de territoire différentes et sur des durées dépassant le cadre annuel.

Les rapports entre les parties et les modalités de fixation et de versement de la subvention à chacune des agences sont définis dans une convention annuelle.

Par délibération du 19 octobre 2017, la Métropole a approuvé la mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille, cette dernière ayant son propre dispositif) et mandaté l'AGAM et l'AUPA pour la réalisation des prestations.

Par délibération du 18 octobre 2018, la Métropole a approuvé l'avenant n°7 à la convention annuelle déterminant les missions d'accompagnement spécifiques mises en œuvre par l'AgAM, en collaboration avec l'AUPA, pour bâtir un outil d'observation des copropriétés fragilisées, outil destiné à être compatible avec le dispositif mis en œuvre sur les copropriétés marseillaises.

Cet observatoire s'inscrit dans le dispositif national de Veille et d'observation des copropriétés (VOC) piloté par l'ANAH. Il s'articule finement avec les outils opérationnels existants et en devenir des différents conseils de territoire et associe partenaires et collectivités.

Cette action s'inscrit dans le cadre des actions complémentaires au programme partenarial qui peuvent être demandées aux agences.

L'action des agences d'urbanisme est évaluée à 120 092 euros TTC sur une période de trois ans. La Métropole perçoit une participation de l'ANAH à hauteur de 60 000 euros, ramenant ainsi la participation de la Métropole à 60 092 euros. Les précédentes modalités de financement des actions réalisées par l'AGAM et l'AUPA n'avaient été définies que pour l'année 2018, dans l'hypothèse de la création de l'Agence d'Urbanisme Métropolitaine. Il convient donc d'affiner la répartition de la subvention pour l'année 2019.

Tel est l'objet de l'avenant ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 038/4384/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°7 à la convention annuelle avec l'AgAM visant à mettre en œuvre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées aux agences d'urbanisme contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient de préciser les modalités de financement de la mission confiée aux agences pour l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise une participation

financière complémentaire exceptionnelle de 9 600 euros.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°8 à la convention conclue entre la Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés (VOC) sur le territoire de la Métropole (hors Marseille).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique D110 – Nature 65748 – Fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 051-6635/19/BM

■ **Approbation d'une convention de servitudes au profit de la société GRDF, sur les parcelles cadastrées section CI n° 54 et n° 56, sises Chemin des Arnavaux à Istres, dans le cadre de l'extension du réseau d'alimentation en gaz de la Résidence des Arnalyses
MET 19/12179/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du réseau d'alimentation en gaz de la Résidence des Arnalyses située sur la commune d'Istres, il est nécessaire pour la société GRDF, gestionnaire du réseau de distribution de gaz, de procéder à l'extension du réseau d'alimentation en gaz et créer les branchements nécessaires suivant un tracé qui traverse les parcelles cadastrées section CI n° 54 et n°56, sises Chemin des Arnavaux à Istres, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur lesdites parcelles une convention de servitudes pour l'installation à demeure d'une canalisation souterraine de gaz, ainsi que ses accessoires, dans une bande de deux mètres de large et cent quatre-vingt dix-huit mètres de long.

La présente servitude est consentie à titre gracieux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitudes sur les parcelles cadastrées section CI n° 54 et n° 56, sises Chemin des Arnavaux à Istres, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure d'une canalisation souterraine de gaz, ainsi que ses accessoires, dans une bande de deux mètres de large et cent quatre-vingt dix-huit mètres de long.

Article 2 :

La présente servitude est consentie à titre gracieux.

Article 3 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de mise à disposition sont à la charge exclusive de GRDF.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 052-6636/19/BM

■ **Approbation d'une convention de servitudes au profit de la société Enedis, sur la parcelle cadastrée section B n° 3156, sise au lieu-dit "Le Mazet" à Fos-sur-mer, dans le cadre de**

**l'amélioration du réseau électrique de la commune
de Fos-sur-mer
MET 19/12183/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration du réseau électrique de la commune de Fos-sur-Mer, il est nécessaire pour la société Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, de procéder à la création d'une ligne électrique aérienne HTA 400 volts, ainsi qu'un support de ligne au sol d'environ cinquante cinq centimètres par soixante centimètres, suivant un tracé qui traverse la parcelle cadastrée section B n° 3156, sise au lieu-dit « Le Mazet » à Fos-sur-Mer, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur ladite parcelle une convention de servitudes pour l'installation à demeure d'une ligne électrique aérienne HTA 400 volts sur une longueur d'environ seize mètres, ainsi qu'un support de ligne au sol d'environ cinquante cinq centimètres par soixante centimètres.

La présente servitude est consentie à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitudes sur la parcelle cadastrée section B n°3156 à Fos-sur-Mer, sise au lieu-dit « Le Mazet », appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure d'une ligne électrique aérienne HTA 400 volts sur une longueur de seize mètres, ainsi qu'un support de ligne au sol d'environ cinquante cinq centimètres par soixante centimètres.

Article 2 :

La présente convention de servitudes est consentie à titre gratuit.

Article 3 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de servitudes sont à la charge exclusive d'Enedis.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 053-6637/19/BM

**■ Approbation d'une convention de servitudes au profit de la société Enedis, sur les parcelles cadastrées section BB n° 8 et section BA n° 32, sises au lieu-dit "Beauchamp" à Grans, dans le cadre de l'extension du réseau électrique de la commune de Grans vers la commune de Miramas.
MET 19/12184/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'extension du réseau électrique de la commune de Grans vers la commune de Miramas, il est nécessaire pour la société Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, de procéder à l'enfouissement du réseau d'alimentation électrique HTA suivant un tracé qui traverse les parcelles cadastrées section BB n° 8 et section BA n° 32, sises au lieu-dit « Beauchamp » à Grans, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur lesdites parcelles une convention de servitudes pour l'installation à demeure d'une canalisation souterraine d'électricité, ainsi que ses accessoires, dans une bande de trois mètres de large sur une longueur d'environ trois cent quatre-vingts mètres.

La présente servitude est consentie pour un montant unique et forfaitaire de trois cent quatre-vingts euros, au titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice de ses droits par la société Enedis, versé à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitudes sur les parcelles cadastrées section BB n° 8 et section BA n° 32, sises au lieu-dit « Beauchamp », appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure d'une canalisation souterraine, ainsi que ses accessoires, dans une bande de trois mètres de large et sur une longueur d'environ trois cent quatre-vingts mètres.

Article 2 :

La présente servitude est consentie pour un montant unique et forfaitaire de trois cent quatre-vingts euros.

Article 3 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de mise à disposition sont à la charge exclusive d'Enedis.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée au Budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70388.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 054-6638/19/BM

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition d'une partie d'une parcelle de terre au profit de la société Enedis, sur la parcelle cadastrée section BB n° 8, sise au lieu-dit "Beauchamp" à Grans, dans le cadre de nouveaux départs vers la commune de Miramas
MET 19/12185/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la création de nouveaux départs vers la commune de Miramas, il est nécessaire pour la société Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, de procéder à la construction d'un poste de transformation sur la parcelle cadastrée section BB n° 8, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur ladite parcelle une convention de mise à disposition, pour l'installation à demeure d'un poste de transformation, ainsi que ses accessoires, sur une emprise foncière d'environ 25 m².

La présente convention est consentie pour un montant unique et forfaitaire de cinq cents euros, au titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice de ses droits par la société Enedis, versés à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition sur la parcelle cadastrée section BB n° 8, sise au lieu-dit « Beauchamp », appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure d'un poste de transformation, ainsi que ses accessoires, sur une emprise foncière d'environ 25 mètres carrés.

Article 2 :

La présente convention est consentie pour un montant unique et forfaitaire de cinq cents euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 4 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de mise à disposition sont à la charge exclusive d'Enedis.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée au Budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70388.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 055-6639/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Aménagement et revalorisation du Port des Heures Claires et de ses abords sur la commune d'Istres"
MET 19/12162/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

En application des dispositions prévues à l'article L 5218-2 I du CGCT, la Métropole, compétente en matière de « création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire », a bénéficié du transfert de l'opération Aménagement et revalorisation du Port des Heures Claires et de ses abords sur la commune d'Istres » (délibération de transfert du 15 février 2018 - MER 004-3613/18/CM).

Par délibération métropolitaine du 15 février 2018 (MER – 002-3499/18/BM), la Métropole a voté la délégation de la maîtrise d'ouvrage de ce projet à la commune, à la fois pour garantir la continuité du service public et pour continuer de bénéficier du savoir-faire des équipes municipales chargées de ces travaux depuis l'origine.

Au titre de cette délégation de maîtrise d'ouvrage, la commune d'Istres poursuit les travaux sous le contrôle de la Métropole, ainsi qu'en son nom et pour son compte, dans le respect du programme et de l'enveloppe afférente (coût de l'opération au 15 février 2018 : 13 524 000 euros HT).

Le projet ambitionne de transformer le port actuel en port de plaisance tout en tenant compte du bassin maritime actuel, moderniser les infrastructures, augmenter la capacité d'accueil, créer un concept architectural visant à intégrer l'ensemble du projet dans le site naturel, préserver l'activité de pêche, créer une base nautique, intégrer le projet dans une démarche respectueuse de l'environnement et de la sécurité des usagers.

La Ville d'Istres et le Département des Bouches-du-Rhône ont conclu un Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement (CDDA) pour la période 2015/2019, accordant un subventionnement de 4 400 000 euros HT pour un coût d'opération (études + travaux) estimé à 12 503 545 euros HT

(délibération municipale du 21 décembre 2017 – n° 318/2017).

Le CCDA est un mécanisme d'aide dont le montant annuel fait l'objet d'une délibération spécifique. Les tranches 2015-2016 ont été votées et ont fait l'objet de demande de versements perçus par la Ville d'Istres. La tranche 2017, instruite et votée, n'a pas fait l'objet de demande de versement, même partielle. Elle a été transférée à la Métropole qui en demandera la liquidation. La tranche 2018 n'a pas fait l'objet de

délibération, aucune dépense n'ayant pu être enregistrée sur l'opération, elle-même ralentie en raison de différentes procédures d'urbanisme qui aboutiront en 2019.

Par délibération métropolitaine du 28 juin 2018 (URB 032-3994/18/BM), la Métropole a autorisé la Présidente à solliciter les partenaires institutionnels en vue du financement de cette opération et a approuvé le plan de financement suivant :

Département 13	34,50 %	4 400 000 euros
Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur	5,10 %	650 000 euros
Agence de l'Eau	0,63 %	80 000 euros
ADEME	0,86 %	110 000 euros
FEAMP	0,24 %	30 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	58,67 %	7 480 000 euros

Le programme prévisionnel des travaux a évolué et le coût total est désormais estimé à 13 733 152 euros HT.

2018, soit 2 896 510 euros prévus pour un montant prévisionnel de dépenses engagées à hauteur de 9 700 000 euros.

Il convient aujourd'hui de définir le montant de la tranche de subvention CDDA 2019 portée par la Métropole, qui inclut les crédits envisagés et non délibérés pour la tranche

Pour mémoire, le tableau ci-dessous récapitule les différentes tranches validées par le partenaire depuis le début de l'opération :

Coût prévisionnel opération € HT 2015 :	300 000.00	Subvention sollicitée € HT 2015 :	150 000.00
Coût prévisionnel opération € HT 2016 :	503 545.00	Subvention sollicitée € HT 2016 :	353 490.00
Coût prévisionnel opération € HT 2017 :	2 000 000.00	Subvention sollicitée € HT 2017 :	1 000 000.00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Où le rapport ci-dessus,

Vu

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 n° MER 004-3613/18/CM actant le transfert de l'opération ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 n° MER 002-3499/18/BM actant la délégation de maîtrise de l'ouvrage ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 n° URB 032-3994/18/BM créant l'opération n°2018106000 ;

- Qu'il convient d'inscrire au Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement la tranche d'aide 2019.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter l'inscription de la tranche 2019 au titre du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement, le montant de l'aide prévue pour 2 896 510 euros et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération : 2018106000 - Chapitre 23 - Fonction : 515 – Sous politique : C140.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence, section d'investissement – Chapitre 1313 – Sous politique B230 – Nature 2315 – Opération n° 2018106000.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 056-6640/19/BM

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'action foncière sur le secteur de Tartugues-Craux de Boisgelin à Istres MET 19/12174/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 373/10 du 22 juillet 2010, le SAN Ouest Provence a décidé, en application des dispositions de l'article L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'Epad la maîtrise foncière ainsi que le portage des biens acquis sur le secteur de Tartugues et approuvé les termes de la Convention d'Action Foncière notifiée le 20 octobre 2010.

La Convention d'Action Foncière est arrivée à son échéance le 20 octobre 2015 alors même que la réflexion de la collectivité sur le devenir de ce quartier n'avait pas abouti, et que la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville d'Istres était susceptible d'y apporter de nouvelles orientations.

Par délibération n° 473/15 du 24 novembre 2015, le SAN Ouest Provence a confié à l'Epad une nouvelle Convention d'Action Foncière, et ce, pour une durée de 4 années, avec une échéance au 21 décembre 2019.

Compte tenu de la complexité du quartier (ancien quartier dit « de campagne ») enclavé par des opérations plus récentes, il convient de prolonger la durée d'exécution de la convention afin de parvenir à une meilleure maîtrise foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1, ci-annexé, qui proroge de 5 ans la Convention d'Action Foncière initiale.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 057-6641/19/BM

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la Convention d'Action Foncière sur le secteur de Grand Bayanne à Istres MET 19/12178/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 38/10 du 22 juillet 2010, le SAN Ouest Provence a décidé, en application des dispositions de l'article L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'Epad la maîtrise foncière ainsi que le portage des biens acquis sur le secteur de la ZAC de Grand Bayanne et approuvé les termes de la Convention d'Action Foncière notifiée le 20 octobre 2010.

La Convention d'Action Foncière est arrivée à son échéance le 20 octobre 2015 alors que l'étude d'impact de la ZAC a mis en évidence des difficultés

de desserte routière du quartier, nécessitant la recherche de solutions alternatives dans le cadre d'un complément à cette étude, et impactant les autres pièces du dossier de réalisation de la ZAC, restant à finaliser. Il convenait donc de conclure une nouvelle convention.

Par délibération n° 474/15 du 24 novembre 2015, le San Ouest Provence a confié à l'Epac une nouvelle Convention d'Action Foncière, et ce, pour une durée de 4 années, avec une échéance au 21 décembre 2019.

A ce jour, au regard des projets de la commune et des orientations du PLU en cours de révision, l'abandon du projet de ZAC est envisagé. Un nouveau périmètre doit être défini pour tenir compte de l'aménagement routier prévu en limite Est et du souhait de transfert en zone agricole de la commune des terrains situés au Sud du chemin des Bellons.

Par ailleurs, de nouvelles opportunités foncières semblent apparaître, nécessitant des négociations excédant la durée actuelle de la Convention d'Action Foncière. Une prolongation de la Convention d'Action Foncière de 5 années est donc nécessaire.

Enfin, il convient de préciser quelques modalités d'exécution de la convention relatives au devenir des parcelles cadastrées section BL n° 0011, 0012, 0034 situées au Sud du Chemin des Bellons destinées à terme à un reclassement en zone agricole ainsi qu'au processus d'agrément des acquisitions foncières à venir.

Dans ce contexte, il convient en conséquence de conclure un nouvel avenant qui a pour objet de :

- proroger de 5 ans la Convention d'Action Foncière,
- redéfinir le périmètre de la convention,
- préciser les modalités d'exécution de la Convention d'Action Foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1, ci-annexé, à la Convention d'Action Foncière pour proroger de 5 ans la Convention d'Action Foncière initiale, redéfinir le périmètre de la convention et préciser quelques modalités d'exécution de ladite convention.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 058-6642/19/BM

■ Approbation d'une convention relative au transfert des voies et espaces communs par l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence à la commune de Fos-sur-Mer et à la Métropole, dans le cadre de l'opération "Domaine de Fanfarigoule" à Fos-sur-Mer MET 19/12001/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Fos-sur-Mer souhaite accueillir en entrée de ville Nord, un projet d'aménagement à vocation résidentielle situé quartier du Domaine de Fanfarigoule.

A ce titre, l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (EPAD) projette de déposer un permis d'aménager afin de prévoir le raccordement du terrain d'assiette de l'opération, le découpage du terrain, la réalisation des ouvrages de voirie, de pluvial, d'eau potable et eaux usées, d'équipements et d'espaces verts, et à terme, intégrer ces ouvrages dans le domaine public.

La délibération n° FAG 190-3209/17/CM du 14 décembre 2017 a approuvé les conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Fos-sur-

Mer transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La délibération n° FAG 255-5072/18/CM du 13 décembre 2018 a approuvé des avenants n° 1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Parcs et Aires de stationnement", "Eau pluviale", "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Fos-sur-Mer.

Ainsi, la convention tripartite ci-annexée a pour objet de définir, entre l'EPAD, la commune de Fos-sur-Mer et la Métropole Aix-Marseille-Provence, au regard de leurs compétences respectives, les modalités de transfert dans le domaine public, des voies et espaces verts et équipements de viabilité de l'opération "Domaine de Fanfarigoule" et de définir les conditions dans lesquelles ils seront réalisés et réceptionnés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 190-3209/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Fos-sur-Mer transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 255-5072/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation des avenants n° 1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Parcs et Aires de stationnement", "Eau Pluviale", "Services extérieurs défense contre incendie" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Fos-sur-Mer ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au transfert des voies et espaces communs par l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence à la commune de Fos-sur-Mer et à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'opération "Domaine de Fanfarigoule" sur la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 059-6643/19/BM

**■ Sollicitation d'une aide financière auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial pour le co-financement des études portant sur la requalification de la Zone Industrielle des Paluds à Aubagne
MET 19/11979/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires.

Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Pays d'Aubagne et de l'Etoile a engagé depuis 2012 une démarche globale de requalification de la zone des Paluds, zone industrielle qui fêtera ses 50 ans en 2018, intitulé « Les Nouveaux Paluds ».

La ZI des Paluds, initialement à vocation industrielle, connaît depuis des années des mutations de locaux d'activités vers du commerce, compte tenu d'une bonne desserte viaire et de la proximité du centre commercial d'Auchan, préjudiciables pour l'activité économique productive (conflits d'usage, lisibilité des espaces publics...).

Autre constat, la zone est menacée d'obsolescence, les espaces et équipements publics n'étant plus en adéquation avec les usages actuels.

La zone des Paluds reste malgré tout encore très attractive et les demandes d'implantations sont largement supérieures à l'offre foncière et immobilière à vocation économique.

L'objectif principal du projet les « Nouveaux Paluds » est de repositionner la zone des Paluds comme zone d'activité productive d'excellence et de référence au niveau régional.

A ce stade, sur la base d'un diagnostic stratégique et une feuille de route pluriannuelle, le projet est dans sa phase opérationnelle.

Le Plan de prévention des risques inondations approuvé le 24 février 2017 rajoute des contraintes supplémentaires à la requalification de la zone, en termes de constructibilité et d'optimisation foncière.

Le périmètre du projet « Nouveaux Paluds » occupe une superficie de 114,8 ha, 75% est classé en zone rouge du PPRI (aléa fort).

Les objectifs fixés sont :

- Atteindre 65 salariés/ha, soit une progression de 800-900 emplois nouveaux.
- Conforter et pérenniser le caractère d'économie productive.
- Redonner une image qualitative à la zone d'activité.
- Régler les dysfonctionnements liés aux incompatibilités d'usage : commerce, stationnement, déplacements...
- Améliorer le niveau d'équipements et de services pour les entreprises et les salariés.
- Satisfaire aux demandes d'extension et de développement.

Dans cette démarche globale, il est prévu de réaliser une étude de requalification des espaces publics dont les objectifs sont les suivants :

- Approche qualitative, écologique et énergétique dans l'aménagement des espaces et du choix des matériaux.

- Réduction des conflits d'usage sur l'espace public.
- Maillage et création de cheminements doux – développement de la mobilité active.
- Mise en cohérence des usages actuels de la zone et des modes de déplacement.
- Désimperméabilisation des espaces publics et mesures de l'impact sur l'inondabilité de la zone.

Caractère innovant du projet :

La requalification des espaces publics de la zone des Paluds apporte des réponses qualitatives en termes de mobilité, d'aménagement des espaces et in fine en termes de d'emploi et de productivité.

La désimperméabilisation des sols est un enjeu majeur et innovant en termes d'aménagement durable des espaces, d'approche environnementale.

Il s'agit également d'avoir une approche qualitative pour faire des espaces publics le « poumon vert » de la zone d'activité.

L'étude débutera dans le courant du dernier trimestre 2019, le prestataire est en cours de désignation.

Plan de financement des études :

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence (Axe 3 – Développement économique) signé le 16 février 2018 entre la Métropole et le Conseil Régional, susceptible d'apporter sa contribution financière aux études portant sur la requalification de la Zone Industrielle des Paluds à Aubagne.

Le coût prévisionnel des études relatives au projet de requalification de la Zone Industrielle des Paluds à Aubagne est estimé à 125 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de ces études est le suivant, conformément au tableau de financement du Contrat Régional d'Equilibre Territorial :

Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur « CRET de la Métropole Aix-Marseille Provence »	40%	50 000
Métropole Aix-Marseille-Provence	60%	75 000

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 043-2424/17/CM du Conseil Métropole du 13 juillet 2017 portant sur l'approbation du lancement de l'élaboration du Contrat Régional d'Equilibre Territorial avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération n° URB 019-14/12/17 CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, en matière de politique locale de l'habitat, en matière de politique de la ville, en matière de gestion des services d'intérêt collectif, en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie, en matière de développement et aménagement économique, social et culturel,
- La Zone Industrielle des Paluds considérée comme un site économique stratégique de l'Est de la Métropole.
- Les enjeux liés à la gestion de l'eau et du risque inondation sur le territoire métropolitain

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter financièrement la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre des études portant sur la requalification de la Zone Industrielle des Paluds à Aubagne au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET) signé le 16 février 2018 à hauteur d'un montant de 50 000 euros HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous documents nécessaires à la sollicitation d'une demande au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET) signé le 16 février 2018.

Article 3 :

Est approuvé le coût global de cette étude estimé à 125 000 euros HT pour l'année 2019 dont la part d'autofinancement de la Métropole Aix-Marseille-Provence est estimée à 75 000 euros HT.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole, Opération n° 2019000700 -Sous politique C140 – Nature 2031 – Fonction 515.

Les recettes correspondantes seront constatées au budget 2020 et suivant de la Métropole – sous politique C140 - Nature1382 – Fonction 515

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 060-6644/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de services avec la Ville de Marseille pour le suivi opérationnel des opérations et dispositifs propres de la Ville de Marseille dans le domaine d'intervention de l'aménagement
MET 19/12239/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée, depuis le 1^{er} janvier 2016, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM). Dès lors, à compter de cette date et en application de l'article L.5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'ensemble des biens, droits et obligations de l'ex-MPM ont été transférés à la Métropole qui s'est substituée de plein droit à celle-ci dans toutes les délibérations et actes pris antérieurement.

Une convention de gestion entre Ville de Marseille et MPM approuvée conjointement par délibération n°15/1264/EFAG du 16 décembre 2015 et du Conseil de Communauté Urbaine n°FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015, visait à accompagner de manière transitoire l'exercice des compétences relatives à l'Aménagement par la Métropole Aix-Marseille Provence, sur le territoire de la commune de Marseille, et ce, dans l'attente de la mise en place d'une organisation définitive des services opérationnels concernés par la Métropole. Une prorogation d'un an par voie d'avenant a été

approuvée par délibération n°16/1116/EFAG du 05 décembre 2016.

Par délibération n°17/2365/EFAG du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé la première phase du transfert à la Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2018, d'agents de la Ville de Marseille exerçant tout ou partie de leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement.

Par délibération du 25 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé la seconde et ultime phase du transfert des agents de la Ville de Marseille exerçant leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement, vers la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de finaliser l'organisation métropolitaine sur cette compétence.

Initialement, du fait du transfert des agents en charge du suivi des opérations d'aménagement, engagées par la Ville de Marseille et ayant trait à l'ambition métropolitaine, ainsi que des dispositifs relatifs au logement et à l'habitat mis en place par la Ville sur son territoire, il convenait de permettre à ces agents métropolitains de continuer à exercer pour le compte de la Ville les missions dans ces domaines afin de veiller à la continuité de service public.

Désormais, suite à la réorganisation des services de la Ville de la Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de revoir le périmètre de la convention initiale délibérée le 25 juin 2018 par la Ville de Marseille et le 28 juin 2018 par la Métropole et de ce fait d'en approuver l'avenant n°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°URB 018-28/06/18/BM du 28 juin 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de services ci-annexé entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de suivi opérationnel sur des opérations et dispositifs propres et contractualisés de la Ville de Marseille dans le domaine d'intervention lié à l'Aménagement.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 ci-annexé ainsi qu'à prendre toute décision en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 061-6645/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel suite à la résiliation du bail commercial n°10/1072 relatif aux locaux sis 27 Boulevard Joseph Vernet MET 19/12037/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a pris à bail auprès de la société Edissimo des locaux dans un immeuble sis 27 Boulevard Joseph Vernet à Marseille (13008) pour les besoins de ses services.

Le bail a été conclu pour une durée de 9 ans, ayant commencé à courir le 1^{er} avril 2010 et venant à expiration le 31 mars 2019.

Par acte du 30 mai 2018, le bailleur a notifié à la Métropole un congé comportant refus de renouvellement du bail à son échéance.

Après avoir procédé à de nombreuses études et concertations, la Métropole Aix-Marseille Provence s'est rapprochée du bailleur afin de lui faire part de la

nécessité de se maintenir dans une partie des locaux loués pendant une durée qui permettra de trouver une solution immobilière adéquate pour les services qui occupent les locaux.

En conséquence, les parties sont convenues de conclure un protocole transactionnel.

Il concerne :

- Surfaces de bureaux situées au rez-de-chaussée, 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} étage, d'une superficie de 2 640 m² environ (dont 76 m² de quote-part parties communes hall d'entrée et accès étages),
- Surfaces de bureaux et archives, au sous-sol, d'une superficie de 625 m² environ,
- 15 emplacements intérieurs de stationnement – lots n° 45 à 59 du Règlement de Copropriété,
- 53 emplacements extérieurs de stationnement – lots n°88 à 107, 128 à 152, 159 à 163, 171 à 173 du Règlement de Copropriété,
- Mise à disposition de la loge de gardien et de l'emplacement de parking numéro 90 en contrepartie d'une surveillance pendant les heures de services (8h30 – 16h45, 5 jours sur 7) de l'intégralité de l'immeuble, d'un rapport de surveillance régulier à destination de la société gestionnaire du site, ainsi que la présentation et le remisage des bacs roulants d'ordure ménagères.

Les principales conditions du présent protocole sont les suivantes :

Prix :

Les locaux seront occupés par la Métropole selon les conditions financières prévues initialement par le bail.

Durée :

L'occupation des locaux est consentie jusqu'au 30 juin 2020.

A compter du 10 décembre 2019, la Métropole pourra à tout moment quitter les locaux sous réserve qu'elle en informe le bailleur avec un préavis de 21 jours.

Accord transactionnel – renonciation à recours

Le bailleur :

- Renonce expressément au bénéfice du congé comportant refus de renouvellement du bail à son échéance,
- Accepte la prorogation du bail et sa résiliation effective à la date du 30 juin 2020. A compter du 10 décembre 2019, la Métropole pourra à tout moment quitter les locaux sous réserve qu'elle en informe le bailleur avec un préavis de 21 jours.
- Renonce à exiger la remise en état des locaux loués aux termes des relations contractuelles.

En contrepartie, la Métropole :

- Renonce à solliciter l'allocation d'une indemnité d'éviction en exécution du congé délivré par le bailleur,
- Accepte la prorogation du bail et sa résiliation effective à la date du 30 juin 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le bail n° 10/1072 du 1^{er} avril 2010.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le congé donné par le bailleur selon acte extrajudiciaire du 30 mai 2018,
- Les besoins de services et les négociations entreprises.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci-annexé, conclu avec la société EDISSIMO, aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 062-6646/19/BM

**■ Désaffectation et déclassement du domaine public métropolitain de 11 poteaux électriques à Marseille 8ème arrondissement et cession à la société Orange
MET 19/11929/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite aux transferts de compétences prévus par la loi MAPTAM, la Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la distribution publique d'électricité sur le périmètre de la concession de Marseille. A ce titre, elle est propriétaire du patrimoine de cette concession.

La Métropole est aujourd'hui sollicitée pour céder des éléments de ce patrimoine à la société Orange, en l'occurrence 11 poteaux dont le concessionnaire ENEDIS n'a plus l'usage pour le service public de distribution d'électricité.

En 2018, ENEDIS a réalisé des travaux d'enfouissement des réseaux électriques dans le cadre d'un groupement de commandes établi en 2016 entre la Ville de Marseille et la société Enedis. Enedis - coordinateur du groupement – a ainsi été mandaté pour la passation de deux marchés publics de travaux de renouvellement du réseau d'éclairage public de la Ville de Marseille, de création d'un réseau de télécommunication de la Ville de Marseille et de renouvellement du réseau public de distribution d'énergie électrique depuis le Port de l'Escalette jusqu'au Port de Callegongue et le village des Goudes situés sur le territoire de la commune de Marseille.

Dans le cadre de ces travaux, il a été prévu la dépose de poteaux supportant l'alimentation électrique de la zone. Or, parmi ces poteaux, certains supportent également le réseau de télécommunication d'Orange en raccordement aérien pour les habitations ne possédant pas de raccordement souterrain. Ces 11 poteaux ne peuvent pas être supprimés car l'enfouissement du réseau télécom n'est pas possible sur cette portion (les câbles servent à des dessertes individuelles de propriétés privées et sont, dans ce cas, à la charge des propriétaires).

Ainsi, plutôt que de faire supporter le coût de nouveaux poteaux de télécommunication par la société Orange et les propriétaires particuliers ainsi desservis, la société Orange a sollicité la cession de ces 11 poteaux concernés par la Métropole. Cette solution permet également d'éviter de faire supporter le coût de la dépose des poteaux au concessionnaire Enedis.

Après négociation avec la société Orange et sur avis du concessionnaire Enedis ayant ces poteaux en gestion, il est estimé que la valeur vénale des poteaux est non significative et que la cession peut être accordée à l'euro symbolique.

Ainsi, il est proposé de délibérer sur un principe de cession à l'euro symbolique des 11 poteaux à la société Orange.

Pour permettre cette cession, il est nécessaire de délibérer également en vue de constater la désaffectation et de procéder au déclassement des 11 poteaux du domaine public métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant l'organisation de la compétence Energie ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de concession de la distribution publique d'électricité pour la Ville de Marseille, conclu le 21 novembre 1994 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de constater la désaffectation et le déclassement des poteaux électriques en vue de la cession ;
- Qu'en l'absence de cession, il faudrait procéder à la dépose des 11 poteaux concernés et que la société Orange devra poser de nouveaux poteaux dont une partie du coût sera imputée aux propriétaires particuliers desservis par le réseau de télécommunication.

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation des 11 poteaux électriques installés à Marseille 13008, zone des Goudes, identifiés par leurs photos et coordonnées GPS indiquées en annexe 1.

1/ Côté Cap croisette : 3 poteaux côté mer, du premier virage jusqu'au transformateur Enedis.

2/ Rue Pélaprat : 2 poteaux bois : le n°27482 au 8 de la rue et le n°27481 au 4 de la rue.

3/ Boulevard Delabre : 6 poteaux bois :

- au 13 boulevard Delabre numéro 25595
- au 17/19 numéro 25596
- au 25 numéro 25597
- au 35 numéro 42887
- au 77 numéro 27747
- au 79/81 boulevard Delabre

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public des 11 poteaux ainsi identifiés.

Article 3 :

Est approuvé le principe de cession à l'euro symbolique à la société Orange des 11 poteaux identifiés en vue de supporter le réseau de télécommunication dans le secteur des Goudes, à Marseille 8^{ème}.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 063-6647/19/BM

■ Approbation de la charte pour le renouveau de la rue de la République MET 19/12596/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Fort de 200 000 habitants et premier pôle d'emploi de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le centre-ville de Marseille participe directement à son attractivité et constitue un secteur de projets prioritaires.

La stratégie territoriale énoncée dès 2012 dans le Schéma de Cohérence Territoriale de Marseille

Provence Métropole positionne Marseille et son centre comme « cœur du territoire métropolitain », et maillon indispensable sur lequel doit reposer une attractivité élargie. La nécessité d'y envisager les interventions au sein d'un projet urbain global pour l'hypercentre y est clairement mentionnée.

Même si la ville connaît depuis plusieurs années un renouveau indéniable, grâce à ses atouts économiques, touristiques et culturels, relayés par de grands projets de revitalisation urbaine, son centre-ville constitue un des enjeux majeurs pour valoriser à sa pleine mesure son potentiel considérable.

La Métropole dotée de compétences stratégiques au service de son projet, lui permet d'orchestrer les projets transversaux de développement et d'aménagement urbain, dans la plupart de leurs domaines.

Dès le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son *agenda du développement économique*, voté en conseil métropolitain. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

A ce titre, la Métropole a décidé d'accompagner la Ville de Marseille et accélérer la redynamisation commerciale de son centre-ville à travers notamment différents outils de lutte contre la vacance commerciale. En complément à cette démarche de redynamisation des commerces, une stratégie de redynamisation du secteur tertiaire dans le centre-ville de Marseille est également en cours d'élaboration au sein de la Métropole.

Par ailleurs, renforcer l'efficacité de la gestion urbaine de proximité pour améliorer la propreté, l'entretien, la praticabilité et la sécurité des espaces publics, sont autant d'enjeux dans lesquels la Métropole s'est donc engagée à réaliser et coordonner en partenariat avec la ville de Marseille.

Exceptionnelle tant par son architecture haussmannienne que par sa situation en plein centre de Marseille, la rue de la République est également le cœur battant d'une zone touristique visitée par plus de 8 millions de touristes et un million de croisiéristes chaque année.

Désormais, la rue de la République évolue comme le centre-ville, connaissant les mêmes mutations commerciales, urbanistiques et sociologiques, irriguant le quartier en renouveau de La Joliette et le périmètre d'Euroméditerranée.

Insuffler une nouvelle dynamique sur cette artère marseillaise s'inscrit dans une démarche globale consistant à en faire un lieu de destination inséré au

centre-ville de Marseille, pôle économique majeur en devenir de la Métropole Aix-Marseille Provence.

L'objectif est d'agir de concert pour créer un environnement vertueux faisant de la rue un vecteur d'attractivité essentiel, profitable à un centre-ville marseillais concentrant des lieux de destinations attractifs.

Ce projet de dynamisation de la rue s'insère de façon harmonieuse dans une démarche d'attractivité du centre-ville.

La présente charte identifie les axes stratégiques de la démarche de dynamisation de la rue de la République.

Ces axes stratégiques sont déclinés en différentes actions attribuées à l'une ou plusieurs des parties prenantes dont la mise en œuvre insufflera une dynamique nouvelle pour la rue de la République.

C'est pourquoi, la société Primonial Reim, un des principaux propriétaires de la rue de la République a souhaité engager un travail de réflexion avec la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille afin de mettre en commun la coordination des actions entre les différents partenaires aussi bien économiques qu'institutionnels.

Dans cette perspective la Métropole et la Ville de Marseille, chacun selon ses compétences respectives de gestion de l'espace public, se sont mobilisés en collaboration avec Primonial Reim pour élaborer une Charte pour le renouveau de la rue de la République.

Cette charte pourra être élargie à d'autres signataires privés ou publics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 24 septembre 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la charte ci-annexée pour le renouveau de la rue de la République à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette charte et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 064-6648/19/BM

■ Institution du Droit de Prémption Urbain et du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la Ville de Marseille - Abrogation de la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017

URB 064-26/09/19 BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de Plan Local d'Urbanisme.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

Il a été pris acte que les délibérations prises par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avant le 31 décembre 2015, fixant les conditions d'exercice du Droit de Prémption Urbain sur chaque commune de son territoire, sont applicables de plein droit.

Concernant le territoire de la ville de Marseille, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 19 octobre 2017 pour réviser l'exercice et les délégations sur ces Droits de Prémption Urbain

et Droit de Prémption Urbain Renforcé afin de tenir compte des évolutions professionnelles et procédurales.

Par délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré pour déléguer des compétences au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence et notamment en matière d'aménagement, d'urbanisme et de territoire : « *d'instaurer et définir le périmètre de droit de préemption et droits de préemptions renforcés,* ».

Il convient à nouveau, compte tenu des modifications ou suppressions des périmètres d'intervention, de redéfinir les périmètres de Droit de Prémption et Droit de Prémption Renforcé afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites sur le territoire marseillais.

Les délégations globales afférentes à certains périmètres de droit de préemption urbain et droits de préemption urbain renforcés seront définies dans une délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il s'agit :

1- De maintenir et d'actualiser les suppressions des périmètres de Droit de Prémption Urbain Renforcé (DPUR), notamment :

- Le périmètre Mardirossian – 15^{ème} arrondissement
- Le périmètre Copropriété Consolat – 15^{ème} arrondissement

En effet, les périmètres Mardirossian et Copropriété Consolat font parties de la Zone d'Aménagement différé (ZAD) Façade Maritime Nord créée en vertu de l'arrêté préfectoral en date du 05 avril 2016 portant renouvellement et extension de la ZAD et désignant la ville de Marseille comme titulaire du Droit de Prémption.

2- De maintenir et d'actualiser les périmètres de Droit de Prémption Urbain Renforcé (DPUR) toujours en vigueur qui appellent des clarifications ou des ajustements :

A ce titre, une nouvelle convention d'intervention foncière entre l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur (EPF PACA), la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée a été présentée au Bureau communautaire de mai 2019 sur les sites Hoche Versailles et Pottier Fourcroy. Ces périmètres sont intégrés au périmètre « Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD joliette, Ex ZAD St Charles » dont la délégation globale

a été confiée à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée. Il est convenu entre les parties que le Droit de Prémption Urbain Renforcé soit délégué à l'EPF PACA sur les sous-périmètres Hoche Versailles et Pottier Fourcroy et à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée sur le périmètre Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD joliette, Ex ZAD St Charles (excepté les sous-périmètres Hoche Versailles et Pottier Fourcroy.)

3- De créer un nouveau périmètre de droit de préemption urbain renforcé (DPUR) sur l'opération suivante :

- Copropriété Est Marseille – 10^{ème} arrondissement (plan 02 ci-annexé)

Un accord partenarial pour le traitement des copropriétés dégradées de Marseille a été approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017. Cet accord partenarial signé en décembre 2017 entend fédérer l'action publique autour d'une stratégie d'intervention pour traiter le problème complexe des copropriétés et doit permettre de mobiliser des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Cet accord partenarial vise en particulier les grandes copropriétés en déshérence sur le territoire marseillais mais aussi des copropriétés fragiles dont il semble opportun de proposer des actions préventives ou curatives avant leur basculement dans des dysfonctionnements complexes. C'est le cas de la Copropriété Est-Marseillais, située dans le 10^{ème} arrondissement de Marseille, sur laquelle il convient de disposer d'un DPUR pour exercer une veille sur les transactions immobilières mais également pour pouvoir mener le cas échéant une action foncière volontariste.

Cette Copropriété inscrite dans le deuxième cercle de priorité de l'accord partenarial et sous administrateur provisoire, présente aujourd'hui des signes de dégradation qui s'accroissent et appellent une vigilance publique accrue qui motive la création d'un DPUR pour surveiller les mutations et intervenir si nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de prendre en compte les nouveaux paramètres impactant les périmètres de Droit de Préemption Urbain et de Droit de Préemption Urbain Renforcé.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017.

Article 2 :

Est reconduit un Droit de Préemption Urbain (DPU) sur l'ensemble des zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme couvrant le territoire de Marseille.

Le périmètre DE Besson Giraudy - 14ème arrondissement - (plan 24 ci-annexé) et le Périmètre de cohérence de l'Opération Grand Centre-Ville (plan 25 ci-annexé) sont annexés.

Sont supprimés, créés ou maintenus et actualisés les périmètres de DPUR tels que définis aux articles 3, 4 et 5.

L'ensemble des périmètres de DPUR est récolé sur le plan de repérage 00 ci-annexé.

Article 3 :

Sont supprimés les périmètres du droit de préemption urbain renforcé (DPUR) :

- Saint Mauront Est - 3ème arrondissement ;
- Plan de Sauvegarde de la Cité Bellevue - 3ème arrondissement ;
- PRI Panier Vieille Charité - 2ème arrondissement ;
- PRI Centre-Ville - 1er arrondissement ;
- Plan Canebière - 1er arrondissement ;
- Mardirossian - 15ème arrondissement ;
- Copropriété Consolat - 15ème arrondissement.

Article 4 :

Sont maintenus et actualisés les périmètres du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) :

- La Savine (anciennement dénommé "Quartier de la Savine") - 15ème arrondissement - (plan 01 ci-annexé) ;
- Centre commercial les Cèdres (anciennement dénommé "Le Centre Commercial Les Cèdres - parcelle cadastrée "Malpassé" Section L 35") - 13ème arrondissement - (plan 03 ci-annexé) ;
- Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD joliette, Ex ZAD St Charles - 2ème et 3ème arrondissement (plan 05 ci-annexé) ;
- ZAC du Rouet - 8ème arrondissement - (plan 08 ci-annexé) ;
- Concession d'aménagement de la Capelette (anciennement dénommée "Convention publique d'aménagement de la Capelette") - 9ème et 10ème arrondissements - (plan 09 ci-annexé) ;
- Parc Kallisté (anciennement dénommé "Opération d'aménagement Parc Kallisté") - 15ème arrondissement - (plan 10 ci-annexé) ;
- Résidence Le Mail (anciennement dénommé "Plan de Sauvegarde Mail") - 14ème arrondissement - (plan 14 ci-annexé) ;
- Le bâtiment G de la résidence Le Mail - 14ème arrondissement - (plan 15 ci-annexé) ;
- Copropriété Les Rosiers (anciennement dénommé "Plan de Sauvegarde Groupe d'Habitations Les Rosiers") - 14ème arrondissement - (plan 18 ci-annexé).
- Saint Mauront - 3ème arrondissement - (plan 04 ci-annexé) ;
- Ilot Flammarion - 4ème arrondissement - (plan 06 ci-annexé) ;
- Centre-Ville - 1er et 2ème arrondissements - (plan 07 ci-annexé) ;
- Copropriété La Granière - 15ème arrondissement - (plan 11 ci-annexé) ;
- Copropriété La Maurelette - 15ème arrondissement - (plan 12 ci-annexé) ;
- Copropriété Les Gardians - 14ème arrondissement - (plan 13ci-annexé) ;
- Copropriété Parc de la Rose - 13ème arrondissement - (plan 16 ci-annexé) ;

- Copropriété Parc Corot - 13^{ème} arrondissement - (plan 17 ci-annexé).

Article 5 :

Est créé le périmètre de Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) :

- Copropriété Est Marseillais - 10^{ème} arrondissement (plan 02 ci-annexé).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Développement
 territorial, logement, centres
 anciens, contrat de ville"**

DEVT 001-6649/19/BM

■ Approbation de l'avenant 1 à la convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain - OPAH RU transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne - Marseille centre
 MET 19/12049/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 27 décembre 2017 en partenariat avec l'Etat, l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine, et la Ville de Marseille un protocole de préfiguration du nouveau programme nationale de rénovation urbaine pour Marseille ainsi qu'un accord partenarial pour une stratégie de traitement des copropriétés dégradées et un troisième protocole de lutte contre l'habitat indigne, dont l'un des objectifs majeurs est le traitement de 10 000 logements privés dégradés de Marseille.

Le drame de l'effondrement d'un immeuble d'habitation privé rue d'Aubagne le 5 novembre 2018 et l'ampleur de ses répercussions ont signifié l'urgence à agir et imposent d'accélérer les politiques publiques pour remédier aux phénomènes de dégradation du bâti privé ancien.

L'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) en son conseil d'administration du 28 novembre 2018 a approuvé des dispositions exceptionnelles pour Marseille afin d'aider les collectivités par un dispositif dérogatoire de subventions à l'ingénierie nécessaire à l'accompagnement des propriétaires et copropriétaires à la réalisation de travaux urgents, notamment à travers un cadre conventionnel partenarial d'une Opération d'Amélioration de l'Habitat simplifiée pour en accélérer l'entrée en vigueur.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé simultanément lors du Conseil du 13 décembre 2018 une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé pour mettre en place rapidement des outils plus efficaces dotés de moyens augmentés, et les modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée.

La mise au point entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Anah, l'Etat et la Ville de Marseille du contenu et du périmètre de l'Opération d'Amélioration de l'Habitat simplifiée a conduit à la conclusion de la convention triennale d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » sur un périmètre de 1000 hectares, des 1^{er} aux 7^e arrondissement de la ville.

Si au moment de la rédaction de la convention de programme, la majorité des arrêtés d'évacuation et de périls produits par la Ville de Marseille frappaient en effet des immeubles des quartiers centraux de Marseille, suite à de nombreux signalements, des immeubles ayant les mêmes caractéristiques se sont vu frappés d'arrêtés péril et d'évacuation en dehors du périmètre opérationnel initial : de ce fait, ces immeubles ne peuvent pas bénéficier des aides exceptionnelles de cette OPAH-RU.

Compte tenu que cette OPAH à caractère exceptionnel et transitoire vise à remédier aux situations d'urgence et tient davantage en cela d'une opération thématique de type opération d'amélioration de l'habitat dégradé, que d'une opération géographique, il est proposé d'étendre le périmètre opérationnel contractuel à l'ensemble du territoire municipal.

La cible prioritaire de ce dispositif est constituée par les copropriétés fragiles et dégradées relevant du Plan Initiative Copropriété avec l'avantage de pouvoir mobiliser des subventions au syndicat de copropriété pour des travaux urgents. Pour autant les subventions au logement font également partie de ses objectifs, qu'il s'agisse de subventionner des logements indignes ou insalubres en accompagnement du programme de travaux en parties communes pour permettre un retour des occupants dans un immeuble sûr et décent, ou qu'il s'agisse de propriétaire unique ou de copropriétés inéligibles au régime de subvention au syndicat : les travaux de structures feront l'objet de demande de subvention au logement dans les conditions de droit commun – plafond de revenu ou conventionnement du loyer.

Ainsi il est proposé d'approuver l'avenant à la convention partenariale élargissant la portée opérationnelle de l'OPAH RU à l'ensemble de la commune de Marseille, en ciblant les immeubles frappés d'arrêtés d'évacuation, de péril, d'insalubrité,

ou les immeubles dont les diagnostics montrent des situations similaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles R.327-1, L.321-1 et suivants, R.321-1 et suivants ;
- Le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- La circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention de délégation de compétence du 20 juillet 2017 conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'État, en application de l'article L. 301-5-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, ainsi que la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé conclue entre Aix Marseille Provence et l'Anah ;
- La délibération 2018-41 du Conseil d'Administration de l'Agence Nationale de l'Habitat du 28 novembre 2018 ;
- La délibération DEVT 012-5206/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération DEVT 013-5207/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant, les modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement Urbain simplifiée ;
- La décision n° 19/172/D du 1^{er} mars 2019 approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » entre l'Agence Nationale de l'Habitat, l'Etat, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la

période 2019-2021 et dûment notifiée aux partenaires signataires le 6 mai 2019 ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la mise au point entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Anah, l'Etat et la Ville de Marseille de la convention triennale d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » nécessite un réajustement en étendant son périmètre d'intervention à toute la Ville de Marseille ;
- Que la convention précise les modalités d'engagement et de versement des subventions de l'Anah et de la Métropole prioritairement pour les travaux urgents sur des immeubles dégradés objet d'interventions pour permettre le maintien des occupants ou le retour des ménages évacués, ainsi que le financement de l'ingénierie nécessaire à la définition des travaux, l'accompagnement à leur réalisation ainsi que la coordination et le pilotage public ;
- Que la convention constitue le cadre obligatoire pour pouvoir mobiliser l'ensemble des aides publiques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » étendant la portée opérationnelle du dispositif ciblé à l'ensemble du territoire marseillais.
L'opération prend le nom d'OPAH RU transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-6650/19/BM

■ Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention pour le ravalement des façades après mise en sécurité - Approbation d'une convention avec le Syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille MET 19/11847/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, a été approuvé un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille, dont la résidence Plombières située dans le quartier Saint-Mauront (3^{ème} arrondissement) entre l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Etablissement Public Foncier Régional, la Caisse des dépôts et Consignations, l'Etablissement Public Euroméditerranée, l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement.

Par délibération DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, ont été approuvées la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées (OPAH CD) dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage sur la résidence Plombières, située à Marseille, quartier Saint-Mauront (3^{ème} arrondissement) ainsi que la convention d'OPAH Copropriété de la « Résidence Plombières » établissant les objectifs et les conditions du partenariat.

Parmi les objectifs de l'OPAH CD figure la réalisation de travaux sur les parties communes.

Par la délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, a été approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, qui concerne le quartier Saint-Mauront.

Par délibération DEVT 003-4209/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, a été approuvée une convention de financement de mise en sécurité des façades de la résidence Plombières. Ces travaux de

phase 1 sont en cours et doivent s'achever fin 2019. Ils comprennent :

- le traitement des fissures,
- la restructuration des maçonneries dégradées,
- le scellement des garde-corps défaillants,
- le revêtement de façade de mise en sécurité.

Il convient de pérenniser ces travaux de mise en sécurité des façades par un ravalement de ces dernières. La copropriété « Résidence Plombières » a voté cette deuxième phase de travaux lors d'une assemblée générale spéciale du 20 juin 2017, en cohérence avec les objectifs de l'OPAH Copropriété rappelés ci-dessus. Ces travaux comprennent :

- les travaux préparatoires,
- la préparation des fonds,
- le remplacement des garde-corps,
- les revêtements de façade,
- les remises en peinture.

Cette deuxième phase de travaux de façade étant éligible aux aides prévues par les partenaires dans la convention d'OPAH, il convient de définir par convention le montant et les modalités de versement de ces aides.

Le coût prévisionnel des travaux de ravalement de façade est de 1 427 053,20 euros TTC.

Ce montant comprend le montant des travaux eux-mêmes (1 317 088,80 euros TTC), les honoraires de maîtrise d'œuvre d'exécution (65 854,14 euros TTC), les honoraires de mission Sécurité et Protection de la Santé (SPS) et contrôle technique (28 736,35 euros TTC) et les honoraires du syndic de copropriété pour le suivi administratif et financier des travaux (15 374,01 euros TTC).

En application de l'article 5 de la convention OPAH – Copropriété « Résidence Plombières », le montant des aides à attribuer au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux se répartit comme suit :

- ANAH : 50% du montant HT des travaux et honoraires éligibles aux aides de l'ANAH ;
- Métropole : 20% du montant HT des travaux et honoraires éligibles aux aides de l'ANAH ;
- Région SUD PACA : 10% du montant HT des travaux et honoraires éligibles, correspondant à 50% du montant attribué par la Métropole ;
- Département des Bouches-du-Rhône : la moitié du solde (après l'aide de l'ANAH, de la Métropole et de la Région) du montant HT des travaux et honoraires éligibles ;
- Ville de Marseille : la moitié du solde (après l'aide de l'ANAH, de la Métropole et de la Région) du montant HT des travaux et honoraires éligibles.

Sur la base de ces règles de financement et considérant la base subventionnable en HT, soit 1 267 638 euros HT, excluant les honoraires du syndic et l'assurance dommage ouvrage, les montants prévisionnels des parties à la présente convention sont répartis comme suit :

Parties	Financements prévisionnels (en HT)
ANAH	693 276 euros
Ville de Marseille	27 888 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	253 528 euros
Région SUD PACA	126 764 euros
Département des Bouches-du-Rhône	27 888 euros

En application de la convention OPAH précitée (articles 5.4.3 et 5.5.3) et de la convention de financement entre la Région et la Métropole approuvée par délibération n° DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole s'est engagée à préfinancer les aides du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur auprès du Syndicat des copropriétaires.

La Métropole et la Ville de Marseille ayant souhaité conclure une convention commune avec le Syndicat des copropriétaires pour le financement de ces travaux, l'objectif de la convention à approuver est :

- d'une part, de fixer la participation financière de la Métropole et de la Ville de Marseille,
- d'autre part, d'organiser la gestion des financements de l'ensemble des partenaires financeurs signataires (Métropole et Ville de Marseille),
- et en dernier lieu, de fixer le montant des financements avancés par la Métropole au nom et pour le compte de la Région PACA (126 764 euros HT) et du Département (27 888 euros HT).

Les modalités de ces versements sont définies dans la convention de financement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, relative à l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels ;
- La délibération DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières à Marseille 3^{ème} arrondissement avec l'ANAH, l'Etat, la Région, la Ville de Marseille et le Département ;
- La convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières à Marseille 3^{ème} arrondissement avec l'ANAH, l'Etat, la Région, la Ville de Marseille et le Département ;
- La convention de financement entre la Métropole et la Région précisant les modalités d'avance de la Métropole à la Région, approuvée par délibération DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 ;
- La délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022 ;

- La délibération DEVT 003-4209/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 attribuant une subvention au Syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades et approuvant une convention de financement et d'utilisation des aides avec le syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille ;
- Le procès-verbal de l'assemblée générale spéciale du Syndicat de copropriétaires du 20 juin 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre d'un accord partenarial pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- Que la résidence Plombières est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés de la Ville de Marseille comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- Que la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH copropriété) dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage sur la résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement ainsi que la convention d'OPAH Copropriété correspondante ont été approuvées par délibération DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 ;
- Que, par délibération DEVT 001-2082/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, a été approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022 ;
- Que par délibération DEVT 003-4209/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, ont été approuvées l'attribution par la Métropole d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades et la convention de financement et d'utilisation des aides avec le Syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille ;

- Qu'il convient de pérenniser, dans une phase 2, ces travaux de mise en sécurité des façades de la Résidence Plombières par un ravalement de celles-ci ;
- Qu'il convient d'approuver l'attribution par la Métropole d'une subvention de 253 528 euros au Syndicat des copropriétaires de la Résidence Plombières pour la réalisation de ces travaux, ainsi que le préfinancement par la Métropole des aides régionales et départementales ;
- Qu'il convient d'approuver la convention ci-annexée, avec le Syndicat de copropriétaires de la Résidence Plombières et la Ville de Marseille, de financement de ces travaux .

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 253 528 euros au Syndicat des copropriétaires de la Résidence Plombières pour la réalisation des travaux de façades phase 2 de la résidence, sise à Marseille, quartier Saint-Mauront (3ème arrondissement), dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété « Résidence Plombières » (OPAH copropriété).

Article 2 :

Est approuvé, conformément à la convention OPAH copropriété « Résidence Plombières », le préfinancement par la Métropole des aides départementales à hauteur de 27 888 euros HT.

Article 3 :

Est approuvé, conformément à la convention OPAH copropriété « Résidence Plombières », le préfinancement par la Métropole des aides régionales à hauteur de 126 764 euros HT.

Article 4 :

Est approuvée la convention ci-annexée, avec le Syndicat de copropriétaires de la Résidence Plombières et la Ville de Marseille, de financement des travaux de façades phase 2 dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriété (OPAH Copropriété) sur la résidence Plombières à Marseille 3^{ème} arrondissement, précisant les modalités de versement des aides de la Métropole et de la Ville de Marseille.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires afférents.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 – Opération 2016103800 – Sous-politique E110 – Fonction 52 – Nature 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-6651/19/BM

■ Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3^{ème} arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété pour le ravalement des façades après mise en sécurité MET 19/11848/BM

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, a été approuvé un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille, dont la résidence Plombières située dans le quartier Saint-Mauront (3^{ème} arrondissement) entre l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Etablissement Public Foncier régional, la Caisse des dépôts et consignations, l'Etablissement Public Euroméditerranée, l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise et l'Agence départementale d'information sur le logement.

Par délibération DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, ont été approuvées la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH copropriété) dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage sur la « Résidence Plombières », située à Marseille, quartier Saint-Mauront (3^{ème} arrondissement) ainsi que la convention d'OPAH établissant les objectifs et les conditions du partenariat.

Cette résidence, aux coûts de fonctionnement élevés, est implantée dans un des quartiers les plus défavorisés de Marseille, dans un environnement urbain en forte mutation dans le cadre d'un PRU (QPV d'intérêt National centre-ville/Canet/Arnavaux/Jean-Jaurès).

Parmi les objectifs de l'OPAH copropriété figure la réalisation de travaux sur les parties communes.

Par la délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, a été approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, qui concerne le quartier Saint-Mauront.

Par délibération DEVT 003-4209/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, a été approuvée une convention de financement pour une première phase

de travaux de mise en sécurité des façades de la résidence Plombières. Ces travaux de phase 1 sont en cours et doivent s'achever fin 2019. Ils comprennent :

- le traitement des fissures,
- la restructuration des maçonneries dégradées,
- le scellement des garde-corps défaillants,
- le revêtement de façade de mise en sécurité.

Il convient de pérenniser ces premiers travaux par un ravalement des façades. La copropriété « Résidence Plombières » a voté cette deuxième phase de travaux de ravalement des façades lors d'une assemblée générale spéciale du 20 juin 2017, en cohérence avec les objectifs de l'OPAH copropriété rappelés ci-dessus.

Ces travaux comprennent :

- les travaux préparatoires,
- la préparation des fonds,
- le remplacement des garde-corps,
- les revêtements de façade,
- les remises en peinture.

Cette deuxième phase de travaux de façade étant éligible aux aides prévues par les partenaires dans la convention d'OPAH, le montant et les modalités de versement de ces aides sont définis par une convention de financement entre la Métropole, la Ville de Marseille et le syndicat des copropriétaires de la Résidence Plombières, approuvée par délibération concomitante du Bureau de la Métropole.

Le coût prévisionnel des travaux de ravalement de façade est de 1 427 053,20 euros TTC.

Ce montant comprend le montant des travaux eux-mêmes (1 317 088,80 euros TTC), les honoraires de maîtrise d'œuvre d'exécution (65 854,14 euros TTC), les honoraires de mission Sécurité et Protection de la Santé (SPS) et contrôle technique (28 736,35 euros TTC) et les honoraires du syndic de copropriété pour le suivi administratif et financier des travaux (15 374,01 euros TTC).

En application de l'article 5 de la convention OPAH – Copropriété « Résidence Plombières », le montant des aides à attribuer au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux se répartit comme suit :

- ANAH : 50% du montant HT des travaux et honoraires éligibles aux aides de l'ANAH ;
- Métropole : 20% du montant HT des travaux et honoraires éligibles aux aides de l'ANAH ;
- Région SUD PACA : 10% du montant HT des travaux et honoraires éligibles, correspondant à 50% du montant attribué par la Métropole ;

- Département des Bouches-du-Rhône : la moitié du solde (après l'aide de l'ANAH, de la Métropole et de la Région) du montant HT des travaux et honoraires éligibles ;
- Ville de Marseille : la moitié du solde (après l'aide de l'ANAH, de la Métropole et de la Région) du montant HT des travaux et honoraires éligibles.

Sur la base de ces règles de financement et considérant la base subventionnable en HT, soit 1 267 638 euros HT, excluant les honoraires du syndic et l'assurance dommage ouvrage, les montants prévisionnels des parties à la présente convention sont répartis comme suit :

ANAH	693 276 euros
Ville de Marseille	27 888 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	253 528 euros
Région SUD PACA	126 764 euros
Département des Bouches-du-Rhône	27 888 euros

En application de la convention OPAH précitée (articles 5.4.3 et 5.5.3) et de la convention de financement entre la Région et la Métropole approuvée par délibération n° DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole s'est engagée à préfinancer les aides du Département des Bouches du Rhône et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur auprès du Syndicat des copropriétaires.

Afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux et à leur poursuite, il est proposé que la SACICAP Midi-Méditerranée et la SACICAP de Provence assurent conjointement le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées dans le cadre des travaux de façades phase 2 sur la copropriété « Résidence Plombières ».

En effet, aux termes des articles L. 215-1 à L. 215-8 du Code de la Construction et de l'Habitation définissant le statut des SACICAP, et plus particulièrement de l'article L. 215-7, l'Union d'Économie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP) représente les intérêts communs des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP), notamment auprès des pouvoirs publics. À ce titre, elle passe toutes conventions avec l'État ou des organismes publics et parapublics définissant les objectifs et les conditions d'exercice de l'activité des SACICAP pour l'accession à la propriété.

Composé de 52 SACICAP, le réseau PROCIVIS s'est engagé par convention conclue avec l'État le 19 juin 2018 pour une durée de cinq ans dans le financement de la rénovation du parc privé de logements et s'inscrit dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.

Cet engagement prend notamment la forme d'un préfinancement des subventions de l'ANAH et des collectivités et EPCI partenaires aux syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux de rénovation dans les copropriétés fragiles et en difficulté.

Le préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétaires.

Il convient donc d'approuver la convention de préfinancement des subventions publiques entre la Métropole, la Ville de Marseille, l'ANAH, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et le syndicat des copropriétaires ou son représentant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, relative à l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de

l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels ;

- La délibération DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières à Marseille 3^{ème} arrondissement avec l'ANAH, l'Etat, la Région, la Ville de Marseille et le Département ;
- La convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières à Marseille 3^{ème} arrondissement avec l'ANAH, l'Etat, la Région, la Ville de Marseille et le Département ;
- La convention de financement entre la Métropole et la Région précisant les modalités d'avance de la Métropole à la Région, approuvée par délibération DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 ;
- La délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022,
- La délibération DEVT 003-4209/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 attribuant une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades et approuvant une convention de financement et d'utilisation des aides avec le syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille ;
- Le procès-verbal de l'assemblée générale spéciale du syndicat de copropriétaires du 20 juin 2017 ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 attribuant une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de phase 2 sur les façades de la résidence Plombières et approuvant une convention de financement et d'utilisation des aides avec le Syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre de l'accord partenarial, approuvé par délibération DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- Que la « Résidence Plombières » est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés de la Ville de Marseille comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- Que la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH copropriété) dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage sur la résidence Plombières à Marseille 3^{ème} arrondissement ainsi que la convention d'OPAH copropriété correspondante ont été approuvées par délibération DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 ;
- Que, par délibération DEVT 001-2082/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, a été approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022 ;
- Que par délibération DEVT 003-4209/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, ont été approuvées l'attribution par la Métropole d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades et la convention de financement et d'utilisation des aides avec le syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille ;
- Qu'il convient de pérenniser, dans une phase 2, ces travaux de mise en sécurité des façades de la Résidence Plombières par un ravalement de celles-ci ;
- Que par délibération du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019, ont été approuvées l'attribution par la Métropole d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux, le préfinancement par la Métropole des aides régionales et départementales et la convention de financement et d'utilisation des aides avec le syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille ;
- Qu'afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux et à leur poursuite, il est proposé que la SACICAP Midi-Méditerranée et la SACICAP de Provence assurent conjointement, sur le fondement des dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation, le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées dans le cadre des

travaux de façades phase 2 sur la copropriété « Résidence Plombières ».

- Que ce préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétaires ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de préfinancement des subventions publiques entre la Métropole, la Ville de Marseille, l'ANAH, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et le syndicat des copropriétaires ou son représentant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de préfinancement des travaux de façades phase 2 pour la résidence Plombières, située à Marseille, quartier Saint-Mauront (3^{ème} arrondissement), entre la Métropole, la Ville de Marseille, l'ANAH, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et le syndicat des copropriétaires ou son représentant.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence – Opération 2016103800 – Sous-politique E110 – Fonction 52 – Nature 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-6652/19/BM

■ Résidence du "Parc Bellevue" à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention aux Syndicats des copropriétaires pour la réalisation d'études et diagnostics avant travaux d'urgence portant sur les bâtiments E et FGH- Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec chaque Syndicat des copropriétaires pour le bâtiment E et les bâtiments FGH

MET 19/11854/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La résidence du « Parc Bellevue », situé 143 rue Félix Pyat – 13003 Marseille, est aujourd'hui un ensemble de 10 immeubles totalisant 686 logements ayant fait l'objet d'interventions publiques depuis plus de 20 ans, notamment deux Plans De Sauvegarde (PDS) sur les périodes 2000 à 2005 et 2007 à 2012.

Cependant, si ces deux premiers PDS ont abouti à la restructuration urbaine de la copropriété, avec démolition des bâtiments A3, A8, A9 et C13, pour favoriser sa requalification et la redistribution du patrimoine, ils n'ont permis de traiter que très partiellement les petits bâtiments D, E, F, G et H (276 logements).

A la demande du Maire de Marseille, le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté en date du 24 octobre 2014 portant création de la commission chargée de l'élaboration du troisième PDS sur les bâtiments D, E, F, G et H.

La première Commission d'élaboration du PDS s'est tenue le 17 novembre 2016, avec pour objet principal d'en préciser l'organisation. Pour mémoire, le maître d'ouvrage, porteur de projet de cette phase d'élaboration, est la Métropole, et le maître d'ouvrage délégué est le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment la résidence du « Parc Bellevue » comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

La résidence du « Parc Bellevue » est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte, ces sites font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux d'urgence.

Lors de la deuxième commission de la phase d'élaboration du troisième PDS qui s'est déroulée le 12 mars 2019, ont été validés les travaux d'urgence qui consistent à remplacer les réseaux d'eaux usées des bâtiments D, E, F, G et H ainsi que le financement de l'intégralité du coût des travaux par l'ANAH et la Métropole. Aucun reste à charge n'est ainsi supporté par les syndicats de copropriété des bâtiments concernés. Compte tenu des incertitudes liées à la présence d'amiante, la commission a également validé le lancement des diagnostics et études avant travaux d'urgence pour affiner le coût des travaux.

Les travaux d'urgence en prévision pour les bâtiments E sont les suivants :

- Bilan, nettoyage et état des lieux des caves ;
- Isolation thermique des planchers hauts des caves ;

- Remplacement des colonnes verticales d'eaux usées et d'eaux vannes ;
- Remplacement du collecteur d'eau usées/eaux vannes dans les caves par 2 réseaux séparatifs.

Les travaux d'urgence en prévision sur les bâtiments F, G et H sont les suivants :

- Reprise de l'étanchéité et mise en place d'un complexe d'isolation de la toiture (y compris réhausse des acrotères pour mise en place de relevés d'échantéité selon les règles de l'Art et dépose et repose des projecteurs et organes techniques sur les acrotères) ;
- Bilan, nettoyage et état des lieux des caves (une part est occupée plus ou moins légitimement par les commerçants) ;
- Remplacement des colonnes verticales d'eaux usées et d'eaux vannes ;
- Remplacement du collecteur d'eau usées/eaux vannes dans les caves par 2 réseaux séparatifs ;
- Mise en sécurité des fixations et reprise des gardes corps en péril.

Chaque programme pourra faire l'objet de modification à l'issue des diagnostics et études préalables.

Le financement de ces diagnostics et études fait l'objet de chacune des deux conventions jointes en annexes, portant sur les copropriétés des bâtiments E, d'une part et F, G, et H d'autre part.

Le 24 novembre 2015, par ordonnance de remplacement d'expert du Tribunal de Grande Instance de Marseille, Nicolas RASTIT a été désigné administrateur provisoire sur les copropriétés des bâtiments E et F, G, et H. Les pouvoirs de l'administrateur provisoire avaient été élargis à tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale des copropriétaires à l'exception de ceux prévus au a) et b) de l'article 26, et du conseil syndical, conformément aux dispositions de l'article 29-1 alinéa 2 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

Pour ces copropriétés sous administration, l'administrateur provisoire a adopté le programme d'études et diagnostics avant travaux, son enveloppe financière et son mode de financement.

Le montant maximal des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l'Anah sont définies dans le tableau ci-après :

	Bât E	Bât F, G et H	Total en euros	Pourcentage
ANAH	29 340	89 790	119 130	82.5%
MAMP	6 220	19 035	25 255	17.5%
Total en euros	35 560 euros TTC	108 825 euros TTC	144 385 euros TTC	100%

Dans le cadre du plan « Initiative copropriétés », les diagnostics et études avant travaux d'urgence pour les bâtiments E, F, G, et H du Parc Bellevue sont financés par l'ANAH à hauteur de 100 % du montant hors taxes des honoraires techniques.

La participation de la Métropole complète le financement de l'Anah en prenant en compte le coût total des honoraires techniques toutes taxes comprises.

Il convient donc de conclure deux conventions entre la Métropole et les Syndicats des copropriétaires du « Parc Bellevue » pour le bâtiment E d'une part, et pour les bâtiments F, G, et H d'autre part. Ces conventions ont pour objet le financement des diagnostics et études avant travaux d'urgence sur les parties communes de ces bâtiments et définit les modalités de versement des subventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 001-2799/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renovation Urbaine (NPNRU), signé le 21 décembre 2017 par la Métropole ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017, relative à l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels ;

- Le relevé de décisions de la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde, du 12 mars 2019, validant le programme de travaux d'urgence sur le « Parc Bellevue », les études et diagnostics avant travaux d'urgence et leur mode de financement ;
- Le procès-verbal de décision de l'administrateur provisoire du 3 juillet 2019 ;
- La délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre de l'accord partenarial approuvé par délibération n°DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- Que la résidence du « Parc Bellevue » est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- Que la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde a validé le programme de travaux d'urgence sur le parc Bellevue, les études et diagnostics avant travaux d'urgence, leur estimation financière et leur mode de financement en date du 12 mars 2019 ;
- Que l'administrateur provisoire a adopté le programme d'études et diagnostics avant travaux, son enveloppe financière et son mode de financement sur les bâtiments E et FGH ;
- Que l'administrateur provisoire a sollicité l'aide financière de la Métropole pour la réalisation des études et diagnostics avant travaux d'urgence sur les bâtiments E et FGH du Parc Bellevue ;
- Qu'il convient d'approuver le montant de l'aide accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux syndicats des

copropriétaires pour la réalisation des études et diagnostics avant travaux d'urgence ;

- Qu'il convient d'approuver la convention de financement à intervenir entre la Métropole d'une part, et le Syndicat des copropriétaires du bâtiment E d'autre part ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de financement à intervenir entre la Métropole d'une part, et le Syndicat des copropriétaires des bâtiments FGH d'autre part.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la subvention pour un montant de 6 220,00 euros au syndicat des copropriétaires de la résidence du Parc Bellevue – bâtiment E (Marseille 3^{ème} arrondissement, 143 rue Félix Pyat) pour la réalisation des études et diagnostics avant travaux d'urgence.

Article 2 :

Est approuvée la subvention pour un montant de 19 035,00 euros au syndicat des copropriétaires de la résidence du Parc Bellevue – bâtiments F, G et H (Marseille 3^{ème} arrondissement, 143 rue Félix Pyat) pour la réalisation des études et diagnostics avant travaux d'urgence.

Article 3 :

Est approuvée la convention de financement ci-annexée précisant les modalités de versement de l'aide accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au bénéfice du syndicat des copropriétaires chargé de la gestion du bâtiment E de la Résidence « Parc Bellevue » 143 rue Félix Pyat – 13003 Marseille

Article 4 :

Est approuvée la convention de financement ci-annexée précisant les modalités de versement de l'aide accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au bénéfice du syndicat des copropriétaires chargé de la gestion des bâtiments FGH de la Résidence « Parc Bellevue » 143 rue Félix Pyat – 13003 Marseille.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tous les documents nécessaires afférents.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 – Opération 2016103805 – Sous-politique E110 – Fonction 52 – Nature 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-6653/19/BM

■ Résidence du "Parc Bellevue" à Marseille 3ème arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement MET 19/11855/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La résidence du « Parc Bellevue », situé 143 rue Félix Pyat, 13003 Marseille est aujourd'hui un ensemble de 10 immeubles totalisant 686 logements ayant fait l'objet d'interventions publiques depuis plus de 20 ans, notamment deux plans de sauvegarde (PDS) sur les périodes 2000-2005 et 2007-2012.

Cependant, si ces deux premiers PDS ont abouti à la restructuration urbaine de la copropriété, avec démolition des bâtiments A3, A8, A9 et C13 pour favoriser sa requalification et la redistribution du patrimoine, ils n'ont permis de traiter que très partiellement les petits bâtiments D, E, F, G et H (276 logements).

A la demande du Maire de Marseille, le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté le 24 octobre 2014 portant création de la commission chargée de l'élaboration du troisième PDS sur les bâtiments D, E, F, G et H.

La première Commission d'élaboration du PDS s'est tenue le 17 novembre 2016, avec pour objet principal d'en préciser l'organisation. Pour mémoire, le maître d'ouvrage, porteur de projet de cette phase d'élaboration, est la Métropole, et le maître d'ouvrage délégué est le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés

dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Bellevue comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

La résidence du « Parc Bellevue » est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte ils font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux d'urgence.

Lors de la deuxième commission de la phase d'élaboration du troisième PDS qui s'est déroulée le 12 mars 2019, ont été validés les travaux d'urgence qui consistent à remplacer les réseaux d'eaux usées des bâtiments D, E, F, G et H ainsi que le financement de l'intégralité du coût des travaux par l'ANAH et la Métropole. Aucun reste à charge n'est ainsi supporté par les syndicats de copropriété des bâtiments concernés.

Compte tenu des incertitudes liées à la présence d'amiante, la commission a également validé le lancement des diagnostics et études avant travaux d'urgence pour affiner le coût des travaux.

Par délibération concomitante, sont approuvées les conventions de financement concernant d'une part les études et diagnostics du bâtiment E, et d'autre part, les études et diagnostics concernant les bâtiments F, G et H avec le représentant des syndicats de copropriété ayant pour objet de définir le montant et les modalités de versement de ces aides pour réaliser ces diagnostics et études avant travaux d'urgence.

Le montant maximal des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l'ANAH sont définies dans le tableau ci-après :

	Bât E	Bât F, G et H	Total en euros	Pourcentage
ANAH	29 340	89 790	119 130	82.5%
MAMP	6 220	19 035	25 255	17.5%
Total en euros	35 560 euros TTC	108 825 euros TTC	144 385 euros TTC	100%

Ces financements couvrent 100% du montant TTC des études et diagnostics avant travaux d'urgence, y compris les honoraires techniques.

La gestion des financements et les modalités de versement des subventions sont définies dans chaque convention de financement citée supra.

Afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage diagnostics et études et à leur poursuite, il

est proposé que la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété de Provence (SACICAP de Provence), en sa qualité de mandataire des SACICAP partenaires, assure le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées dans le cadre des diagnostics et études avant travaux d'urgence sur la copropriété du Parc Bellevue du bâtiment E et des bâtiments F, G et H.

En effet, aux termes des articles L. 215-1 à L. 215-8 du Code de la Construction et de l'Habitation définissant

le statut des SACICAP, et plus particulièrement de l'article L. 215-7, l'Union d'Économie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP) représente les intérêts communs des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP), notamment auprès des pouvoirs publics. À ce titre, elle passe toutes conventions avec l'État ou des organismes publics et parapublics définissant les objectifs et les conditions d'exercice de l'activité des SACICAP pour l'accession à la propriété.

Composé de 52 SACICAP, le réseau PROCIVIS s'est engagé par convention conclue avec l'État le 19 juin 2018 pour une durée de cinq ans dans le financement de la rénovation du parc privé de logements et s'inscrit dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.

Cet engagement prend notamment la forme d'un préfinancement des subventions de l'ANAH et des collectivités et EPCI partenaires au bénéfice des syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux de rénovation dans les copropriétés fragiles et en difficulté.

Le préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétaires.

Au fur et à mesure de l'avancement des études et diagnostics justifiant le versement de la subvention de la Métropole, celle-ci versera les fonds directement à la SSACICAP de Provence, conformément aux dispositions de la convention de financement conclue concomitamment.

Il convient donc d'approuver les conventions de préfinancement des subventions publiques entre la Métropole, l'ANAH, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et chaque Syndicat des copropriétaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), signé le 21 décembre 2017 par la Métropole ;

- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017, relatif à l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels ;
- La délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022 ;
- Relevé de décisions de la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde, du 12 mars 2019, validant le programme de travaux d'urgence sur le « Parc Bellevue », les études et diagnostics avant travaux d'urgence et leur mode de financement ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 attribuant une subvention à chaque syndicat de copropriétaires pour la réalisation d'études et de diagnostics avant travaux d'urgence sur le bâtiment E, F, G et H de la Résidence du Parc Bellevue à Marseille, et approuvant les conventions de financement ;
- Le procès-verbal de décision de l'administrateur provisoire du 3 juillet 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre de l'accord partenarial, approuvé par délibération n°DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- Que la résidence du « Parc Bellevue » est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- Que la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde a validé le programme de travaux d'urgence sur le parc Bellevue, les

études et diagnostics avant travaux d'urgence, leur estimation financière et leur mode de financement le 12 mars 2019 ;

- Que l'administrateur provisoire a adopté le programme d'études et diagnostics avant travaux, son enveloppe financière et son mode de financement sur les bâtiments E et FGH ;
- Que l'administrateur provisoire a sollicité l'aide financière de la Métropole pour la réalisation des études avant travaux d'urgence sur les bâtiments E et FGH du Parc Bellevue ;
- Que par délibération du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019, ont été approuvées l'attribution par la Métropole d'une subvention à chaque syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces études et diagnostics sur le bâtiment E et sur les bâtiments F, G, H et des conventions de financement avec chaque syndicat des copropriétaires ;
- Qu'afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux et à leur poursuite, il est proposé que la SACICAP de Provence et la SACICAP Midi-Méditerranée assurent conjointement, sur le fondement des dispositions du code de la construction et de l'habitation, le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées pour la réalisation de ces études et diagnostics ;
- Que ce préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétaires ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de préfinancement des subventions publiques entre la Métropole, l'ANAH, la SCICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et le syndicat des copropriétaires ou son représentant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de préfinancement des études et diagnostics avant travaux d'urgence à réaliser sur le bâtiment E de la Résidence Parc Bellevue – 143 rue Félix Pyat – 13003 Marseille, entre la Métropole, l'ANAH, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et le syndicat de copropriétaires.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée de préfinancement des études et diagnostics avant travaux d'urgence à réaliser sur les bâtiments F, G et H de la Résidence Parc Bellevue – 143 rue Félix Pyat – 13003 Marseille, entre la Métropole, l'ANAH, la

SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et le syndicat de copropriétaires.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-6654/19/BM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2018 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenç, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements MET 19/11852/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet coercitif sous la forme d'une concession d'aménagement, dite concession « EHI ». Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Depuis le 1er janvier 2016 la Métropole Aix Marseille Provence est concédante de l'opération d' « Eradication de l'Habitat Indigne », suite au transfert des compétences concernées.

Pour rappel, l'objectif initial fixé à chaque concessionnaire était :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

Sur le plan opérationnel, le bilan de la concession au 31 décembre 2018 est le suivant :

- 24 immeubles acquis par le concessionnaire,

- 51 lots maîtrisés pour portage dont 33 ont été revendus,
- 97 logements livrés dont 43 logements réalisés sous la maîtrise d'ouvrage d'Urbanis Aménagement et 54 logements réalisés par d'autres opérateurs privés ou publics.

Sur les 75 immeubles inscrits en concession, 55 ont été traités.

Le bilan d'activité de la concession sur le lot 2 s'établit ainsi pour l'année 2018 :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne. Sans attendre la mise en place d'un cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celles de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dégradés dans un délai court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ». La revente des immeubles maîtrisés est destinée en priorité à des bailleurs sociaux, et, à la marge, selon la situation, à des opérateurs privés engagés à produire du logement locatif social ou de l'accession sociale.

Aussi, par délibération du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à chacun de ses aménageurs EHI, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, la mission de maîtrise foncière de 50 immeubles dégradés supplémentaires. Pour mener à bien cette mission, les conventions de concession ont été prorogées jusqu'en décembre 2021. Concernant le lot 2, c'est l'avenant n°21 à la convention de concession n°T1600919CO qui acte cette prorogation et qui dispose des nouveaux objectifs. Pour les mener à bien, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est portée à 24 811 253 euros soit une augmentation de participation de 14 523 329 euros par rapport à la participation approuvée dans le CRAC 2017.

Par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé le lancement de procédures d'expropriation au bénéfice d'Urbanis Aménagement sur 19 immeubles afin d'obtenir la déclaration d'utilité publique des travaux à engager sur ces immeubles.

Depuis l'entrée en vigueur de l'opération concédée à Urbanis Aménagement un Compte Rendu Annuel à la

Collectivité a régulièrement été analysé et approuvé par le concédant pour les exercices 2012 à 2017.

Aujourd'hui il est proposé d'examiner le Compte Rendu Annuel de la concession d' « Eradication de l'Habitat Indigne » – lot n°2 qui présente pour l'exercice 2018 le bilan suivant :

Acquisitions :

Aucune acquisition n'a été réalisée en 2018 au regard de la fin initialement programmée de la concession à fin 2019.

Relogements

En 2018, 3 familles occupant l'immeuble sis 11 Boulevard Battala dans le 3^{ème} arrondissement ont été évacuées suite à un arrêté de péril grave et imminent pris en décembre : une famille a été relogée provisoirement à l'hôtel et les 2 autres se sont relogées provisoirement dans leur famille.

Interventions dans les copropriétés

Les interventions en copropriété prennent différents aspects selon le contexte rencontré.

- En 2018, il n'y a pas eu d'acquisition de lots pour portage. Pour rappel, 51 lots ont été acquis dans ce cadre depuis le début de la concession.

- L'intervention spécifique d'Urbanis Aménagement sur la copropriété du Mail G dans le 14^{ème} arrondissement :

La copropriété fait l'objet d'un suivi important du concessionnaire depuis la prise en septembre 2013 d'un arrêté d'insécurité des équipements communs : accompagnement dans la réalisation des travaux prescrits et aujourd'hui, dans la gestion de la copropriété (suivi étroit de la copropriété par le cabinet d'expertise comptable Copro +). En 2018, les actions les plus importantes ont été :

- la participation active à l'assemblée générale du 28 février 2018,
- le suivi étroit de la reprise de la comptabilité par le nouveau syndic Keisermann,
- le suivi des DIA,
- le soutien continu au conseil syndical.

Le taux d'impayés a réduit de 15% en 2018 mais il reste encore 12 gros copropriétaires débiteurs qui représentent 70% des impayés de charges.

Travaux

En 2018, 6 sites ont fait l'objet de travaux :

- 1 chantier sous maîtrise d'ouvrage Urbanis Aménagement :

- 34 rue du Bon Pasteur (13002) : chantier en cours pour la livraison de plateaux à aménager en 2019,

- 1 chantier sous maîtrise d'ouvrage de bailleurs sociaux :

- 270 avenue Roger Salengro (13015) : travaux de création de logements sociaux en cours par LOGEO méditerranée.

- 4 chantiers sous maîtrise d'ouvrage privée ayant fait l'objet de cessions avec cahier des charges :

- 3 rue Roger Schiaffini (13003) : chantier achevé et 4 logements livrés et loués à l'association HAS,
- 6 traverse Antoine Caria (13015) : un maison de ville en chantier destinée à un propriétaire occupant,
- 21 rue Edgar Quinet (13015) : 2 logements locatifs en cours de travaux
- 7/9 bd Jean Salducci (13016) : immeuble de 7 logements locatifs en cours de travaux.

Cessions

Les cessions en 2018 concernent les adresses suivantes :

- 50 rue Félix Pyat (13003) : vente des deux derniers logements en septembre 2018 à un même acquéreur,
- 4 rue Duverger (13002) : vente de 2 plateaux nus par actes signés en juin 2018 à deux artistes,
- 10 boulevard des Italiens (13015) : vente de l'immeuble au profit d'un propriétaire privé en octobre 2018.

Au 31 décembre 2018, Urbanis Aménagement est encore propriétaire des biens suivants qui font l'objet d'une commercialisation en cours :

- 13 boulevard Charpentier (13003) : un local à réhabiliter avec une offre d'achat en cours,
- 15 boulevard Charpentier (13003) : 2 logements réhabilités et loués,
- 23 rue Donaz (13015) : un petit terrain nu à vendre,
- 34 bis rue du Bon Pasteur (13002) : 2 logements réhabilités et vacants,
- 34 et 36 rue du Bon Pasteur (13002) : vente de plateaux à aménager à l'issue des travaux de gros œuvre,
- 11 boulevard Battala (13003) : vente d'un immeuble avec cahier des charges,
- 7 traverse du Prieur (13015) : vente d'un immeuble avec cahier des charges.

Etudes

- Domaine Duverger (13002) : il s'agit d'une copropriété horizontale dans laquelle Urbanis Aménagement était propriétaire d'un immeuble situé au 4B. La Ville de Marseille est copropriétaire de lots au 4A et au 2B. Sur l'ensemble de ces lots, un appel à manifestation d'intérêt avait été lancé en 2016 en vue de créer des ateliers d'artistes et de créateurs. Au cours de l'année 2018 :

- Urbanis Aménagement a vendu ses deux lots en juin et juillet 2018,
- La Ville de Marseille a signé un compromis courant 2018 avec un acquéreur,

- Les travaux de toiture ont été réalisés pour partie puisque la réfection de la 2^{ème} toiture doit faire l'objet de devis.

- Ilot Burel/Plombières/Notre Dame de Bon Secours : Il s'agissait de réfléchir au devenir d'un ilot situé autour d'un immeuble maîtrisé par Urbanis Aménagement suite à une procédure d'expropriation (3 bd Burel 13003). La dernière version de l'étude a été rendue en juillet 2017. Il a été convenu d'intégrer cette amorce de réflexion aux études en cours sur la Belle de Mai et quartiers libres. En attendant, l'immeuble situé 3 bd Burel a été démoli par le concessionnaire et une convention d'occupation précaire a été signée avec l'association mitoyenne « la Fraternité » pour la mise à disposition du terrain. Les travaux d'aménagement du terrain en zone de jeux et de sport pour enfants ont été réalisés et inaugurés fin 2018.

Travaux d'office

Urbanis Aménagement a réalisé des travaux d'office courant 2018 sur le bâtiment A de la copropriété du Parc Corot dans le 13^{ème} arrondissement. En effet, l'immeuble a été frappé d'un arrêté d'insalubrité le 28 juin 2018 et d'un arrêté d'insécurité des équipements communs en novembre de la même année. Urbanis Aménagement est donc intervenu à deux reprises sur cet immeuble courant 2018 et a réalisé près de 270 000 euros de travaux.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil métropolitain, le Compte-Rendu Annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018 joint en annexe.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession au 31 décembre 2021. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2018, les dépenses s'élèvent à 1 115 351 euros et sont inférieures aux prévisions qui les estimaient à 1 378 696 euros.

Au 31 décembre 2018, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 18 242 901 euros soit un taux d'avancement de 50% par rapport au prévisionnel final réactualisé suite aux nouveaux objectifs de la concession. Aussi, le poste acquisitions qui était le plus avancé lors de l'approbation du CRAC 2017, est aujourd'hui à un taux d'avancement de 34%. Le poste le plus avancé est celui des travaux de reconstruction avec un avancement à 86%.

Sur la durée totale de la concession jusqu'à décembre 2021, le montant prévisionnel des dépenses atteint 36 154 478 euros. Il est en hausse de 56 % par rapport au prévisionnel du CRAC établi au 31

décembre 2017 : la prorogation de la concession et le nouvel objectif d'acquisition de 50 immeubles supplémentaire expliquent cette forte augmentation. Il se répartit entre budget « études générales » (2%), « acquisitions terrains et immeubles bâtis » (46%), « travaux d'aménagement » (3.3%), « travaux avant recyclage et réhabilitation » (8.5%), « honoraires sur travaux » (1.2%), « travaux de reconstruction et de parking » (11.5%), « frais annexes » (3,5%), « rémunération Urbanis Aménagement » (23.5%) et « frais financiers » (0,5%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2018, les recettes s'élèvent à 1 619 559 euros et sont largement inférieures aux prévisions qui les estimaient à 2 415 106 euros. Cet écart s'explique par les cessions prévues et non réalisées au final. Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes hors participation du concédant s'élève à 9 021 570 euros soit un taux d'avancement de 80 % du montant prévisionnel total des recettes réactualisé.

Les postes les plus avancés sont les postes cession de terrains (100%) et cession de lots d'immeubles restructurés (100%) et autres produits (99%). Les postes les moins avancés sont les cessions d'immeubles (51%) et les ventes de terrain à la collectivité (37%). Concernant les cessions d'immeubles, il s'agit essentiellement des prévisions de vente d'immeubles au terme des procédures de maîtrise foncière à engager sur les immeubles très dégradés. Concernant les ventes de terrain à la collectivité, il s'agit de la rétrocession en fin de concession du terrain issu de la démolition du 3 boulevard Burel (13003) sur une zone objet de réflexions en terme d'aménagement urbain.

Sur la durée totale de la concession jusqu'à décembre 2021, les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 11 325 657 euros en hausse de 8.5% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2017 approuvé (10 362 577 euros). Cette hausse s'explique par l'augmentation significative du prévisionnel du poste de cession d'immeubles compte tenu des nouveaux objectifs de la concession.

Ainsi les grands équilibres du bilan prévisionnel de l'opération sur la durée de la concession évoluent comme suit :

- les dépenses globales passent de 20 506 148 euros à 36 154 235 euros du fait de l'augmentation de l'objectif assigné de maîtriser 50 immeubles dégradés ;
- les recettes globales passent de 10 362 577 euros à 11 325 657 euros, hors participation du concédant, du fait de l'augmentation quantitative du volume de foncier cédé mais à un prix minoré tenant compte de la dégradation ;

Il en résulte un déficit opérationnel en augmentation couvert par le concédant.

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La nouvelle participation du concédant à l'équilibre de l'opération a été portée à 24 811 253 euros lors de l'approbation de la prorogation de l'opération et des nouveaux objectifs lors du conseil métropolitain du 28 février 2019. Cette participation reste inchangée. Pour rappel, elle était de 10 287 924 euros dans le CRAC 2017.

Le concessionnaire, Urbanis Aménagement, a perçu au 31 décembre 2018 une participation du concédant de 10 287 924 euros. Urbanis Aménagement percevra en 2019, 2020 et 2021 une participation annuelle de 4 841 110 euros.

Solde de trésorerie brute

Fin 2018, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 1 147 684 euros, inférieur au prévisionnel du CRAC 2017. Les recettes de l'année 2018 ont été inférieures au prévisionnel en raison de cessions prévues et non abouties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2018

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018 de la Concession EHI lot n°2 TT1600919CO passée avec Urbanis Aménagement, ci-annexé, avec une participation de 24 811 253 euros.

Article 2 :

La participation annuelle à verser par la Métropole Aix-Marseille-Provence au concessionnaire Urbanis Aménagement en 2019, 2020 et 2021 reste à 4 841 110 euros.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-6655/19/BM

■ Approbation d'une convention relative à la mise à disposition à titre gratuit de locaux et matériels au bénéfice de l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers UNPI 13 et 83 MET 19/11853/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers (UNPI) 13 et 83 est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social se situe 7 rue Lafon 13006 Marseille.

Cette association propose à ses adhérents :

- Des consultations données par des spécialistes : avocats, juristes, notaires, géomètres, huissiers, fiscalistes, architectes... ;
- Des renseignements en matière de locations d'habitation, commerces, bureaux, locations saisonnières, locations meublées, copropriétés, fiscalité immobilière (impôts fonciers et locaux, déclaration annuelle de revenus, revenus locatifs...), amélioration de l'habitat, SCI, urbanisme, expropriation, assurances (habitation, loyers impayés...), révision des loyers, rédaction de baux...;
- Des juristes de l'UNPI 13 et 83 proposent des baux (contrats de location, état des lieux, carnet de quittance...) en vue de sécuriser la location d'un bien.
- Des réunions thématiques annuelles sur des thèmes variés ainsi que des ateliers pédagogiques : transmission du patrimoine, fiscalité immobilière, copropriété, régime des

SCI, développement durable, rénovation énergétique, diagnostics...

Elle vise ainsi à soutenir les propriétaires traditionnels dans la préservation et la valorisation de leur patrimoine, à veiller au respect des droits des copropriétaires, à guider l'action des syndicats bénévoles des petites copropriétés pour une bonne gestion et conduire ainsi une action préventive contre tout risque de détérioration.

Suite à la crise du 5 novembre 2018, et aux multiples interventions publiques sur le patrimoine privé ancien, l'UNPI 13 et 83 a sollicité la Métropole afin de développer ses missions d'accueil au sein de l'Espace Accompagnement Habitat.

Dans ce cadre, il est proposé la mise à disposition à titre gratuit de bureaux aménagés à l'UNPI 13 et 83 afin de lui permettre d'offrir un service gratuit sous deux formes :

- Une permanence en vue d'apporter l'ensemble du panel de conseils à tout propriétaire privé se présentant à l'Espace Accompagnement Habitat, propriétaires occupants ou propriétaires bailleurs, membre ou mandataire du syndicat de copropriété, et notamment de les accompagner dans les démarches pour définir un programme de travaux, le chiffrer, le décider et le financer.

Cette permanence se tiendra une fois par semaine à raison d'1/2 journée.

- Une permanence d'accompagnement des syndicats bénévoles dans le cadre de conseils juridiques, notamment sur les sujets relevant des difficultés rencontrées par les petites copropriétés.

Cette permanence se tiendra une fois par semaine à raison d'1/2 journée.

La réalisation de ces actions est conforme à son objet social.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'accompagner les propriétaires et les syndic bénévoles de petites copropriétés en difficultés, les propriétaires occupants, les propriétaires bailleurs à obtenir des aides à la réhabilitation.
- La capacité de l'UNPI 13 et 83 de conseiller et d'assister les propriétaires et les copropriétaires dans les domaines juridiques, fiscaux, subventions ANAH, et conseiller les propriétaires immobiliers privés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, avec l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers 13 et 83 pour l'année 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-6656/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine volet copropriétés dégradées "OPAH RU Centre ancien de La Ciotat" avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département et la Ville de La Ciotat
MET 19/11940/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 14 décembre 2017, le bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvait une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat rénovation urbaine (OPAH-RU) volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région. Cette convention, notifiée le 28 novembre 2018, couvre la période 2018/2023.

Deux structures, en l'occurrence le Département des Bouches du Rhône et Action Logement proposent aujourd'hui des dispositifs qui s'inscrivent parfaitement dans le cadre de l'OPAH RU.

Le Département s'engage dans une opération intitulée « Aide à l'embellissement des façades et paysages de Provence ». L'opération consiste à financer les communes qui aident significativement les particuliers sur les travaux de ravalement de façades. Le périmètre d'intervention correspond à celui de l'OPAH afin d'assurer une continuité urbaine dans le vieux La Ciotat. A l'intérieur de ce périmètre, la subvention au ravalement des façades apportée par la Ville aux particuliers passe de 30% à 70 % du montant TTC des travaux subventionnables. Ce qui permet de déclencher l'aide du Département c'est-à-dire le remboursement à la Commune de 70 % de la subvention municipale versée.

Quant à l'association Action Logement, une nouvelle dynamique complémentaire à celle déjà existante dans le cadre de l'OPAH est proposée afin de répondre aux exigences d'innovation en matière de logement et au renforcement de son efficacité et utilité sociale sur le périmètre de l'OPAH.

Cette dynamique s'inscrit dans des aides, conseils et services dispensés pour favoriser l'accès au logement des ménages d'une part et dans la contribution au financement du logement social et intermédiaire d'autre part.

De ce fait, la convention OPAH/RU Copropriétés Dégradées sur le Centre Ancien de La Ciotat doit faire l'objet d'un avenant N°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les dispositions du règlement général de l'Agence nationale de l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et la délibération de son Conseil d'Administration déterminant les règles de financement ;
- La délibération n°2015-43 du Conseil d'Administration de l'ANAH du 25 novembre 2015 – Généralisation du financement d'une

- Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH-RU) ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les dispositions du règlement général de l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat et la délibération de son Conseil d'Administration déterminant les règles de financement ;
- La délibération n°2015-43 du Conseil d'Administration de l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat du 25 novembre 2015 –Généralisation du financement d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ;
- La délibération n°10 du Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat du 18 décembre 2017 validant la convention OPAH-RU à Volet Copropriétés Dégradées sur le Vieux La Ciotat de 2018 à 2013 ;
- La délibération du Conseil Municipal n°05 du 19 novembre 2018 portant approbation des modalités d'engagements financiers de la Ville ;
- La délibération de la Commission Permanente du 05 avril 2019 du Conseil Départemental 13 approuvant l'aide à l'embellissement des façades et paysages de Provence –définition du dispositif pour le volet « rénovation des façades en centres villes et villages ;
- La délibération du Conseil Municipal validant l'inscription de la Commune au dispositif « Aide à l'embellissement des façades et paysages de Provence » mis en place par le Conseil Départemental 13 ;
- La délibération du 1^{er} juillet 2019 par laquelle le Conseil Municipal de La Ciotat a approuvé l'Avenant n°1 de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, Volet copropriétés dégradés dans le centre ancien 2018-2023 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- La nécessité d'acter les nouvelles modalités d'interventions de la Commune de La Ciotat, du Département des Bouches du Rhône et d'Action Logement au sein de la convention d'OPAH RU du Centre Ancien La Ciotat ;
- Que l'approbation de cette convention est approuvée par le Conseil municipal de la Ville de La Ciotat du 1^{er} juillet 2019.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention d'opération programmée d'amélioration de l'habitat et rénovation urbaine à volet copropriétés dégradées « OPAH RU Centre Ancien de La Ciotat » avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes les dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 009-6657/19/BM

■ Contrat de Ville du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Modification du programme annuel 2019

MET 19/11839/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte le Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais, en partenariat avec les communes de Salon-de-Provence et Berre-l'Etang.

Quatre quartiers sont identifiés comme prioritaires pour la Politique de la Ville :

- Les Canourgues à Salon-de-Provence,
- La Monaque à Salon-de-Provence,
- Le centre ancien à Berre-l'Etang,
- Béalet-Bessons-Mariélie à Berre-l'Etang.

Le quartier des Bressons-Blazots, une partie des Canourgues appartenant à l'ancienne ZUS des Canourgues, une partie de la commune de Berre-l'Etang correspondant à l'ancienne ZUS de la commune, sont identifiés comme territoires de veille.

Ce contrat, qui repose sur trois piliers :

- Le Cadre de Vie et le Renouvellement Urbain,
- L'Emploi et le Développement Economique des quartiers,
- La Cohésion Sociale,

a pour ambition de réduire les écarts d'inégalité dans différentes thématiques d'intervention (Santé, Réussite Educative, Emploi...) entre les territoires et autres parties du Pays Salonais.

Le Contrat de Ville a fait l'objet d'un appel à projet, diligenté en octobre 2018, sur la base des fiches-actions, et a permis aux différents porteurs de projets de formuler leurs propositions pour l'année 2019, dans le respect des orientations énoncées par l'Etat et les différents partenaires financeurs du contrat.

Le Comité de Pilotage du Contrat de Ville réuni le 26 février 2019, a validé une répartition des crédits affectés aux différents partenaires financeurs.

Le programme d'actions pour 2019 a été approuvé lors de la séance du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019. Cette année, 65 actions ont ainsi été retenues.

Depuis cette approbation, un porteur de projet s'est désisté, et le budget métropolitain a assuré le financement du dispositif « Evaluation intermédiaire du Contrat de Ville 2015-2020 ».

Un disponible de 6 500 euros subsiste donc.

Une nouvelle répartition financière a été présentée et a fait l'objet d'un avis favorable. Il s'agit de :

- L'Institut de Formation Professionnelle (IMFP), pour l'action « Eveil musical et orchestre à l'école Saint-Norbert ».

Cette subvention, à caractère exceptionnel et unique, va permettre de clôturer la première promotion « Classe Orchestre » de l'école Saint-Norbert pour la rentrée collège 2019.

Il est proposé de mettre en place un atelier musical de 1h par semaine sur du temps hors scolaire, porté par l'association IMFP pour les enfants concernés (6 à 9 enfants).

- Le centre social MOSAIQUE, pour l'action « Mosaik Mobil ».

La subvention va permettre de renforcer l'action du secteur jeune du centre social, et de réaliser un grand événement en juillet sur les quartiers de la Monaque et des Bressons. Pour la 3^{ème} édition, nous accueillons sur notre territoire cette manifestation qui rassemblera 200 adolescents (12/18 ans) originaires du Territoire Salonais et du Département.

- L'association BOMAYE, pour l'action « Dictée pour tous ».

Cette subvention complémentaire va permettre de financer le déplacement à la finale nationale au Château de Versailles, des gagnants Pays Salonais des quatre catégories de la « Dictée pour tous » qui aura lieu sur Salon-de-Provence en juin. Un accompagnement pour mineurs sera mis en place, et des élus représentant la Ville et la Métropole y seront associés.

Ces actions peuvent donc être financées dans le cadre d'une modification du programme 2019, sans modification de l'enveloppe octroyée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le budget inscrit au titre du Contrat de Ville au budget de la Métropole est suffisant pour pouvoir assurer le financement de ces opérations.

Il convient aujourd'hui d'approuver le financement de ces trois opérations complémentaires à celles déjà définies dans la délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence DEVT 002-5885/19/BM du 16 mai 2019 approuvant le programme annuel 2019 du Contrat de Ville, conformément au plan de financement présenté ci-dessous :

PORTEUR DE PROJET	INTITULE DE L'ACTION	MONTANT DE LA SUBVENTION METROPOLE AIX-MARSEILLE- PROVENCE
IMFP	Eveil musical et orchestre à l'école Saint-Norbert	2 500
MOSAIQUE	Mosaik Mobil	2 500
BOMAYE	Dictée pour tous	1 500
TOTAUX	3 ACTIONS	6 500

Elles donneront lieu à la signature d'une convention avec IMFP et de deux avenants N°1 avec MOSAIQUE et BOMAYE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°273/14 du 17 décembre 2014 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopol-Provence portant exercice de la compétence de la Politique de la Ville ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEVT 002-5885/19/BM du 16 mai 2019 portant approbation du programme annuel 2019 et attribution des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du programme d'actions du Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais pour l'année 2019, en complément du programme déjà voté par délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence DEVT 002-5885/19/BM du 16 mai 2019.

Article 2 :

Sont approuvées les subventions pour chacune des trois actions.

- IMFP nouvelle action
- MOSAIQUE action complémentaire
- BOMAYE action complémentaire

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tout acte dont la convention d'objectifs avec IMFP et les avenants n°1 aux conventions d'objectifs avec BOMAYE et MOSAIQUE.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais 2019, chapitre 65, compte 65748, fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 010-6658/19/BM

**■ Approbation d'une convention partenariale avec l'association SOLIHA Provence (Solidaires pour l'Habitat) et le SIAO 13 (Service Intégré Accueil et Orientation) relative à un projet expérimental d'insertion par le logement
MET 19/12038/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le dispositif Fonds de Solidarité Logement a été transféré à la Métropole Aix-Marseille Provence par les Départements des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse, pour les communes faisant partie du périmètre métropolitain. Depuis le 1^{er} janvier 2018, ce dispositif est géré en direct par une équipe métropolitaine dédiée.

Les diverses rencontres avec les associations, les partenaires institutionnels, ainsi que l'analyse des pratiques ou des dispositifs mis en place à ce jour, démontrent que de nombreuses personnes se retrouvent à la rue du jour au lendemain sans solution de remplacement. Or, il est constaté qu'un séjour à la rue, aussi bref soit-il, provoque pour l'avenir de multiples traumatismes difficiles à surmonter. Éviter cette situation extrême est donc une nécessité pour l'individu mais comporte aussi une dimension sociétale plus large dans le sens où elle va au final être moins coûteuse sur le long terme pour la collectivité.

Aussi, il est proposé, à titre expérimental, de mener une action sur trois ans pour un financement de 15 mesures individuelles maximum par an.

Cette action consiste en un partenariat avec le SIAO 13, l'association SOLIHA Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence avec en public cible, les « primo SDF ».

Le repérage de la personne, sa mise à l'abri pour une évaluation personnalisée, la définition de

l'accompagnement social nécessaire, ainsi que l'installation dans un logement adapté, évitera une dégradation de sa situation et une possibilité de réinsertion plus rapide.

Il est important de préciser que l'accompagnement sera pluridisciplinaire, personnalisé et pour un délai non défini afin de s'adapter au plus près de chaque situation.

Le financement de cette expérience sera assuré par la Métropole sur le budget du FSL.

Il sera également mis en place un comité technique de suivi trimestriel de chaque dossier afin, d'une part, de suivre et d'évaluer l'expérience mais aussi de s'assurer du bon fonctionnement de la démarche et ainsi apporter toute modification indispensable si nécessaire.

Le coût total de ce projet se monte à 112.500 euros par an, financé sur le budget de fonctionnement du FSL (sans augmentation du budget actuel), soit 7.500 euros par logement. Ce coût comprend la totalité de l'action, à savoir le repérage de la personne, le diagnostic social personnalisé, la mise en place et le suivi de l'accompagnement nécessaire (économique, social, médical).

La convention jointe précise chacun des points évoqués.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- la loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement ;
- La délibération n° FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- la nécessité de trouver des solutions pérennes pour permettre l'insertion par le logement, prendre en compte le bien être de tout individu et ainsi éviter le passage par la rue.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention partenariale entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'association SOLIHA Provence (Solidaires pour l'Habitat) et le SIAO 13 (Service intégré Accueil et Orientation) relative au Projet expérimentale d'insertion par le logement.

Article 2 :

La convention sera d'une durée de trois ans et permettra d'assurer le financement de 15 logements maximum associé à un accompagnement social personnalisé pour les occupants.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires, soit un montant annuel de 122 500 euros, sont inscrits au budget annuel de fonctionnement du FSL sans augmentation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 011-6659/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Miramas pour l'opération de travaux d'extension et d'aménagement d'une aire d'accueil des gens du voyage
MET 19/12048/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est en charge de la compétence aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage sur l'ensemble de son territoire.

Ce transfert s'est accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la commune de Miramas la mission de maîtrise d'ouvrage pour l'opération portant sur des travaux d'extension et d'aménagement de l'aire d'accueil des gens du voyage, conformément au Schéma Départemental, située zone Industrielle les Molières, rue d'Irlande.

Cette opération a fait l'objet d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage déléguée conclue entre la Métropole et la commune de Miramas approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018, N° FAG 001-3517/18/BM.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ladite mission le montant total des travaux a été estimé à :

- pour les travaux d'extension : 130 350 euros H.T.
- pour les travaux d'aménagement et de mise aux normes : 445 410,60 euros H.T.

Soit un montant global estimé à l'attribution à 575 760,60 euros H.T.

Cependant, pour permettre la bonne exécution des travaux et finaliser ladite opération, des frais supplémentaires ont été engendrés tels que mentionnés dans le tableau ci-dessous :

Marché de Maîtrise d'œuvre	33 633.75 € H.T.
Avenant n°1 au marché de travaux (remplacement d'une borne d'alimentation eau/électricité, mur de clôture du logement de fonction, reprise des portes des sanitaires existants)	10 559.65 € H.T.
Missions annexes (SPS, diagnostics, levées ...)	14 424,00 € H.T.
Indemnités aux entreprises après négociation (suite à l'arrêt temporaire du marché – décès du maître d'œuvre)	14 646.58 € H.T.
TOTAL	73 263.98 € H.T.

Par conséquent, il convient de modifier l'article 5 « Modalités financières et paiement des dépenses nécessaires à l'exécution de la mission » de la convention précitée par un avenant n°1 pour acter l'engagement de la Métropole à financer les indemnités susvisées d'un montant total de 73 263,98 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-3517/18/BM du 22

mars 2018 relative à l'approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de politique locale de l'habitat et en charge de la compétence aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La nécessité d'ajuster les montants au vu de l'exécution du marché.

Délibère

Article 1 :

Est adopté l'avenant n° 1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage déléguée du 22 mars 2018 N° FAG 001-3517/18/BM, conclue entre la Métropole et la commune de Miramas modifiant l'article 5 « Modalités financières et paiement des dépenses nécessaires à l'exécution de la mission », tel qu'il figure en annexe de la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019, chapitre 4581175011 nature 4581175011 code opération 2017501100.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'avenant correspondant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 012-6660/19/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Etat pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de Saint Menet à Marseille 11ème arrondissement MET 19/11876/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM a conféré de nouvelles compétences obligatoires aux Communautés urbaines dont la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » et a créé au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence. Depuis cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit cette compétence.

Une Délégation de Service publique (DSP) métropolitaine pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage a été attribuée par délibération du 16 mai 2019. Cette DSP a vocation en premier lieu à la gestion des aires suivantes :

- « La Garenne » : 25 places « famille » – Salon de Provence
- « Le Réaltor » : 80 Places « familles » Plateau de l'Arbois – Aix en Provence
- « La Malle » : 30 Places « famille » - Bouc Bel Air
- « Rives Hautes » : 23 Places « famille » - Fuveau

Cette DSP métropolitaine est de nature à pouvoir y inclure d'autres aires suivant les souhaits des territoires et sous réserve de leur compatibilité technique avec le contrat de DSP et son règlement intérieur.

La gestion des deux aires existantes sur le territoire de la Ville de Marseille, sises à Saint-Menet et à Mazargues, a été transférée avec un contrat de Délégation de Service Public (DSP) attribué à la société « Vago » en 2013 par la Ville de Marseille et qui s'est terminé le 31 mars 2019.

Par délibération du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a acté la reprise en gestion directe de ces deux aires.

L'aire de Mazargues (40 places « caravane ») ne correspond plus à la définition légale d'une aire d'accueil de passage compte tenu d'une sédentarisation des occupants depuis de nombreuses années.

L'aire de Saint-Menet (24 places « famille ») doit faire l'objet d'une réhabilitation et mise aux normes afin de pouvoir intégrer à terme la nouvelle DSP métropolitaine.

Par délibération du 20 juin 2019 la Métropole a approuvé un nouveau règlement intérieur de l'aire d'accueil de saint Menet, compatible avec le règlement adossé à la DSP « métropolitaine ».

L'aire de saint Menet, d'une capacité de 48 places « caravanes » et inscrite au schéma départemental, peut bénéficier d'aide à la gestion par le dispositif « d'aide au logement temporaire 2 » (ALT2). Cette aide se décompose, d'une part fixe d'un montant de 56,5 euros par place et par mois et d'une part variable -en fonction de son taux d'occupation- d'un montant de 75,95 euros par place et par mois.

Il convient pour l'exercice 2019, d'approuver la convention transmise par les services de l'Etat et d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à la signer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le schéma départemental des aires d'Accueil des Gens du Voyage révisé du 10 janvier 2012 ;
- La délibération FAG 002-5961/19/CM approuvant la reprise en régie directe de

l'activité des aires d'accueil des gens du voyage de Saint-Menet et Mazargues-Eyraud ;

- La délibération DEVT 011-6468/19/CM approuvant le nouveau règlement intérieur de l'aire d'accueil des gens du voyage de Saint-Menet ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de conventionner avec l'Etat pour percevoir les aides au logement temporaire 2.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Etat relative à la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de Saint-Menet à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au Budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique D 220 – nature 74718 – Fonction 554.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 013-6661/19/BM

**■ Approbation d'un mandat avec la Soleam pour la réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage à La Ciotat
MET 19/8784/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2000-614 du 5 Juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage prévoyait que « les Communes de plus de 5000 habitants figurent obligatoirement au Schéma départemental ».

Dans le département des Bouches du Rhône, le schéma d'accueil des gens du voyage élaboré pour répondre à la loi du 5 juillet 2000 a été signé conjointement par le Préfet et Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône le 1er mars 2002, puis révisé au 10 janvier 2012.

Ce schéma départemental fixe les obligations et quota sur certaines Communes ou regroupements de Communes.

Les Métropoles, dont Aix-Marseille-Provence, sont titulaires de la compétence Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyages. Les projets restants inscrits au schéma, à engager sur le Territoire Marseille Provence sont les suivants :

- Création de 50 places sur les communes de Marignane/ Saint-Victoret.
- Création de 20/25 places sur la commune de Gémenos.
- Création de 40 places sur les communes de Marseille/Allauch/Plan de Cuques.
- Création de 50 places sur la commune de La Ciotat pour les obligations regroupant les communes de La Ciotat, Cassis, Roquefort-la-Bédoule, et Carnoux en Provence.
- Création de 45 places sur les communes de Châteauneuf-les-Martigues/Gignac-la-Nerthe.

Il est à rappeler que l'opération de création d'une aire d'accueil sise sur la commune de Gignac-la-Nerthe est en phase de DUP pour s'assurer de la maîtrise foncière et que les obligations de la commune de Septèmes-les-Vallons ont fusionné avec celle des Pennes-Mirabeau et qu'un projet est en cours sur ce dernier territoire.

D'autre part la commune de La Ciotat réservée un terrain de 10 000m² sur le site du « Vallon de la Forge » pour la réalisation d'une aire d'accueil. Des études ont démontré la capacité de ce site à accueillir ce type de programme.

La réalisation de cette aire d'accueil de 50 places doit être programmée et il est proposé on confie sa réalisation à la SPL Soleam.

Il convient donc d'approuver le mandat entre La Métropole et la Soleam pour la création de cette aire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le schéma départemental des aires d'accueil des gens du voyage révisé en date du 10 Janvier 2012 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réaliser une aire d'accueil sur la commune de La Ciotat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le mandat avec la Soleam pour l'aménagement des gens du voyage sur la commune de La Ciotat, avec un budget prévisionnel de 4 885 800 euros HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce mandat, ainsi que tous les documents nécessaires à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire Marseille

Provence –Opération 2016104600 – Sous Politique D220 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 014-6662/19/BM

**■ Approbation d'un mandat avec la Soleam pour la réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage à Marignane
MET 19/8788/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2000-614 du 5 Juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage prévoyait que « les Communes de plus de 5000 habitants figurent obligatoirement au Schéma départemental ».

Dans le département des Bouches du Rhône, le schéma d'accueil des gens du voyage élaboré pour répondre à la loi du 5 juillet 2000 a été signé conjointement par le Préfet et Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône le 1er mars 2002, puis révisé au 10 janvier 2012.

Ce schéma départemental fixe les obligations et quota sur certaines communes ou regroupements de communes.

Les Métropoles, dont Aix-Marseille-Provence, sont titulaires de la compétence Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage. Les projets restants inscrits au schéma, à engager sur le Territoire Marseille Provence sont les suivants :

- Création de 50 places sur les communes de Marignane/ Saint-Victoret.
- Création de 20/25 places sur la commune de Gémenos.
- Création de 40 places sur les communes de Marseille/Allauch/Plan de Cuques.
- Création de 50 places sur la commune de La Ciotat pour les obligations regroupant les communes de La Ciotat, Cassis, Roquefort-la-Bédoule, et Carnoux en Provence.
- Création de 45 places sur les communes de Chateauneuf-les-Martigues/Gignac-la-Nerthe.

Il est à rappeler que l'opération de création d'une aire d'accueil sise sur la commune de Gignac-la-Nerthe est en phase de DUP pour s'assurer de la maîtrise foncière et que les obligations de la commune de Septèmes-les-Vallons ont fusionné avec celle des Pennes-Mirabeau et qu'un projet est en cours sur ce dernier Territoire.

D'autre part la commune de Marignane a réservé un terrain de 9000m² sur la Zone dite « La Raphelle » pour la réalisation d'une aire d'accueil. Des études ont démontré la capacité de ce site à accueillir ce type de programme.

La réalisation de cette aire d'accueil de 30 places doit être programmée et il est proposé de confier sa réalisation à la « SPL Soleam ».

Il convient donc d'approuver le mandat entre la Métropole et la Soleam pour la création de cette aire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le schéma départemental des aires d'accueil des gens du voyage révisé en date du 10 janvier 2012 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de La Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réaliser une aire d'accueil sur la commune de Marignane.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le mandat avec la Soleam pour l'aménagement des gens du voyage sur la commune

de Marignane, avec un budget prévisionnel de 3 237 000euros HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer ce mandat, ainsi que tous les documents nécessaires à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivant de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence – Opération 2016104600 - Sous Politique D220 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 015-6663/19/BM

**■ Demande de subvention au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre de la convention de partenariat Envie de Ville pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/12393/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Parmi les métropoles françaises, le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence se distingue notamment par son polycentrisme et par sa centaine de centres urbains (en ajoutant aux 92 communes qui la constituent les noyaux villageois marseillais).

Ces centres urbains constituent un patrimoine urbain à forte valeur d'identité et d'attractivité potentielle.

Cependant, bon nombre d'entre eux n'offrent plus le cadre de vie, les habitations, l'offre commerciale, les facilités de déplacements, les emplois et les services susceptibles de rayonner et de recentrer le développement métropolitain dans les cœurs de ville.

Ces difficultés peuvent entraîner, dans certains centres urbains, vacance et dégradation du bâti, paupérisation et dualisation entre les centres et les périphéries urbaines.

Face à ce constat cinq acteurs de premier rang, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, l'Etat et l'Etablissement Public Foncier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur proposent un partenariat défini par voie de convention.

Pour ce faire, la Métropole a approuvé lors de la séance du Conseil Métropolitain du 13 décembre 2018, une convention de partenariat « Envie de Ville » afin de réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans le cadre de cette convention la Métropole est maître d'ouvrage de la conception d'une stratégie d'action collective et de la construction du cadre

technique, juridique et financier d'un dispositif partenarial opérationnel, présidant à la constitution d'un plan prévisionnel d'investissement.

Le coût global de cette maîtrise d'ouvrage a été estimé à 500 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel proposé est le suivant :

COÛT HT	FINANCEMENT
TOTAL HT :	Région Sud PACA : 350 000 euros (70%) Subvention sollicitée
	Autofinancement Métropole AMP : 150 000 euros (30 %)
	TOTAL FINANCEMENT 500 000 euros (100 %)

Le coût global est réparti annuellement de la manière suivante :

- 100 000 euros en 2020
- 100 000 euros en 2021
- 100 000 euros en 2022
- 100 000 euros en 2023
- 100 000 euros en 2024

A ce titre, la Métropole bénéficie du soutien de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET) signé le 16 février 2018. Ce financement représente 70% du coût total HT, sans pouvoir cependant dépasser 350 000 euros.

Les appels de fonds se feront en trois temps, un 1^{er} acompte au démarrage de la mission, un acompte intermédiaire et le solde à la fin de la mission.

Les montants des appels de fonds seront justifiés sur factures acquittées, le délai entre le 1^{er} acompte et le solde ne pourra dépasser 5 ans.

Les montants et le calendrier prévisionnel de ces appels de fonds sont les suivants : 70 000 euros en 2020, 150 000 euros en 2022 et 130 000 euros en 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEVT 001-4787/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation d'une convention de partenariat « Envie de Ville » pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, en matière de politique locale de l'habitat, en matière de politique de la ville, en matière de gestion des services d'intérêt collectif, en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie, en matière de

développement et aménagement économique, social et culturel.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de son Conseil Métropolitain du 13 décembre 2018 la convention de partenariat « Envie de Ville » afin de réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette convention de partenariat « Envie de Ville » est maître d'ouvrage de la conception d'une stratégie d'action collective et de la construction du cadre technique, juridique et financier d'un dispositif partenarial opérationnel.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter financièrement la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de la convention de partenariat « Envie de Ville » pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET) signé le 16 février 2018 à hauteur de 70% du coût total HT de la mission et pour un montant maximum de 350 000 euros.

Article 2 :

Est approuvé le coût global de cette maîtrise d'ouvrage estimé à 500 000 euros HT et réparti de la manière suivante :

- 100 000 euros en 2020
- 100 000 euros en 2021
- 100 000 euros en 2022
- 100 000 euros en 2023
- 100 000 euros en 2024

Dont la part d'autofinancement de la Métropole Aix-Marseille-Provence estimée à 150 000 euros HT.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous documents nécessaires à la sollicitation d'une demande au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET) signé le 16 février 2018.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 et suivant de la Métropole – Sous politique C140 – Nature 617 – Fonction 515.

Les recettes correspondantes seront constatées au budget 2020 et suivant de la Métropole – Sous politique C140 – Nature 7472 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 016-6664/19/BM

■ Approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain MET 19/12020/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville

Concernant la Métropole Aix-Marseille-Provence, les quartiers ciblés par la politique de la ville sont au nombre de 59 et comptent 300 000 habitants.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, des contrats de ville ont été signés par les six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Le Contrat de Ville du Territoire de Marseille Provence a été signé le 17 juillet 2015,
- Le Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aix a été signé le 30 juin 2015,
- Le Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais a été signé le 3 juillet 2015,
- Le Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a été signé le 6 octobre 2015,
- Le Contrat de Ville du Territoire Istres-Ouest Provence a été signé le 23 octobre 2015
- Le Contrat de Ville du Territoire du Pays de Martigues a été signé le 25 septembre 2015

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine pose également l'obligation de l'évaluation à mi-parcours des Contrats de Ville conclus à l'échelle intercommunale pour la période 2015-2020.

Compte tenu de leurs intérêts convergents, la Métropole Aix Marseille Provence et le CRPV PACA ont souhaité mettre en place un partenariat pour la réalisation de cette évaluation sur les six contrats de ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce partenariat a été approuvé par la délibération n°DEV T 013-2609/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017.

L'évaluation à mi-parcours des six contrats de ville a été présentée à l'ensemble des six Conseils de Territoire lors du Comité de Pilotage Métropolitain en date du 21 Mars 2019.

Des enjeux et des priorités d'intervention à l'échelle de la Métropole ont été alors déterminés :

- La mobilisation de l'action publique de droit commun,
- Des priorités d'intervention thématique dans les champs de l'emploi et de l'insertion professionnelle et la mobilisation des habitants
- Une intervention à développer auprès du public « jeune »,
- Une harmonisation de l'intervention d'un point de vue réglementaire et administratif avec un appel à projet pluriannuel (3 ans), une procédure simplifiée et un guichet unique pour les demandes de subvention,
- Une fonction ressource à développer et à co-construire avec les territoires : démarche de prospectives territoriales, expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement et une fonction ressource métropolitaine mobilisée autour de l'accompagnement et la qualification des acteurs professionnels.

Il convient donc d'acter ces nouveaux enjeux et priorités d'intervention dans le cadre d'un avenant à chaque contrat de ville du territoire métropolitain

En outre, l'article 181 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019 a prévu la prolongation de la durée des contrats de ville jusqu'au 31 décembre 2022.

Chaque avenant aura donc également pour objet de prolonger la durée du contrat de ville concerné jusqu'à cette date.

Enfin, il est précisé que parallèlement à l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville métropolitains, l'Etat s'est lui-même engagé dans un plan de mobilisation nationale pour les habitants des quartiers et ce par la définition de priorités gouvernementales.

Aussi conformément à la circulaire ministérielle n° 6057/SG du 22 janvier 2019, chaque avenant aux contrats de ville comprend donc un protocole d'engagements renforcés et réciproques intégrant les priorités gouvernementales et intercommunales.

Cette rénovation des contrats de ville traduit au niveau local la mobilisation de l'Etat et celle de chacun des partenaires.

Dans la logique du pacte de Dijon « Cohésion urbaine et sociale : nous nous engageons » signé le 16 juillet 2018 par le Premier Ministre et les présidents de l'Assemblée des Communautés de France (ADCF) et de France Urbaine, elle s'appuiera sur trois principes :

- Une approche globale de l'action publique avec notamment la déclinaison des autres plans nationaux sur les territoires de la politique de la ville, s'agissant notamment de la stratégie de lutte contre la pauvreté et du plan national de santé et la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Une différenciation en fonction des territoires avec une prise compte des dynamiques locales, de la capacité de l'intercommunalité en matière de portage de la politique de la ville et des problématiques de cohésion urbaine spécifiques aux villes moyennes, aux grands ensembles ou aux centres anciens dégradés. Dans un contexte d'évolution des intercommunalités, la rénovation des contrats de ville permettra d'en faire évoluer le périmètre pour les inscrire dans de nouveaux territoires de projets ;
- La responsabilisation et l'évaluation des acteurs.

Dans le cadre de ses engagements, l'Etat déclinera territorialement les modalités de déploiement du PAQTE (Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises) par lequel les entreprises qui souhaitent œuvrer en faveur des habitants des Quartiers Prioritaires s'engagent avec des objectifs ambitieux, chiffrés et évalués.

Chaque Conseil de Territoire a ainsi rédigé un avenant portant protocole d'engagements réciproques et renforcés pour la rénovation du Contrat de Ville de son territoire, lequel s'appuie sur les préconisations produites suite à l'évaluation à mi-parcours réalisée en 2019.

Celui-ci comprend donc la déclinaison territoriale des orientations de l'Etat et de la Métropole Aix Marseille Provence, avec une première partie définissant la stratégie partagée portée par la Métropole Aix Marseille Provence et l'Etat, commune à l'ensemble des six Contrats de Ville, et une deuxième partie intégrant la stratégie globale et précisant les modalités d'intervention propres au territoire concerné par le contrat de ville.

Concernant le Territoire de Marseille Provence

Les priorités d'interventions territoriales déclinées au sein du protocole d'engagements réciproques et renforcés sont :

- Renforcer la mobilisation des habitants en développant des actions en direction des personnes les plus difficiles à atteindre et en soutenant les démarches de participation citoyenne ;
- Construire et mettre en œuvre un plan d'actions dans le champ de l'emploi et de l'insertion professionnelle spécifiquement dédié aux habitants de quartiers prioritaires et privilégiant l'accompagnement des femmes en recherche d'emploi ;
- Renforcer les interventions en faveur de la jeunesse en concourant notamment à la création et au fonctionnement de 3 cités éducatives à Marseille ;
- Consolider et développer les actions visant à renforcer l'accès aux droits des habitants et à lutter contre les discriminations ;
- Adapter les procédures et outils en faveur d'une simplification administrative en associant des porteurs de projet ;
- Et renforcer la stratégie de mobilisation des politiques publiques sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Concernant le Territoire du Pays d'Aix

Le protocole d'engagements renforcés et réciproques a pour ambition de prioriser les interventions des partenaires du Contrat de Ville, en direction des quartiers prioritaires et de leurs habitants, à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix, pour la période 2019-2022.

Le Territoire du Pays d'Aix et ses partenaires entendent prioriser l'intervention du contrat de Ville dans le champ du cadre de vie, en mettant l'accent notamment sur le travail avec les bailleurs sociaux dans la construction d'actions visant à l'amélioration des conditions de vie des habitants des QPV, en complément des autres domaines que sont :

- l'emploi avec le ciblage du public jeune et féminin,
- la mobilisation des habitants au travers de l'objectif de toucher des bénéficiaires qui n'auraient jusqu'alors jamais participé à des actions du CDV
- et la jeunesse avec le renforcement de l'accompagnement des adolescents et jeunes adultes.

Pour tenir compte des spécificités locales, des interventions pourront être menées par les communes du Territoire, concernées par la géographie prioritaire, dans d'autres thématiques développées dans ce protocole.

Concernant le Territoire du Pays Salonais

Les priorités d'interventions territoriales déclinées au sein du protocole d'engagements réciproques et renforcés sont en cohérence avec les orientations métropolitaines définies pour l'ensemble des territoires. Dans le domaine de l'emploi et de

l'insertion, le lien entre le monde économique et les demandeurs d'emploi des QPV et les actions favorisant l'accompagnement des publics les plus fragiles vers l'emploi seront renforcés dans une logique de co-accompagnement vers le droit commun. Dans le domaine de la participation des habitants, un soutien plus important aux conseils citoyens et le développement d'actions favorisant la notion "d'aller vers" afin de cibler les publics isolés seront des axes de développement privilégiés. Des orientations spécifiques en matière de réussite éducative, prévention de la délinquance, santé et accès à la culture sont également définies pour les différents territoires du Pays Salonais.

Concernant le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Les priorités d'interventions territoriales déclinées au sein du protocole d'engagements réciproques et renforcés relèvent des 3 piliers de CV et intègrent comme il se doit les résultats du bilan à mi-parcours du contrat de ville 2015-2020 réalisé fin 2017-début 2018 par le CRPV.

Première priorité : la construction de réponses innovantes et pertinentes aux besoins en matière d'emploi et d'insertion des habitants des quartiers concernés, en complémentarité avec les « outils » de droit commun en fonction sur Aubagne.

Plus précisément, sensibiliser les publics jeunes et féminins à l'entrepreneuriat, favoriser leur propre création d'emploi par un accompagnement adapté ; essentiellement pour le public féminin, faciliter leur insertion dans un réseau économique local

Deuxième priorité : l'amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants, à travers d'une part le développement d'actions en faveur de l'environnement et du développement durable susceptibles de valoriser les habitants et l'image de leur quartier. D'autre part, en faveur de la prévention de la délinquance, de la tranquillité grâce à l'occupation « pacifiée » de l'espace public par les habitants.

Troisième priorité très transversale, déclinée sur plusieurs thématiques (culture, sport, loisirs...) : favoriser la cohésion sociale et le mieux-vivre ensemble en mobilisant, accompagnant, orientant les populations dans des dynamiques de valorisation et de réduction des fractures sociales.

Concernant le Territoire d'Istres Ouest Provence

Les priorités d'interventions territoriales déclinées au sein du protocole d'engagements réciproques et renforcés ont été élaborées en concertation avec les communes d'Istres, de Miramas et de Port Saint Louis du Rhône, de telle sorte que celles-ci tiennent compte des constats de terrains et qu'elles correspondent aux réalités et à la spécificité de chaque quartier.

Au total, ce sont 35 priorités qui ont été formalisées en matière de réussite éducative, de citoyenneté et accès aux droits, de santé, d'emploi, de formation d'insertion, d'action sportive à vocation d'inclusion

sociale et territoriale, de participation des habitants et de gouvernance.

Afin de mener une évaluation globale d'ici 2022, il a été défini pour chacune d'entre elles, des indicateurs précis.

Concernant le Territoire du Pays de Martigues

Les priorités d'interventions territoriales déclinées au sein du protocole d'engagements réciproques et renforcés sont les suivantes :

Outre les interventions autour des enjeux stratégiques de la Métropole, le territoire du Pays de Martigues propose d'articuler la mise en œuvre du contrat de ville sur Port-de-Bouc autour de la question éducative (projet de labellisation Cité Educative) en assurant une coordination des dispositifs existants.

La question de la mobilité est très prégnante et devra trouver des solutions au travers de l'offre métropolitaine afin de faciliter l'accès aux zones d'emploi dynamiques des publics port-de-boucains.

L'enjeu de développement durable sera traité au travers des actions à visée économique, sociale et environnementale.

La vulnérabilité des enfants mise en exergue par l'évaluation à mi-parcours sera l'axe par lequel sera réinterrogée la mise en œuvre de la Politique de la Ville sur la ville de Martigues.

Riche d'une histoire de démocratie participative, la participation des habitants, sur des sujets majeurs comme le cadre de vie, le développement durable, la vie sociale et la convivialité, sera le fil conducteur de l'action publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'intervention pour la Politique de la ville ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- La loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019 et notamment son article 181 ;
- La circulaire du Premier Ministre n°6057/SG du 22 janvier 2019 ;

- Le Pacte de Dijon « Cohésion urbaine et sociale : nous nous engageons » signé le 16 juillet 2018 ;
- Le Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises (PAQTE) ;
- L'évaluation conduite à mi-parcours des 6 contrats de ville territoriaux validée par le Comité de Pilotage Métropolitain de la Politique de la Ville en date du 21 mars 2019 ;
- Le Contrat de Ville de Marseille Provence signé le 17 juillet 2015 ;
- Le Contrat de Ville du Pays d'Aix signé le 30 juin 2015 ;
- Le Contrat de Ville du Pays Salonais signé le 3 juillet 2015 ;
- Le Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'Etoile signé le 6 octobre 2015 ;
- Le Contrat de Ville d'Istres Ouest Provence signé le 23 octobre 2015 ;
- Le Contrat de Ville du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 25 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en application de l'article 181 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019, la durée des six Contrats de Ville de la Métropole est prolongée jusqu'en 2022 ;
- Que l'évaluation à mi-parcours des six contrats de ville a déterminé des enjeux et

des priorités d'interventions à l'échelle de la Métropole ;

- Que dans le même temps, l'Etat s'est lui-même engagé dans un plan de mobilisation nationale pour les habitants des quartiers et ce par la définition de priorités gouvernementales ;
- Que dans ce cadre, et conformément à la circulaire ministérielle n°6057/SG du 22 janvier 2019, il convient de procéder à la rénovation des six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Que pour ce faire, il convient de conclure un avenant à chaque contrat de ville portant prolongation du contrat de ville concerné jusqu'au 31 décembre 2022, comprenant un protocole d'engagements renforcés et réciproques intégrant les priorités gouvernementales et intercommunales et précisant les modalités d'intervention propres au territoire concerné par le contrat de ville.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant portant protocole d'engagements renforcés et réciproques au Contrat de Ville du Territoire de Marseille Provence, ci annexé.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant portant protocole d'engagements renforcés et réciproques au Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aix, ci annexé.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant portant protocole d'engagements renforcés et réciproques au Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais, ci annexé.

Article 4 :

Est approuvé l'avenant portant protocole d'engagements renforcés et réciproques au Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ci annexé.

Article 5 :

Est approuvé l'avenant portant protocole d'engagements renforcés et réciproques au Contrat de Ville du Territoire Istres Ouest Provence, ci annexé.

Article 6 :

Est approuvé l'avenant portant protocole d'engagements renforcés et réciproques au Contrat de Ville du Territoire du Pays de Martigues, ci annexé.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces six avenants portant protocoles d'engagements renforcés et réciproques aux contrats de ville du territoire métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt"

ENV 001-6665/19/BM

**■ Approbation d'une convention d'attribution de subvention à l'Agence Régionale pour l'Environnement - Agence Régionale de la Biodiversité de Provence-Alpes-Côte d'Azur
MET 19/10096/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Agence Régionale Pour l'Environnement et l'Ecodéveloppement – Agence Régionale de la Biodiversité Provence-Alpes-Côte d'Azur (ARPE-ARB PACA) est un syndicat mixte ayant pour programme de développer, favoriser et valoriser des pratiques et démarches novatrices dans les champs de la protection, de la mise en valeur de l'environnement, de la biodiversité, de la transition écologique et du développement durable.

Depuis 35 ans, l'ARPE-ARB a vu ses missions évoluer régulièrement. Aujourd'hui elle assure notamment les missions suivantes :

- Une mission d'observation afin de faciliter la diffusion d'une information fiable,
- Une mission d'animation territoriale et de réseaux, d'aide au montage et au suivi d'opérations qui vise à favoriser une culture et des pratiques économiques, professionnelles, environnementales au service des acteurs publics, économiques et associatifs sur le territoire,
- Une mission d'études généralement conduites en partenariat, qui vise à préparer des actions collectives à caractère régional innovant,
- Une mission d'information, de sensibilisation, d'éducation et de formations des publics du territoire régional.

Elle apporte également à ses membres et partenaires, des éléments de conseil, d'accompagnement et d'expertise sur les politiques qu'ils conduisent dans le cadre de leurs compétences

spécifiques et notamment en terme de biodiversité, d'espaces naturels, d'environnement, d'eau, de solidarité territoriale ou de développement durable.

Forte de son expérience en accompagnement, expertise et méthodologies innovantes sur l'ensemble des grands domaines liés à l'environnement et au développement durable, l'ARPE-ARB est partenaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de ses territoires dans leurs démarches respectives.

Depuis 2018 notamment, un partenariat nouveau a été amorcé à l'échelle métropolitaine, autour de la charte de développement durable du Pays d'Aix, du Plan Climat Air Energie Métropolitain, de l'animation de réseau auprès des communes et de l'organisation de journées d'information et de sensibilisation.

En 2019, les services de la Métropole mettent en œuvre davantage de transversalité entre les politiques de transition écologique et climatique, d'écodéveloppement, de prévention des déchets, de l'agriculture et de l'alimentation ainsi que de la biodiversité et des espaces naturels. Face aux grands enjeux communs de ces politiques publiques, il est nécessaire de coordonner la mise en œuvre des orientations qui en découlent et d'accompagner les communes, les acteurs et les partenaires qui participent activement à l'ambition affichée dans le Projet Métropolitain voté en 2018. Le partenariat avec l'ARPE-ARB est une façon d'optimiser la cohérence de l'action métropolitaine et de sa propre diffusion sur le territoire.

Depuis 2018, l'ARPE-ARB est en pleine évolution. Ses membres ont souhaité qu'elle devienne l'Agence régionale de la biodiversité, véritable outil de préservation et de reconquête de la nature sur les territoires, amené par la loi biodiversité. Elle

demeurera un syndicat mixte, dont les statuts ont été révisés en ce sens.

L'ARPE propose 4 axes de travail, qui entrent en adéquation avec la politique publique de la Métropole dans le domaine de l'environnement, du Développement Durable et de la transition énergétique et écologique:

- L'accompagnement de la stratégie environnementale métropolitaine, en lien avec la stratégie départementale, et du plan climat métropolitain,
- L'appui aux communes dans la mise en place d'une restauration collective durable, et notamment de la lutte contre le gaspillage alimentaire,
- L'accompagnement de la stratégie métropolitaine de biodiversité,
- L'adhésion de la métropole aux deux réseaux régionaux afin de bénéficier de son animation spécifique, le montant de ces adhésions n'étant pas comptabilisés dans la convention :
 - Réseau régional des gestionnaires d'espaces naturels (RREN).
 - Réseau régional des gestionnaires de milieux aquatiques (RRGMA).

A cette fin et pour l'ensemble de ces missions, il est proposé de renouveler le partenariat entre l'ARPE et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2019, au travers d'une convention. Cette dernière définit précisément chacun des axes et des actions qui en découlent, le budget du plan d'action annuel et le montant des subventions métropolitaines attendues. La convention énonce d'autre part les conditions de mise en œuvre, de suivi et de gestion des versements financiers correspondants.

Synthèse du budget prévisionnel 2019 :

CHARGES		PRODUITS	
Accompagnement de la stratégie environnementale métropolitaine	29 850,00€	Métropole Aix-Marseille Provence – Direction Stratégie Environnement	23 881,00€
Appui aux communes de la métropole dans leurs actions de restauration collective durable VOLET 1 – territoire du PAT	9 559,00€	Métropole Aix-Marseille Provence – Direction Agriculture	7 500,00€
Appui aux communes de la métropole dans leurs actions de restauration collective durable VOLET 2 – territoire du CT Marseille-Provence	7 700,00€	Métropole Aix-Marseille Provence – Pôle Propreté et Valorisation des Déchets CT Marseille-Provence	6 000,00€
Accompagnement de la stratégie métropolitaine de biodiversité	25 434,00€	Métropole Aix-Marseille Provence – Direction Sites et Espaces Naturels	20 000,00€
Adhésion réseaux	Montant hors convention	ARPE cofinancement	15 162,00€
TOTAL	72 543,00€	TOTAL	72 543,00€

Au titre des actions précisées ci-dessus, la Métropole est sollicitée à hauteur de 57 381,00 euros. Le montant global des opérations s'élève quant à lui à 72 543,00 euros.

Pour le Pôle Propreté Cadre de vie et Valorisation des Déchets du CT1 – Marseille Provence, ces actions s'inscrivent dans le cadre du projet LIFE IP Smart Waste PACA/ LIFE16IPEFR005.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Agence Régionale pour l'Environnement – Agence Régionale de la Biodiversité est un acteur régional incontournable pour l'environnement et qu'elle est en capacité d'apporter à la métropole, à la fois son expertise en matière de développement durable, de biodiversité et de ses réseaux de communes.
- Que le partenariat avec l'Agence Régionale pour l'Environnement – Agence Régionale de la Biodiversité est profitable à la collectivité au regard des actions que la Métropole engage en matière de transition écologique et énergétique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 57 381 euros à l'Agence Régionale Pour l'Environnement de

Provence-Alpes-Côte d'Azur-Agence Régionale de la Biodiversité au titre de l'année 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'ARPE PACA ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 de la Métropole, selon la répartition suivante :

- Budget Principal Métropolitain (Stratégie Environnement) 23 881,00 euros
Chapitre 65 - Fonction 74 – Nature 65748
- Budget Principal Métropolitain (Agriculture) 7 500,00 euros
Sous-politique G710
Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748
- Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2019 / EST CT1 6 000,00 euros
Sous-politique 3DTDA / G140
Chapitre 65 – Fonction 7212 – Nature 65748
- Budget Principal Métropolitain (Sites et Espaces Naturels) 20 000,00 euros
Sous-politique G811
Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-6666/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'École Nationale Supérieure du Paysage, pour la réalisation d'études paysagères au cours de l'année scolaire 2019-2020 MET 19/12182/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 14 décembre 2017 (ENV 007-3306/17/CM), la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les modalités d'exercice de la compétence « valorisation des paysages » pour l'ensemble du territoire métropolitain. Cette délibération prévoit notamment « la mise en œuvre de plan de paysage, permettant d'agir en faveur de la qualité des

paysages, en particulier pour la protection des paysages emblématiques et pour la restauration de paysages dégradés. »

Dans le cadre de l'exercice de cette mission, la Métropole a souhaité s'associer les compétences des experts reconnus du domaine des paysages et, en particulier, profiter de la présence sur son territoire de l'École Nationale Supérieure du Paysage (ENSP), seul site délocalisé de l'ENSP en dehors du site central situé à Versailles.

La formalisation de cette collaboration, s'est traduite par une convention de partenariat pour l'année 2018-2019, permettant simultanément de répondre aux objectifs immédiats de la Métropole en matière de valorisation du paysage, dans ses études de préfiguration de plans de paysages, et de répondre aux besoins d'ancrage territorial des enseignements de l'ENSP, dans un bénéfice réciproque pour les paysages méditerranéens.

Cette convention arrive à son terme et les travaux de l'ENSP, réalisés conformément et ayant donné pleine satisfaction, il est proposé de renouveler cette collaboration par une nouvelle convention annuelle pour l'année scolaire 2019-2020 (la nouvelle convention de partenariat est jointe en annexe).

Parallèlement, tenant compte de l'année électorale à venir, il est proposé de reporter d'un an l'étude des termes d'une convention-cadre, permettant de pérenniser le partenariat pour une période de 3 ans (2020-2023).

La convention de partenariat 2019-2020 a pour objet la réalisation de divers de travaux sur le territoire métropolitain :

- Atelier « conduire le vivant » :

Atelier réalisé par l'ensemble de la promotion de première année de l'école (environ 60 étudiants de niveau Licence 3).

La thématique retenue porte sur les relations de la végétation avec le milieu méditerranéen, dans un cadre d'évolution des structures végétales au regard du changement climatique et de la ressource en eau.

Pour l'année 2019-2020, en accord avec les services de la Ville de Marseille et l'ENSP, le site d'expérimentation retenu est reconduit sur le parc de la Campagne Pastré ou un site à proximité. Les acquisitions de cet atelier ont vocation à être appliquées sur ce site et transposables à l'ensemble des parcs du territoire métropolitain.

Cet atelier se déroule sur 8 semaines (40 jours), dont 16 journées de travail sur site, avec en conclusion la mise en œuvre d'un chantier participatif de 3 jours, permettant de concrétiser les projets issus de l'atelier.

- Dix projets de fin d'étude (PFE) :

Ces travaux individuels sont réalisés par les élèves de 3^{ème} année (niveau Master 2) et conditionnent l'obtention du diplôme national de paysagiste

(Diplôme d'État).

Ce travail approfondi, sur une durée de 6 mois, permet de finaliser des projets jusqu'à un niveau avancé de pré-opérationnalité (niveau avant-projet).

L'objectif est de positionner des étudiants sur des sites proposés par la Métropole pour leurs enjeux paysagers.

Une liste de sites a été élaborée en ce sens, sous la conduite de la Direction Paysages de la DGA Agriculture, Forêts et Paysages. La Direction Paysages proposera dix à douze sites, permettant aux étudiants qui le souhaitent de choisir un sujet dans cette liste.

- Valorisation scientifique des productions et capitalisation à portée opérationnelle :

L'objectif de ce travail est de valoriser dans des revues scientifiques ou techniques et de capitaliser les productions des étudiants réalisées lors de cette année de partenariat. Il est ainsi confié au laboratoire de recherche de l'ENSP de conduire un travail de synthèse avec un double objectif à la fois méthodologique (montée en généralité) et didactique (diffusion des travaux dans les domaines de l'aménagement) à destination des acteurs de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un enseignant et/ou un chercheur se verra confier une mission d'écriture et de capitalisation des différents ateliers pédagogiques et établira le lien entre la série de projets proposées par les étudiants, sur un site, et une vision globale et intégratrice de ces propositions.

Sur une période de deux ans, cette mission sera augmentée, afin de reprendre l'ensemble des travaux de l'antenne marseillaise de l'ENSP, réalisés depuis la création du cycle complet de formation en 2002. Ce retour permettra de valoriser les études passées et de construire un socle pour la capitalisation et la valorisation des travaux actuels et à venir.

- Retour sur expérience

Sur une période de deux ans, un enseignant et/ou un chercheur synthétisera l'ensemble des travaux de l'antenne marseillaise de l'ENSP, réalisés depuis la création du cycle complet de formation en 2002. Ce retour permettra de valoriser les études passées et de construire un socle pour la capitalisation et la valorisation des travaux actuels et à venir.

La participation financière de la Métropole, pour la réalisation de ce partenariat, s'élève à 65 000 euros : 35 000 euros pour l'atelier pédagogique, 1000 euros par sujet de PFE, 5000 euros pour la mission de valorisation scientifique des productions et 15 000 euros pour la première année de reprise des travaux antérieurs (retour sur expérience).

Un détail du cofinancement est fourni en annexe de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ENV 007-3306/17/CM du 14 décembre 2017, qui définit les modalités d'exercice de la compétence « valorisation des paysages » pour l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole souhaite, dans le cadre d'un partenariat avec l'Ecole Nationale Supérieure de Paysage, développer des sujets d'aménagements dans le cadre d'outils pédagogiques dispensés par l'école ;
- L'intérêt qui s'attache au partenariat avec l'École Nationale Supérieure du Paysage (ENSP), dans la perspective de la création de l'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée avec l'École Nationale Supérieure du Paysage (ENSP) pour la réalisation d'études paysagères au cours de l'année scolaire 2019-2020, telles que définies dans le programme ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la mise à l'étude d'une convention-cadre, afin de fixer les modalités de partenariat sur une durée de 3 ans (2020-2023).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à engager toutes les démarches nécessaires à ce

dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et 2020 de la Métropole, section de fonctionnement, sous Politique G812, Fonction 6312, Chapitre 65, Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-6667/19/BM

■ Demande de subvention de fonctionnement complémentaire pour 2019 auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur - Garde régionale forestière massif du Grand Site Sainte-Victoire MET 19/11779/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix développe sur le massif de Sainte-Victoire une politique d'accueil du public et de surveillance spécifique, en saison estivale, du 1^{er} juin au 30 septembre.

Le dispositif de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « Guerre du Feu » (mis en place en mars 2017 et faisant suite à divers programmes qui se sont succédé chaque année depuis 2004) permet de renforcer l'effectif permanent de gardes nature de la Direction du Grand Site Sainte-Victoire en assurant la diffusion de l'information relative à la réglementation estivale et en réalisant des patrouilles de surveillance quotidiennes.

Par délibération n°ENV 005-4795/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicitait la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur à hauteur de 80 % des dépenses de salaires (salaires, charges et titres restaurant) estimées à 47 000 euros soit une recette attendue de 37 600 euros. Cette estimation des dépenses prenait en compte des charges de salaires et fait abstraction des dépenses de petit matériel éligibles au financement de la Région.

A l'approche de la saison estivale, la décision d'inclure la période initiale de formation des gardes régionaux forestiers dans leur contrat de travail est venue modifier le plan de financement prévisionnel.

Il convient d'actualiser les dépenses et de retenir au titre des dépenses complémentaires :

- dépenses de salaires relatives à la période couvrant ladite formation (semaine du 24 au 30 juin 2019) qui représente 1/8 des dépenses de salaires prévus dans la délibération initiale ;

- dépenses pour l'achat de petit matériel et l'impression de supports de communication.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention de fonctionnement complémentaire auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, susceptible d'apporter sa contribution financière, et à

signer tous les documents y afférents dans le cadre d'une action spécifique.

Le coût prévisionnel de cette action complémentaire est estimé à 10 000 euros toutes charges comprises.

Le plan de financement prévisionnel complémentaire pour cette action est le suivant :

Région Sud Provence Alpes-Côte d'Azur Dispositif « Guerre du Feu » Garde régionale forestière	80 %	8 000,00 euros
Autofinancement Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	2 000,00 euros
TOTAL HT		10 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 relative à la dissolution du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°HN 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 005-4795/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la demande de subvention 2019 auprès de la Région Sud Provence Alpes-Côte d'Azur Garde Régionale Forestière ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'informer et de faire respecter la réglementation préfectorale, relative à l'accès aux massifs forestiers, interdisant la circulation dans certaines conditions de danger météorologique d'incendie ;
- Qu'il convient de maintenir la capacité de surveillance du Grand Site Sainte-Victoire par le recrutement estival de gardes régionaux forestiers, et ce, à compter du 24 juin 2019.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de son dispositif « Guerre du Feu », pour la réalisation de cette action spécifique, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné, en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 7412, fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-6668/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - étude d'actualisation du plan de protection de la forêt contre l'incendie sur le territoire du massif des Roques
MET 19/11838/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains de ces investissements qui traduisent des politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans les massifs forestiers métropolitains, lorsque les incendies, par leur ampleur, leur fréquence ou leurs conséquences risquent de compromettre la sécurité publique ou de dégrader les sols et les peuplements forestiers, les travaux d'aménagement et d'équipement pour prévenir les incendies, en limiter les conséquences et reconstituer la forêt relèvent de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les travaux d'aménagement qui contribuent au cloisonnement de ces massifs par une utilisation agricole des sols relèvent de ces mêmes compétences.

Face aux conséquences humaines et économiques catastrophiques liées aux feux de forêt, la Métropole Aix-Marseille-Provence a investi dans la protection des forêts contre l'incendie dans les massifs de son territoire.

Ainsi, un premier plan dit Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestiers (PIDAF) du massif des Roques comprenant les communes d'Alleins, Aurons, La Barben, Lamanon, Lambesc, Mallemort, Pélissanne, Salon-de-Provence, et Vernègues avait été élaboré en 1992 et fait l'objet d'une révision en 1999 et 2009.

La nouvelle stratégie de protection des forêts contre les incendies développée dans le Plan Départemental de la Forêt Contre l'Incendie du Département des Bouches-du-Rhône (PDPFCI 13) en cours d'élaboration, prévoit d'engager une étude d'actualisation des Plans de massif tous les 10 ans.

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 24 825,00 euros HT, soit 29 790,00 euros TTC.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du programme « Forêt » du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt et du dispositif Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF) du Département des Bouches-du-Rhône.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ETAT « programme Forêt »	40 %	9 930,00 euros
Département des Bouches du Rhône « Aides aux Communes »	40 %	9 930,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	4 965,00 euros
TOTAL HT	100 %	24 825,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n°18 Environnement et cadre de vie – Opération 2017300800 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'actualisation du plan de protection de la forêt contre l'incendie du massif des Roques ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le plan de financement de l'étude d'actualisation du plan de protection de la forêt contre l'incendie du massif des Roques.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Opération : 2017300800 – Comptes 2031 et 2312 - Fonction : 76.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Compte 1321 et 1323 – Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-6669/19/BM

**■ Demande de subventions d'investissement concernant l'actualisation du plan de Massif des Etangs
MET 19/12078/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certaines opérations qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Pour le programme 2020 du plan de Massif des Etangs, il est envisagé de réaliser une étude pour l'actualisation du Plan de Massif des étangs. Le précédent Plan de Massif des Etangs a couvert la période 2008-2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'État et du Département des Bouches-du-Rhône.

Le coût prévisionnel de ce programme est estimé à 20 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de ce programme est le suivant :

État	40%	8 000 euros HT
Département des Bouches du Rhône	40%	8 000 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	4 000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'actualisation du Plan de Massif du territoire du Pays de Martigues qui s'est terminé en 2017.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter une subvention d'un montant global de 16 000 euros HT auprès de l'État et le Département des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention attributive de subvention qui en découlera ainsi que l'ensemble des documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2020 Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2016611100.

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux articles 1311 pour l'Etat et 1313 pour le Département, fonction 76.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-6670/19/BM

**■ Demande de subvention pour la création d'un ouvrage agro-pastoral de type "lavogne" sur la commune de Lançon-Provence dans le cadre du contrat Natura 2000 - Abrogation de la délibération n° ENV 006-5897/19/BM du 16 mai 2019
MET 19/11944/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la mise en œuvre de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la gestion des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence porte la démarche Natura 2000 sur huit sites inscrits au réseau européen sur son territoire.

Le Pays Salonais porte l'animation de cette démarche du site Natura 2000 « Garrigues de Lançon et chaines alentour » (FR9310069) depuis 2012. Le Document d'Objectifs (DOCOB) - plan de gestion du site Natura 2000, approuvé par arrêté préfectoral d'octobre 2014, préconise la mise en œuvre d'actions de gestion en faveur des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site. La phase d'animation consiste en la mise en œuvre du DOCOB.

Pour répondre aux objectifs de conservation du site, tout propriétaire, mandataire ou gestionnaire peut entreprendre des mesures de gestion en signant des Contrats Natura 2000 sur les parcelles incluses dans le site Natura 2000. A ce titre, la création d'une lavogne, ouvrage agro-pastoral et écologique permettrait d'œuvrer dans la préservation de la biodiversité et le développement du pastoralisme. Cette

action est prioritaire car dans les régions provençales où l'eau est rare en surface, l'homme a su tirer profit des « lavognes » destinées à recueillir les eaux de pluie pour permettre aux troupeaux de s'abreuver. Ces points d'eau – de l'occitan « lavanha » (mare, flaque d'eau) sont de toute première importance pour la conservation de la biodiversité. Elles sont le lieu de reproduction de plusieurs espèces d'amphibiens. La création d'une lavogne pour la faune sauvage favorise aussi les activités d'élevage traditionnel en permettant au bétail de venir s'y abreuver et ainsi participer à l'entretien des milieux ouverts. Cet aménagement permet aussi la création de connexions entre le monde agricole et le monde de l'écologie.

Les signataires de contrat Natura 2000 peuvent bénéficier de subventions. Le taux de financement de

l'État est variable en fonction des priorités régionales, et de l'implication financière des collectivités et partenaires. Il peut atteindre le taux global de 100% du montant des dépenses éligibles. Le FEADER interviendra à hauteur de 53 % de la dépense retenue comme éligible. Une participation financière de 20 % est demandée pour les collectivités territoriales.

La commune de Lançon-Provence, propriétaire de la parcelle cadastrale D616 concernée par le projet de lavogne, donne mandat à la Métropole-Aix-Marseille-Provence pour sa réalisation.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'État et l'Union Européenne et à signer tous les documents y afférents.

Le comité de pilotage du site Natura 2000 Garrigues de Lançon et chaines alentour a approuvé, le 22 novembre 2018, le projet de contrat Natura 2000 non agricole non forestier suivant :

N23Pi – Aménagements artificiels en faveur des espèces justifiant la désignation d'un site (référence du DOCOB : action GEH7)

Secteur : Lançon-Provence – vallon du pigeonnier

Surface concernée : 0,1 ha (environ)

Le coût prévisionnel de cette opération est de 14 303,82 euros HT et 17 164, 58 euros TTC, sur 1 an sur la base de devis.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ETAT	27%	3 862,03€
Union Européenne (FEADER)	53%	7 581,02 €
Métropole Aix Marseille Provence (CT3)	20%	2 860, 77 €
Total HT = montant éligible au cofinancement Feader	100% du montant éligible HT	14 303,82 €

En cas de non obtention de la subvention, le projet sera abandonné.

La délibération du Bureau de la Métropole ENV 006-5897/19/BM du 16 mai 2019 portant demande de subvention pour la création d'un ouvrage agro-pastoral de type « lavogne » sur la commune de Lançon-Provence dans le cadre du contrat Natura 2000 contient des données erronées, il convient en conséquence de l'abroger au bénéfice des présentes dispositions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « Oiseaux » et 92/43/CEE dite « Habitats Faune Flore », transposées en droit français par l'ordonnance du 11 avril 2001 et les décrets et circulaires correspondants, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération du Bureau de la Métropole MER 002-1720/17/BM du 30 mars 2017 portant demande de subvention pour l'animation du site Natura 2000 Garrigues de Lançon et chaines alentour - Approbation d'une convention ;
- La délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ENV 006-5897/19/BM du 16 mai 2019 portant demande de subvention pour la création d'un ouvrage agro-pastoral de type « lavogne » sur la commune de Lançon-Provence dans le cadre du contrat Natura 2000 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence porte la démarche Natura 2000 sur huit sites inscrits au réseau européen sur son territoire dont le site de la « Garrigues de Lançon et chaines alentour » ;
- Que la commune de Lançon-Provence donne mandat à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour entreprendre des mesures de gestion en signant des contrats Natura 2000 sur les parcelles incluses dans le site Natura 2000 ;
- Qu'à ce titre la création d'un ouvrage agro-pastoral de type « lavogne » permet d'œuvrer à la préservation de la biodiversité et le développement du pastoralisme ;
- Que pour réaliser cet ouvrage, il convient de solliciter une aide financière auprès de l'Etat et de l'Union Européenne dans le cadre du contrat Natura 2000 ;
- Qu'il convient d'abroger la délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ENV 006-5897/19/BM du 16 mai 2019 portant demande de subvention pour la création d'un ouvrage agro-pastoral de type « lavogne » sur la commune de Lançon-Provence dans le cadre du contrat Natura 2000, erronée.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ENV 006-5897/19/BM du 16 mai 2019.

Article 2 :

Est approuvée la création d'une lavogne, ouvrage agro-pastoral sur la commune de Lançon-Provence dans le site Natura 2 000 Garrigues de Lançon et chaines alentour.

Article 3 :

Est approuvée la signature du mandat donné par la commune de Lançon-Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat et de l'Union Européenne et à signer tout document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget 2019 de la Métropole Aix Marseille Provence, opération 2017300900 « Natura 2000 ».

Ces recettes seront constatées sur le Budget Principal Métropolitain aux comptes 1321 et 13272 en relation avec l'opération 2017300900 « Natura 2000 » en 2020 et suivants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-6671/19/BM

■ Attribution d'une subvention au Parc naturel régional des Alpilles - Approbation d'une convention

MET 19/11943/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire associé du Parc naturel régional des Alpilles. Ce partenariat se construit sur des financements métropolitains au profit des gestionnaires d'espaces naturels, notamment les parcs, en soutien aux actions menées par le PNR des Alpilles. Ces actions sont issues du plan d'action du parc et elles sont sélectionnées en fonction des orientations communes aux deux établissements, et dont les enjeux répondent à ceux du projet métropolitain.

Le programme d'actions 2019 du PNR des Alpilles se déploie sur six axes majeurs recoupant les politiques menées par ailleurs par la Métropole sur l'ensemble de son territoire :

- projet du territoire et révision de la carte de parc
- biodiversité et paysage
- Forêt et DFCI
- Agriculture
- Changement climatique et transition énergétique

Un groupe technique de suivi se réunit régulièrement, afin d'arrêter le programme annuel des actions en collaboration entre les deux établissements.

Ce programme est approuvé par les instances délibérantes du PNR des Alpilles et de la Métropole Aix-Marseille-Provence et peut faire l'objet d'un soutien financier. Le groupe technique de suivi évalue le suivi et l'avancement du programme.

Ce programme d'actions 2019 est évalué à environ 290 750 euros. La part subventionnée par la Métropole Aix-Marseille-Provence proposée s'élève quant à elle à 45 000 euros.

Il convient donc d'établir une convention annuelle d'attribution, afin de préciser les modalités de versement de cette subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les enjeux attachés à la conclusion de cette convention, afin d'adosser le partenariat de la Métropole avec le PNR des Alpilles, au cofinancement d'actions en faveur de l'aménagement durable du territoire.
- Les modalités de suivi et de gestion de cette même convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions annuel tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 45 000 euros au Parc Naturel Régional des Alpilles pour l'année 2019.

Article 3 :

Est approuvée la conclusion d'une convention annuelle d'attribution pour le versement de la subvention au PNR des Alpilles ci-annexée.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif 2019 – Sous-politique G811 – Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-6672/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône et paiement de la cotisation 2019
MET 19/11782/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Cette forêt, qui a un caractère très méditerranéen, se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes.

Cette superficie est considérable et s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles capables de répondre :

- Aux besoins du marché de bois de trituration,
- Aux besoins actuels et futurs du marché en bois énergie,
- Aux besoins du marché en bois de construction et plus particulièrement depuis la récente normalisation du pin d'Alep pour être utilisé en bois de construction,
- A la protection des forêts contre les incendies,
- Aux revenus des sylviculteurs nécessaires pour l'entretien de leur forêt.

Pour la forêt privée, les études réalisées démontrent que peu de Plans Simples de Gestion, pourtant nécessaires pour envisager des travaux de valorisation et de protection du patrimoine forestier, ont été élaborés par les propriétaires forestiers privés. Pour la forêt publique, les Plans d'Aménagement ne sont pas tous actualisés ou sont inexistantes sur certaines communes propriétaires de forêts.

La structuration économique de la filière forêt métropolitaine apparaît comme une nécessité, tout à la fois en raison du potentiel existant, des partenariats possibles et du risque incendie, et cela dans une logique globale de gestion incluant économie, environnement et ouverture au public. Le volume exploitable durablement et dans des conditions économiquement rentables est évalué à 75 000 tonnes par an et concerne tout à la fois le secteur de l'énergie, de la pâte à papier et du bois d'œuvre.

La demande en bois, de toutes catégories, pourrait évoluer rapidement, en même temps que le risque incendie lié au réchauffement climatique et à la sécheresse induite, favorisant les risques de départs et de propagations de feux sur le territoire métropolitain. Il semble donc opportun de se préparer à ces changements futurs, aussi bien économiques qu'environnementaux, en adoptant des stratégies de soutien et de développement des modes de gestion des propriétés forestières.

Afin de partager les expériences, les compétences et les réseaux nécessaires à son ambition, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) par délibération n° ENV 002-4667/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018.

En effet, cette association a pour objet de représenter, de conseiller et d'accompagner les 90 communes du département dans l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers », compétence transférée aujourd'hui à la Métropole en lieu et place des communes membres.

Pour atteindre ses objectifs, et conformément à l'article 3 de ses statuts, l'association a pour but principal :

- La représentation des communes auprès de l'ensemble des instances traitant des questions forêt bois, permettant d'être ainsi un outil d'accompagnement et d'aide à la décision, et de répondre aux sollicitations de la Métropole et de ses communes membres,
- La recherche des voies et des moyens d'assurer la gestion forestière durable et sa promotion,
- La représentation des communes auprès de l'agence départementale de l'Office National des Forêts pour la mise en œuvre des outils de partenariat entre l'ONF et les communes (charte de la forêt communale, contrat Etat/ONF, etc...),
- L'étude et la recherche de la meilleure utilisation économique et sociale des produits issus de la forêt,

- La conduite des actions auprès des pouvoirs publics et des autorités compétentes sur toutes mesures écologiques, économiques, financières, fiscales, administratives et législatives pouvant intéresser la mise en valeur de l'espace forestier et de ses produits ainsi que sa protection,
- La promotion, l'accompagnement et le suivi du développement des politiques forestières territoriales, en contribuant notamment aux expertises techniques des projets et différentes études portées par la Métropole, dont la rédaction de la Charte Forestière Métropolitaine, la relecture du cahier des charges de l'étude sur les gisements bois et dessertes, ainsi que tous autres travaux envisagés par la Métropole ayant un impact sur l'organisation de la filière forêt-bois, mais également par l'apport de données et d'éléments méthodologiques d'intégration et de valorisation de la forêt et du bois, en particulier des documents d'urbanisme (SCOT, PLUi), du Plan Climat Energie Territorial, etc...
- L'élaboration des études et enquêtes sur tous les éléments qui concourent à l'exploitation forestière et à la qualification de ceux qui y travaillent, afin d'apporter son concours pour développer une ingénierie permettant notamment de contribuer à la création de zones d'activité dédiées au bois et favoriser ainsi l'installation de professionnels tels que scieurs et entreprises de transformation du bois,
- La diffusion d'informations utiles à ses adhérents (élus métropolitains et leurs techniciens notamment) pour l'exercice de leurs compétences, notamment par la fourniture de données forestières disponibles dans le cadre de l'Observatoire de la Forêt Méditerranéenne (à travers une convention spécifique de mise à disposition et d'utilisation des données), ou encore par la mise en place de rencontres thématiques sur le bois d'œuvre et le bois énergie et l'organisation de déplacements sur des sites pertinents,
- L'organisation de formations utiles à ses adhérents (élus métropolitains et leurs techniciens notamment) pour l'exercice de leurs compétences, et plus particulièrement sur l'ensemble des thématiques proposées par les communes forestières, notamment :
 - l'utilisation du bois local dans les constructions des bâtiments publics,
 - l'accès aux parcelles boisées et l'intégration des dessertes forêts dans les documents d'urbanisme,

- le développement du bois énergie dans les communes,
 - la gestion durable des forêts et la certification PEFC,
 - la gestion des forêts communales et la production de bois,
 - la réalisation des Obligations Légales de Débroussaillage, d'un plan communal pluriannuel de débroussaillage, et plus généralement la défense des forêts contre l'incendie. Il est à noter que ces sessions seront délocalisées sur l'ensemble du territoire métropolitain.
- D'établir des relations privilégiées avec tout organisme et associations en lien avec la gestion des espaces forestiers des Bouches-du-Rhône,
 - De mener à bien toute action ayant un lien direct ou indirect avec la forêt et sa valorisation.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association COFOR 13, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019.

Le renouvellement de cette adhésion permettra aux élus et aux services de la Métropole Aix-Marseille-Provence de continuer à bénéficier de conseils et accompagnement sur les questions relatives à la valorisation des forêts et en particulier des forêts communales souvent en manque d'exploitation, à la gestion de ces espaces et à la mobilisation des bois, en lien d'une part avec la fourniture et la production d'énergie et d'autre part avec le développement de la filière « construction bois » en s'appuyant sur les maîtrises d'ouvrages publiques et en cohérence avec la démarche Bâtiment Durable Méditerranéen.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 20 000 euros pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation

de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;

- La délibération n° ENV 002-4667/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône et paiement de la cotisation 2018 – Désignation d'un représentant ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt ;
- Qu'à ce titre, et compte tenu des objectifs poursuivis par l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) et le paiement de la cotisation 2019 pour un montant de 20 000 euros.

Article 2 :

Les crédits sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section de Fonctionnement, Nature 6281, Fonction 76, Sous Politique G810.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-6673/19/BM

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Pastorales de la Région PACA et paiement de la cotisation 2019
MET 19/11948/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70% et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la protection de la forêt et la structuration de la filière forêt apparaissent nécessaires et répondent totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

C'est dans ce contexte que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique incitative au développement de sa filière forêt.

Dans le cadre de cette compétence, la Métropole facilite le développement du pastoralisme en forêt, appelé sylvopastoralisme, au travers de conventions ou partenariats avec des éleveurs ou bergers. Ce mode de pâturage en milieu naturel est essentiellement axé sur l'entretien des ouvrages de DFCI (bande débroussaillée de sécurité, coupure de combustible...). Il permet d'ouvrir le milieu végétal, de favoriser la biodiversité, de ralentir la pousse de broussailles et ainsi limiter les départs de feux et la propagation des incendies. Le sylvopastoralisme contribue également au développement économique du territoire en créant des emplois et en favorisant la consommation de produits locaux en circuit court.

De son côté, l'Association des Communes Pastorales de la Région PACA a pour objet :

- de maintenir, améliorer, développer et promouvoir les activités pastorales sur les territoires des communes adhérentes
- d'apporter son soutien à tous ceux qui contribuent au maintien et au développement de ces activités pastorales ;
- de préserver et de valoriser les ressources patrimoniales des communes adhérentes procurées par les activités pastorales de leur territoire ;
- de procéder à toutes études permettant d'améliorer, en vue de leur maintien et de leur développement, la connaissance des activités pastorales ;
- d'émettre tous vœux, informer le public et entreprendre toutes démarches utiles auprès des pouvoirs publics et autorités compétentes sur les questions économiques, financières ou administratives, réglementaires ou législatives pouvant intéresser les activités pastorales ;
- d'adhérer à tous organismes contribuant à la satisfaction de l'objet de l'association ;
- d'intervenir devant toutes juridictions soit comme partie principale soit comme partie intervenante conformément à l'objet de l'association ;
- toutes activités et opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet de l'association.

Afin de bénéficier de la mise en réseau avec les différents acteurs du secteur pastoral, d'échanges de bonnes pratiques, de la diffusion d'informations sur les actions mises en place dans ce domaine, le tout contribuant au développement du pastoralisme en forêt et à la valorisation des espaces forestiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 150 euros pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de

la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'Association des Communes Pastorales de la Région PACA, qui contribuent au développement du pastoralisme en forêt, représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt ;
- Que compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association des Communes Pastorales de la Région PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association ;
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Pastorales de la Région PACA et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 150 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence, Section de Fonctionnement, Sous Politique G810, Fonction 76, Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 010-6674/19/BM

**■ Attribution d'une subvention d'investissement à l'Association Syndicale Autorisée de Modernisation des Irrigations d'Aubagne (Asamia) pour les travaux et les études d'ingénierie du poste de pompage des eaux brutes - Approbation d'une convention
MET 19/11786/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique agricole, la Direction de l'Agriculture est amenée à conduire des études et des travaux dans le champ de l'hydraulique agricole.

L'ASAMIA. est une association dont l'objet est l'irrigation sous-pression de la plaine de Beaudinard à Aubagne. L'Association comporte 586 bornes d'irrigation, 574 adhérents pour un périmètre de 364 ha. Le réseau de l'ASAMIA. compte 50 km de canalisations enterrées, pour une grande partie posée en deux tranches de travaux, en 1994 et 2001. L'alimentation en eau brute de l'ASAMIA dépend uniquement du Canal de Marseille, et plus précisément de la dérivation de Gémenos.

L'Association a pour objet de réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- Sanctuariser et valoriser les terres fertiles et nourricières,
- Pérenniser une agriculture rémunératrice et durable par des productions diversifiées, de qualité et de proximité,
- Renforcer la contribution de l'agriculture à la qualité de vie des habitants et des milieux naturels,
- Assurer une qualité de vie satisfaisante aux agriculteurs et à leurs voisins,
- Mobiliser toutes les parties prenantes en organisant leurs coopérations.

L'association assure la maîtrise d'ouvrage des investissements pour la réhabilitation des équipements hydrauliques y compris le poste de pompage des eaux brutes.

Le projet hydraulique de l'ASAMIA consiste à étudier l'amélioration du fonctionnement de la station de pompage en vue de réaliser des économies d'eau.

Le coût total du projet s'élève à 50 000 euros.

Le plan de financement prévisionnel se présente de la façon suivante :

Métropole Aix-Marseille Provence 40 000 euros

ASAMIA 10 000 euros

Par conséquent, il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à l'ASAMIA, d'une subvention d'investissement de 40 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet d'amélioration d'irrigation de l'ASAMIA sur Aubagne constitue un enjeu majeur pour le développement de la plaine agricole ;
- Que la subvention d'investissement aura pour objectif de financer des travaux d'irrigation présentant un intérêt métropolitain ;
- Que cette action entre pleinement dans les objectifs du Projet Alimentaire Territorial.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement à l'ASAMIA d'un montant de 40 000 euros liés aux travaux et étude ingénierie d'amélioration de la station de pompage en vue d'économie d'eau sur le poste de pompage des eaux brutes.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative aux modalités d'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 40 000 euros à l'ASAMIA ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération : n° 2019004000 – Nature 20423 – Fonction 6312 - Sous-politique G710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 011-6675/19/BM

■ Attribution d'une avance sur subvention à la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône au titre de l'exercice 2019, pour l'organisation de la 5ème édition du Salon des Agricultures de Provence - Approbation d'une convention MET 19/11860/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 33 du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique dispose que « des avances et acomptes peuvent être consentis aux bénéficiaires de subventions ».

Dans ce cadre et afin de permettre à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, précédemment soutenue par la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'assurer la continuité de ses actions et de préparer l'organisation de la cinquième édition du Salon des Agricultures de Provence qui aura lieu en 2020, il est proposé de consentir une avance sur subvention d'un montant de 40 000 euros correspondant à 25% du montant alloué pour l'édition précédente.

En effet, la Chambre d'Agriculture engage des dépenses relatives à l'organisation de la manifestation dès le dernier trimestre 2019.

Il est rappelé que le Salon des Agricultures de Provence a pour ambition de :

- créer un événement d'ampleur et valorisant les différentes formes d'agriculture du département,
- apporter aux agriculteurs l'opportunité d'échanger et de promouvoir leur activité, leurs pratiques et leurs produits,
- encourager les initiatives pédagogiques auprès des plus jeunes,
- réussir le pari d'un Salon intéressant à la fois pour les professionnels, les scolaires et le grand public,
- montrer l'impact économique, environnemental et structurant de l'agriculture locale,

- rapprocher les urbains du rural et du monde agricole.

Avec une moyenne de près de 49 000 visiteurs, les quatre premières éditions du Salon des Agricultures de Provence ont été un réel succès.

Cette action concourt à la satisfaction des objectifs d'intérêt général, présente un intérêt local et manifeste et un rayonnement particulier pour la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à titre d'avance à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône d'un montant de 40 000 euros pour l'organisation du 5^{ème} salon des Agricultures de Provence en 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au versement d'une avance sur subvention à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole, au chapitre 65, compte 657382, fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 012-6676/19/BM

■ Approbation de la Charte d'engagement pour la qualité de l'air MET 19/12638/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Selon le dernier baromètre de l'ADEME présentant les principaux résultats des enquêtes effectuées en 2018, la qualité de l'air est la 3^{ème} préoccupation environnementale des français après le réchauffement climatique et la biodiversité. Les épisodes de canicule et de pollution atmosphérique qui ont été générés, cet été, montrent la sensibilité de notre territoire à ces phénomènes qui ont concerné beaucoup d'autres grandes agglomérations.

Il faut noter que cette pollution est inhérente aux activités humaines, plus particulièrement à la présence sur notre territoire de grands axes routiers, notamment de transit, d'aéroports, du grand port maritime de Marseille de dimension internationale, de grands sites industriels et d'un fort ensoleillement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée, depuis plusieurs années, sur la réduction des émissions des pollutions atmosphériques, que ce soit au travers du déploiement de solutions de transports en commun, de développement des modes alternatifs à la voiture individuelle, d'amélioration de la qualité environnementale des aménagements et des bâtiments, de la réduction des brûlages sauvages de déchets (proposition de composteurs, déchèteries ...), de l'amélioration des modes de chauffage...

La Métropole a élaboré, conjointement avec le Département des Bouches-du-Rhône, un Agenda Environnemental adopté en Conseil de la Métropole le 13 décembre 2018. Le premier axe de cet Agenda est consacré à l'amélioration de la qualité de l'air qui comprend 27 actions concrètes sur les 80 de ce document.

Par ailleurs, la Métropole participe à la mise à jour du Plan de Protection de l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône, aux travaux d'AtmoSud, réseau de surveillance de la qualité de l'air, à la concertation initiée par le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles sur les questions « Environnement et santé » sur le pourtour de l'Etang de Berre.

Dans le cadre de la Conférence Régionale sur la Qualité de l'Air, organisée par le Préfet de Région, celui-ci souhaite marquer l'engagement et la détermination des principaux acteurs régionaux à renforcer les initiatives pour un air de meilleure qualité. Il est ainsi proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de s'associer à cette dynamique par la signature d'une Charte d'engagement pour la qualité de l'air.

Cette Charte comprend 5 volets :

- Aménager nos territoires pour mieux respirer
- Développer des modes de déplacement moins impactants
- Mieux gérer nos déchets verts
- Concilier développement économique et qualité de l'air
- Accompagner l'évolution des pratiques.

La Charte, détaillant ces engagements, est jointe à ce rapport.

Au regard des nombreux projets et opérations portés par la Métropole s'inscrivant pleinement dans cette dynamique, il est proposé au Bureau de la Métropole de souscrire à ces engagements et d'autoriser la Présidente à signer cette Charte proposée par le Préfet de Région.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-13/12/18CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la présentation de l'Agenda Environnemental de la Métropole Aix-

Marseille-Provence et du Département des Bouches-du-Rhône ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole de s'associer à cette démarche proposée par le Préfet de Région.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la Charte d'engagement pour la qualité de l'air.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette Charte et toutes les pièces afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 013-6677/19/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'Education Nationale pour l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable
MET 19/11952/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'éducation à l'environnement et au développement durable, mentionnée à l'article L.312-19 du Code de l'éducation, fait partie des missions des écoles. Cette éducation débute dès l'école primaire et vise à éveiller les enfants aux enjeux environnementaux. Elle comporte une sensibilisation à la nature et à l'évaluation de l'impact des activités humaines sur les ressources naturelles. Elle nécessite de nouvelles approches scientifiques, éthiques et pédagogiques.

Cette mission s'exerce, notamment, dans le cadre d'une démarche partenariale entre la communauté éducative et différents partenaires qui peuvent être les collectivités territoriales, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale et tout autre partenaire

de type associatif intervenant dans le champ de cette éducation transversale conformément aux projets d'école et des établissements scolaires.

Ainsi, dans le cadre de ses compétences, notamment en matière d'environnement, la Métropole s'est dotée d'un Agenda Environnemental en partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône qui a pour objectif de mobiliser ses moyens et ses forces autour de cinq enjeux forts :

- Améliorer la qualité de l'air ;
- Favoriser la transition énergétique ;
- Protéger la mer, le littoral et les milieux aquatiques ;
- Préserver la biodiversité ;

- Lutter contre le gaspillage.

Les politiques, portées par la Métropole, soutiennent ces cinq enjeux par des stratégies fortes, lesquelles se déclinent de manière opérationnelle sur le territoire. Cependant, pour renforcer l'efficacité de ces politiques, il est nécessaire de mobiliser les citoyens, afin que ceux-ci contribuent de manière significative, à la réduction des impacts, notamment par l'adoption de « bons gestes ».

Afin de former au plus tôt les futures générations aux enjeux du développement durable, la Métropole met en œuvre des actions d'Éducation à l'Environnement par des agents métropolitains, sur l'ensemble de son territoire. Celles-ci ont pour objectif d'apporter un éclairage technique aux enseignants, de faire bénéficier les élèves d'une approche différente et ainsi d'enrichir et de conforter les enseignements scolaires.

Pour pouvoir intervenir dans les établissements scolaires, il est indispensable que soit établie une convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Direction académique des services départementaux de l'Éducation Nationale des Bouches-du-Rhône.

A ce titre et dans le respect de leur domaine de compétence, la Métropole et la Direction académique conviennent de conclure une convention de partenariat relative aux modalités d'organisation d'actions d'Éducation à l'Environnement en milieu scolaire pour l'année 2019/2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La circulaire n°92-196 du 3 juillet 1992 du Ministre de l'Éducation Nationale sur la participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires ;
- La circulaire n°99-136 du 21 septembre 1999 du Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie sur l'organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques ;
- La circulaire n°2014-088 du 9 juillet 2014 du Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche portant règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de ses compétences, notamment en matière d'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'un agenda environnemental ayant pour objectif de mobiliser ses moyens et ses forces autour des enjeux liés à l'environnement ;
- Que la sensibilisation aux grands enjeux environnementaux des enfants scolarisés est une priorité pour la Métropole ;
- Qu'à ce titre, l'Académie Aix-Marseille, sollicite la Métropole afin qu'elle intervienne au sein des établissements scolaires afin d'apporter un éclairage technique aux enseignants et font bénéficier les élèves d'une approche différente permettant d'enrichir et de conforter les enseignements scolaires ;
- Que dans la mesure où ces animateurs interviennent dans les établissements, et

durant le temps scolaire, il est indispensable qu'une convention précise les modalités d'organisation et les responsabilités des animateurs métropolitains et de la communauté éducative concernée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat, entre l'académie Aix-Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'organisation d'actions d'éducation à l'environnement pour l'année scolaire 2019/2020, ci- annexée.

Article 2 :

Cette convention est établie à titre gracieux, pour l'année scolaire 2019/2020, elle pourra être renouvelée tacitement, sans pouvoir dépasser trois années scolaires.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 014-6678/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Air Climat

MET 19/11923/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Air Climat propose des ateliers de sensibilisation sur la mise en œuvre d'actions d'adaptation pour limiter les effets du changement climatique dans le cadre du Plan Climat Air Énergie Métropolitain.

A la suite de la production d'un cahier thématique du GREC-SUD (Groupement d'Experts sur le Climat en PACA) dédié au territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'une étude portant sur le potentiel de la séquestration du carbone dans les sols agricoles et les forêts, AIR Climat et le GREC-SUD proposent des ateliers de sensibilisation destinés aux acteurs territoriaux. L'objectif principal est d'accompagner les élus, les gestionnaires et les agents des différents services métropolitains susceptibles d'engager des actions en faveur de la transition écologique et énergétique à titre professionnel, voire personnel, notamment des actions jugées prioritaires dans le cadre du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain (PCAEM). Les sessions sont également ouvertes aux collectivités locales, aux élus et agents du Département des

Bouches-du-Rhône, de la DREAL régionale ou encore de l'Agence Régionale de la Santé (ARS). Afin de favoriser une acculturation transversale et une approche systémique, la pluridisciplinarité et les regards croisés seront privilégiés. Le GREC-SUD mobilise des scientifiques et des experts régionaux pour couvrir de manière transversale plusieurs champs disciplinaires (climatologie, aménagement du territoire, habitat, transport, économie, agriculture, ressources en eau, forêt, mer, sociologie, psychologie...).

Trois ateliers de sensibilisation, sur 3 grands thèmes, sont organisés entre le mois d'octobre et fin décembre 2019 et proposés au public ciblé. Ils se déclineront par session d'une demi-journée riche et dense (durée : 3h30, pauses incluses) et se décomposent en trois temps :

1. Introduction générale : état des connaissances scientifiques et techniques actuelles à l'échelle territoriale (indicateurs climatiques, enjeux, impacts...) avec échanges permanents avec le public pour sensibiliser et informer en direct, répondre aux questions spécifiques, confirmer ou infirmer certaines idées reçues ou rumeurs, prendre du recul... Pour faciliter la compréhension, les intervenants choisiront des illustrations accessibles à tous (graphiques, indicateurs chiffrés et/ou cartographiques, photos, etc.) avec la volonté de marquer les esprits et de faire réagir les participants. Cette première étape permettra de poser le sujet de l'atelier, d'engager le dialogue et de formuler des représentations du changement climatique et les manières dont ses effets vont affecter le territoire, avant de commencer l'étape suivante ;

2. Volet adaptation au changement climatique : les premiers échanges sur l'état des connaissances ouvriront les débats sur les pistes d'adaptation au changement climatique. L'idée sera de montrer qu'il est nécessaire et possible d'agir à titre individuel et collectif, dans l'intérêt de tous, et de réfléchir à l'élaboration de trajectoires d'adaptation dans un processus de co-construction. Quelles pistes pour s'adapter aux nouvelles contraintes du climat ? Quelles solutions ? À quelle échéance peuvent-elles être mises en œuvre ? Sont-elles suffisantes ? L'avis des participants sera demandé afin de mesurer le degré d'engagement et d'optimisme de chacun ;

3. Appropriation des connaissances dans les métiers, comment lever les freins des décideurs et des citoyens sur les questions d'adaptation, comment accélérer la mise en œuvre des actions et des politiques d'adaptation, encourager les initiatives, etc., à l'échelle territoriale ? Quelles sont les forces et les faiblesses des collectivités et des acteurs territoriaux ? Comment associer les citoyens à la prise de décision et à la définition des

stratégies d'adaptation ? Que manque-t-il ? Quelle responsabilité de tous ?

Le dialogue et les échanges seront les maîtres mots tout au long du processus. Toute personne aura la possibilité de s'exprimer, sensibilisée ou non à la problématique du changement climatique, sceptique ou non, engagée ou non dans la transition écologique et énergétique...

Trois ateliers sont suggérés :

- atelier 1. Espaces urbanisés et santé : aménagement, transport, économie, habitat,

végétalisation, agriculture urbaine, pollution de l'air, industrie, santé...

- atelier 2. Agriculture et forêt : alimentation, circuits courts, agroforesterie, séquestration du carbone, incendies, énergie bois, biodiversité...
- atelier 3. Mer et littoral : écosystèmes marins, biodiversité marine, érosion littorale, économie (tourisme, pêche, loisir, etc.)...

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 11.250 euros TTC. Le montant de la subvention sollicitée par Air Climat est de 9.000 euros, Guichet Unique n° 2019-01414.

CHARGES		PRODUITS TTC	
Achats		Subvention Métropole	9.000 €
Services extérieurs			
Charges de personnel		Ressources propres	2.250 €
Charges indirectes			
Total :	11.250 €	Total :	11.250 €

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Autofinancement	20 %	2.250 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	9.000 €
	Total :	11.250 €

Les modalités de versement de la subvention, conformes au règlement budgétaire et financier de la Métropole, sont les suivantes :

- un acompte de 80% de la subvention attribuée.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

- le solde de 20% sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 fixant les modalités et les principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Air Climat d'un montant de 9.000 euros pour la réalisation d'ateliers de sensibilisation sur la mise en œuvre d'actions d'adaptation pour limiter les effets du changement climatique dans le cadre du Plan Climat Air Énergie Métropolitain.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en section de fonctionnement, chapitre 65, Nature 65748, Fonction 74.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 015-6679/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association EnvirobatBDM et paiement de la cotisation 2019 MET 19/12000/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association EnvirobatBDM a pour objet la prise en compte des exigences du développement durable dans l'acte de construire, de réhabiliter et d'aménager, principalement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Pour cela, l'association propose aux maîtres d'œuvre et aux maîtres d'ouvrages des formations et visites d'opérations exemplaires, des outils pratiques pour la réalisation d'un projet (simulation thermique, construction passive, rafraîchissement des bâtiments, biomatériaux, éclairage économe,...), l'appui d'un réseau d'experts, et un accompagnement dans l'évaluation d'un projet (coût global, performances ...). L'association EnvirobatBDM organise aussi régulièrement des groupes de travail pour favoriser l'échange entre collectivités et professionnels sur des sujets prédéfinis.

Les élus et techniciens de la Métropole sont ainsi conviés à participer à ces différentes rencontres et visites.

Enfin, l'association a mis en place une labellisation des constructions, des rénovations de bâtiments ou encore d'aménagement de quartier. Plusieurs projets conduits par la Métropole ont d'ailleurs bénéficié de cette labellisation.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a renouvelé son adhésion à cette association pour les années 2017 et 2018, respectivement par délibération n° ENV 008-2218/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 et par délibération n°ENV 004-3479/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018.

En effet, en adhérant à cette association, la Métropole bénéficie des expertises, des accompagnements et des échanges avec les homologues d'autres collectivités et des professionnels. Elle bénéficie en outre de l'ensemble de la ressource notamment documentaire, disponible au sein de cette association, et peut également participer aux colloques et formations organisés par l'association.

Aussi, au regard de ces éléments, et compte tenu des objectifs poursuivis par cet organisme en cohérence avec les politiques d'environnement, de construction d'équipements et d'aménagement de la Métropole, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle est fixé 20 000 euros pour 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 008-2218/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 portant renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'Environnement et paiement de leurs cotisations 2017 ;
- La délibération n°ENV 004-3479/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'environnement et paiement des cotisations 2018 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'association EnvirobatBDM représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement ;
- Que compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association EnvirobatBDM, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2019.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association EnvirobatBDM pour l'année 2019 ainsi que le règlement de la cotisation d'un montant de 20 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Général - Budget Primitif Métropolitain Fractionné – chapitre 011 - Fonction 74 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 016-6680/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Amélioration de l'efficacité énergétique du patrimoine (travaux de maîtrise des consommations voire production d'EnR)"
MET 19/11989/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Les objectifs nationaux de réduction des consommations imposent aux collectivités territoriales de réaliser des économies d'énergie sur leur patrimoine bâti.

Le projet de loi «portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique» (ELAN) présenté au printemps 2018 maintient en effet l'exigence prévue par la loi de transition énergétique de 2015, à savoir de diminuer de 40% les consommations d'énergies en 2030 sur la base de l'année 2010.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est par conséquent engagée dans une démarche de réduction des consommations de son patrimoine notamment en recrutant des économes de flux chargés du suivi des dépenses énergétiques et de la rénovation des bâtiments consommateurs.

Sur son périmètre, le Territoire Marseille-Provence de la Métropole, s'était préalablement engagé via son Plan Climat Energie territorial, voté en octobre 2012, à réduire de 30% ses consommations énergétiques sur son patrimoine et dans l'exercice de ses compétences à échéance 2020.

Ces économies de flux relèvent notamment de la Direction Environnement et Ports de Plaisance, en charge du Plan Climat Energie Territorial, dont les objectifs et actions sont à ce jour intégrés aux objectifs du Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM) à venir.

Le projet est présenté par la Direction de l'Environnement et des Ports de Plaisance en collaboration avec le Service Ingénierie Bâtiments qui accueille des économes de flux en charge du gros entretien renouvellement (GER). Ce projet a pour objectif de réduire les consommations énergétiques sur des bâtiments métropolitains les plus consommateurs, ayant préalablement fait l'objet d'audits énergétiques, à savoir 3 bâtiments situés sur Marseille, propriété de la Métropole, utilisés dans l'exercice de compétences métropolitaines.

Pour cette opération, il s'agit de remplacer la totalité des équipements lumineux par de la LED, plus performante, plus économe et supérieure en terme de confort au travail.

Les équipements installés auront une durée de vie supérieure à 50 000 heures avec une chute de flux lumineux inférieur à 30%. L'efficacité lumineuse sera supérieure à 90 lm/W.

Ces caractéristiques techniques ont été définies en accord avec la fiche CEE d'opération standardisée BAT-EQ-127 « Mise en place d'un luminaire d'éclairage général à modules LED avec ou sans dispositif de gestion » (haute performance).

Ce passage à la LED sera couplé avec l'installation de sous-comptage dans les tableaux électriques afin d'évaluer l'impact sur les consommations énergétiques.

Le gain est évalué à 55% d'économie en moyenne sur les consommations d'électricité spécifiques à l'éclairage.

Outre la réduction de consommation énergétique attendue, l'impact environnemental le plus important d'une source lumineuse est principalement déterminé par son efficacité à produire la lumière et sa durée de vie.

Les LED, de par leur émission instantanée de flux lumineux souhaité, sans montée en régime, et leur longue durée de vie, ont un faible impact environnemental.

Par ailleurs, leur fonctionnement en très basse tension, peut être un avantage en termes de sécurité électrique dans les bâtiments concernés.

Le démarrage prévisionnel de la réalisation des travaux est fixé en novembre 2019, pour une durée maximale de 6 mois.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 147 282 euros HT.

Cette opération, intitulée «Amélioration de l'efficacité énergétique du patrimoine (travaux de maîtrise des consommations voire production d'EnR)», est inscrite en section d'investissement sur le Budget Etat Spécial 2019 du Territoire Marseille-Provence, géré par la Direction de l'Environnement et des Ports de Plaisance (3DPRO - G610-71-23158 Opération 2015109900).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS
Etat Subvention pour l'opération : « Amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments (travaux de maîtrise des consommations voire production d'EnR) »	80 %	117 826 euros
AUTOFINANCEMENT		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	29 456 euros
TOTAL HT	100%	147 282 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 001-3864/18/CM en date du 18 mai 2018 qui a ouvert le volume d'Autorisation de Programme et porté l'Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement "Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments".

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : «Amélioration de l'efficacité énergétique du patrimoine (travaux de maîtrise des consommations voire production d'EnR)» sur 3 bâtiments métropolitains utilisés dans l'exercice de compétences métropolitaines sur le Territoire Marseille-Provence, les plus consommateurs d'électricité.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Etat Spécial 2019 du Territoire Marseille-Provence : Opération 2015109900 – Chapitre 4581191007.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Chapitre 13 – opération n° 2015109900.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 017-6681/19/BM

■ Approbation de la Charte de l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle MET 19/12678/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence projette la mise en œuvre d'un plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine. Ce plan d'action a vocation à s'inscrire dans le cadre plus large du Projet Métropolitain adopté en juin 2018, de l'Agenda Environnemental présenté en décembre 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône, du Projet Alimentaire Territorial et du Plan climat air énergie métropolitain en cours d'élaboration. Outre le soutien à l'agriculture urbaine non professionnelle à

travers le développement des jardins collectifs et d'actions d'éducation et de sensibilisation, la Métropole envisage lancement de plusieurs appels à projets en vue de l'installation d'exploitations professionnelles. La réponse aux enjeux agricoles, urbains et sociétaux dépend en grande partie du respect d'un certain nombre de bonnes pratiques dans la mise en œuvre de ces projets.

L'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle (AFAUP) association à rayonnement national ayant vocation à fédérer les professionnels de l'agriculture urbaine et faciliter les liens avec les autres acteurs de la ville, le monde agricole et le grand public, a établi avec ses partenaires, regroupant l'ensemble des acteurs de la filière, une charte à destination des donneurs d'ordre s'engageant dans un projet d'agriculture urbaine par une mise à disposition de leur patrimoine, qu'il s'agisse de collectivités, de bailleurs sociaux, d'entreprises ou encore de promoteurs immobiliers. Cette charte, co-signée par l'AFAUP, a pour objectif de garantir la pérennité et la durabilité de ces projets du point de vue économique, environnemental et social.

En effet, par cette charte, les donneurs d'ordre s'engagent à :

- S'inscrire dans une démarche collaborative de développement durable, en répondant aux besoins économiques, sociaux et environnementaux des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ;
- Favoriser une approche inclusive et multifonctionnelle de l'agriculture, avec une préservation des terres arables et une gestion efficiente des ressources et de la biodiversité, en privilégiant notamment l'usage de matériaux biosourcés ;
- Maintenir les exploitations agricoles existantes, principalement en zone péri-urbaine, et favoriser les liens avec elles pour une intégration cohérente du projet dans son environnement ;
- Soutenir les démarches d'économie circulaire et d'insertion sociale ;
- Garantir la maîtrise foncière des sites concernés par des futurs appels à projets et la possibilité d'y réaliser un projet durable ;
- Fournir l'ensemble des données sanitaires permettant une juste appréhension de ces sites, notamment les analyses des sols, et le cas échéant concourir à mettre en place des alternatives pour respecter les réglementations sanitaires et environnementales, notamment en terme de pollution des sols ;
- Communiquer toutes informations techniques et réglementaires utiles, notamment les plans, calculs de

portance et tous documents relatifs aux contraintes propres au site ;

- Garantir l'impartialité et l'exemplarité de la sélection s'il y a une mise en concurrence ;

- Veiller à l'installation d'un projet agricole économiquement viable et cohérent, eu égard aux potentiels commerciaux et aux financements privés et/ou publics prévus ;

- Etablir une contractualisation claire et équilibrée avec l'exploitant de sorte que la durée d'exploitation et une répartition appropriée des charges concourent à sa juste rémunération ;

- Accompagner la promotion et la communication autour du projet, et soutenir l'exploitant dans ses relations avec les parties prenantes telles que collectivités et riverains.

En retour, l'AFAUP s'engage à soutenir le donneur d'ordre dans la mise en œuvre de son ou ses projets d'agriculture urbaine, notamment par le partage d'expériences et de compétences dont elle est détentrice de par ses missions, et par la promotion globale du projet auprès des candidats agriculteurs urbains, des pouvoirs publics et des médias.

La signature de cette charte présente donc un double intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, tout d'abord en tant qu'elle décide de garantir que les porteurs de projets qu'elle choisit d'installer sur son territoire concourent aux objectifs de durabilité qu'elle défend dans ses schémas stratégiques, déclinés pour partie dans son plan d'action spécifique pour l'agriculture urbaine ; ensuite parce que cette charte lui permet de bénéficier de l'expertise de l'AFAUP et de ses conseils techniques et juridiques associés, dans le domaine émergent de l'agriculture urbaine professionnelle aujourd'hui très peu encadré par les textes régissant le fonctionnement des collectivités locales et du monde agricole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au bureau de la Métropole ;

- La délibération n°ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le principe de l'élaboration d'un projet alimentaire territorial à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n°ENV 001-1132/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant les modalités et principes de l'élaboration de Plan Climat Air Energie métropolitain ;
- La délibération n°FAG 057-4109/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le document « Ambition 2040 : 12 engagements pour une métropole à vivre » ;
- La délibération n°ENV 001-5209/18/CM du 13 décembre 2018 prenant acte de la présentation du rapport relatif à l'Agenda Environnemental de la Métropole Aix-Marseille Provence et du Département des Bouches-du-Rhône.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- que la Métropole Aix-Marseille-Provence projette la mise en œuvre d'un plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine destiné à répondre aux enjeux alimentaires, environnementaux et sociaux des milieux urbain et périurbain ;
- que l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle a établi en lien avec ses partenaires, une charte à destination des donneurs d'ordre s'engageant dans des projets d'agriculture urbaine, dans l'objectif de garantir la pérennité et la durabilité de ces projets du point de vue économique, environnemental et social ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la « Charte pour la mise en œuvre d'un projet d'agriculture urbaine durable » proposée par l'Association Française de l'Agriculture Urbaine Professionnelle et ses partenaires aux donneurs d'ordre s'engageant dans un projet d'agriculture urbaine ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette Charte.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-6682/19/BM

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie par la commune de Cassis**

MET 19/12149/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec la commune de Cassis au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune des conventions spécifiques habilitant la commune à réaliser les

opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public de défense extérieure contre l'incendie, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives au service public de défense extérieure contre l'incendie, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant la commune de Cassis du Territoire Marseille Provence portant sur 3 opérations au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, concernant la commune de Cassis du Territoire Marseille Provence au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée avec la commune de Cassis, portant sur les opérations suivantes :

- Remplacement d'un poteau incendie suite à des dégâts au 14 avenue Jules Ferry, 13260 Cassis, pour un montant de 2 116,87 euros TTC,
- Fourniture de poteaux incendie DN150, au 9999 Chemin de Cassis, 13260 Cassis, pour un montant de 2 292,14 euros TTC,
- Déplacement avec remplacement de poteau incendie, au 1 Avenue Professeur Leriche, 13260 Cassis, pour un montant de 10 347,69 euros TTC.

Le montant prévisionnel des travaux pour ces trois opérations s'élève à : 14 756,70 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST du Conseil de Territoire Marseille Provence - Autorisation de Programme 191183BP - Opération n° 2019103200 - Nature 4581119004 - Fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-6683/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie par la commune de Carnoux
MET 19/12150/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec la commune de Carnoux au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune des conventions spécifiques habilitant la commune à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habilitier la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la

compétence en matière de service public de défense extérieure contre l'incendie, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives au service public de défense extérieure contre l'incendie, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant la commune de Carnoux du Territoire Marseille Provence portant sur deux opérations au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, concernant la commune de Carnoux du Territoire Marseille Provence au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée avec la commune de Carnoux, portant sur les opérations suivantes :

- Remise en état, conformité et graissage de 66 poteaux incendie pour un montant de 15 627,60 euros TTC,
- Remplacement d'un hydrant PI 33 au 26 avenue Vincent Scotto -13470 Carnoux-en-Provence pour un montant de 2 786,40 euros TTC,

Le montant prévisionnel des travaux pour ces deux opérations s'élève à : 18 414,00 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget principal EST du Conseil de Territoire Marseille Provence - Autorisation de Programme 191183BP - Opération n° 2019103200 - Nature 4581119004 - Fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-6684/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie par la commune d'Allauch
MET 19/12251/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec la commune d'Allauch au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune des conventions spécifiques habilitant la commune à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habilitier la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public de défense extérieure contre l'incendie, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habilitier la commune à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives au service public de défense extérieure contre l'incendie, sans

interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant la commune d'Allauch du Territoire Marseille Provence portant sur une opération au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, concernant la commune d'Allauch du Territoire Marseille Provence au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée avec la commune d'Allauch, portant sur l'opération suivante :

- Remplacement de cinq hydrants sur la commune d'Allauch.

Le montant prévisionnel des travaux pour ces deux opérations s'élève à : 10 818,00 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget principal EST du Conseil de Territoire Marseille Provence - Autorisation de Programme 191183BP - Opération n° 2019103200 - Nature 4581119004 - Fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-6685/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure contre l'Incendie par la commune de Carry-le-Rouet

MET 19/12410/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion

de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec la commune de Carry-le-Rouet au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune des conventions spécifiques habilitant la commune à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant la commune de Carry-le-Rouet du Territoire Marseille Provence portant sur une opération au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, concernant la commune de Carry-le-Rouet du Territoire Marseille Provence au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée avec la commune de Carry-le-Rouet, portant sur l'opération suivante :

- Remplacement de six hydrants sur la commune de Carry-le-Rouet.

Le montant prévisionnel des travaux pour ces deux opérations s'élève à : 24 831,19 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget principal EST du Conseil de Territoire Marseille Provence - Autorisation de Programme 191183BP - Opération n° 2019103200 - Nature 4581119004- Fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-6686/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie par la commune de Pertuis MET 19/12035/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière de défense extérieure contre l'incendie depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour de ladite compétence.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Ainsi, en 2019 et 2020, la commune de Pertuis va engager des travaux de remplacement et création de points d'eau d'incendie.

Le montant prévisionnel des travaux de cette opération s'élève à 53.351,60 euros HT, soit 64.021,92 euros TTC.

Il est donc aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la commune de Pertuis concernant la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de remplacement et de création de points d'eau d'incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée avec la commune de Pertuis, portant sur l'opération de remplacement et création de points d'eau d'incendie.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

Crédits de paiement 2019 : 32 010,96 euros

Crédits de paiement 2020 : 32 010,96 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée

DEA 006-6687/19/BM

■ Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie par les communes d'Aurons, Pélissanne, Eyguières, Vernègues et Lançon-Provence
MET 19/11835/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec les communes d'Aurons, Eyguières, Pélissanne et Lançon-Provence au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec ces communes des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public de défense extérieure contre l'incendie, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations relevant

exclusivement des compétences relatives au service public de défense extérieure contre l'incendie, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de 5 nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant les communes d'Eyguières, d'Aurons, Pélissanne, Vernègues, Lançon-Provence et 1 nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant la commune de Lançon-Provence du Territoire du Pays Salonais et 7 opérations au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion de cinq nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée et d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, concernant cinq communes du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune d'Aurons, portant sur l'opération suivante :

- Travaux liés au remplacement d'un poteau incendie sur la RD68, à l'entrée du lotissement des Pinèdes.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 3 078,00 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Pélissanne, portant sur l'opération suivante :

- Travaux liés au remplacement d'un poteau incendie sur la Commune de Pélissanne, situé devant la caserne des pompiers.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 4 350,31 euros TTC.

Article 3 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune d'Eyguières, portant sur l'opération suivante :

- Remplacements de 3 poteaux incendie localisés dans différentes rues de la commune.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 11 170,10 euros TTC.

Article 4 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Vernègues, portant sur l'opération suivante :

- Remplacement du Poteau Incendie n°17, sur la rue des Alpilles.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 3 353,40 euros TTC.

Article 5 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, ci-annexée avec la commune

de Lançon-Provence, portant sur les opérations suivantes :

- Fourniture et mise en œuvre de trois poteaux incendie pour l'aménagement des Voiries et réseaux du Collège et du gymnase de Lançon-Provence.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 9 000,00 euros TTC.

- Extension du réseau incendie sur le Chemin des Pinèdes.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 5 712,00 euros TTC.

Article 6 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Lançon-Provence, portant sur l'opération suivante :

- Travaux liés au remplacement d'un poteau incendie sur la commune de Lançon-Provence, situé au chemin des écoliers à Val de Sibourg.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 3 277,67 euros TTC.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 8 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Opération n° 2018301600 - Compte 4581183016 - Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-6688/19/BM

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation par la commune de Gardanne de travaux relevant de la compétence Eaux Pluviales**
MET 19/11978/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de

compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la commune jusqu'au 1^{er} janvier 2020, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Ainsi, en 2019, la commune de Gardanne va engager des travaux de réfection, de création et d'aménagement du réseau ou d'équipements pluviaux localisés dans différentes rues de la commune dans le cadre de réfections de voiries ou de lutte contre les inondations.

Ces aménagements sont à engager pour un montant de 240.000 euros TTC.

Il est donc aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la commune de Gardanne au titre de la compétence Eaux Pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation, par la commune de Gardanne, de travaux relevant de la compétence Eaux Pluviales.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, pour la réalisation, par la commune de Gardanne, de travaux relevant de la compétence Eaux Pluviales.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme D1909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-6689/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0569 pour la réalisation de l'opération de réaménagement des réseaux humides dans le quartier des Pins par la commune de Vitrolles MET 19/12032/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la commune jusqu'au 1^{er} janvier 2020, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-1 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée ou de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°FAG 001-3879/18/BM du 28 juin 2018, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage portant sur le réaménagement des réseaux humides dans le quartier des Pins à Vitrolles. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 310.000 euros HT, soit 372.000 euros TTC.

Postérieurement à la signature de la convention, un aménagement des espaces verts de la rue Gandhi a impacté le réseau de collecte des eaux usées et a donc conduit à modifier son positionnement ce qui a pour conséquence une réévaluation de l'enveloppe globale liée à la compétence eaux usées.

De plus, en phase travaux, il a été détecté une anomalie dans le calcul des cubatures des terrassements en tranchée et des matériaux de remblaiement ayant pour conséquence une augmentation significative des volumes de terrassement et de remblaiement liés à la pose du réseau pluvial.

Le bureau d'études en charge de cette opération reconnaît ses erreurs de calculs durant la phase études ce qui représente un élément probant permettant de rechercher sa responsabilité. A cet effet, la commune de Vitrolles va engager une action

auprès de la juridiction compétente contre le bureau d'études.

En attendant le traitement de ce recours, la commune poursuit les travaux de réseaux humides qui s'intègrent à un projet plus global de réhabilitation de l'espace public du quartier des Pins, chantier qui représente un enjeu fort pour la commune.

Les montants de la convention sont ainsi adaptés et la convention est portée de 310 000 euros HT, soit 372 000 euros TTC à un montant global de 880 000 euros HT, soit 1 056 000 euros TTC, soit une augmentation globale de 185%, répartis comme suit :

- pour la compétence eau potable, 30 000 euros HT, soit 36 000 euros TTC,
- pour la compétence assainissement, 100 000 euros HT, soit 120 000 euros TTC,
- pour la compétence eaux pluviales, 750 000 euros HT, soit 900 000 euros TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Vitrolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-3879/18/BM du 28 juin 2019 portant approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour le réaménagement

des réseaux humides dans le quartier des Pins à Vitrolles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0569 pour la réalisation, par la commune de Vitrolles, de l'opération de réaménagement des réseaux humides dans le quartier des Pins.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0569 pour la réalisation, par la commune de Vitrolles, de l'opération de réaménagement des réseaux humides dans le quartier des Pins.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :
- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-6690/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la réfection de réseaux humides du quartier Haute Cloque par la commune de Cabriès
MET 19/12034/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la commune jusqu'au 1^{er} janvier 2020, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-1 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est ainsi que la commune de Cabriès doit réaliser des travaux d'aménagement et restructuration d'ouvrages de collecte des eaux pluviales ainsi que la réfection des équipements associés au réseau public d'eau potable, dans le cadre d'aménagements de voirie programmés dans le quartier Haute Cloque.

Ces aménagements ont été estimés pour la compétence eaux pluviales à 45 235 euros HT et 440 euros HT pour la compétence eau potable.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ces aménagements dans le quartier Haute Cloque à Cabriès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune de Cabriès, de la réfection de réseaux humides du quartier Haute Cloque.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation, par la commune de Cabriès, de la réfection de réseaux humides du quartier Haute Cloque.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-6691/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1422 pour la réalisation d'opérations relevant de la compétence en matière de pluvial par la commune de Pertuis
MET 19/12036/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la commune jusqu'au 1^{er} janvier 2020, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-1 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) avec la commune de Pertuis, fondée sur les dispositions de l'article L.2422-1 du Code de la Commande Publique relatif à l'organisation de la maîtrise d'ouvrage.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet de préciser les opérations sur lesquelles porte la convention, ainsi que de modifier l'annexe financière à la convention de

transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1422 avec la commune de Pertuis.

En effet, il convient d'adapter la convention à la programmation des aménagements de voirie de la commune dont le contenu a évolué depuis la rédaction de la convention initiale.

Cet avenant est sans effet sur le coût global de l'opération à la charge de la Métropole qui demeure à hauteur de 571.095,25 euros HT, soit 685.314,30 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017 portant approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Pertuis ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1422 pour la réalisation, par la commune de Pertuis,

d'opérations relevant de la compétence en matière de pluvial.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1422 pour la réalisation par la commune de Pertuis d'opérations relevant de la compétence en matière de pluvial.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-6692/19/BM

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et d'avenants relatifs à la réalisation d'équipements relevant de la compétence assainissement des eaux pluviales par les communes de Lançon-Provence, Rognac, Salon de Provence et Velaux**
MET 19/11836/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Eau pluviale » conclue avec la commune de Lançon Provence au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune une convention spécifiques l'habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement pluvial, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Cette convention, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêt la forme d'une convention de TTMO fondée sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme est retenue afin d'habilitier la commune à poursuivre seule des opérations qui relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la commune jusqu'au 31 décembre 2019.

En application de ces conventions, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Par ailleurs, il est aujourd'hui nécessaire de procéder à des réajustements des plans de financements prévisionnels prévus dans les conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage conclues avec les communes de Lançon Provence et de Velaux ainsi que dans les conventions de Maîtrises d'Ouvrage Délégée conclues avec les communes de Rognac et Salon de Provence pour la réalisation d'équipements relevant de la compétence Eaux Pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, de 4 avenants concernant 4 communes du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, ci-annexée, à conclure avec la commune de Lançon-Provence, portant sur l'opération suivante :

-« Création d'un réseau pluvial et de bassin de rétention dans le cadre de l'aménagement des VRD du collège et du gymnase sur la commune de Lançon-Provence ».

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 515 462,88 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage N°19/023, ci-annexé, à conclure avec la commune de Lançon-Provence, portant sur l'opération suivante :

- « Maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des Voiries et réseaux du collège et du gymnase »

Le présent avenant a pour objet de modifier le plan de financement prévisionnel.

Le phasage des demandes de remboursement est réajusté sur les années 2020 et 2021, comme suit :
Pour la maîtrise d'œuvre : 14 125,20 euros TTC par an soit un total de 28 250,40 euros TTC

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (présenté en Bureau Métropolitain du 20 juin 2019), ci-annexé, à conclure avec la commune de Rognac, portant sur l'opération suivante :

- « Aménagement du réseau pluvial du Boulevard du Vallat de la Chapelle »

Le présent avenant n°1 a pour objet de prendre en compte des travaux complémentaires d'infrastructure. Le phasage des demandes de remboursement et le montant de l'opération sont réajustés sur les années 2019 et 2020, comme suit :

- 17 072,46 euros TTC en 2019
- 69 860,08 euros TTC en 2020

Soit un total de 86 932,54 euros TTC

Article 4 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée N°19/0456, ci-annexé, à conclure avec la commune de Salon-de-Provence, portant sur le réseau pluvial de la commune de Salon-de-Provence.

Le présent avenant a pour objet de modifier les montants des travaux et le phasage des demandes de remboursement réajustés sur les années 2019, 2020, comme suit :

- Pour la « station de relevage Clémenceau/Carcassonne - remplacement du groupe électrogène ». Ces travaux programmés sur l'année 2019 sont portés de 36 066,00 /TTC à 43 274,30 euros TTC,
- Concernant l'opération de « Route de Miramas – amélioration des écoulements des eaux pluviales », les travaux sont reportés de l'année 2019 à l'année 2020.
- L'opération supplémentaire relative à la « déconnexion du réseau pluvial /eau usée sur l'allée de la Machoto » s'élève à 5 353,50 euros TTC et sont programmés sur l'année 2019.

Soit un montant total de travaux supplémentaires de 12 561,80 euros TTC

Article 5 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage N°18/0816, ci-annexé, à conclure avec la commune de Velaux, portant sur l'opération suivante :
- « Aménagement du réseau pluvial situé sur l'avenue République, sur la commune de Velaux »

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte des travaux complémentaires pour le remplacement d'une conduite sur le réseau pluvial existant à hauteur de 28 603,20 euros TTC.

Les montants des travaux et le phasage des demandes de remboursement pour ces travaux complémentaires seront ajustés sur les années 2020 et 2021, comme suit :

- 10 606,48 euros TTC pour l'année 2020
- 17 996,72 euros TTC pour l'année 2021

Soit un total de 28 603,20 euros TTC.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et les différents avenants et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Opération n° 2018301500 - Compte 4581183015 - Fonction 734. Les subventions sollicitées correspondantes à cette opération seront inscrites au Budget Principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – chapitre 13 - compte 1323-fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-6693/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération : Aménagement de l'entrée de ville nord pour l'accès au collège sur la commune de Lançon-Provence - Partie Pluviale
MET 19/11832/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre des travaux d'aménagement de l'entrée de ville nord de la commune de Lançon-Provence, notamment pour l'accès au futur collège de la commune, les travaux d'assainissement des eaux pluviales, de compétence métropolitaine sont nécessaires. Il s'agit de prolonger le réseau pluvial existant au sud du projet de giratoire. Le réseau sera créé jusqu'au fossé existant et sera reprofilé le long du bassin de rétention au nord du projet de giratoire. Un bassin de rétention pour gérer les eaux pluviales générées par l'imperméabilisation de la zone sera créé avec un bassin à ciel ouvert au nord entre la RD15, l'ancienne RD et le canal EDF.

Cette opération globale d'aménagement de l'entrée de ville nord de la commune comprenant des travaux de voiries, lesquels demeurent de la compétence de la commune jusqu'au 1^{er} janvier 2020, implique une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

La Métropole et la commune de Lançon-Provence se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération par le biais d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention, pour la partie pluviale, auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Ces dépenses seront imputées à l'opération n° 2018301500 « Eaux pluviales Transfert ».

Le coût prévisionnel de la part pluviale de cette opération est estimé à 429 552,40 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Département 13 « Partenariat métropolitain »	60 %	257 731,44 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	171 820,96 euros
TOTAL HT	100 %	429 552,40 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 créant l'Autorisation de Programme n° 2018301500 relative la création d'opération et d'affectations d'autorisations de Programme au titre des compétences transférées du territoire du Pays Salonais ;
- La délibération FAG 21-5718/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Aménagement de l'entrée de ville nord pour l'accès au collège sur la commune de Lançon-Provence - partie Pluviale ».

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y

afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays Salonais en section d'investissement à l'opération 2018301500 – compte 4581183015 - Fonction 734.

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13, compte 1323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-6694/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Renouvellement du réseau eaux usées rue des Lavandins-1ère partie" Hameau d'Entressen à Istres
MET 19/11907/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Suite à la mise en place d'équipements de surveillance des réseaux d'assainissement sur l'ensemble du Territoire Istres-Ouest Provence, les données collectées ont été analysées et interprétées par l'exploitant.

Cette analyse a permis de mettre en évidence, les secteurs de collecte d'eaux usées les plus générateurs d'eaux claires parasites permanentes qui surchargent hydrauliquement les stations d'épuration.

Sur la base de ces conclusions, une campagne d'inspection télévisuelle a été menée sur les stations d'épuration concernées.

A la lecture de ces éléments, il est nécessaire de procéder à des travaux de « Renouvellement du réseau des eaux usées rue des Lavandins » Hameau d'Entressen sur la commune d'Istres située sur le Territoire Istres-Ouest Provence. Il s'agit de l'opération n° 2017503300 « Extension, renouvellement, mise en conformité des réseaux et ouvrages » rattachée au programme 175110 AS.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel est estimé à 445 855 euros HT.
Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	50,00 %	222 927,50 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50,00 %	222 927,50 euros
TOTAL H.T.	100,00 %	445 855,00 euros

réseau eaux usées rue des Lavandins »
Hameau d'Entressen commune d'Istres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 039-2697/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant la mise en autorisation de programme des opérations d'assainissement rattachées au programme n° 175110 AS ;
- La délibération FAG 099-4915/18/CM du 13 décembre 2018 portant approbation des budgets annexes 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération FAG 092-4908/18/CM du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats Spéciaux de Territoires ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Renouvellement du

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité Nationale des réseaux d'assainissement. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au Budget annexe assainissement 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 2017503300, nature 21532, code opération 2017503300.

La recette correspondante sera constatée au Budget annexe assainissement 2020 du Territoire Istres-Ouest Provence, section d'investissement, nature 1321, code opération 2017503300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-6695/19/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Renouveau du réseau eaux usées rue de la Sauge" Hameau d'Entressen à Istres**

MET 19/11906/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Suite à la mise en place d'équipements de surveillance des réseaux d'assainissement sur l'ensemble du Territoire Istres-Ouest Provence, les données collectées ont été analysées et interprétées par l'exploitant.

Cette analyse a permis de mettre en évidence, les secteurs de collecte d'eaux usées les plus

générateurs d'eaux claires parasites permanentes qui surchargent hydrauliquement les stations d'épuration.

Sur la base de ces conclusions, une campagne d'inspection télévisuelle a été menée sur les stations d'épuration concernées.

A la lecture de ces éléments, il est nécessaire de procéder à des travaux de « Renouveau du réseau des eaux usées Rue de la Sauge » Hameau d'Entressen sur la commune d'Istres située sur le Territoire Istres-Ouest Provence. Il s'agit de l'opération n° 2017503300 « Extension, renouvellement, mise en conformité des réseaux et ouvrages » rattachée au programme 175110 AS.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel est estimé à 281 658,00 euros H.T..

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	50,00 %	140 829,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50,00 %	140 829,00 euros
TOTAL H.T.	100,00%	281 658,00 euros

Telles

les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 039-2697/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant la mise en autorisation de programme des opérations d'assainissement rattachées au programme n° 175110 AS ;

sont

- La délibération FAG 099-4915/18/CM du 13 décembre 2018 portant approbation des budgets annexes 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération FAG 092-4908/18/CM du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats spéciaux de territoires ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Renouvellement du réseau eaux usées rue de la Sauge » Hameau d'Entressen sur la commune d'Istres.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité Nationale des réseaux d'assainissement. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au Budget annexe assainissement 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 2017503300, nature 21532, code opération 2017503300.

La recette correspondante sera constatée au Budget annexe assainissement 2020 du Territoire Istres-Ouest Provence, section d'investissement, nature 1321, code opération 2017503300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-6696/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération : Travaux de réhabilitation du centre de transfert des déchets de Salon de Provence MET 19/11837/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la réhabilitation des locaux sociaux du centre de transfert des déchets de Salon de Provence, la démolition des anciens locaux et la création de nouveaux locaux administratifs et d'hygiène pour le centre de transfert des déchets de Salon de Provence situé sur la D113 sont prévues.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de l'opération n° 2017300500 relative aux travaux sur centres de transfert des déchets.

Le coût prévisionnel pour cette opération de travaux est estimé à 445 832 euros HT.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Département des Bouches-du-Rhône.

Un dossier de demande de subvention a été déposé au titre de l'année 2017 auprès du Département des Bouches-du-Rhône mais les études en cours n'ont pas permis de communiquer dans les délais le détail de l'estimation financière. Le dossier a donc été clôturé par le Département des Bouches-du-Rhône au titre de 2017 et redéposé au titre de 2018. Ce dossier n'a pas été instruit par le Département des Bouches-du-Rhône en 2018 et doit être redéposé en 2019.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Partenariat Métropolitain »	80 %	356 666 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	89 166 euros
Total	100%	445 832 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 016-1716/17/BM du 30 mars 2017 de demande de subvention d'investissement relative aux études et travaux de réhabilitation des locaux du centre de transfert des déchets de Salon de Provence ;
- La délibération FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'autorisation de programme n° 2017300500 relative aux travaux sur centres de transfert des déchets ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux de réhabilitation des locaux du centre de transfert des déchets de Salon de Provence ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Collecte et Traitement des déchets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, opération : «Travaux sur centres de transfert» 2019302300 – Nature : 2313 - Fonction 7213.

Les recettes seront constatées à la section investissement du Budget Annexe Traitement des déchets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement, – Chapitre 13 - Compte 1323– Fonction 7213.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-6697/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 "flux développement" au contrat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Eco-organisme CITEO relatif à la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour les emballages ménagers pour la période de 2018 à 2022
MET 19/12297/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération DEA 003-3311/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé un Contrat Pour l'Action et la Performance dit « CAP 2022 » avec l'Eco Organisme CITEO pour les emballages ménagers et les papiers graphiques pour la période de 2018 à 2022, sur la base du barème de soutiens financiers dénommé barème F.

Ce nouvel agrément repose essentiellement sur des soutiens incitatifs à la performance, mais aussi sur la reprise des matériaux triés.

Par un arrêté du 4 janvier 2019, publié le 24 janvier 2019, le cahier des charges du CAP 2022 a fait l'objet de plusieurs modifications concernant notamment la définition des standards par matériau et la création d'une option spécifique de reprise, assurée par la Société agréée, pour le standard « flux développement » (plastique).

Conformément à l'article 15.1.1 du CAP 2022, le présent avenant a pour objet de modifier le CAP 2022 afin de prendre en compte les modifications du cahier des charges apportées par l'arrêté susvisé.

Suite à la publication dudit arrêté susmentionné, il convient d'approuver l'avenant n°1 qui entrera en vigueur dès sa notification

Si la collectivité refuse de signer le présent avenant, le CAP 2022 est résilié de plein droit, avec effet au 1^{er} janvier 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement notamment les articles L.541-10 et R.543 à R.543-65 ;
- La loi de Transition Energétique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 2 novembre 2016 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les papiers graphiques ;
- L'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages ménagers ;
- L'arrêté du 23 décembre 2016 et l'arrêté du 23 août portant agrément de CITEO ;
- L'arrêté du 4 janvier 2019 portant modification du cahier des charges des Eco Organismes de la filière à REP ;
- La délibération DEA 003-3311/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation des contrats avec l'Eco-organisme CITEO pour les contrats relatifs à la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour les emballages ménagers ainsi que pour les papiers graphiques pour la période de 2018 à 2022 ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de conclure un avenant « flux développement » au Contrat Pour l'Action et la Performance

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au Contrat Pour l'Action et la Performance conclu avec l'Eco Organisme CITEO

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant par voie dématérialisée.

Article 3 :

Les recettes correspondantes estimées à 5.5 millions d'euros seront constatées sur les budgets 2019 et suivants aux comptes correspondants aux différents territoires pour :

Territoire Marseille Provence : fonction 7212 compte 74788, (quote-part 43%)
Territoire Pays d'Aix : fonction 7212 compte 74788, (quote-part 31%)
Territoire Pays Salonais : fonction 7213 compte 7088, (quote-part 12%)
Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : fonction 7213 compte 74788, (quote-part 5.5%)
Territoire Istres Ouest Provence : fonction 7213 compte 78228, (quote-part 4%)
Territoire Pays de Martigues : fonction 7213 compte 74788, (quote-part 4.5%)

Concernant 2019, les crédits seront constatés à la prochaine Décision Modificative.

Cette répartition est réactualisée annuellement pour chaque territoire en fonction des tonnages valorisés et en fonction des consignes de tri mises en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 017-6698/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la ville de Châteauneuf-les-Martigues pour l'utilisation de la station de carburant du centre technique municipal de Châteauneuf-les-Martigues par les engins du Conseil de Territoire Marseille Provence MET 19/12299/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les véhicules de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'Antenne de Châteauneuf-les-Martigues se fournissent en carburant dans les stations TOTAL, titulaire du marché n° T17/080 du 20 juin 2017. Celles-ci étant éloignées de la Commune, la mairie de Châteauneuf-les-Martigues accorde depuis 2012, l'utilisation des pompes municipales pour les engins de type balayeuse et arroseuse qui ne roulent qu'à 25 km/h.

Une convention doit être établie afin de définir les conditions d'utilisation des pompes municipales, le volume mensuel moyen distribué et les modalités de prise en charge par le Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2019-05-121 du 21 mai 2019 de la commune de Châteauneuf-les-Martigues concernant la convention pour l'utilisation de la station de carburant du Centre Technique Municipal
- L'avis au Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention entre la ville de Châteauneuf-les-Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Conseil de Territoire de Marseille-Provence afin de permettre la mise à disposition des installations de distribution de carburant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Collecte Traitement des Déchets du Conseil de Territoire Marseille Provence 2019 et suivants fonction 7212 Nature 60622.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 018-6699/19/BM

**■ Vente aux enchères d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence mis à la réforme
MET 19/12221/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans des domaines variés tels que la propreté urbaine, la voirie et la circulation.

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par décision n°..... du procédé à la mise à la réforme de ces véhicules dont la valeur nette comptable individuelle était inférieure au seuil de 4 600 euros.

Les engins, véhicules et équipements concernés par cette mise à la réforme sont issus du parc de véhicules industriels géré par la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence, dont la liste figure en annexe.

Dans le même temps, et afin de maintenir un parc de véhicules opérationnel pour cette direction, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'acquisition de véhicules et engins neufs.

Aussi, compte tenu de la modernisation de ce parc de véhicules, il est aujourd'hui proposé de procéder à la vente aux enchères des véhicules et équipements ainsi réformés et de confier la procédure de vente de ces biens au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative aux délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant réforme d'engins, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important, des engins, véhicules et équipements, issus du parc de véhicules industriels géré par la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence, ont été mis à la réforme ;
- Que, suite à la modernisation de ce parc de véhicules, il convient de procéder à la vente aux enchères des véhicules et équipements ainsi réformés et de confier la procédure de vente de ces biens au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Délibère

Article 1 :

Est autorisée la vente aux enchères des engins, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la liste figure en annexe.

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Article 3 :

La recette de la vente sera constatée sur le budget principal de la Métropole – Nature 75888.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Tourisme,
valorisation du patrimoine"***

TVP 001-6700/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Provence Tourisme pour l'organisation du salon "Rendez-vous en France 2019" - Approbation d'une convention
MET 19/10750/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le salon « Rendez-vous en France 2019 » est un événement majeur de la promotion touristique organisé chaque année par Atout France, avec l'ensemble des Comités Régionaux de Tourisme français (CRT).

La candidature de Marseille Provence a été portée conjointement par le Comité Régional de Tourisme Provence-Alpes-Côte-D'azur (CRT), l'Agence de développement et de réservation touristique des Bouches-du-Rhône Provence Tourisme et l'Office métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille. Elle a été appuyée par les partenaires professionnels et institutionnels de la destination Provence.

La 14ème édition de ce salon, leader en matière d'intermédiation touristique, s'est tenue à Marseille, du 19 au 20 mars 2019.

Piloté par Atout France, le salon Rendez-vous en France, cofinancé et co-organisé entre les 3 partenaires : le CRT Provence-Alpes-Côte d'Azur, Provence Tourisme et l'Office métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille, est l'évènement de référence, en matière de salon touristique de l'offre B to B au plan national.

Il est le plus convoité des salons du tourisme français et l'un des plus grands salons du tourisme au monde. Plus de 900 tour-opérateurs et agences de voyage venus du monde entier ont été accueillis, soit près de 70 pays représentés. Des éductours organisés en région (dont 13 dans les Bouches-du-Rhône) ont permis la découverte des atouts de la Provence, en amont du salon.

Le salon Rendez-vous en France met en avant l'excellence des acteurs régionaux, pour permettre d'accentuer la notoriété internationale de la destination Marseille Provence. Dans ce cadre, Provence Tourisme assure, notamment, les missions suivantes :

- co-organisation des pré-tours pour les tours opérateurs et la presse internationale, sur le territoire régional ;
- co-organisation de la 3ème soirée qui a eu lieu le 20 mars 2019 ;
- coordination des agences de création et fabrication de la signalétique et des goodies du salon «Rendez-vous en France 2019».

En terme de programmation, le salon Rendez-vous en France 2019, c'est :

- 2 jours de salon / 3 soirées de Networking
- 900 tour-opérateurs et agences de voyage venus du monde entier
- 40 journalistes internationaux
- 70 pays représentés
- 850 exposants venus de toute la France

- Plus de 24 000 rendez-vous professionnels et 26 éductours en région (dont 13 dans les Bouches-du-Rhône), soit près de 500 professionnels accueillis en amont du salon

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, territoire hôte, ce salon représente donc une opportunité unique pour renforcer son attractivité économique et touristique en mettant en avant l'excellence et les atouts de la Provence.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'octroi d'une subvention de 100 000 euros à Provence Tourisme.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et d'attribuer cette subvention après la réalisation de la manifestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 028-6335/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant Budget Principal Métropole Aix Marseille Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2019 et des Etats Spéciaux des Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de favoriser le rayonnement touristique du territoire en France et à l'étranger
- Que Rendez-vous en France 2019 est l'évènement majeur du tourisme en BTB (business to business) préparé conjointement par l'Office de Tourisme de Marseille, le CRT et Provence Tourisme

Délibère

Article 1 :

Est attribuée la subvention d'un montant de 100 000 euros à Provence Tourisme pour l'organisation de Rendez-vous en France 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Provence Tourisme.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget supplémentaire 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-politique B330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TVP 002-6701/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Provence Tourisme pour l'organisation de l'évènement "MPG 2019" - Approbation d'une convention MET 19/10756/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'évènement « Marseille Provence Gastronomie 2019 » (MPG 2019) est une manifestation entièrement consacrée à la gastronomie sur l'ensemble du département, organisé par Provence Tourisme, agence de développement touristique départementale.

Les objectifs du projet MPG 2019 :

- Organiser un grand évènement sur le territoire, ambitieux et fédérateur,
- Soutenir les acteurs d'une filière majeure et d'excellence, de la production à la transformation, de la réalisation au service,

- Développer l'attractivité du territoire et la valorisation de son patrimoine immatériel,
- Sensibiliser la population locale aux enjeux de l'alimentation en s'inscrivant dans une démarche de consommer local, de saison et sainement,
- Impliquer les habitants de la Provence dans une dynamique participative et festive,
- Encourager la transmission de valeurs et la réflexion sur un des sujets incontournables de notre société,
- Rayonner sur le plan national et international.

Le programme de l'année :

- Un lancement international sous l'égide de Goût de France / Good France au MUCEM le mercredi 20 mars 2019. Les restaurants partenaires mettront en avant les produits et les saveurs dans leurs menus,
- Un temps de fête en été : le festival,
- Un temps de partage et générosité avant la clôture dans la période de Noël,
- De nombreux événements gourmands dans les villes et villages du département, estampillés MPG 2019.

Provence Tourisme assure les missions suivantes :

- La gestion des conférences,
- Les déplacements pour prospecter,
- La communication, en lien avec la DGA communication, relations extérieures et grands événements, et le marketing,
- L'organisation et la mise en œuvre de manifestations.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, cet évènement est l'opportunité de renforcer son attractivité économique et touristique, de fédérer tous les acteurs et de promouvoir le territoire à l'échelle nationale et internationale à travers la gastronomie.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'octroi d'une subvention de 100 000 euros à Provence Tourisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 028-6335/19/CM du 20 juin 2019 portant Budget Principal Métropole Aix Marseille Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2019 et des Etats Spéciaux des Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de favoriser le rayonnement touristique du territoire en France et à l'étranger ;
- Que Marseille Provence Gastronomie 2019 est un événement fédérateur qui porte des valeurs de savoir-faire et de savoir-être du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée la subvention d'un montant de 100 000 euros à Provence Tourisme pour l'organisation de MPG 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec Provence Tourisme.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget supplémentaire 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-politique B330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TVP 003-6702/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Club de la Croisière Marseille Provence pour l'organisation de l'événement "Blue Maritime Summit Marseille Provence - Cruise Initiatives" - Approbation d'une convention
MET 19/12153/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Club de la Croisière Marseille Provence, créé en 1996 à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, du Grand Port Maritime et de la Ville de Marseille, associe les acteurs de la filière économique et institutionnelle impliqués dans le développement et la promotion de la croisière à Marseille.

Il a pour objectif de rassembler et coordonner les énergies de tous les acteurs soucieux de développer la croisière et ses activités connexes sur l'ensemble du territoire impacté par l'activité croisière.

Le Club regroupe à ce jour 50 membres publics et privés, tous acteurs du développement de la croisière à Marseille.

Marseille est positionnée parmi les meilleurs ports mondiaux de croisière : Top 20 mondial, Top 10 mondial des ports en transit, 4^{ème} port de Méditerranée, leader français.

Son action est une mission d'intérêt général : coordonner le développement du marché de la croisière sur le territoire.

Pour ce faire, 4 axes d'actions :

- Inciter et favoriser la mise en œuvre de la transition éco-énergétique pour la croisière en relation avec les acteurs nationaux et locaux publics et privés,
- Promouvoir Marseille Provence comme port de croisière et destination auprès des armateurs et des marchés sources internationaux et développer la tête de ligne,
- Améliorer l'accueil, l'information locale et maîtriser la gestion des flux,
- Consolider l'observation économique et la connaissance des clientèles.

Dans le cadre de son plan d'action, et notamment le 1^{er} axe, le Club de la Croisière Marseille Provence organise le 17 octobre 2019 à Marseille, dans un lieu tourné vers la mer, le "Blue Maritime Summit Marseille Provence - Cruise Initiatives", sur le thème de la transition éco-énergétique des navires de croisière.

Il réunira 250 représentants issus d'institutions, de compagnies maritimes et fluviales de croisière, d'industriels énergéticiens, de chantiers navals, de

groupements de professionnels, d'autocaristes ainsi que la presse locale, nationale et internationale.

L'objectif de cette journée est de favoriser la croisière intégrée et responsable, en exposant les différentes solutions et innovations déjà appliquées ou à venir dans le monde de la croisière, et de présenter les opportunités économiques pour le territoire par la création de nouvelles filières qui amènent à l'émergence de nouvelles valeurs ajoutées.

La croisière, créatrice de retombées économiques importantes, fait face à de nouveaux enjeux. La pollution de l'air et des mers, la protection de la santé humaine, sont devenues des préoccupations grandissantes des populations et de nouveaux besoins sociétaux ont fait leur apparition. Les habitants souhaitent une économie plus vertueuse qui s'inscrit dans une logique de développement durable et responsable.

Conscient de cette nouvelle dynamique dans laquelle il est indispensable de s'intégrer, le Club de la Croisière Marseille Provence organise pour la première fois cet évènement.

Cette manifestation est l'occasion de présenter de nouvelles solutions durables et environnementales auprès des institutions et acteurs de l'industrie maritime afin de répondre aux attentes et aux nouvelles préoccupations de la société actuelle.

Le Blue Maritime Summit sera une journée technique de travail français-anglais fondée sur des échanges avec les autres branches du maritime (ferry, fluvial et shipping) afin de privilégier la transversalité et le partage de bonnes pratiques dans l'idée de faire émerger de nouvelles perspectives en faveur de la transition environnementale de l'industrie maritime.

Il aura une fréquence annuelle pour permettre de suivre dans le temps les progrès réalisés et les nouvelles actions et ainsi favoriser in fine la conduite de nouvelles politiques publiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TVP 001-1994/17/BM en date du 18 mai 2017 approuvant la signature d'une convention pluriannuelle.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de développer l'attractivité économique et le rayonnement du territoire à l'international,
- Que Blue Maritime Summit Marseille Provence - Cruise Initiatives est l'opportunité d'apporter des solutions aux acteurs de la filière maritime en matière de développement durable par la création de nouvelles filières.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association le Club de la Croisière Marseille Provence pour l'organisation de l'évènement "Blue Maritime Summit Marseille Provence - Cruise Initiatives" le 17 octobre 2019 à Marseille.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Club de la Croisière Marseille Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ou tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Mer, Littoral et
 Ports, protection et mise en
 valeur des espaces maritimes et
 naturels"**

MER 001-6705/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement pour
 l'opération - Rénovation de l'aire technique du port
 de plaisance de la Madrague de Montredon dans
 le cadre du Contrat de Baie
 MET 19/11932/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le Contrat de Baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 114 250,16 euros HT, est le suivant :

Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	30 %	34 275,05 euros
Région Sud PACA	20 %	22 850,03 euros
AUTOFINANCEMENT		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	57 125,08 euros
TOTAL	100%	114 250.16 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif

du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;

- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance.
- Que dans le cadre du Contrat de Baie, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet «Rénovation de l'aire technique du port de plaisance de la Madrague de Montredon».

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la Direction Inter Régionale de la Mer, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe Ports de Plaisance 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Nature 2315 – Opération 2013111704 – Sous-politique B220 – Code gestionnaire : 5DIPOR

Les recettes seront constatées au Budget annexe Ports de Plaisance 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13 – Opération n° 2013111704 - Sous politique B220 - Code gestionnaire : 5DIPOR.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-6706/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement pour l'opération - Rénovation de l'aire technique du port de plaisance des Goudes dans le cadre du Contrat de Baie

MET 19/11934/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le Contrat de Baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 100 000 euros HT, est le suivant :

Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	30 %	30 000,00 euros
Régional Sud PACA	20 %	20 000,00 euros
AUTOFINANCEMENT		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	50 000,00 euros
TOTAL	100 %	100 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance.

- Que dans le cadre du Contrat de Baie, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet «Rénovation de l'aire technique du port de plaisance des Goudes».

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la Direction Inter Régionale de la Mer, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe Ports de Plaisance 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Nature 2315 – Opération 2013111704 – Sous-politique B220 – Code gestionnaire : 5DIPOR

Les recettes seront constatées au Budget annexe Ports de Plaisance 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13 – Code opération n° 2013111704 - Sous politique B220 - Code gestionnaire : 5DIPOR.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-6707/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement pour l'opération - Rénovation de l'aire technique du port de plaisance de la Madrague de Gignac dans le cadre du Contrat de Baie
MET 19/11935/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le Contrat de Baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;

- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 70 000 euros HT, est le suivant :

Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	30 %	21 000 euros
Région Sud PACA	20 %	14 000 euros
AUTOFINANCEMENT		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	35 000 euros
TOTAL	100 %	70 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance.
- Que dans le cadre du Contrat de Baie, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet «Rénovation de l'aire technique du port de plaisance de la Madrague de Gignac».

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la Direction Inter Régionale de la Mer, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe Ports de Plaisance 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Nature 2315 – Opération 2013111704 – Sous-politique B220 – Code gestionnaire : 5DIPOR

Les recettes seront constatées au Budget annexe Ports de Plaisance 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13 – Code opération n° 2013111704 - Sous politique B220 - Code gestionnaire : 5DIPOR.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 004-6708/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement pour l'opération - Rénovation de l'aire technique du port de plaisance du Vallon des Auffes dans le cadre du Contrat de Baie
MET 19/11936/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le Contrat de Baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 98 033,22 euros HT, est le suivant :

Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	30 %	29 409,97 euros
Région Sud PACA	20 %	19 606,64 euros
AUTOFINANCEMENT		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	49 016,61 euros
TOTAL	100 %	98 033,22 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance.
- Que dans le cadre du Contrat de Baie, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au

projet «Rénovation de l'aire technique du port de plaisance du Vallon des Auffes».

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la Direction Inter Régionale de la Mer, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe Ports de Plaisance 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Nature 2315 – Opération 2013111706 – Sous-politique B220 – Code gestionnaire : 5DIPOR

Les recettes seront constatées au Budget annexe Ports de Plaisance 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13 – Code opération n° 2013111706 - Sous politique B220 - Code gestionnaire : 5DIPOR.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands équipements
métropolitains"***

VOI 001-6709/19/BM

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de remboursement avec la Ville de Marseille pour la requalification de la Rocade du Jarret (secteurs Bd de la Blancarde - rue Roche, rue Roche - Saint Just et rue Ste Cécile - Place de Pologne) à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements)**
MET 19/12296/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe d'une requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Composé de cinq boulevards, la rocade du Jarret, de par sa position entre deux autoroutes, a longtemps supporté un trafic automobile de transit en assurant la jonction entre les territoires situés de part et d'autre de la Ville. La mise en service de la L2, ayant généré une diminution du niveau de trafic, permet d'envisager sa requalification.

Celle-ci va permettre de redonner de l'espace aux mobilités actives (piétons et cyclistes) par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons larges et sécurisés, et d'améliorer le fonctionnement des bus circulant sur l'axe. Elle est enfin l'occasion de mettre en valeur et de faciliter les conditions de desserte de plusieurs équipements à vocation départementale voire régionale (ex : Hôtel du Département, Hôpital de la Timone, Faculté de Médecine de la Timone).

Par ailleurs, par délibération VOI 002-4698/18/CM du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de la concertation préalable de l'opération qui s'est déroulée du 29 juin 2018 au 27 juillet 2018 inclus.

La requalification de la rocade du Jarret s'étendant sur un linéaire total de 3,6 km, du carrefour Saint Just au nord à la place de Pologne au sud, la Métropole Aix-Marseille Provence a décidé de phaser la réalisation des travaux en cinq sections :

- Section 1 : du boulevard Chave à la rue Ste Cécile ;
- Section 2 : du boulevard de la Blancarde au boulevard Chave ;
- Section 3 : de la rue Roche au boulevard de la Blancarde ;
- Section 4 : de St Just à la rue Roche ;
- Section 5 : de la rue Ste Cécile à la place de Pologne.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la

Métropole Aix-Marseille-Provence ont affirmé leur position favorable à la mise en place d'une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, une première convention de maîtrise d'ouvrage unique portant sur les sections 1 et 2 précitées a été approuvée respectivement par la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau Métropolitain du 28 mars 2019, et par la Ville de Marseille au Conseil Municipal du 17 juin 2019.

Les travaux de ces deux sections sont actuellement en cours.

Dans la continuité de la première convention approuvée, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de reconduire la mise en place d'une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité pour les sections 3 à 5 du Jarret précitées, toujours dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les ouvrages et équipements qui relèvent d'une compétence communale : vidéo protection / vidéo verbalisation et bancs / banquettes, soit une part du remboursement de la Ville de Marseille estimée à 559 656 euros TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux des sections 3 à 5 du Jarret (« Bd de la Blancarde - rue Roche », « rue Roche - Saint Just » et « rue Ste Cécile - Place de Pologne »), à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'une requalification de la rocade du Jarret ;

- La délibération VOI 002-4698/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le bilan de la concertation préalable de l'opération due requalification de la rocade du Jarret ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à une maîtrise d'ouvrage unique et de remboursement conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux de requalification de la rocade du Jarret, pour ses sections comprises entre le boulevard de la Blancarde et la rue Roche (section 3), la rue Roche et Saint Just (section 4) et entre la rue Sainte Cécile et la place de Pologne (section 5), à Marseille (4ème, 5ème et 10ème arrondissements).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2015108500 - Nature : 4581191002 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311.

Les recettes correspondantes seront constatées aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2015108500 - Nature : 4581191002.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-6710/19/BM

**■ Approbation de la convention n°3 de remise des ouvrages de la Rocade L2 à Marseille avec la Société de la Rocade L2 et la Ville de Marseille
MET 19/10270/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de la rocade L2 consiste à réaliser une voie rapide urbaine sur le territoire de la Ville de Marseille entre les autoroutes A7 et A50. De nombreux protocoles successifs ont été signés entre l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour financer les opérations d'accompagnement de la rocade L2.

Par délibération n° VOI 006-637/12/CC du 26 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé une convention cadre sur le foncier de la rocade L2 entre l'Etat et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Cette convention, qui figure en annexe 5 du contrat de partenariat signé le 7 octobre 2013 entre l'Etat et la Société de la Rocade L2 (SRL2), expose les modalités de reprise en gestion par les collectivités des ouvrages de franchissement, de rétablissement ou de création de voirie.

L'article 5.2 de cette convention prévoit de conclure des conventions particulières.

Par délibération VOI 004-603/14/CC du 19 décembre 2014, une première convention tripartite de la remise des ouvrages a été approuvée entre la SRL2, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Ville de Marseille.

Par délibération VOI 005-458/16/BM du 30 juin 2016, une deuxième convention tripartite de la remise des ouvrages a été approuvée entre la SRL2, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Il convient donc d'approuver la convention tripartite n° 3 de remise des ouvrages, qui précise les modalités de conception, de réalisation et de reprise en gestion des ouvrages par les collectivités.

Les secteurs concernés sont les suivants : Mérimée Estacade, Mérimée prolongée et passerelles Vitta et Lauriers.

Les dossiers des caractéristiques des ouvrages correspondants au niveau Etudes de Projet sont annexés à la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 006-637/12/CC du 26 octobre 2012 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la convention cadre sur le foncier de la Rocade L2 ;
- La délibération VOI 004-603/14/CC du 19 décembre 2014 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la première convention de remise des ouvrages ;
- La délibération VOI 005-458/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la seconde convention de remise des ouvrages ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient, conformément à la convention cadre portant sur le foncier de la Rocade L2, de procéder à une convention particulière afin d'apporter les précisions de gestion susmentionnées ;
- Qu'il convient d'approuver, la convention tripartite n° 3 ci-annexée de remise des ouvrages

de la rocade L2 conclue avec la Société de la Rocade L2 et la Ville de Marseille portant sur les secteurs : Mérimée Estacade, Mérimée prolongée et passerelles Vitta et Lauriers.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite n° 3 ci-annexée de remise des ouvrages de la rocade L2 conclue avec la Société de la Rocade L2 et la Ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention tripartite n° 3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-6711/19/BM

■ Approbation d'une convention relative au financement des travaux de libération des emprises foncières SNCF Réseau dans le cadre du projet de Pôle d'Echanges Multimodal en gare de Marseille Saint-Antoine MET 19/12327/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Marseille Saint-Antoine s'inscrit dans l'opération de renouvellement urbain de Plan d'Aou-Saint-Antoine-La Viste signé en 2005.

Le site se trouve au nord de l'agglomération marseillaise, sur la ligne ferroviaire Marseille / Gardanne / Aix.

La réalisation de ce PEM est en lien avec la hausse attendue de l'offre de transport sur le secteur :

- réalisation en cours des travaux de la 2^{de} phase de modernisation de la ligne Aix-Marseille avec pour objectif le doublement du nombre de TER en heure de pointe ;
- passage de la ligne BHNS Bougainville/Hôpital Nord.

Le programme d'aménagement prévoit notamment la réalisation d'une esplanade entre la gare et l'avenue de St-Antoine, des quais bus et des éléments bâtis (local chauffeurs, boîte de retour bibliothèques, box à vélos, billets/information, sanitaires...).

Une partie du foncier SNCF RESEAU est impactée par ce projet.

En fonction de l'utilité ferroviaire du périmètre, il sera soit mis en place une convention d'occupation temporaire; soit engagé les démarches tendant à la cession au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce projet nécessite la réalisation d'un ouvrage hydraulique (bassin de rétention) et le déplacement préalable d'un câble qui alimente en énergie électrique la halte de St-Antoine et le Poste d'aiguillage informatique à technologie de type PC (PIPC).

Pour ce faire, il convient de déplacer via le concours d'ENEDIS et de la SNCF le point de livraison qui se situe en limite d'emprise avec l'avenue de St-Antoine.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de réalisation de ces travaux de libération ferroviaire, et notamment leur prise en charge financière.

Suite aux différents échanges entre la SNCF Immobilier, la SNCF Réseau et la Métropole Aix-Marseille-Provence, les partenaires ont arrêté avec ENEDIS les modalités techniques permettant la libération des emprises foncières dans le cadre de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet d'intérêt métropolitain de Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Marseille Saint-Antoine ;
- La nécessité d'assurer le déplacement via le concours d'ENEDIS et de SNCF du point de livraison électrique situé en limite d'emprise avec l'avenue de St-Antoine.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention relative au financement des travaux de libération des emprises foncières SNCF RESEAU dans le cadre du projet de Pôle d'Echanges Multimodal en gare de Marseille Saint-Antoine, pour un montant de 17 794,96 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : opération 2015118110 programme 24 ANRU, Sous Politique C310, fonction 844 et nature 23152.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-6712/19/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique dans le cadre du projet "Marseille - Abords du Centre Bourse"
MET 19/12333/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence réalise l'aménagement des abords du Centre Bourse, situé au pied des tours Labourdette (tours A, B et C) dans le centre historique de la ville de Marseille (13001).

Les tours et les esplanades ont été bâties à l'emplacement d'îlots anciens dont une partie bordait le cours Belsunce, ainsi qu'à l'emplacement des rues « de la vierge de la garde » et « des pucelles », visibles sur le cadastre napoléonien. Le Cours Belsunce, créé sous Louis XIV et vitrine de la "ville nouvelle", se trouve au niveau du « grand Caire » (la place du marché), au-devant de l'enceinte médiévale.

La création du Cours au XVII^e siècle s'est traduite par la construction d'immeubles identiques sur les deux côtés dont seuls ceux qui sont situés à l'est restent visibles (en partie).

Les fouilles de l'Alcazar ont permis de mettre au jour des caves, parfois semi-enterrées, en lien avec ces immeubles (Bouiron 2001b).

Les sondages archéologiques réalisés en 2006 entre les tours B et C ont permis de retrouver une occupation romaine, une occupation de l'Antiquité, des vestiges médiévaux et modernes jusqu'à la surface actuelle. Un autre sondage réalisé à l'est de la tour A a révélé la présence d'une cave dont les niveaux d'occupation se trouvent à 3 m de profondeur par rapport au niveau actuel.

Compte tenu de la densité stratigraphique du secteur, les fosses d'arbre, objets du projet, menacent de destruction les niveaux médiévaux et modernes.

En raison de leur nature et de leur localisation, les travaux envisagés par la Métropole sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique.

Un diagnostic archéologique est envisagé et aura pour objectif de préciser la nature, la puissance stratigraphique, le degré de conservation, l'extension spatiale, la chronologie et le contexte géomorphologique des fosses d'arbre, d'objets et éléments architecturaux médiévaux et modernes.

Pour ces périodes, l'existence des enceintes médiévales, supposées mais jamais découvertes en ce lieu, restent probablement la problématique principale de l'intervention archéologique.

Ayant considéré qu'il était nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents et afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a pris un arrêté le 3 décembre 2018 attribuant le présent diagnostic d'archéologie préventive à l'INRAP en qualité d'opérateur compétent.

Ce diagnostic d'archéologie préventive sera donc réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

L'intervention de l'INRAP nécessite la conclusion d'une convention spécifiant les modalités techniques et financières de celle-ci.

Il convient donc d'approuver la convention ci-annexée avec l'INRAP, afin de fixer les modalités de réalisation du diagnostic archéologique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'arrêté du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 3 décembre 2018 prescrivant le présent diagnostic d'archéologie préventive notifié à l'aménageur et aux opérateurs potentiels dont l'INRAP le 7 décembre 2018
- L'arrêté du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 3 décembre 2018 attribuant le présent diagnostic d'archéologie préventive à l'INRAP en qualité d'opérateur compétent, notifié à l'Inrap et à l'aménageur le 7 décembre 2018
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en préalable aux travaux d'aménagement des abords du Centre Bourse à Marseille, la réalisation par l'INRAP d'un diagnostic archéologique s'avère nécessaire ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec l'INRAP ci-annexée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue avec l'INRAP, relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive concernant l'opération « Marseille, Abords du Centre Bourse ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-6714/19/BM

■ Approbation d'un protocole d'accord transactionnel dans le cadre des travaux du Boulevard Urbain Sud sur le secteur Florian-Sainte Marguerite, sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les copropriétaires de la Bastide la Germaine MET 19/12306/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général de compléter le réseau routier primaire de la ville afin d'améliorer la desserte des quartiers sud.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Par délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud.

Les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 Septembre 2016.

Depuis, la première phase de travaux a débuté au niveau de l'échangeur Florian, où le Boulevard Urbain Sud se connecte à la Rocade L2, jusqu'au Boulevard Sainte Marguerite.

Sur ce tronçon, le marché de génie civil des tranchées couvertes entre Verdillon et Florian a démarré au mois de Septembre 2017 par la partie Nord.

Afin de réaliser les travaux au droit de la propriété de la Bastide «La Germaine», deux décisions (n°18/192/D et 18/164/D) ont permis la notification des conventions de mise à disposition anticipée de terrains préalablement au transfert de propriété.

Un référé préventif a été réalisé le 7 et le 8 septembre 2017 par un expert judiciaire mandaté par le Tribunal Administratif. Celui-ci a conclu à des mesures de sauvegarde à mettre en œuvre sur ce site. Il indique que l'état de dégradation anormal du bâtiment préexiste aux travaux et les vibrations des travaux peuvent endommager gravement le bâtiment principal (bastide) ainsi que la chapelle. Il a donc été recommandé de mesurer les vibrations au moyen d'accéléromètres judicieusement disposés, de mesurer les mouvements avec des cibles d'auscultation topographique, et de renforcer temporairement certains éléments de structure après diagnostic ciblé.

Ainsi, pour permettre la réalisation des tranchées couvertes du B.U.S., et notamment des fondations profondes, soit 20 m en moyenne sous le niveau du terrain naturel, sans engager la sécurité des occupants de la bâtisse de la Germaine située à une dizaine de mètres des excavations, la Métropole a été contrainte de faire exécuter des travaux de mise en sécurité.

En cet état, la Métropole et la copropriété se sont rapprochées pour la réalisation des travaux dans l'objectif de régler à l'amiable la réparation des dommages générés par les travaux de confortement et de purges exécutées à titre préventif par la Métropole sur le patrimoine des copropriétaires. Ainsi le versement d'une indemnité définitive est actée selon une quote-part répartissant environ 40% des frais à la Métropole et 60% aux copropriétaires.

Afin d'acter, ces dispositions, il a été établi un protocole d'accord transactionnel, ci-annexé, qui précise les modalités d'indemnisation des copropriétaires afin de faire réaliser ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud ;
- Les décisions n°18/192/D et n°18/164/D respectivement du 12 avril 2018 et du 26 mars 2018 portant mise à disposition de terrains préalablement au transfert de propriété ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole d'accord transactionnel permet de régler à l'amiable la réparation des dommages générés par les travaux de confortement et entraîne que la copropriété «La germaine» renonce à tout recours à l'amiable ou contentieux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'accord transactionnel dans le cadre des travaux du Boulevard Urbain Sud sur le secteur Florian-Sainte Marguerite, avec les copropriétaires de la Bastide la Germaine.

L'estimation de l'indemnisation pour réparer les dommages générés par les travaux de confortement est de 140 000 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Numéro d'opération : 2015108400 – Nature 4581191002 – Fonction : 851 – Sous politique : C 311 – Budget Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-6715/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Martigues pour des projets d'aménagement au sein du Centre Funéraire regroupant les Pompes Funèbres Municipales et le Crématorium Métropolitain
MET 19/12474/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article 5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière de création, gestion et extension des crématoriums depuis le 1^{er} janvier 2018. Elle assure, à ce titre, la gestion du crématorium situé sur la commune de Martigues.

Ce crématorium métropolitain est situé au sein du Centre Funéraire de Martigues qui abrite également le service des Pompes Funèbres Municipales. Ce contexte particulier implique la mutualisation des équipements communs au crématorium et au service des pompes funèbres. Afin d'améliorer le service offert aux usagers, il est prévu les aménagements suivants :

- Aménagement de l'aile Est du centre funéraire : l'aile Est du centre funéraire sera transformée en salon d'attente et en salle de cérémonie sans hommage utilisés pour moitié par le crématorium métropolitain. L'estimation des travaux s'élève à 190 000 euros TTC, soit 158 333,33 euros HT dont le paiement sera partagé pour moitié entre la Régie Municipale des Pompes Funèbres et la Régie Métropolitaine du Crématorium. La part prise en charge par la Régie Métropolitaine est donc de 79 166,67 euros HT.
- Aménagement des espaces extérieurs du nouveau bâtiment administratif : Il s'agit de créer un espace paysagé devant le bâtiment administratif nouvellement construit. Ce bâtiment est occupé par l'équipe de Direction dont les agents sont mis à disposition de la Métropole à hauteur de 50%. Le budget prévu pour ce projet s'élève à 50 000 euros HT. Il sera financé à 50 % par la Régie Municipale des Pompes Funèbres et à 50 % par la Régie Métropolitaine du Crématorium. La part prise en charge par la

Régie Métropolitaine est donc de 25 000 euros HT.

La réalisation de ces opérations d'investissement concerne un espace commun partagé par la Métropole et la commune au sein du Centre Funéraire. Aussi, l'exécution de cette opération est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

De ce fait, il a été convenu d'investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à cette opération ainsi que de son financement, qui fera ensuite l'objet d'un remboursement par la Métropole dans la limite des sommes versées.

En conséquence, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence vers la ville de Martigues pour la réalisation des aménagements de l'aile Est du Centre Funéraire et des espaces extérieurs du nouveau bâtiment administratif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant sur la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de réaliser différents aménagements au sein du Centre Funéraire de Martigues regroupant les Pompes Funèbres Municipales et le Crématorium Métropolitain.
- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-

Marseille-Provence et la commune de Martigues pour la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative à la réalisation de différents aménagements au sein du Centre Funéraire de Martigues regroupant les Pompes Funèbres Municipales et le Crématorium Métropolitain. Le montant prévu des investissements s'élève à 208 333,33 euros HT dont 104 166,67 euros HT pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y afférente.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Crématorium Métropole (Martigues) sir l'opération 2018621000 « Aménagements divers et acquisition de matériels - Sous Politique F220 - Nature 2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 008-6716/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement pour le financement de l'opération "Requalification de l'entrée Nord" sur la commune de Miramas MET 19/11899/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de l'aménagement de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de territoire Istres-Ouest Provence souhaite engager des travaux de réaménagement de l'entrée Nord de la commune de Miramas.

L'emprise de ces travaux se situe entre le pied de l'ouvrage d'art situé à proximité du rond-point de la Toupigières et le rond-point René Cassin sur une surface totale de 11 000 m².

L'objectif de ce projet est le réaménagement de l'entrée de ville devenue vétuste par la création de couloirs de circulation pour véhicules légers, poids lourds et autobus, la réalisation de voies cyclables et cheminements piétonniers, la création d'un carrefour giratoire et le traitement paysager.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel est estimé à 4 226 893,81 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Région Contrat Régional d'Equilibre Territorial	10,00 %	422 689,38 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	90,00%	3 804 204,43 euros
TOTAL	100,00%	4 226 893,81 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° VOI 018-3387/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'opération 2018500300 rattachée au programme n° 175140BP ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats Spéciaux de Territoires ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Requalification de l'entrée nord » sur la commune de Miramas.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019 et suivants, chapitre 4581185003, nature 4581185003, code opération 2018500300.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, nature 1323, code opération 2018500300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 009-6717/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative aux opérations "Marseille - Itinéraire cyclable Corniche" et "Marseille - Aménagement de la rue des Catalans"
MET 19/12269/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre des opérations : « Marseille – Itinéraire cyclable Corniche » et « Marseille - Aménagement de la rue des Catalans », la Métropole réalise une promenade « modes doux » avec création d'un itinéraire cyclable sur la Corniche Kennedy à Marseille (13007). Elle envisage également l'aménagement de la portion de voie située entre les carrefours du boulevard Charles Livon et de l'avenue de la Corse, impliquant la création d'une piste cyclable bidirectionnelle, la réorganisation des stationnements avec élargissement des trottoirs.

En effet, la promenade de la Corniche – Avenue du Président JF Kennedy, fait l'objet depuis plusieurs années de réflexions en vue de la réaménager pour offrir aux marseillais une promenade adaptée aux modes doux. Dans une première phase, des travaux sont entrepris entre le pont de la fausse monnaie et les plages de Gaston Defferre, en permettant la création d'une piste cyclable bidirectionnelle sur cette partie de la Corniche. Dans une seconde phase, une nouvelle piste cyclable est envisagée au niveau de la plage des Catalans, sur le boulevard Charles Livon et sur la partie de la Corniche située entre la Palais du Pharo et la rue Capitaine Desmond.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 000 000,00 euros HT.

Les deux phases ainsi décrites font l'objet de deux opérations d'investissement distinctes :

- Une opération n°2013109400, créée pour un montant initial de 100 000 euros TTC par délibération n°VOI003-392/13/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013. Par délibération n°VOI032-741/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence en date du 30 juin 2016, cette autorisation de programme a été portée à 1 000 000 euros TTC.
- Une opération n°2018106400, créée pour un montant initial de 1 150 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 004-4244/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 14 décembre 2017. Par délibération n°VOI 005-5273/18/CM en date du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole, celle-ci a été révisée à hauteur de 2 800 000,00 euros TTC. Enfin, la délibération n°VOI 004- 5458/19/BM en date du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole est intervenue pour portée cette autorisation de programme à 4 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de ce projet est le suivant :

Opération 2013109400		
Conseil Régional Sud Provence Alpes Côte d'Azur Dispositif : « Contrat Régional d'Equilibre territorial (2018-2020) » Type d'aide : Volet opérationnel « Axe Mobilité »	70 %	367 508,90 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	157 503,81 euros
TOTAL HT		525 012,71 euros
Opération 2018106400		
Conseil Régional Sud Provence Alpes Côte d'Azur Dispositif : « Contrat Régional d'Equilibre territorial (2018-2020) » Type d'aide : Volet opérationnel « Axe Mobilité »	70 %	332 491,10 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	142 496,19 euros

TOTAL HT		474 987,29 euros
----------	--	------------------

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 004-4244/18/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la rue des Catalans ».
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 005-5273/18/CM du 13 décembre 2018 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la rue des Catalans ».
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 004-5458/19/BM du 28 février 2019 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la rue des Catalans ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des opérations suivantes : « Marseille – Itinéraire cyclable Corniche » et « Marseille - Aménagement de la rue des Catalans » ;

- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier du Conseil Régional Sud Provence Alpes Côte d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2013109400 - Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Opération 2018106400 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2013109400 - Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1322 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Opération 2018106400- Programme 14 - Chapitre 13 - Nature 1322 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 010-6718/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Marignane - Aménagement de Lacanau "

MET 19/12281/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui

traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marignane – Aménagement de Lacanau », la Métropole réalise l'aménagement de l'avenue de Lacanau sur la commune de Marignane. Le projet vise à donner un caractère plus urbain à la voie, à sécuriser les cheminements piétons, à réduire les vitesses par l'aménagement de l'avenue depuis le carrefour du 8 mai 1945 (RD9) jusqu'au carrefour de l'allée des Oliviers. Une piste cyclable bidirectionnelle côté pair de 3m de large, est prévue afin de mettre en place une voie verte.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 414 000,00 euros HT

L'opération visée n°2011105900, a été créée pour un montant initial de 50 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 008-246/11/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 28 mars 2011. Par délibération n°VOI 003-154/12/CC en date du 13 février 2012, le Conseil de la Communauté urbaine a porté cette autorisation de programme à 2 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	70,00 %	289 800 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,00 %	124 200 euros
TOTAL HT		414 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 003-154/12/CC qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marignane – Aménagement de Lacanau » ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marignane – Aménagement de Lacanau » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne,

l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2011105900– Programme 14 - Nature 4581
– Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2011105900- Programme 14 – Chapitre 13
– Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 011-6719/19/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Sausset-Les-Pins - Aménagement Avenue Matraja"**
MET 19/12304/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets d'aménagements au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un

cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Sausset-Les-Pins – Aménagement Avenue Matraja », la Métropole a réalisé l'aménagement de l'avenue Pierre Matraja sur la commune de Sausset-Les-Pins. Cet aménagement consiste à créer des places de stationnement, des trottoirs, à reprendre la chaussée et à mettre en place une piste cyclable sur un linéaire de 950 mètres.

Le coût de l'opération pouvant être subventionné s'élève à 427 500,00 euros HT

L'opération visée n°2013101200 a été créée pour un montant initial de 50 000,00 euros TTC dans le cadre de la délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 001-154/13/CC en date du 22 mars 2013. Elle a été révisée par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°VOI 001-769/15/CC en date du 19 février 2015, portant son autorisation de programme à 1 500 000,00 euros TTC. Suite à la délibération n° VOI 003-1670/15/CC en date du 21 décembre 2015, le Conseil de Communauté urbaine a réévalué le montant de l'opération à 2 300 000,00 euros TTC. Par délibération n° VOI 032-741/16/CM, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé le 30 juin 2016, une révision de l'autorisation de programme à hauteur de 2 900 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône		
Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	70,00 %	298 900euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,00 %	128 600 euros
TOTAL HT		427 500euros

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 001-154/13/CC en date du 22 mars 2013 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Sausset-Les-Pins – Aménagement Avenue Matraja » ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 001-769/15/CC en date du 19 février 2015, qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Sausset-Les-Pins – Aménagement Avenue Matraja » ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 003-1670/15/CC en date du 21 décembre 2015, qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Sausset-Les-Pins – Aménagement Avenue Matraja » ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 032-741/16/CM en date du 30 juin 2016, qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Sausset-Les-Pins – Aménagement Avenue Matraja » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Sausset-Les-Pins – Aménagement Avenue Matraja » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2013101200 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2013101200 - Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 012-6720/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Poursuite aménagement Parc activités Plaine du Caire I et II" sur la commune de Roquefort-la-Bédoule
MET 19/12305/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets d'aménagements au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Poursuite aménagement Parc activités Plaine du Caire I et II » sur la commune de Roquefort-la-Bédoule, la Métropole envisage de réaliser l'aménagement d'une chaussée en double sens de circulation, dimensionnée pour l'accès aux véhicules de transport poids lourds.

Le coût de l'opération pouvant être subventionné s'élève à 1 000 000,00 euros HT

L'opération visée est la n°2002161500. L'autorisation de programme est actuellement affecté d'un montant de 927 194,92 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône		
Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	60,00 %	600 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	40,00 %	400 000 euros
TOTAL HT		1 000 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Poursuite aménagement Parc activités Plaine du Caire I et II »
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2002161500 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2002161500- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 013-6721/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Plan-De-Cuques Aménagement Maréchal De Lattre De Tassigny, impasse Paul Fouque et Avenue du Général Leclerc"

MET 19/12308/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Plan-De-Cuques Aménagement Maréchal De Lattre De Tassigny, impasse Paul Fouque et Avenue du Général Leclerc », la Métropole envisage d'aménager l'avenue De Lattre de Tassigny sur la commune de Plan-De-Cuques en mettant aux normes d'accessibilité les trottoirs à réaliser et en développant la sécurité des usagers avec des limitations de vitesse pour véhicules

et des dispositifs anti-stationnement au droit de l'école.

Le coût de l'opération pouvant être subventionné s'élève à 850 000,00 euros HT

L'opération visée n°2011110200 a été créée par délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 008-246/11/CC en date du 28 mars 2011 pour un montant de 50 000,00 euros TTC. Le Conseil de la Communauté urbaine a révisé le montant de l'autorisation de programme (AP), le 13 février 2012, par délibération n°VOI 003-154/12/CC, celle-ci est alors fixée à 100 000,00 euros TTC. Par délibération du 22 mars 2013, n° VOI 002-155/13/CC, du Conseil de la Communauté urbaine, le montant de l'opération a été révisé à 150 000,00 euros TTC. Suite à la délibération n°FCT 014-104/14/CC en date du 23 mai 2014 du Conseil de la Communauté urbaine, a établi le montant de cette AP à 950 000,00 euros TTC. Enfin par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n°VOI 001-3370/17/CM en date du 14 décembre 2017, le montant de cette opération a été désormais fixé à 1 500 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	70,00 %	595 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,00 %	255 000 euros
TOTAL HT		850 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 001-3370/17/CM du 14 décembre 2017, qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Plan-De-Cuques Aménagement Maréchal De Lattre De Tassigny, impasse Paul Fouque et Avenue du Général Leclerc » ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Plan-De-Cuques Aménagement Maréchal De Lattre De Tassigny, impasse Paul Fouque et Avenue du Général Leclerc » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2011110200 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2011110200 - Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 014-6722/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Marseille pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille
MET 19/11900/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Marseille avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Marseille a été approuvée par le Conseil de Métropole le 28 mars 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de Marseille pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 015-6723/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Plan-de-Cuques pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Plan-de-Cuques MET 19/11902/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Plan de Cuques avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Plan de Cuques a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations

d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Plan de Cuques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de Plan de Cuques pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Cuques.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 016-6724/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Sausset-les-Pins pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Sausset-les-Pins
MET 19/11904/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Sausset les Pins avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué ,le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement

de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Sausset les Pins a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Sausset les Pins.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de Sausset les Pins pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Sausset les Pins.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 017-6725/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Carnoux pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Carnoux MET 19/11884/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Carnoux avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont

donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Pour prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Carnoux a été approuvée par le Conseil de Métropole le 20 juin 2019.

Ce, afin de déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à votre approbation permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Carnoux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de Carnoux pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Carnoux.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 018-6726/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Ceyreste pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Ceyreste
MET 19/11888/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Ceyreste avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué ,le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Ceyreste a été approuvée par le Conseil de Métropole le 20 juin 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment

de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Ceyreste.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de Ceyreste pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Ceyreste.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 019-6727/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Châteauneuf-les-Martigues MET 19/11891/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Carnoux avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Châteauneuf les Martigues a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une

mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Châteauneuf les Martigues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de

Châteauneuf les Martigues pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Châteauneuf les Martigues.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 020-6728/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Gémenos pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Gémenos MET 19/11893/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Gémenos avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la

commune de Gémenos a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Gémenos.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de Gémenos pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Gémenos.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 021-6729/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Gignac-la-Nerthe pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Gignac-la-Nerthe MET 19/11894/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Gignac la Nerthe avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence

exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Gignac la Nerthe a été approuvée par le Conseil de Métropole le 20 juin 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Gignac la Nerthe.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de Gignac la Nerthe pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Gignac la Nerthe.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 022-6730/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention n°11/1054 relative à l'élargissement du pont rail "Porte d'Air Bel" à Marseille 11ème arrondissement
MET 19/12059/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet ANRU et dans l'objectif de contribuer au désenclavement de la "Cité Air Bel", il est proposé d'augmenter l'ouverture du pont-rail existant dit porte d'Air Bel en profitant des travaux de réalisation de la troisième voie ferrée sur la ligne Marseille-Aubagne-Toulon.

C'est la raison pour laquelle, par délibération VOI 002-2383/10/BC du 10 décembre 2010 une convention de financement entre Réseau Ferré de France (RFF) et

la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a été approuvée.

Les études avant-projet/projet ont révélé un surcoût de l'opération par rapport aux études préliminaires. Le coût total s'élevait à 3 510 372 euros courant HT pour une réalisation des travaux en 2014.

La phase réalisation a commencé début février 2013, puis a dû être interrompue faute de moyen de production par SNCF Réseau pour le chantier.

En effet, les accidents ferroviaires de Brétigny et de Denguin ont conduit la SNCF à revoir sa politique industrielle et à prioriser les opérations de maintenance de ses installations au détriment de projets d'investissement. Aussi, l'opération d'élargissement du pont rail d'Air Bel n'a pas pu être réalisée dans les délais impartis par la convention de financement et son avenant n°1.

Par délibération du 25 septembre 2015 n° VOI 006-1215/15/BC le Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait donc approuvé un avenant n°2 actant du report de délai.

En fin d'année 2015, la SNCF informait la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole de son incapacité à réaliser les travaux en 2017 faute de ressources en interne pour la sécurisation des voies, et refusait donc de signer l'avenant n°2.

Elle informait que les travaux étaient reportés en 2019.

Par conséquent, il convient d'acter l'abrogation de la délibération n°VOI 006-1215/15/BC du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 25 septembre 2015.

Les travaux de ripage de l'ouvrage nécessitent une coupure totale de la ligne ferroviaire Marseille-Vintimille de 62h. Aussi, ces travaux sont programmés le week-end du 31 octobre 2019 au 03 novembre 2019. La voirie pourra être remise à la Métropole trois mois après le ripage de l'ouvrage soit au plus tard le 03 février 2020.

Début 2019, après avoir lancé le marché de travaux, la SNCF Réseau est de nouveau revenu vers la Métropole pour indiquer qu'elle devait faire face à une augmentation du coût de l'opération.

En effet, l'optimisation prévue dans l'avenant n°1 pour une réalisation dans le cadre du grand projet «Troisième voie Marseille Aubagne» permettait une optimisation d'une part des ressources SNCF Réseau à prévoir (pour le système de sécurité) et d'autre part, des marchés de travaux.

La nouvelle évaluation du coût des travaux intègre un contexte de :

- Chantier unique et isolé,
- Conjoncture des marchés de travaux plutôt défavorable,
- Renforcement de la sûreté du personnel sur le chantier.

Ceci représentant une évolution du coût prévisionnel d'environ 700 000 euros.

Ainsi, le présent avenant entraîne une augmentation de l'enveloppe financière qui passe de 3 510 372 euros courants HT à 4 213 832 euros courant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 002/-2383/10/BC du 10 décembre 2010 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la convention de financement relative à l'élargissement du pont rail Porte d'Air Bel à Marseille (11^{ème} arrondissement) ;
- La délibération VOI 036-767/13/BC du 13 décembre 2013 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement relative à l'élargissement du pont rail Porte d'Air Bel à Marseille (11^{ème} arrondissement) ;
- La délibération VOI 006-1215/15/BC du 25 septembre 2015 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant l'avenant n°2 à la convention de financement relative à l'élargissement du pont rail Porte d'Air Bel à Marseille ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de passer un avenant n°2 à la convention de financement relative à l'élargissement du pont-rail «Porte d'Air-Bel» afin d'ajuster le coût définitif de l'opération.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération du 25 septembre 2015 n° VOI 006-1215/15/BC du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole qui approuvait l'avenant n°2.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 2 ci-annexé à la convention de financement n° 11/1054 relative à l'élargissement du pont-rail «Porte d'Air-Bel» à Marseille (11^{ème} arrondissement).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole : Numéro d'opération : 2011109900 – Nature : 4581191002 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C 311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Culture et sport,
grands évènements
métropolitains"***

CSGE 001-6731/19/BM

■ Approbation d'une convention entre l'Education Nationale et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant l'éducation artistique et culturelle MET 19/12226/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à la Métropole de devenir un acteur public en faveur de la Culture et de la Lecture publique en particulier dans le paysage national.

L'Académie d'Aix-Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence déclarent vouloir établir un partenariat durable et fructueux.

Les partenaires souhaitent mettre en œuvre la charte d'engagement pour l'éducation artistique et culturelle et créer les conditions d'un accès à la culture pour tous, d'une appropriation des lieux culturels, du développement des pratiques artistiques et culturelles et de l'autonomie permettant à chaque jeune de réaliser son parcours culturel personnel.

Ils souhaitent :

- fonder ce parcours sur l'offre culturelle du territoire, sur la mise en réseau et la complémentarité des équipements, structures et dispositifs culturels proposés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- prendre en compte dès la petite enfance les différents temps de la vie du jeune (temps scolaire, péri et extra-scolaire) pour l'articulation de propositions culturelles complémentaires et permettant d'y associer aussi les familles.
- contribuer à la formation du citoyen à travers le développement du sens critique et favoriser un meilleur vivre ensemble.

Pour ce faire, les parties signataires conviennent, dès lors, de conclure la présente convention, à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat entre l'Académie d'Aix-Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour 2019, 2020 et 2021 annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-6732/19/BM

■ Demande de subvention pour le financement de l'opération "construction d'une nouvelle médiathèque" sur la commune d'Istres MET 19/11957/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La médiathèque intercommunale d'Istres ne permet plus de proposer une réponse adéquate aux besoins en terme de services ni pour ses usagers ni dans le cadre de la structuration du réseau de lecture public métropolitain. Elle est en effet sous normée, ce dont

conviennent parfaitement les services de l'Etat disposés à s'engager dans ce projet de construction avec les partenaires financiers compétents que sont le Département et la Région.

La maîtrise d'ouvrage est confiée à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'agissant d'un équipement à vocation métropolitaine par sa dimension, sa thématique « Territoires numériques » et l'étendue du réseau des Médiathèques Istres-Ouest Provence.

La nouvelle Médiathèque consolidera ainsi le réseau intercommunal des médiathèques le plus vieux de France (40 ans) et permettra à ce dernier de répondre aux nouveaux usages des administrés tout en structurant le réseau de lecture publique métropolitain.

Les orientations majeures du projet scientifique et culturel s'appuieront sur une transversalité de la proposition culturelle et des savoirs. La nouvelle médiathèque prendra toutes les caractéristiques des bibliothèques / médiathèques dites « Troisième lieu » qui, tout en assumant leur rôle fondamental en matière de lecture publique, sont des équipements où

l'innovation est au cœur de l'action culturelle proposée (Fablab, Coworking, Multimédias, etc.).

Ainsi, elle sera un véritable centre de ressources numériques en terme de pratiques comme de préservation pour l'ensemble du bassin de vie mais également dans et pour le réseau métropolitain. Elle jouera un rôle majeur dans la configuration d'un réseau et d'un portail documentaire métropolitain. La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 19 475 000 euros hors taxes et fera l'objet de trois dépôts distincts :

- Etudes et travaux
- Equipement
- Mobilier

Le plan de financement prévisionnel pour cette opération est le suivant :

Etudes et travaux :

	COÛT TOTAL HT ETUDES ET TRAVAUX CD13 ET CR	MONTANT SUBVENTIONNABLE HT RETENU PAR LA DRAC		
Département 13 « Aide Exceptionnelle »	16 975 000,00 €	15 296 875 € TAUX D'INTERVENTION 35 %	16,13 %	2 737 500,00 €
Conseil Régional Contrat d'équilibre Territorial			10,97 %	1 862 500,00 €
Direction Régionale des affaires Culturelles			31,54 %	5 353 906,25 €
Métropole Aix-Marseille-Provence			41,36 %	7 021 093,75 €
TOTAL	16 975 000,00 €	15 296 875 €	100,00 %	16 975 000,00 €

Equipement :

	COÛT TOTAL HT EQUIPEMENT		
Département 13 « Aide Exceptionnelle »	1 500 000,00 €	7,50 %	112 500,00 €
Conseil Régional Contrat d'équilibre Territorial		7,50 %	112 500,00 €
Direction Régionale des affaires Culturelles		65,00 %	975 000,00 €
Métropole Aix-Marseille-Provence		20,00 %	300 000,00 €
TOTAL	1 500 000,00 €	100,00 %	1 500 000,00 €

Mobilier :

	COÛT TOTAL HT MOBILIER		
Département 13 « Aide Exceptionnelle »	1 000 000,00 €	15,00 %	150 000,00 €
Conseil Régional Contrat d'équilibre Territorial		12,50 %	125 000,00 €
Direction Régionale des affaires Culturelles		40,00 %	400 000,00 €
Métropole Aix-Marseille-Provence		32,50 %	325 000,00 €
TOTAL	1 000 000,00 €	100,00 %	1 000 000,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 002-3616/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 créant l'opération n° 2018500400 rattachée au programme n° 175151 BP ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats Spéciaux de Territoires ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Construction d'une nouvelle médiathèque intercommunale » sur la commune d'Istres.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter l'aide financière auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019 et suivants, chapitre 4581185004, nature 4581185004, code opération 2018500400.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, nature 1321, code opération 2018500400.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-6733/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Les Musiques Actuelles à Marseille dans le cadre d'un projet de tournée de concerts et d'une mise en réseau des acteurs de la scène des musiques actuelles - Approbation d'une convention
MET 19/12229/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 1995, l'association AMAM (Association pour les Musiques Actuelles à Marseille) est très vite apparue comme un acteur local essentiel de la scène musicale innovante, avec notamment l'accueil du festival Les Inrockuptibles.

AMAM souhaite désormais développer une action transversale dans le secteur des musiques actuelles, selon les axes suivants :

- une quinzaine de concerts produits et co-produits par an (d'ores et déjà programmés par exemple *Perturbator* à l'Espace Julien à Marseille le 8 octobre et Yves Jamait à La chaudronnerie à La Ciotat en mars 2020).;

- la co-construction de projets avec les acteurs régionaux, prospection et présence sur des manifestations nationales.

Le budget prévisionnel de l'association pour l'année 2019 est de 242 100 euros.

Dans cette optique de fédération de la scène artistique, dans un esprit de diffusion métropolitaine et de valorisation de la création contemporaine, notamment locale, en direction d'un public aussi large que possible, la Métropole, sollicitée par l'association AMAM (N°GU 2019_01349) pour une subvention de

20 000 euros, propose de répondre favorablement à hauteur de 10 000 euros soit 4,13 % du budget prévisionnel de l'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération N° HN021-049/16/BM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association Les Musiques Actuelles à Marseille (AMAM) dans le cadre de la promotion des musiques actuelles sur le territoire métropolitain.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 65748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-6734/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Philharmonie Provence Méditerranée pour l'organisation d'une tournée métropolitaine à l'automne 2019 - Approbation d'une convention MET 19/12326/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Philharmonie Provence Méditerranée a été créée en 2014 par le chef d'orchestre Jacques Chalmeau : elle est formée de 80 musiciens, notamment issus de l'orchestre philharmonique du Pays d'Aix. Elle se produit chaque année au festival de la Roque d'Anthéron, assure des concerts symphoniques en de nombreux lieux, ainsi que de la musique de chambre, avec ses solistes, et assure une académie philharmonique qui permet à de jeunes musiciens de vivre une expérience d'immersion dans un orchestre et de rencontrer des musiciens de formation nationale ou internationale. La Philharmonie Provence-Méditerranée a également joué au Dôme, à Marseille, *La flûte enchantée* et *Carmen*, et prépare actuellement *Così fan tutte*.

Soucieuse de faire connaître la grande musique au plus grand nombre, elle propose une tournée métropolitaine associant jeunes chanteurs et musiciens à des professionnels expérimentés et à un grand metteur en scène sur cinq lieux à l'automne 2019, accessible à un large public, avec de tarifs adaptés (gratuité pour les mineurs, 15 euros maximum) modiques, et accompagnée d'une présentation pédagogique et vulgarisatrice et d'un

partenariat avec les structures musicales et lyriques locales.

Le budget prévisionnel global de l'association pour l'année 2019 est 139 798 euros.

Pour réaliser la tournée et l'ensemble des activités réalisées sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 45 000 euros en 2019 (n° GU 2019-01018), la Métropole propose un financement à hauteur de 45 000 euros de subvention pour la réalisation d'une série d'événements sur le territoire métropolitain soit 46,39 % du budget prévisionnel de l'action d'un montant de 97 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération N° HN021-049/16/BM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 45 000 euros à l'association Philharmonie Provence Méditerranée.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

CSGE 005-6735/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Française d'Enseignement Artistique pour les années scolaires 2018-2019 et 2019-2020 et paiement des cotisations correspondantes MET 19/11910/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conservatoire intercommunal de Musique et de Danse situé sur le Territoire Istres-Ouest Provence a pour objectif d'assurer et de transmettre un enseignement de musique et de danse de qualité, ainsi que de développer sur le territoire intercommunal une politique active, dynamique et vivante en matière d'enseignement artistique.

L'association « Fédération Française de l'Enseignement Artistique » (FFEA), a pour objet non seulement de promouvoir l'enseignement de la pratique de la musique, de la danse et du théâtre mais également de fédérer les responsables d'établissements pour dynamiser les échanges et harmoniser les programmes pédagogiques.

A ce titre, l'association met à la disposition de ses adhérents tout un ensemble de documents pédagogiques en permettant d'accéder à des catalogues de programmes nationaux d'examens et de concours instrumentaux et solfégiques. L'adhésion à la FFEA permet également de bénéficier d'avantages pratiques, notamment d'une réduction de 33 % sur l'achat des timbres obligatoires pour la validation des photocopies des partitions mises en ligne sur le site de la FFEA.

La FFEA est donc une ressource importante et indispensable dans le cadre des objectifs et des missions poursuivies par le Conservatoire intercommunal de Musique et de Danse situé à Istres.

Dans ce cadre, par délibération n° CGSE 001-3615/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à la FFEA pour l'année scolaire 2017-2018.

Aussi, pour permettre au Conservatoire Intercommunal de Musique et de Danse de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par la FFEA, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour les années scolaires 2018/2019 et 2019/2020.

Le montant de la cotisation pour l'année scolaire 2018-2019 s'élève à 500 euros.

Le montant de la cotisation pour l'année scolaire 2019-2020 s'élève aussi à 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CGSE 001-3615/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 approuvant l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Fédération Française de l'Enseignement Artistique ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Fédération Française de l'Enseignement Artistique permet à ses adhérents de bénéficier d'un ensemble de documentations et de services liés aux

activités et aux missions des établissements d'enseignement artistique.

- Que dans ce cadre, le Conservatoire intercommunal de Musique et de Danse situé sur le territoire d'Istres dont la mission est de contribuer à développer sur le territoire intercommunal une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle et d'enseignement artistique, souhaite bénéficier des avantages proposés par la FFEA.
- Que pour ce faire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association.
- Que pour permettre au Conservatoire intercommunal de Musique et de Danse de continuer à bénéficier des avantages proposés par la FFEA, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour les années scolaires 2018/2019 et 2019/2020 .
- Qu'il convient d'approuver le règlement des cotisations correspondantes.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Française de l'Enseignement Artistique et le paiement de la cotisation pour l'année scolaire 2018-2019 d'un montant de 500 euros.

Article 2 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Française de l'Enseignement Artistique et le paiement de la cotisation pour l'année scolaire 2019-2020 d'un montant de 500 euros.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat spécial de Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 011, nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-6736/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au Ballet Preljocaj dans le cadre de la promotion de la danse contemporaine dans l'espace public et le milieu hospitalier métropolitain - Approbation d'une convention
MET 19/12235/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 1984, la compagnie Preljocaj devient le Ballet Preljocaj, centre chorégraphique nationale au

moment de son installation à Aix-en-Provence en 1996, avant d'emménager au Pavillon Noir en 2006. Composé de 24 danseurs permanents, et assurant 100 représentations par an en France et à l'étranger, le ballet s'associe par ailleurs régulièrement à d'autres artistes de multiples domaines, et assure, par ses résidences, l'émergence de nombreux jeunes talents ; le ballet Preljocaj Junior a été mis en place en 2017 dans cet esprit.

Afin d'aller à la rencontre de tous les publics, le Ballet Preljocaj propose une action à travers son Groupe urbain d'intervention dansée (G.U.I.D.), formé de six danseurs, qui présenteront dans des lieux variés, sans dispositif scénique, des extraits de spectacles créés de 1985 à nos jours.

En 2019, le G.U.I.D. se produira dans des établissements scolaires et dans l'espace public à Cabriès, Marseille, Coudoux, Aix-en-Provence, Les Milles etc, mais aussi à La Maison, établissement de soins palliatifs à Gardanne, et au centre hospitalier psychiatrique Montperrin à Aix-en-Provence.

Le budget prévisionnel de l'association pour l'année 2019 est de 3 815 063 euros, le budget prévisionnel de l'action s'élève à 17 046 euros.

Pour réaliser cette action, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 10 000 euros en 2019 (n°GU 2019_01299), la Métropole propose un financement à hauteur de 58.6% de l'action soit 10 000 euros de subvention pour la réalisation d'une série d'événements sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération N° HN021-049/16/BM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14

décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros au Ballet Preljocaj afin de promouvoir la danse contemporaine dans l'espace public et le milieu hospitalier métropolitain.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Principal Métropolitain, en section Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 007-6737/19/BM

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition gratuite de moyens logistiques et humains avec l'association Latinissimo Fiesta des Suds
MET 19/12479/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Latinissimo Fiesta des Suds, association régie par la loi de 1901, a pour objet de promouvoir, accueillir, organiser, diffuser les cultures traditionnelles et contemporaines sous toutes ses formes et expressions, entre autres, la musique, la peinture, les arts graphiques, le cinéma, la photographie, la poésie, les vidéogrammes, les sciences humaines, sociales et économiques d'origines multiples qui ont enrichies ou qui enrichissent le sud de leurs influences et notamment les cultures d'origines latines et méditerranéennes.

Depuis 1992, l'association Latinissimo Fiesta des Suds se veut un laboratoire des tendances qui porte la culture au centre de ses priorités. Elle a investi, tout au long de son existence, de façon novatrice, de nouveaux territoires devenus par la suite des pôles incontournables de la ville : Grands Docks de la Joliette, au J 4, à la Manufacture de Tabac, Dock des Suds d'Arenc... Ce parcours raconte une histoire, celle d'un patrimoine portuaire, il raconte la transformation de la Ville et d'un quartier, il a créé un nouvel esprit et remplit un rôle fondamental, celui de générer des moments de rencontre, de fête et de vie dans la ville.

Porteuse notamment du festival La Fiesta des Suds, l'association Latinissimo Fiesta des Suds défend l'idée de la proximité, du mélange des publics et des cultures, tout comme celle de la création artistique au service des habitants et de son territoire. Défricheur et passeur des nouvelles musiques d'ailleurs, son histoire est inscrite dans celle de la ville. Ainsi, ce sont plusieurs générations de la population marseillaise

qui connaissent le festival.

En 3 nuits et un after, plus de 35.000 spectateurs assistent à cette manifestation atypique dans le décor majestueux de l'esplanade du J4 et celui hors-norme du Dock des Suds où se produisent plus de 150 artistes. Alternant les têtes d'affiche explosives et les découvertes musicales, les déambulations fiévreuses et l'atmosphère exaltante des villes du Sud en fête, la Fiesta des Suds s'affirme, depuis un quart de siècle, comme un événement incontournable à Marseille, à renommée nationale.

L'association Latinissimo Fiesta des Suds organise du 10 au 12 octobre la 28ème Fiesta des Suds.

Afin d'apporter son soutien et faciliter l'organisation de cet événement culturel de grande envergure, la Métropole met gratuitement à la disposition des organisateurs l'ensemble des moyens logistiques et humains dont elle dispose : propreté, domaine portuaire, espace public, mobilité, communication. Le coût et valorisation de l'ensemble de ces moyens s'élève à 85 327,96 euros TTC. La convention annexée au présent rapport fixe les conditions de mise à disposition de ces moyens.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Latinissimo Fiesta des Suds.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS

CONSEIL DU 26 SEPTEMBRE 2019

METROPOLE AIX- MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de la Métropole

26 SEPTEMBRE 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 27 septembre 2019 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sophie AMARANTINIS - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Patrick BORÉ - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Bruno CHAIX - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandra DALBIN - Michel DARY - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Sylvaine DI CARO - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY-OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Claude FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY-VLASTO - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Jean HETSCH - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Michel LAN - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSÈS - Stéphane LE RUDULIER - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT

- Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Roger MEI - Danielle MENET - Patrick MENNUCCI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Marie-Claude MICHEL - Danielle MILON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Maryse RODDE - Georges ROSSO - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Monique SLISSA - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI représenté par Pascal MONTECOT - Patrick APPARICIO représenté par André BERTERO - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Moussa BENKACI représenté par Odile BONTHOUX - Jean-Louis BONAN représenté par Nathalie LAINE - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Frédéric BOUSQUET représenté par Michèle EMERY - Valérie BOYER représentée par Mireille BALLETTI - Christine CAPDEVILLE représentée par Yves MESNARD - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Bernard MARTY - Maurice CHAZEAU représenté par Jacques BOUDON - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Martine RENAUD - Auguste COLOMB représenté par Hélène GENTE-CEAGLIO - Monique CORDIER représentée par Laure-Agnès CARADEC - Robert DAGORNE représenté par Georges CRISTIANI - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Maxime TOMMASINI - Bernard DESTROST représenté par Jérôme ORGEAS - Olivier FREGEAC représenté par Alexandre GALLESE - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Marie-Madeleine GEIER-GHIO représentée par Daniel HERMANN - Philippe GRANGE représenté par Philippe GINOUX - Frédéric GUINIERI représenté par Joël MANCEL - Garo HOVSEPIAN représenté par Stéphane MARI - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Gérard BRAMOULLÉ - André JULLIEN représenté par Patrick PIN - Jean-Marie LEONARDIS représenté par Serge PEROTTINO - Marie-Louise LOTA représentée par Catherine PILA - Laurence LUCCIONI représentée par Julien RAVIER - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE -

Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Michel MILLE représenté par Didier KHELFA - Richard MIRON représenté par Gérard CHENOZ - Virginie MONNET-CORTI représentée par Isabelle SAVON - Patrick PADOVANI représenté par Solange BIAGGI - Stéphane PAOLI représenté par Philippe DE SAINTDO - Roger PELLENC représenté par Hervé FABRE-AUBRESPY - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Muriel PRISCO représentée par Gérard POLIZZI - Bernard RAMOND représenté par Guy BARRET - Alain ROUSSET représenté par Danielle MENET - Patrick VILORIA représenté par Véronique PRADEL - David YTIER représenté par Nicolas ISNARD - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Régis MARTIN.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Michel CATANEO - Laurent COMAS - Sandrine D'ANGIO - Jean-Claude FERAUD - Samia GHALI - Bruno GILLES - Albert GUIGUI - Eliane ISIDORE - Marie MUSTACHIA - Chrystiane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Stéphane RAVIER - Florian SALAZAR-MARTIN - Eric SCOTTO - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Marie-France SOURD GULINO - Philippe VERAN - Karim ZERIBI.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Patrick MENNUCCI représenté à 14h45 par Eugène CASELLI - Marine PUSTORINO-DURAND représentée à 14h45 par Josette VENTRE - Yves VIDAL représenté à 15h15 par Olivier GUIROU - Michel DARY représenté à 16h00 par Marie-France DROPY-OURET - Solange BIAGGI représentée à 16h00 par René BACCINO - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI à 16h25 représentée par Henri CAMBESSEDES.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Dany LAMY à 14h32 - Gérard POLIZZI à 14h45 - Bruno CHAIX à 14h54 - Didier PARAKIAN à 15h15 - Yves VIDAL à 15h15 - Lisette NARDUCCI à 15h17 - Jean-Pierre SERRUS à 15h20 - Antoine MAGGIO à 15h20 - Jacques BOUDON à 15h20 - Eugène CASELLI à 15h25 - Frédéric COLLART à 15h25 - Nathalie LAINÉ à 15h30 - Jean-Louis TIXIER à 15h30 - Sandra DALBIN à 15h31 - Josette FURACE à 15h34 - Roland CAZZOLA à 15h34 - Roland BLUM à 15h52 - Jean ROATTA à 15h53 - Catherine PILA à 15h55 - Bernard MARANDAT à 16h00 - Pascal MONTECOT à 16h02 - Michel LAN à 16h03 - Richard MALLIÉ à 16h03 - Stéphane LERUDULIER à 16h04 - Claude FILIPPI à 16h04 - Jean MONTAGNAC à 16h06 - Céline FILIPPI à 16h10 - Sophie AMARANTINIS à 16h11 - Marie-Laure ROCCA-SERRA à 16h15 - Dominique FLEURY-VLASO à 16h08 - Gérard GAZAY à 16h09 - Georges ROSSO à 16h15 - Danielle MENET à 16h15 - Eric CASADO à 16h15 - Odile BONTHOUX à 16h15 - Sabine BERNASCONI à 16h15 - Lionel ROYER-PERREAUT à 16h15 - Nicole

JOULIA à 16h15 - Gilbert FERRARI à 16h15 - Philippe DE SAINTDO à 16h15 - Irène MALAUZAT à 16h15 - Frédéric VIGOUROUX à 16h16 - Danielle MILON - Yves MESNARD à 16h20 - Patrick PIN à 16h20 - Sophie DEGIOANNI à 16h20 - Jean-Pascal GOURNES à 16h20 - Frédéric VIGOUROUX à 16h20 - Guy ALBERT à 16h20 - Maryse RODDE à 16h20 - François BERNARDINI à 16h20 - Gaëlle LENFANT à 16h20 - Bernard MARTY à 16h20 - Christian PELLICANI à 16h20 - Pierre COULOMB à 16h20 - Jean-Claude DELAGE à 16h23 - Sylvaine DI CARO à 16h23 - Francis TAULAN à 16h23 - Jules SUSINI à 16h23 - Jean-Louis CANAL à 16h24 - Richard FINDYKIAN à 16h27 - Christophe AMALRIC à 16h29 - Jacky GERARD à 16h30 - Florence MASSE à 16h36 - Mireille BALLETTI à 16h37 - Eric LE DISSES à 16h3 - Claude VALLETTE à 16h39 - Albert LAPEYRE à 16h43 - Dominique TIAN à 16h45 - Remi MARCENGO à 16h45 - Danièle GARCIA à 16h50.

***Commission "Finances et
Administration Générale"***

FAG 001-6738/19/CM

■ **Approbation des attributions de compensation "socle" des communes membres pour l'année 2019**
MET 19/12088/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En contrepartie de la mise en place d'une intercommunalité à fiscalité professionnelle unique, l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts a prévu des versements en faveur des communes membres sous la forme d'attributions de compensation. L'attribution de compensation correspond au produit des taxes transférées à l'intercommunalité perçu au titre de l'année précédant le passage à la fiscalité professionnelle unique, diminué du coût net des charges transférées. Lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le montant des attributions de compensation égalait celui adopté par les anciennes intercommunalités.

Ces attributions de compensation, versées ou perçues constituent une dépense obligatoire de la Métropole et ne peuvent pas être indexées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence propose au Conseil de la Métropole une modification des attributions de compensation 2019 dans le cadre des thématiques suivantes :

- l'activation de la clause de revoyure afférente aux transferts de compétences mis en œuvre au 1^{er} janvier 2018 ;

- la révision des charges transférées au titre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI).

1. Révision des attributions de compensation 2019 suite à l'activation de la clause de revoyure afférente aux transferts de compétence 2018

Le principe de la mise en place d'une clause de revoyure conditionnelle a été voté par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) le 29 septembre 2017 et précisé par la CLECT du 26 septembre 2018. Cette clause peut être activée, à la demande de la Métropole ou des communes, lorsque l'évaluation définitive des charges apparaît substantiellement différente des charges effectivement transférées.

Dix communes (Aix-en-Provence, Fos-sur-Mer, Istres, Pertuis, Saint-Mitre-les-Remparts, Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues) ont relevé des erreurs matérielles et sollicité la mise en œuvre de cette clause.

C'est ainsi que la CLECT du 27 juin 2019 a révisé l'évaluation des charges transférées en lien avec les compétences zones d'activités économiques, parcs de stationnement, aires de stationnement, élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme, politique de la ville, eaux pluviales, défense extérieure contre l'incendie, CEC les Heures Claires, et enfance jeunesse.

Ces nouvelles évaluations nécessitent l'abondement des attributions de compensation à hauteur de 153 837 euros.

2. Révision des attributions de compensation pour l'année 2019 afférentes au transfert de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations

La compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations est définie par l'article L.211-7 du Code de l'Environnement :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès ;
- la défense contre les inondations et contre la mer ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Conformément aux articles L.5217-2 et L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole, exerce la compétence GEMAPI depuis le 1er janvier 2018, de plein droit en lieu et place de l'ensemble des communes membres.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 25 juin 2018 a adopté un rapport d'évaluation définitive des charges transférées relatif à la compétence GEMAPI pour un montant total de 3 159 439 euros. Ce montant a ainsi été retranché des attributions de compensations versées aux communes en 2018.

Par ailleurs, le Conseil Métropolitain a décidé d'instaurer par délibération du 28 juin 2018 une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, dite « taxe GEMAPI ». Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI. Pour 2019, ce produit a été fixé à 5,44 millions d'euros, correspondant au montant annuel prévisionnel 2019 des charges de la compétence GEMAPI.

Par conséquent, et afin de tenir compte de l'instauration de la taxe GEMAPI, il est proposé au Conseil Métropolitain de ne plus retrancher les sommes évaluées de l'attribution de compensation et donc d'abonder les attributions de compensation à hauteur de 3 159 439 euros.

3. Le mode de révision des attributions de compensation

Le 1^{er} bis du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts dispose que : « *Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges* ».

En application de ces dispositions, et sur la base des rapports de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées des 25 juin 2018 et 27 juin 2019, il est proposé d'établir les attributions de compensation « socle » 2019 pour un total de 650 081 393 euros. L'attribution de compensation « socle » correspond aux montants qui seront versés aux communes avant qu'ils soient modifiés dans le cadre d'évaluations provisoires liées à de nouveaux transferts de compétences.

Le tableau suivant présente le montant des attributions de compensation « socle » pour chacune

des communes :

Communes	Attribution de compensation 2019	Clause revoyure de	Gemapi	Attribution de compensation 2019 "socle"
AIX EN PROVENCE	46 584 682,00 €	90 445,00 €	236 976,00 €	46 912 103,00 €
ALLAUCH	797 425,00 €	0,00 €	17 473,00 €	814 898,00 €
ALLEINS	851 087,00 €	4 201,00 €	0,00 €	855 288,00 €
AUBAGNE	12 611 320,00 €	0,00 €	150 702,00 €	12 762 022,00 €
AURIOL	-196 568,00 €	0,00 €	65 828,00 €	-130 740,00 €
AURONS	189 881,00 €	0,00 €	4 566,00 €	194 447,00 €
BEAURECUEIL	277 175,00 €	0,00 €	150,00 €	277 325,00 €
BELCODENE	19 638,00 €	0,00 €	0,00 €	19 638,00 €
BERRE L'ETANG	34 640 122,00 €	0,00 €	38 116,00 €	34 678 238,00 €
BOUC BEL AIR	2 876 818,00 €	0,00 €	16 693,00 €	2 893 511,00 €
CABRIES	2 404 776,00 €	0,00 €	30 005,00 €	2 434 781,00 €
CADOLIVE	10 709,00 €	0,00 €	2 000,00 €	12 709,00 €
CARNOUX-EN-PROVENCE	98 621,00 €	0,00 €	0,00 €	98 621,00 €
CARRY LE ROUET	-355 749,00 €	0,00 €	0,00 €	-355 749,00 €
CASSIS	-653 211,00 €	0,00 €	0,00 €	-653 211,00 €
CEYRESTE	-84 215,00 €	0,00 €	4 500,00 €	-79 715,00 €
CHARLEVAL	1 048 643,00 €	4 354,00 €	6 281,00 €	1 059 278,00 €
CHATEAUNEUF LES MARTIGUES	12 758 456,00 €	0,00 €	22 090 €	12 780 546 €
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	464 973,00 €	0,00 €	2 879 €	467 852 €
CORNILLON-CONFOUX	1 123 197,00 €	0,00 €	8 781,00 €	1 131 978,00 €
COUDOUX	504 499,00 €	0,00 €	5 285,00 €	509 784,00 €
CUGES-LES-PINS	81 952,00 €	0,00 €	0,00 €	81 952,00 €
EGUILLES	1 537 084,00 €	0,00 €	19 097,00 €	1 556 181,00 €
ENSUES LA REDONNE	252 952,00 €	0,00 €	0,00 €	252 952,00 €
EYGUIERES	1 822 649,00 €	0,00 €	0,00 €	1 822 649,00 €
FOS SUR MER	29 282 988,00 €	-2 152,00 €	0,00 €	29 280 836,00 €
FUVEAU	1 005 079,00 €	0,00 €	11 227,00 €	1 016 306,00 €
GARDANNE	4 363 258,00 €	0,00 €	29 066,00 €	4 392 324,00 €
GEMENOS	7 924 913,00 €	0,00 €	13 189,00 €	7 938 102,00 €
GIGNAC LA NERTHE	743 839,00 €	0,00 €	6 000,00 €	749 839,00 €
GRANS	4 264 464,00 €	0,00 €	27 573,00 €	4 292 037,00 €
GREASQUE	380 119,00 €	0,00 €	0,00 €	380 119,00 €
ISTRES	60 956 056,00 €	0,00 €	0,00 €	60 956 056,00 €
JOUQUES	880 974,00 €	0,00 €	6 859,00 €	887 833,00 €
LA BARBEN	191 076,00 €	0,00 €	10 537,00 €	201 613,00 €
LA BOUILLADISSE	-40 722,00 €	0,00 €	2 000,00 €	-38 722,00 €
LA CIOTAT	7 036 447,00 €	0,00 €	0,00 €	7 036 447,00 €
LA DESTROUSSE	63 646,00 €	0,00 €	6 712,00 €	70 358,00 €
LA FARE-LES-OLIVIERS	2 495 852,00 €	0,00 €	11 051,00 €	2 506 903,00 €

Communes	Attribution de compensation 2019	Clause revoyure de	Gemapi	Attribution de compensation 2019 "socle"
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 456 612,00 €	0,00 €	14 543,00 €	1 471 155,00 €
LA ROQUE-D'ANTHERON	1 360 868,00 €	0,00 €	26 283,00 €	1 387 151,00 €
LAMANON	1 355 511,00 €	3 401,00 €	0,00 €	1 358 912,00 €
LAMBESC	962 014,00 €	0,00 €	36 207,00 €	998 221,00 €
LANCON-PROVENCE	2 795 878,00 €	0,00 €	20 434,00 €	2 816 312,00 €
LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 190 397,00 €	0,00 €	7 247,00 €	1 197 644,00 €
LE ROVE	347 152,00 €	0,00 €	0,00 €	347 152,00 €

LE THOLONET	534 052,00 €	0,00 €	3 449,00 €	537 501,00 €
LES PENNES-MIRABEAU	6 625 793,00 €	0,00 €	18 750,00 €	6 644 543,00 €
MALLEMORT	3 702 812,00 €	10 432,00 €	25 016,00 €	3 738 260,00 €
MARIGNANE	9 236 974,00 €	0,00 €	101 696,00 €	9 338 670,00 €
MARSEILLE	135 912 331,00 €	0,00 €	1 322 975,00 €	137 235 306,00 €
MARTIGUES	95 065 616,00 €	0,00 €	0,00 €	95 065 616,00 €
MEYRARGUES	1 060 904,00 €	0,00 €	13 782,00 €	1 074 686,00 €
MEYREUIL	2 854 763,00 €	0,00 €	8 643,00 €	2 863 406,00 €
MIMET	744 417,00 €	0,00 €	0,00 €	744 417,00 €
MIRAMAS	29 451 211,00 €	0,00 €	0,00 €	29 451 211,00 €
PELISSANNE	2 166 482,00 €	0,00 €	46 189,00 €	2 212 671,00 €
PERTUIS	3 898 926,00 €	39 695,00 €	88 087,00 €	4 026 708,00 €
PEYNIER	668 585,00 €	0,00 €	4 113,00 €	672 698,00 €
PEYPIN	233 587,00 €	0,00 €	2 000,00 €	235 587,00 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 101 654,00 €	0,00 €	5 793,00 €	1 107 447,00 €
PLAN DE CUQUES	354 734,00 €	0,00 €	11 520,00 €	366 254,00 €
PORT-DE-BOUC	10 878 779,00 €	0,00 €	0,00 €	10 878 779,00 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	5 736 869,00 €	0,00 €	139 752,00 €	5 876 621,00 €
PUYLOUBIER	410 290,00 €	0,00 €	2 503,00 €	412 793,00 €
ROGNAC	8 955 623,00 €	0,00 €	0,00 €	8 955 623,00 €
ROGNES	636 718,00 €	0,00 €	5 620,00 €	642 338,00 €
ROQUEFORT LA BEDOULLE	302 299,00 €	0,00 €	0,00 €	302 299,00 €
ROQUEVAIRE	168 912,00 €	0,00 €	65 115,00 €	234 027,00 €
ROUSSET	8 140 966,00 €	0,00 €	12 651,00 €	8 153 617,00 €
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	289 587,00 €	0,00 €	150,00 €	289 737,00 €
SAINT-CANNAT	741 673,00 €	0,00 €	18 967,00 €	760 640,00 €
SAINT-CHAMAS	2 843 937,00 €	0,00 €	18 967,00 €	2 862 904,00 €
SAINT-ESTEVE-JANSON	413 984,00 €	0,00 €	2 267,00 €	416 251,00 €
SAINT-MARC-JAUMEGARDE	590 215,00 €	0,00 €	1 915,00 €	592 130,00 €
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	1 894 935,00 €	753,00 €	24 811,00 €	1 920 499,00 €
SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE	1 486 188,00 €	0,00 €	4 940,00 €	1 491 128,00 €
SAINT-SAVOURNIN	-52 231,00 €	0,00 €	2 000,00 €	-50 231,00 €
SAINT-VICTORET	925 689,00 €	0,00 €	18 000,00 €	943 689,00 €
SAINT-ZACHARIE	-10 465,00 €	0,00 €	42 094,00 €	31 629,00 €
SALON-DE-PROVENCE	19 262 517,00 €	0,00 €	78 152,00 €	19 340 669,00 €
SAUSSET LES PINS	-109 785,00 €	0,00 €	0,00 €	-109 785,00 €
SENAS	2 698 069,00 €	0,00 €	20 723,00 €	2 718 792,00 €
SEPTEMES LES VALLONS	1 532 016,00 €	0,00 €	48 491,00 €	1 580 507,00 €
SIMIANE-COLLONGUE	1 132 908,00 €	0,00 €	7 483,00 €	1 140 391,00 €
TRETS	1 363 830,00 €	0,00 €	12 621,00 €	1 376 451,00 €
VAUVENARGUES	282 624,00 €	0,00 €	0,00 €	282 624,00 €
VELAUX	3 098 680,00 €	0,00 €	9 745,00 €	3 108 425,00 €
VENELLES	1 764 267,00 €	0,00 €	25 465,00 €	1 789 732,00 €
VENTABREN	560 080,00 €	0,00 €	7 578,00 €	567 658,00 €
VERNEGUES	513 777,00 €	2 708,00 €	183,00 €	516 668,00 €
VITROLLES	28 018 988,00 €	0,00 €	76 883,00 €	28 095 871,00 €
TOTAL	646 768 117,00 €	153 837,00 €	3 159 439,00 €	650 081 393,00 €

Le montant des attributions de compensation positives s'établit à 651 499 546 euros et celui des attributions de compensation négatives à 1 418 153 euros.

Cette modification doit être approuvée par le Conseil de la Métropole à la majorité des deux tiers. Les conseils municipaux des communes membres intéressées devront ensuite approuver les nouveaux montants des attributions de compensation pour qu'ils soient applicables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°15-4932/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant les attributions de compensation de l'année 2019 ;
- La délibération n°092-4908/18/CM approuvant le Budget Primitif 2019 du budget principal de la Métropole ;
- L'avis du 26 septembre 2018 de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

- L'avis du 27 juin 2019 de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Le nouveau montant des attributions de compensation « socle » 2019 est fixé comme suit :

Communes	Attribution de compensation 2019 "socle"	Communes	Attribution de compensation 2019 "socle"
AIX EN PROVENCE	46 912 103,00 €	FOS SUR MER	29 280 836,00 €
ALLAUCH	814 898,00 €	FUVEAU	1 016 306,00 €
ALLEINS	855 288,00 €	GARDANNE	4 392 324,00 €
AUBAGNE	12 762 022,00 €	GEMENOS	7 938 102,00 €
AURIOL	-130 740,00 €	GIGNAC LA NERTHE	749 839,00 €
AURONS	194 447,00 €	GRANS	4 292 037,00 €
BEAURECUEIL	277 325,00 €	GREASQUE	380 119,00 €
BELCODENE	19 638,00 €	ISTRES	60 956 056,00 €
BERRE L'ETANG	34 678 238,00 €	JOUQUES	887 833,00 €
BOUC BEL AIR	2 893 511,00 €	LA BARBEN	201 613,00 €
CABRIES	2 434 781,00 €	LA BOUILLADISSE	-38 722,00 €
CADOLIVE	12 709,00 €	LA CIOTAT	7 036 447,00 €
CARNOUX-EN-PROVENCE	98 621,00 €	LA DESTROUSSE	70 358,00 €
CARRY LE ROUET	-355 749,00 €	LA FARE-LES-OLIVIERS	2 506 903,00 €
CASSIS	-653 211,00 €	LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 471 155,00 €
CEYRESTE	-79 715,00 €	LA ROQUE-D'ANTHERON	1 387 151,00 €
CHARLEVAL	1 059 278,00 €	LAMANON	1 358 912,00 €
CHATEAUNEUF LES MARTIGUES	12 780 546,00 €	LAMBESC	998 221,00 €
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	467 852,00 €	LANCON-PROVENCE	2 816 312,00 €
CORNILLON-CONFOUX	1 131 978,00 €	LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 197 644,00 €
COUDOUX	509 784,00 €	LE ROVE	347 152,00 €
CUGES-LES-PINS	81 952,00 €	LE THOLONET	537 501,00 €
EGUILLES	1 556 181,00 €	LES PENNES-MIRABEAU	6 644 543,00 €
ENSUES LA REDONNE	252 952,00 €	MALLEMORT	3 738 260,00 €
EYGUIERES	1 822 649,00 €	MARIGNANE	9 338 670,00 €
Communes	Attribution de compensation 2019 "socle"	Communes	Attribution de compensation 2019 "socle"
MARSEILLE	137 235 306,00 €	SAINT-CANNAT	760 640,00 €
MARTIGUES	95 065 616,00 €	SAINT-CHAMAS	2 862 904,00 €
MEYRARGUES	1 074 686,00 €	SAINT-ESTEVE-JANSON	416 251,00 €
MEYREUIL	2 863 406,00 €	SAINT-MARC-JAUMEGARDE	592 130,00 €
MIMET	744 417,00 €	SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	1 920 499,00 €
MIRAMAS	29 451 211,00 €	SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE	1 491 128,00 €
PELISSANNE	2 212 671,00 €	SAINT-SAVOURNIN	-50 231,00 €
PERTUIS	4 026 708,00 €	SAINT-VICTORET	943 689,00 €
PEYNIER	672 698,00 €	SAINT-ZACHARIE	31 629,00 €
PEYPIN	235 587,00 €	SALON-DE-PROVENCE	19 340 669,00 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 107 447,00 €	SAUSSET LES PINS	-109 785,00 €
PLAN DE CUQUES	366 254,00 €	SENAS	2 718 792,00 €
PORT-DE-BOUC	10 878 779,00 €	SEPTEMES LES VALLONS	1 580 507,00 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	5 876 621,00 €	SIMIANE-COLLONGUE	1 140 391,00 €
PUYLOUBIER	412 793,00 €	TRETS	1 376 451,00 €
ROGNAC	8 955 623,00 €	VAUVENARGUES	282 624,00 €
ROGNES	642 338,00 €	VELAUX	3 108 425,00 €
ROQUEFORT LA BEDOULLE	302 299,00 €	VENELLES	1 789 732,00 €
ROQUEVAIRE	234 027,00 €	VENTABREN	567 658,00 €
ROUSSET	8 153 617,00 €	VERNEGUES	516 668,00 €
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	289 737,00 €	VITROLLES	28 095 871,00 €

Article 2 :

Les attributions de compensation positives et négatives sont inscrites au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

Les conseils municipaux des communes membres intéressées sont appelés à se prononcer sur la modification de l'attribution de compensation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-6739/19/CM

■ Budget Principal Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Roquefort-la-Bedoule pour exercer les compétences "Défense extérieure contre les incendies" et "Aires de stationnement"
MET 19/12089/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies et Aires de stationnement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de ces compétences ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la commune de Roquefort-la-Bedoule, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Principal de la Métropole du bilan de l'actif tel que décrit en annexes 1 et 2.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif des compétences « Défense Extérieure Contre les Incendies » et « Aires de stationnement » de la commune de Roquefort-la-Bedoule au Budget Principal de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subvent° (Valeur Brute)	Reprises sur Subvent°	Subvent° (Valeur nette)	Dette récupérable
<i>Compétence Défense extérieure contre les incendies</i>	105 169,84	0,00	105 169,84				66 617,00
<i>Compétence Aires de stationnement</i>	132 261,36	0,00	132 261,36				30 541,00
Montant total du transfert	237 431,20	0,00	237 431,20	0,00	0,00	0,00	97 158,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 030-4846/18/CM portant approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Roquefort-la-Bédoule

transférées au 1^{er} janvier à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018

- La convention de dette récupérable signée entre la commune de Roquefort-la-Bédoule et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 21 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Roquefort-la-Bédoule afférent à l'exercice des compétences susvisées ;

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexes 1 et 2 ci-jointes pour un montant brut global de 237 431,20 euros et une valeur nette comptable globale de 237 431,20 euros et de son financement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-6740/19/CM

■ Budget Principal Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Lançon-Provence pour exercer les compétences "Défense extérieure contre les incendies", "Abri de voyageurs" et "Eau pluviale"
MET 19/12095/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies, Abri de voyageurs et Eau pluviale sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de ces compétences ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la commune de Lançon-Provence, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Principal de la Métropole du bilan de l'actif tel que décrit en annexes 1, 2 et 3.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif des compétences « Défense Extérieure Contre les Incendies », « Abri de voyageurs » et « Eau pluviale » de la commune de Lançon-Provence au Budget Principal de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subvent° (Valeur Brute)	Reprises sur Subvent°	Subvent° (Valeur nette)	Dette récupérable
<i>Compétence Défense extérieure contre les incendies</i>	198 553,46	27 757,69	170 795,77				59 807,00
<i>Compétence Abri de voyageurs</i>	88 945,77	0,00	88 945,77				1 071,00
<i>Compétence Eau pluviale</i>	2 472 075,60	0,00	2 472 075,60				264 366,00
Montant total du transfert	2 759 574,83	27 757,69	2 731 817,14	0,00	0,00	0,00	325 244,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 057-4873/18/CM portant approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Lançon-Provence transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 ;
- La convention de dette récupérable signée entre la commune de Lançon-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Lançon-Provence afférent à l'exercice des compétences susvisées ;

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexes 1, 2 et 3 ci-jointes pour un montant brut global de 2 759 574,83 euros et une valeur nette comptable globale de 2 731 817,14 euros et de son financement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-6741/19/CM

■ Budget annexe "Assainissement en DSP" du territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune du Tholonet pour exercer la compétence " Assainissement " MET 19/12090/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la commune du Tholonet, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Assainissement géré en délégation de Service public du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts et par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe.

L'emprunt concerné est le suivant :

- N° de contrat 2018DT-084-13100TH du Crédit Agricole dont les caractéristiques sont :
Prêt nominal de 250 000.00 €
Type de taux : Fixe
Taux initial : 0.87 %
Périodicité de remboursement : Annuelle
Date du 1^{er} remboursement : 15/01/2018
Durée résiduelle du prêt au 31/12/2017 : 9.04
Pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 250 000,00 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune du Tholonet au Budget Annexe « Assainissement en DSP » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	1 384 328,66	146 791,00	1 237 537,66	129 651,25	0,00	129 651,25

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune du Tholonet afférent à l'exercice des compétences susvisées ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 1 384 328,66 euros et une valeur nette comptable globale de 1 237 537,66 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des emprunts pour un montant global de capital restant dû de 250 000,00 euros et des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 129 651,25 euros et une valeur nette comptable globale de 129 651,25 euros.

FAG 005-6742/19/CM

**■ Budget annexe "Eau en DSP" du territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune du Tholonet pour exercer la compétence "Eau"
MET 19/12091/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la commune du Tholonet, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Eau géré en délégation de service public du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts et par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe.

L'emprunt concerné est le suivant :

N° de contrat 2018DT-084-13100T du Crédit Agricole dont les caractéristiques sont :

Prêt nominal de 250 000.00 €

Type de taux : Fixe

Taux initial : 0.87 %

Périodicité de remboursement : Annuelle
Date du 1^{er} remboursement : 15/01/2018
Durée résiduelle du prêt au 31/12/2017 : 9.04
Pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 250 000,00 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Eau » de la commune du Tholonet au Budget Annexe « Eau en DSP » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	749 024,47	213 712,00	535 312,47	83 459,45	3 524,00	79 935,45

Article 2 :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune du Tholonet afférent à l'exercice des compétences susvisées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 749 024,47 euros et une valeur nette comptable globale de 535 312,47 euros.

Est approuvée, l'intégration des emprunts pour un montant global de capital restant dû de 250 000,00 euros et des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 83 459,45 euros et une valeur nette comptable globale de 79 935,45 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-6743/19/CM

■ Budget annexe "Eau en DSP" du territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Saint-Antonin-Sur-Bayon pour exercer la compétence "Eau" MET 19/12092/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018. Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Saint-Antonin-Sur-Bayon, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Eau géré en délégation de service public du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listées à l'annexe 2 ci-jointe.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Eau » de la commune de Saint-Antonin-Sur-Bayon au Budget Annexe « Eau en DSP » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	1 053 070,71	214 083,11	838 987,60	722 984,55	79 093,23	643 891,32

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon afférent à l'exercice des compétences susvisées ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 1 053 070,71 euros et une valeur nette comptable globale de 838 987,60 euros.

Article 2 :

Est approuvée l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 722 984,55 euros et une valeur nette comptable globale de 643 891,32 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-6744/19/CM

■ Budget annexe "Assainissement en DSP" du territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Vitrolles pour exercer la compétence "Assainissement" MET 19/12093/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la commune de Vitrolles, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Assainissement géré en délégation de Service Public du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe et par emprunts détaillés en annexe 3.

Les emprunts concernés sont les suivants :

- N° de contrat 2006 1431 (10592) de l'Agence de l'eau RMC pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif du budget

« Assainissement » de la commune de Vitrolles arrêté au 31/12/2017 à 199 519,30 euros.

- N° de contrat Epareb/GCVN (10590) de GCVN pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif du budget « Assainissement » de la commune de Vitrolles arrêté au 31/12/2017 à 729,73 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune de Vitrolles au Budget Annexe « Assainissement en DSP » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobiliier et immobilier	Valeur Brute	Amortisssts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	47 458 159,33	13 165 938,30	34 292 221,03	20 290 164,06	5 363 400,00	14 926 764,06

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Vitrolles afférent à l'exercice des compétences susvisées ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 47 458 159,33 euros et une valeur nette comptable globale de 34 292 221,03 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 20 290 164,06 euros et une valeur nette comptable globale de 14 926 764,06 euros et l'intégration des emprunts détaillés en annexe 3 pour un montant global de capital restant dû de 200 249,03 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-6745/19/CM

■ Budget annexe "Eau en DSP" du territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Vitrolles pour exercer la compétence "Eau"
MET 19/12094/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	13 688 522,97	5 197 418,38	8 491 104,59	547 452,95	132 839,79	414 613,16

Après vérification de la concordance avec la commune de Vitrolles, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Eau géré en délégation de service public du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts et par des subventions d'équipement listées à l'annexe 2 ci-jointe.

L'emprunt concerné est le suivant :

- N° de contrat 11590 de GCVN dont les caractéristiques sont :
Prêt nominal de 64 224.10 €
Type de taux : Fixe
Taux initial : 0%
Périodicité de remboursement : Annuelle
Date du 1^{er} remboursement : 25/09/2003
Durée résiduelle du prêt au 31/12/2017 : 0.73
Pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif du budget « Eau » de la commune de Vitrolles arrêté au 31/12/2017 à 307,78 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Eau » de la commune de Vitrolles au Budget Annexe « Eau en DSP » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Vitrolles afférent à l'exercice des compétences susvisées ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 13 688 522,97 euros et une valeur nette comptable globale de 8 491 104,59 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des emprunts pour un montant global de capital restant dû de 307,78 euros et des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 547 452,95 euros et une valeur nette comptable globale de 414 613,16 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-6746/19/CM

■ Budget annexe "Crématorium" Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Martigues pour exercer la compétence "crématorium" MET 19/12096/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de création, gestion et extension des crématoriums sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de ces compétences ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la commune de Martigues, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget annexe « Crématorium » de la Métropole du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Crématorium » au Budget annexe de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortisssts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
<i>Dont frais d'études</i>	999,04	0,00	999,04			
<i>Dont Concessions et droits assimilés</i>	13 234,69	12 787,70	446,99			
<i>Dont Installations à caractère spécifique</i>	160 766,32	98 348,00	62 418,32			
<i>Dont Matériel industriel</i>	15 386,14	11 108,14	4 278,00			
<i>Dont Collections et Œuvres d'art</i>	4 055,94	0,00	4 055,94			
<i>Dont Matériel de transport</i>	23 124,31	15 819,99	7 304,32			
<i>Dont matériel de bureau et informatique</i>	10 191,44	6 042,47	4 148,97			
<i>Dont Mobilier</i>	18 777,10	6 067,56	12 709,54			

<i>Dont Autres</i>	90 579,72	53 420,36	37 159,36			
<i>Dont Instal., matériel et outillage techniques</i>	376 780,00	0,00	376 780,00			
<i>Dont dépôts et cautionnements versés</i>	744,31	0,00	744,31			
Montant total du transfert	714 639,01	203 594,22	511 044,79	0,00	0,00	0,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Martigues afférent à l'exercice des compétences susvisées.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 714 639,01 euros et une valeur nette comptable globale de 511 044,79 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-6747/19/CM

**■ Budget annexe Transports métropolitains - Adoption de la Décision Modificative n°3 de l'exercice 2019
MET 19/12144/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative du Budget Annexe des Transports Métropolitains est établie selon la nomenclature M43. Elle permet de réaliser des ajustements de crédits. Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 093-4909/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 du budget Transport de la Métropole ;
- Les délibérations n° FAG 005-5482/19/CM du 28 février 2019 et FAG 002-5699/19/CM du 28 mars 2019 approuvant les décisions modificatives n° 1 et n°2 de ce budget ;
- La délibération n° FAG 035-6342/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le budget

supplémentaire 2019 du budget Transport de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

La Décision Modificative n°3 de l'exercice 2019 du budget annexe des Transports Métropolitains est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la balance générale.

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 515 000,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-6748/19/CM

**■ Liste des associations et fondations exonérées de versement transport pour l'année 2020
MET 19/12171/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : En tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM), la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit le produit du versement transport collecté par les organismes de recouvrement de la sécurité sociale (URSSAF). Les redevables du versement transport sont les employeurs publics et privés d'au moins onze salariés installés sur son territoire. Le montant acquitté par chaque employeur résulte du produit du taux de 2% adopté par la Métropole Aix-Marseille-Provence et des rémunérations soumises à cotisations de la sécurité sociale.

L'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), qui institue ce versement exonère les fondations et associations, sous réserve qu'elles respectent strictement trois conditions cumulatives :

- la reconnaissance d'utilité publique ;
- le but non lucratif ;
- et le caractère social de l'activité.

Ces conditions ont été précisées par la jurisprudence et plus particulièrement concernant le caractère social de l'exercice de l'activité. Le caractère social s'apprécie notamment par le biais de plusieurs critères tels que :

- la nature des actions menées à l'égard d'un public spécifique (public fragile, en difficulté et infortuné) et de leur prépondérance

budgétaire au sein de l'activité de l'établissement ;

- le large recours au bénévolat ;
- la modicité tarifaire ;
- la provenance extérieure des financements (donations, legs, subventions) ;
- la non-compensation quasi-totale des charges par un organisme public (prix de journée, dotation globale de financement établie par convention).

Conformément à la réglementation, cette liste doit faire l'objet d'une révision annuelle pour prendre en compte l'évolution de la situation de chaque établissement des associations et fondations concernées, et assurer une égalité de traitement entre tous les contribuables. A ce titre, l'ensemble des établissements exonérés ont été contactés pour mettre à jour leur dossier et apporter toutes les précisions sur leur situation. Il est précisé que l'ensemble des documents et informations nécessaires à l'instruction des demandes doivent être fournis par les associations et fondations pour qu'elles puissent bénéficier d'une exonération de versement transport.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence avait approuvé pour l'année 2019 l'exonération de versement transport de 5 établissements représentant 4 associations :

- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068 ;
- Association La Maison, SIRET : 397 754 508 00034 et 397 754 508 00042 ;
- Santé Sud, SIRET : 338 116 189 00014 ;
- Association Les Petits Frères des Pauvres, SIRET : 775 680 259 00311.

Pour l'année 2020, les dossiers de renouvellement d'exonération, ainsi que les nouvelles demandes d'exonérations doivent faire l'objet de nouvelles instructions. L'analyse des dossiers reçus a permis d'ores et déjà de constater que deux établissements respectent les conditions cumulatives ouvrant droit à l'exonération de versement transport :

- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068, pour son établissement se situant au 279 avenue de la Capelette 13010 Marseille ;
- Association les Petits Frères des Pauvres, SIRET 775 680 259 00311, pour son établissement se situant au 5, impasse Le Manier 13013 Marseille.

Tout renouvellement ou demande nouvelle conforme aux conditions légales fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- L'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont exonérés du versement transport pour l'année 2020 les établissements suivants :

- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068, pour son l'établissement se situant au 279 avenue de la Capelette 13010 Marseille ;
- Association les Petits Frères des Pauvres, SIRET 775 680 259 00311, pour son établissement se situant au 5, impasse Le Manier 13013 Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-6749/19/CM

**■ Instauration d'exonération facultative permanente de cotisation foncière des entreprises pour les établissements réalisant une activité principale de vente de livres neufs au détail
MET 19/12301/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 30 juin 2016, portant le numéro FAG 007-489/16/CM, la Métropole Aix-Marseille-Provence décidait l'instauration d'une politique métropolitaine d'exonérations facultatives permanentes de cotisation foncière des entreprises en matière de politique culturelle, comprenant un dispositif d'exonération pour les librairies indépendantes de référence labellisées au titre de l'article 1464 I du Code Général des Impôts (CGI). Cette exonération bénéficiait en 2018 à neuf

établissements de la Métropole pour un montant total exonéré de 24 000 euros.

Le 28 décembre 2018, le Parlement a adopté, dans le cadre de la loi de finances pour 2019 (article 1464 I bis du CGI, loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 - art. 174 (V)), une extension de la faculté donnée aux collectivités locales d'exonérer les librairies de leur territoire de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), dès lors que celles-ci réalisent, dans un local librement accessible au public, au moins 50 % de leur chiffre d'affaires avec la vente de livres neufs au détail.

L'article 1464 du CGI précise que, dans le cas où elles ont fait application des dispositions du I de l'article 1464 I, les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise dans les conditions définies à l'article 1639 A bis, exonérer de cotisation foncière des entreprises les établissements réalisant, dans un local librement accessible au public, une activité de vente de livres neufs au détail représentant au minimum 50 % du chiffre d'affaires au cours de la période de référence mentionnée à l'article 1467 A et qui ne disposent pas du label de librairie indépendante de référence mentionné à l'article 1464 I du CGI.

Pour bénéficier de cette exonération un établissement doit, au cours de la période de référence mentionnée à l'article 1467 A du CGI, disposer du label de librairie de référence au 1^{er} janvier de l'année d'imposition ou relever d'une entreprise qui satisfait aux conditions suivantes :

- L'entreprise doit être une petite ou moyenne entreprise, au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ou une entreprise de taille intermédiaire, au sens de l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique dans sa rédaction en vigueur au 1er janvier 2019 ;
- L'entreprise n'est pas liée à une autre entreprise par un contrat prévu à l'article L. 330-3 du Code de Commerce.

Pour bénéficier de l'exonération, les contribuables déclarent, chaque année, dans les conditions prévues à l'article 1477 du CGI, les éléments entrant dans le champ d'application de l'exonération. Cette demande doit être adressée, pour chaque établissement exonéré, au service des impôts dont relève l'établissement.

Il est rappelé que les exonérations de CFE entraînent automatiquement l'exonération de la part de la

Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) perçue par la Métropole, soit 26,5% de la CVAE acquittée par l'entreprise exonérée.

Il revient au Conseil de la Métropole d'approuver avant le 1^{er} octobre 2019 les exonérations de CFE qu'il souhaite appliquer à partir du 1^{er} janvier 2020.

Pour information, l'incidence financière de cette exonération de CFE et de CVAE est estimée à environ 100 000 euros au vu des librairies recensées sur le territoire sous le code d'activité principale « commerce de détail de livres en magasin spécialisé » susceptibles de bénéficier de cette mesure. Il est précisé que l'exonération s'applique à l'ensemble des activités de l'établissement et non pas à la seule activité de vente de livres au détail, dès lors que l'établissement remplit toutes les conditions requises de taille (nombre de salariés, chiffre d'affaires) et d'indépendance (absence de lien avec une autre entreprise par un contrat de franchise).

Cette exonération permanente permet de soutenir la diversité de l'offre culturelle ainsi que la librairie indépendante puisqu'elle bénéficie à des structures de taille moyenne mais aussi à des établissements de petite taille, sachant que l'économie de la librairie indépendante est particulièrement précaire puisqu'elle est le commerce de détail le moins rentable en France.

Il est précisé que cette exonération de CFE demeurera en vigueur de manière permanente jusqu'à décision du Conseil de la Métropole de la rapporter. Au vu de l'impact financier de cette décision d'extension de l'exonération, un bilan sera effectué en fin d'année 2020 afin de poursuivre ce dispositif ou de le maintenir pour les seules librairies indépendantes de référence labellisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment les articles 1639 A bis ; 1379-0 bis ; 1464 I ; 1464 I 1464 I bis.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

A compter du 1^{er} janvier 2020, sont exonérés de cotisation foncière des entreprises, au titre de l'article 1464 I bis du Code Général des Impôts, les établissements réalisant, dans un local librement accessible au public, une activité de vente de livres neufs au détail représentant au minimum 50 % du chiffre d'affaires au cours de la période de référence mentionnée à l'article 1467 A et qui ne disposent pas du label de librairie indépendante de référence mentionné à l'article 1464 I du CGI.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-6750/19/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2018 du délégataire de service public pour la gestion du Centre des Congrès Agora à Aubagne
MET 19/12189/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°48-1211 du Conseil Communautaire du 7 décembre 2011 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a approuvé le choix de la SEMAGORA en tant que délégataire de service public pour la gestion par affermage du Centre de Congrès Agora, situé à Aubagne.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2018 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 48-1211 du Conseil Communautaire du 7 décembre 2011 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération FAG 008-1288/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public exécutoire au 20 février 2017 ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2018 jointe en annexe ;
- L'avis de la commission consultative des services publics locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les activités du délégataire doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à celles-ci ;
- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2018 a été remis par le délégataire SEMAGORA ;
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Métropole.

Délibère

Article unique :

ACTIONNAIRES	MONTANT DE LA PARTICIPATION (en euros)
Département des Bouches du Rhône	10 005 141,05
Région Sud	5 167 140,30
Métropole Aix Marseille Provence	3 983 518,50
Ville de la Ciotat	854 787,15
TOTAL	20 010 587,00

Un nouveau schéma stratégique de développement du site a été adopté pour la période 2019-2036, se traduisant par un plan d'investissement de 78 204 206 euros à la charge de La Ciotat Shipyards.

Est pris acte du rapport annuel pour l'année 2018 du délégataire pour la gestion du service public du Centre des Congrès Agora à Aubagne, remis par le délégataire SEMAGORA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-6751/19/CM

**■ Approbation de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'augmentation de capital en numéraire de la Société Publique Locale La Ciotat Shipyards
MET 19/11717/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 1^{er} octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence aujourd'hui fusionnée au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé sa participation au Plan Stratégique à Long Terme du Domaine des Industries et des Activités Maritimes de la Ciotat et à la transformation de la Semidep en Société Publique Locale, par une prise de participation au capital de la SPL Semidep Ciotat (devenue aujourd'hui SPL la Ciotat Shipyards).

Par l'adoption de ce Plan Stratégique, l'objectif était d'atteindre sur le site un doublement du nombre des entreprises accueillies, un doublement du chiffre d'affaires réalisé (50 millions à 100 millions d'euros) et un doublement de l'emploi (500 à 1000 emplois).

Suite à l'actualisation du Plan à Long Terme, les investissements stratégiques prévisionnels ont été portés à 45 833 000 euros, dont une partie du financement s'est soldée avec les collectivités publiques par une augmentation de capital, approuvée par délibération du 31 octobre 2013.

A la suite de cette augmentation, le capital social de la SPL la Ciotat Shipyards s'élève aujourd'hui à 20 010 587 euros, soit un total de 131 260 actions à la valeur de 152,45 euros.

Son actionnariat est actuellement composé de la manière suivante :

Ce plan d'investissement sensiblement plus ambitieux que le Plan Long Terme (PLT) précédemment en vigueur, est principalement lié à la réalisation d'une nouvelle plateforme dite « Mégayachts » desservie par un ascenseur à bateaux de 4000T.

Le budget prévisionnel de ce projet estimé à 68 000 000 euros environ, au stade des études d'avant-projet, dont le principe a déjà été approuvé lors du conseil d'administration du 15 novembre 2018.

Les investissements prévisionnels afférents à cette plateforme se composent :

- de 21 000 000 euros environ au titre d'infrastructures portuaires de base pour la reconstruction des terres- pleins, supports de la plateforme 4000T, et la création de 260m environ de quais publics, pour lesquels, pas ou peu de recettes commerciales seront produites, nécessitant le recours à des sources de financements publics, dans le respect du règlement d'exemption relatif aux aides d'Etat dans le secteur portuaire ;
- de 3 000 000 euros au titre de l'élimination des déchets industriels dangereux, la dépollution des sols et sous-sols liées à des activités antérieures ;
- de 44 000 000 euros au titre d'investissements de valorisation servant de support à une activité économique d'entretien, de maintenance et de réparation de yachts de 2000t à 4000t. Ces investissements seront réalisés par La Ciotat Shipyards, à ses risques et périls, et financés sur la base des produits tirés de l'exécution du contrat de concession, comme notamment les redevances perçues auprès des utilisateurs de la future plateforme, et principalement celles tirées de l'exécution d'un contrat d'occupation de 35 ans conclu avec la société MB92 La Ciotat, précédemment approuvé par le Département des Bouches-du-Rhône et signé le 27 février 2019 ;

La participation financière publique pour les infrastructures portuaires de base prend notamment la forme d'une subvention de 8 millions d'euros accordée par le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône en sa qualité d'autorité portuaire délégante, y compris la prise en charge de l'élimination des déchets industriels dangereux, la dépollution des sols et sous-sols liées à des activités antérieures qui sont à sa charge par application de l'article 12.4 du contrat de concession. A cela, s'ajoute une subvention de 1,3 millions d'euros du Conseil Régional Sud-PACA au titre du soutien au développement économique.

Outre ces subventions, la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une part, et la Ville de La Ciotat, d'autre part, ont souhaité renforcer les capitaux propres de la société par le biais d'une augmentation de capital, de manière à manifester leur volonté d'investir dans un projet créateur de valeur pour leur territoire, et susceptible de produire un retour positif sur leur investissement.

L'augmentation de capital concernée serait précisément d'un montant de 8 000 576 euros, compte tenu de la valeur nominale unitaire des titres de 152,45 euros, représentant l'émission de 52 480 actions nouvelles.

Le Conseil d'Administration de la Ciotat Shipyards en date du 7 mai 2019 a décidé de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de procéder à l'augmentation de capital selon les modalités suivantes qui sont soumises à la délibération de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette augmentation de capital serait réservée à la Ville de La Ciotat, pour un montant de 2 000 144 euros soit 13 120 actions, et à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 6 000 432 euros soit 39 360 actions.

Dans ces conditions, le capital de la Ciotat Shipyards sera porté de 20 010 587 euros à 28 011 163 euros par la création et l'émission de 52 480 actions nouvelles de 152,45 euros chacune, souscrites en numéraire, sans prime d'émission.

En conséquence, l'article 6 des statuts de la société sera modifié de la manière suivante : « Le capital social est fixé à 28 011 163 euros divisé en 183 740 actions de 152,45 euros chacune, souscrites en numéraire. »

Compte tenu des souhaits exprimés par les actionnaires de modifier la part respective actuelle de chaque collectivité dans le capital de la SPL La Ciotat Shipyards, il est proposé de réaliser l'augmentation de capital en supprimant le droit préférentiel de souscription, l'augmentation étant réservée à deux des actionnaires actuels, selon les modalités suivantes :

Actionnaires	Capital avant augmentation			Composition du CA		Capital après augmentation			Composition du futur CA	
	nbre de titres	en euros	en %	Nbre de postes administrateur	Part des postes	Nbre de titres	en euros	en %	Nbre de postes administrateur	Part des postes
Département des Bouches-du-Rhône	65 629	10 005 141,05	49,999%	6	50 %	65 629	10 005 141,05	35,718 %	5	42%
Région Sud	33 894	5 167 140,30	25,822%	3	25 %	33 894	5 167 140,30	18,447 %	2	17%
Métropole Aix Marseille Provence	26 130	3 983 518,50	19,907%	2	17 %	65 490	9 983 950,50	35,643 %	4	33%
Ville de la Ciotat	5 607	854 787,15	4,272%	1	8%	18 727	2 854 931,15	10,192 %	1	8%
TOTAL	131 260	20 010 587	100%	12	100 %	183 740	28 011 163	100%	12	100%

Valeur nominale de l'action : 152,45euros

Sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget 2020, les actions, émises au pair, seront libérées à concurrence de 33% de leur montant lors de la souscription soit au 1^{er} trimestre 2020, au moyen de versements en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles.

Les 67% d'actions restantes seront libérées sur appel de fonds du Conseil d'Administration de la Ciotat Shipyards dans un délai prévisionnel de 24 mois après la date de réalisation de l'augmentation de capital, selon le calendrier prévisionnel suivant et sous réserve de leur inscription aux budgets 2021 et 2022 :

- au cours du 1^{er} trimestre 2021 pour procéder à l'appel de fonds de 34%
- au cours du 1^{er} trimestre 2022 pour procéder à l'appel de fonds des 33% restants.

Les actions nouvelles seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de la date de l'augmentation de capital.

Enfin, l'augmentation du capital à partir de 2020 aura une incidence sur la composition du Conseil d'Administration. Aussi, dans le cadre d'une délibération ultérieure, il conviendra de procéder à la désignation des représentants de la Métropole au Conseil d'Administration en proportion du capital détenu par celle-ci et à la désignation délégué de la Métropole à l'Assemblée Générale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEV 002-703/13/CC du 31 octobre 2013, relative à l'approbation de la participation de Marseille Provence Métropole à l'augmentation de capital numéraire de la Société Publique Locale Semidep Ciotat (aujourd'hui devenue La Ciotat Shipyards) ;
- La délibération HN 003-136/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole relative à la désignation des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'adoption du nouveau schéma stratégique de développement du site 2019-2036 dont l'objectif est de poursuivre l'orientation industrielle du domaine public maritime de La Ciotat ;
- Que pour ce nouveau schéma stratégique de développement à la charge de La Ciotat Shipyards, la Métropole souhaite renforcer les capitaux propres de la société par le biais d'une augmentation de capital ce qui entraîne la modification des statuts de la SPL.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'augmentation de capital en numéraire de la SPL La Ciotat Shipyards, par la création de 39 360 actions nouvelles émises à la valeur nominale de 152,45 euros, soit un montant de 6 000 432 euros sans prime d'émission.

Article 2 :

Est approuvée la modification de l'article 6 des statuts de la manière suivante : « Le capital social est fixé à 28 011 163 euros divisé en 183 740 actions de 152,45 euros chacune, souscrites en numéraire. »

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le bulletin de souscription ci-annexé et à procéder au versement des fonds dans les conditions suivantes :

Les actions, émises au pair, seront libérées à concurrence de 33% de leur montant lors de la souscription soit au 1er trimestre 2020, un montant de 1 980 142,56 euros, au moyen de versements en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles.

Les 67% d'actions restantes seront libérées sur appel de fonds du Conseil d'Administration de la Ciotat Shipyards dans un délai prévisionnel de 24 mois après la date de réalisation de l'augmentation de capital, selon le calendrier prévisionnel suivant sous réserve de leur inscription aux budgets 2021 et 2022 :

- au cours du 1er trimestre 2021 pour procéder à l'appel de fonds de 34%, soit 2 040 146,88 euros ;
- au cours du 1er trimestre 2022 pour procéder à l'appel de fonds des 33% restants, soit 1 980 142,56 euros.

Article 4 :

Les crédits nécessaires devront être inscrits aux budgets principaux 2020 et suivants de la Métropole, sous politique B 320- Chapitre 26, Nature 261 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-6752/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Marseille transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/12155/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnaient par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne pouvaient pas être individualisés par compétence, il a été proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée a été conclue.

Concernant la dette récupérable, deux méthodes de calcul ont été appliquées par la CLECT :

- Pour les transferts d'équipements au titre des compétences « gestion des eaux pluviales » et « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi) : les remboursements de la Métropole s'étalent sur une durée égale à la maturité moyenne des emprunts de la commune ; ils sont

calculés d'après une reconstitution théorique du financement d'un volume d'investissement moyen annuel de la commune ;

- Pour les transferts d'équipement relevant des autres compétences : les remboursements s'étalent sur la durée résiduelle moyenne des emprunts ; ils sont calculés d'après la valeur du patrimoine transféré et des conditions moyennes du financement des équipements de la commune.

Pour l'année 2018, la Métropole a ainsi versé à la commune de Marseille, au titre des compétences transférées, 719 245 euros pour le remboursement du capital et 181 434 euros pour le montant des intérêts de la dette récupérable.

La Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 25 juin 2018 a adopté un rapport d'évaluation définitive des charges transférées relatives à la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI). Le montant évalué a ainsi été retranché des attributions de compensation versées aux communes en 2018.

Toutefois, le Conseil Métropolitain a décidé d'instaurer par la délibération n° FAG 019-4068/18/CM du 26 juin 2018 à compter du 1^{er} janvier 2019 une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Par conséquent, il convient de réintégrer à compter du 1^{er} janvier 2019 dans les attributions de compensation les charges évaluées en 2018 au titre de la compétence GEMAPI et d'exclure, à compter de cette même date, du montant dû au titre de la dette récupérable la part afférente à la compétence GEMAPI.

Cette révision implique donc d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable relative aux compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 de la commune Marseille vers la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvée par la délibération n° FAG 019-4835/18/CM du 13 décembre 2018, convention qui précise pour chaque compétence transférée, les annuités dues à la commune par la Métropole au titre de ce dispositif.

L'approbation concordante de l'avenant et de l'annexe afférente joints à la présente par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 019-4068/18/CM du Conseil de la Métropole du 26 juin 2018 instaurant la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 ;
- La délibération n° FAG 019-4835/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole approuvant la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Marseille transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable entre la commune de Marseille et la Métropole et d'ainsi réviser l'encours de dette de la Métropole afin de prendre en compte l'instauration d'une taxe GEMAPI, à compter du 1^{er} janvier 2019, dédiée exclusivement au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de dette récupérable, joint en annexe, entre la Commune de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Le montant révisé de l'encours de dette récupérable est comptabilisé au Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le compte 168741.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant légal est autorisé à signer l'avenant à la convention de dette récupérable précité ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, la charge des intérêts sur le compte 661131 et le remboursement du capital sur le 168741.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-6753/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Allauch transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/12157/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnaient par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne pouvaient pas être individualisés par compétence, il a été proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Pour ce faire,

une convention entre la Métropole et la commune concernée a été conclue.

Pour évaluer la dette récupérable, deux méthodes de calcul ont été appliquées par la CLECT :

- Pour les transferts d'équipements au titre des compétences « Gestion des eaux pluviales » et « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi) : les remboursements de la Métropole s'étalent sur une durée égale à la maturité moyenne des emprunts de la commune ; ils sont calculés d'après une reconstitution théorique du financement d'un volume d'investissement moyen annuel de la commune ;
- Pour les transferts d'équipement relevant des autres compétences : les remboursements s'étalent sur la durée résiduelle moyenne des emprunts ; ils sont calculés d'après la valeur du patrimoine transféré et des conditions moyennes du financement des équipements de la commune.

Le montant évalué est ensuite retranché des attributions de compensation versées aux communes.

Par délibération n° FAG 020-4836/18/CM du 13 décembre 2018 a été approuvée la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Allauch transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette convention précise pour chaque compétence transférée, les annuités dues à la commune par la Métropole au titre de ce dispositif.

Pour l'année 2018, la Métropole a ainsi versé à la commune d'Allauch, au titre de compétences transférées, 2 140 euros pour le remboursement du capital et 1 194 euros pour le montant des intérêts de la dette récupérable

Toutefois, le Conseil Métropolitain a décidé d'instaurer par la délibération n° FAG 019-4068/18/CM du 26 juin 2018 à compter du 1er janvier 2019 une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Par conséquent, il convient de réintégrer à compter du 1^{er} janvier 2019 dans les attributions de compensation les charges évaluées en 2018 au titre de la compétence GEMAPI et d'exclure, à compter de cette même date, du montant dû au titre de la dette récupérable la part afférente à la compétence GEMAPI.

Cette révision implique donc d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable relative aux compétences transférées au 1er janvier 2018 de la commune d'Allauch vers la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvée par la délibération n° FAG 020-4836/18/CM du 13 décembre 2018.

L'approbation concordante de l'avenant annexé à la présente par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 019-4068/18/CM du Conseil de la Métropole du 26 juin 2018 instaurant la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 ;
- La délibération n° FAG 020-4836/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole approuvant la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Allauch transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable entre la commune d'Allauch et la Métropole et d'ainsi réviser l'encours de dette de la Métropole afin de prendre en compte l'instauration d'une taxe GEMAPI, à compter du 1^{er} janvier 2019, dédiée exclusivement au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de dette récupérable, joint en annexe, entre la Commune d'Allauch de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant légal est autorisé à signer l'avenant à la convention de dette récupérable précité ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, la charge des intérêts sur le compte 661131 et le remboursement du capital sur le 168741.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-6754/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Septèmes les Vallons transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/12158/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnaient par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne peuvent pas être individualisés par compétence, il a été proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la

commune une quote-part d'emprunt. Pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée doit être conclue.

Pour évaluer la dette récupérable, deux méthodes de calcul ont été appliquées par la CLECT :

- Pour les transferts d'équipements au titre des compétences « Gestion des eaux pluviales » et « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi) : les remboursements de la Métropole s'étalent sur une durée égale à la maturité moyenne des emprunts de la commune ; ils sont calculés d'après une reconstitution théorique du financement d'un volume d'investissement moyen annuel de la commune ;
- Pour les transferts d'équipement relevant des autres compétences : les remboursements s'étalent sur la durée résiduelle moyenne des emprunts ; ils sont calculés d'après la valeur du patrimoine transféré et des conditions moyennes du financement des équipements de la commune.

Le montant évalué est ensuite retranché des attributions de compensation versées aux communes.

Par délibération n° FAG 032-4848/18/CM du 13 décembre 2018 a été approuvée la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Septèmes-les-Vallons transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette convention précise pour chaque compétence transférée, les annuités dues à la commune par la Métropole au titre de ce dispositif.

Pour l'année 2018, la Métropole a ainsi versé à la commune de Septèmes-les-Vallons, au titre des compétences transférées, 2 709 euros pour le remboursement du capital et 653 euros pour le montant des intérêts de la dette récupérable.

Toutefois, le Conseil Métropolitain a décidé d'instaurer par la délibération n° FAG 019-4068/18/CM du 26 juin 2018 à compter du 1er janvier 2019 une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Par conséquent, il convient de réintégrer à compter du 1er janvier 2019 dans les attributions de compensation les charges évaluées en 2018 au titre de la compétence GEMAPI et d'exclure, à compter de cette même date, du montant dû au titre de la dette récupérable la part afférente à la compétence GEMAPI.

Cette révision implique donc d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable relative aux compétences transférées au 1er janvier 2018 de la commune Septèmes-les-Vallons vers la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvée par la délibération n° FAG 032-4848/18/CM du 13 décembre 2018.

L'approbation concordante de l'avenant annexé à la présente par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 019-4068/18/CM du Conseil de la Métropole du 26 juin 2018 instaurant la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 ;
- La délibération n° FAG 032-4848/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole approuvant la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Septèmes-les-Vallons transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable entre la commune de Septèmes-les-Vallons et la Métropole et d'ainsi réviser l'encours de dette de la Métropole afin de prendre en compte l'instauration d'une taxe GEMAPI, à compter du 1er janvier 2019, dédiée exclusivement au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de dette récupérable, joint en annexe, entre la Commune de Septèmes-les-Vallons et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant légal est autorisé à signer l'avenant à la convention de dette récupérable précité ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, la charge des intérêts sur le compte 661131 et le remboursement du capital sur le 168741.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-6755/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Cabriès transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/12160/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même Code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnaient par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne pouvaient pas être individualisés par compétence, il a été proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette

récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée a été conclue.

Pour évaluer la dette récupérable, deux méthodes de calcul ont été appliquées par la CLECT :

- Pour les transferts d'équipements au titre des compétences « Gestion des eaux pluviales » et « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) : les remboursements de la Métropole s'étalent sur une durée égale à la maturité moyenne des emprunts de la commune ; ils sont calculés d'après une reconstitution théorique du financement d'un volume d'investissement moyen annuel de la commune ;
- Pour les transferts d'équipement relevant des autres compétences : les remboursements s'étalent sur la durée résiduelle moyenne des emprunts ; ils sont calculés d'après la valeur du patrimoine transféré et des conditions moyennes du financement des équipements de la commune.

Le montant évalué est ensuite retranché des attributions de compensation versées aux communes.

Par délibération n° FAG 035-4851/18/CM du 13 décembre 2018 a été approuvée la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Cabriès transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette convention précise pour chaque compétence transférée, les annuités dues à la commune par la Métropole au titre de ce dispositif.

Pour l'année 2018, la Métropole a ainsi versé à la commune de Cabriès au titre de compétences transférées, 28 728 euros pour le remboursement du capital et 8 220 euros pour le montant des intérêts de la dette récupérable.

Toutefois, le Conseil Métropolitain a décidé d'instaurer par la délibération n° FAG 019-4068/18/CM du 26 juin 2018 à compter du 1er janvier 2019 une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Par conséquent, il convient de réintégrer à compter du 1er janvier 2019 dans les attributions de compensation les charges évaluées en 2018 au titre

de la compétence GEMAPI et d'exclure, à compter de cette même date, du montant dû au titre de la dette récupérable la part afférente à la compétence GEMAPI.

Cette révision implique donc d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable relative aux compétences transférées au 1er janvier 2018 de la commune Cabriès vers la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvée par la délibération n° FAG 035-4851/18/CM du 13 décembre 2018.

L'approbation concordante de l'avenant annexé à la présente par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 019-4068/18/CM du Conseil de la Métropole du 26 juin 2018 instaurant la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 ;
- La délibération n° FAG035-4851/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole approuvant la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Cabriès transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable entre la commune de Cabriès et la Métropole et d'ainsi réviser l'encours de dette de la Métropole afin de prendre en compte

l'instauration d'une taxe GEMAPI, à compter du 1^{er} janvier 2019, dédiée exclusivement au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de dette récupérable, joint en annexe, entre la Commune de Cabriès et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole. La charge des intérêts sur le compte 661131 et le remboursement du capital sur le compte 168741.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-6756/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de La Roque d'Anthéron transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/12161/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnaient par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne pouvaient pas être individualisés par compétence, il a été proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée a été conclue.

Pour évaluer la dette récupérable, deux méthodes de calcul ont été appliquées par la CLECT :

- Pour les transferts d'équipements au titre des compétences « Gestion des eaux pluviales » et « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi) : les remboursements de la Métropole s'étalent sur une durée égale à la maturité moyenne des emprunts de la commune ; ils sont calculés d'après une reconstitution théorique du financement d'un volume d'investissement moyen annuel de la commune ;
- Pour les transferts d'équipement relevant des autres compétences : les remboursements s'étalent sur la durée résiduelle moyenne des emprunts ; ils sont calculés d'après la valeur du patrimoine transféré et des conditions moyennes du financement des équipements de la commune.

Le montant évalué est ensuite retranché des attributions de compensation versées aux communes.

Par délibération n° FAG 038-4854/18/CM du 13 décembre 2018 a été approuvée la convention de dette récupérable relative aux compétences de la Roque d'Anthéron transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette convention précise pour chaque compétence transférée, les annuités dues à la commune par la Métropole au titre de ce dispositif.

Pour l'année 2018, la Métropole a ainsi versé à la commune de La Roque-d'Anthéron, au titre des compétences transférées, 5 172 euros pour le remboursement du capital et 2 746 euros pour le montant des intérêts de la dette récupérable.

Toutefois, le Conseil Métropolitain a décidé d'instaurer par la délibération n° FAG 019-4068/18/CM du 26 juin 2018 à compter du 1er janvier 2019 une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement

des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Par conséquent, il convient de réintégrer à compter du 1er janvier 2019 dans les attributions de compensation les charges évaluées en 2018 au titre de la compétence GEMAPI et d'exclure, à compter de cette même date, du montant dû au titre de la dette récupérable la part afférente à la compétence GEMAPI.

Cette révision implique donc d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable relative aux compétences transférées au 1er janvier 2018 de la commune La-Roque-d'Anthéron vers la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvée par la délibération n° FAG 038-4854/18/CM du 13 décembre 2018.

L'approbation concordante de l'avenant annexé à la présente par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 019-4068/18/CM du Conseil de la Métropole du 26 juin 2018 instaurant la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 ;
- La délibération n° FAG 038-4854/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole approuvant la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de La-Roque-d'Anthéron transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable entre la commune de La-Roque-d'Anthéron et la Métropole et d'ainsi réviser l'encours de dette de la Métropole afin de prendre en compte l'instauration d'une taxe GEMAPI, à compter du 1^{er} janvier 2019, dédiée exclusivement au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de dette récupérable, joint en annexe, entre la Commune de La-Roque-d'Anthéron et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant à la convention de dette récupérable précité ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrit au budget de la Métropole : La charge des intérêts sur le compte 661131 et le remboursement du capital sur le compte 168741.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-6757/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Aubagne transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/12159/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'elles n'avaient pas été transférées, les compétences visées à l'article L. 5217-2 du même code ont été transférées de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, à l'exception de la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages », de la compétence « promotion du tourisme, dont création d'office de tourisme » pour les seules communes s'y étant opposées dans les conditions et délais ouverts par les textes, et, à titre transitoire, des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et

entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

Ces transferts de compétences s'accompagnaient par la reprise de l'ensemble du passif lié à l'exercice de ces dernières.

Lorsque les emprunts ne pouvaient pas être individualisés par compétence, il a été proposé l'application du mécanisme alternatif dit de « dette récupérable ». Ainsi, la commune continue à rembourser ses emprunts sans transfert de contrat à la Métropole, cette dernière remboursant à la commune une quote-part d'emprunt. Pour ce faire, une convention entre la Métropole et la commune concernée a été conclue.

Pour évaluer la dette récupérable, deux méthodes de calcul ont été appliquées par la CLECT :

- Pour les transferts d'équipements au titre des compétences « gestion des eaux pluviales » et « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi) : les remboursements de la Métropole s'étalent sur une durée égale à la maturité moyenne des emprunts de la commune ; ils sont calculés d'après une reconstitution théorique du financement d'un volume d'investissement moyen annuel de la commune ;
- Pour les transferts d'équipement relevant des autres compétences : les remboursements s'étalent sur la durée résiduelle moyenne des emprunts ; ils sont calculés d'après la valeur du patrimoine transféré et des conditions moyennes du financement des équipements de la commune.

Le montant évalué est ensuite retranché des attributions de compensation versées aux communes.

Par délibération n° FAG 063-4879/18/CM du 13 décembre 2018 a été approuvée la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Aubagne transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette convention précise pour chaque compétence transférée, les annuités dues à la commune par la Métropole au titre de ce dispositif.

Pour l'année 2018, la Métropole a ainsi versé à la commune d'Aubagne, au titre des compétences transférées, 186 661 euros pour le remboursement du capital et 112 406 euros pour le montant des intérêts de la dette récupérable.

Toutefois, le Conseil Métropolitain a décidé d'instaurer par la délibération n°FAG 019-4068/18/CM du 26 juin

2018 à compter du 1er janvier 2019 une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Par conséquent, il convient de réintégrer à compter du 1^{er} janvier 2019 dans les attributions de compensation les charges évaluées en 2018 au titre de la compétence GEMAPI et d'exclure, à compter de cette même date, du montant dû au titre de la dette récupérable la part afférente à la compétence GEMAPI.

Cette révision implique donc d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable relative aux compétences transférées au 1er janvier 2018 de la commune d'Aubagne vers la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvée par la délibération n°FAG 063-4879/18/CM du 13 décembre 2018.

L'approbation concordante de l'avenant annexé à la présente par le Conseil Municipal et le Conseil de la Métropole permettra la mise en œuvre des remboursements au bénéfice de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 019-4068/18/CM du Conseil de la Métropole du 26 juin 2018 instaurant la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 ;
- La délibération n° FAG 063-4879/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole approuvant la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune d'Aubagne transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver un avenant à la convention de dette récupérable entre la commune d'Aubagne et la Métropole et d'ainsi réviser l'encours de dette de la Métropole afin de prendre en compte l'instauration d'une taxe GEMAPI, à compter du 1^{er} janvier 2019, dédiée exclusivement au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de dette récupérable, joint en annexe, entre la Commune d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant à la convention de dette récupérable précité ainsi qu'à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : La charge des intérêts sur le compte 661131 et le remboursement du capital sur le compte 168741.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-6758/19/CM

■ Budget Principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement MET 19/12202/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En 2013 et 2014, afin de renforcer la structuration de son schéma de cohérence territoriale, le Pays d'Aix a mis en place les Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement. Chaque Commune est dotée d'un contrat regroupant les opérations d'investissement structurantes sur son territoire propre.

Une Autorisation de Programme regroupant l'ensemble des 36 communes a été créée, permettant

de financer l'ensemble des opérations sous la forme de Fonds de Concours, versés sur justification des investissements réalisés.

Dans le Contrat Communautaire Pluriannuel de la commune de Gardanne est inclus le projet de création d'un Centre de Culture Scientifique, Technologique et Industrielle (CCSTI) au Puits Yvon Morandat.

Aujourd'hui compte tenu de la portée métropolitaine de cet équipement, il convient de sortir cette opération du contrat de la commune de Gardanne.

En conséquence, l'opération d'investissement « Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement » d'un montant initial de 461 031 140 euros, enregistrée dans l'autorisation de programme CCPD doit être révisée pour un montant de - 7 000 000 euros.

Cette révision porte le montant de l'autorisation de programme CCPD de 461 031 140 € T.T.C avant révision à 454 031 140 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant Intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de - 7 000 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement 718 Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement (AP/CP CCPD) afin de retirer les crédits prévus au titre de la création d'un Centre de Culture Scientifique, Technologique et Industrielle (CCSTI) au Puits Yvon Morandat ;
- Qu'il convient de réduire de 7 000 000 € T.T.C. le montant affecté au titre de l'opération d'investissement 718 Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement (AP/CP CCPD).

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la diminution de l'opération d'investissement 718 « Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement (AP/CP CCPD) et de son montant affecté pour - 7 000 000 euros T.T.C. Cette révision porte le montant de l'opération de 461 031 140 euros T.T.C avant révision à 454 031 140 euros T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.
L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Déjà financé : 124 500 998,73 euros T.T.C.
CP 2019 'BS compris' : 36 600 000 euros T.T.C.
CP 2020 : 40 000 000 euros T.T.C.
CP 2021 : 51 000 000 euros T.T.C.
CP 2022 : 51 000 000 euros T.T.C.
CP 2023 : 51 000 000 euros T.T.C.
Reste à financer : 99 930 141,27 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-6759/19/CM

■ Rapport d'activités annuel retraçant l'activité de la Métropole en application de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2018

MET 19/12488/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Créée au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe l'ensemble des communes membres de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, de la communauté d'agglomération Salon Etang de Berre

Durance, de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues.

En vertu de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier.

Les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale.

Afin d'apporter une information claire et transparente à l'ensemble des Conseillers Métropolitains, ainsi qu'aux administrés, aux partenaires et aux acteurs locaux, le rapport d'activité annuel retraçant l'activité des différentes DGA de la Métropole au titre de l'exercice 2018 est proposé au vote de l'assemblée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance du rapport d'activités annuel retraçant l'activité de la Métropole en application de l'article L. 5211-39 et du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2018 ;

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité annuel ci-annexé retraçant l'activité de la Métropole au titre de l'exercice 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-6760/19/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes MET 19/11914/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou par délégation, le Bureau de la Métropole, est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient à l'organe délibérant de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs, notamment en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, l'organe délibérant de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes.

Il est donc proposé aujourd'hui au Conseil de la Métropole de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, par délibération n°FAG 005-5964/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants, titulaires et suppléants, au sein du comité syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA), à savoir 29 représentants dont 23 représentent chacune des communes historiques du SABA du territoire métropolitain. A ce titre, Madame Martine MURA et Monsieur Jacky DURAND ont été désignés respectivement représentant titulaire et suppléant de la Métropole pour la représentation de la commune de Beaurecueil au sein du comité syndical. La commune de Beaurecueil ayant procédé à de nouvelles désignations, il convient d'en prendre acte et de modifier sur ce point la délibération précitée ;

En outre, en vue du renouvellement prochain du conseil de développement du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par courrier du 26 juin 2019, demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de désigner ses trois représentants titulaires et trois représentants suppléants au sein de cette future instance. Il convient donc de procéder à ces désignations conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou par délégation, le Bureau de la Métropole, est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi à l'organe délibérant de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au

sein des organismes extérieurs, notamment en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;

- Que, dans ce cadre, l'organe délibérant de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Est modifiée la désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du conseil syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA), telle qu'approuvée par la délibération n°FAG 005-5964/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-6761/19/CM

■ Mise à disposition de salles dans le cadre des élections municipales de 2020 MET 19/12341/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément au décret du 4 septembre 2019 fixant la date du renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, et portant convocation des électeurs, les prochaines élections municipales se dérouleront les 15 et 22 mars 2020. Dans les communes de 1 000 habitants et plus, autres que celles situées dans le ressort de la métropole de Lyon, les électeurs sont convoqués le même jour en vue d'élire les conseillers communautaires représentant ces communes au sein des organes délibérants des communautés de communes, des communautés d'agglomération, des communautés urbaines et des métropoles.

Dans ce cadre, il est possible de mettre à disposition des locaux aux candidats qui en font la demande pour tenir leurs réunions publiques sans que cela ne contrevienne aux règles de financement des campagnes électorales et en particulier à l'article L. 52-8 du code électoral. Les collectivités concernées

doivent cependant s'astreindre à respecter strictement le principe d'égalité entre les candidats en offrant à chacun les mêmes possibilités aux mêmes conditions. Ainsi en vertu du principe d'égal accès des candidats aux fonctions électives, la mise à disposition d'équipements intercommunaux pour la tenue de réunions politiques, dans la perspective d'échéances électorales, devra s'effectuer à titre gratuit.

Il appartient alors à chaque conseil de territoire, gestionnaire des équipements métropolitains en application des délibérations portant délégation de compétences du conseil de la métropole aux conseils de territoires, de déterminer les modalités de mise à disposition des équipements (notamment le délai de dépôt des demandes et leur forme) ainsi que la liste des équipements qui pourront être mis à disposition étant précisé que les autorisations d'utilisation des équipements intercommunaux seront en fonction de leur disponibilité et dans le respect de l'égalité de traitement des candidats.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations portant délégation de compétences aux conseils de territoires de la Métropole n° HN129-260/16/CM, HN108-239/16/CM, HN088-219/16/CM, HN143-274/16/CM, HN056-187/16/CM et HN157-288/16/CM du 28 avril 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La possibilité d'autoriser la mise à disposition, à titre gratuit, auprès des candidats déclarés aux élections municipales de 2020, des salles et équipements métropolitains

Délibère

Article unique :

Le principe de la mise à disposition de salles, à titre gratuit, auprès des candidats déclarés aux élections municipales de 2020 est approuvé dans les conditions qui seront fixées par chaque Conseil de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-6762/19/CM

■ Création et définition d'emplois

MET 19/12454/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des postes avec les besoins de fonctionnement de la Collectivité et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires à l'accomplissement des missions métropolitaines, il est proposé de créer et de définir l'ensemble des postes mentionnés ci-après.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- La délibération FAG 076-558/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole portant définition d'emplois et définition de postes ;
- La délibération FAG 055-2713/17/CM du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole relative aux mises à jour du tableau des effectifs, définitions des postes dans le cadre du schéma directeur d'organisation des services de la Métropole ;

- La délibération FAG 011-5708/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole relative aux mises à jour du tableau des effectifs ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Afin de tenir compte des évolutions de carrières et aux fins d'avancement de grade suite à réussite à concours, sont approuvées les créations d'emplois relevant du grade suivant :

-3 attachés territoriaux.

Article 2 :

Afin de promouvoir les agents inscrits sur la liste d'aptitude de promotion interne, déterminée par application de la clause de sauvegarde, sont approuvées les créations de 95 postes, sur emplois permanents à temps complet :

- 8 attachés territoriaux.
- 5 rédacteurs territoriaux principaux de 2° classe ou rédacteurs territoriaux.
- 5 ingénieurs territoriaux.
- 5 techniciens territoriaux principaux de 2° classe ou techniciens territoriaux.
- 69 agents de maîtrise territoriaux.
- 1 Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques.
- 1 Assistant territorial d'enseignement artistique.
- 1 Educateur territorial des activités physiques et sportives.

Article 3 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les redéfinitions de postes suivants, sur emploi permanent à temps complet.

La redéfinition de postes existants et des libellés n'occasionnant pas la création de postes budgétaires supplémentaires.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La

rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

Pour la DGA Innovation Numérique et Systèmes d'Information :

- Un Chef de service gestion financière et ressources humaines en lieu et place du poste de Chef de service ressources défini par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole.

Pour la Direction Générale Adjointe Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements

- Un Directeur des projets et de la communication territoriale en lieu et place du Directeur des projets, défini par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole inscrit à la nomenclature du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assurer la coordination des chefs de projets et l'accompagnement en communication de projets de toutes les directions générales métropolitaines ainsi que la communication de proximité sur l'ensemble du territoire métropolitain. Conduire les actions de communication transverses commanditées par le DGA Communication, relations extérieures et grands événements. Profil : Titulaire d'un Bac + 5.
- Un Chef de service communication institutionnelle et événementielle en lieu et place du Chef de service communication interne défini par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole au sein de la Direction de la communication institutionnelle et des grands événements / service communication institutionnelle et événementielle inscrit à la nomenclature du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : élaborer, proposer et coordonner la mise en œuvre des plans d'actions de communication institutionnelle et l'activité événementielle. Profil : Titulaire d'un Bac + 3.
- Un Chargé de communication institutionnelle et événementielle en lieu et place du Chargé de projet médiaplanning au sein de la Direction de la communication institutionnelle et des grands événements / service communication institutionnelle et événementielle inscrit à la nomenclature du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : participer à la mise en

œuvre les plans d'actions de communication institutionnelle et à la coordination de l'activité événementielle. Profil : Titulaire d'un Bac + 3.

- Un Chef de service coordination des projets métropolitains en lieu et place du Chef de service coordination thématique défini par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole au sein de la Direction des projets et de la communication territoriale inscrit à la nomenclature du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assurer la mise en œuvre des stratégies de communication relatives aux politiques publiques métropolitaines, l'encadrement, la coordination et l'évaluation des actions et des plans de communication mis en œuvre par les chefs de projet. Profil : Titulaire d'un Bac + 3.
- Un Chef de service communication territoriale de proximité en lieu et place du Chef de service communication territoriale défini par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole au sein de la Direction des projets et de la communication territoriale inscrit à la nomenclature du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assurer la coordination des plans d'action de communication au sein des territoires en cohérence et en déclinaison de la stratégie de communication métropolitaine. Superviser les responsables communication de territoire. Piloter les plans de communication et l'ensemble des actions mises en œuvre dans les territoires. Profil : Titulaire d'un Bac + 3.
- Un Directeur de la communication institutionnelle et des grands événements en lieu et place du Directeur des grands événements et des partenariats défini par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole inscrit à la nomenclature du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Définir et mettre en œuvre de la stratégie de communication institutionnelle (interne et externe) de la Métropole, coordonner l'ensemble des prestataires impliqués et piloter l'organisation et l'évaluation des grands événements et de toutes les manifestations organisées par la Métropole ou des tiers sur le territoire métropolitain, sur le territoire national et à l'étranger. Profil : Titulaire d'un Bac + 5.
- Un Directeur de l'information et des contenus en lieu et place du Directeur des éditions défini par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole inscrit à la nomenclature du cadre

d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Définir et garantir la stratégie et la ligne éditoriales et coordonner les expertises métiers dans la production de contenus mutualisés et de l'ensemble des prises de parole de la Métropole. Encadrer les équipes et piloter l'ensemble du processus rédactionnel des supports d'information et de communication interne et externe de la Métropole. Profil : Titulaire d'un Bac + 5.

- Un Chef de service des contenus éditoriaux en lieu et place du Chef de service éditions print défini par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole au sein de la Direction de l'information et des contenus inscrit à la nomenclature du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Coordonner les équipes dans la collecte de l'information et la mise en œuvre de la stratégie éditoriale et de production de contenus de la Métropole. Garantir et évaluer la qualité des productions et leur cohérence avec la charte éditoriale et les objectifs de mutualisation et déclinaison des contenus. Profil : Titulaire d'un Bac + 3.
- Un Chef de service communication digitale et contenus numériques en lieu et place du Chef de service éditions digitales défini par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole au sein de la Direction de l'information et des contenus inscrit à la nomenclature du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Descriptif du poste : Définir et piloter la stratégie de communication digitale et social media de la Métropole pour améliorer sa visibilité, garantir son image et la diffusion de contenus numériques en affinité avec ses cibles et objectifs de communication. Coordonner, réaliser et animer l'offre digitale, sa refonte et son évolutivité et assurer une veille numérique permanente pour accompagner les équipes dans leur acculturation et leur appropriation de la communication digitale. Profil : Titulaire d'un Bac + 3.
- Un Directeur de l'image et de la création en lieu et place du Directeur de la création défini par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole inscrit à la nomenclature du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Descriptif du poste : Définir les orientations artistiques des campagnes de communication et diriger les prestations graphiques et audio-visuelles en cohérence avec la stratégie et les objectifs de communication de la Métropole. Superviser et animer les équipes permettant

de nourrir le processus créatif et assurer les grandes phases de gestion de procédures, animation, contrôle, vérification, veille, rédaction de message. Profil : Titulaire d'un Bac + 5.

Pour la Direction Générale Adjointe Culture, Sports et Environnement :

- Un Directeur de la culture défini par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole initialement inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des attachés et élargi au cadre d'emplois des administrateurs et conservateurs territoriaux du patrimoine. Descriptif du poste : Piloter l'ensemble des missions en faveur de la culture et du développement culturel. Coordonner l'ensemble des missions territoriales et impulser les nouvelles interventions métropolitaines en fonction de la concertation avec les territoires, les priorités politiques et des axes stratégiques définis. Profil : Titulaire d'un Bac +5, expérience significative en matière d'ingénierie du développement culturel.

Pour Le Pôle Infrastructures du Territoire Marseille Provence :

- Directeur Etudes Opérationnelles à la Direction des Etudes Opérationnelles, par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux et élargi à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Animer, piloter et contrôler l'activité de la Direction des Etudes Opérationnelles. Piloter les études nécessaires pour la réalisation des opérations d'infrastructures de la Direction. Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.
- Chef de projet à la Direction Projets Metro et Tramway, par délibération FAG 011-5708/19/CM en date du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux et élargi à la nomenclature en référence au cadre des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Participer à toutes les missions afférentes au pilotage externe des entreprises ou concessionnaires intervenant dans le cadre des différentes opérations d'extension du réseau de tramway ainsi que celles afférentes au bon déroulement de ces opérations. Assurer la maîtrise d'ouvrage et

la conduite d'opération de projets d'extension du réseau tramway. S'assurer du respect des programmes votés dans le cadre de ces projets. Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.

Article 4 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les créations et définitions de postes budgétaires, sur emplois permanents, à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

Pour l'Inspection Générale des Services :

- Un Inspecteur à l'Inspection Générale des Services inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Assurer sous la responsabilité de l'IGS, la réalisation de missions d'enquête administrative, de contrôle et d'études. Participer à une fonction d'assurance et de conseil auprès de l'exécutif métropolitain et de la Direction Générale des Services. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

Pour la Direction Générale Adjointe des Ressources Humaines :

- Un Chargé de mission à la Direction ressources en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assurer la diffusion et le partage de l'information au sein des différentes entités de la DGA RH, tous territoires confondus. Profil : Titulaire d'un Bac +3.
- Un Chef de mission au Service recrutements et carrières inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et rédacteurs territoriaux. Description du poste : Assister le chef de service recrutements et carrières dans le fonctionnement du service notamment sur la gestion statutaire. Profil : Titulaire d'un Bac +3. Connaissance du milieu institutionnel et expérience significative en matière de gestion des carrières.

Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :

- Un Responsable de division à la Direction Commande Publique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Superviser l'ensemble des procédures de passation des marchés publics instruits par l'équipe chargée de leur passation. Encadrer les agents. Profil : Maîtrise de la passation et de l'exécution des marchés publics, connaissances en finances publiques et en contentieux administratif, capacité d'encadrement d'une équipe. Titulaire d'un Bac +5 en Droit des contrats publics et / ou Droit des collectivités territoriales et/ ou Droit public, ou 5 années d'expérience dans les marchés publics.
- Deux Acheteurs à la Direction Programmation et Performance Achats inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Assurer en tant que référent sur son périmètre d'achat, la définition et l'animation de la stratégie d'achats, le pilotage de la démarche achats en mode projet pour la mise en place des marchés sur le périmètre des segments dont il/elle a la charge, le suivi des achats et le pilotage de la performance. Profil : Mettre en œuvre des actions de gestion de projets, sens de la conviction, de la négociation. Expérience dans les achats publics ou privés. Titulaire d'un Bac +3.

Pour la Direction Générale Adjointe Agriculture Forêts Paysages Equipements Métropolitains

- Un Chef Projet Agriculture péri-urbaine et Natura 2000 à la Direction Agriculture et Environnement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Accompagner des projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine conduits dans le cadre du projet alimentaire territorial. Animer le site Natura 2000 de l'Arbois. Proposer et mettre en œuvre une méthodologie et une démarche adaptée en recherchant et en mobilisant toutes les compétences internes et externes spécialisées nécessaires à la réussite des actions et projets. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

Pour la Direction Générale Adjointe Affaires Générales et Moyens Généraux

- Un Chef de service à la direction ressources, service finances et marchés, inscrit à la

nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : assister le directeur dans la gestion budgétaire, comptable et juridique ainsi que dans la gestion des ressources humaines. Suivi et passation des marchés publics. Encadrement d'une équipe. Profil : Titulaire d'un Bac+ 3.

- Un Chef de service au Service Affaires Générales, service finances et marchés, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Assister le directeur dans la gestion budgétaire, comptable et juridique. Description du poste : Assurer le fonctionnement du service et l'encadrement d'une équipe administrative et technique. Profil : Titulaire d'un Bac+ 3.

Pour la Direction générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale

- Un Chargé de développement territorial à la Direction de la Politique de la Ville – Service territorial Est (secteur La Ciotat) inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : mettre en œuvre le programme d'actions du Contrat de Ville et sa déclinaison territoriale, le projet de territoire, portant sur des thématiques urbaines, sociales et économiques en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels et les conseils citoyens. Profil : Capacité à assurer les phases d'élaboration, de suivi, de mise en œuvre et de bilan de projets, connaissance des règles et procédures applicables au domaine d'activité. Permis B obligatoire. Titulaire d'un Bac +3.
- Un Coordonnateur atelier ville santé à la Direction Politique de la Ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Mettre en œuvre : les actions prioritaires découlant des Plans Locaux de Santé Publique, le programme d'actions du Contrat de Ville et de sa déclinaison territoriale le projet de territoire portant sur la thématique de santé publique, en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels et les conseils citoyens. Profil : Maîtriser les champs de la santé publique et de la politique de la Ville. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

- Un Chef de division Grand Centre-Ville à la Direction Politique de la Ville inscrit à la nomenclature en référence au cadre

d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : mise en œuvre du contrat de ville et du projet de territoire – Management et animation d'une équipe opérationnelle. Profil : Maîtriser le champ de la politique de la Ville Bonne maîtrise de l'ensemble des politiques publiques et de l'environnement institutionnel et associatif. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

- Un Conseiller technique à la DGA DUST inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Collaborer avec les diverses institutions et partenaires extérieurs intervenant en matière d'aménagement et de développement du territoire. Mettre en œuvre les orientations stratégiques de la collectivité en ces deux matières. Pour réaliser cette mission, ce conseiller technique devra développer des relations transversales avec l'ensemble des directions constituant la DGA mais également les autres DGA et collaborateurs divers. Il devra, en lien avec toutes les équipes, proposer et mettre en œuvre des outils de suivi, d'observation et d'évaluations des dispositifs. Profil : Titulaire d'un Bac +5.

Pour les services du Territoire Marseille-Provence :

Pour le Pôle Eau Assainissement du Territoire Marseille-Provence

- Un Chargé de mission à la Direction Eau, assainissement et Pluvial - service Usines – Travaux, suivi de l'Exploitation et des Contrats inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer le suivi et le contrôle des missions des délégataires dans le cadre de l'exploitation des stations de traitement d'eaux usées et d'eau potable ainsi que des ouvrages spécifiques du réseau. Effectuer le suivi administratif, technique et financier des missions du maître d'ouvrage. Assurer occasionnellement la conduite d'opérations et la maîtrise d'œuvre. Profil : Titulaire d'un Bac + 5. Habilitations souhaitées : électrique H0/B0, CATEC, AIPR
- Un Chef de Service Travaux Réseaux Eau, Assainissement et Pluvial à la Direction Eau, assainissement et Pluvial - service Travaux Réseaux Eau, Assainissement et du Pluvial inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Conduire et contrôler l'activité du service qui a en charge les travaux sur les réseaux d'eau potable,

d'assainissement et de pluvial sur les 18 communes du territoire Marseille Provence et la gestion des ouvrages pluviaux urbains sur les 17 communes. Assurer la conduite d'opérations et la maîtrise d'œuvre. Assurer l'exploitation de réseaux pluviaux (communes hors Marseille). Profil : Titulaire d'un Bac + 5.

Pour le Pôle Infrastructures :

- Un Chef de service infrastructures, BAT, VRD, OA, réseaux à la Direction Grands Travaux, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du directeur Projets Métro et Tramway, assurer la gestion du Service Infrastructures, Bat, VRD, OA, RESEAUX. Participer à toutes les missions afférentes au pilotage externe des entreprises ou concessionnaires intervenant dans le cadre des différentes opérations d'extension du réseau de tramway ainsi que celles afférentes au bon déroulement de ces opérations (tenue des plannings, suivi budgétaire, suivi des marchés...). Assurer la maîtrise d'ouvrage et la conduite d'opérations de projets d'extension du réseau de tramway par la Métropole (notamment Val'Tram). S'assurer du respect des programmes votés dans le cadre de ces projets. Profil : Titulaire d'un Bac+ 5.

Un Architecte chargé d'études à la Direction Projets Métro Tramway, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Réaliser les études techniques dans le domaine de l'infrastructure et de l'aménagement des espaces urbains. Favoriser une insertion architecturale de qualité dans les projets d'aménagements urbains. Apporter un appui technique dans ce domaine. Mettre en œuvre des compétences architecturales. Conduire des études techniques. Autonomie, aptitude à la communication. Profil : Titulaire d'un Bac +5. Diplôme d'ingénieur.

- Un Chef de service exploitation de proximité du Pays d'Aix à la Direction Grands Travaux, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Animer, piloter et contrôler l'activité du Service Grands Aménagements et Conduite d'opérations complexes, qui assure des missions de maîtrise d'ouvrage et de conduite d'opérations d'infrastructures routières ou d'aménagements urbains complexes au sein de la Direction Grands Travaux. Profil : Titulaire Bac +5.

- Un Ingénieur chargé d'études à la Direction Projets Métro et Tramway, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : lancer et gérer les études préalables à la réalisation des projets de transports guidés (notamment tramway et métro) retenus par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Profil : Titulaire d'un Bac + 5 Connaître et appliquer la réglementation des marchés publics.
- Un chargé d'études à la Direction Projets Métro et Tramway, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Participer à la conduite d'opérations de grands projets d'extensions de réseaux de transport en commun en site propre. Conduire des marchés de travaux d'infrastructures de transports, de bâtiments (dépôts tramway). Assurer le suivi administratif, financier et technique de ces opérations dans le respect des objectifs de qualité, coûts et délais. Profil : Titulaire d'un Bac + 5 Connaître et appliquer la réglementation des marchés publics. (potentiel doublon avec le poste d'ingénieur chargé d'études).

Pour le Pôle Propreté, Cadre de Vie et Valorisation des Déchets du Territoire, Marseille Provence :

- Un Responsable de division à la Direction Logistique et flotte technique - service Gestion de la flotte technique - Division Qualité et Performance inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Réaliser des études et rendre compte de l'activité de la Direction afin de conduire le changement. Profil : Formation supérieure dans le domaine scientifique, technique ou technologique. Titulaire d'un Bac+3.
- Un Responsable de division à la Direction Logistique et flotte technique - service Gestion de la flotte technique - Division Acquisition et réformes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer l'acquisition et l'équipement de véhicules techniques et industriels. Assurer l'élaboration et l'exécution des plans de renouvellements du parc. Elaborer un plan de verdissement du parc. Manager la division. Profil : Formation supérieure dans le domaine scientifique, technique ou technologique. Titulaire d'un Bac +3.

- Un Chargé d'Etudes Innovation, Prospective et Partenariat – Service Etudes Prospective et Innovation inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Réaliser les études techniques d'ingénierie des déchets. Apporter un appui technique dans ce domaine aux directions de la Valorisation des Déchets (DVD) et de la Propreté et Cadre de Vie (DPCV).
- Un Responsable de division à la Direction adjointe ressources - service Gestion du Personnel inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Animer, coordonner et contrôler l'activité de gestion du personnel de la DPCV sur Marseille. Profil : Connaître et mettre en œuvre le statut de la FPT. Titulaire d'un Bac + 3.
- Un Chargé de gestion RH à la Direction Ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Prendre en charge la politique de recrutement/ mobilité interne et prospective RH du Pôle. Profil : Titulaire d'un Bac + 3.

Pour les services du Territoire d'Aix et du Pays d'Aix :

A la Direction Technopole de l'Arbois

- Un Chargé de mission accompagnement juridique des entreprises inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Descriptif du poste : Accompagner les entreprises du Technopole de l'Arbois dans l'analyse et résolution de leurs problématiques juridiques. Aider à la rédaction des statuts, de la protection de l'innovation, à la rédaction de pactes d'actionnaire, des clauses générales de vente. Profil : Titulaire d'un Bac +3.
- Un Chef de service Gestion du Patrimoine et service technique au service gestion du patrimoine et service technique inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Descriptif du poste : superviser des opérations de gestion d'entretien et le suivi du patrimoine bâtiment et des espaces naturels. Intervenir pour maximiser la qualité des conditions de travail des technopolitains notamment en définissant un plan pluri annuel d'investissement et en anticipant les problématiques. Etre le correspondant de la Direction des Opérations d'Aménagement pour les questions d'aménagement des 3

ZAC du Technopole de l'Arbois. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

- Un Chargé de mission commerce et artisanat au service gestion du patrimoine et service technique inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Descriptif du poste : Mettre en œuvre, de la conception à la réalisation, les différents projets qui relèvent de son domaine de compétence. Soutenir le développement du commerce et de l'artisanat sur le territoire. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

Pour les services du Territoire du Pays Salonais

A la Direction Aménagement du Territoire

- Un Responsable de division habitat inscrit à la nomenclature du cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Piloter les activités de la division habitat. Suivre le plan local d'habitat. Rédiger, contrôler, gérer et suivre les marchés publics. Assister les élus et informer les 17 communes en matière d'habitat. Profil : Connaissance du cadre réglementaire et des dispositifs liés au logement et à leur financement. Bac +3.

Pour les services du territoire d'Istres Ouest Provence

A la Direction de l'Emploi et de la Cohésion Sociale

- Un Chef de projet du pilier cohésion sociale au service Politique de la Ville inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Descriptif du poste : Piloter et évaluer le pilier cohésion sociale conformément aux objectifs définis dans le Contrat de Ville Istres Ouest Provence. Profil : connaissance des dispositifs de la politique de la ville et des politiques publiques en matière de cohésion sociale. Titulaire d'un Bac + 3.

Article 5 :

Recrutement dans le cadre d'accroissements temporaires d'activité

En raison de l'accroissement de l'activité de certains services, il y a lieu de créer les emplois non permanents ci-dessous dans les conditions prévues à l'article 3 alinéa 1 de la loi n°84-53 (contrat d'une durée maximale de 12 mois compte-tenu des renouvellements pendant une même période de 18 mois consécutifs). Ces emplois non permanents sont créés à temps complet. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier

échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emplois précisé pour chaque poste.

Il est proposé de créer les emplois non permanents suivants :

Pour la DGA Affaires Générales et Moyens Généraux

Le recrutement d'un Chef de service du parc de véhicules et de ressources associé à la Direction moyens généraux et logistique inscrit à la nomenclature des emplois des ingénieurs territoriaux. Garantir la gestion opérationnelle des parcs des territoires et la maîtrise des coûts liés à l'entretien, le renouvellement des prestations de service externe. Titulaire d'un Bac +3.

Pour la DGA Communication Relations Extérieures et Grands Evénements

Le recrutement d'un Agent d'accueil associé à la Direction des projets et de la communication territoriale de proximité inscrit à la nomenclature des emplois des adjoints administratifs territoriaux. Accueillir le public et renseigner sur l'objectif du lieu, le parcours. Accompagner le visiteur si besoin dans les espaces animations. Disposer d'éléments de langage pour répondre au public sur les différents projets valorisés dans la structure (ou si besoin se renseigner auprès des techniciens et apporter la réponse via mail ou tél).

Pour la DGA Innovation Numérique et Systèmes d'Information

Le recrutement d'un technicien aménagement numérique associé à la Direction du Développement Numérique inscrit à la nomenclature des emplois des techniciens territoriaux. Assurer le suivi de la programmation, organiser les réunions techniques, instruire les dossiers de demandes de travaux.

Pour les services du Territoire de Marseille-Provence

Le recrutement d'un chef de projet en travaux d'infrastructures associé à la Direction de Pôle Infrastructures, inscrit à la nomenclature des emplois des ingénieurs territoriaux. Analyser les besoins, les données techniques et économiques et définir le projet. - Etudier la faisabilité et le coût du projet et proposer des solutions techniques et financières. - Sélectionner les moyens et les méthodes à mettre en œuvre et planifier les opérations de chantier. - Etablir les cahiers des charges, les avant-projets, les projets et élaborer les pièces techniques du marché. Evaluer et contrôler la qualité des services rendus. - Participer à la communication de la collectivité. Titulaire d'un Bac +5.

Pour les services du Territoire d'Aix et du Pays d'Aix :

Le recrutement de 4 accompagnateurs à l'emploi au service PLIE inscrits à la nomenclature du cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux. Descriptif du poste : Accompagner les personnes en situation de

recherche active d'emploi dans leur parcours socio-professionnel du dispositif du PLIE. Profil : Titulaire d'un Bac + 2, formation en conseiller évolution professionnelle.

Pour les services du territoire du Pays Salonais

Le recrutement d'un Responsable Cohésion sociale et PRE au service Politique de la Ville inscrit à la nomenclature des emplois des attachés territoriaux. Il est attendu une expérience significative en matière de politique de la ville, action sociale et urbanisme des territoires prioritaires. Titulaire d'un Bac +3.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-6763/19/CM

■ Dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage - Additif N°1 MET 19/12445/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage mis en place dans tous les territoires de la Métropole répond à un besoin et une volonté de transmission des savoirs s'inscrivant dans une vision à long terme de remplacement des départs et d'évolution des métiers.

Pour la Métropole, il s'agit, de prendre part à la formation des jeunes en sa qualité d'employeur dans son bassin d'emploi et, de promouvoir l'insertion professionnelle et le développement des compétences des jeunes dans un souci de dynamisation de la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences.

Le recours à l'apprentissage permet d'anticiper les pertes de savoirs résultant des départs à la retraite. Il favorise la valorisation des compétences internes par un partage de savoirs réciproques entre l'apprenti et le maître d'apprentissage, détenteur d'une compétence professionnelle attestée par un diplôme ou de l'expérience professionnelle correspondant à la finalité de celui préparé par l'apprenti.

Il doit être désigné par la collectivité et bénéficie également d'une bonification indiciaire de 20 points.

Ces apprentis préparent des diplômes allant du CAP au Master 2 et sont répartis dans des directions opérationnelles et fonctionnelles.

La collectivité prend en charge le coût de la formation des apprentis dans les C.F.A ou les établissements de

formation qui les accueillent. En contrepartie, elle bénéficie de l'exonération des charges patronales de sécurité sociale et d'une aide unique du Conseil Régional.

Désormais, en application des dispositions de la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, pour tout nouveau contrat conclu à partir du 1^{er} janvier 2019, il est possible d'entrer en apprentissage jusqu'à 30 ans (ou 29 ans révolus) contre 25 ans jusqu'à cette date. L'entrée en apprentissage peut se faire tout au long de l'année. La durée du contrat évolue également de 6 mois à 3 ans contre 1 à 3 ans avant cette date.

Pour ce qui concerne le montant des salaires, il reste fonction de l'âge, du diplôme et de l'année de préparation du diplôme, selon les modalités suivantes :

- Pour les contrats conclus antérieurement à la date du 1^{er} janvier 2019 les dispositions prévues (âge, durée, % de rémunération) restent inchangées selon les conditions applicables prévues dans la délibération FAG 057-2715/17/CM du 19 octobre 2017.
- Pour les contrats conclus à partir du 1^{er} janvier 2019, les conditions sont applicables selon le barème suivant :

Barème de rémunération des apprentis (en % du SMIC)

Age de l'apprenti	Diplôme préparé Niveau 3 anciennement V (CAP, BEP)			Diplôme préparé niveau 4 anciennement IV (BAC)			Diplôme préparé Niveau 5 anciennement III (BTS, DUT, ect.), Niveau 6 anciennement II (Licence, Master 1), Niveau I (Master 2, diplôme ingénieur, ect.)		
	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année
Moins de 18 ans	27%	39%	55%	37%	49%	65%	47%	59%	75%
18 à 20 ans	43%	51%	67%	53%	61%	77%	63%	71%	87%
21 à 25 ans	53%	61%	78%	63%	71%	88%	73%	81%	98%
26 ans à 29 ans révolus	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Le barème de rémunération ci-dessus comprend la majoration de 10 points pour les diplômes préparés de niveau 4 et de 20 points pour les diplômes de niveau 5,6 et I.

Pour ce qui concerne l'ajustement du dispositif, l'accueil d'un total de 60 apprentis prévu par délibération FAG 057-2715/17/CM du 19 octobre 2017, est étendu à 75 possibilités de recrutement.

Enfin, la Métropole souhaite s'engager dans une procédure de dérogation pour 3 ans renouvelable (confère annexe I), initiée par le Territoire Marseille Provence (délibération FAG 068- 1348/16/CM du 15 décembre 2016 relative au Dispositif apprentissage), permettant aux jeunes âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d'effectuer des travaux dits « réglementés » conformément au décret n° 2016-1070 du 3 août 2016.

Pour ce faire, la Métropole a identifié, à ce jour, dans le cadre de ses activités (confère annexe II) :

- les formations professionnelles concernées,
- les lieux de formation,
- la liste des travaux susceptibles de dérogation,
- les machines et équipements utilisés.

Les personnes habilitées à encadrer les jeunes pendant les travaux exercent les fonctions suivantes, en qualité de maître d'apprentissage : chaudronnier hydraulicien, mécanicien, électromécanicien, magasinier, et répondent aux conditions de diplôme ou d'expérience professionnelle requis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Le décret n°93-162 du 2 février 1993 relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public ;
- Le décret n° 98-888 du 5 octobre 1998 relatif au développement d'activité pour l'emploi des jeunes ;
- Le décret n°2013-914 du 11 octobre 2013 relatif à la procédure de dérogation prévue à l'article L.4153-9 du code du travail pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans

- Le décret n° 2013-915 du 11 octobre 2013 relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans ;
- Le décret n° 2014-1031 du 10 septembre 2014 modifiant diverses dispositions relatives à l'apprentissage en application de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2016-456 du 12 avril 2016 abrogeant le décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle, et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
- Le décret n° 2016-1070 du 3 août 2016 relatif à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d'effectuer des travaux dits « réglementés » ;
- L'arrêté du 3 août 2011 modifiant l'arrêté du 5 juin 1979 relatif aux cotisations forfaitaires de sécurité sociale afférentes à l'emploi d'apprenti ;
- La circulaire du 8 avril 2015 relative à la mise en œuvre de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
- La circulaire du 7 septembre 2016 relative à la mise en œuvre de la procédure de dérogation ;
- La délibération FAG 068-1348/16/CM du 15 décembre 2016 relative au Dispositif apprentissage au sein du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 057-2715/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur le recrutement par voie d'apprentissage ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe du renforcement des possibilités d'accueil offertes par la Métropole à 75 apprentis.

Article 2 :

Est approuvée la dérogation permettant, pour les besoins de leur formation professionnelle, d'affecter les apprentis d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans aux travaux dits « réglementés » dans le cadre de la procédure mise en place par la Métropole et rappelée en annexe II.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer les contrats de recrutement en découlant et tout document annexe.

Article 4 :

Les crédits nécessaires au financement de ce dispositif sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2019 et suivants au Chapitre 012 Nature 6417.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-6764/19/CM

**■ Approbation d'une convention de gestion avec la commune de Gardanne relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire " pour la poursuite de l'opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat - Approbation du versement d'un fonds de concours par la commune de Gardanne
MET 19/12300/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du

CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole soit en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole soit en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017 il était proposé de conclure avec les communes concernées des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les dernières compétences en cours de transfert sont pour certaines étroitement liées à l'exercice de la compétence voirie dont le transfert est différé au 1er janvier 2020 et dont le périmètre est en cours de discussion dans le cadre de la concertation menée par Monsieur le Préfet avec les élus locaux et notamment l'étude de « l'opportunité de rendre aux communes les compétences qui nécessitent une approche de proximité ». Ainsi des avenants aux conventions de gestion ont été signés afin de proroger leur durée jusqu'au 1er janvier 2020.

Il convient également de conclure avec la commune de Gardanne une convention de gestion complémentaire pour l'exercice de la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire ». La convention est proposée en annexe.

En effet, la zone d'activités économique du « Puits Morandat » est une opération qui a été engagée par la commune de Gardanne avant le 1er janvier 2018. Pour la mise en œuvre de cette opération d'aménagement, la commune a confié une concession d'aménagement à la SEMAG en octobre 2008.

La concession d'aménagement est en cours d'exécution, le foncier a été acquis, les études ont été réalisées, les travaux sont en cours. A cet effet, il convient de confier à la commune le suivi de l'exécution de la concession d'aménagement confiée à la SEMAG pour l'achèvement de l'opération.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la commune sont exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Conformément aux stipulations de l'article 15.3.2 du contrat de concession, relatif à la participation affectée à la remise d'équipements publics, les versements qui restent dûs au concessionnaire sont les suivants :

- 489 791 euros TTC soit 408 159,17 euros HT pour l'année 2018 ;
- 580 800 euros TTC soit 484 000 euros HT pour l'année 2019 ;
- 542 400 euros TTC soit 452 000 euros HT pour l'année 2020.

Pour le financement de la réalisation de ces équipements publics, la commune de Gardanne versera un fonds de concours à la Métropole à hauteur de la moitié de ces montants, soit :

- 204 079,59 euros HT pour l'année 2018 ;
- 242 000 euros HT pour l'année 2019 ;
- 226 000 euros HT pour l'année 2020.

La convention pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le traité de concession d'aménagement du site du Puits Morandat de novembre 2018 et ses avenants successifs ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne au titre de la compétence « création aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » pour assurer l'achèvement de l'opération d'aménagement de la ZAE Puits Morandat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion de la compétence « création aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne telle qu'annexée à la présente délibération pour assurer l'achèvement de l'opération du Pôle Yvon Morandat.

Article 2 :

Est approuvé le versement par la commune de Gardanne d'un fonds de concours pour la réalisation des équipements publics de l'opération du Puits Morandat à hauteur des montants suivants :

- 204 079,59 euros HT pour l'année 2018 ;
- 242 000 euros HT pour l'année 2019 ;
- 226 000 euros HT pour l'année 2020.

La commune de Gardanne versera à la Métropole au titre du fonds de concours ces sommes selon les modalités suivantes :

- 446 079,59 euros HT pour les contributions 2018 et 2019 ;
- 226 000 euros HT pour la contribution 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-6765/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion pour la Zone d'Activité de La Roque d'Anthéron II, entre la commune de La Roque d'Anthéron et la Métropole Aix-Marseille-Provence

MET 19/10984/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération n° ECO 007-1781/17/CM en date du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole créait la ZAC en vue de réaliser la Zone d'Activité de La Roque d'Anthéron II, dont le programme a été approuvé par la délibération n° ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017.

L'achèvement des travaux d'aménagement de la ZA de La Roque d'Anthéron II, est programmé au cours de l'été 2019.

La Métropole est donc, à compter de cette date, en charge de l'entretien et de la gestion de cette zone d'activité.

La Métropole ne pouvant disposer, à ce jour, des moyens matériels et humains nécessaires à l'exercice plein et entier de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et compte tenu du transfert différé au 1^{er} janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie, il a donc été décidé d'un commun accord, entre la Métropole et la commune, que la commune de La

Roque d'Anthéron assurerait pour une période transitoire et selon un mode conventionnel régi par la convention, objet du présent rapport, les opérations de gestion et d'entretien des voiries, des espaces verts et des infrastructures de communication de la zone d'activité.

Par ailleurs, des équipements importants ont été réalisés sur cette zone dans le cadre de la compétence « Défense extérieure contre l'incendie ». La Métropole n'ayant pas les moyens de gérer ces équipements supplémentaires, il est également proposé d'en confier la gestion à la commune.

A ce titre, la convention, objet du présent rapport, s'inscrit dans le cadre des dispositions combinées des articles L 5216-7-1 et L5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, lesquelles permettent à une Métropole de confier à l'une de ses communes membres la « création ou la gestion d'équipements ou de services » relevant des compétences de la Métropole.

Ainsi il est proposé de conclure avec la commune de La Roque d'Anthéron une convention de gestion pour l'entretien de la zone d'activité de la Roque d'Anthéron II.

Cette convention prend effet dès la réception des travaux et ce, jusqu'au 31 décembre 2020.

Il est précisé que la ville de La Roque d'Anthéron ne sera pas rémunérée pour cette convention. Elle sera remboursée des dépenses réellement effectuées dans la limite de :

- 4 000 euros par an pour les dépenses de voirie et d'espace public (sont compris l'éclairage et les espaces verts) ;
- 5 000 euros par an pour les dépenses de défense incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion pour la ZA de La Roque d'Anthéron II, entre la commune de La Roque d'Anthéron et la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 011, nature 62875, fonction 61 pour le voirie et fonction 76 pour la défense incendie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-6766/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion avec la commune d'Ensues-la-Redonne pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune d'Ensues-la-Redonne MET 19/11908/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune d'Ensues la Redonne avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence

exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la commune d'Ensues la Redonne qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune d'Ensues la Redonne qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la commune d'Ensues la Redonne sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune d'Ensues la Redonne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la commune d' Ensues la Redonne pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune d'Ensues la Redonne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"***

ECO 001-6767/19/CM

■ Conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille

MET 19/12164/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 l'Agenda du Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire.

Pour permettre le développement des activités économiques et assurer une dynamique des projets de développement, la Métropole a souhaité engager un travail d'analyse sur le foncier et l'immobilier d'entreprises de son territoire.

Par délibération n° ECO 001-5077/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a adopté le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les activités productives pour les quinze prochaines années avec pour objectif de produire 1 450 hectares de foncier pour les entreprises. De façon complémentaire, la Métropole a souhaité analyser les mécanismes du marché de bureaux, déterminer les enjeux et définir les ambitions qui lui permettront d'accroître son attractivité à l'échelle des grands marchés nationaux et internationaux et ainsi contribuer à la croissance de l'emploi tertiaire au travers d'une étude confiée conjointement à l'AGAM et à l'AUPA.

A l'issue de ces travaux, la Métropole a adopté par délibération n° ECO 001-5977/19/CM du 16 mai 2019 la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux dont l'un des objectifs est d'atteindre à moyen terme 200 000m² de transactions annuelles.

Dans la continuité de ces démarches, il est envisagé un plan d'actions opérationnel visant à la mise en œuvre d'un dispositif métropolitain de redynamisation du marché de bureaux à court, moyen et long terme s'inscrivant dans une vision globale sur l'ensemble de la Métropole avec une première mise en œuvre de revitalisation sur le centre-ville de Marseille, territoire d'expérimentation et d'action à très court terme, sachant qu'il conviendra d'élargir à moyen terme ce plan d'action sur les polarités d'équilibre en s'inscrivant en cohérence avec le dispositif « Envie de ville ».

Par délibération n° ECO 001-6393/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine pour redynamiser le marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille et la mise en place des outils incitatifs suivants :

- Prise à bail et sous location de bureaux vacants par la Métropole,
- Aides à l'investissement immobilier,
- Mobilisation des immeubles sous propriété publique.

Elle a également approuvé :

- la création et l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 10 000 000 euros HT en vue de la mise en œuvre du dispositif métropolitain de redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille.

- la mobilisation de 100 000 euros en crédits de fonctionnement sera prévue lors de la prochaine décision modificative pour la mise en œuvre du dispositif de prise à bail par la Métropole et sous location de bureaux.

L'objectif est de parvenir à l'occupation de 12 500 m² de bureaux vacants à fin 2021 sur les 1^{er} et 6^{ème} arrondissements.

Dans ce cadre, et par application des prescriptions des articles L 1511-3 et R 1511-4-2 du CGCT, le Conseil de Métropole doit déterminer les conditions d'attribution, de liquidation, de versement, d'annulation et de reversement des aides octroyées, objet de la présente délibération.

Dispositif métropolitain incitatif à une remise sur le marché des bureaux vacants du centre-ville de Marseille.

Objectifs :

Au regard des diagnostics et des éléments techniques disponibles concernant la vacance, l'objectif est de concentrer les efforts en faveur de la réimplantation de bureaux dans les locaux vacants en hypercentre ville (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) : cf : cartographie en annexe).

En parallèle de l'action publique structurante lancée dans le cadre du PPA (Plan Partenarial d'Aménagement), et notamment des travaux prévus sur les espaces publics, l'objectif opérationnel pour la Ville de Marseille et la Métropole est d'agir sur la résorption de 50 % de la vacance estimée à 25 000 m² (en location et à la vente) soit 12 500 m²

Le positionnement économique de l'offre que la collectivité souhaite favoriser est le suivant :

Renforcer une moyenne gamme clé d'une offre complémentaire aux ZA de périphérie (incluant Euromed 1 et 2) avec des prix cibles entre 130 et 160 euros du HT du m² et des prix à la vente entre 1800 et 3000 euros du HT du m².

Règlement d'intervention :

Bénéficiaires :

Il s'agit des entreprises sous la forme de sociétés civiles, SCI avec SA ou SARL actionnaire exploitante majoritaire, entreprises commerciales, EURL, autoentrepreneurs, associations fiscalisées exerçant une activité économique

- **TPE en création via le développement d'une offre « Mon Premier Bureau »** avec une gamme d'entrée ciblée sur des entreprises de moins de 3 ans, par l'établissement de baux précaires d'une

durée de 23 mois renouvelables une fois ou tout autre type de contrat adapté.

- **Entreprises de services en développement via une offre « Burolib »**, pour les TPE-PME de plus de 3 ans par l'établissement de baux professionnels, de baux commerciaux ou tout autre type de contrat adapté.

Activités éligibles :

Pour ces deux produits, les activités prioritaires sont les secteurs de l'innovation et des activités créatives, sans pour autant exclure bien entendu les activités immobilières, juridiques, médicales, de services aux entreprises (gestion, administration, comptabilité...) ou les bureaux des activités productives.

Pour atteindre cet objectif correspondant au thème « **Mon Bureau en centre-ville** » comprise dans la démarche dénommée « Mon Entreprise en centre-ville », il est nécessaire d'agir :

- par un interventionnisme locatif : prise à bail et sous location de bureaux vacants ou tout autre type de contrat adapté par la Métropole (dispositif « **Mon Bureau by la Métropole** »),
- par une aide à l'investissement aux entreprises occupantes (dispositif « **Office +** »),
- par une aide à l'investissement aux propriétaires bailleurs (dispositif « **Bureau rénov'** »).

Les locaux vacants ne nécessitant pas de travaux et avec un niveau de loyer conforme au prix du marché bénéficieront d'une simple mise en relation des propriétaires avec les porteurs de projet recensés.

Il est donc proposé de mettre en œuvre les dispositifs suivants :

1. Interventionnisme locatif de la Métropole sur les locaux tertiaires vacants.

Afin de contribuer à résorber la vacance, il est envisagé de mettre en place un dispositif de location de locaux tertiaires vacants effectuée par la Métropole afin de les sous-louer à un tarif aidé (mise à disposition annuelle avec des loyers progressifs). La Métropole s'engage à prendre à bail sur une durée minimale de 6 ans.

L'aide accordée dans le cadre de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en un rabais sur le montant du loyer consenti par la Métropole à l'opérateur économique sous-occupant, par rapport aux conditions du marché.

Les plateaux seront modulables, l'objectif étant l'occupation de 2 000 m² de surfaces développées à 2021 par ce biais.

La gamme de prix cibles sera inférieure de 20 % en moyenne par rapport au prix de marché.

Conditions d'attribution de l'aide :

Sont éligibles à l'aide ci-dessus définie, dans la limite des crédits ouverts par la Métropole au titre de ce type d'interventions, les opérateurs économiques remplissant les conditions suivantes :

- Crédibilité économique du projet présenté appréciée tant au regard des qualités du demandeur à l'octroi de l'aide (compétences en cohérence avec l'activité projetée, références du demandeur) qu'au regard de la viabilité du projet proposé (étude de marché, business plan).
- Régularité de la situation fiscale et sociale du demandeur : conformément aux prescriptions de l'article R 1511-4-2 du CGCT, le bénéfice de l'aide est subordonné à la régularité de la situation de l'entreprise au regard de ses obligations fiscales et sociales.

Les cibles du dispositif sont les entreprises de moins de trois ans prioritairement.

Conditions de liquidation de l'aide :

L'objectif est d'offrir à ces entreprises une structure d'accueil avec un niveau de loyer réduit pendant une durée limitée à deux ans maximum renouvelable une fois dans le cadre de baux précaires 23 mois avec la répartition suivante :

1.1 Pour les entreprises créées (moins de 3 ans) ou reprises) - dispositif « Mon Premier Bureau »

- Première année de location : prise en charge d'un rabais de 75 % par la Métropole de la valeur locative du bien.
- Deuxième année de location : prise en charge de 50 % par la Métropole de la valeur locative du bien.

A titre exceptionnel renouvellement une fois du dispositif deux années supplémentaires :

- Troisième année de location : prise en charge d'un rabais de 30 % par la Métropole de la valeur locative du bien.
- Quatrième année de location : prise en charge de 25 % par la Métropole de la valeur locative du bien.

Cette aide sera plafonnée à 200 000 euros sur 3 ans par entreprise au titre du régime de minimis.

1.2 Pour les entreprises existantes (plus de 3 ans) - dispositif « Burolib »

- Petites entreprises (moins de 50 salariés) : prise en charge de 20 % par la Métropole de la valeur locative du bien.
- Moyennes et grandes entreprises (à partir de 50 salariés) : prise en charge de 10 % par la Métropole de la valeur locative du bien.

Pour l'application de la présente délibération :

- la catégorie des micros, petites et moyennes entreprises (PME) est définie conformément à l'annexe 1 du Règlement UE No 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE).
- la valeur locative de référence fixée au regard des conditions du marché est déterminée soit par le DDFIP, soit par le DRFIP, soit par un expert évaluateur répondant aux conditions définies à l'article R 1511-4 du CGCT.

Critères d'attribution de l'aide :

Il sera exigé une prise à bail effective ou la signature d'une convention d'occupation de courte durée d'un an minimum. Le rabais sera octroyé dans les situations suivantes :

Pour les entreprises en développement résidant dans les 1^{er} et 6^{ème} arrondissements

- prise à bail d'une surface supérieure à celle du bail en cours (surface supérieure associée à la création nette d'emplois démontrant ainsi le développement effectif de l'entreprise sur le secteur concerné) justifiée par la production d'une copie du bail actuel (uniquement pour les entreprises des 1^{er} et 6^{ème} arrondissements), du bail du futur local tertiaire, des liasses fiscales, extrait kbis en situation de fin de bail (dernière année)
-

Pour les entreprises hors 1^{er} et 6^{ème} arrondissements : Création d'ETP (équivalent temps plein) sur 3 ans renouvelable une fois en CDI ou CDD.

Le dispositif d'aide n'entrera en application qu'à compter de la signature de la convention d'octroi de la subvention conclue entre la Métropole et le bénéficiaire de l'aide. Cette convention écrite revêt un caractère obligatoire et comporte l'ensemble des mentions prévues à l'article R 1511-4-2 du CGCT.

L'aide prenant la forme d'un rabais consenti sur la valeur locative du local, la Métropole appellera à chaque échéance contractuelle de la convention de sous-location le montant correspondant au loyer résiduel restant dû après application des abattements prévus.

Une majoration de 5 000 euros sera octroyée par création nette d'emploi sur une période de 3 ans.

Conditions d'annulation et de reversement de l'aide :

Après mise en œuvre d'une procédure contradictoire conforme aux dispositions des articles L 121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, l'aide sera annulée et le cas échéant il sera donné lieu à reversement dans les cas suivants :

- obtention de l'aide par l'effet d'une fraude du bénéficiaire, exploitation professionnelle non conforme aux stipulations de la convention d'octroi de l'aide, non fourniture des attestations annuelles de régularité de la situation du bénéficiaire de l'aide au regard des obligations fiscales et sociales,
- cessation d'activité du bénéficiaire de l'aide.

2. Aide à l'investissement aux entreprises occupantes - dispositif « Office + » :

L'aide accordée dans le cadre de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en une subvention versée aux entreprises preneuses à bail de locaux tertiaires vacants situés sur les secteurs sus-décrits du centre-ville de Marseille.

Conditions d'attribution de l'aide :

Sont éligibles à l'aide ci-dessus définie, dans la limite des crédits ouverts par la Métropole au titre de ce type d'interventions, les entreprises preneuses à bail de locaux tertiaires vacants remplissant les conditions suivantes :

- Cohérence entre les caractéristiques du local tertiaire faisant l'objet de la demande, et les objectifs définis.
- Régularité de la situation fiscale et sociale du demandeur : conformément aux prescriptions de l'article R 1511-4-2 du CGCT, le bénéfice de l'aide est subordonné à la régularité de la situation du demandeur à l'octroi de la subvention au regard de ses obligations fiscales et sociales.
- Absence de demande ou d'octroi d'une aide métropolitaine au titre du dispositif de sous-location par la Métropole de locaux tertiaires : l'entreprise ne doit pas avoir sollicité ou bénéficié d'une aide métropolitaine au titre du dispositif de sous-location, par la Métropole, de locaux tertiaires.

Conditions de liquidation de l'aide :

L'aide de la Métropole est apportée sous forme de subvention d'investissement en faveur de la rénovation de locaux tertiaires à destination des entreprises ne bénéficiant pas d'une aide métropolitaine sur le loyer (entreprises locataires ou propriétaires). L'aide métropolitaine concerne les travaux de rénovation et de mise aux normes.

D'une manière générale, sont subventionnables l'ensemble des travaux d'aménagement intérieurs et de mise aux normes du local d'activités (hors travaux structurels de l'immeuble) notamment au niveau accessibilité PMR et ERP.

Pour les entreprises créées (ou reprises) :

Subvention métropolitaine de 50% maximum du coût total éligible des travaux.

Pour les entreprises en développement :

- Petites entreprises (moins de 50 personnes) : subvention métropolitaine de 20% maximum du coût total éligible des travaux.
- Moyennes et grandes entreprises (à partir de 50 personnes) : subvention métropolitaine de 10% maximum du coût total éligible des travaux.

Cette aide sera plafonnée à 200 000 euros sur 3 ans par entreprise au titre du régime de minimis.

L'ensemble de ce dispositif est une application du règlement relatif à l'immobilier d'entreprise validé par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du 16 Mai 2018. Celui-ci fera l'objet d'un avenant permettant une adaptation au dispositif de soutien aux entreprises en centre-ville et notamment d'autoriser les aides à la location et à la sous-location.

Conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, une moyenne entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 250 personnes avec un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 M€ (ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 M€). Une petite entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 M€.

Conditions d'éligibilité :

Pour les entreprises locataires, obligation de procéder à la signature d'une convention d'engagement à louer à des loyers modérés entre 130 et 160 euros HT/HC/m²/an sur une durée minimale de 9 ans, nonobstant l'augmentation selon l'indice du coût de la construction INSEE.

Obligation de conventionner sur une durée de 9 ans minimum pour formaliser ces engagements (le paiement sera récurrent sur production de la convention signée).

Conditions de versement de l'aide :

Les aides et subventions seront accordées en fonction des disponibilités budgétaires fixées annuellement et préalablement dans le cadre du budget de la collectivité.

Le dispositif d'aide n'entrera en application qu'à compter de la signature de la convention d'octroi de la subvention conclue entre la Métropole et le bénéficiaire de l'aide. Cette convention écrite revêt un caractère obligatoire et comporte l'ensemble des mentions prévues à l'article R 1511-4-2 du CGCT.

La subvention octroyée sera libérée de la façon suivante :

- 50% au démarrage des travaux dument attesté, ou constaté par les services de la Métropole,
- le solde (50 %) à l'achèvement des travaux dument attesté par transmission à la Métropole du procès-verbal de réception des

travaux ou tout document équivalent et des éléments de facturation des travaux.

En cas de travaux consécutifs à l'obtention d'une autorisation d'urbanisme, une copie du certificat de conformité ou de tout document équivalent afférent devra être produite. La Métropole se réserve également le droit de demander toute pièce justificative relative à l'exécution des travaux.

A défaut l'aide devra être remboursée. Cette aide ne sera pas cumulable aux autres aides proposées dans le dispositif.

Conditions d'annulation et de reversement de l'aide :

Après la mise en œuvre d'une procédure contradictoire conforme aux dispositions des articles L 121-1 et suivants du Code des Relations entre le Public et l'Administration, l'aide sera annulée et le cas échéant il sera donné lieu à reversement dans les cas suivants :

- obtention de l'aide par l'effet d'une fraude du bénéficiaire,
- manquement du bénéficiaire de la subvention aux conditions d'attribution ou aux stipulations de la convention,
- non-conformité des travaux prévus par la convention d'octroi de la subvention

D'une manière générale, le reversement des aides annulées donnera lieu à émission de titres de recettes correspondant selon le cas à tout ou partie de l'aide octroyée.

Majoration

Une majoration de 5 000 euros sera octroyée par création nette d'emploi sur une période de trois ans.

3. Aide à l'investissement aux propriétaires bailleurs - dispositif « Bureau rénov' » :

L'aide accordée dans le cadre de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en un rabais sur le montant du loyer consenti par le bailleur à l'entreprise locataire, par rapport aux conditions du marché.

Activités ciblées :

Propriétaires bailleurs adressant leurs offres aux entreprises

Conditions d'éligibilité :

Obligation de procéder à la signature d'une convention d'engagement à louer à des loyers modérés entre 130 et 160 euros HT/HC/m²/an sur une durée minimale de 9 ans, nonobstant l'augmentation selon l'indice du coût de la construction INSEE.

Obligation de conventionner sur une durée de 9 ans minimum pour formaliser ces engagements (le paiement sera récurrent sur production de la convention signée).

Conditions d'attribution de l'aide :

Agrément sur critères économiques.

Sont éligibles à l'aide ci-dessus définie, dans la limite des crédits ouverts par la Métropole au titre de ce type d'interventions, les propriétaires de locaux tertiaires vacants sur les 1^{er} et 6^{ème} arrondissements remplissant les conditions suivantes :

- Régularité de la situation fiscale et sociale du demandeur : conformément aux prescriptions de l'article R 1511-4-2 du CGCT, le bénéfice de l'aide est subordonné à la régularité de la situation du demandeur à l'octroi de la subvention au regard de ses obligations fiscales et sociales.

Assiette des dépenses éligibles :

- Rénovation des locaux
- Accessibilité, PMR, ERP
- Mise aux normes énergétiques et environnementales

Conditions de liquidation de l'aide :

Dans le cadre et la limite des coûts éligibles, l'aide est plafonnée à 200 000 euros et liquidée de la façon suivante :

- PME créées ou reprises : 50% maximum du coût total des travaux éligibles,
- Entreprise de moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros : 20% maximum du cout total des travaux éligibles
- Entreprises existantes occupant entre 50 et 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros : 10% maximum du cout total des travaux éligibles
- Grandes entreprises : 10% maximum du cout total des travaux éligibles

Conditions de versement de l'aide :

Le dispositif d'aide n'entrera en application qu'à compter de la signature de la convention d'octroi de la subvention conclue entre la Métropole et le bénéficiaire de l'aide. Cette convention écrite revêt un caractère obligatoire et comporte l'ensemble des mentions prévues à l'article R 1511-4-2 du CGCT.

La subvention octroyée sera libérée de la façon suivante :

- 50% après accord de la Métropole,
- 50% à l'achèvement des travaux dument attesté par transmission à la Métropole du procès-verbal de réception des travaux ou tout document équivalent.

Conditions d'annulation et de reversement de l'aide : *

Après mise en œuvre d'une procédure contradictoire conforme aux dispositions des articles L 121-1 et suivants du Code des Relations entre le Public et l'Administration, l'aide sera annulée et le cas échéant il sera donné lieu à reversement dans les cas suivants :

- obtention de l'aide par l'effet d'une fraude du bénéficiaire,
- comportement fautif du bénéficiaire de la subvention, soit dans le cadre de l'exécution des travaux, soit dans le cadre de l'exécution du bail à conclure avec la Métropole,
- non réalisation de l'intégralité des travaux convenus dans les délais prescrits par la convention d'octroi de la subvention,
- réalisation imparfaite ou incomplète des travaux prescrits par la convention d'octroi de la subvention.
- refus par le bénéficiaire de donner à bail à la Métropole dans les conditions prescrites par la convention d'octroi de la subvention, le local objet des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Traité sur le fonctionnement de l'union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;
- Le Règlement UE 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et ses annexes ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;

- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du 18 octobre 2018 relative à l'approbation d'une convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique sur le territoire de la Métropole (2018- 2032) ;
- La délibération n° ECO 001-5977/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 mai 2019 relative à l'approbation de la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 mai 2019 relative à l'approbation d'un dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération n° ECO 001-6393/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 juin 2019 relative au dispositif métropolitain de marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille – Approbation de la création et de l'affectation d'une opération ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du conseil de Territoire de Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole en faveur de la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille ;
- La lutte contre la vacance tertiaire des centres villes métropolitains ;
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conditions d'attribution, de liquidation et de versement des aides octroyées par la Métropole dans le cadre du dispositif redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille décrit aux motifs de la présente délibération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Etat Spécial du Territoire du CT1 Marseille Provence - Natures 6132-614/20421 – 20422 – 21111 - 2031 - 165 - 2313 Fonction 515 – Opération n° 2019106500.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-6768/19/CM

**■ Lancement d'un appel à projet relatif à la cession du lot 4 de la Zone d'Aménagement Concerté des Florides situé sur la commune de Marignane afin de favoriser la réalisation de projets économiques
MET 19/11986/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence s'est engagé en 2002 dans une démarche visant à identifier des espaces permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique. C'est ainsi que l'opération d'aménagement à vocation économique « Technoparc des Florides » a été créée par délibération URB4/259/CC du 30 mars 2006 et réalisée en régie.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la stratégie de développement économique approuvée en mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de l'Agenda de Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire.

Pour poursuivre ces objectifs, la Métropole Aix-Marseille Provence se propose de procéder à la cession du lot 4 de la ZAC des Florides situé sur la commune de Marignane dans le cadre d'un appel à projet aux fins de soumettre ce site à la réflexion d'investisseurs / promoteurs en vue de la réalisation d'un projet immobilier à vocation économique de type « pôle de vie » .

Ce projet devra d'une part, répondre aux orientations et objectifs définis par l'appel à projet qui sera lancé par la Métropole Aix-Marseille, et d'autre part, répondre aux exigences réglementaires du Plan Local

d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), du cahier des charges de cession de terrains de la ZAC et de tout document réglementaire.

Les services administratifs instructeurs composés de représentants de la DGADEEA et de la DGADUST seront chargés de présélectionner des projets déposés au vu des critères pondérés suivants, qui porteront sur les capacités financières, professionnelles et techniques des candidats.

- Le développement économique induit par le programme immobilier présenté (40%)
- La qualité architecturale, paysagère et environnementale du programme immobilier (30%)
- La capacité à réaliser l'opération (30%)

Un comité d'examen sera mis en place afin de sélectionner l'opérateur lauréat selon les critères définis ci-avant, appréciés globalement. Il sera composé comme suit :

- 2 élus représentants du Conseil de Territoire Marseille Provence
- 1 élu représentant de la commune de Marignane

Sera désigné comme cessionnaire de l'unité foncière objet du présent avis, le candidat qui aura présenté le meilleur projet, au regard des critères définis ci-avant, appréciés globalement.

Il est ainsi proposé d'acter le principe d'un appel à projet pour la cession de ce terrain dont la publicité sera assurée dans des journaux spécialisés et généralisés.

La cession de cette unité foncière au Lauréat du projet immobilier sélectionné sera ensuite proposée au vote du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de Communauté URB 4-259/CC du 30 mars 2006 portant sur l'approbation du dossier de création de la ZAC des Florides

- La délibération du Conseil de la Métropole DEV 008-910/08/CC du 19 décembre 2008 portant sur l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC des Florides
- L'arrêté communautaire DEV 003-1268/09/BC du 11 mai 2009 portant sur l'approbation du cahier des charges de cession de terrain de la ZAC des Florides
- La délibération ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole (2018- 2032)
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de favoriser le développement de projets économiques conformément à la stratégie de développement économique approuvée en mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence et au titre de l'Agenda de Développement Economique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de l'appel à projet relatif à la cession du lot 4 de la ZAC des Florides situé sur la commune de Marignane afin de favoriser la réalisation de projets économiques de type « pôle de vie »

Article 2 :

Est approuvée la mise en place d'un comité d'examen en charge d'apprécier les projets déposés, et de désigner l'opérateur lauréat et composé comme suit :

- 2 élus représentants du Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 1 élu représentant de la commune de Marignane

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-6769/19/CM

■ Lancement d'un appel à projet relatif à la cession d'une unité foncière située Zone d'Aménagement Concerté Athélia V sur la commune de La Ciotat, afin de favoriser la réalisation de projets économiques MET 19/11998/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence s'est engagé en 2002 dans une démarche visant à identifier des espaces permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique. C'est ainsi que l'opération d'aménagement « ZAC ATHELIA V » a été créée par la délibération du Conseil Communautaire n°URB-001-1021/07/CC du 19 novembre 2007.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la stratégie de développement économique approuvée en mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de l'Agenda de Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire.

Aux fins de poursuivre ces objectifs la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de céder une unité foncière d'une superficie de 47 000m² environ, sise ZAC Athélia V, par le lancement d'un appel à projet aux fins de soumettre ce site à la réflexion d'investisseurs / promoteurs en vue de la réalisation d'un projet immobilier de type « Bureau parc », associé d'un pôle de services à destination des entreprises de la zone.

Ce projet permet de renforcer les marchés secondaires de l'immobilier de bureaux qui contribuent par leur maillage à l'équilibre territorial, en lien avec la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux.

Le projet immobilier devra d'une part, répondre aux orientations et objectifs définis par l'appel à projet qui sera lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'autre part, répondre aux exigences réglementaires du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), du Cahier des Charges de Cession de Terrain de la ZAC et de tout document réglementaire.

Les services administratifs instructeurs composés de représentants de la DGADEEA et de la DGADUST seront chargés de présélectionner des projets déposés au vu des critères pondérés suivants, qui porteront sur les capacités financières, professionnelles et techniques des candidats :

- Le développement économique induit par le programme immobilier présenté (40%)

- La qualité architecturale, paysagère et environnementale du programme immobilier (30%)
- La capacité à réaliser l'opération (30%)

Un comité d'examen sera mis en place afin de sélectionner l'opérateur lauréat selon les critères définis ci-avant, appréciés globalement. Il sera composé comme suit :

- 2 élus représentants du Conseil de Territoire Marseille Provence
- 1 élu représentant de la commune de la Ciotat

Sera désigné comme cessionnaire de l'unité foncière objet du présent avis, le candidat qui aura présenté le meilleur projet, au regard des critères définis ci-avant, appréciés globalement, par le comité d'examen.

Il est ainsi proposé d'acter le principe du lancement d'un appel à projet, pour la cession de ce terrain dont la publicité sera assurée dans des journaux spécialisés et généralistes.

La cession de cette unité foncière au Lauréat du projet immobilier sélectionné sera ensuite proposée au vote du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°URB-001-1021/07/CC du 19 novembre 2007, relative à la création de la ZAC Athélia V ;
- La délibération n°AEC-004-483/11/CC du 8 juillet 2011, modifiée par la délibération n°AEC-9203/CC du 15 février 2013, relatives à l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°AEC016-816/11/CC du 9 décembre 2011, relative à l'approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) et de ses annexes ;
- La délibération n°ECO001-5077/18/CM du 13 décembre 2018, relative à l'approbation du dispositif de Production de l'Offre

Foncière et Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole ;

- La délibération n°ECO001-5977/19CM du 16 mai 2019, relative à l'approbation de la Stratégie Métropolitaine de l'Immobilier de Bureaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de favoriser le développement de projets économiques conformément à la stratégie de développement économique approuvée en mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence et au titre de l'Agenda de Développement Economique

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de l'appel à projet relatif à la cession d'une unité foncière située ZAC Athélia V sur la commune de La Ciotat, en vue de la réalisation d'un programme immobilier de type « Bureau parc », associé d'un pôle de services à destination des entreprises de la zone.

Article 2 :

Est approuvée la mise en place d'un comité d'examen en charge d'apprécier les projets déposés, et de et de désigner l'opérateur lauréat et composé comme suit :

- 2 élus représentants du Conseil de Territoire Marseille-Provence,
- 1 élu représentant de la commune de La Ciotat,

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-6770/19/CM

**■ Participation de la Métropole aux appels à projets du programme européen de coopération transnationale "INTERREG ALPES 2014-2020"
MET 19/12085/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le programme européen « Interreg Espace Alpin » est un programme transnational de coopération territoriale européenne qui vise à soutenir le développement régional durable dans la région alpine.

Il existe depuis 2000 et concerne sept pays de l'arc alpin: la France avec quatre régions éligibles (Alsace, Franche-Comté, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur), l'Italie, la Slovénie, la Suisse, le Liechtenstein, l'Allemagne et l'Autriche.

Le programme 2014-2020 participe à la stratégie européenne 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Il offre aux parties prenantes un cadre pour développer, expérimenter, mettre en œuvre et coordonner de nouvelles idées.

En tant que moteur de développement et de changement, le programme réunit trois fonctions :

- amorcer et financer des projets concrets permettant la réalisation des objectifs du programme ;
- alimenter les débats sur la politique de cohésion et le futur de l'espace alpin ;
- agir comme catalyseur de coopération et de solutions communes au sein du territoire éligible.

Le budget total du programme pour la période 2014-2020 avoisine les 140 millions d'euros, dont 116,6 millions sont financés par le Fonds européen de développement régional (FEDER). Les projets peuvent être cofinancés jusqu'à 85% par le FEDER. Les 15 % restants peuvent être apportés par des fonds publics ou privés.

Le programme INTERREG ALPES s'articule autour de quatre priorités :

- Priorité n°1 - Un espace alpin tourné vers l'innovation sur le plan social, commercial et dans le domaine de la gouvernance ; budget de 37.3 millions d'euros (subvention FEDER).

Objectif spécifique n°1b.1 - Améliorer les conditions cadres pour l'innovation

Le programme vise à améliorer les conditions (prise de conscience et prévision, enjeux juridiques, économiques, administratifs, structurels, enjeux liés à la gouvernance, mesures, technologie, évaluations de l'impact) pour les acteurs dans les domaines de la recherche et de l'innovation afin d'accroître le transfert de connaissances entre les entreprises, les usagers, les universités et l'administration (approche à quadruple hélice) de l'espace alpin. Le programme va également stimuler le potentiel d'innovation commerciale grâce aux résultats de la recherche dans les domaines importants pour l'espace alpin.

Objectif spécifique n°1b.2 - Améliorer la délivrance des services d'intérêt général

Le programme contribuera à proposer des services d'intérêt général plus efficaces, adaptables et adéquats à travers le développement, l'essai et

l'adoption de nouvelles solutions en matière d'innovation sociale. L'innovation est cruciale dans une société en constante évolution (ex: transition démographique et sociale, exigences environnementales, défis de société, finances publiques etc.). Les services d'intérêt général ne doivent pas seulement être maintenus, mais constamment développés. Le programme s'investira également dans la promotion de l'intégration sociale et l'utilisation des bénéfices retirés.

Types d'actions de la priorité n°1 :

- Etablir des cadres, des plateformes et des réseaux transnationaux pour la coordination de la politique d'innovation et le renforcement de la coopération entre structures / acteurs d'innovation.
 - Développer des modèles transnationaux permettant de créer, tester, améliorer, comparer, évaluer les innovations dans le domaine de l'innovation commerciale, des services d'intérêt général, des prestations sociales et de l'administration publique.
 - Créer des modèles et tester des actions pilotes pour une meilleure participation de tous les groupes sociaux, acteurs et usagers dans la conception et l'offre de prestations sociales et de services d'intérêt général.
- Priorité n°2 - Un espace alpin à faible émission de carbone, pour une société durable et efficace ; solutions de transport et de mobilité ; budget de 31.5 millions d'euros (subvention FEDER).

Objectif spécifique n°4e.1 - Développement d'instruments transnationaux de politiques publiques bas-carbone intégrées

Le programme souhaite favoriser l'établissement d'instruments et d'outils pour la définition et la mise en œuvre de politiques transnationales de baisse de Co2 et permettre la promotion de ces instruments / outils auprès des décideurs politiques et administrations clés (transport, habitat, mobilité / aménagement du territoire).

Objectif spécifique n° 4e.2 - Accroître les options de mobilité et transport bas-carbone

Le programme souhaiterait organiser l'interaction spatiale, l'activité économique et les modes de transport et de mobilité afin de fournir les prérequis d'une société et d'une économie à faible émission de carbone. Il cherche à accroître les options disponibles pour une mobilité et un transport respectueux de l'environnement en adoptant des solutions technologiques, financières et structurelles, et en prenant en compte les aspects du changement climatique, l'efficacité des ressources et la résilience.

Types d'actions de la priorité n°2 :

- Soutenir l'émergence de réseaux commerciaux et structures de coopération sur des sujets pertinents pour la valorisation et/ou la création de technologies et d'applications d'un espace alpin à faible émission de carbone
 - Favoriser le développement de stratégies, cadres et boîtes à outils pour mettre en place des modèles locaux/régionaux de zones ou régions à faibles émissions de carbone.
 - Concevoir et tester les modèles opérationnels, technologiques et de financement de la mobilité et du transport à faible émission de carbone.
- Priorité n°3 - Un espace alpin où il fait bon vivre, pour le respect du patrimoine naturel et culturel et la protection des écosystèmes de l'espace alpin ; budget de 31.5 millions d'euros (subvention FEDER).

Objectif spécifique n°6c.1 - Valoriser durablement le patrimoine naturel et culturel

Le programme cherche à améliorer la protection de l'espace naturel et culturel de l'espace alpin de façon durable, équilibrée et constante en sensibilisant le public sur le potentiel actuel et les futurs challenges ainsi qu'en envisageant de nouvelles solutions (comme l'adoption d'outils de gouvernance et le développement de nouvelles chaînes de production, d'outils de gestion de conflits, etc.).

Objectif spécifique n°6d.1 - Améliorer la protection, la conservation et la connectivité écologique des écosystèmes de l'espace alpin

Le programme cherche à harmoniser les approches de gestion, à faciliter le transfert de connaissances et à partager les responsabilités avec l'objectif d'intégrer l'écosystème et ses besoins dans les décisions politiques.

Types d'actions de la priorité n°3 :

- Développer des initiatives culturelles à travers toutes les Alpes pour promouvoir une identité alpine transnationale, augmenter la prise de conscience et envisager à quoi pourrait ressembler le futur patrimoine culturel des Alpes.
- Stimuler, tester et mettre en place la négociation, la médiation, la participation et les modèles de résolution de conflits dans le contexte du tourisme, de la culture et des besoins locaux, et les aspirations et la croissance économique dans le contexte du patrimoine culturel et naturel.
- Développer des concepts, des stratégies, des modèles et des pilotes pour une gestion viable et innovante des ressources, des infrastructures vertes et

de la biodiversité, la gestion du paysage et des coulées vertes.

- Mettre en place des partenariats pour la création de mécanismes de développement afin de développer des approches de valorisation alternatives pour l'écosystème alpin, et pour la prise de conscience et l'intégration de ces points dans les politiques publiques.
- Priorité n°4 - Une bonne gouvernance de l'espace alpin, transnationale et multi-niveaux ; budget de 9.3 millions d'euros (subvention FEDER)

Le programme prévoit d'améliorer la gouvernance transnationale multi-niveaux en stimulant et influençant le débat sur l'innovation de la gouvernance dans l'espace alpin. Il soutiendra les administrations publiques dans la redéfinition de leurs tâches, des approches, des services et des processus en développant, testant et adoptant des solutions innovantes à la lumière de la coopération transnationale.

Types d'actions de la priorité n°4 :

- Développer des modèles transnationaux pour la création, le test, l'amélioration, la comparaison et l'évaluation des innovations (outils, processus, acteurs, organisations et interfaces) dans le domaine de l'administration publique.
- Mettre en place une politique prévoyante pour les défis liés à la gouvernance de l'espace alpin.
- Développer des modèles innovants pour la coopération institutionnelle et l'organisation spatiale pour et entre les différents types de territoires.

Le programme fonctionne par appels à projets réguliers et multiples. Le volume et le rythme des appels à projets impliquent une grande réactivité aux candidats. En effet, la procédure de dépôt des candidatures s'effectue en deux temps (manifestation d'intérêt suivie d'une candidature complète pour ceux sélectionnés après la première phase) et mobilise plusieurs pays du programme alpin. Chaque projet dure au maximum 3 ans et compte de quatre à quinze partenaires venant d'au moins trois pays du programme espace alpin. Le budget moyen d'un projet espace alpin est de 2 millions d'euros de FEDER.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-13/12/18 CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Le règlement (UE) n°1299/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif "Coopération territoriale européenne" ;
- Le programme opérationnel Interreg Espace Alpin approuvé par la Commission européenne le 17 décembre 2014 ;
- Les appels à projets du Gouvernement régional de Salzbourg (Autriche) en tant qu'Autorité de gestion du programme Interreg Espace Alpin.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les axes thématiques du programme européen de coopération transnationale « Interreg Alpes 2014-2020 » représentent un enjeu essentiel pour la Métropole ;
- Que la présence de la Métropole dans les programmes de coopération transnationale est un outil de prospective territoriale qui contribue à la qualité et la mise à jour des politiques métropolitaines à travers l'échange d'expérience et la mise en œuvre de projets pilotes ;
- Que le positionnement dans des réseaux et projets de coopération territoriale européenne permet d'expérimenter des innovations issues de la recherche académique, et de capitaliser au niveau européen les bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire de la Métropole ;
- Que la participation de la Métropole à un projet Interreg représente une opportunité de

financement supplémentaire pour les directions et services opérationnels métropolitains dont les activités ont un rapport avec l'axe thématique du programme mentionné ci-dessus ;

- Que l'opportunité d'un projet Interreg est le développement et le renforcement des activités en cours de réalisation, tout en les insérant dans une perspective européenne (utilisation d'indicateurs techniques européens, complémentarités avec les territoires partenaires,...) ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la faculté pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projets du programme européen de coopération transnationale Interreg Espace Alpin, en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les déclarations de partenariat afin de répondre aux appels à projet du programme européen de coopération transnationale Interreg Espace Alpin pendant la période de programmation 2014-2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-6771/19/CM

■ Approbation des engagements techniques et financiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation du projet FAVAS dans le cadre du programme européen de coopération transnationale INTERREG ALPES MET 19/12087/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le programme européen « INTERREG ALPES » est un programme transnational de coopération territoriale qui vise à soutenir le développement régional durable dans les régions alpines telle que Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'Autorité de gestion a été déléguée par la Commission Européenne au Gouvernement Régional de Salzbourg (Autriche), et le Point de Contact National en France à la Région Auvergne Rhône-Alpes.

Dans le cadre de l'appel à projets 2019 du programme INTERREG ALPES, la Métropole a adhéré en tant que partenaire à la candidature du projet FAVAS - Full Autonomous Vehicles in the Alpine Space - porté par

le Pôle de Compétitivité « Véhicules du futur » de Mulhouse en tant que chef de file du projet.

Conscient de l'arrivée de véhicules complètement autonomes (FAV = Full Autonomous Vehicles) dans le future, le projet FAVAS souhaite :

- apporter aux autorités publiques des réponses et des outils pour préparer les politiques et réglementations nécessaires pour faire face à cette nouvelle situation (situation potentiellement disruptive par rapport à l'existant) dès aujourd'hui afin de tenir compte des temps longs pour se concerter, décider de politiques et éventuellement mettre en place des solutions techniques interopérables ;
- permettre aux opérateurs de services de mobilité (transport public, car-sharing, taxi, parking....) de s'adapter à cette nouvelle situation en développant de nouveaux services innovants permettant (1) d'optimiser les chaînes de mobilité, (2) de minimiser les impacts sur l'environnement (émissions, utilisation d'espace, sécurité...) tout en (3) assurant un équilibre économique pour ces acteurs.

Le projet FAVAS prévoit les résultats suivants :

- 1) recueil d'information : actions pour résumer l'existant et enrichir ces résultats par des retours de deux enquêtes, co-construites, d'interviews avec des autorités publiques et opérateurs de services de mobilité et de focus groupes permettant d'obtenir et de comparer des attentes, peurs, risques, habitudes des différents participants de différents cultures dans l'Espace Alpin.
- 2) développement et analyse d'impact et de sensibilité de services de mobilité (individuelle et collective) et de services publics (Ordures ménagères, nettoyage de routes, city logistique, ...).
- 3) propositions d'options de gestion de trafic de FAVs dans différents territoires, avec leur impact sur, par exemple, les citoyens, la congestion, les investissements nécessaires ou l'utilisation de l'espace. Les stratégies peuvent aller depuis l'absence de gestion de trafic (le véhicule doit être capable de s'orienter et circuler sans implication externe (hors informations) jusqu'à une gestion 'dictatoriale' avec un centre de gestion (par ex. urbain) donnant à chaque véhicule la route à utiliser afin d'optimiser le trafic sur l'ensemble de son territoire. Les travaux porteront également sur les adaptations techniques (routes, infrastructures) et réglementaires nécessaires pour assurer que

les FAV contribueront à la mise en place des stratégies en matière de mobilité et de développement urbain des autorités publiques.

- 4) développement d'une méthodologie transférable permettant aux autorités publiques et opérateurs de services de mobilité d'appliquer les résultats du projet sur leur territoire. La méthodologie sera complétée par des exemples concrets obtenus par son application sur deux territoires types (urbain/périurbain, rural) et une utilisation porte-à-porte transnationale.

Les partenaires sont au nombre de 13, issus de cinq pays européens :

France :

- 1) Pôle de Compétitivité « Véhicule du Futur » de Mulhouse, Chef de file du projet
- 2) Mulhouse Alsace Agglomération
- 3) Métropole Aix-Marseille-Provence

Italie :

- 4) Ville de Turin
- 5) Université Polytechnique de Turin
- 6) L'entreprise SASA SpA-AG de Bolzano (fournisseur d'infrastructures et de services publics)

Autriche :

- 7) Gouvernement régional de Salzbourg
- 8) Université de Innsbruck
- 9) Association transnationale pour le développement du tourisme durable par la mobilité douce

Allemagne :

- 10) La société des transports publics de Munich
- 11) Université des Sciences Appliquées de Kempten

Slovénie:

- 12) La société des transports publics de la province de Gorenjska
- 13) Institut de recherché sur les transports de Ljubljana

La Métropole Aix-Marseille-Provence est l'Autorité Organisatrice des Transports et responsable pour l'organisation et la gestion des transports publics sur son territoire, incluant bus urbain, tramways, métro et bus interurbains entre les 92 villes et villages et les centres d'activités. Les véhicules autonomes sont au focus de la Métropole. C'est pourquoi la Métropole s'est associée au projet européen INDID, co-financé par le programme CONNECTING EUROPE FACILITY TRANSPORT de l'Union Européenne. INDID est un projet C-ITS (Connected Intelligent Transport Systems) qui vise à tester des systèmes numériques complets nécessaires pour les véhicules autonomes. Le projet FAVAS avec son focus sur les services de mobilité et les régulations de trafic est parfaitement complémentaire avec le projet très technique INDID, raison pour laquelle la Métropole a décidé de s'associer à FAVAS. La Métropole prendra la

responsabilité du Work package T3 « Traffic Management Strategies », et de l'action A.T3.3 « Public policy framing conditions » concernant les réglementations nécessaires pour gérer des flottes de FAV. La Métropole s'intéresse également aux services de mobilité avec FAV et contribuera de manière générale à toutes les activités du projet.

Une déclaration de partenaire FEDER a été signée par Madame la Présidente de la Métropole en date 28 mai 2019, et transmise au Gouvernement régional de Salzbourg (annexe n°1 au présent rapport).

Le Pôle de Compétitivité « Véhicules du futur » de Mulhouse a déposé le formulaire de candidature officiel en langue anglaise au Gouvernement régional de Salzbourg le 5 juin 2019 (annexe n°2 au présent rapport). Une synthèse en langue française a été déposée le même jour à la Région Auvergne-Rhône-Alpes (annexe n°3 au présent rapport).

Dans le cadre de cette candidature, le Chef de file a transmis à la Métropole l'accord de partenariat à lui transmettre, signé pour le mois d'octobre 2019. Une version en langue française du modèle d'accord de partenariat spécifique au programme européen INTERREG ALPES a été envoyée à la Métropole par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, en tant que point de contact national du programme (annexe n°5 au présent rapport).

La Métropole doit approuver en amont les conditions techniques et financières du partenariat afin de finaliser sa participation à la candidature du projet FAVAS dans le cadre de l'appel à projet du programme INTERREG-ALPES et signer l'accord de partenariat.

Pour sa participation au projet FAVAS, la Métropole dispose d'un budget dédié de 126 910 euros cofinancé à hauteur de 85 % par le FEDER pour un montant de 107 873,50 euros. Le cofinancement à la charge de la Métropole, s'élève à 15 % du budget pour un montant de 19 036,50 euros.

La répartition par lignes budgétaires est la suivante :

- Coûts du personnel : 61 400 euros, dont 52 190 euros de cofinancement FEDER ;
- Frais administratifs : 9 210 euros, dont 7 828,50 euros de cofinancement FEDER. Ce montant est forfaitaire et calculé de manière proportionnelle par rapport aux dépenses de personnel présentées à la certification FEDER. Par conséquent, les dépenses administratives ne doivent pas être présentées à la certification FEDER ;
- Déplacements et hébergement : 7 700 euros, dont 6 545 euros de cofinancement FEDER ;
- Expertise externe et services : 48 600 euros, dont 41 310 euros de cofinancement FEDER.

Le traitement budgétaire est le suivant :

- Utilisation de la nature 70848 « Mise à disposition personnel autres organismes » pour la constatation des cofinancements attribués à la Métropole relatifs aux coûts de personnel ;
- Utilisation de la nature 70878 « Remboursement frais par des tiers » pour la constatation des cofinancements attribués à la Métropole relatifs aux dépenses de déplacements, aux dépenses d'expertise externe et services, et aux frais administratifs.

Les activités du projet FAVAS débuteront au cours du premier semestre 2020, pour une durée de 3 ans jusqu'au dernier trimestre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Le règlement (UE) n°1299/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif "Coopération territoriale européenne" ;
- Le programme opérationnel INTERREG ESPACE ALPIN approuvé par la Commission européenne le 17 décembre 2014 ;
- Les appels à projets du Gouvernement régional de Salzbourg (Autriche) en tant qu'Autorité de gestion du programme INTERREG ESPACE ALPIN.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les axes thématiques du programme européen de coopération transnationale « INTERREG ALPES 2014-2020 » représentent un enjeu essentiel pour la Métropole ;
- Que la présence de la Métropole dans les programmes de coopération transnationale est un outil de prospective territoriale qui contribue à la qualité et la mise à jour des politiques métropolitaines à travers l'échange d'expérience et la mise en œuvre de projets pilotes ;
- Que le positionnement dans des réseaux et projets de coopération territoriale européenne permet d'expérimenter des innovations issues de la recherche académique, et de capitaliser au niveau européen les bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire de la Métropole ;
- Que la participation de la Métropole à un projet Interreg représente une opportunité de financement supplémentaire pour les directions et services opérationnels métropolitains dont les activités ont un rapport avec l'axe thématique du programme mentionné ci-dessus ;
- Que l'opportunité d'un projet Interreg est le développement et le renforcement des activités en cours de réalisation, tout en les insérant dans une perspective européenne (utilisation d'indicateurs techniques européens, complémentarités avec les territoires partenaires,...) ;
- Que l'objectif de desserte premium annoncé dans l'Agenda Mobilité métropolitaine (décembre 2016), notamment en ce qui concerne l'évaluation d'autres modes comme les bus autonomes pour la desserte de proximité, coïncide avec les objectifs du projet FAVAS.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des actions et activités relevant de sa propre participation technique, dans le cadre du formulaire de candidature du projet FAVAS.

Article 2 :

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de personnel à hauteur de 61 400 euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement de 52 190 euros (coûts du personnel) et de 7 828,50 euros (frais administratifs) de cofinancement FEDER.

Article 3 :

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses de déplacements et hébergement à hauteur de 7 700 euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement de 6 545 euros de cofinancement FEDER.

Article 4 :

Est approuvé l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la présentation de dépenses d'expertise externe et services à hauteur de 48 600 euros selon les modalités de certification des fonds européens, en vue du remboursement de 41 310 euros de cofinancement FEDER.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets métropolitains 2020 et suivants, budget annexe transport - sous politique A420 - nature 617 – chapitre 011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-6772/19/CM

■ Présentation du rapport annuel d'activités du délégataire Numéricable relatif à l'exploitation du réseau câblé de vidéocommunication sur le territoire Istres-Ouest Provence MET 19/11911/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a signé le 21 janvier 1998 une convention avec la Société SUD CABLES SERVICES, reprise par acquisition par la Société UPC-FRANCE, dénommée par la suite NOOS, puis par NC NUMERICABLE.

Un premier transfert de l'ensemble des droits et obligations à la Société UPC-FRANCE découlant de ladite convention avait fait l'objet d'une délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence le 29 septembre 2000, transfert qui concernait la Société NC NUMERICABLE pour la commercialisation de l'ensemble de ses services sous la marque NUMERICABLE.

NUMERICABLE fait partie des marques qui opèrent dans le segment grand public (B2C) du groupe « NUMERICABLE-SFR » apparu le 27 novembre 2014, rebaptisé « SFR » et en 2018 « SFR FIBRE SAS ». Ce dernier est aussi présent dans le segment « entreprise » (B2B) et sur le segment de « gros » (Wholesale).

En France, SFR annonce être doté du premier réseau fibre (ftth/fttb) avec 12,6 millions de prises éligibles au Très Haut Débit (THD) dans 2800 communes.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire a fourni son rapport pour l'année 2018, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2018 relatif à l'exploitation du réseau câblé de vidéocommunication sur le territoire Istres-Ouest Provence, remis par la Société SFR FIBRE SAS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-6773/19/CM

■ Modifications de la gamme tarifaire métropolitaine événementielle dédiée à la mobilité MET 19/12151/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire métropolitain est particulièrement attractif. A ce titre de très nombreuses manifestations culturelles, sportives et professionnelles (congrès) de niveau national et international sont régulièrement organisées sur le territoire.

La Métropole, régulièrement sollicitée par les organisateurs de ces manifestations, souhaite promouvoir ses offres de mobilité à l'occasion de ces événements et a ainsi approuvé une gamme tarifaire événementielle pour les transports publics métropolitains par délibération n° TRA 005-6410/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019.

Comme indiqué dans la délibération précitée, la Métropole se réserve la possibilité d'approuver des offres tarifaires spécifiques lorsqu'elle accueille sur son territoire des événements majeurs de niveau international.

Ainsi dans le cadre de la journée du transport public qui se déroule tous les ans, et pour favoriser l'usage des transports en commun par les personnes qui ne sont pas des usagers réguliers des transports, la Métropole souhaite étendre la durée de validité des titres 1 voyage à toute la journée d'exploitation, au lieu des 60 minutes actuellement, sur les réseaux urbains de Marseille et d'Aix, à l'instar de ce qui est déjà pratiqué lors des pics de pollution de niveau 2. Il n'est pas possible pour le moment, pour des raisons billettiques, d'étendre cette mesure aux autres réseaux métropolitains mais les services y travaillent en vue des prochaines éditions.

La perte de recettes estimée associée à cette mesure s'élève à 48 000€

Aussi, conformément à la délibération cadre n° ENV 001-6469/19/CM votée par le Conseil du 20 juin 2019 fixant les grands principes de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'accueil du Congrès Mondial de la Nature, la Métropole propose d'approuver une gamme tarifaire spécifique destinée aux congressistes membres de l'UICN, organisatrice de l'événement, et aux 13 500 autres participants.

Les congressistes bénéficieront ainsi de produits tarifaires permettant de voyager selon leurs besoins de mobilité et la durée de leur séjour (Pass de 24h à 15 jours) sur le réseau exploité par la RTM ou sur l'ensemble des réseaux de transport métropolitains pour découvrir notre territoire.

A titre d'exemple, le PASS 9 jours comprendra tous les réseaux urbains y compris la RTM, l'ensemble des lignes interurbaines et les lignes Aéroport pour 45 €.

La Métropole s'est également engagée à fournir gracieusement à l'UICN 1 500 pass 15j pour les membres de l'organisation.

Les coûts liés à la mise en œuvre de cette gamme tarifaire seront compris dans l'enveloppe de

1,5 million d'euros consacrée à cet événement par la Métropole.

Il est donc proposé d'approuver par la présente délibération une gamme tarifaire événementielle complémentaire à destination du Congrès Mondial de la Nature organisé en juin 2020 à Marseille.

La Métropole se chargera de sa commercialisation et mettra en place pour cette occasion des procédures adaptées et simplifiées de vente et de distribution de ces titres de transport en collaboration avec l'organisateur des manifestations.

De plus, l'attractivité de la Métropole amène les organisateurs d'événements à demander régulièrement des tarifs spécifiques pour de grandes quantités de titres. Il est donc proposé d'ajouter à la gamme tarifaire événementielle, votée en juin 2019, un tarif préférentiel pour l'achat, en une seule fois, de 5 000 titres pour 5 jours de libre circulation sur l'ensemble des réseaux de la métropole.

Par ailleurs, il est convenu pour l'instant de retirer de cette gamme tarifaire les services TER et des services privés de mobilité alternative tels que les trottinettes ou l'autopartage, car les conventions avec ces opérateurs ne sont pas encore finalisées.

Ainsi, il y a lieu de substituer à la gamme tarifaire événementielle votée en juin 2019, la gamme tarifaire événementielle générale annexée à la présente délibération.

Enfin, depuis 2006, un système de vélos en libre-service, appelé « levélo », a été déployé sur la commune de Marseille.

Par délibération n°TRA 007-2063/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, la Métropole a approuvé une gamme tarifaire pour ce service comprenant deux offres promotionnelles, pouvant être appliquées lors de manifestations ou d'événements par la Collectivité.

La Métropole souhaite, afin de promouvoir l'usage de ce mode de transport respectueux de l'environnement, proposer une troisième offre promotionnelle. Actuellement, le ticket 7 jours est à 1 euro, et prévoit la gratuité des 30 premières minutes de chaque trajet et chaque heure supplémentaire est facturée 1 euro. Il est proposé de créer l'« offre promotionnelle 3 » à destination du public participant à ces événements et manifestations. Cette offre promotionnelle 3 comprend :

- La gratuité du ticket 7 jours
- 23h59 de gratuité à chaque prise de vélo.
- Une facturation de 0,50 euros pour chaque heure supplémentaire

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment son article L1113-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération n° TRA 007-2063/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 portant approbation de nouveaux tarifs pour le système de location de vélos en libre-service implanté sur la commune de Marseille ;
- La délibération cadre n° ENV 001-6469/19/CM du 20 juin 2019 relative à la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'accueil du Congrès Mondial de la Nature ;
- La délibération n° TRA 005-6410/19/CM du 20 juin 2019 relative à l'approbation d'une gamme tarifaire événementielle métropolitaine et de la distribution de titres de transport métropolitains à l'occasion d'opérations de promotion de la mobilité.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé une gamme tarifaire événementielle pour les transports publics métropolitains en juin 2019 ;
- Qu'il convient notamment de compléter cette gamme tarifaire par un tarif préférentiel pour l'achat en une seule fois de 5 000 titres pour 5 jours de libre circulation sur l'ensemble des réseaux de la métropole ;
- Que la Métropole s'est engagée à proposer une gamme tarifaire spécifique destinée aux congressistes du Congrès Mondial de la Nature ;
- Qu'il est proposé d'approuver une gamme tarifaire événementielle spécifique dédiée

Congrès Mondial de la Nature organisé en juin 2020 à Marseille ;

- Que la Métropole souhaite favoriser l'usage des transports en commun durant la journée du transport public qui a lieu tous les ans ;
- Qu'afin de promouvoir l'usage de ce mode de transport respectueux de l'environnement, la Métropole souhaite proposer aux usagers du service « levélo », à Marseille, un nouveau tarif promotionnel applicable lors des manifestations et événements de promotion du vélo organisés sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de l'annexe à la délibération n°TRA 005-6410/19/CM du 20 juin 2019 portant approbation d'une gamme tarifaire événementielle métropolitaine, par la substitution de l'annexe 3 à la présente délibération.

Article 2 :

Est approuvée une gamme tarifaire événementielle jointe en annexe 1 relative à la mobilité dédiée au congrès Mondiale de la Nature organisé en juin 2020.

Est approuvée l'attribution, à titre gratuit, à l'UICN de 1500 pass 15j destinés aux membres de l'organisation de l'UICN pour la période du congrès.

Article 3 :

Est approuvée la création du tarif « Offre promotionnelle 3 » pour le service « levélo » et son intégration dans la gamme tarifaire « levélo », jointe en annexe 2.

Ce nouveau tarif comprend la gratuité du ticket 7 jours, 23h59 de gratuité à chaque prise et une facturation de 0,50 euros pour chaque heure supplémentaire.

Article 4 :

Est approuvée, pour la journée du transport public, l'extension de la durée de validité du ticket 1 voyage, jusqu'à la fin de service, sur les réseaux de Marseille et d'Aix.

Article 5 :

Les recettes seront constatées aux Budgets Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2019 et suivants – Section de Fonctionnement – Sous Politique C 210 – Nature 7061

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-6774/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille
MET 19/12256/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public n°07/143 conclu le 19 juillet 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au Déléataire la gestion en affermage du parc de stationnement République à Marseille pour une durée de 12 ans à compter du 31 mars 2008.

Le service public du stationnement est devenu au fil du temps un véritable enjeu local. C'est pourquoi, depuis plusieurs mois, la Métropole mène une réflexion d'envergure sur le sujet en vue, non seulement de rationaliser les tarifs applicables dans les parkings, mais aussi d'améliorer la qualité de service rendu aux usagers.

Ainsi, par délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019, la Métropole a décidé de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Cette nouvelle politique tarifaire introduit de nouveaux tarifs horaires, des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux-roues motorisés, ainsi que la création d'un tarif « Noctambule ». Ces dispositions doivent être progressivement mises en place après négociation avec les délégataires et ce, dès le 1er novembre 2019.

Par ailleurs, dans le souci de réaliser des économies d'échelle et d'optimiser le niveau de redevance versée par les délégataires, la collectivité a souhaité redéfinir les périmètres de certains contrats de délégation de service public et d'en rapprocher les durées d'exécution.

Il est notamment envisagé d'unifier la gestion des parkings République et Phocéens qui font aujourd'hui l'objet de contrats de délégation de service public distincts. En effet, ces deux parcs géographiquement très proches se livrent actuellement une concurrence contre-productive, le parc Phocéens étant largement plus rentable que le parc République. Ainsi, recourir à un contrat de délégation de service public unique apporterait une cohérence tant économique que technique (optimisation de la redevance, des coûts de fonctionnement et amélioration de la qualité des ouvrages).

Compte tenu du temps consacré à cette réflexion indispensable à la redéfinition des besoins et de l'échéance prochaine du Contrat, le principe de son renouvellement ne pourra être approuvé qu'au Conseil

de la Métropole du 24 octobre 2019. De fait, la Métropole ne pourra pas attribuer le futur contrat de délégation de service public à la date d'échéance du contrat en cours, soit au 30 mars 2020.

Pour l'ensemble de ces raisons et afin de garantir la continuité du service public, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à la prolongation du contrat en cours pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 mars 2021, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

En outre, malgré cette prolongation, les modifications tarifaires envisagées entraînent une baisse des recettes prévisionnelles et du résultat du délégataire. Ainsi, en application de la délibération n° TRA 002-5726/19/CM, il est convenu de compenser cette baisse par un dégrèvement de la part fixe de la redevance due par le délégataire, ceci afin de préserver l'équilibre économique global du contrat. Ce dégrèvement s'élèvera à un montant de 11 697,32€ HT pour l'année 2019 et à un montant de 17 545,98€ HT pour l'année 2020.

Enfin, il est proposé d'aménager le régime des travaux pendant la dernière année d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement République n°07/143 et ses avenants successifs ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la délibération n°TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019 approuve les nouveaux principes de la politique tarifaire applicable au sein des parkings métropolitains marseillais ;

- Que cette politique doit être mise en place dès le 1er novembre 2019 dans le parc République ;
- Qu'il est envisagé de rationaliser les périmètres des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parcs République et Phocéens ;
- Que la nouvelle tarification a une incidence sur l'économie du contrat nécessitant une compensation financière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 au contrat n°07/143 ci-annexé, concernant l'exploitation du parc République sis à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes en découlant seront inscrites sur l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence au Budget principal de la Métropole Aix Marseille Provence-Section de Fonctionnement – Sous Politique C350 – Nature 757.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-6775/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Hôtel de Ville à Marseille MET 19/12257/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public n°14/005 conclu le 9 janvier 2014, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au délégataire (Q-PARK MARSEILLE HDV) la gestion en affermage du parc de stationnement Hôtel de Ville à Marseille, pour une durée de 6 ans à compter du 15 janvier 2014.

La Métropole a décidé, par délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019, de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Le parc Hôtel de Ville fait partie de la zone « Hyper-centre ».

Cette nouvelle politique tarifaire introduit notamment de nouveaux tarifs horaires, des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux roues motorisées, ainsi que la création d'un tarif « Noctambule ». Ces dispositions doivent être progressivement mises en place après négociation avec les délégataires et ce, dès le 1er novembre 2019.

Par ailleurs, compte tenu de l'échéance prochaine du contrat en cours, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération n°TRA 012-20/09/18 CM du 13 décembre 2018, le principe du recours à une délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 7 ans, pour la gestion de ce parc de stationnement.

La procédure de mise en concurrence a été lancée en mars 2019 et les candidatures ont été ouvertes par la Commission de délégation de service public dans sa séance du 25 avril 2019. Cette Commission a procédé à l'analyse des candidatures dans sa séance du 23 mai 2019 et le dossier de consultation des entreprises a été mis à disposition des candidats admis à présenter une offre, la date limite de remise des offres étant fixée au 18 septembre 2019.

A ce stade, les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettront pas à la Métropole d'attribuer le futur contrat de délégation de service public à la date d'échéance du contrat en cours, soit au 15 janvier 2020.

C'est pourquoi, afin de garantir la continuité du service public, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à la prolongation du contrat en cours pour une durée d'un an, soit jusqu'au 14 janvier 2021, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement Hôtel de Ville n°14/005 ;
- L'avenant n° 1 approuvé par délibération du 3 juillet 2015 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération n°TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019 approuve les nouveaux principes de la politique tarifaire applicable au sein des parkings métropolitains marseillais ;
- Que cette politique doit être mise en place dès le 1er novembre 2019 dans le parc Hôtel de Ville ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence et la difficulté de conduire des négociations durant la période des élections municipales et métropolitaines ne permettront pas à la Métropole d'attribuer le futur contrat de délégation de service public à la date d'échéance du contrat en cours.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 au contrat n°14/005 ci-annexé, concernant l'exploitation du parc Hôtel de Ville à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes en découlant seront constatées sur l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence au Budget principal de la Métropole Aix Marseille Provence-Section de Fonctionnement – Sous Politique C350 – Nature 757.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-6776/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Blancarde à Marseille MET 19/12258/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public n°07/180 conclu le 17 décembre 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au délégataire (INDIGO INFRA France) la gestion en affermage du parc de stationnement Blancarde à Marseille, pour une durée de 12 ans à compter de sa prise d'effet au 21 janvier 2008.

Le service public du stationnement est devenu au fil du temps un véritable enjeu local. C'est pourquoi, depuis plusieurs mois, la Métropole mène une réflexion d'envergure sur le sujet en vue, non seulement de rationaliser les tarifs applicables dans les parkings, mais aussi d'améliorer la qualité de service rendu aux usagers.

Ainsi, par délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019, la Métropole a décidé de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Cette nouvelle politique tarifaire introduit de nouveaux tarifs horaires, des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux-roues motorisés, ainsi que la création d'un tarif « Noctambule ». Ces dispositions doivent être progressivement mises en place après négociation avec les délégataires et ce, dès le 1er novembre 2019.

Par ailleurs, dans le souci de réaliser des économies d'échelle et d'optimiser le niveau de redevance versée par les délégataires, la collectivité a souhaité redéfinir les périmètres de certains contrats de délégation de service public et d'en rapprocher les durées d'exécution.

Il est notamment envisagé d'unifier la gestion des parkings Blancarde et Timone qui font aujourd'hui l'objet de contrats de délégation de service public distincts. En effet, ces deux parcs sont géographiquement très proches et le parc Timone est plus rentable que le parc Blancarde. Ainsi, recourir à un contrat de délégation de service public unique apporterait une cohérence tant économique que technique (optimisation de la redevance, des coûts de fonctionnement et amélioration de la qualité des ouvrages).

Compte tenu du temps consacré à cette réflexion indispensable à la redéfinition des besoins et de l'échéance prochaine du contrat en cours, le principe de son renouvellement ne pourra être approuvé qu'au Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019. De fait, les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettront pas à la Métropole d'attribuer le futur contrat de délégation de service public à la date d'échéance du contrat en cours, soit au 21 janvier 2020.

Pour l'ensemble de ces raisons et afin de garantir la continuité du service public, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à la prolongation du contrat en cours pour une durée d'un an, soit jusqu'au 20 janvier 2021, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

En outre, malgré cette prolongation, les modifications tarifaires envisagées entraînent une baisse des recettes prévisionnelles et du résultat du délégataire. Ainsi, en application de la délibération n° TRA 002-5726/19/CM, il est convenu de compenser cette baisse par un dégrèvement de la part fixe de la redevance due par le délégataire, ceci afin de préserver l'équilibre économique global du Contrat. Ce dégrèvement applicable au montant annuel dû au titre de la dernière année d'exploitation s'élève à 26 000 € HT.

Enfin, il est proposé d'aménager le régime des travaux pendant la dernière année d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement Blancarde n°07/180 en date du 17 décembre 2007 ;
- L'avenant n° 1 approuvé par délibération n°DTUP 008-630/11/CC du 21 octobre 2011 ;
- L'avenant n° 2 approuvé par délibération n°DTM 011-1154/15/CC du 3 juillet 2015 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération n°TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019 approuve les nouveaux principes de la politique tarifaire

applicable au sein des parkings métropolitains marseillais ;

- Que cette politique doit être mise en place dès le 1er novembre 2019 dans le parc Blancarde ;
- Qu'il est envisagé de rationaliser les périmètres des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parcs Blancarde et Timone ;
- Que la nouvelle tarification a une incidence sur l'économie du contrat nécessitant une compensation financière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 au contrat n°07/180 ci-annexé, concernant l'exploitation du parc Blancarde à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes en découlant seront inscrites sur l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence au Budget principal de la Métropole Aix Marseille Provence-Section de Fonctionnement – Sous Politique C350 – Nature 757.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-6777/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°6 au contrat de délégation de service public relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Jaurès et de Gaulle à Marseille MET 19/12261/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de concession de service public n°91/343 conclu le 21 octobre 1991, la Ville de Marseille, à laquelle s'est substituée la Communauté Urbaine, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au Délégataire la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Charles de Gaulle et Jean Jaurès à Marseille (ci-après « le Contrat »). Ce Contrat d'une durée de 50 ans prendra fin le 15 décembre 2043.

La Métropole a décidé par la délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019, de procéder à

l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Le parc Charles de Gaulle fait partie de la zone « Hyper-Centre ».

Cette nouvelle politique tarifaire introduit notamment des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux-roues motorisés. Ces dispositions doivent être progressivement mises en place après négociation avec les délégataires et ce, dès le 1er novembre 2019.

Les modifications tarifaires envisagées entraînent une baisse des recettes prévisionnelles et du résultat du Délégataire. Ainsi, en application de la délibération n° TRA 002-5726/19/CM, une compensation est prévue afin de préserver l'équilibre économique global du Contrat. Cette compensation financière ne pourra excéder 74 632 € HT par an (valeur 2019), soit 89 558,40 € TTC.

Le parc Jaurès n'est pas concerné par l'ensemble de ces modifications.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil Municipal approuvant le contrat de Concession n° 91/343 du 21 octobre 1991 des parcs de stationnement Jean Jaurès et Charles de Gaulle ;
- La délibération n°93/107E du 15 mars 1993 au Conseil Municipal approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession ;
- La délibération n°94/482/E du 30 septembre 1994 au Conseil Municipal approuvant l'avenant n°2 au contrat de Concession ;
- La délibération du Conseil Communautaire FAG 16/529/CC du 21 décembre 2001 approuvant l'avenant n°3 au contrat de Concession ;
- La délibération n° DTM 012-1155/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n° 4 au contrat de DSP n°91/343 relative à la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Général de Gaulle et Jaurès (INDIGO) ;

- La délibération n° DTM 015-1663/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'avenant n° 5 au contrat de DSP n°91/343 relative à la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Général de Gaulle et Jaurès (INDIGO) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération n°TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019 approuve les nouveaux principes de la politique tarifaire applicable au sein des parkings métropolitains marseillais ;
- Que cette politique doit être mise en place dès le 1er novembre 2019 dans le parc Charles de Gaulle ;
- Que la nouvelle tarification a une incidence sur l'économie du contrat nécessitant une compensation financière plafonnée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°6 ci-annexé au contrat n°91/343 pour l'exploitation des parcs Jean Jaurès et Charles de Gaulle sis à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence au Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Section de Fonctionnement – Sous Politique C350 – Nature 651.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-6778/19/CM**■ Approbation du règlement d'utilisation à titre gratuit des consignes à vélos individuelles en libre-service
MET 19/12227/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée pour la période 2019-2024 d'un Plan Vélo Métropolitain, approuvé par la délibération n° TRA 001-6406/19/CM du 20 juin 2019. Ce dernier prévoit notamment le développement des stationnements vélos sécurisés au sein des pôles d'échanges métropolitain.

Dans un objectif d'intermodalité avec les transports en commun, il est ainsi prévu de doter tous les pôles d'échanges métropolitains d'une solution de stationnement vélos sécurisés ; d'ici à 2024. Le Plan Vélo Métropolitain affiche un objectif de 3600 places de stationnements vélo au sein d'une cinquantaine de pôles d'échanges métropolitains.

Ces abris sécurisés destinés à une intermodalité avec les transports en commun seront accessibles à tous les détenteurs de cartes d'abonnement de transport valides sur le territoire métropolitain. En complément, il est proposé également d'équiper certains pôles d'échanges dont les plus attractifs en matière de cyclotourisme de consignes individuelles en libre-service et dont l'utilisation est gratuite. Ces abris permettront de sécuriser un vélo et les affaires individuelles du cycliste au moyen d'un antivol individuel et personnel. Ce service permettra donc d'offrir une solution de stationnement vélo sécurisé à des usagers des transports en commun métropolitain plus occasionnels.

A cet effet, afin de réglementer et de sécuriser l'utilisation de ces consignes individuelles, il est proposé d'approuver le règlement d'utilisation ci-joint. Ce dernier sera apposé de façon visible sur la surface de la consigne individuelle et opposable à tous les usagers.

La Métropole se réserve le droit de modifier en tout ou partie les dispositions de ce règlement. Le cas échéant, le nouveau règlement sera apposé sur la surface de la consigne individuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération TRA 001-6406/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation du Plan Vélo Métropolitain 2019-2024.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence va doter les pôles d'échanges multimodaux d'abris vélos sécurisés ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence propose sur son territoire des consignes à vélos individuelles en libre-service et gratuitement afin de soutenir le cyclotourisme et permettre aux usagers non réguliers de bénéficier de cette offre ;
- Qu'il convient d'approuver le règlement d'utilisation des consignes à vélos individuelles ;

Délibère

Article unique :

Est approuvé le règlement d'utilisation à titre gratuit des consignes à vélos individuelles en libre-service.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-6780/19/CM**■ Réalisation du pont de la Guiramide - Liaison entre le Chemin de la Guiramide et le parking relais Krypton à Aix-en-Provence - Approbation du bilan de la concertation
MET 19/12220/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence développe une politique de transports qui tend à favoriser les transports en commun au détriment de la voiture particulière. Pour ce faire, elle réalise des parcs relais, des pôles d'échanges, des voies réservées aux transports en commun.

Dans ce contexte, un certain nombre d'aménagements est programmé et réalisé dans les quartiers sud d'Aix-en-Provence, notamment l'extension du parc relais Krypton (P+R), l'aménagement d'une gare routière contiguë à celui-ci et la réalisation d'un pont dédié aux modes doux et aux transports en commun sur l'autoroute A8. Ainsi, l'ouvrage améliore la desserte de la gare routière du Krypton grâce aux aménagements de couloirs bus.

Par ailleurs, dans le cadre du Plan Campus, l'université Aix Marseille Provence prévoit l'installation de la faculté de sciences économiques et de gestion sur le site de la Pauliane à Aix-en-Provence, au sud de la rivièrre de l'Arc. Le parc relais Krypton sera également le terminus de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) que réalise la Métropole sur Aix en Provence.

Afin de compléter et d'optimiser l'aménagement de ce quartier, la Métropole propose de réaliser un pont sur l'Arc reliant le Chemin du Viaduc au Parc relais Krypton afin de faciliter l'accès à celui-ci et à sa gare routière.

Cet ouvrage permettra l'accès au P+R pour les usagers venant de la RD9 et de la RD8n, sans passer par l'échangeur du Pont de l'Arc. Il facilitera également l'accès en transport en commun (voie réservée) et assurera une continuité de cheminement des modes doux entre le campus actuel situé au Nord de l'autoroute et son extension prévue au Sud.

Le programme des travaux a été présenté au Conseil de Communauté du Pays d'Aix du 19 juillet 2013, qui a approuvé ce dernier ainsi que le cout prévisionnel de l'opération relatif à l'investissement qui s'établit à 5 000 000,00 € HT.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence décidait de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en vue de la réalisation de cette infrastructure dénommée « Pont de la Guiramide ».

En application des dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme et du 2° de l'article R.103-1 du même code, ce projet est soumis à concertation préalable du public.

- Rappel des objectifs poursuivis

Par délibération TRA 005-5366/19/BM du 28 février 2019, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a validé et défini les modalités de concertation préalable du public en vue de la réalisation de ce projet.

Les modalités définies sont les suivantes :

- Mise à disposition en mairie annexe du Pont de l'Arc d'un dossier intégrant les éléments d'information sur le projet ainsi que d'un

registre destiné à recueillir les observations du public,

- Information de la population par voie de presse,
- Information de la population sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du territoire du Pays d'Aix : www.ampmetropole.fr et www.paysdaix.fr

- Mise en œuvre de la concertation

A partir du lundi 11 mars 2019 et jusqu'au 12 avril 2019 inclus, un dossier intégrant les éléments d'information sur le projet ainsi qu'un registre destiné à recueillir les observations du public ont été mis à disposition du public en Mairie annexe du Pont de l'Arc (5 Route des Milles - Place Sextia Conca, 13090 Aix-en-Provence), aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux.

Une information de la population a été effectuée par voie de presse. Un avis est ainsi paru le 05 mars 2019 dans le quotidien « La Provence » toutes éditions Bouches-du-Rhône.

Une information de la population a également été effectuée sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire du Pays d'Aix (www.ampmetropole.fr et www.paysdaix.fr) à compter du 1^{er} Mars 2019.

La concertation a été organisée conformément à la délibération TRA 005-5366/19/BM.

- Bilan

Le registre a permis de recueillir 17 observations écrites :

En général, l'intérêt du projet est évident et il est demandé de poursuivre rapidement à la construction de l'ouvrage.

Un certain nombre de remarques relève le fait que le dossier était sommaire. La concertation préalable du public a eu lieu durant la phase d'élaboration du projet, à savoir à un moment où les études nécessaires à la réalisation du projet n'étaient pas encore réalisées. Le dialogue permet d'enrichir le projet d'aménagement par l'implication des riverains et des usagers du projet.

Au sujet de la circulation dans le quartier, il y a une crainte d'asphyxie du quartier du Pont de l'Arc. Il apparaît une demande de jalonnement clair pour éviter que ce nouvel itinéraire ne devienne préférentiel pour accéder au centre-ville. L'objectif est d'amener les usagers venant de la RD9 et de la RD8n vers le Krypton pour faciliter l'usage du P+R. La route qui connecte le pont vers les 2 routes départementales, le

chemin du Viaduc, ne fait pas partie du projet et sa largeur actuelle limitée ne favorise pas le trafic de transit. Le pont aide surtout à fluidifier le trafic local. La création d'un véritable bypass semble peu probable vue l'existence de la voie parallèle, chemin de l'Arc du Meyran. Ainsi, le profil du pont nécessaire à l'objectif unique de déserte de P+R est un double sens pour les véhicules légers pour permettre l'accès et le retour.

Quelques remarques soulèvent la nécessité de garder et développer les liens des modes doux. Le franchissement piéton de l'Arc via « la surverse » était toléré mais est actuellement interdit. Le pont permet de relier des cheminements des modes doux entre le nord et le sud confortablement. Ceci est aussi intéressant pour le fonctionnement entre le futur Campus universitaire d'économie de La Pauliane et les facultés de sciences de lettres et de droit situés sur l'avenue Schuman. Ainsi, l'ouvrage prévu permettra de maintenir la continuité du cheminement piéton le long de l'Arc.

Il est demandé de porter une attention particulière lors du chantier à la sauvegarde de l'environnement. Ce principe sera appliqué en phase travaux et en phase exploitation ; Le terrain municipal en face du CREPS pourrait être réhabilité en parc urbain afin de permettre la création d'une liaison verte vers la promenade des bords de l'Arc. Cette proposition d'aménagement peut être opportune, elle n'est toutefois pas comprise dans le périmètre du présent projet.

La concertation sur le projet de liaison entre le Chemin de la Guiramide et le Parking Relais Krypton - Pont sur l'Arc – n'a pas fait ressortir d'opposition au projet. Aucun argument soulevé ne permet de remettre en cause ce projet ; son utilité est même confirmée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L103-2 et R103-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération n° TRA 005-5366/19/BM du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 approuvant les modalités de concertation préalable du public en vue de la réalisation de ce projet ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique:

Est approuvé le bilan de la concertation publique réalisée dans le cadre du projet pont de la Guiramide - liaison entre le Chemin de la Guiramide et le parking relais Krypton à Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-6781/19/CM

■ Présentation du rapport annuel d'activités 2018 du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs Aix en Bus MET 19/12249/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N°2011A121, le Conseil de Communauté du 13 juillet 2011 a approuvé le choix de l'entreprise KEOLIS, le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes, relatifs à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs du Réseau Aix en Bus pour une durée de huit ans.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2018 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N°2011A121 du Conseil de Communauté du 13 juillet 2011 approuvant le choix de l'entreprise KEOLIS, le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2012A092 du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012 de présentation du rapport annuel 2011 du délégataire;
- La délibération N°2012A094 du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2013A048 du Conseil de Communauté du 28 mars 2013 approuvant l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2014A179 du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013 approuvant l'avenant n°3 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2013A178 du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013 approuvant le protocole transactionnel relatif au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2014A148 du Conseil de Communauté du 3 juillet 2014 approuvant l'avenant n°4 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°2015A009 du Conseil de Communauté du 19 février 2015 approuvant l'avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;

- La délibération N°2015A138 du Conseil de Communauté du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°TRA006-602/16/CM du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°7 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°TRA015-2071/17/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2017 approuvant l'avenant n°8 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N°TRA009-2748/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°9 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N° TRA 010-3634/18/CM du 22 mars 2018 approuvant l'avenant n°10 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La délibération N° TRA 013-4155/18/CM du 28 juin 2018 présentant le rapport d'activité annuel 2017 du délégataire;
- La délibération N° TRA 019-4614/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°11 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2018 jointe en annexe ;
- Le Procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 septembre 2019.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2018 a été remis par la Société Keolis Pays d'Aix

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2018, remis par la Société Keolis Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-6782/19/CM

■ Présentation du rapport annuel d'activités du groupement SPL Façonéo-RTM pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs Lignes de l'Agglo MET 19/12180/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N° TRA 008-2332-17 du Conseil Métropolitain en date du 13 juillet 2017 a été approuvé le choix de confier à la SPL FACONEO Mobilité associée à la Régie des Transports Métropolitains, le Contrat d'Obligation de Service Public relatif à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour une durée de 4 ans et 4 mois.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2018 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N°TRA 008-2332-17 du Conseil Métropolitain en date du 13 juillet 2017 approuvant le choix de confier au groupement Façonéo RTM, le Contrat d'Obligation de Service Public relatif à l'exploitation du service public de transport

urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour une durée de 4 ans et 4 mois ;

- La délibération N°TRA 014-3252-17-CM du 14 décembre 2017, relative à l'approbation de l'avenant n°1 au Contrat OSP relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération N°TRA 027-5117/18/CM du 13 décembre 2018, relative à l'approbation de l'avenant n°2 au Contrat OSP relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2018, jointe en annexe ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire du contrat OSP, pour l'année 2018, a été remis par le Groupement SPL FACONEO – RTM,

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2018, remis par le Groupement SPL FACONEO – RTM

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-6783/19/CM

■ Présentation du rapport annuel d'activités 2018 du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille-Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang MET 19/12250/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant le transport et la mobilité.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du SMITEEB à compter du 31 mars 2016 et transfert des biens, droits et obligations du SMITEEB à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Comité syndical du 20 décembre 2012 n° 595 portant choix du délégataire et autorisation du Président à signer la convention de délégation de service public relative à l'exploitation du réseau de transport « Les Bus de l'Etang » ;
- La délibération du Comité syndical du 20 décembre 2013 n° 647 approuvant l'avenant n°1 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1er septembre 2013 ;
- La délibération du Comité syndical du 26 février 2015 n° 735 approuvant l'avenant n°2 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1er septembre 2014 ;
- La délibération du Comité syndical du 14 décembre 2015 n° 774 approuvant l'avenant n°3 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1er janvier 2015 ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°4 à la

DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1er septembre 2016 ;

- La délibération du Conseil Métropolitain du 18 mai 2017 approuvant l'avenant n°5 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au cours de l'année 2017 ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°6 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au cours de l'année 2017 ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n° 7 à la DSP portant sur l'incidence de la mise en place du pass métropolitain scolaire sur les recettes du délégataire ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2018 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2018 a été remis par la Société Autobus de l'Etang.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2018, remis par la Société Autobus de l'Etang.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-6784/19/CM

■ Bilan des acquisitions et des cessions opérées par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur au titre de l'année 2018 pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/11947/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence créée le 1^{er} janvier 2016 regroupe 92 communes pour une population d'un million huit cent cinquante mille habitants, sur un territoire de plus de 315 000 hectares.

Conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière de développement et d'aménagement économique et en matière de politique locale de l'habitat.

Néanmoins, la mise œuvre de ces compétences a nécessité de conclure un partenariat de niveau métropolitain avec l'EPF PACA afin de créer les conditions pour définir une stratégie foncière anticipatrice et transversale à même de traduire en actions foncières les objectifs de développement en matière d'habitat, en lien avec le programme local de l'habitat (PLH), en matière d'économie, en lien avec le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique (DOFIE) mais, également, s'agissant de la valorisation foncière autour des pôles Gare.

La Métropole doit accompagner la dynamique des Territoires et des communes qui sont confrontés à une insuffisance de logements en quantité pour répondre à la demande et en qualité pour assurer les parcours résidentiels des ménages.

Ce partenariat fait l'objet de plusieurs conventions, en phase anticipation-impulsion ou impulsion-réalisation qui concourent à la réalisation des projets urbains à vocation d'habitat d'économie ou mixtes parmi lesquelles certaines donnent lieu à un stock foncier par l'EPF PACA.

Territoire de Marseille Provence

Commune de Marseille

- La convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a depuis fait l'objet de deux avenants approuvés respectivement les 19 octobre 2017 et 18 mai 2018.
- La convention d'intervention foncière sur le site Château-Gombert II, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, et l'EPF PACA approuvée par

délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

- La convention d'intervention foncière sur le site de la gare d'Arenc conclue entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'EPF PACA.
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre Grand Centre-Ville conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a fait l'objet de deux avenants approuvés respectivement les 28 juin 2018 et 26 février 2019.
- La convention quadripartite d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension de l'OIN Euroméditerranée, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM), la Ville de Marseille et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018.

Commune d'Allauch

- La convention d'intervention foncière sur le site des Embucs conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune d'Allauch et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a fait l'objet, d'un avenant approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Commune de La Ciotat

- La convention d'intervention foncière sur le périmètre du Centre Ancien de La Ciotat approuvée par délibération du Conseil de la CUMPM du 20 novembre 2015. Cette convention a fait l'objet d'un avenant approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017.

Pour le territoire de Marseille Provence, le montant des acquisitions opérées par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 61 846 870,25 euros.

Territoire du Pays d'Aix

Commune des Pennes Mirabeau

- La convention d'intervention foncière sur le site des Palières II conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes Mirabeau et l'EPF PACA approuvée

par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

- La convention d'intervention foncière sur le site Quartier de la Gare à Plan de Campagne conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes Mirabeau et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017.

Commune de Simiane-Collongue

- La convention d'intervention foncière sur le site Centre village conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Simiane-Collongue et l'EPF PACA.

Commune de Pertuis

- La convention d'intervention foncière sur le site Entrée de ville – Route de Villelaure conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.
- La convention d'anticipation foncière sur le site Jas de Beaumont Nord conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA., approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site ZAC du Jas de Beaumont conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA.
- La convention d'intervention foncière sur le secteur d'extension de la ZAE de Pertuis conclue entre la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la commune de Pertuis et l'EPF PACA.

Commune de Bouc-Bel-Air

- La convention d'intervention foncière sur le site Bel Ombre conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Bouc-Bel-Air et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

Commune de Venelles

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site Font Trompette conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelles et l'EPF PACA

- La convention cadre d'anticipation et d'impulsion foncière entre la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

- La convention d'anticipation foncière sur le site les Logissons 2 conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelle et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Commune de Vitrolles

- La convention d'intervention foncière sur le site des Aymards-Couperigne-Estroublancs conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Vitrolles et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

Pour le territoire du Pays d'Aix, le montant des acquisitions opérées par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 50 755 031,15 euros.

Territoire du Pays Salonais

Commune de Pelissanne

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Cassades et de l'Ensoleillée conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pelissanne et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Commune de Lançon-de-Provence

- La convention d'anticipation foncière sur le site des Sardenas conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Lançon-de-Provence et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Pour le territoire du Pays Salonais le montant des acquisitions opérées par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 5 378 980,14 euros.

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Commune d'Aubagne

- La convention d'intervention foncière sur le périmètre du Centre Ville Gare d'Aubagne conclue entre la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, la Commune d'Aubagne et l'EPF PACA approuvée par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du 6 juillet 2015.

Commune de la Bouilladisse

- La convention opérationnelle sur le site de la Chapelle dont l'avenant n° 3 a été approuvé par délibération du Bureau de la Métropole le 14 décembre 2017.

Pour le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le montant des acquisitions opérées par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 6 149 265,12 euros.

Territoire du Pays d'Istres Ouest Provence

Commune de Miramas

- La convention d'intervention foncière en développement économique sur le site les Molières conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018.
- La convention d'intervention foncière sur le site Pôle et secteurs connexes d'aménagement conclue entre la Métropole AMP, la commune de Miramas et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017. Cette convention a fait l'objet d'un avenant approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018.

Pour le territoire du Pays d'Istres Ouest Provence, le montant des acquisitions opérées par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 4 003 849,48 euros.

- La convention Habitat à caractère multi-sites conclue entre MPM et l'EPF approuvée par délibération du Conseil de Communauté du 28 Juin 2013, en vue de l'adhésion au dispositif des communes, dans le cadre de la mise en œuvre du PLH et poursuivant un objectif de production de logements en mixité sociale sur des sites ciblés. Cette convention a été élargie à l'ensemble du territoire métropolitain par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, et a pris le relai des dispositifs conventionnels multi-sites habitat conclus antérieurement à l'échelle de certains territoires.

Pour le territoire métropolitain le montant des acquisitions opérées par l'EPF PACA en application de la convention susvisée s'élève à 42 444 972,78 euros.

En application de l'article L 5211-37 du Code Général de Collectivités Territoriale et par souci de transparence et d'information aux élus, il y a lieu de porter à connaissance le bilan 2018 de l'action de l'EPF PACA avec un récapitulatif du stock qu'il détient

en application des conventions susvisées, afin de suivre périodiquement l'avancement des opérations qu'il réalise pour le compte de la Métropole

Ainsi, le bilan porte 170 578 968,92 euros le montant des acquisitions opérées par l'EPF pour le compte de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provision pour risques ;
- La délibération du 11 mars 2019 du Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération n° FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La liste des biens en stock détenus par l'EPF PACA au 31 décembre 2018 ;
- L'état du montant des dépenses en stock au 31 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le partenariat conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA fait l'objet de plusieurs conventions, en phase anticipation-impulsion ou impulsion-réalisation parmi lesquelles certaines donnent lieu à un stock foncier détenu par l'EPF PACA ;
- Qu'il y a lieu de prendre connaissance du bilan 2018 de l'action de l'EPF PACA, avec un récapitulatif du stock qu'il détient en application des conventions susvisées, et des montants correspondants afin de suivre périodiquement l'avancement des opérations

qu'il réalise pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du bilan annuel, ci-annexé pour 2018 des acquisitions réalisées par l'EPF PACA dans le cadre des conventions conclues avec la Métropole sur des secteurs à enjeux, lequel porte à 170 578 968,92 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-6785/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Requalification des espaces publics et privés de la Zone Industrielle des Paluds à Aubagne" MET 19/12102/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Zone Industrielle des Paluds, située sur la ville d'Aubagne est un site productif majeur de l'est métropolitain qui accueille 600 entreprises sur 125 ha et génère plus de 7000 emplois.

La zone des Paluds est ainsi le principal site industriel ayant un positionnement généraliste à l'Est de Marseille et du territoire métropolitain. Elle dispose de nombreux atouts : liaisons autoroutières optimales, transports en commun gratuits, services...Fort de cette situation, la Zone Industrielle des Paluds a vocation à évoluer pour perpétuer son succès mais surtout permettre le développement des activités existantes et créer de nouveaux emplois. Plus largement, cette évolution attendue permettra de répondre aux besoins des entreprises en termes d'image et de valeur ajoutée.

Bien qu'encore très attractive, l'obsolescence de ses équipements, la non disponibilité foncière et les dérives commerciales des espaces mitoyens ainsi que la paupérisation de certaines activités font peser un risque de déclin de la zone. Le départ des entreprises à haute valeur ajoutée qui ne peuvent parfois pas disposer des capacités sur place pour se développer conduit également à un déclin potentiel du site.

De plus, le Plan de Prévision des Risques d'Inondation de l'Huveaune (PPRIH) approuvé par arrêté préfectoral du 24 février 2017, vient encadrer fortement les possibilités de densification de la zone.

La nécessité d'investir et de requalifier ces espaces est donc manifestée et portée par la Métropole et le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. L'objectif est de positionner la Zone Industrielle des

Paluds comme un site productif de référence dans la Métropole et dans la Région Sud.

Une démarche globale de requalification de la zone a été lancée dès 2012 dénommée « les nouveaux Paluds », elle fixe comme objectifs :

- Atteindre 65 salariés/ha soit une progression de 800/900 emplois nouveaux,
- Conforter et pérenniser le caractère d'économie productive,
- Redonner une image qualitative du site,
- Régler les dysfonctionnements liés aux incompatibilités d'usage : commerce, stationnement, déplacements,
- Améliorer le niveau d'équipements et de services,
- Satisfaire aux demandes d'extension et de développement.

Le projet de mise en service à horizon 2021 d'un bus à haut niveau de service, le Chronobus, pour desservir la Zone Industrielle et la relier à la gare d'Aubagne va également modifier profondément le site et l'organisation des mobilités, du stationnement et du fonctionnement plus général de la Zone Industrielle des Paluds.

Enfin, le récent travail des Ateliers de Territoires, menés à l'initiative de l'Etat, a porté sur la question de la désimperméabilisation de la zone et a permis de démontrer qu'une gestion alternative des eaux de pluie était envisageable sur le site.

Afin de poursuivre et d'approfondir ces études et de définir une programmation des travaux à envisager sur la Zone Industrielle, il est proposé de créer une opération d'investissement n° 2019 40 07 00

« Requalification des espaces publics et privés de la Zone Industrielle des Paluds » pour un montant de 2 000 000 euros TTC, inscrite au budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 034 BP du programme 03.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 2 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019 40 07 00. « Requalification des espaces publics et privés de la Zone Industrielle des Paluds » pour un montant de 2 000 000 euros TTC rattachée au programme 034 BP code 03.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 4581194007.

L'échéancier prévisionnel des paiements s'établit comme suit :

CP 2020 : 100 000 euros TTC
 CP 2021 : 200 000 euros TTC
 CP 2022 : 1 700 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-6786/19/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement " Concession Capelette-ZAC Capelette et Ferrie - Marseille" MET 19/11882/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La concession Capelette dont la convention de concession approuvée par délibération n°96/450/EUGE du 22 juillet 1996 par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a connu de nombreuses modifications depuis sa création.

Le conseil métropolitain du 20 juin 2019 approuvant le CRAC 2018 de la concession prévoit une augmentation de la participation du concédant de 2 600 000 euros. Cette augmentation est due à :

- La diminution du montant des cessions (suppression de la cession à la Ville de Marseille du foncier nécessaire pour la réalisation du Parc Bonnefoy, suppression de la constructibilité de l'îlot fonderie, suppression de la constructibilité de l'îlot 12 afin de réaliser un groupe scolaire...)
- Ainsi que la diminution des remboursements de frais de dépollution sur le site pôle de loisirs

L'opération d'investissement n°2015121000 inscrite au budget pour un montant de 29 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, a été révisée à hauteur de 2 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 31 600 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'investissement n°2015121000, a été révisée à hauteur de 2 600 000 euros TTC ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 2 600 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015121000 «Concession Capelette – ZAC Capelette et Ferrie - Marseille», rattachée au programme 06 « Urbanisme et Foncier », code AP 151064BP, pour un montant de 2 600 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 31 600 000 euros TTC.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté antérieur :	11 002 525.35 euros TTC
Année 2019 :	6 080 600 euros TTC
Année 2020 :	6 280 000 euros TTC
Années suivantes :	8 236 874.65 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-6787/19/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "ZAC Vallon de Regny - Marseille" MET 19/11883/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, la ZAC de Vallon de Regny couvre un territoire d'environ 34 hectares. Elle a pour ambition de créer un nouveau quartier d'habitat mixte et de constituer un cœur de quartier qui bénéficiera de la finalisation prochaine des travaux d'aménagement du Boulevard Urbain Sud.

Cette opération fait l'objet d'une concession d'aménagement confiée à SOLEAM.

La délibération n°URB 025-6447/19/CM approuvée par le Conseil de Métropole du 20 juin 2019, a approuvée notamment le compte rendu annuel à la collectivité relatif à cette ZAC au 31 décembre 2018

intégrant une augmentation de la participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur.

Cette augmentation est due à une réévaluation du coût des travaux de voirie.

L'opération d'investissement n°2015120100 inscrite au budget pour un montant de 4 600 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, a été révisée à hauteur de 750 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 5 350 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'investissement n°2015120100, a été révisée à hauteur de 750 000 euros TTC ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 750 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120100 «ZAC Vallon de Régný », rattachée au programme 06 « Urbanisme et Foncier », code AP 151064BP, pour un montant de 750 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 5 350 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté antérieur :	325 979 euros TTC
Année 2019 :	400 000 euros TTC
Année 2020 :	819 400 euros TTC
Années suivantes :	3 804 621 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-6788/19/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Aménagement Malpassé - Marseille" MET 19/11885/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de renouvellement urbain Malpassé doit permettre la mutation d'un quartier déconnecté des pôles d'attractivité, comptant un vaste patrimoine foncier public ou parapublic non exploité, constituant presque exclusivement un secteur d'habitat social vétuste.

Le PRU a pour objectif d'accompagner la mutation en accélérant la réhabilitation ou la rénovation du bâti, en apportant une offre diversifiée de logements et d'activités, en rénovant les espaces publics et privés et en créant des connexions vers les pôles d'attractivité de l'agglomération.

Dans ce cadre, la concession du Vallon de Malpassé vise, sur une surface d'environ 3 hectares, à reconstruire des logements neufs dans toute une gamme résidentielle et à réaliser des aménagements publics.

Le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2018 approuvé par le Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuve une augmentation de la participation de la collectivité à l'équilibre du bilan.

Cette évolution s'explique principalement par des pertes des recettes prévisionnelles attendues sur

plusieurs projets immobiliers à commercialiser et par la baisse du montant de la subvention ANRU du fait des retards des opérations.

Cette perte est estimée à 2 566 753 euros et génère une participation de 7 543 160 euros, en augmentation de 2 341 037 euros.

L'opération d'investissement n°2015120600 inscrite au budget pour un montant de 4 300 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, a été révisée à hauteur de 3 300 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 600 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'investissement n°2015120600, a été révisée à hauteur de 3 300 000 euros TTC ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 3 300 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120600 «Aménagement Malpassé », rattachée au programme 06 « Urbanisme et Foncier », code AP 151064BP, pour un montant de 3 300 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 600 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté antérieur :	2 117 583 euros TTC
Année 2019 :	630 000 euros TTC
Année 2020 :	1 000 000 euros TTC
Années suivantes :	3 852 417 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-6789/19/CM

■ **Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aménagement Savine - Marseille"**
MET 19/11887/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2018 approuvé par le Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuve une participation de la Métropole :

- d'un montant de 9 056 109 euros TTC de participation aux équipements publics, montant inchangé, par rapport au bilan financier prévisionnel établi au 31/12/2017,
- d'un montant de 3 646 590 euros TTC à l'équilibre du bilan en augmentation de 2 145 688 euros TTC par rapport au bilan financier prévisionnel établi au 31/12/2017.

Cette augmentation se justifie par la prise en compte de travaux imprévus tels que des dévoiements de réseaux, par la réévaluation des travaux en phase études (AVP et PRO) et en phase exécution (résultat des appels d'offres) en lien avec la complexité de cette opération (un site contraint, de nombreux chantiers de constructions en simultanée). La complexité des missions de l'aménageur a également conduit à une réévaluation de sa rémunération.

Sur ce montant total de participation de 12 702 699 euros, 2 400 000 euros ont été payés en 2016 par la Métropole au titre d'une autre opération d'investissement.

L'opération d'investissement n°2015120700 inscrite au budget pour un montant de 9 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, a été révisée à hauteur de 1 400 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 10 400 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'investissement n°2015120700, a été révisée à hauteur de 1 400 000 euros TTC ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 1 400 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120700 «Aménagement Savine - Marseille », rattachée au programme 06 « Urbanisme et Foncier », code AP 151064BP, pour un montant de 1 400 000 euros TTC

portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 10 400 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'est établi comme suit :

Mandaté antérieur :	2 200 000 euros TTC
Année 2019 :	3 540 000 euros TTC
Année 2020 :	2 450 000 euros TTC
Années suivantes :	2 210 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-6790/19/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "ZAC des Hauts de Sainte Marthe - Marseille"

MET 19/11889/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La participation à l'équilibre du bilan établi au compte rendu annuel à la collectivité du 31 décembre 2018 s'élève à 45 804 755 euros, soit une augmentation de 558 404 euros par rapport au dernier bilan approuvé : une part a déjà été versée à l'aménageur par la Ville de Marseille alors concédante, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

La participation à l'équilibre à verser par la Métropole s'élève à 30 304 755 euros. L'augmentation de la participation est expliquée par la variation des budgets suivants :

- En dépense, l'augmentation du poste acquisitions (+1,5 million d'euros TTC) et la baisse des dépenses d'aléas de 0,25 million d'euros TTC,
- En recettes, l'augmentation du poste participations constructeurs (+1,2 million d'euros TTC) et une diminution du poste de cessions de charges foncières (-543 746 euros TTC),

A la participation d'équilibre s'ajoute le financement par la Métropole des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération qui s'élève à 4 516 140 euros TTC.

L'opération d'investissement n°2015119400 inscrite au budget pour un montant de 31 100 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, a été révisée à hauteur de 3 800 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 34 900 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'investissement n°2015119400, a été révisée à hauteur de 3 800 000 euros TTC ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 3 800 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119400 «ZAC des Hauts de Sainte Marthe - Marseille», rattachée au programme 06 « Urbanisme et Foncier », code AP 151064BP, pour un montant de 3 800 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 34 900 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Mandaté antérieur :	9 000 000 euros TTC
Année 2019 :	3 000 000 euros TTC
Année 2020 :	5 935 000 euros TTC
Années suivantes :	16 965 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-6791/19/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "ZAC Château Gombert - Marseille" MET 19/11890/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2018 approuvé par le Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuve une participation de la Métropole d'un montant de 11 465 008 euros TTC à l'équilibre du bilan en augmentation de 4 223 927 euros TTC par rapport au bilan financier prévisionnel établi au 31 décembre 2017.

Cette hausse se justifie par :

Une augmentation des dépenses à terme de 6 316 755 euros TTC due principalement à :

- une forte hausse du budget «Travaux» (+5 306 243 euros) s'expliquant par l'introduction des nouveaux postes « reprise de la rue Paul Langevin » (+3 700 000 euros) et « équipement innovant - requalification du Technopôle » (+1 440 000 euros TTC), ainsi que par l'augmentation corollaire des honoraires techniques (+414 377 euros TTC).
- une hausse du budget « Foncier » (+1 489 294 euros) consécutive à une réévaluation du prix d'achat des 16 200 m² de terrains du Département des Bouches du Rhône (+1 167 600 euros),
- une hausse du budget « Rémunération » (+339 824 euros) qui découle essentiellement de l'augmentation du poste Rémunération sur Dépenses (+299 332 euros)

Cette augmentation des dépenses est partiellement compensée par :

- une subvention CRET de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur à hauteur 1 500 000 euros participant au financement du volet innovation de l'opération de requalification des espaces extérieurs du cœur de technopôle,
- une augmentation des recettes de cession et

divers (592 828 euros environ)

L'opération d'investissement n°2015119500 inscrite au budget pour un montant de 7 300 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, a été révisée à hauteur de 4 200 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 11 500 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'investissement n°2015119500, a été révisée à hauteur de 4 200 000 euros TTC ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 4 200 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119500 «ZAC Château Gombert - Marseille», rattachée au programme 06 « Urbanisme et Foncier », code AP 151064BP, pour un montant de 4 200 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 11 500 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'est établi comme suit :

Année 2022 : 11 500 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-6792/19/CM

■ Délégation du Droit de Prémption Urbain et du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille - Abrogation de la délibération URB 0024-2782/17/CM du 19 octobre 2017

MET 19/11919/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.211-2 2ième alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de Plan Local d'Urbanisme.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

Il a été pris acte que les délibérations prises par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avant le 31 décembre 2015, fixant les conditions d'exercice du Droit de Prémption Urbain sur chaque commune de son territoire, sont applicables de plein droit.

Concernant le territoire de la Ville de Marseille, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 19 octobre 2017 pour réviser l'exercice et les délégations sur ces droits de prémption urbain et droit de prémption urbain renforcé, afin de tenir compte des évolutions professionnelles et procédurales.

Par délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré pour déléguer des compétences au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence et notamment en matière d'aménagement, d'urbanisme et de territoire : « *d'instaurer et définir le périmètre de droit de prémption et droits de préemptions renforcés,* ».

Par délibération n° _____, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré en vue de redéfinir les périmètres de Droit de Prémption et Droit de Prémption Renforcé afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites sur le territoire marseillais.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence demeure compétent pour déléguer à des tiers, ou autoriser sa Présidente à déléguer à des tiers, l'exercice des droits de prémption urbain et droits de prémption urbain renforcés sur le territoire de la ville de Marseille.

Il convient à nouveau, compte tenu des modifications et suppressions des périmètres d'intervention, de redéfinir les délégations aux tiers afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites sur le territoire marseillais.

Il s'agit :

- 1- De supprimer des périmètres de Droit de Prémption Urbain et de Droit de Prémption Urbain Renforcé (DPUR)
- 2- De maintenir, d'actualiser et de créer des périmètres de droit de prémption urbain renforcé (DPUR), notamment :

A ce titre, une nouvelle convention d'intervention foncière entre l'EPF PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée a été présentée au Bureau communautaire de mai 2019 sur le site Hoche Versailles et Pottier Fourcroy. Ces périmètres faisant parties du périmètre « Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD joliette, Ex ZAD St Charles » dont la délégation globale a été confiée à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, il a été convenu entre les parties que le droit de prémption urbain renforcé sur les sous-périmètres Hoche Versailles et Pottier Fourcroy sera délégué à l'EPF PACA et le droit de prémption urbain renforcé sur le périmètre Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD joliette, Ex ZAD St Charles sera délégué à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée

excepté les sous-périmètres Hoche Versailles et Pottier Fourcroy.

- 3 Afin de mettre en cohérence avec la présente délibération la délégation générale dont bénéficie La Présidente de la Métropole en matière de délégation aux tiers de l'exercice du droit de préemption et d'éviter tout empiètement avec les délégations consenties au titre du présent rapport, il est proposé de modifier le point 11 de la délibération du Conseil de la Métropole de délégation Mission foncières en date du 30 juin 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de prendre en compte les nouveaux paramètres impactant les périmètres de Droit de Préemption Urbain et

de Droit de Préemption Urbain Renforcé et de redéfinir les délégations y afférentes.

Délibère

Article 1 :

La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 est abrogée.

Article 2 :

Sont supprimées les délégations du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) :

- à la SPL SOLEAM sur les périmètres suivants :

- Ilot Feraud-Pyat ;
- Ilot Bas industriels.

Article 3 :

Sont supprimées les délégations du Droit de Préemption Urbain (DPU) :

- à la SPL SOLEAM sur le périmètre suivant :

- ZAC de la Valentine - 11ème arrondissement.

- à l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le périmètre suivant :

- Ilot Flammarion - 4ème arrondissement.

Article 4 :

Sont maintenues et actualisées les délégations du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) :

- à la SPL SOLEAM sur les périmètres suivants :

- Centre Commercial les Cèdres - 13ème arrondissement - (plan 03 ci-annexé) ;
- RHI Saint-Mauront Gaillard - 3ème arrondissement - (plan 04 ci-annexé) ;
- ZAC du Rouet - 8ème arrondissement - (plan 08 ci-annexé) ;
- Concession d'aménagement de la Capelette - 9ème et 10ème arrondissements - (plan 09 ci-annexé) ;
- Ilot Flammarion- 4^{ème} arrondissement – (plan 06 ci-annexé).

- à la SEM Marseille Habitat sur le périmètre suivant :

- Parc Kallisté - 15ème arrondissement - (plan 10 ci-annexé).

- à la Société Urbanis Aménagement sur le périmètre suivant :

- Le bâtiment G de la Résidence Le Mail - 14ème arrondissement - (plan 15 ci-annexé)

- à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée sur le périmètre suivant :

- Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD Joliette, Ex ZAD Saint Charles - 2ème et 3ème arrondissements - (plan 05 ci-annexé) excepté les sous- périmètres Ilot Hoche Versailles et Ilot Pottier Fourcroy,

Article 5 :

Est créée la délégation du droit de préemption urbain renforcé (DPUR) :

-à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur sur les périmètres suivants :

- Ilot Hoche Versailles (plan 05 ci-annexé)
- Ilot Pottier Fourcroy (plan 05Ci-annexé)

Article 6:

Sont maintenues et actualisées les délégations du Droit de Préemption Urbain (DPU) :

- à la SPL SOLEAM pour les ZAC suivantes :

- ZAC de Saumaty Séon - 16ème arrondissement - (plan 19 ci-annexé) ;
- ZAC des Hauts de Sainte Marthe - 14ème arrondissement - (plan 20 ci-annexé) ;
- ZAC du Pôle Technologique de Château-Gombert - 13ème arrondissement - (plan 21 ci-annexé) ;
- ZAC du Vallon de Régny - 9ème arrondissement - (plan 22 ci-annexé) ;
- ZAC de la Jarre - 9ème arrondissement - (plan 23 ci-annexé).

Article 7 :

Exceptés les périmètres visés aux articles 4, 5 et 6, Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la ville de Marseille.

Article 8 :

Le point 11 de l'article 1 de la délibération N° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016, dans sa rédaction issue de la délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 est modifié comme suit :

« - Prendre les décisions relatives aux mises en demeure d'acquérir dans le cadre de la mise en œuvre du droit de délaissement prévu aux articles L230-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

- Signer tous les procès-verbaux de transferts des biens appartenant aux anciens établissements publics de coopération intercommunales et aux communes membres, transférés à la métropole en application des art L 5211--41-3 et L 5217-5 du CGCT. Signer tous

documents inhérents aux transferts à intervenir conformément aux articles L 1311-13 et L 1311-14 du CGCT.

- Exercer au nom de la Métropole, sur la totalité du territoire Métropolitain et hors le cas où la Métropole a préalablement délégué ce droit à un tiers, les droits de préemption urbain et droits de préemption urbain renforcés, qu'elle en soit titulaire ou délégataire, à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé

- Déléguer à tout tiers visé à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, au nom de la Métropole, les droits de préemption urbain et droits de préemption urbain renforcés, à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé sur le Territoire de la Métropole à l'exclusion de celui de la commune de Marseille. Le Conseil de la Métropole demeure en conséquence seul compétent pour déléguer à des tiers, ou autoriser son Président à déléguer à des tiers, l'exercice des droits de préemption urbain et droits de préemption urbain renforcés sur le Territoire de la commune de Marseille. »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-6793/19/CM

■ Instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur la commune d'Auriol MET 19/12046/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des Métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L.211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que « la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, [...] en matière de plan local d'urbanisme, emporte leur compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain ».

Par délibération n° URB 039-4657/18/CM du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a instauré un Droit de Préemption Urbain simple sur l'ensemble des zones urbaines et à

urbaniser du Plan Local d'Urbanisme en vigueur sur la Commune d'Auriol.

Toutefois, l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme prévoit que ne sont pas applicables au Droit de Prémption Urbain simple les cas suivants :

- L'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans les cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai ;
- La cession de parts ou d'actions de sociétés visées aux titres II et III de la loi n°71-579 du 16 juillet 1971 et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
- L'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

Le même article prévoit que la Collectivité, par délibération motivée, peut décider d'appliquer ce droit de préemption aux aliénations et cessions mentionnées au présent article sur la totalité ou certaines parties du territoire soumis à ce droit.

Il s'agit dans ce cas d'un Droit de Prémption Urbain Renforcé.

Ainsi, il convient que ce droit de préemption simple soit complété par un Droit de Prémption Urbain Renforcé sur l'ensemble des zones Urbaines (zones U) et à urbaniser (Zone AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur sur la commune d'Auriol. Ceci pour les raisons suivantes :

- Le Droit de Prémption Urbain Renforcé est exercé en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs, de lutter contre l'insalubrité, ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation des dites opérations. Dans ce cadre et dans un objectif de mixité sociale, d'équilibre entre les

différentes fonctions urbaines et de développement des logements sociaux la Métropole, ou la Commune s'il lui est délégué l'exercice du droit de préemption, peut être intéressée par l'acquisition de lots en copropriétés.

- Le Centre Urbain ancien, typiquement provençal d'AURIOL, est constitué d'immeubles en plusieurs lots et copropriété pour lesquelles une intervention foncière de la Collectivité est grandement facilitée et efficace avec un DPUR. Il en va de même pour de plus en plus de maisons individuelles en zones U et AU qui font l'objet de division en plusieurs appartements.

Cette disposition permettra d'atteindre les objectifs envisagés lors de l'élaboration du projet de PLH, à savoir 3 logements par an en reconquête de logement vacant et 3 logements par an en matière d'acquisition amélioration.

De plus, dans un contexte de lutte contre l'habitat indigne et « les passoires thermiques » dans les centres anciens, comme dans des zones pavillonnaires vieillissantes, et de plus en plus fréquemment divisées en lots, la mise en place d'un DPUR fournit un outil supplémentaire d'intervention pour la Métropole.

- Par ailleurs, le territoire de la Commune propose, au regard des contraintes liées aux risques naturels très peu de foncier disponible. Pouvoir connaître et maîtriser l'ensemble des transactions et intervenir sur l'ensemble des échelles du foncier du territoire communal devient alors nécessaire pour en maîtriser le développement attendu par les documents de planification. Cette disposition n'est possible qu'au travers d'un DPUR et en justifie l'instauration.
- L'évolution du marché immobilier sur la commune d'Auriol au cours des dernières années a profondément modifié la physionomie de celle-ci ainsi que les logiques d'aménagement qui prévalaient jusqu'alors. Dès lors, des immeubles construits depuis moins de 4 ans peuvent représenter pour la commune des opportunités en matière d'aménagement équilibré de l'espace et de mixité sociale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal d'Auriol du 20 février 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme, modifié par délibérations le 29 juin 2015 et le 10 juillet 2017 ;
- La délibération URB 039-4657/18/CM du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018 instaurant le Droit de Préemption Urbain sur la Commune d'Auriol ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain ;
- Que la commune d'Auriol a demandé l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur les zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme en vigueur sur son territoire pour les raisons sus-exposées.

Délibère

Article 1 :

Est instauré un Droit de Préemption Urbain Renforcé à l'égard de la totalité des typologies de biens mentionnés par l'article L 211- 4 du Code de l'Urbanisme et sur l'ensemble des zones Urbaines (U) et des zones à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur sur la commune d'Auriol (voir plan ci-joint) conformément à la motivation sus-exposée.

Article 2 :

Conformément à l'article R 211-2 du Code de l'Urbanisme le Droit de Préemption Urbain Renforcé entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie et d'une insertion dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 3 :

Conformément à l'article R 211- 3 du Code de l'Urbanisme la Présidente de l'établissement public de coopération intercommunale compétent adresse sans délai au directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près les tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux copie des actes ayant pour effet d'instituer ou de supprimer le droit de préemption urbain ou d'en modifier le champ d'application. Cette copie est accompagnée, s'il y a lieu, d'un plan précisant le champ d'application du droit de préemption urbain.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à déléguer ponctuellement le Droit de Préemption Urbain Renforcé à la commune d'Auriol sur son territoire, en application de l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé, dès lors que l'acquisition dudit bien entre dans le champ de compétence de la commune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-6794/19/CM

■ Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône

MET 19/12211/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires, dont le territoire Istres-Ouest Provence.

Quand la commune est membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU, la délibération instaurant un régime d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation et des conditions de délivrance, doit être votée par le Conseil de la Métropole (art. L.

631-7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation - CCH).

Cette délibération doit permettre de fixer les « conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations [...] au regard des objectifs de mixité sociale, en fonction notamment des caractéristiques des marchés de locaux d'habitation et de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements » (art. L. 631-7-1 du CCH).

Conformément aux dispositions de l'article L. 631-9 du CCH, il appartient aux Maires des communes autres que celles mentionnées au premier alinéa de l'article L. 631-7, de solliciter Monsieur le Préfet lui demandant de rendre applicable les dispositions prévues par l'article L. 631-7, à savoir instaurer une autorisation préalable de changement d'usage. Aussi, le maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône, par lettre du 9 janvier 2018, a formulé une telle demande.

En effet, Port-Saint-Louis-du-Rhône est une commune qui connaît un développement touristique notable. Idéalement située à l'embouchure du Grand Rhône, entre le fleuve et la mer, elle constitue l'une des trois portes d'entrée de la Camargue sauvage. Les aménagements du littoral, notamment sur la plage Napoléon, le développement de sports de glisse et d'eau sont autant d'atouts qui participent à cette attractivité. La plaisance et le nautisme sont en plein essor grâce à des infrastructures de qualité qui permettent d'accueillir des navigateurs du monde entier.

Avec la reconquête de son port central et l'originalité de son projet urbain, Port-Saint-Louis-du-Rhône crée de nouveaux espaces de vie séduisants qui favorisent une transformation des locaux à usage d'habitation principale ou secondaire en offre d'hébergements saisonniers, notamment grâce à la multiplication des plateformes numériques permettant une commercialisation aisée et non encadrée de l'offre.

Cette situation génère non seulement une difficulté accrue d'accès au logement pour les habitants en limitant l'offre et en la ciblant sur une période, mais aussi une concurrence envers les acteurs professionnels de l'hébergement de tourisme qui supportent les charges réglementaires, sociales et fiscales.

Dans un contexte où, d'une part, l'intérêt public s'attache à préserver la fonction résidentielle, et où l'offre professionnelle a souvent de la difficulté à assurer un remplissage régulier, et tenant compte, d'autre part, d'un développement très rapide de la commercialisation sauvage d'hébergements modifiant un usage initial déclaré, il devient nécessaire pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône de pouvoir contrôler les changements d'usage des locaux d'habitation sur tout son territoire.

Ainsi, le Préfet a, par arrêté du 19 mars 2018, rendu applicables sur son territoire les dispositions des articles L. 631-7 et suivants du CCH.

Compte tenu de la situation créée par le développement incontrôlé des locations de meublés de tourisme, il est proposé, sur l'ensemble du territoire de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, de soumettre la location des locaux meublés destinés à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, à l'octroi préalable d'une autorisation de changement d'usage.

Cette procédure est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

Le loueur devra alors solliciter une autorisation préalable de changement d'usage auprès de la commune en application des articles L. 631-7, L. 631-7-1 et L. 631-7-1 A du CCH, dès la première nuitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9 ;
- Le Code du Tourisme et notamment ses articles L. 324-1-1, D. 324-1 et D. 324-1-1 ;
- La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique ;
- L'arrêté préfectoral du 19 mars 2018 portant application à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône des dispositions des articles L. 631-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Le courrier de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône du 11 octobre 2018 demandant l'instauration d'une autorisation préalable au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation ;

- Le Plan Local d'Urbanisme approuvé de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la location de meublés de tourisme et chambre d'hôtes pour de courtes durées à une clientèle de passage, connaît un essor notable, notamment grâce à la multiplication des plateformes numériques permettant une commercialisation aisée et non encadrée de l'offre ;
- Le contexte immobilier tendu où l'intérêt public s'attache à préserver la fonction résidentielle, et où l'offre professionnelle a souvent de la difficulté à assurer un remplissage régulier ;
- La nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, et de préserver la fonction résidentielle dans la commune, ainsi que sa mixité et son équilibre économique et social ;
- L'arrêté préfectoral du 19 mars 2018 portant application à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône des dispositions des articles L. 631-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Qu'il convient d'instaurer une procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation ainsi que l'équilibre entre habitat et activités.

Délibère

Article 1 :

Est instauré un régime temporaire d'autorisation préalable de changement d'usage de locaux d'habitation sur tout le territoire de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

Sont approuvés le règlement fixant les conditions de délivrance des autorisations préalables de changement d'usage pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ainsi que le formulaire de demande, ci-annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-6795/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval - Engagement de la procédure de modification n° 3
MET 19/11821/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval a été approuvé le 15 décembre 2011 et a fait l'objet de deux procédures de modifications validées en Conseil Municipal les 28 novembre 2013 et 2 décembre 2015.

Par courrier de la commune de Charleval du 17 juin 2019 puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et mettre à jour les articles du règlement du PLU conformément au Code de l'Urbanisme en vigueur mais aussi de revoir les dispositions réglementaires afin de faciliter leurs applications lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

La procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Charleval va permettre notamment de :

- Supprimer l'article 14 du règlement (Zones U et AU) ;
- Revoir l'emprise au sol en zone UC ;
- Réduire l'implantation par rapport aux voies (Article UC6) ;
- Mettre à jour le document graphique du PLU en intégrant les voiries existantes non répertoriées ;

- Ajouter la définition de « l'étoile verte » dans la légende du document graphique ;
- Proposer la réécriture de certains articles du règlement ne permettant pas une instruction sécurisée des autorisations d'urbanisme.

Ainsi, cette adaptation du PLU envisagée remplit les conditions définies par l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- Le courrier de Monsieur Le Maire de la commune de Charleval du 17 juin 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification n°3 du PLU de Charleval ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Charleval a sollicité le Conseil de Territoire par courrier du 17 juin 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification n°3 du PLU et mette à jour les articles du règlement du PLU conformément au Code de l'Urbanisme en vigueur mais aussi de revoir les dispositions réglementaires afin de faciliter leur application lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 et suivants de la Métropole. Les dépenses correspondantes sont inscrites au budget Etat Spécial

du Territoire à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-6796/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval - Engagement de la procédure de révision allégée n°1 - Définition des modalités de concertation

MET 19/11823/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopro Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval a été approuvé le 15 décembre 2011 et a fait l'objet de deux procédures de modifications validées en Conseil Municipal les 28 novembre 2013 et 2 décembre 2015.

Par courrier de la commune de Charleval du 17 juin 2019, par délibération du Conseil Municipal du 10 juillet 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi pour l'engagement d'une procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de permettre la création d'un Secteur de Taille et de Capacité Limitées (STECAL) sur les parcelles cadastrées AC 113, 114 et une partie de la parcelle AC 73 correspondant à la propriété du Château.

En effet, suite à la vente du Château situé sur la commune, un projet de qualité soutenu par la commune est en cours de réflexion. L'objectif est de créer un espace dédié à des activités culturelles et artistiques (peintures, sculptures, expositions...).

Dans ce cadre, la création d'un STECAL permettra l'autorisation et l'extension de ce type d'activités sur ces parcelles situées actuellement en zone agricole.

Conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;

3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint. »

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable mais qu'elle réduit une zone naturelle et forestière, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 – L'objectif poursuivi par la révision allégée :

- Créer un Secteur de Taille et de Capacité Limitées (STECAL) sur les parcelles cadastrées AC 113, 114 et une partie de la parcelle AC 73 correspondant à la propriété du château située en zone agricole afin de permettre la réalisation d'un projet culturel et artistique.

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation sur le site internet du Conseil de Territoire, sur le site de la Commune et dans un journal diffusé dans le département. Cet avis sera affiché en Conseil de Territoire et en Commune.
- Mise à disposition au service Urbanisme de la Commune et au sein de la direction

Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire d'un registre papier destiné à recueillir les observations du public. Ces deux registres seront mis à disposition pendant toute la durée d'élaboration du projet ;

- Mise à disposition d'un registre numérique où le public pourra également prendre connaissance d'un dossier complété au fur et à mesure de l'évolution et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur ce registre dématérialisé ;
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public ;
- Mise à disposition du dossier papier au service urbanisme de la Commune, et au sein de la direction aménagement du territoire du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la

Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le courrier de Monsieur Le Maire de la commune de Charleval du 17 juin 2019 et la délibération du Conseil de Territoire du 23 septembre 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de Charleval ;
- La délibération du Conseil Municipal du 10 juillet 2019 prononçant un avis simple sur l'engagement de la révision allégée n°1 et les modalités de concertation ;
- La délibération du Conseil Municipal du 11 septembre 2019 prononçant un avis simple sur les modalités de collaboration avec la Commune dans le cadre de la procédure de révision allégée du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 saisissant le Conseil de la Métropole pour l'engagement de cette procédure de révision allégée et définissant les modalités de collaboration avec la Commune ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Charleval a sollicité le Conseil de Territoire par courrier du 17 juin 2019 et par délibération du Conseil Municipal du 10 juillet 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de révision allégée n°1 du PLU afin de créer un Secteur de Taille et de Capacité Limitées (STECAL) sur les parcelles AC 113, 114 et une partie de la parcelle AC 73 correspondant à la propriété du château située en zone agricole afin de permettre la réalisation d'un projet culturel et artistique ;
- Que la Commune de Charleval a formulé un avis simple sur les modalités de collaboration dans le cadre de la révision allégée par délibération du Conseil Municipal du 11 septembre 2019 ;

- Que le Conseil de Territoire a délibéré le 23 septembre 2019 pour définir les modalités de collaboration avec la Commune de Charleval ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de révision allégée.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval selon la procédure de révision allégée conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole, du Territoire du Pays Salonais et en Mairie de Charleval. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 et suivants de la Métropole. Les dépenses correspondantes sont inscrites au budget Etat Spécial du Territoire l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-6797/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence - Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 4 MET 19/11824/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence a été approuvé le 24 mars 2015 et révisé le 31 mars 2016. Il a fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée le 12 juillet 2017. En outre, une procédure de révision allégée a été lancée par délibération du Conseil Municipal des 19 octobre 2017 et 12 décembre 2017. Elle concerne le développement d'activités économiques génératrices d'emplois aux abords de la RDn113 Sud, sur le quartier des Broquetiers et l'implantation du nouveau centre hospitalier, quartier des Gabins Ouest. Une procédure de modification simplifiée n°2 a été également engagée par délibération du Conseil de la Métropole en date du 28 février 2019 afin de permettre la construction d'un établissement de santé privé au sein d'un « Périmètre d'Attente d'un Projet d'Aménagement » (PAPA) (« Périmètre d'études à l'intérieur de l'ilot dit Lèbre ») et de mettre à jour la liste des emplacements réservés. Enfin, une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme a été engagée par délibération du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 afin de permettre la réalisation d'un nouveau projet de centrale photovoltaïque sur le territoire communal.

Par délibération du Conseil Municipal de la commune de Salon de Provence du 23 mai 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de permettre la démolition-reconstruction des locaux de

l'association « Les Papillons Blancs » à vocation d'accueil et d'hébergement de personnes en situation de handicap, situés quartier les Moulédas, en zone A.

Lors de la révision générale du PLU de Salon-de-Provence, le site des Moulédas a fait l'objet d'un Secteur de Taille et de Capacité Limitée « STECAL » NST4 bénéficiant de possibilités d'extension et de réhabilitation des constructions existantes. Toutefois, le règlement de la zone qui s'applique dans ce secteur ne permet pas expressément la construction de nouveaux bâtiments en lieu et place des anciens. Or, à la demande de l'Agence Régionale de Santé, certains bâtiments, très vétustes, doivent être démolis et remplacés par des bâtiments neufs.

Une modification du règlement du PLU est donc nécessaire afin que ce projet puisse se réaliser.

Suite à une rencontre avec les services de l'Etat, et suivant leur recommandation, l'engagement d'une nouvelle procédure de modification apparaît nécessaire.

Dès lors que le projet d'aménagement du site répond aux orientations générales du PADD, l'adaptation du règlement peut être réalisée par une procédure de modification. Cette modification du règlement s'inscrit dans la volonté affirmée de la municipalité de faciliter l'insertion des personnes en situation de handicap dans la cité (orientation n°4 du PADD) tout en préservant l'intensité écologique du territoire (orientation n°2 du PADD).

Ainsi, cette adaptation du PLU envisagée remplit les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;

- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Salon de Provence du 23 mai 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°4 du PLU de Salon de Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Salon de Provence a sollicité le Conseil de Territoire par délibération du Conseil Municipal du 23 mai 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°4 du PLU pour permettre la démolition-reconstruction des locaux de l'association « Les Papillons Blancs » situés dans le STECAL NST4 ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire saisisse

le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-6798/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac - Engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 MET 19/11825/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac a été approuvé le 30 juin 2017. Il a fait l'objet de deux mises à jour, la première par arrêté municipal n°17270 du 31 juillet 2018 et la seconde

par arrêté métropolitain n°11/18 du 19 octobre 2018. Par ailleurs, le Conseil de la Métropole a sollicité Madame la Présidente, par délibération du 13 décembre 2018, pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac. Cette procédure concernait une erreur de retranscription de zonage du PLU de la Commune présente sur la parcelle cadastrée AB 96 (réserve d'eau brute des Barjacquets). Cette dernière a été approuvée par délibération du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019.

Deux procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ont été lancées par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La première du 25 juin 2018 concernait l'aménagement de la zone d'activités des Plans. La deuxième du 13 décembre 2018 concernait l'aménagement d'une opération mixte Habitat / Activités sur le secteur de « La Tête Noire ». Elles sont toutes les deux en cours d'élaboration.

Par courrier de la commune de Rognac du 14 juin 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de réactualiser le règlement et la liste des emplacements réservés (notamment ceux concernant le logement locatif social).

Il s'agit plus généralement de corriger des erreurs matérielles au sein du règlement ainsi que sur les planches graphiques.

Cette adaptation du PLU envisagée et codifiée à l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme remplit les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Rognac du 14 juin 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de Rognac ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Rognac a sollicité le Conseil de Territoire par courrier du 14 juin 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°2 du PLU afin de modifier la liste des

emplacements réservés (notamment ceux concernant le logement locatif social), réactualiser le règlement, et corriger des erreurs matérielles au sein des pièces du PLU ;

- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-6799/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac - Engagement de la procédure de modification n° 3 MET 19/11827/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac a été approuvé le 30 juin 2017. Il a fait l'objet de deux mises à jour, la première par arrêté municipal n°17270 du 31 juillet 2018 et la seconde par arrêté métropolitain n°11/18 du 19 octobre 2018. Par ailleurs, le Conseil de la Métropole a sollicité Madame la Présidente, par délibération du 13 décembre 2018, pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac. Cette procédure concernait une erreur de retranscription de zonage du PLU de la Commune présente sur la parcelle cadastrée AB 96 (réserve d'eau brute des Barjacquets). Cette dernière a été approuvée par délibération du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019.

Deux procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ont été lancées par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La première, du 25 juin 2018 concernait l'aménagement de la zone d'activités des Plans. La deuxième, du 13 décembre 2018 concernait l'aménagement d'une opération mixte Habitat / Activités sur le secteur de « La Tête Noire ». Elles sont toutes les deux en cours d'élaboration.

Par courrier de la commune de Rognac du 20 juin 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente l'engagement d'une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin d'adapter le règlement de la zone UBa au droit des parcelles impactées par le linéaire commercial.

Un linéaire commercial a été effectivement créé en zone UA et UBa lors de l'approbation du PLU le 30 juin 2017.

Cependant, il convient d'adapter le règlement et de modifier le zonage du secteur UBa afin de mettre en corrélation l'attractivité du cœur de ville et l'image plus urbaine du centre.

Ainsi, cette adaptation du PLU envisagée remplit les conditions définies par l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Rognac du 20 juin 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification n°3 du PLU de Rognac ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Rognac a sollicité le Conseil de Territoire par courrier du 20 juin 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification n°3 du PLU afin d'adapter le règlement et le zonage du secteur UBa au droit des parcelles impactées par le linéaire commercial ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac.

Article 2 :

Les dépenses correspondantes sont inscrites au budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-6800/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme - Aménagement de la zone d'activités des Plans MET 19/11829/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les

Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 003-3561/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rognac a fait l'objet des procédures suivantes :

- Approbation du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil Municipal du 30 juin 2017 ;
- Mise à jour du Plan Local d'Urbanisme par arrêté municipal du 31 juillet 2017 ;
- Mise à jour du Plan Local d'Urbanisme par arrêté métropolitain du 19 octobre 2018 ;
- Approbation de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme du 20 juin 2019 ;
- Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme en vue de l'aménagement de la zone d'activités des Plans, par délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 ;
- Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour la création d'une opération mixte Habitat/ Activités sur le secteur de la Tête Noire par délibération du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 ;

La présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme a pour objet de permettre la réalisation de l'opération d'aménagement d'un parc d'activités tertiaires sur la zone des Plans.

La future zone des Plans concerne un secteur d'environ 60 hectares situé entre la zone industrielle Nord de Rognac, la RD21 et la voie ferrée. Elle est composée d'espaces agricoles au centre et à l'ouest et d'une partie plus urbanisée au nord-est qui accueille une entreprise de logistique. Le site compte également des équipements publics communaux à l'est : Centre de Secours (sapeur-pompiers), Centre Technique Municipal, cimetière.

L'aménagement de la future zone des Plans comprend la création d'un parc d'activités tertiaires sur d'anciens espaces agricoles (aujourd'hui non

exploité) formant une enclave au sein de différents secteurs urbanisés de la commune.

Le projet sera réalisé en 3 phases successives représentant globalement environ 25 ha et plus de 80 000 m² de surface de plancher. Le projet prévoit l'aménagement d'un quartier d'affaires comprenant un parc d'activités, des bâtiments tertiaires, un pôle hôtelier, et des commerces. Ces bâtiments sont de type RdC à R+3. Le projet intègre également des voiries et des aires de stationnement. Une première phase d'aménagement est envisagée, elle représente une surface d'environ 7,2 hectares et 30 000 m² de surface de plancher.

Les adaptations rendues nécessaires par le projet concernent les pièces du PLU suivantes :

- Le règlement.

Les dispositions générales du règlement sont modifiées (article 12 – entrée de ville) de manière à intégrer les dispositions de l'article L111-8 du code de l'urbanisme et à signaler la suppression de l'interdiction de construire sur une bande de 75 mètres le long de la RD21 au niveau de la zone des Plans. Le règlement de la zone 1AUem est modifié pour permettre d'adapter l'offre de stationnement aux besoins des activités artisanales.

- Les plans de zonage.

La modification des plans de zonage porte sur l'inconstructibilité sur une bande de 75 mètres le long

de la RD21 au niveau de la zone des Plans. Suite à la mise en compatibilité, cette inconstructibilité est supprimée des plans de zonage.

- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation.

Les OAP avant mise en compatibilité identifient des espaces comportant des enjeux de biodiversité. Elle prévoit que la délimitation de ces espaces sera affinée par des études plus poussées lors de la phase pré-opérationnelle de l'opération. Cette délimitation a été donc précisée, en cohérence avec les enjeux environnementaux relevés et le projet d'aménagement. Sur ce point, l'OAP est mise en compatibilité avec le projet d'aménagement.

Les OAP intégreront les sites de conservation de l'Alpiste paradoxal, et localiseront correctement le site à enjeux sur la partie de la zone des Plans.

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme avec une déclaration de projet. Des avis ont été transmis par les Personnes Publiques Associées avant et lors de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées le 12 juin 2019 et avant l'enquête publique.

Le tableau ci-après synthétise les avis des organismes et les réponses apportées dans le dossier par le porteur de projet, la Commune de Rognac et le Conseil de Territoire.

Organismes	Synthèse avis	Réponse Porteur de projet	Réponse Commune / Conseil de Territoire
CCI Marseille Provence	Les recommandations ont été les suivantes : Privilégier l'implantation d'activités productives sur la future zone d'activités des Plans ; Implanter prioritairement les activités urbaines (commerces, services, bureaux) en centre-ville ; Assurer une coordination entre développement économique et desserte de la future zone d'activités des Plans.	Nous prévoyons d'implanter des activités conformes au zonage du PLU et à ce qui a été défini dans l'OAP. Concernant la desserte, nous vous avons transmis l'étude trafic qui a été réalisée pour définir les accès à la future zone d'activités. De plus, la municipalité a prévu la création et/ou la prolongation de ligne des transports en commun pour desservir la future zone d'activités.	La desserte en transport en commun sera étudiée par la Direction « Mobilité » de la Métropole dans le cadre du Permis d'Aménager et des Permis de Construire. Ces permis préciseront le besoin en matière de cadencement pour les entreprises en créant ou modifiant des lignes afin d'irriguer la zone dans sa globalité. La zone d'activités des Plans accueillera principalement des services et non des commerces. Les commerces implantés ne seront pas des commerces dits « de proximité ». Il n'y aura donc aucune concurrence avec les activités existantes au sein du centre-ville. Cette zone accueillera également de l'industrie et du tertiaire, activités complémentaires à celles existantes au sein de la commune.
ARS – Courrier du 11 juin 2019	Avis avec observations (réponses apportées pendant la réunion d'examen conjoint)		
Union Départementale de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches-du-	Avis sans observations	Sans objet	Sans objet

Rhône – courrier du 12 juin 2019			
SDIS 13 – Arnaud GAILLARD Contribution du 14 juin 2019	<p>Avis avec observations</p> <p>Le défaut de stationnement dans la zone (actuelle) pourrait engendrer une défaillance dans la distribution des secours.</p> <p>Il convient de refaire une partie de voirie devant le centre de secours, (une seule partie a été refaite).</p> <p>Le trafic actuel en poids lourds est conséquent et doit être pris en considération.</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie (DECI), devra être conforme au règlement départemental actuellement en vigueur (RDDECI 13), la réponse en la matière se faisant au niveau de la globalité de la zone et non à la parcelle.</p>	<p>Concernant les 3 premiers points, il s'agit de problématiques rencontrées actuellement sur site en tant que « voisin » mais qui ne concernent pas le futur projet.</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie (DECI) sera bien prise en compte et détaillée dans le Permis d'Aménager pour lequel le SDIS émettra un avis.</p>	<p>La rue Clément Ader axe structurant de la zone et de desserte fait l'objet d'un projet de réaménagement par les services compétents en marge du projet afin de prendre en compte les problématiques de stationnement et de perturbation de la circulation liés à l'activité de stockage de véhicules qui génère un flux de poids lourds important. S'implanteront dans la future zone des activités demandant peu de trafic de poids lourds afin de ne pas densifier le trafic existant.</p> <p>Aussi, il sera important de veiller au respect de la circulation et du stationnement sur cet axe et que les poids lourds se stationnent dans l'enceinte de leur parcelle.</p> <p>Le Conseil de Territoire et la Commune confirment les réponses apportées par le porteur de projet</p>
ARS – David HUMBERT PV de réunion d'examen conjoint du 12 juin 2019	<p>L'ARS souhaite obtenir le dossier d'autorisation « loi sur l'eau ».</p> <p>Les dispositions concernant la lutte anti-vectorielle (présence du moustique tigre) doivent être prises en compte au sein du PLU, ainsi que des recommandations liées à l'implantation d'espèces végétales allergisantes.</p>	<p>Le recul de 75 m par rapport aux voies de circulation n'est pas établi pour des considérations de santé publique liées aux émissions de polluants atmosphériques des véhicules de transport. En effet, la distance des constructions est de 100 m par rapport à la voirie afin que les concentrations en polluants atmosphériques retrouvent des niveaux acceptables.</p>	<p>Le dossier « loi sur l'eau » a été transmis le 12 juin dernier par email.</p> <p>Les dispositions concernant la lutte anti-vectorielle seront intégrées dans le cadre d'une procédure ultérieure.</p>
ARS – David HUMBERT PV de réunion d'examen conjoint du 12 juin 2019 (suite)	<p>La suppression de la bande d'inconstructibilité prévue par la Loi Barnier n'a pas lieu d'être. Il est préconisé que les constructions ne doivent pas être situées à proximité immédiate de la RD21. Réduire la marge de recul à 25 mètres a une influence sur la santé de la population.</p> <p>Le projet pourrait se concevoir autrement et de manière à respecter le plan de protection de l'atmosphère des Bouches</p>	<p>La bande arborée implantée entre la RD21 et les bâtiments permettra également de fixer une partie des polluants atmosphériques.</p> <p>La météorologie du site est plutôt favorable car le mistral aura pour effet de déplacer les polluants atmosphériques au Sud de la RD21 et de réduire l'exposition du site d'étude localisé au Nord de la RD21.</p> <p>Les activités implantées dans la bande 20 m – 75 m ne sont pas destinées à accueillir un</p>	<p>Le Conseil de Territoire et la Commune confirment les réponses apportées par le porteur de projet.</p>

	<p>du Rhône, document cadre supérieur (approuvé par le Préfet le 17 mai 2013, qui mentionne que les PLU doivent « imposer des actions de maîtrise de l'urbanisation pour limiter l'exposition des populations dans les zones présentant des dépassements des valeurs limites en NO2 et Particules. »).</p> <p>L'ARS ne se prononce pas favorablement sur le dossier.</p>	<p>public sensible (enfants, personnes âgées).</p> <p>Les normes constructives actuelles (isolation / VMC double flux) auront pour effet de limiter l'introduction de polluant atmosphériques dans les bâtiments.</p> <p>A moyen terme, l'amélioration des moteurs et des combustibles associés à l'électrification grandissante du parc automobile et à une réduction du trafic aura pour conséquence une réduction des émissions de polluants atmosphériques sur l'axe RD21.</p>	
<p>ARS – DDTM 13 – Giancarlo VETTORI PV de réunion d'examen conjoint du 12 juin 2019</p>	<p>La DDTM souhaite à l'avenir que les documents soient communiquées aux PPA de telle manière que l'étude du dossier se fasse plus sereinement (dans la mesure du possible).</p> <p>Les services de l'Etat souhaiteraient se positionner après avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNP). L'Evaluation Environnementale n'a pas pu être étudiée par les services de la DDTM.</p>	Sans objet	Le Conseil de Territoire fera en sorte de transmettre le plus tôt possible les documents de travail.
<p>DDTM 13 – Giancarlo VETTORI PV de réunion d'examen conjoint du 12 juin 2019 (suite)</p>	<p>Complétude du dossier conformément aux attentes de la DDTM et amélioration de celui-ci par rapport à sa première version transmise en janvier dernier.</p> <p>Questionnement sur le projet dans son ensemble et notamment sur le devenir du site de stockage au Nord du site.</p>	Sans objet	La commune ne souhaite pas laisser perdurer ce type d'activités peu qualitatives (stockage au Nord du site) pour des raisons d'imperméabilisation excessives des sols et des nuisances liées au stationnement des poids lourds dégradant ainsi la voirie communale et ses accessoires.
<p>Chambre d'Agriculture 13 - Jean-Marc BERTRAND PV de réunion d'examen conjoint du 12 juin 2019</p>	Avis favorable.	Sans objet	Sans objet
<p>Chambre des Métiers et de l'Artisanat – Alice DOYEN PV de réunion d'examen</p>	La CMA 13 attire l'attention sur l'installation d'activités identiques à celles qui existent déjà au sein du Centre-Ville notamment.	Sans objet	La zone d'activités des Plans accueillera principalement des services et non des commerces. Les commerces implantés ne seront pas des commerces dits « de proximité ». Il n'y aura donc aucune concurrence avec les activités existantes au

conjoint du 12 juin 2019			sein du centre-ville. Cette zone accueillera également de l'industrie et du tertiaire, activités complémentaires aux activités existantes au sein de la commune.
Département des Bouches-du-Rhône - Cherifa MEHRAZ PV de réunion d'examen conjoint du 12 juin 2019	Le Département souhaite obtenir des précisions en terme de rétention des eaux pluviales.	Sans objet	Le dossier « loi sur l'eau » a été transmis le 12 juin dernier par email.

Par décision n° E19000039/13 du 19 mars 2019, le Président du Tribunal Administratif de Marseille a désigné Monsieur Luc Castigli, Géomètre expert urbaniste – ingénieur conseil ESCT – expert auprès des tribunaux, en tant que commissaire enquêteur pour l'enquête publique relative à cette déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac.

Par arrêté n° 07/19 du 28 mai 2019, Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais en sa qualité de Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit l'organisation de l'enquête publique.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié, en caractères apparents, en date des 7 juin 2019 et 27 juin 2019 sur le journal La Provence et le journal La Marseillaise.

Il a été également publié sur les sites Internet du Conseil de Territoire du Pays Salonais et de la Commune de Rognac aux adresses suivantes : <https://www.agglopolle-provence.fr> et <https://www.ville-rognac.fr/>

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis a également été publié, par voie d'affichage au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais et en Mairie de Rognac et au sein du site de la zone d'activités des Plans.

Le dossier de « Projets de travaux, ouvrages, aménagement » a été transmis pour avis à l'Autorité Environnementale qui n'a émis aucune observation sur le projet de la zone d'activités des Plans dans le délai imparti de 2 mois. Cette absence d'observation a été publiée le 19 mai 2019 sur le site de ladite autorité.

Le dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme a été réceptionné le 28 mai 2019 au sein de l'Autorité environnementale. Aucune observation n'a été émise dans le délai imparti de 3 mois. Cette

absence d'observation a été également publiée le 29 août 2019.

L'enquête publique s'est déroulée du mardi 25 juin 2019 au vendredi 26 juillet 2019 inclus aux adresses suivantes :

- Mairie de Rognac, Hôtel de Ville – Rez-de-chaussée - Bureau 7 - 1, Place de l'Hôtel de Ville –13340 ROGNAC, du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et sur rendez-vous l'après-midi ;
- Conseil de Territoire du Pays Salonais, Direction de l'Aménagement du Territoire, 190 rue du Commandant Sibour, 13300 Salon de Provence, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

Des dossiers d'enquête publique ont été mis à la disposition du public respectivement à la mairie de Rognac et à la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire du Pays Salonais et été composé comme tel :

- Un dossier administratif (actes officiels, mention des textes régissant l'enquête publique, avis des Personnes Publiques Associées, documents graphiques, avis de la MRAe, publicités) ;
- Un dossier technique et ses annexes ;
- Un registre d'enquête publique.

Le public a pu prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions,

- Sur deux registres ouverts à cet effet sur les lieux précités,
- Sous format numérique sur le site web suivant : <https://www.registre-numerique.fr/Declaration-projet-Rognac-Les-Plans>
- Sur le registre dématérialisé ou par email à l'adresse suivante : Declaration-projet-Rognac-Les-Plans@mail.registre-numerique.fr
- Sur les sites internet de la commune de Rognac et du Conseil de Territoire du Pays Salonais durant la même période.

Le commissaire enquêteur a assuré des permanences, alternativement en Mairie de Rognac et au Conseil de Territoire du Pays Salonais, pendant la durée de l'enquête publique, afin de recevoir les observations écrites ou orales du public, aux lieux, dates et heures suivantes :

- ✓ En Mairie de Rognac :
 - Le mardi 25 juin 2019 de 9 heures à 12 heures,
 - Le lundi 8 juillet 2019 de 14 heures à 17 heures,
 - Le jeudi 18 juillet 2019 de 9 heures à 12

heures,

- Le vendredi 26 juillet 2019 de 14 heures à 17 heures.
- ✓ Au Conseil de Territoire du Pays Salonais (Direction Aménagement du Territoire) :
 - Le mardi 2 juillet 2019 de 14 heures à 17 heures
 - Le jeudi 11 juillet 2019 de 9 heures à 12 heures

L'ensemble des observations ou avis émis durant l'enquête ont été répertoriés dans le tableau ci-après :

Nom	Date et lieu du dépôt	Avis	Réponse Porteur de Projet	Réponse Commune / Conseil de Territoire
CCI Marseille Provence	Courriel et courrier du 16 juillet insérés au sein du registre d'enquête le 17 juillet 2019	<p>La CCI Marseille Provence soutient le développement de ce projet visant à aménager du foncier économique pour l'accueil d'activités. Pour autant, sur le positionnement économique défini pour la future zone d'activités des Plans, elle émet un avis défavorable au développement tertiaire et commercial prévu.</p> <p>Le projet comprenant des activités de bureaux, commerces, services, ne semblent pas être adaptées aux conditions d'implantations qu'offre le site car <i>« cet espace situé en extension d'une zone industrielle existante, est éloigné de la ville centre et de ses commodités et aménités urbaines. (...) Ces dites activités à forte densité d'emplois doivent être localisées dans les espaces les plus centraux car elles participent au fonctionnement urbain et son développement. »</i></p> <p><i>« L'aménagement de la zone d'activités des Plans susceptible d'accueillir des activités productives apparaît comme une nécessité. »</i></p> <p>Elle souhaite attirer l'attention sur l'impact de l'implantation d'activités tertiaires et commerciales en périphérie du centre-ville et le risque notamment de mettre en péril les activités commerciales du centre-ville et de ce fait contribuer à sa dévitalisation économique et d'accentuer les phénomènes de saturation du réseau routier et d'engorgement de l'accès à la zone d'activités.</p>	<p>Les implantations prévues sur la zone d'activités respecteront ce qui est prévu dans le règlement du PLU et dans les OAP.</p> <p>Une étude de trafic a été réalisée pour déterminer l'impact de la création de cette zone. Ce sont les résultats de cette étude qui ont permis de déterminer les accès et les voies de desserte de la zone.</p>	<p>La zone d'activités des Plans accueillera principalement des services et non des commerces. Les commerces implantés ne seront pas des commerces dits « de proximité ». Il n'y aura donc aucune concurrence avec les activités existantes au sein du centre-ville. Cette zone accueillera également de l'industrie et du tertiaire, activités complémentaires aux activités existantes au sein de la commune.</p> <p>Le Conseil de Territoire et la Commune confirment les réponses apportées par le porteur de projet.</p>
CCI Marseille Provence (Suite)	Courriel et courrier du 16 juillet insérés au sein du registre d'enquête le 17 juillet 2019	<i>« L'aménagement de ce nouvel espace économique d'ici 2022 est conditionnée à une desserte en transports en commun de haut niveau notamment la réouverture de la ligne ferroviaire Aix-Rognac (mise en service prévue après 2025, d'après l'Agenda de la mobilité métropolitaine). Reste que, les temporalités de ces projets sont dissociées dans le temps et leur articulation est à reconsidérer pour assurer un niveau de desserte à la hauteur du développement économique attendu. »</i>	Sans objet	La desserte en transport en commun sera étudiée par la Direction « Mobilité » de la Métropole dans le cadre du Permis d'Aménager et des Permis de Construire. Ces permis préciseront le besoin en matière de cadencement pour les entreprises en créant ou modifiant des lignes afin d'irriguer la zone dans sa globalité.

		La CCI Marseille Provence a souhaité faire part des recommandations déjà indiquées au sein de sa contribution technique du 11 juin 2019.		
Société OVILAC / Groupe Barjane	Déposé en mains propres au commissaire enquêteur le 26 juillet 2019	La société OVILAC est propriétaire de parcelles situées au sein de la zone des plans sur Rognac abritant la plateforme logistique au nord-est (notamment parcelles BT 193, BT 539 et BT 551, activité de la société Compagnie d'Affrètement et de Transport - CAT). La société indique que l'évaluation environnementale paraît insuffisante en raison du phasage prévu par la collectivité comme l'indique la notice p5 « <i>La présente évaluation environnementale porte sur le projet global couvrant la vingtaine d'hectares à urbaniser entre la RD21, la rue Clément Ader et le chemin des Plans. Cependant, le projet n'étant connu dans ses détails que sur la première phase d'aménagement (une douzaine d'hectares), c'est donc à l'échelle de cette première phase que l'on sera en mesure d'évaluer véritablement les impacts.</i> »	La DREAL a demandé à ce que l'étude d'impact soit réalisée de cette façon. Le contenu du dossier a été validé par les différents services de l'Etat concernés.	Le Conseil de Territoire et la Commune confirment les réponses apportées par le porteur de projet.
Société OVILAC / Groupe Barjane (suite)	Déposé en mains propres au commissaire enquêteur le 26 juillet 2019	L'avis d'enquête publique mentionne la commune de Mallemort dans le cadre des tenues des permanences. Par ailleurs, l'avis d'enquête « <i>ne fait pas état de l'obligation de mettre à disposition du public un poste informatique dans un lieu ouvert au public, afin que celui-ci puisse prendre connaissance du dossier</i> » L'avis « <i>doit indiquer l'existence d'une évaluation environnementale et d'un rapport sur les incidences environnementales ainsi que le lieu où ils peuvent être consultés.</i> » « <i>Le dossier d'enquête ne comprend pas l'orientation d'aménagement et de programmation de la future zone d'activités des Plans alors même qu'elle a été adaptée.</i> » Concernant la compatibilité avec le SCOT, « aucune zone d'aménagement commercial n'est prévue au SCOT ». « <i>L'intérêt général poursuivi par la collectivité apparait hautement</i>	Sans objet Sans objet Sans objet Sans objet	Après vérification sur le site web de la Commune et du Conseil de Territoire et des affiches présentes sur sites, cette mention n'apparaît pas. L'avis d'enquête publique est suffisamment explicite et précise l'adresse du site web du registre dématérialisé où est consultable le dossier complet d'enquête ainsi que les adresses des lieux où le dossier est consultable. Il est précisé au sein de l'avis d'enquête publique l'existence d'une évaluation environnementale au sein du dossier d'enquête publique ainsi que les lieux où cette étude peut être consultée. Les OAP modifiées ont bien été incluses au sein du dossier d'enquête publique. La zone des Plans n'est pas considérée comme une zone d'aménagement commercial au sein du SCOT mais un Site Economique d'Importance SCOT servant à reconstruire le foncier économique d'échelle industrielle sur le long terme,

		<p><i>critiquable. En effet, que ce soit sur le plan économique, social ou urbanistique, le projet n'est pas justifié. » La société s'interroge sur le bien-fondé d'un parc tertiaire au milieu d'une zone industrielle « alors que des zones tertiaires sont déjà prévues aux alentours comme Euromed ou en périphérie de la Gare TGV d'Aix-en-Provence »</i></p>	<p>Sur les 12 hectares de la zone d'activités seulement 3 sont prévus pour l'implantation de bureau, de services, de restauration, et l'hôtellerie. Les 9 hectares restant concernent l'implantation de parc d'activités destinés aux PME/PMI artisanales, et industrielles.</p>	<p>à l'échéance 2030 (p. 75 du Document d'Orientations Générales du SCOT) Cette zone accueillera de l'industrie, et des activités complémentaires à celles existantes au sein de la commune. Concernant la justification du projet, celui-ci a été identifié dès 2017, date de l'approbation du PLU.</p>
<p>Société OVILAC / Groupe Barjane (suite)</p>	<p>Déposé en mains propres au commissaire enquêteur le 26 juillet 2019</p>	<p>La société s'interroge sur l'intérêt de développer du commerce avec des sites industriels en périphérie, « à ne pas concilier les activités préexistantes et celles destinées aux futures installations ». « Le principe d'équilibre prévu à l'article L101-2 du Code de l'Urbanisme que doit assurer tout projet et le document d'urbanisme n'est pas respecté ».</p> <p>« Le règlement prévoit la suppression d'un seuil de places de stationnement pour l'artisanat. »</p> <p>« Le phasage semble exclure les propriétaires fonciers autres que ceux concernés par la première phase alors que le projet précise que le périmètre d'étude serait de 60 hectares incluant notamment les parcelles de la société requérante. »</p>	<p>La partie dédiée aux commerces prévue dans la zone d'activités concerne essentiellement des services pour la zone.</p>	<p>La zone d'activités des Plans accueillera principalement des services et non des commerces. Les commerces implantés ne seront pas des commerces dits « de proximité ». Il n'y aura donc aucune concurrence avec les activités existantes au sein du centre-ville. Cette zone accueillera également de l'industrie et du tertiaire, activités complémentaires à celles existantes au sein de la commune. L'équilibre prévu à l'article L101-2 du Code de l'Urbanisme est respecté en ce que les activités futures viendront compléter et rééquilibrer les besoins identifiés dans les zones économiques communales.</p> <p>Le règlement a été modifié afin de limiter l'imperméabilisation des sols en réduisant le nombre de places de stationnement et d'adapter l'offre de stationnement aux besoins des activités artisanales.</p> <p>Le phasage a été réalisé en fonction de la temporalité liée au foncier disponible.</p>

Mme Josette GRAZIANO et M. Michel GRAZIANO	Déposé en mains propres au commissaire enquêteur le 26 juillet 2019	<p>Madame et Monsieur GRAZIANO sont propriétaires de trois parcelles au sein du Lieu-dit Les Plans (parcelles cadastrées section BT 123, 229, et 236).</p> <p>Ils font part de leur incompréhension concernant l'inconstructibilité des parcelles dont ils sont propriétaires.</p> <p>Ceux-ci s'inquiètent également du sort de leur parcelle à proximité de la zone future des plans qui « <i>va imperméabiliser des surfaces et (...) augmenter l'apport des eaux de ruissellement sur (leur) parcelle et entraîner un désagrément</i> ». Ils sollicitent auprès de la commune « <i>un dédommagement</i> ».</p>	Toutes les eaux pluviales et de ruissellement de la zone d'activités seront collectées et traitées au niveau de la zone d'activités avant d'être raccordées sur le réseau public.	Pour les parcelles cadastrées section BT n°123 et 229 elles ne sont pas frappées d'inconstructibilité mais elles ont la particularité de s'inscrire dans un schéma d'aménagement d'ensemble. Il en est de même pour la parcelle cadastrée section BT n°236. Cependant, celle-ci est exposée à un risque d'inondation. Les parcelles du projet recueilleront les eaux de ruissellement. Une étude de dimensionnement sera réalisée dans le cadre du Permis d'Aménager.
--	---	---	---	---

La clôture de l'enquête publique a eu lieu à l'issue de la permanence du 26 juillet 2019.

Le Commissaire enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions le 23 août 2019.

L'avis formulé est favorable avec les réserves et les prescriptions suivantes :

- La réalisation d'une étude globale de voirie et réseaux divers pour tenir compte dans les futurs aménagements ;
- L'interdiction des commerces de proximité autres que ceux liés directement aux activités actuelles et futures de la zone ;
- L'éloignement des locaux destinés aux personnes sensibles de la RD 21.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 108-239/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole, n° URB 003-3561/18/CM du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives aux procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal du 30 juin 2017, approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;
- La mise à jour du Plan Local d'Urbanisme par arrêté municipal du 31 juillet 2017 ;
- La mise à jour du Plan Local d'Urbanisme par arrêté métropolitain du 19 octobre 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 012-6434/19/CM, en date du 20 juin 2019, approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 019-3577/18/CM, du 28 juin 2018 engageant la procédure de déclaration de

projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rognac, relative à l'aménagement de la zone d'activités des Plans ;

- L'arrêté n° 07/19 du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 28 mai 2019 prescrivant l'organisation de l'enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac – Aménagement de la zone d'activités des Plans ;
- L'absence d'observation de l'Autorité Environnementale sur les « projets de travaux, ouvrages, aménagements » émise dans le délai imparti de 2 mois sur le dossier de déclaration de projet, publiée le 19 mai 2019 sur le site de ladite autorité ;
- L'absence d'observation de l'Autorité Environnementale sur les « Plans et Programmes » émise dans le délai imparti de 3 mois sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune, publiée le 29 août 2019 sur le site de ladite autorité ;
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées qui s'est déroulée le 12 juin 2019 ;
- L'avis favorable avec réserves du Commissaire Enquêteur réceptionné le 23 août 2019 portant sur l'enquête publique relative à la déclaration de projet relative à l'aménagement de la zone d'activités des plans emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac ;
- La délibération du Conseil Municipal du 18 septembre 2019 formulant un avis favorable à l'approbation de la déclaration de projet pour l'aménagement de la zone d'activités des Plans emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les enjeux du projet justifient l'intérêt général de l'opération,
- La nécessité de mettre en compatibilité le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac afin de permettre la réalisation du

projet d'aménagement de la zone d'Activités des Plans.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme dans le cadre de la procédure de déclaration de projet d'aménagement de la zone d'activités des Plans.

Article 2 :

Cette délibération :

- Sera transmise à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône,
- Sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de Rognac,
- Fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-6801/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières - Engagement de la procédure de révision allégée n° 1 - Définition des modalités de concertation

MET 19/11946/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation

des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières a fait l'objet d'une révision générale approuvée le 13 juillet 2017 et, par délibération du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé l'engagement de la procédure de modification n° 1 dudit Plan Local d'Urbanisme.

Par courrier de la commune d'Eyguières du 4 juillet 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi pour l'engagement d'une procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme concerné afin de permettre le développement des énergies renouvelables sur la commune, tant sur les sites naturels anthropisés que dans la zone urbaine.

Compte tenu de la nécessité de modifier le règlement de ces secteurs et notamment de modifier les zones naturelles au Plan Local d'Urbanisme, une procédure de révision allégée doit être mise en œuvre.

Conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « *dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :*

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;

3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint. »

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation

doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 – L'objectif poursuivi par la révision allégée :

- Permettre le développement des énergies renouvelables tant sur les sites naturels anthropisés, que dans la zone urbaine (intégration en toiture) afin de respecter le grand paysage, les enjeux faunes et flores, mais également la qualité urbaine et la protection due aux monuments historiques.

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation sur le site internet du Conseil de Territoire, sur le site de la Commune et dans un journal diffusé dans le département. Cet avis sera affiché en Conseil de Territoire et en commune.
- Mise à disposition au service Urbanisme de la commune et au sein de la direction Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire d'un registre papier destiné à recueillir les observations du public. Ces deux registres seront mis à disposition pendant toute la durée de l'élaboration du projet ;
- Mise à disposition d'un registre numérique où le public pourra également prendre connaissance d'un dossier complété au fur et à mesure de l'évolution et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur ce registre dématérialisé ;
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public ;
- Mise à disposition du dossier papier au service urbanisme de la Commune, et au sein de la direction aménagement du territoire du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de Monsieur Le Maire de la commune d'Eyguières du 4 juillet 2019, sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières ;
- La délibération du Conseil Municipal du 4 septembre 2019 prononçant un avis simple sur l'engagement de la révision allégée n°1, les modalités de collaboration avec la Commune et les modalités de concertation dans le cadre de cette procédure ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 saisissant le Conseil de la Métropole pour l'engagement de cette procédure de révision allégée et définissant les modalités de collaboration avec la Commune ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Eyguières a sollicité le Conseil de Territoire par courrier en date du 4 juillet 2019 et par délibération de son Conseil Municipal du 4 septembre 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de révision allégée n° 1 du PLU et qu'il formule un avis simple sur les modalités de collaboration avec la Commune ainsi que les modalités de concertation ;
- Que le Conseil de Territoire a délibéré le 23 septembre 2019 pour définir les modalités de collaboration avec la Commune d'Eyguières ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de révision allégée.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières selon la procédure de révision allégée conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés précédemment.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées telles que présentées précédemment.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole, du Territoire du Pays Salonais et en Mairie d'Eyguières.

Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 et suivants de la Métropole. Les dépenses correspondantes sont inscrites au budget Etat Spécial du Territoire à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-6802/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la "note d'orientations stratégiques métropolitaines" MET 19/11930/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Contexte d'élaboration des notes d'orientations stratégiques métropolitaines

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM), la Métropole Aix-Marseille-Provence est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, qui s'est substitué, au 1^{er} janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir les Communautés d'agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoïe Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (art.L5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

- **Mise en œuvre de la compétence « Urbanisme / Aménagement de l'espace métropolitain »**

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de l'article L.5217-2 du CGCT relatif à « l'urbanisme » et à « l'aménagement de l'espace métropolitain »

Relevant d'une architecture institutionnelle inédite en France, la Métropole Aix-Marseille-Provence est soumise à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun. En effet, la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (art. 89 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015) prévoit un transfert progressif des compétences des anciennes intercommunalités vers la Métropole, ainsi que des

délégations vis-à-vis des Collectivités (Département, Communes).

Par conséquent, l'ensemble du bloc de compétence « urbanisme » et « aménagement de l'espace métropolitain » n'a été définitivement transféré, depuis les Communes vers la Métropole, qu'au 1^{er} janvier 2018. Plusieurs compétences métropolitaines sont déléguables aux Conseils de Territoire, de manière obligatoire jusqu'en 2020, puis de manière volontaire à partir de 2020. Ainsi, les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) sont élaborés par les Conseils de Territoire et délibérés aux principales étapes et, *in fine* approuvés, par le Conseil de la Métropole (par dérogation à l'article L. 153-8 du CGCT).

Depuis la création de la Métropole au 1^{er} janvier 2016, le Conseil de la Métropole a délibéré en faveur : de l'élaboration du SCOT métropolitain (HN 010-143/16/CM du 28 avril 2016) ; de la poursuite de l'élaboration du PLUi du Conseil de Territoire Marseille-Provence (CT1) (HN 077-28/04/16 CM du 28 avril 2016) ; de l'élaboration de deux Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), à savoir :

- Le PLUi du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, dont la procédure d'élaboration a été lancée le 18 mai 2018 par délibération du Conseil de la Métropole (URB 002-3841/18/CM). Une note d'orientations stratégiques métropolitaines, relative à ce PLUi, a été approuvée par délibération (URB 005-5741/19/CM) le 28 mars 2019.
- Le PLUi du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, dont la procédure d'élaboration a été lancée le 28 février 2019 par délibération du Conseil de la Métropole (URB 004-5502/19/CM). Ce PLUi fait l'objet de la « note d'orientations stratégiques métropolitaines », annexée à la présente délibération.

- **Les notes d'orientations stratégiques métropolitaines : un nouvel outil au service de la cohérence territoriale**

L'article 39 (II) de la loi NOTRe, codifié par l'article L.134-13 du Code de l'urbanisme, prévoit que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence transmette aux Conseils de Territoire les « *orientations stratégiques de nature à assurer la cohérence du projet métropolitain ainsi que toutes les informations utiles* ». Cette transmission doit intervenir le plus en amont possible de la procédure d'élaboration du PLUi, sans toutefois qu'aucun délai légal ne soit précisé.

L'exposé des motifs de l'amendement n°2 rectifié quinquies du 9 janvier 2015 (qui a introduit les dispositions aujourd'hui codifiées aux articles L. 134-11 et suivants dans le projet de loi NOTRe) indique qu'il « *est ainsi proposé (...) de confier à chaque conseil de territoire les opérations d'élaboration d'un*

PLU, au regard du cadre défini par le conseil de la métropole (...) ». La note d'orientations stratégiques métropolitaines ci-annexée, en l'absence de SCOT métropolitain approuvé, contribue à définir ce « cadre métropolitain ».

Ainsi, cette disposition permet au Conseil de la Métropole de transmettre aux Conseils de Territoire l'équivalent d'un « porter à connaissance ». Celui-ci est réalisé au regard de l'ensemble des politiques publiques métropolitaines susceptibles d'impacter un PLUi.

La « note d'orientations stratégiques métropolitaines relative au PLUi du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile »

La présente délibération synthétise la « note d'orientations stratégiques métropolitaines relative au PLUi du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ». Cette dernière est constituée d'une partie méthodologique et d'une partie de contenu.

L'ensemble des contributions techniques des Directions métropolitaines « en l'état », ayant alimenté le contenu de la note, constituent des données importantes et utiles pour l'élaboration du PLUi. Au regard de leur caractère purement technique, celles-ci ne sont pas jointes à la présente délibération, et seront transmises au Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en complément, au titre des « informations utiles » prévues par l'article L.134-13 du Code de l'urbanisme.

• **Méthodologie d'élaboration**

En l'absence de SCOT métropolitain approuvé, document référent en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, le choix a été fait pour les notes d'orientations stratégiques métropolitaines de s'appuyer sur 3 types de sources susceptibles d'impacter, directement ou indirectement, l'élaboration d'un PLUi :

- les documents stratégiques métropolitains approuvés à ce jour ;
- les démarches métropolitaines en cours ;
- les documents supra-métropolitains approuvés et en cours.

Au 1^{er} juillet 2019, les documents délibérés par le Conseil de Métropole sont les suivants : Agenda de la Mobilité métropolitaine (adopté en décembre 2016) ; Agenda du Développement économique (adopté en mars 2017) ; Stratégie GEMAPI (adoptée en octobre 2017) ; Projet métropolitain (Acte 1, adopté en juin 2018) ; Livre bleu (adopté en juin 2018) ; Agenda Environnemental (adopté en décembre 2018) ; Dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière d'Entreprise (adopté en décembre 2018) ; Livre blanc de l'Energie (adopté en mars 2019) ; Stratégie Métropolitaine de l'Immobilier de Bureaux (adoptée en mai 2019). Ils constituent la 1^{ère} source alimentant cette note.

Par ailleurs, douze démarches sectorielles de portée stratégique sont, au 1^{er} juillet 2019, en cours d'élaboration. Certaines ont une portée juridique et réglementaire vis-à-vis du futur SCOT et des futurs PLUi. Les autres constituent des démarches stratégiques non opposables directement aux PLUi. Elles sont détaillées dans l'annexe de la délibération. Même si elles ne sont pas délibérées à ce jour, elles constituent une 2^{ème} source pour cette note.

Enfin, la 3^{ème} source est liée aux documents supra-métropolitains, conduits par l'Etat ou la Région Sud. Notons l'adoption, le 26 juin 2019, du SRADDET de la Région Sud, désormais dans l'attente de son approbation définitive par la Préfecture de Région. Ils s'imposent par voie juridique au futur SCOT, lequel s'attachera à transcrire leurs dispositions. Dans l'attente, les PLUi, et notamment celui du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, doivent anticiper ces dispositions. C'est la raison pour laquelle ils sont synthétisés dans la note et seront transmis dans leur intégralité au Conseil de Territoire.

Il est à noter que, compte-tenu de son contexte particulier, la présente note est nécessairement évolutive et sera complétée au fur et à mesure de l'avancement et de la validation de l'ensemble des démarches citées, qu'elles soient métropolitaines ou supra-métropolitaines.

A partir de ces différentes sources, et sur la base d'une première version de la note, un travail partagé a été conduit avec le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, aux plans technique et politique. Cette note d'orientations stratégiques a, en effet, pour objectif de faciliter l'élaboration du futur PLUi, dans toutes ses dimensions : du stratégique à l'opérationnel et au réglementaire. Elle a été transmise au territoire par courrier.

• **Contenu des axes stratégiques**

La note relative au PLUi du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est composée de dix orientations stratégiques (OS), réparties selon les trois axes suivants.

L'axe 1 poursuit l'objectif de faire de la stratégie de « développement équilibré » du Pays d'Aubagne et de l'Etoile un levier au service de l'ambition et du rayonnement de la Métropole Aix-Marseille Provence. Cet axe concerne à la fois le développement économique et démographique, dans un objectif global d'attractivité, de création de logements, de richesses et d'emplois, rendus accessibles à l'ensemble des habitants de la Métropole. Il se compose des orientations stratégiques suivantes :

- OS1. Inscrire le PLUi du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans la stratégie métropolitaine d'attractivité et de rayonnement, en adaptant les objectifs démographique et économique métropolitains au contexte local.

- OS2. Conforter l'attractivité économique du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en l'inscrivant dans la stratégie métropolitaine de développement des activités productives, tertiaires et des grandes filières économiques.
- OS3. Valoriser le capital nature-paysage du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ressource d'attractivité pour la Métropole Aix-Marseille Provence.

L'axe 2 poursuit l'objectif de conforter la transition du Pays d'Aubagne et de l'Etoile vers un modèle de développement urbain plus durable et cohérent avec l'armature métropolitaine de transports en commun. Il est ici question de la définition des grands équilibres, des principaux secteurs identifiés pour le développement et des différentes armatures (agricole, naturelle, de transport, commerciale). Ce nouveau modèle de développement poursuit un objectif de limitation de la consommation foncière, de maintien ou restauration des écosystèmes naturels sur le long terme, en même temps que la réduction des déplacements individuels et l'amélioration de la qualité de vie au quotidien. Il se compose des orientations stratégiques suivantes :

- OS4. Maîtriser le développement urbain du Pays d'Aubagne et de l'Etoile prioritairement au sein de l'enveloppe urbaine existante.
- OS5. Structurer le développement urbain du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en cohérence avec l'armature métropolitaine de transports en commun.
- OS6. Faire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile un levier de mise en œuvre de la stratégie métropolitaine de l'habitat visant à adapter la production de logements aux évolutions démographiques et des modes de vie.
- OS7. Stabiliser l'offre commerciale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en priorisant les nouvelles implantations dans les cœurs de villes et villages.

Enfin, l'axe 3 vise à accélérer la transition énergétique et écologique du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, notamment par de nouvelles pratiques en matière d'urbanisme et d'aménagement. Cet axe poursuit un triple objectif de préservation et gestion des ressources naturelles et paysagères, d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et de renforcement des aménités pour les habitants. Il se compose des orientations stratégiques suivantes :

- OS8. Préserver totalement de l'urbanisation les milieux les plus fragiles et/ou jouant un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'écosystème naturel et la qualité des eaux.
- OS9. Favoriser l'émergence d'un nouvel urbanisme intégrant pleinement les questions d'adaptation au changement climatique et de lutte contre la dégradation des milieux.

- OS10. Exploiter pleinement le potentiel énergétique du territoire d'Aubagne et de l'Etoile, en agissant simultanément sur la maîtrise de l'énergie (aménagement, bâtis, services...) et l'exploitation du potentiel en énergies renouvelables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et, notamment l'article L. 134-13 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 ;
- La loi Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006 ;
- La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement dite « Grenelle II » ;
- loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n°DEA 014-2832/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 proposant une organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération n°URB 002-3841/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°FAG 057-4109/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le document « Ambition 2040 : 12 engagements pour une Métropole à vivre » ;
- La délibération n°MER 007-4240/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le Livre Bleu de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ENV 001-5209/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 présentant l'Agenda Environnemental de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n°ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 004-5502/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n°ENV 004-5759/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 approuvant le Livre Blanc ;
- La délibération n°URB 005-5741/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 approuvant la note d'orientations stratégiques métropolitaines relative au PLUi du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ECO 001-5977/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019 approuvant la Stratégie Métropolitaine de l'Immobilier de Bureaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est pleinement compétente en matière d'urbanisme et d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- Que le Conseil de la Métropole a délégué aux Conseils de Territoire l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux

(PLUi), tout en délibérant aux principales étapes ;

- Que le Conseil de la Métropole doit fournir aux Conseils de Territoire élaborant un PLUi les orientations stratégiques métropolitaines de nature à assurer la cohérence du projet métropolitain ainsi que toutes les informations utiles ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le lancement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et que ce dernier l'élabore.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la note d'orientations stratégiques métropolitaines relative au PLUi du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ci-annexée.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence transmet au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la « note d'orientations stratégiques métropolitaines » ci-annexée, ainsi que toutes « informations utiles », conformément à l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-6803/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Projet de construction d'une école dans le secteur de Saint-Suspi
MET 19/12142/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopol Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et le SAN Ouest Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires, dont le Territoire Istres-Ouest Provence.

Par délibération cadre n° URB 003-3561/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la

répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et des Plans d'Occupation des Sols (POS) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas a été approuvé par délibération n° 121/13 du Conseil municipal du 26 juin 2013 et a fait l'objet d'une révision approuvée par délibération n° 137/17 du Conseil municipal du 5 juillet 2017.

Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs de développement de la commune.

La collectivité s'est engagée, en collaboration avec la Ville de Miramas, dans le nouveau programme de renouvellement urbain en 2014. Elle a depuis mis en place une démarche de co-construction du projet avec les élus et les techniciens des collectivités locales, les acteurs du territoire et les habitants du quartier Maille 1 Mercure. Le projet a été validé par le comité national d'engagement de l'Agence nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) le 22 octobre 2018. La signature de la convention pluriannuelle aura lieu dans le courant de l'année 2019.

Dans le cadre de sa politique d'habitat et sociale, Monsieur le Maire de la commune de Miramas a saisi la Métropole, en vue d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

Ce projet permettra de proposer à la population une nouvelle école située au Nord du Lac Saint-Suspi qui s'inscrit en continuité des objectifs de la commune identifiés au PLU. En effet, l'établissement sera construit dans l'enveloppe urbaine de la commune et permettra la déconstruction de l'école Van Gogh jugée vétuste - pour permettre à terme l'optimisation, la densification résidentielle et la diversification de l'habitat du quartier de la Rousse inclus dans un programme de Rénovation Urbaine. D'autre part, la localisation de la future école en frontière des quartiers de la Rousse et Saint-Suspi présente également un avantage non négligeable en termes de mixité sociale.

La réalisation de ce projet, situé en zone Nps (secteur regroupant les parcs et zones naturelles de loisirs) au nord et en zone 1AUL (destinée à recevoir des constructions à usage d'activités liées aux loisirs et au tourisme et dont les constructions ne peuvent être autorisées qu'au fur et à mesure de la réalisation des équipements prévus dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation) au sud, nécessite que le PLU en vigueur soit adapté.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du PLU, qui permet notamment d'adapter les dispositions du PLU par rapport à un projet qui fait l'objet d'une

déclaration d'intérêt général. Aussi, la mise en œuvre de ce projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

L'objet de la présente délibération est d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU de Miramas afin de permettre la réalisation d'une école.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5217-2, L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L. 300-6 régissant la procédure de déclaration de projet ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants, les articles L. 103-2 et R. 103-1, les articles R. 153-15 et suivants, précisant les modalités de la procédure de mise en compatibilité du PLU et l'article L. 300-6 régissant la procédure de déclaration de projet ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 121-15-1 et suivants, précisant les modalités de la concertation préalable auxquelles le projet pourrait être soumis si l'Autorité environnementale prescrit la réalisation d'une évaluation environnementale, inscrivant de ce fait le projet dans le domaine de droit d'initiative ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences de la Métropole aux Conseils de Territoire ;

- La délibération cadre n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Le SCOT Ouest Étang de Berre approuvé le 22 octobre 2015 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Miramas approuvé par délibération du Conseil municipal n° 137/17 du 5 juillet 2017 ;
- Le courrier de la commune de Miramas sollicitant du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Projet de construction d'une école dans le secteur de Saint-Suspi ;
- La lettre saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istre Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Miramas a saisi la Métropole en vue d'engager une procédure de déclaration de projet relevant du Code de l'Urbanisme et emportant mise en compatibilité du PLU afin de permettre la construction d'une école au Nord du lac de Saint-Suspi ;
- Que le projet de création d'une école au Nord du lac de Saint-Suspi revêt un caractère d'intérêt général, en répondant aux enjeux d'habitat et de mixité sociale portés par le Territoire Istres-Ouest Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, en compatibilité avec les objectifs et les orientations du SCOT en vigueur Ouest Etang de Berre ;
- Que le projet fera l'objet d'un examen au cas par cas auprès de l'Autorité environnementale afin de déterminer si une évaluation environnementale est nécessaire pour la réalisation du projet ;

- Qu'il convient, pour sa réalisation, d'adapter les règles du PLU en vigueur de Miramas par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme ;
- Que, conformément à la délibération cadre n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la finalisation du projet ainsi que les modifications à apporter au PLU nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

Délibère

Article 1 :

Est engagée la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Miramas, pour la réalisation d'un groupe scolaire dans le secteur de Saint-Suspi.

Article 2 :

La déclaration de projet et la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas portant sur la réalisation d'un groupe scolaire dans le secteur de Saint-Suspi. La mise en compatibilité consiste plus précisément à permettre la construction de cette école en déclassant une partie de la zone Nps et une partie de la zone 1AUL au nord du lac Saint-Suspi.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 153-54 du Code de l'Urbanisme, une réunion d'examen conjoint portant sur les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU sera organisée avec l'Etat, la Métropole, le Conseil de Territoire, la commune de Miramas et les Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme, avant la mise à l'enquête publique. A l'issue de cet examen conjoint, un procès-verbal sera rédigé et fera partie des pièces du dossier d'enquête publique.

Article 4 :

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'une enquête publique, portant à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU, d'une durée d'un mois minimum conformément aux dispositions de l'article L. 153-55 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 :

À l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4, le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sera approuvé, après avoir été éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par une délibération du Conseil de la Métropole.

Article 6 :

La présente délibération sera :

- publiée sur le site internet du Conseil de Territoire,
- publiée sur le site internet des services de l'Etat dans le département, à l'adresse suivante : www.bouches-du-rhone.gouv.fr.

Article 7 :

Une copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Préfet et fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et à la mairie de Miramas pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera également publiée au recueil des actes administratifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-6804/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres - Engagement de la procédure de modification n° 3 MET 19/12181/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par la délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Ville d'Istres a été approuvé par délibération n° 231/13 du Conseil municipal du 26 juin 2013, et, a fait l'objet d'une annulation partielle, de trois mises à jour approuvées par arrêtés n° 877/15 du 15 juillet 2015, n° 1610/2016 du 9 novembre 2016 et n° 5/18 du 15 octobre 2018, de deux modifications simplifiées approuvées par délibérations du Conseil municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016 et

d'une modification approuvée par délibération n° 39/16 du Conseil municipal du 2 mars 2016. La modification simplifiée n° 3 a été approuvée par délibération n° URB 013-6003/19CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 mai 2019. Une procédure de modification n° 2 et de modification simplifiée n° 4 sont en cours.

Par courrier de la commune d'Istres du 24 juin 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme concerné afin :

- d'autoriser l'ouverture à l'urbanisation de la zone du Mas Neuf, actuellement classée en zone 2AU5 au PLU opposable,
- de modifier le règlement du secteur Nc dédié aux carrières, dans son article N11.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559-18-CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et

Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Istres a sollicité le Conseil de Territoire du 24 juin 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme pour permettre :
 - l'ouverture à l'urbanisation de la zone du Mas Neuf, actuellement classé en zone 2AU5 au Plan Local d'Urbanisme opposable,

Cette ouverture permettra de recevoir une urbanisation mixte sous la forme d'une opération d'ensemble à vocation principalement résidentielle.

Ce projet vise à :

- diversifier l'offre de logements et renforcer l'offre sociale en meilleure adéquation avec les besoins de la population sous la forme d'un quartier vert favorisant les principes de qualité urbaine et paysagère : intégration dans le paysage environnant, mobilités douces, espaces publics en lien avec la nature ;
- s'inscrire dans l'aménagement du secteur gare de Miramas qui prolonge l'objectif du projet cœur de ville de Miramas, avec la création du nouveau quartier aux abords de la gare, en lien avec la relance et la consolidation du dynamisme du centre ville afin de créer de nouvelles zones d'habitat et d'activités économiques ;
- la modification du règlement du secteur Nc dans son article N11 ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire, il convient que le Conseil Territoire Istres-

Ouest Provence saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Istres.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-6805/19/CM

**■ Approbation de la modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer
MET 19/12193/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La création de la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer est intervenue par arrêté préfectoral en date du 21 juin 1990 à l'initiative de l'Epareb dans le cadre de sa mission d'aménageur de la Ville Nouvelle des Rives de l'Etang de Berre.

Le Dossier de réalisation, comprenant le Programme des Équipements Publics et le Plan d'aménagement de Zone, a été approuvé par arrêté préfectoral du 11 octobre 1991.

Suivant le décret n° 2000-1383 du 31 décembre 2001, l'Epareb a été dissout et suivant l'arrêté préfectoral en date du 12 mars 2002, le périmètre de l'Opération d'Intérêt National de la Ville Nouvelle des Rives de l'Etang de Berre a été supprimé conférant ainsi l'initiative et la compétence de la ZAC au SAN Ouest Provence, désormais intégré à la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016.

Par délibération en date du 26 février 2002, le SAN a décidé de confier la poursuite de la réalisation de la ZAC de Lavalduc à l'Epad Ouest Provence par le biais d'une convention publique d'aménagement. Cette convention a été transférée à la SPL-ADOP devenue SPL Sens Urbain.

Le programme des équipements publics donne la liste des équipements publics de voirie, d'espace public et de réseaux à créer ou à aménager, permettant la viabilisation des lots.

L'opération a vu ses principaux équipements réalisés et la majeure partie des terrains commercialisée. L'avancement de l'opération et de son contexte ont amené à réviser le programme des équipements en supprimant une réservation pour équipement public

destiné à la réalisation d'une voirie, objet de la présente modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation. Cette modification a pour conséquence de rendre disponible un reliquat foncier tombé en désuétude et l'intégrer au plan des lots à bâtir, sans modifier les conditions de circulation actuelles.

La modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc, ayant pour objet la suppression d'une réservation pour équipement public destinée à la création d'une voirie, a été prescrite par l'arrêté n°19/089/CM du 4 avril 2019.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Par la délibération n° URB 015-6005/19/CM du 16 mai 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé ces modalités de mise à disposition.

Le projet a été notifié aux personnes publiques associées qui n'ont apporté aucune observation.

La mise à disposition s'est déroulée du 24 juin 2019 au 29 juillet 2019 inclus, soit pendant 36 jours consécutifs à la Mairie de Fos-sur-Mer, place de l'Hôtel de ville 13270 Fos-sur-Mer, à la Direction de l'aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigance IV, allée de la Passe Pierre, 13800 Istres.

Durant cette mise à disposition du public, une observation sous la forme de lettre annexée au registre a été déposée. Elle émane de la société TECHNIPIPE qui rappelle la présence de canalisations des sociétés TOTAL, LYONDELLBASELL, ESSO et KEM ONE à proximité de la ZAC, qui nécessite une demande d'information pour tout projet de travaux (DICT). Cette obligation réglementaire est constante et n'est en rien impactée par le présent projet de modification simplifiée du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc.

Le bien-fondé de l'établissement de la modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer n'a donc pas été remis en cause au cours de cette mise à disposition.

Le projet de modification simplifiée du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc a été notifié à la commune le 12 juin 2019.

Un avis favorable au projet a été formulé par le Conseil Municipal de la ville de Fos-sur-Mer par délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 015-6005/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 portant approbation des modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/089/CM du 4 avril 2019 prescrivant la modification simplifiée n°1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc ;
- La délibération du Conseil Municipal de Fos-sur-Mer donnant un avis favorable à l'approbation de la modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer, modifiant le Programme des Équipements Publics et le Plan d'Aménagement de Zone, tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Article 2 :

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole,
- affichage pendant un mois à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence allée de la Passe Pierre, 13800 Istres et à la Mairie de Fos-sur-Mer,
- mention, de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Article 3 :

Le dossier de modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer est tenu à la disposition à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence allée de la passe pierre, 13800 Istres et à la Mairie de Fos-sur-Mer.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-6806/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts - Engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 MET 19/12082/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses Territoires.

Par délibération cadre N° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 2017/013 du 13 mars 2017 et a fait l'objet de deux mises à jour approuvées par arrêtés n° URB.2017.481 du 23 novembre 2017 et n° 005-2019 du 29 janvier 2019, ainsi qu'une modification simplifiée n°1 approuvée par délibération

n° 015-4633/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018.

Par délibération de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts du 8 juillet 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de Madame la Présidente l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU). L'objet de cette modification simplifiée est d'adapter le règlement aux nouvelles catégories de logements intégrées à l'inventaire SRU depuis la loi ELAN du 23 novembre 2018, laquelle a élargi la notion de logement social aux logements agréés « Prêt social logement-accession » et aux logements cédés en bail réel solidaire.

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre N° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 portant approbation de la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan

d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts en vigueur ;
- La délibération de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts du 8 juillet 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays de Martigues qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de Madame la Présidente l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Saint-Mitre-les-Remparts a sollicité le 8 juillet 2019 le Conseil de Territoire du Pays de Martigues afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme, afin d'adapter le règlement aux nouvelles catégories de logements intégrées à l'inventaire SRU depuis la loi ELAN ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article unique :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Mitre-les-Remparts.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-6807/19/CM

**■ Mise en œuvre du décret n°2017-835 relatif aux
logements locatifs sociaux
MET 19/11988/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi Egalité et Citoyenneté promulguée le 27 janvier 2017 et ses décrets d'application du 5 mai 2017 ont modifié les modalités d'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 modifié de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains, dite loi SRU.

Le dispositif applicable aux communes soumises à la loi SRU prévoit désormais un mécanisme d'exemption à la commune prononcé par décret, sur proposition des établissements publics de coopération intercommunale, et après avis du Préfet puis de la commission nationale SRU.

Ce mécanisme aboutit à une exemption au plus tard le 31 décembre de l'année précédent chaque période triennale, soit pour la période 2020-2022.

Les communes éligibles à l'exemption SRU doivent répondre à au moins l'une des trois conditions suivantes :

- les communes où la tension sur la demande en logement social est faible. La pression sur la demande de logement social est mesurée à partir du système national d'enregistrement de la demande en logement social. Il s'agit d'un ratio entre le nombre de demandes de logements sociaux par rapport au nombre d'emménagements annuels, hors mutations internes, dans le parc locatif social. Ce critère ne concerne aucune commune de la Métropole.

- les communes situées hors d'une agglomération de plus de 30 000 habitants qui ne sont pas suffisamment reliées aux bassins d'activité et d'emploi par les services de transport en commun.

La liste des communes hors agglomération de plus de 30 000 habitants et potentiellement concernées par ce critère de l'insuffisance des transports en commun,

telle que communiquée par l'Etat, est la suivante : Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Coudoux, Cuges-les-Pins, Ensues-la-Redonne, Eyguières, Jouques, la Fare-les-Oliviers, la Roque d'Anthéron, Lambesc, Lançon-Provence, le Puy Sainte Réparate, Le Rove, Mallemort, Meyrargues, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Port-Saint-Louis du Rhône, Rognes, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Cannat, Sausset-les-Pins, Sénas, Ventabren. Deux de ces communes disposent d'un taux de logements sociaux supérieur à 25 % des résidences principales et ne sont pas concernées de fait : la Roque d'Anthéron et Port-Saint-Louis du Rhône. 23 communes restent potentiellement concernées.

- les communes dont plus de la moitié du territoire urbanisé est soumise à une inconstructibilité, du fait de plans de prévention des risques naturels ou technologiques, de plans d'exposition au bruit, que la commune soit ou non située au sein d'une agglomération. Actuellement, les communes d'Auriol, Eguilles, Fos sur Mer, Fuveau, Mimet, Roquevaire, Trets, Saint-Victoret, Saint-Zacharie et Simiane-Collongue sont dans cette situation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, après analyse technique de la situation de chaque commune, propose à l'Etat l'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux pour les communes suivantes :

- au titre de l'insuffisance de transports en commun pour les communes situées hors d'une agglomération de plus de 30 000 habitants : Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Coudoux, Cuges-les-Pins, Ensues-la-Redonne, Eyguières, Jouques, la Fare-les-Oliviers, Lambesc, Lançon-Provence, Le Puy Sainte Réparate, Le Rove, Mallemort, Meyrargues, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Cannat, Sausset-les-Pins, Sénas, Ventabren,

- au titre de l'inconstructibilité sur plus de la moitié du territoire urbanisé : Auriol, Eguilles, Fos sur Mer, Fuveau, Mimet, Roquevaire, Trets, Saint-Victoret, Saint-Zacharie et Simiane-Collongue.

Néanmoins, n'ont pu être pris en compte les communes pour lesquelles les PPR sont actuellement prescrits et non approuvés (notamment au regard des indications du préfet de Département des Bouches du Rhône mentionnant l'obligation d'un règlement opposable. (Cf. annexe 5 de l'argumentaire annexé). Ce possible « assouplissement » dans l'application de la loi SRU peut permettre une meilleure adaptation des objectifs de production de logements locatifs sociaux à la réalité des communes de nos territoires. Il convient d'approuver la liste des communes et les motifs pour lesquels la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat l'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Le décret n°2107-835 du 5 mai 2017 relatif aux dispositions particulières à certaines agglomérations en matière de réalisation de logements locatifs sociaux ;
- Le décret n°2017-840 du 5 mai 2017 fixant les valeurs des ratios de pression sur la demande de logement social en deçà desquels les agglomérations, les établissements publics de coopération intercommunale ou communes isolées peuvent bénéficier de la procédure d'exemption ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 25 septembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de ce possible assouplissement dans l'application de la loi SRU qui peut permettre une meilleure adaptation des objectifs de production de logements locatifs sociaux à la réalité des communes de nos territoires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la liste des communes ainsi que les motifs pour lesquels la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat l'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux pour la période triennale 2020-2022 :

- au titre de l'insuffisance de transports en commun pour les communes situées hors d'une agglomération de plus de 30 000 habitants :

Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Coudoux, Cuges-les-Pins, Ensues-la-Redonne, Eyguières, Jouques, la Fare-les-Oliviers, Lambesc, Lançon-Provence, Le Puy Sainte Réparate, Le Rove, Mallemort, Meyrargues, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Cannat, Sausset-les-Pins, Sénas, Ventabren.

- au titre de l'inconstructibilité sur plus de la moitié du territoire urbanisé :

Auriol, Eguilles, Fos sur Mer, Fuveau, Mimet, Roquevaire, Trets, Saint-Victoret, Saint Zacharie et Simiane-collongue.

tels que précisés dans l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document y afférent et à transmettre cette liste à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-6808/19/CM

■ Détermination du taux affecté aux communes et aux bailleurs pour leur participation au budget du FSL

MET 19/12018/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 31 mai 1990 prévoit l'institution d'un Fonds de Solidarité Logement destiné aux personnes ou familles qui éprouveraient des difficultés au regard de leurs ressources ou de leur condition d'existence, dans le cadre du droit au logement.

Ces aides sont réparties en deux volets. D'une part, des aides financières individuelles pour l'accès ou le maintien dans le logement et d'autre part, la prise en charge financière de l'accompagnement social. Toutefois, par transfert de compétences, seules les aides financières individuelles ont été transférées par les Départements à la Métropole Aix-Marseille-Provence ; l'accompagnement social étant resté une compétence départementale.

Si le FSL est un outil indispensable qui permet de venir en aide aux populations les plus défavorisées domiciliées sur son territoire, il permet également de mettre en œuvre ou de développer des actions innovantes. C'est le cas des aides exceptionnelles versées dans le cadre du relogement des personnes délogées en raison d'un arrêté de péril imminent sur leur domicile, mais également de permettre, selon un

protocole défini et à titre expérimental, l'insertion par le logement.

Le budget du FSL est constitué des fonds propres de la collectivité qui le porte mais également de la dotation de l'Etat. La participation des distributeurs d'énergie qui sont obligatoirement conventionnés est libre. Celle des bailleurs et des communes a été fixée par délibération par les Départements des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse en 2005 suite au transfert de compétences de l'Etat vers les Départements. Au regard du nombre de communes des Bouches-du-Rhône qui constitue la Métropole Aix-Marseille-Provence, il a été décidé de prendre comme base les taux définis par le CD13 (base de 1,52 euro par logement et 0,30 euro par habitant).

Initialement, le budget du FSL ne distingue pas les aides financières individuelles, de l'accompagnement social. Aussi, il convient d'adapter ces taux en fonction des dépenses réalisées sur des mêmes exercices budgétaires. Pour une meilleure lisibilité, les années de référence sont identiques à celles prises en compte par la CLECT lors du transfert de compétence du FSL. Ainsi, il apparaît que les dépenses des années 2013, 2014 et 2015 représentent pour les aides financières individuelles, 51% du budget du FSL et pour l'accompagnement social, 49%. Il est proposé de ne pas augmenter le coût global tant pour les bailleurs que pour les communes mais d'affecter leur participation à taux égal, pour chacune des collectivités, au regard de leur compétence, soit 0,15 euro par habitant pour les communes et 0,76 euro par logement sur le territoire métropolitain pour les bailleurs sociaux.

Dans ces conditions, un courrier sera adressé à chacun d'eux, par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la participation au titre des aides financières individuelles et un courrier par le Département des Bouches-du-Rhône, relatif à leur participation au titre de l'accompagnement social.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de définir les taux affectés aux bailleurs sociaux et aux communes pour leur participation au budget du FSL

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le taux de 0,76 euro par logement sur le territoire métropolitain pour les bailleurs sociaux et de 0,15 euro par habitant pour les communes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les courriers qui seront adressés chaque année à l'ensemble des bailleurs sociaux et des communes composant la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-6809/19/CM

**■ Approbation de l'appel à projets pour l'expérimentation du budget participatif de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le quartier prioritaire de la Belle de Mai sur la commune de Marseille
MET 19/12076/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés regroupant 59 quartiers prioritaires situés sur 15 communes et regroupant plus de 300 000 habitants.

21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont 11 Quartiers d'Intérêt National et 10 d'Intérêt Régional.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et suite à la validation lors du dernier comité de pilotage politique de la ville du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Cette expérimentation fait partie des actions menées par la Métropole au titre de la modernisation de son action publique en lien avec l'Etat notamment en matière de développement territorial.

Le budget participatif de fonctionnement représente en effet l'un des outils privilégiés pour renforcer l'action publique de proximité tout en repositionnant l'habitant au cœur des dispositifs publics.

Aussi, par délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir les deux quartiers prioritaires situés sur la commune de Port-de-Bouc et une partie du quartier prioritaire du centre-ville de la commune de Marseille

Le budget participatif de fonctionnement ainsi souhaité par la Métropole Aix-Marseille-Provence prend la forme d'un appel à projets (AAP), pour lequel la définition des besoins et des orientations a été réalisée avec la participation des habitants.

Ces derniers sont ainsi pleinement acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire.

Concernant le territoire de la Belle de Mai inclus dans le quartier prioritaire du Grand Centre-Ville de la commune de Marseille, cette démarche a été placée sous la responsabilité d'un comité de pilotage (COPIL) composé de :

- Madame la Vice-Présidente de la Métropole, déléguée à la Politique de la Ville, Présidente du COPIL,
- Monsieur le Vice-Président du Territoire de Marseille Provence, délégué à la Politique de la Ville,
- Madame le Maire de secteur ou son représentant,
- Un représentant du conseil citoyen concerné du territoire,

- Des habitants du quartier prioritaire concerné, volontaires ou éventuellement désignés par tirage au sort en cas de multiples candidatures.

Il est rappelé que, si dans le cadre de cette expérimentation, le COPIL a pour rôle de valider toutes les étapes du dispositif (notamment validation du cahier des charges et de la programmation de l'AAP ainsi que des modalités de concertation des habitants, sélection des projets retenus sur la base des propositions des habitants et proposition du niveau de subvention alloué), les habitants participent à chaque étape clé de l'opération.

Ainsi, à l'issue de 4 ateliers organisés en présence d'un groupe de parents d'élèves du Réseau d'Education Prioritaire (REP+) résidant sur le territoire, les problématiques suivantes ont pu être identifiées et hiérarchisées comme étant des orientations prioritaires à traiter :

- Améliorer le cadre de vie,
- L'éducation,
- La jeunesse
- Compléter l'offre de mobilité,
- Développer l'offre culturelle.

Les porteurs de projets, candidats au présent appel à projets, devront donc proposer des actions entrant dans le cadre d'au moins une des thématiques identifiées.

En complément, l'instruction des dossiers sera réalisée selon des critères d'éligibilité et de sélection déterminés avec les habitants et définis comme suit :

Les critères d'éligibilité :

- Le projet est porté par un opérateur associatif ou à but non lucratif immatriculé au répertoire Sirene,
- Les actions sont engagées en 2019,
- Le projet se déroule sur le quartier de la Belle de Mai inclus dans le quartier prioritaire du Grand Centre-Ville et cible les habitants du quartier de la Belle de Mai ;
- Un dossier de demande de subvention est déposé à la Métropole pour l'action proposée,
- La demande de subvention est destinée à couvrir les charges de fonctionnement du projet (les actions et projets d'investissement sont exclus),
La subvention ne doit pas se substituer aux financements de droit commun.

Les critères de sélection

Les critères de sélections, déterminés eux-aussi par les habitants, portent directement sur les méthodologies des projets proposés devant intégrer les éléments suivants :

- La qualité de la communication pour faire connaître l'action et « aller vers » le public concerné,
- Le renforcement du pouvoir d'agir au travers « *des projets pour et avec les habitants* »,
- La valorisation de l'existant et la complémentarité avec des démarches en cours sur le territoire.

Une attention particulière sera portée aux projets déposés qui impliqueront directement les publics visés dans le montage des projets.

Les modalités de sélection et de concertation des habitants dans la phase de sélection des projets doivent permettre au plus grand nombre de s'exprimer dans un souci d'optimisation de l'enveloppe financière allouée à la démarche. Des réunions sur l'espace public (parvis d'école, places) permettront aux habitants de se prononcer sur le choix des actions à développer.

Lors de sa réunion du 13 septembre 2019, le COPIL a validé les thématiques du présent AAP, les modalités de concertation des habitants ainsi que les critères d'éligibilité et de sélection des projets.

Le présent appel à projet fera l'objet d'une publicité sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les porteurs de projets disposeront jusqu'au 6 octobre 2019 à minuit pour déposer leurs dossiers dématérialisés de candidature sur le site www.polvillemarseille.fr « l'Espace projets » en sélectionnant le territoire du Grand Centre-Ville.

Le budget global alloué à cette expérimentation de budget participatif est de 32 500 euros sur l'année 2019.

L'attribution des subventions pour les projets sélectionnés par le COPIL dans le cadre l'appel à projets sera ensuite proposée au vote du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Les six contrats de ville en cours sur le territoire métropolitain ;
- La délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de l'expérimentation d'un budget participatif pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur les communes de Marseille et de Port-de-Bouc et création de deux comités de pilotage ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur trois quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Que par délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé la mise en œuvre de cette expérimentation sur une partie du quartier prioritaire du Grand Centre-Ville de la commune de Marseille ;
- Que le budget participatif de fonctionnement a pour objet de placer les habitants au cœur de l'action publique, faisant d'eux des acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire ;
- Que ce budget participatif se traduit par le lancement d'un appel à projets sur les quartiers prioritaires concernés, pour lesquels la définition des besoins et des orientations, mais aussi la sélection des projets seront réalisées avec la participation des habitants ;
- Que les projets retenus à l'issue de cet appel à projets bénéficieront de subventions métropolitaines sans autre cofinancement.

Article 1 :

Est approuvé l'appel à projets pour l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour une partie du quartier prioritaire du Grand Centre-Ville de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situé sur la commune de Marseille, dont le cahier des charges figure en annexe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, sous-politique D110, nature 65748, fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-6810/19/CM

**■ Approbation de l'appel à projets de l'expérimentation du budget participatif de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les quartiers prioritaires sur la commune de Port de Bouc
MET 19/12080/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés regroupant 59 quartiers prioritaires situés sur 15 communes et regroupant plus de 300 000 habitants.

21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont 11 Quartiers d'Intérêt National et 10 d'Intérêt Régional.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et suite à la validation lors du dernier comité de pilotage politique de la ville du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Le budget participatif de fonctionnement représente en effet l'un des outils privilégiés pour renforcer l'action

publique de proximité tout en repositionnant l'habitant au cœur des dispositifs publics.

Aussi, par délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir les deux quartiers prioritaires situés sur la commune de Port-de-Bouc et une partie du quartier prioritaire du centre-ville de la commune de Marseille

Le budget participatif de fonctionnement ainsi souhaité par la Métropole Aix-Marseille-Provence prend la forme d'un appel à projets (AAP), pour lequel la définition des besoins et des orientations a été réalisée avec la participation des habitants.

Ces derniers sont ainsi pleinement acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire.

Concernant les deux quartiers prioritaires de la commune de Port-de-Bouc, cette démarche a été placée sous la responsabilité d'un comité de pilotage (COPIL) composé de :

- Madame la Vice-Présidente de la Métropole, déléguée à la Politique de la Ville, Présidente du COPIL,
- Madame la Vice-Présidente du Territoire du Pays de Martigues, déléguée à la Politique de la Ville,
- Madame le Maire de la commune de Port-de-Bouc,
- Un représentant de chaque conseil citoyen du territoire concerné,
- Un habitant pour chacun des quartiers prioritaires concernés, volontaire ou éventuellement désigné par tirage au sort en cas de multiples candidatures.

Si dans le cadre de cette expérimentation, le COPIL a pour rôle de valider toutes les étapes du dispositif (notamment validation du cahier des charges et de la programmation de l'AAP ainsi que des modalités de concertation des habitants, sélection des projets retenus sur la base des propositions des habitants et proposition du niveau de subvention alloué), les habitants participent à chaque étapes-clé de l'opération.

Ainsi, à l'issue de quatre ateliers organisés en présence d'un groupe de jeunes de 15 à 24 ans résidant sur le territoire, les problématiques suivantes ont pu être identifiées et hiérarchisées comme étant des orientations prioritaires à traiter pour cette tranche d'âge :

- Compléter l'offre de mobilité,
- Entretenir et contribuer à la qualité des espaces publics,

- Proposer de nouvelles activités socio-éducatives et de loisirs,
- Favoriser la relation entre éducation et le monde de l'entreprise,
- Définir les contours d'une maison des jeunes « virtuelle ».

Les porteurs de projets, candidats au présent appel à projets, devront donc proposer des actions entrant dans le cadre d'au moins une des thématiques identifiées.

En complément, l'instruction des dossiers sera réalisée selon des critères d'éligibilité et de sélection déterminés avec les habitants et définis comme suit :

Les critères d'éligibilité :

- Le projet est porté par un opérateur associatif ou à but non lucratif immatriculé au répertoire Sirene,
- Les actions sont engagées en 2019,
- Le projet se déroule dans les quartiers des Aigues Douces / la Lègue ainsi que Les Comtes / Tassy et cible les habitants des quartiers prioritaires de Port de Bouc,
- Un dossier de demande de subvention est déposé à la Métropole pour l'action proposée,
- La demande de subvention est destinée à couvrir les charges de fonctionnement du projet (les actions et projets d'investissement sont exclus),
La subvention ne doit pas se substituer aux financements de droit commun.

Les critères de sélection :

Les critères de sélection, déterminés eux-aussi par les habitants, portent directement sur les méthodologies des projets proposés devant intégrer les éléments suivants :

- La qualité de la communication pour faire connaître l'action et « aller vers » le public concerné ;
- Le renforcement du pouvoir d'agir au travers « des projets pour et avec les jeunes » ;
- La valorisation de l'existant et la complémentarité avec des démarches en cours sur le territoire.

Une attention particulière sera portée aux projets déposés qui impliqueront directement les publics visés dans le montage des projets.

Les modalités de sélection et de concertation des habitants dans la phase de sélection des projets doivent permettre au plus grand nombre de s'exprimer dans un souci d'optimisation de l'enveloppe financière allouée à la démarche. Les rencontres de « pairs à pairs » (établissements d'enseignement, centres sociaux, Mission Locale d'Insertion ...) et la publication des actions proposées sur les réseaux sociaux

(instagram, snapchat, whatsapp) permettront aux jeunes de faire part de leurs choix sur les actions à développer parmi toutes celles proposées.

Lors de sa réunion de 18 septembre 2019, le COPIL a validé les thématiques du présent appel à projet, les modalités de concertation des habitants ainsi que les critères d'éligibilité et de sélection des projets.

Le présent appel à projet fera l'objet d'une publicité sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les porteurs de projets disposeront jusqu'au 6 octobre 2019 à minuit pour déposer leurs dossiers de candidatures auprès de
Direction Politique de la Ville
Conseil de territoire du Pays de Martigues
Rond-point de l'Hôtel de Ville
13500 Martigues.

Le budget global alloué à cette expérimentation du budget participatif est de 32 500 euros sur l'année 2019.

L'attribution des subventions pour les projets sélectionnés par le COPIL dans le cadre l'appel à projets sera ensuite proposée au vote du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Les six Contrats de Ville en cours sur le territoire métropolitain ;
- La délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de l'expérimentation d'un budget participatif pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur les communes de Marseille et de Port-de-Bouc et création de deux comités de pilotage ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur trois quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Que par délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé la mise en œuvre de cette expérimentation sur les deux quartiers prioritaires situés sur la commune de Port-de-Bouc ;
- Que le budget participatif de fonctionnement a pour objet de placer les habitants au cœur de l'action publique, faisant d'eux des acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire ;
- Que ce budget participatif se traduit par le lancement d'un appel à projets sur les quartiers prioritaires concernés, pour lesquels la définition des besoins et des orientations, mais aussi la sélection des projets seront réalisées avec la participation des habitants ;
- Que les projets retenus à l'issue de cet appel à projets bénéficieront de subventions métropolitaines sans autre cofinancement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'appel à projets pour l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur la commune de Port de Bouc, dont le cahier des charges figure en annexe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, sous-politique D110, nature 65748, fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-6811/19/CM

■ Candidature auprès du CLER pour la mise en œuvre à titre expérimental d'un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie sur le territoire d'Istres-Ouest Provence MET 19/11993/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La réhabilitation et la valorisation du patrimoine immobilier bâti est un enjeu majeur pour les collectivités. Plusieurs dispositifs opérationnels (opérations programmées d'amélioration de l'habitat ou des programmes d'intérêt général...) sont d'ailleurs mis en œuvre. Au-delà, il convient également d'accompagner les ménages modestes sur l'usage et les bonnes pratiques quotidiennes favorisant les économies d'énergie.

Le programme SLIME, pour Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie, destiné aux collectivités locales et à leurs groupements et coordonné par l'association CLER, peut répondre à cette ambition. L'association CLER est une association française, agréée pour la protection de l'environnement, créée en 1984 et qui a pour objet de promouvoir les énergies renouvelables, la maîtrise de l'énergie et plus largement, la transition énergétique.

Le programme SLIME permet d'organiser les actions de lutte contre la précarité énergétique en massifiant le repérage des ménages en précarité énergétique et de les financer grâce aux certificats d'économie d'énergie (CEE).

La mise en place d'un tel service permettrait de constituer un guichet unique local de prise en charge des situations de précarité énergétique, quel que soit le statut d'occupation du logement. Il aura vocation à :

- centraliser vers une plateforme unique les signalements de ménages modestes qui rencontrent des difficultés liées à l'énergie dans leur logement, afin de pouvoir déclencher une visite sur place et réaliser un premier diagnostic sociotechnique de la situation
- encourager, via cette plateforme, tous les acteurs du territoire concerné à même de proposer aux ménages des solutions variées.

et intègre systématiquement trois étapes :

- l'organisation d'une chaîne de détection, notamment avec les CCAS des communes
- un diagnostic sociotechnique au domicile des ménages identifiés
- l'orientation des ménages vers des solutions durables et adaptées pour sortir de la précarité énergétique

D'un point de vue financier, la collectivité ou le groupement retenu dans le cadre d'un programme SLIME prendra en charge pour partie les dépenses, le

reste étant financé par les CEE. En effet, le programme SLIME est éligible au CEE. Cela signifie que lorsqu'un groupement effectue des dépenses dans un dispositif SLIME agréé par le CLER, elle peut obtenir des CEE qui peuvent alors être valorisés auprès des fournisseurs d'énergie ou sur le marché des CEE.

Afin de pouvoir bénéficier des CEE et d'un cadre méthodologique national, la démarche doit s'inscrire dans le cadre d'un appel à projet auprès du CLER, réseau pour la transition énergétique.

Il convient donc d'approuver la participation de la Métropole à cet appel à projet. Dans un premier temps, il est proposé de mettre en place ce dispositif à titre expérimental sur le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence. Dans un deuxième temps, l'objectif sera son élargissement à toute la Métropole.

Le financement prévisionnel de cette première année, pour un objectif d'une quarantaine de ménages accompagnés, est de 40 000 € dont 20 000 € à la charge de la collectivité, le reste étant financé par les certificats d'économie d'énergie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente en matière d'habitat – Logement et que la lutte contre la précarité énergétique constitue une priorité ;
- Que la Métropole souhaite accompagner les ménages modestes sur l'usage et les bonnes

pratiques quotidiennes favorisant les économies d'énergie ;

- Que pour répondre à cette ambition, le programme SLIME permet d'organiser les actions de lutte contre la précarité énergétique en massifiant le repérage des ménages en précarité énergétique et de les financer grâce aux certificats d'économie d'énergie ;
- Que le programme SLIME est coordonné par l'association CLER ;
- Que pour être éligible au programme SLIME de manière expérimental sur le territoire d'Istres Ouest Provence en vue de l'élargissement à l'ensemble de la Métropole, il convient de répondre à l'appel à projet de l'association CLER.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de répondre à l'appel à projets du CLER – réseau pour la transition énergétique et la mise en place d'un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME) sur le territoire d'Istres-Ouest Provence à titre expérimental pour un an.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à répondre à l'appel à projets du CLER – réseau pour la transition énergétique et la mise en place d'un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME).

Article 3 :

Le financement à la charge de la collectivité est estimé à 20 000 euros pour une année.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, nature 65748, Fonction 552 Sous-Politique D110.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-6812/19/CM

■ **Approbation du lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans transfert de risque économique relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement - Approbation du principe de la constitution de la Commission d'Appels d'Offres spéciale pour l'attribution de la concession d'aménagement relative aux copropriétés du Parc Corot**

MET 19/11846/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Parc Corot est un ensemble immobilier privé situé 130, avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille, sous le régime de la copropriété.

Le Parc Corot abrite une population estimée à 1000 habitants. L'ensemble est constitué de 12 bâtiments, sur un terrain de 4,81 hectares : 7 immeubles d'habitation comportant 376. Chacun des bâtiments d'habitation est constitué en syndicat secondaire, ainsi que le syndicat du bâtiment des commerces et celui des garages. Tous sont regroupés dans un syndicat principal.

Le Parc Corot est situé dans le quartier prioritaire de la ville (QPV) « Malpassé-Corot », et concerné par le Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) pour le « Grand Malpassé » englobant principalement les groupes d'habitat social de Saint-Paul, du plateau de Villegrosse, de Malpassé et des Oliviers A, Lilas et Mimosas. Le protocole de préfiguration a été signé par la Métropole avec l'ANRU le 21 décembre 2017 avec pour l'objectif de contractualiser avec l'ANRU dans les 24 mois sur chaque site.

Le Parc Corot a bénéficié d'une intervention publique depuis plusieurs années : ainsi le bâtiment B a été démolé en 1989 dans le cadre d'une opération de résorption de l'habitat Insalubre (RHI) conduite par la Ville de Marseille, et le Parc a été intégré en 2006 au Programme de Rénovation Urbaine (PRU) de Saint-Paul. Le PRU a notamment permis de contribuer au désenclavement du Parc par la création par notre collectivité de la rue Jean Marsac, de réhabiliter le groupe d'habitat « Saint Paul » mitoyen (HMP), et de lancer la création par la Ville de Marseille d'un nouvel équipement social pour le quartier. De plus une offre locative diversifiée a été apportée par l'édification à proximité par l'Association Foncière Logement de la résidence « Les Terrasses du Parc ».

Le bâtiment A, comportant 96 logements, a été évacué puis neutralisé par notre collectivité en décembre 2018 suite à l'arrêté municipal du 11 décembre 2018 notifiant l'insécurité des équipements communs.

Les études conduites dans le cadre du PRU ont permis de mieux appréhender les graves difficultés structurelles auxquelles est confrontée la copropriété, aussi bien du point de vue de sa gestion, que de la vétusté du bâti et des équipements communs, de l'état de dégradation avancée des espaces collectifs, ainsi que de la grande fragilité économique et sociale de nombre des résidents.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde sur la copropriété du Parc Corot ».

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde.

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018 la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement pour le Parc Corot.

Il est désormais proposé, en premier lieu d'approuver la mise en œuvre de cette opération par le lancement d'une procédure de publicité et de mise en concurrence préalable à la conclusion d'une concession d'aménagement sans transfert de risque.

Le concessionnaire aura pour missions principales :

- d'acquérir par tous moyens et gérer des lots de copropriété, puis selon les situations de les réhabiliter ou de les neutraliser, d'assurer le relogement des ménages quand cela sera nécessaire,
- de porter les procédures publiques d'expropriations, puis déconstruire les immeubles voués à démolition, les neutraliser et gérer leurs terrains d'assiette.
- de participer, en appui des instances de gestion des syndicats de copropriété, au rétablissement de la gestion des parties communes à court moyen et long terme, notamment par la scission de la copropriété en autant de parcelles que de syndicats de copropriété, la dissolution du syndicat principal et la création d'une Union syndicale libre (USL),
- de réaliser et remettre à niveaux les espaces et les équipements publics nécessaires, des échanges dans ce sens ont été engagés avec la Direction de l'Aménagement de l'espace public;
- céder à terme les lots de copropriétés et les parcelles viabilisés à des acquéreurs institutionnels ou privés.

Cette procédure sera menée conformément aux règles de la deuxième partie du code de la commande publique ainsi qu'aux articles L1414-1 à L. 1414-4 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Compte tenu du montant des divers produits de la concession, la procédure mise en œuvre sera l'une des procédures formalisées prévues par le Code de la Commande Publique pour la passation des marchés publics.

En second lieu, dès lors que l'article R 300-11-2 du Code l'Urbanisme prévoit que ce type de concession d'aménagement est attribué par une commission d'appel d'offres composée de manière dérogatoire conformément à l'article R 300-9 du Code de l'urbanisme qui dispose que « *Lorsque le concédant est une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, l'organe délibérant désigne en son sein à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne les membres composant la commission (...)* ».

Il est en conséquence proposé d'approuver le principe de création de cette commission, d'en fixer les modalités de fonctionnement, et les modalités de dépôt de liste en vue de la désignation de ses membres lors d'une prochaine réunion du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 22 janvier 2016 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de sauvegarde sur la copropriété du Parc Corot à Marseille (13013) ;
- Le protocole de préfiguration du Nouveau

Programme National de Rénovation Urbaine, signé le 21 décembre 2017 ;

- La délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017 approuvant un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille ;
- la délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018 relative au projet d'aménagement pour le Parc Corot ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre d'un accord partenarial, approuvé par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- Que la résidence du « Parc Corot » est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- Qu'une Commission d'appel d'offres doit être constituée en application de l'article L1414-2 du Code général des collectivités territoriales et des articles R300-11-2 et R.300-9 du Code de l'urbanisme qui disposent que « lorsque le concédant est une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, l'organe délibérant désigne en son sein à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne les membres composant la commission (...) ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement d'une procédure de publicité et de mise en concurrence pour l'attribution d'un contrat de concession d'aménagement sans transfert de risque économique relatif à la copropriété Parc Corot à Marseille.

Article 2 :

Habilite Madame la Présidente de la Métropole Aix-

Marseille-Provence ou son représentant à signer la concession, après attribution de la concession d'aménagement par la Commission d'appel d'offre spéciale qui est chargée de ce choix.

Article 3 :

Est approuvée la constitution d'une Commission d'Appels d'Offres spéciale compétente pour la passation du contrat visé à l'article 1.

Article 4 :

Sont approuvées les modalités de composition et de fonctionnement suivantes de la Commission d'Appel d'Offres.

La Commission est composée d'un président et de 5 membres ayant voix délibérative. Pour chaque membre titulaire il est désigné un suppléant. Un membre titulaire peut être remplacé par tout membre suppléant.

Madame la Présidente de la Métropole ou l'élu métropolitain qu'elle désigne, préside la Commission et a voix délibérative.

Article 5 :

Sont approuvées les conditions de dépôt des listes suivantes :

- Chaque liste doit être déposée avant 17H au secrétariat de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence la veille de la date du Conseil de la Métropole à l'ordre du jour duquel est prévue l'élection des membres de la Commission visée à l'article ; 1

- Chaque liste doit comprendre au maximum 5 titulaires et 5 suppléants. Les listes peuvent néanmoins comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir ;

- En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages ;

- En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus ;

- En application des dispositions de l'article R 300-9 du code de l'urbanisme, il est rappelé que les membres sont désignés à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-6813/19/CM

**■ Approbation de l'avenant 6 à la convention de concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat du parc Kallisté à Marseille 15ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession
MET 19/11849/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°11/0666/DEVD du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté, situé chemin des Bourrely, dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15ème arrondissement de Marseille. L'objectif du projet urbain est de désenclaver ce territoire et de l'intégrer dans un fonctionnement urbain et social amélioré.

Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Pour mettre en œuvre une partie de ce projet, la Société Marseille Habitat a été désignée concessionnaire de l'opération d'aménagement suite à une consultation d'opérateurs. La convention de concession a été signée par la société et par la Ville de Marseille le 6 juillet 2012 pour une durée de 7 années.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement N° 12/00708 (T1600917CO) du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Pour rappel, le Parc Kallisté est composé de neuf copropriétés distinctes constituant au total 752 logements. La concession porte sur l'ensemble de ces neuf copropriétés avec des interventions différenciées neutralisation.

selon les bâtiments en fonction des stratégies définies dans le cadre du projet urbain et de leur situation financière et patrimoniale.

Par délibération DEVT 001-5753/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole Aix Marseille Provence a approuvé l'avenant n°5 à la convention de concession T1600917CO passée avec Marseille Habitat. Ainsi, compte tenu de l'évolution du projet urbain, la mission d'acquisition/relogement/recyclage des bâtiments E et G a été confiée à Marseille Habitat dans le cadre de cette concession d'aménagement. Pour ce faire, la durée de la convention de concession a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2024 et la participation de la Métropole Aix Marseille Provence au déficit de la concession a été portée à 22 800 000 euros.

Ainsi, les missions actualisées du concessionnaire sont les suivantes :

- acquisitions par voie amiable, par préemption ou expropriation,
- gestion et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,
- neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,
- relogements et accompagnement des ménages,
- démolition des bâtiments B, H, E et G et mise en état des sols,
- cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,
- coordination et animation des actions précitées.

Les compte-rendus annuels au concédant ont été successivement examinés et dûment approuvés par l'assemblée délibérante.

Aujourd'hui, il est proposé d'examiner le compte-rendu d'activité au 31 décembre 2018 synthétisé comme suit :

- Acquisitions de lots en copropriété :

Les acquisitions se sont poursuivies en 2018 : 48 lots ont été acquis par Marseille Habitat dont 26 à l'amiable et 22 en prise de jouissance suite à l'expropriation du bâtiment B.

Les acquisitions amiables se sont accélérées sur le bâtiment H suite à la prise d'un arrêté municipal d'insécurité des équipements communs pris le 25 janvier 2018 et à l'évacuation complète de l'immeuble et sa

Copropriété	Total Logements	Logements acquis en 2018	Total logements acquis depuis le début de la concession
A	80	0	12
B	132	22	131
C	38	1	5
D	74	1	13
E	16	0	4
F	90	0	8
G	129	10	49
H	113	12	106
I	80	2	17
Total	752	48	345

Au total, ce sont donc 345 logements qui ont été acquis depuis le début de l'opération par le concessionnaire Marseille Habitat.

Le bâtiment B a été entièrement maîtrisé en 2018, sauf un lot appartenant à la Ville de Marseille en cours de régularisation.

Le montant de la globalité de ce poste incluant les acquisitions et ses frais annexes ainsi que les frais liés à la conduite des expropriations et les diagnostics divers s'élève à 855 332 euros en 2018 .

Concernant le bâtiment H, la Métropole Aix Marseille Provence a saisi le 11 avril 2018 le Tribunal de Grande Instance (TGI) pour solliciter la nomination d'un expert dans le cadre d'une procédure sur la base de l'article L615-6 du Code de la Construction et de l'Habitation. Par ordonnance du 29 juin 2018, le Président du TGI a nommé deux experts qui ont pour mission de constater l'importance du déséquilibre financier du syndicat des copropriétaires ainsi que la nature et l'état des parties communes et par conséquent la nature et le coût des travaux à mettre en œuvre pour garantir la santé et la sécurité des occupants. Cette expertise doit démontrer ou infirmer l'état de carence du syndicat des copropriétaires. Si la carence est avérée, une procédure d'expropriation sur cette base pourra être initiée sur les lots non encore maîtrisés par Marseille Habitat. Un premier accédit en présence de l'ensemble des parties s'est tenu le 17 octobre 2018. L'expert en charge de l'analyse des comptes a rendu son rapport le 27 décembre 2018. L'expertise se poursuivra courant 2019 avec un rendu du rapport final.

- Cessions de logements :

Il s'agit de logements vendus à des propriétaires occupants issus d'immeubles à démolir. Un seul logement a été ainsi vendu courant 2018 pour un montant de 30 000 euros: il s'agit d'un logement vendu à un propriétaire occupant du bâtiment H évacué suite à l'arrêté d'insécurité imminente de janvier 2018.

Des ventes devraient être conclues courant 2019 pour 5 anciens propriétaires occupants du bâtiment H.

- Travaux :

Ce poste, qui s'élève à 154 081 euros en 2018 concerne :

- Le gardiennage : ce poste s'élève à 78 939 euros en 2018. Une prestation de gardiennage a permis la sécurisation des bâtiments H et B suite à l'évacuation totale du bâtiment H.

- La neutralisation et la protection des logements acquis sur les bâtiments B et H, soit un coût de 57 359 euros en 2018. Ces dépenses sont nécessaires pour éviter les occupations et trafics illicites dans les bâtiments à démolir et dont les logements sont laissés vacants.

- Gestion transitoire :

Il s'agit pour l'essentiel des charges de copropriétés et impôts, des remises en état de logements et de l'entretien courant du patrimoine.

Ce poste s'élève à 1 342 609 euros en 2018 dont :

- 739 196 euros de charges de copropriétés,
- 388 813 euros de frais de remise en état de logements sur différents bâtiments : 13 logements ont été intégralement réhabilités permettant ainsi le relogement de propriétaires occupants ou de locataires. 32 interventions de remises en état partielle ont également été réalisées en 2018 dans des logements loués par Marseille Habitat.
- 140 019 euros d'impôts et taxes : la demande de minoration de l'assiette imposable a reçu un avis favorable de l'administration fiscale concernant les logements neutralisés aux bâtiments B et H.

- Relogements :

Le montant de ce poste s'élève à 134 890 euros en 2018 et concerne les frais de déménagements, d'hébergement des familles évacuées du bâtiment H et de procédures suite aux squatts.

29 familles issues du Parc de Marseille Habitat sur Kalliste ont été relogées en 2018, ce qui représente 48 adultes et 69 enfants. 17 familles sont issues du bâtiment H, 7 du bâtiment B, 3 du G, 1 du bâtiment I, 1 du bâtiment C et 2 du bâtiment A. Pour 16 de ces ménages, le relogement s'est fait sur Kalliste. Pour les autres, il se répartit entre le parc d'autre bailleurs ou le parc privé.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018 qui constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession au 31 décembre 2024. Il s'établit comme suit :

- Dépenses :

Sur l'exercice 2018, les dépenses réalisées s'élèvent à 3 417 408 euros. Elles sont quasiment conformes aux prévisions qui s'établissaient à 3 563 170 euros. Seul le poste gestion transitoire est plus élevé que les prévisions de l'année dernière, à savoir 1 342 609 euros de dépenses pour un prévisionnel de 1 010 000 euros : ce sont essentiellement les remises en état de logements qui se sont accélérées compte tenu des besoins en relogement urgents suite à l'évacuation du bâtiment H. Les postes frais de relogement et études sont inférieurs aux prévisions.

Au 31 décembre 2018, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 23 061 271 euros, soit un taux d'avancement d'environ 43% par rapport au prévisionnel final réactualisé en mars 2019. Les postes les plus avancés par rapport au prévisionnel final sont ceux de la gestion transitoire (58%), des acquisitions de lots en copropriété (56.5%) et de la rémunération du concessionnaire (56%). Le poste le moins avancé est celui nommé « intervention en renouvellement urbain » qui concerne les opérations de démolition des bâtiments B, H, G et E dont les dépenses s'accroîtront en 2019 avec la déconstruction du bâtiment B.

Au terme de la concession en 2024, le montant prévisionnel des dépenses devrait atteindre 53 509 257 euros. Il se répartit principalement entre budget «intervention dans les copropriétés» (68%), budget «intervention en renouvellement urbain» (14%) et budget «rémunération du concessionnaire» (10%).

Ce montant prévisionnel des dépenses est en très forte hausse par rapport au CRAC 2017 puisqu'il augmente de 23 759 612 euros. Il s'agit principalement de la prise en compte de l'extension de la concession à la maîtrise et au recyclage de deux nouveaux

immeubles du Parc Kalliste, les copropriétés E et G. Ces nouvelles orientations ont été actées en conseil métropolitain du 28 mars 2019. Ces nouvelles dépenses incluent l'acquisition des bâtiments E et G, le relogement des occupants et les coûts de démolition. De plus, la durée de la concession ayant été prorogée jusqu'au 31 décembre 2024, la rémunération du concessionnaire qui en découle pèse également sur les dépenses.

Par ailleurs, l'année 2018 a permis d'affiner les coûts liés à la démolition du bâtiment B suite à la désignation du maître d'œuvre et à la réalisation des diagnostics liés au désamiantage. Le prévisionnel initial du coût de démolition pour un bâtiment a ainsi été réactualisé et est passé de 1 300 000 euros à 1 750 000 euros, ce qui vient également augmenter les dépenses prévisionnelles.

- Recettes :

Sur l'exercice 2018, les recettes s'élèvent à 547 703 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan, ce qui est quasiment conforme aux prévisions du CRAC 2017 qui les estimaient à 575 000 euros.

Les recettes proviennent à 88% des revenus locatifs des logements loués par Marseille Habitat sur le Parc Kalliste. Il y a eu également des subventions du Département et de la Région respectivement de 15 322 euros et de 20 430 euros au titre de la participation à l'opération actée dans la convention ANRU.

Marseille Habitat a fait une demande de versement d'un deuxième acompte auprès de l'ANRU courant 2018 mais le versement est intervenu en 2019 d'où l'absence de subvention ANRU en 2018.

Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes hors participation d'équilibre s'élève à 8 093 558 euros, soit un taux d'avancement de 26% du montant prévisionnel total des recettes.

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel des recettes (hors participation à l'équilibre du bilan) s'élève à 30 744 058 euros. Il se répartit entre produits de cession (19%), produits de gestion (13%) et subventions (68%). Le montant prévisionnel des recettes est en hausse par rapport aux prévisions du CRAC 2017 qui les estimaient à 18 352 373 euros, et ce compte tenu des nouvelles orientations de la concession. Tous les postes sont en augmentation et notamment le poste subventions. En effet, la subvention ANRU prévisionnelle passe de 11 002 021 euros à 20 349 021 euros puisqu'elle est étendue au financement des opérations d'acquisition/démolition des bâtiments G et E.

Ainsi le bilan global de l'opération évolue comme suit par rapport au dernier CRAC approuvé mais

conformément aux évolutions approuvées lors du Conseil métropolitain du 28 mars 2019 :

Le montant total des dépenses passe de 29 749 645 euros à 53 509 257 euros TTC.

Le montant total des recettes passe de 18 352 393 euros à 30 744 058 euros TTC.

Soit un déficit de 22 765 200 euros pour une participation d'équilibre de 22 800 000 euros. La concession présentera donc au 31 décembre 2024 un solde positif de trésorerie de 34 800 euros.

- Participation à l'équilibre du bilan :

La participation actuelle du concédant à l'équilibre de l'opération est de 22 800 000 euros. Le concessionnaire Marseille Habitat a déjà perçu au 31 décembre 2018 une participation de 11 400 000 euros.

Au regard du CRAC 2018, l'échéancier prévisionnel de versement de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de la concession doit être modifié ainsi :

- 2019 : 2 700 000 euros

- 2020 : 3 300 000 euros

- 2021 : 1 500 000 euros

- 2022 : 3 000 000 euros

- 2023 : 800 000 euros

- 2024 : 100 000 euros

L'objet du présent rapport est donc également d'approuver l'avenant n°6 à la convention de concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat modifiant les modalités de versement de la participation de la Métropole Aix Marseille Provence au déficit de l'opération à participation inchangée.

- Solde de trésorerie :

Fin 2017, la trésorerie cumulée de l'opération présentait un solde négatif de 42 005 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2018 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018 de la concession « Ensemble immobilier du Parc Kalliste » passée avec Marseille Habitat joint en annexe avec une participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence de 22 800 000 euros.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°6 ci-annexé modifiant les modalités de versement de la participation du concédant à l'équilibre du bilan de l'opération.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-6814/19/CM

■ Approbation de l'avenant 24 à la concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat et Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018

MET 19/11851/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre

l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHD) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération d'« Eradication de l'Habitat Indigne », suite au transfert des compétences concernées.

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Pour rappel, l'objectif initial fixé à chaque concessionnaire était :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

L'état d'avancement opérationnel au 31 décembre 2018 est le suivant :

47 immeubles ont été entièrement réhabilités par le concessionnaire, par leur propriétaire ou par d'autres acteurs suite à l'action du concessionnaire.

14 immeubles sont en cours de travaux ou en phase de préparation de chantier.

8 autres immeubles n'ont pas encore fait l'objet de travaux mais présentent une situation globale (engagement des procédures notamment de maîtrise foncière) qui permet d'envisager un traitement dans le temps de la concession.

28 immeubles présentent à ce jour des avancées qui ne sont pas suffisantes pour affirmer que leur traitement complet soit envisageable avant fin 2021. Toutefois, le concessionnaire demeure vigilant, au cas par cas, si des opportunités se présentent ou si des situations se débloquent, pour accélérer et finaliser le traitement des immeubles concernés. Ces immeubles seront traités dans d'autres cadres opérationnels : opération « Grand Centre-Ville », OPAH à mettre en place, etc.

Sur les 97 immeubles inscrits en concession, 47 ont été traités.

Suite au drame de la rue d'Aubagne en novembre 2018 et à la crise qui a suivi à Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé en décembre 2018 une stratégie durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne qui prévoit la mise en place d'un cadre d'intervention global avec notamment pour Marseille l'objectif de traiter 10 000 logements dégradés en 10 ans. Sans attendre la mise en place complète du dispositif qui passe par une augmentation des moyens humains et une réorganisation en partenariat étroit avec les communes et l'Etat, la Métropole a décidé de mesures immédiates pour Marseille en vue d'acquérir les immeubles les plus dégradés par le bien de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) permettant d'exproprier. L'objectif est multiple : rénover les immeubles en peril ou à l'abandon, produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, remettre sur le marché des logements vacants, produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration des conditions d'habitabilité d'îlots bâtis entiers.

Ainsi la Métropole a missionné les opérateurs déjà en place et susceptibles de commencer à agir sans délais.

Par délibérations du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a confié à chacun de ses aménageurs EHI, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, la mission de maîtriser chacun 50 immeubles dégradés supplémentaires. Pour mener à bien cette mission, les conventions de concession ont été prorogées jusqu'en décembre 2021. Concernant le lot n°1, c'est l'avenant n°22 à la convention de concession n° T1600918C0 qui acte cette prorogation et qui dispose des nouveaux objectifs. Pour les mener à bien, la participation métropolitaine a été portée à 26 110 000 euros soit une augmentation de 14 910 000 euros par rapport à la dernière participation approuvée.

Par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin 2019, la Métropole a pu ainsi approuver l'engagement des procédures pour déclarer au bénéfice de Marseille Habitat l'utilité publique d'exproprier 22 immeubles en vue de leur rénovation en logement social.

Depuis l'entrée en vigueur de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat un Compte Rendu Annuel à la Collectivité a régulièrement été analysé et approuvé par le concédant pour les exercices 2012 à 2017.

Aujourd'hui il est proposé d'examiner le compte rendu annuel de la concession d'« Eradication de l'Habitat Indigne » – lot n°1 dont le bilan pour l'exercice 2018 qui présente le bilan suivant pour l'exercice 2018 s'établit ainsi :

Acquisitions :

Aucun immeuble entier n'a été acquis en 2018 ;

2 lots ont été acquis, par le versement d'indemnités d'expropriation, dans 1 copropriété, dans la perspective de la maîtrise complète de l'immeuble (51, rue du Petit Saint Jean – 13001) ;

1 lot a été acquis, par préemption, soit un immeuble de fond de cour dans une copropriété pour compléter la maîtrise foncière globale au 133, bd de la Libération - 13001

1 complément d'indemnité d'expropriation a été versé dans le cadre d'une procédure de carence en vue de la maîtrise totale de l'immeuble sis 8 Halle de Lacroix - 13001.

Procédure de Carence :

Le concessionnaire a poursuivi la mise en œuvre d'une procédure de carence pour l'acquisition d'un immeuble sis 8 Halle Delacroix - 13001 (paiement de complément d'indemnités d'expropriation).

Relogements :

Le concessionnaire a procédé à 5 relogements en 2018 pour 2 ménages de l'immeuble 51, rue du Petit Saint Jean, 2 ménages au 61, rue d'Aubagne et un ménage 4, rue Porte Baussenque.

Cessions :

4 cessions ont été réalisées :

- cession à Marseille Habitat société de 2 immeubles aux 49 et 51, rue du Petit Saint – 13001 en vue d'être regroupés et de créer 5 logements sociaux aux étages ;

- cession à Marseille Habitat société de 2 immeubles aux 13 et 15, rue de l'Arc – 13001 en vue d'être regroupés et de créer 5 logements sociaux aux étages et accueillir en rez-de-chaussée les sorties de secours du centre social du 44, rue d'Aubagne réalisé par la SOLEAM dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville ».

Etudes :

Aucune étude préliminaire, ni étude urbaine n'a été réalisée au cours de l'année 2018.

Travaux :

Des travaux de neutralisation, démolition ou confortement ont été réalisés dans 2 immeubles de la concession.

Des travaux de restructuration et réhabilitation partielle ont été effectués dans 1 immeuble (démarrage des travaux de réhabilitation du 10, rue des Vignerons – 13006).

Des travaux de réhabilitation de lots en diffus ont été réalisés dans deux immeubles (honoraires de maîtrise d'œuvre en vue du dépôt d'un permis de construire pour le local du 52/54 rue d'Aubagne - 13001 et travaux d'entretien dans le logement du 40, rue Sainte Françoise – 13002).

Travaux d'office :

Pas de travaux d'office réalisés en 2018.

Gestion transitoire :

Le concessionnaire assure la gestion transitoire (paiement des charges de copropriété, des taxes foncières et des dépenses d'entretien courant des logements ou immeubles acquis dans le cadre de la concession) de 13 immeubles.

Communication :

Aucun frais de communication en 2018.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018 et l'avenant n°24 à la convention de concession joints en annexes. Le CRAC constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2018, les dépenses réalisées s'établissent à 460 295 euros. Elles sont inférieures aux prévisions du CRAC au 31 décembre 2017 qui les estimaient à 1 633 696 euros, essentiellement pour les raisons suivantes :

Le montant global des acquisitions est de 185 598 euros, inférieur aux prévisions à hauteur de 367 250 euros. Cette baisse est due à la longueur des procédures d'expropriation et des contentieux qui n'ont permis d'acquérir en 2018 que trois lots dans deux immeubles en copropriété.

Pour le poste « travaux », les dépenses représentent 118 917 euros par rapport aux 576 746 euros prévus au CRAC au 31 décembre 2017. Cette baisse provient essentiellement d'un retard engendré par le contentieux sur un immeuble sur lequel des travaux importants devaient être engagés en 2018 par le concessionnaire.

Le montant des frais financiers s'établit à 1 058 euros en légère baisse par rapport aux prévisions.

Au 31 décembre 2018, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 19 404 706 euros soit un taux d'avancement de 50,7% par rapport au prévisionnel final.

Cette baisse du taux d'avancement passant de 88,7% à 50,7% est due à l'augmentation des prévisions prévue dans l'avenant n°22.

L'avenant n°22 à la concession approuvé par délibération du 28 février 2019 prévoit une augmentation des objectifs du concessionnaire pour lui permettre de maîtriser 50 immeubles supplémentaires, faisant ainsi passer le montant total des dépenses prévues au CRAC au 31 décembre 2017 de 21 405 526 euros à un montant prévisionnel de 38 291 235 euros. Le montant global des acquisitions passe ainsi de 8 311 996 à 19 652 123 euros.

Les recettes :

Sur l'exercice 2018, les recettes s'élèvent à 197 398 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan. Ce montant est inférieur au prévisionnel de 2017 (485 501 euros). Cet écart est essentiellement dû à des recettes de cession en retard de lots réhabilités en diffus sur les prévisions.

Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes, hors participation du concédant, s'élève à 8 474 653 euros soit un taux d'avancement de 69,5 % du montant prévisionnel total des recettes.

Cette baisse du taux d'avancement passant de 79,3% à 69,5% est due à l'augmentation des prévisions prévue dans l'avenant n°22.

Sur la durée totale de la concession jusqu'à décembre 2021 :

- Les dépenses sont estimées à 38 291 235 euros en hausse de 42,97% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2017 (21 875 025 euros).
- Les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 12 185 646 Euros en hausse de 12,35% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2016 approuvé (10 680 257 euros).

Le déséquilibre entre recettes et dépenses a nettement augmenté pour les opérations restant à conduire, les déficits d'opérations étant encore plus élevés compte tenu de l'écart entre les montants d'acquisition de biens très dégradés par voie

d'expropriation et le montant de cession de ces immeubles à des bailleurs sociaux chargés de les réhabiliter.

Il en résulte un déficit opérationnel en augmentation couvert par le concédant.

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre les dépenses et les recettes qui s'élève à 26 110 000 euros a augmenté de 14 910 000 euros par rapport au CRAC approuvé en 2017 (11 200 000 euros) et résulte de l'augmentation des déficits des 50 opérations supplémentaires. Cette augmentation est due aux estimations élevées du montant des prix des immeubles très dégradés acquis par voie d'expropriation par rapport aux prix estimés du montant des cessions de ces mêmes immeubles à des bailleurs afin de les réhabiliter de manière globale et pérenne pour produire des logements sociaux.

L'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre du bilan de la concession a fait l'objet d'une approbation par le Conseil métropolitain du 28 février 2019 d'un avenant n°22 à la convention n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat. Cette participation sera certainement encore amenée à augmenter à l'occasion de l'approbation du prochain CRAC au 31 décembre 2019.

Solde de trésorerie

Fin 2018, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 237 102 euros.

La durée de l'opération

L'échéance de la concession a été fixée au 31 décembre 2021 par avenant n°22 et reste inchangée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Opération d'Aménagement d'Eradication de l'Habitat Indigne concédée à Marseille Habitat est transférée à la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- Qu'il convient d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2018 ;
- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°24 à la convention n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat afin d'actualiser la liste d'immeubles inscrits dans la concession afin de permettre l'intervention du concessionnaire sur les plus dégradés et atteindre l'objectif de maîtrise foncière de 50 immeubles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018 de la Concession EHI lot n°1 n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat joint en annexe.

Article 2:

Est approuvée la participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 26 110 000 euros, en hausse de 14 910 000 euros au regard du CRAC précédent (11 200 000 euros), dont 10 410 000 euros ont été versés par la Ville de Marseille alors concédant et 600 000 euros ont été payés au 31 décembre 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le versement du solde étant prévu selon l'échéancier suivant :

2019 : 6 225 000 euros

2020 : 5 350 000 euros

2021 : 3 525 000 euros

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°24, ci-annexé, à la convention de concession n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Article 5:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt"

ENV 001-6815/19/CM

**■ Approbation du Projet Plan Climat Air Energie Métropolitain et transmission de ce projet pour avis à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale, le Préfet de Région, et au Président du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur
MET 19/12686/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Agir ensemble, vite et efficacement, telle est l'ambition portée par la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) dans le cadre de son Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM).

Rappel du contexte :

La 21^{ème} Conférence des Parties contre le changement climatique (COP21), qui s'est tenue en France, a abouti à la signature par 195 Etats d'un Accord universel pour le maintien du réchauffement climatique en deçà de 2°C d'ici 2100. Les autorités locales sont invitées à prendre leur part dans cet engagement international. Le Plan Climat est l'outil réglementaire permettant aux grandes collectivités d'y répondre.

En effet, le 17 octobre 2016, soit au cours de l'année de sa création, le Conseil Métropolitain a adopté à l'unanimité le lancement de l'élaboration du Plan Climat Air Energie de la Métropole Aix-Marseille-Provence , dont l'objet a été défini comme « la construction d'une action climatique opérationnelle, efficace et pérenne pour améliorer la contribution du territoire à la réalisation des objectifs climatiques planétaires, et participer à l'amélioration de la qualité

de l'air local, dans un objectif global d'amélioration du cadre de vie des habitants de la Métropole ».

La démarche engagée par la Métropole vise à répondre à l'urgence du défi climatique et de la transition écologique. Elle constitue une opportunité inédite pour construire une vision commune, partager les enjeux globaux, recenser les actions locales, territoriales ou métropolitaines à mettre en place, et favoriser l'appréhension par le plus grand nombre des spécificités de la Métropole, des défis à relever, des atouts à développer et des faiblesses à compenser.

La Loi sur la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV, 2015), prévoit que le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) constitue un outil réglementaire permettant à une collectivité de mettre en place une politique transversale d'**atténuation**, pour limiter l'impact des activités du territoire sur le climat en réduisant les émissions de Gaz à Effet de Serre et en améliorant la qualité de l'air ; et **d'adaptation au changement climatique** afin de réduire la vulnérabilité du territoire face aux conséquences des changements climatiques inéluctables.

Afin de couvrir tout le territoire français dans un souci de simplification des démarches territoriales, les nouveaux PCAET sont confiés aux intercommunalités (EPCI) de plus de 20 000 habitants. Dans ce nouveau schéma, les intercommunalités sont au cœur de la politique opérationnelle climat-air-énergie, la loi les ayant nommées « coordinatrices de la transition énergétique ».

Le PCAEM élaboré par la Métropole s'inscrit pleinement dans les objectifs de l'*Agenda Environnemental*, qu'elle porte conjointement avec le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône. Les actions retenues dans ce cadre seront intégrées dans le PCAEM pour celles en liens avec ces thématiques (améliorer la qualité de l'air, investir dans les nouvelles énergies, protéger le littoral...).

Au-delà des obligations réglementaires, l'objectif est de saisir l'opportunité de l'élaboration du Plan Climat pour lancer une dynamique collective et ainsi mobiliser l'ensemble des parties prenantes dans une démarche qui se veut itérative et ascendante. Pour ce faire, la Métropole a organisé plusieurs initiatives et rencontres entre décembre 2017 et décembre 2018 qui ont contribué à l'élaboration du Plan Climat :

- 14 réunions - ateliers thématiques 'rendez-vous climat' avec les acteurs métropolitains accompagnés systématiquement de visites de terrain illustratives des thèmes traités;
- 16 réunions de présentation ;
- la mobilisation du Conseil de Développement (CODEV) de la

Métropole, avec un groupe de travail dédié ;

- l'animation de 3 ateliers des Maires réunis afin d'échanger sur les enjeux d'articulation des échelles ;
- de nombreuses rencontres, réunions bilatérales, politiques et techniques afin d'assurer la juste articulation des démarches entreprises ;
- la réception et l'analyse de quelques contributions de représentants de la société civile.

Un travail spécifique a été effectué avec plusieurs partenaires qui ont manifesté leur intérêt d'être associé à la démarche : CCI Marseille Provence, l'association pour la surveillance de la qualité de l'air ATMOSud, la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône, l'observatoire régional de la santé (ORS), l'observatoire régional de la forêt méditerranéenne, les agences d'urbanisme, les agences locales de l'énergie et du climat, le groupe régional d'expert pour le climat, l'agence régionale pour l'environnement Chacun a ainsi contribué par la production de données, de notes, relayé voire animé des réunions de travail ad-hoc avec leurs adhérents ou au sein de leur propre réseau.

Ce premier Plan Climat Métropolitain vise à amorcer et à calibrer l'action de la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que chef d'orchestre et cheville ouvrière de la transition énergétique et écologique territoriale. Les constats, visions et propositions issues du Plan Climat, sont une invitation à la réflexion collective visant à construire une ambition commune pour une métropole attractive, innovante et résiliente.

Il faut noter que la loi prévoit une évaluation à mi-parcours, celle-ci permettra une relecture et un réajustement de la stratégie et du programme d'actions du Plan Climat en fonction de la mise en mouvement de l'ensemble de la société sur ces enjeux.

1/ La stratégie climatique : une génération pour réussir

Se projeter à 2050, le temps d'une génération, c'est loin et si près à la fois au regard des défis auxquels la Métropole Aix-Marseille-Provence doit faire face : gestion des impacts du changement climatique, préservation des ressources, de la santé et de la qualité de vie de nos habitants, lutte contre la précarité énergétique, valorisation de nos potentiels énergétiques locaux, etc.

A cet horizon, l'évolution des technologies, l'adaptation de notre société, la sobriété des comportements, la mise en œuvre de nos capacités de résilience ouvre des opportunités pour inverser la

tendance et invitent à l'expression d'une vision ambitieuse répondant pleinement à la hauteur de la marche à franchir. La stratégie métropolitaine constitue une occasion de dessiner le chemin d'une trajectoire énergétique et climatique positive, ambitieuse et crédible.

- Positive, car elle est la condition d'une réconciliation voire d'une symbiose entre développement de la métropole et le respect des grandes aménités naturelles du territoire. Autrement dit, cette stratégie doit être la source de nouveaux moteurs de développement et un gage de préservation voire d'amélioration de la qualité de vie des habitants.
- Ambitieuse, car les objectifs fixés par les engagements internationaux de la France sont eux-mêmes très ambitieux, et la deuxième Métropole de France se doit d'être exemplaire et mobiliser l'ensemble de ses potentiels.
- Crédible, parce que les mesures qui en découleront seront réalisables, car elles sont ancrées dans la réalité de la métropole qui dispose de nombreux atouts et ressources.

Au-delà de donner du sens à l'action, la stratégie métropolitaine est l'occasion de poser une trajectoire et des jalons ; mais aussi d'adopter des objectifs sectoriels à partager, chiffrés et cohérents. Les points de passage de cette trajectoire sont :

2020-2025 : Mettre en œuvre des actions concrètes contribuant à répondre à l'urgence et à engager l'ensemble des forces vives de la Métropole dans la dynamique

La Métropole et les plans climat développés précédemment sur les territoires de la Métropole ont montré le chemin à suivre. Plusieurs domaines contribuent d'ores et déjà fortement aux objectifs à atteindre : Agenda de la mobilité métropolitaine, mise en place d'un Service Public de l'Efficacité Énergétique (plateforme territoriale de la rénovation énergétique), adoption de l'Agenda environnemental, engagement sur la voie de l'économie circulaire via PIICTO et autres initiatives, Livre Blanc de l'énergie, mise en place d'un Plan Hydrogène, accompagnement (= aides) à la conversion de la flotte des véhicules des particuliers vers des carburations décarbonées, etc.

Cette période doit voir la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes dans le Plan climat métropolitain et les actions complémentaires qui pourront être inscrites dans ce document. La Métropole poursuit l'ambition sur cette temporalité de créer une dynamique d'engagements, une démultiplication des initiatives et de solutions à toutes

les échelles et auprès de tous les acteurs métropolitains.

2020-2025 est par ailleurs le temps réglementaire. Sur cette durée de six ans, le Plan Climat doit « prendre en compte les objectifs et les orientations, et être compatible avec les règles générales » du Schéma Régional d'Aménagement et Développement Durable et d'Égalité des Territoire (SRADDET).

2025-2040 : Infléchir la trajectoire en mettant en œuvre des actions structurantes et impactantes

Ce pas de temps charnière, horizon du *Projet métropolitain* et des engagements qui en découlent, permettra d'engager et surtout de récolter le fruit d'actions structurantes préparées au cours de la phase précédente et mises en œuvre opérationnellement sur cette période et s'inscrivant sur le long terme. Parmi les actions :

- La réalisation de la 3^{ème} ligne de métro ou encore du tram Nord-Sud inscrits dans l'Agenda de la mobilité,
- Les grands projets d'aménagements (réaménagement de la Gare Saint Charles, poursuite de l'écocité Euroméditerranée),
- La capacité à industrialiser certaines expérimentations (Jupiter 1000, Vasco 2, etc.) portées par l'écosystème d'acteurs métropolitains travaillant sur les énergies de demain,
- La volonté pleine et entière d'éradiquer la précarité énergétique sur le territoire métropolitain par une massification des rénovations énergétiques du bâti résidentiel,
- La suppression totale de la consommation de fioul et de charbon sur le territoire.

2040-2050 : Atteindre les objectifs de neutralité carbone et de résilience, gage d'un développement économique et social pérenne améliorant la qualité de vie de tous

Cet horizon qui est celui d'une génération, constituera le temps de la concrétisation des effets à grande échelle des engagements pris aujourd'hui et dans les prochaines années. Cette temporalité doit être celle de la consécration d'une métropole résiliente, innovante, accueillante et résolument durable. Elle doit être l'échéance démontrant l'atteinte des 13 engagements pris au travers du *Projet métropolitain* et que le Plan Climat Air Énergie contribuera à atteindre.

La stratégie métropolitaine s'articule autour de 5 ambitions :

1. Inventer une métropole neutre en carbone à l'horizon 2050

L'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050 est au cœur de l'ambition du Plan Climat. Pour atteindre cet objectif, les efforts porteront notamment sur (dans l'ordre d'importance) le secteur industriel qui, d'ici 2050, activera tous les leviers possibles pour améliorer sa compétitivité dont celui de la maîtrise énergétique ; le transport y compris routier ; les bâtiments résidentiels et tertiaires ; et l'agriculture. Après mise en place de la stratégie d'atténuation et afin d'atteindre la neutralité carbone, la Métropole et ses partenaires mettront aussi en place des actions de compensation des émissions de gaz à effet de serre (GES) résiduelles (développement des capacités de séquestration de carbone sur le territoire, soutien aux projets innovants en faveur de la sobriété carbone et d'équipements de production d'énergies renouvelables).

Pour 2025, tous secteurs confondus, les acteurs de la métropole doivent réduire de 14% les émissions de gaz à effet de serre.

2. Réduire de 50 % les consommations énergétiques

L'engagement de neutralité carbone passera pour une grande part par la réduction massive des consommations notamment d'énergies fossiles de l'ensemble des secteurs, et ce à hauteur de 50% (d'énergie primaire) de consommations en moins à l'horizon 2050 : habitat, mobilité, industrie, tertiaire public et privé, etc. L'enjeu est de rééquilibrer la balance commerciale énergétique de la métropole qui représentait en 2016, un déficit de 5,5 milliards d'euros.

Cette mutation profonde des pratiques de consommations énergétiques nécessitera pour la Métropole d'animer, de soutenir, d'accompagner les initiatives aux différentes échelles (citoyens, associations, communes, entreprises...) et de s'engager sur une exemplarité sans faille sur ses champs de compétences.

Pour 2025, tous secteurs confondus, les acteurs de la Métropole doivent réduire de 15 % les consommations d'énergies.

3. Couvrir 100 % de nos consommations par des énergies renouvelables en 2050 – Métropole à énergie positive.

Riche en gisements d'énergies renouvelables et de récupération (EnR&R), la Métropole pose l'engagement de valoriser l'ensemble de ces ressources pour un usage direct et une contribution

au 'verdissement' des réseaux à l'horizon 2050. Cette ambition forte constitue autant une réponse à un enjeu de transition écologique (réduction massive de la part des énergies fossiles dans le mix énergétique et des émissions de GES comme de polluants atmosphériques) qu'à une opportunité de développement pour le territoire. Le PCAEM fixe l'objectif de porter la part des EnR&R à 100% de la consommation finale à 2050.

A noter que les réseaux d'énergie et la production d'énergie font partie des compétences nouvelles qu'exerce la Métropole. L'élaboration de son *Schéma directeur – Réseaux et Production* dans lequel elle s'est engagée, fournira un outil opérationnel de planification énergétique, qui permettra de projeter de manière plus précise les gisements de production et les potentiels d'évolution et de développement des réseaux d'énergie.

Pour 2025, l'ambition métropolitaine est de couvrir 22 % des consommations par des énergies renouvelables (4 % en 2015).

4. Diminuer de 50 % la population exposée aux pollutions atmosphériques et sonores pour préserver son cadre de vie et sa santé

Dans la continuité des mesures engagées et ayant permis une réduction notable des émissions atmosphériques depuis deux décennies, le PCAEM vise l'ambition de réduction massive de l'exposition des populations aux nuisances environnementales. Cet engagement s'inscrit dans une approche transversale et intégrée permettant de générer des co-bénéfices : lutte contre la pollution atmosphérique, réduction des nuisances sonores et maîtrise de la demande en énergie.

Il s'agit pour ce faire de travailler – en cohérence avec les objectifs du Plan de Protection de l'Atmosphère et des plans de prévention du bruit en vigueur - sur les différents facteurs responsables de la dégradation de la qualité de l'air et du bruit, et ce en bonne articulation avec les politiques sectorielles concernées : développement économique, aménagement, habitat, réseaux énergétiques, mobilité, etc.

Pour 2025, tous secteurs confondus les acteurs de la Métropole doivent réduire de 25 % le nombre de personnes exposées aux dépassement des valeurs limites réglementaires.

5. Adapter le territoire aux impacts du changement climatique pour assurer la pérennité de son développement

Dans la continuité des évolutions climatiques des dernières années, la Métropole devrait voir sa température moyenne augmenter de 1 à 3,6° C dans les prochaines décennies. Cette tendance de fond,

couplée à une augmentation des événements extrêmes (sécheresses prolongées, inondations, etc.) pourrait, en l'absence de mesures concrètes d'adaptation, engendrer une dégradation généralisée des aménités, de la qualité de vie et des conséquences sanitaires. Conscient des menaces qui pèsent et qui pèseront encore davantage à l'avenir sur la vie du territoire et son attractivité, la Métropole s'engage à intégrer les risques climatiques dans l'ensemble de ses projets et activités.

Pour 2025, l'enjeu est d'accroître la résilience au changement climatique de l'ensemble des acteurs/secteurs/sous-ensembles territoriaux de la Métropole.

2 / Atteindre nos ambitions en 13 axes et une centaine d'actions

Le programme d'actions soutient la **stratégie climat – air – énergie métropolitaine**. Il se déploie en 13 axes d'interventions transversaux qui regroupent une centaine d'actions à la fois stratégiques et opérationnelles. Il a été construit de façon à permettre l'affirmation du fait métropolitain et de son rôle de coordinateur des enjeux climat – air – énergie sur le territoire. Il doit permettre d'asseoir la légitimité de la Métropole en tant que pilote du déploiement d'une transition énergétique et climatique. Il s'agit d'**engager prioritairement les chantiers sur lesquels elle est compétente, dans l'optique de faire percoler les enjeux climat-air-énergie dans l'ensemble des politiques publiques sur lesquelles elle dispose de leviers d'actions et par l'exemplarité, entraîner l'ensemble des acteurs de son territoire sur cette voie.**

1. Les moyens d'atteindre nos ambitions

La gouvernance climatique

La gouvernance du Plan Climat doit refléter la transversalité, souhaitée dans le contenu des thèmes traités par le PCAEM. Cela doit se traduire par une large collaboration, présente lors de la construction du Plan Climat et de son programme d'actions, mais également pour le suivi et l'évaluation des résultats et des impacts. Dans cette optique, la Métropole a installé les instances suivantes :

- **un comité de pilotage**, composé des élus en charge de la mise en œuvre des politiques publiques concernées par les enjeux climat-air-énergie, réuni au moins une fois par an, il a en charge la validation du Bilan annuel des résultats du Plan Climat et l'arrêt des propositions nouvelles ;
- **un comité technique**, regroupe les différents partenaires de la Métropole (CCIMP, Etat, ADEME, Conseil régional, Conseils départementaux, Chambre

d'Agriculture, Agences d'urbanisme, ALEC et CPIE etc.) et les principales directions de la Métropole concernées. Il se réunit au minimum une fois par an en amont du comité de pilotage pour suivre l'avancée opérationnelle du Plan d'Actions et s'assurer du suivi 'technique' de la trajectoire et de la dynamique de mise en œuvre ;

- **le Comité de suivi annuel**, par lequel la Métropole s'engage à associer, mobiliser et impliquer une fois par an, l'ensemble des contributeurs à l'atteinte des objectifs du PCAEM, au cours d'un événement qui permettra de faire un bilan d'étape, d'ajuster, et de fixer les objectifs de l'année à venir. Ce comité pourra intégrer des citoyens selon des modalités à définir.

La mobilisation

Au-delà de l'adoption du plan climat, il conviendra de poursuivre la **mobilisation** et de s'assurer de la contribution et l'implication larges des entreprises, des collectivités, des associations et des citoyens. L'ambition de la Métropole est à la fois d'incarner et d'offrir aux acteurs un espace d'engagements, d'initiatives et de solutions, construisant à court terme la légitimité et la visibilité du territoire métropolitain sur ces sujets de transition écologique tant à l'échelle locale qu'internationale.

Pour maintenir ce lien fort créé lors de la construction du Plan Climat, l'opération « **Une génération pour réussir** » doit permettre de labelliser, sélectionner et valoriser des opérations reconnues au titre du Plan Climat. L'objectif de la démarche est de récompenser, par l'attribution d'un label, les acteurs qui poursuivent une démarche contribuant à l'atteinte des objectifs fixés par le Plan Climat Air Energie Métropolitain. La labellisation « **Une génération pour réussir** » est l'occasion pour les acteurs qui œuvrent dans les domaines de l'énergie, de l'air, de la santé-environnement et du climat de valoriser leurs actions et de partager leurs expériences, afin de créer l'émulation autour de projets concrets qui, à l'échelon local, contribuent à des enjeux plus globaux. Tous les acteurs du territoire sont concernés: les collectivités, les communes et leurs équipements comme une école, un service; les entreprises petites et grandes; les habitants constitués en associations (club de sport, collectif de quartier ...); habitant individuel, famille...

La labellisation « **Une génération pour réussir** » constituera l'une des modalités de sélection des nouvelles actions du Plan Climat.

Les engagements financiers

Le coût des actions contenues dans le plan climat représente l'engagement de près de 300 millions d'euros sur 6 ans, qui se décomposent en 93 millions d'euros d'opérations prévues dans les politiques métropolitaines (mobilité, aménagement, habitat, agriculture, gestion de l'eau,...), et 2,7 millions pour des actions nouvelles, dont 1 080 000 euros pour l'animation du PCAEM (pour 6 ans).

2. Les étapes à venir

La présente version arrêtée du Plan Climat conformément aux textes en vigueur devra suivre un circuit spécifique de validation avant son adoption définitive lors d'un prochain Conseil Métropolitain. Ce projet de plan climat, sera transmis concomitamment à l'Autorité Environnementale, et au Préfet de Région, ainsi qu'au Président du Conseil Régional SUD. Ces instances rendront un avis dans un délai de 3 mois à compter de la date de saisine. Durant cette même période le projet de Plan Climat sera mis à la disposition du public, qui pourra émettre un avis (non réglementaire) ou proposer une contribution. L'analyse des avis de l'Autorité Environnementale, de l'Etat et de la Région, ainsi que la synthèse des contributions du public seront intégrés dans une nouvelle version du Plan Climat, qui devra faire l'objet d'une nouvelle délibération en Conseil métropolitain portant approbation du PCAEM.

Le Projet de Plan Climat Air Energie Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence se compose des 5 fascicules suivants :

- **Diagnostic et Etat Initial de l'Environnement et ses annexes**
- **Stratégie climatique métropolitaine et ses annexes**
- **Gouvernance et Mobilisation et son annexe**
- **Plan d'actions et son annexe financière**
- **Suivis et évaluations avec le rapport Evaluation Environnementale Stratégique dont le Résumé non technique**

Le projet de PCAEM est annexé à la présente délibération.

Un document de communication issu de l'ensemble des pièces accompagne cette délibération.

- **La Synthèse du Plan Climat Air Energie Métropolitain**

La délibération et le Projet de Plan Climat Air Energie de la Métropole Aix-Marseille-Provence seront

transmis pour avis à l'Autorité Environnementale, au Préfet de Région, au Président du Conseil Régional SUD, et seront mis à disposition du public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement dans ses articles L.122-4, L.122-6, R.122-17 et R.122-20 relatifs à l'évaluation environnementale des plans et programmes ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Energie territorial ;
- L'arrêté du 4 août 2016, relatif au Plan Climat-Air-Energie territorial ;
- La délibération n°MET 16 /1623 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative aux Modalités et principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Energie métropolitain ;
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole d'engager un programme ambitieux de lutte contre le changement climatique et la réduction des pollutions.

Délibère

Article 1 :

Est arrêté le projet de Plan Climat Air Energie de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Sont validées toutes les pièces constitutives du Projet de Plan Climat Air Energie Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence, soit les 5 fascicules le diagnostic et l'état initial de l'environnement et ses annexes, la stratégie climatique métropolitaine et ses annexes, la gouvernance et la mobilisation et son annexe, le plan d'actions et son annexe financière, les suivis et les évaluations avec le rapport évaluation environnementale dont le résumé non technique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-6816/19/CM

■ Avis sur le projet de création de la réserve naturelle régionale du Pourra-Domaine du Ranquet à Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts MET 19/12077/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En 2018, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays de Martigues, le Conservatoire du Littoral, et les communes de Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts ont engagé une étude d'opportunité sur la création d'une réserve naturelle régionale du Pourra-Domaine du Ranquet.

Les réserves naturelles régionales sont des outils issus de la loi relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002. Celle-ci confère aux Régions la compétence de créer des réserves naturelles régionales soit à leur initiative, soit à la demande des propriétaires. Les réserves naturelles régionales ont pour objectif de protéger et de valoriser les milieux naturels, les espèces sauvages animales et végétales présentant un fort intérêt écologique. Le classement en Réserve est valable pour une durée initiale de 12 ans renouvelable par tacite reconduction.

Le classement en réserve naturelle régionale constitue un outil de protection qui répond à un triple objectif de :

- préservation des milieux naturels, des espèces, des patrimoines culturel et paysager ;
- gestion et entretien des espaces dans une perspective de valorisation ;
- sensibilisation des citoyens à la préservation de la biodiversité et de valorisation du patrimoine du territoire.

Le périmètre du projet de Réserve du Pourra-Domaine du Ranquet proposé présente une mosaïque de milieux naturels extrêmement diversifiés, ainsi qu'une faune et une flore associées, très riches tant sur le plan de la rareté que de la diversité. Le périmètre proposé s'étend sur une surface de 319 hectares, partagés entre 40 propriétaires dont deux grands propriétaires publics : l'Etat, et le Conservatoire du Littoral, propriétaire des deux tiers de la superficie.

Les porteurs du projet ont souhaité que le projet de "réserve naturelle régionale" recueille l'adhésion locale. Ainsi de juin 2018 à décembre 2018, ont eu lieu des ateliers de concertation des acteurs locaux et des réunions d'information à l'attention des propriétaires du périmètre d'étude.

A la suite de cette concertation, la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays de Martigues a développé une animation foncière proactive afin de présenter les enjeux et recueillir les avis des propriétaires directement concernés.

Enfin, une consultation publique dématérialisée pour la création de la réserve naturelle régionale du Pourra-Domaine du Ranquet a eu lieu du 21 mai au 21 août 2019.

Au titre de l'Article L. 332-2-1 du Code de l'Environnement, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur a sollicité les collectivités pour recueillir leur avis sur ce projet de réserve naturelle régionale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002 ;
- La délibération n°08-13 du 8 février 2008 du Conseil régional Provence Alpes-Côte d'Azur sur le renforcement de la compétence environnement de la Région en matière de création de Réserves naturelles régionales ;
- Le projet de création d'une réserve naturelle régionale sur le territoire notifié par courrier du Président de la Région Sud Provence-Alpes-Côte D'azur du 26 juin 2019 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Pourra-Domaine du Ranquet présente un intérêt pour la faune, l'avifaune et la flore ;
- Que les activités industrielles, agricoles, pastorales, cynégétiques et de randonnées seront maintenues dans le périmètre ;
- Que la création de la réserve naturelle régionale du Pourra-Domaine du Ranquet est une opportunité pour la valorisation du territoire.

Délibère

Article unique :

Est émis un avis favorable sur la création de la réserve naturelle régionale du Pourra-Domaine du Ranquet située sur les communes de Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts dont le rapport est annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-6817/19/CM

**■ Approbation de l'augmentation et de l'affectation de l'opération relative à la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine d'eau potable sur la commune de Cassis et de la diminution de l'opération relative à la modernisation de l'usine de potabilisation de Vallon Dol
MET 19/12252/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la décision modificative n°2 pour l'exercice 2019, il est proposé d'ajuster le montant global de deux opérations pour la bonne poursuite des projets de réhabilitation des unités de potabilisation.

Le centre de production d'eau potable de Cassis a été construit en 1937. Le principe de la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine a été approuvé par la délibération DEA 005-1458/16/CM du 15 décembre 2016, pour un montant de 700 000 euros HT.

Cette opération a ensuite été augmentée à 1 150 000 euros HT au début des études de maîtrise d'œuvre par la délibération n° DEA 023-3331/17/CM du 14 décembre 2017.

L'augmentation de cette opération est liée à une sous-estimation des coûts qui se rattachent aux contraintes de :

- démolition soignée des ouvrages ;
- continuité de service ;
- accès au site interdit aux véhicules de gros gabarit ;
- interruption de chantier durant la période de pointe de production (période estivale) ;
- capacités de stockage des approvisionnements de chantier réduite.

L'analyse complète du volume des travaux à prévoir, les sujétions de travaux d'accès et de continuité de service imposent une nouvelle revalorisation de l'opération pour la porter à 2 000 000 euros H.T.

A contrario, les études en cours sur le site de l'usine d'eau potable de Vallon Dol annoncent la possibilité de réduire cette opération (sous le n° DEA 004-1457/16/CM) délibérée en 15 décembre 2016.

Il est ainsi proposé d'ajuster les montants des deux opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	Montant initial	Ajustement	Montant global
F150	2017106000	CT	MARSEILLE Réhabilitation & augmentation capacité Station de production eau potable VALLON D'OL	9 300 000	- 850 000	8 450 000
F150	2017103000	CT	CASSIS Réhabilitation & modernisation Station de filtration	1 150 000	+ 850 000	2 000 000
TOTAL F150				10 450 000	0	10 450 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 005-1458/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis ;
- La délibération DEA 023-3331/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis ;
- La délibération DEA 004-1457/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la modernisation et l'augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol - Marseille 15^{ème} ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de revaloriser le montant de l'opération relative pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis ;
- Qu'il convient de diminuer l'opération relative à la modernisation et l'augmentation de capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol – Marseille 15^{ème}.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les ajustements des opérations budgétaires suivantes :

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	Montant initial	Ajustement	Montant global
F150	2017106000	CT	MARSEILLE Réhabilitation & augmentation capacité Station de production eau potable VALLON DOL	9 300 000	- 850 000	8 450 000
F150	2017103000	CT	CASSIS Réhabilitation & modernisation Station de filtration	1 150 000	+ 850 000	2 000 000
TOTAL F150				10 450 000	0	10 450 000

Article 2 :

Sont approuvées les affectations des deux opérations aux montants indiqués ci-dessous :

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	Montant Global
F150	2017106000	CT	MARSEILLE Réhabilitation & augmentation capacité Station de production eau potable VALLON DOL	8 450 000
F150	2017103000	CT	CASSIS Réhabilitation & modernisation Station de filtration	2 000 000
TOTAL F150				10 450 000

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Budget annexe de l'Eau CT1 — Sous Politique F150-2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-6818/19/CM

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération budgétaire relative au déménagement de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8 - Abrogation de la délibération DEA 004-6478/19/CM du 20 juin 2019**

MET 19/12371/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du déménagement de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8, il est proposé la création et l'affectation d'une opération budgétaire conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 1 000 000 euros HT.

Cette opération comprend une part de travaux pour l'aménagement des trois étages du 10.8 du site des Docks et une part de fourniture informatique pour équiper la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets.

La délibération du 20 juin 2019 faisant mention de la création et de l'affectation d'une opération sur les budgets annexes eau et assainissement sans différencier le montant affecté de celle-ci sur chacun, aussi elle est inapplicable dans l'outil financier du conseil de territoire de Marseille Provence ; il est donc nécessaire d'abroger cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement destinée au déménagement de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8. sur le Budget Annexe de l'Eau du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération DEA 004-6478/19/CM du Conseil de Métropole du 20 juin 2019.

Article 2 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération budgétaire 2019105900 relative au déménagement de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8 d'un montant de 1 000 000 euros HT.

- Budget annexe de l'Eau CT1 - opération 2019105900 : 1 000 000 euros HT

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau du conseil de territoire Marseille Provence – Programme Eau – Code AP 191120EA - Sous Politique F170 – Opération 2019105900 - natures 2183 et 2315.

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2019 : 200 000 euros HT

Année 2020 : 800 000 euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-6819/19/CM

■ **Approbation de l'avenant n°6 au contrat de délégation de service public de production, stockage et distribution de l'eau potable sur le territoire du Pays Salonais conclu avec Agglopolo Provence Eau**
MET 19/11865/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2013, le service public de production, stockage et distribution de l'eau potable sur le Territoire du Pays Salonais est exploité par la société Agglopolo Provence Eau par contrat de délégation qui arrive à échéance le 31 décembre 2024.

Cette délégation de service public a fait l'objet depuis lors de 5 avenants :

- Un avenant n°1 ayant pour objet la mise à disposition des agents de la Société des Eaux de Marseille au profit de la « Société Agglopolo Provence Eau » ;
- Un avenant n°2 ayant pour objet la création de la société « Agglopolo Provence Eau » venue se substituer à la société des Eaux de Marseille et devenue de ce fait, délégataire du service public de l'eau potable de l'ex-Agglopolo Provence ;
- Un avenant n°3 ayant pour objet d'une part la modification du rythme des facturations des grands consommateurs, d'autre part des dispositions contractuelles relatives à la facturation des abonnés raccordés au réseau d'assainissement, dont l'alimentation en eau potable est issue d'une autre ressource que le réseau public d'eau potable, et enfin la modification du règlement de service en ce qui concerne : les dispositions contractuelles relatives à l'accompagnement des abonnés en difficulté de paiement et les dispositions

- contractuelles relatives à la facturation privée après compteur ;
- Un avenant n°4 ayant pour objet une hausse des charges d'exploitation suite à la mise en exploitation d'un nouveau forage dit « Saint-Sauveur » à Alleins et de l'exploitation de la nouvelle usine de potabilisation dite des « Aubes » à Salon-de-Provence ;
- Un avenant n°5 ayant pour objet la prise en compte d'évolutions réglementaires et techniques portant sur le règlement de service et sur la normalisation de certains branchements d'eau potable.

Aujourd'hui, les parties ont souhaité prendre en compte certaines modifications contractuelles au contrat initial. Ces modifications vont permettre :

- D'ajuster les charges supplémentaires prévues à l'avenant 4 et de les intégrer au Compte d'Exploitation Prévisionnel (CEP) ;
- De réviser les volumes d'achats d'eau prévus initialement au contrat, suite à la mise en service des nouveaux équipements intégrés à l'avenant 4 ;
- De prendre en compte une augmentation des tarifs d'achats d'eau.

Ces trois points ont un impact sur la rémunération du délégataire, le prix par m³ de toutes les tranches de consommation est légèrement diminué ;

Tranche de consommation annuelle	Prix Po initial du contrat en euros par mètre cube	Prix avenant 4 appliqué Po en euros par mètre cube	Nouveaux prix appliqués Po en euros par mètre cube (avenant 6)	Evolution suite avenant 6	Augmentation cumulée depuis le début du contrat
Tranche 1 : 0-60 m3	0,7950	0,8543	0,8465	-0,92%	+6,48%
Tranche 2 : 61-180 m3	0,8745	0,9397	0,9311	-0,92%	+6,48%
Tranche 3 : A partir du 181 ^{ème} mètre cube	0,9620	1,0337	1,0243	-0,92%	+6,48%

Vu

- De compléter le contrat initial en ajoutant un prix au Bordereau de Prix Unitaires, concernant la Redevance d'Occupation du Domaine Public communale (RODP) nouvellement appliquée sur certains chantiers de création de branchements neufs.

Cet avenant est sans impact financier sur le budget de la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation du service public de production, stockage et distribution de l'eau potable conclu le 23 juillet 2012 et transmis à la Sous-Préfecture d'Aix-en-Provence le 24 juillet 2012 entre l'Ex Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-

Durance et la Société des Eaux de Marseille à laquelle s'est substituée la société Agglopolo Provence Eau le 1^{er} janvier 2013 et ses avenants 1 à 5 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'ajuster les charges supplémentaires prévues à l'avenant 4 et de les intégrer au Compte d'Exploitation Prévisionnel (CEP) ;
- Qu'il convient de réviser les volumes d'achats d'eau prévus initialement au contrat, suite à la mise en service des nouveaux équipements intégrés à l'avenant 4 ;
- Qu'il convient de prendre en compte une augmentation des tarifs d'achats d'eau ;
- Qu'il convient de compléter le contrat initial en ajoutant un prix au Bordereau de Prix Unitaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°6 au contrat de délégation du service public de production, stockage et distribution de l'eau potable conclu le 23 juillet 2012 avec la Société Agglopolo Provence Eau, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette avenant et tout document y afférent.

DEA 004-6820/19/CM

■ Modification des statuts de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban

MET 19/11941/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux

dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles (MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L.5218-1 du présent Code », et ce, sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux Métropoles et énumérées à l'article L.5217-2 du même Code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L.5217-2 et à l'article L.2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, le même article précise que les communes continuent d'exercer les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1^{er} janvier 2018 à l'exception de deux compétences. Dès lors, au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et Eau », ce qui a notamment motivé l'arrêté préfectoral de fin d'exercice des compétences du syndicat intercommunal du bassin minier, dit SIBAM.

Compte tenu de cette échéance, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé, au 1^{er} janvier 2018, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban », dont le siège est fixé à l'adresse suivante : Quartier Bédelin, Auberge neuve, 13124 Peypin.

La régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur le périmètre métropolitain défini comme suit au jour de sa création :

- | | |
|--------------------|-------------------------------|
| • Gréasque, | • La Destrousse, |
| • Mimet, | • La Bouilladisse, |
| • Saint Savournin, | • Belcodène, |
| • Cadolive, | • Simiane-Collongue, |
| • Peypin, | • Roquevaire, |
| • Plan-de-Cuques, | • Gémenos partie villageoise. |

Elle a également pour mission d'assurer le service de l'assainissement sur le périmètre métropolitain défini comme suit au jour de sa création :

- Gréasque,
- Mimet,

- Simiane-Collongue,
- Plan-de-Cuques,
- Gémenos partie villageoise.

La régie exerce ses missions dans le cadre et en stricte conformité avec les schémas directeurs de l'eau et l'assainissement métropolitains. La politique tarifaire et patrimoniale de la régie s'inscrit également dans ce cadre et est discutée avec la Métropole avant toute mise en œuvre.

La présente délibération a pour objet de modifier l'article 5.5 des statuts relatif au fonctionnement de la régie quant à l'organisation des séances et du quorum en abaissant ce dernier au tiers des membres en exercice présents ou représentés à la séance au lieu de la majorité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 09-3357/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient, dans un souci de bon fonctionnement de la régie, d'abaisser le seuil du quorum au tiers des membres en exercice présents ou représentés à la séance au lieu de la majorité comme prévu actuellement,

- Qu'il convient, en conséquence, d'approuver la modification des statuts de la Régie, ci-annexés.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification des statuts de la régie concernant l'organisation des séances et le quorum, à partir du 1^{er} octobre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-6821/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°12 d'intégration d'une nouvelle annexe "protocole de fin de contrat" de délégation de service public de l'assainissement collectif pour les communes d'Istres et Miramas MET 19/11303/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce notamment la compétence dans le domaine de l'assainissement collectif.

Au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, anciennement Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, les contrats des services publics d'assainissement ont été délégués par affermage et arrivent prochainement à échéance sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

La Métropole a confié à un groupement de sociétés la réalisation d'une étude comparative des différents modes de gestion du service de l'assainissement collectif ainsi que la mise en œuvre des procédures de concurrence des communes précitées.

Concernant la gestion du service public de l'assainissement des communes d'Istres et Miramas, celle-ci a été confiée à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux du groupe SUEZ, par un contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 3 septembre 1990. Ce contrat arrivera à échéance le 2 septembre 2020 et a fait l'objet de 11 avenants.

Le projet de l'avenant n°12 a pour objet d'intégrer une nouvelle annexe « protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service mais aussi pour préciser et clarifier les modalités de fin de contrat entre le délégataire et l'autorité délégante.

Il est à noter que cet avenant n'apporte aucune rémunération du délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif des communes d'Istres et Miramas et ses 11 avenants ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°12 d'intégration d'une nouvelle annexe « protocole de fin de contrat » de délégation de service public de l'assainissement collectif pour les communes d'Istres et de Miramas.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°12 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif des communes d'Istres et Miramas.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-6822/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 7 d'intégration d'une nouvelle annexe " protocole de fin de contrat " de délégation de service public de l'eau potable pour les communes d'Istres et Miramas
MET 19/11309/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce notamment la compétence dans le domaine de l'eau potable.

Au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, anciennement Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, les contrats des services publics d'eau potable ont été délégués par affermage et arrivent prochainement à échéance sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

La Métropole a confié à un groupement de sociétés la réalisation d'une étude comparative des différents modes de gestion du service de l'eau potable ainsi que la mise en œuvre des procédures de concurrence des communes précitées.

Concernant la gestion du service public de l'eau potable des communes d'Istres et Miramas, celle-ci a été confiée à la Société d'Equipe et d'Entretien des Réseaux Communaux du groupe SUEZ, par un contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 3 septembre 1990. Ce contrat arrivera à échéance le 2 septembre 2020 et a fait l'objet de 6 avenants.

Le projet de l'avenant n° 7 a pour objet d'intégrer une nouvelle annexe « protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service mais aussi pour préciser et clarifier les modalités de fin de contrat entre le délégataire et l'autorité délégante.

Il est à noter que cet avenant n'apporte aucune rémunération du délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'eau potable des communes d'Istres et Miramas et ses 6 avenants ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n° 7 d'intégration d'une nouvelle annexe « protocole de fin de contrat » de délégation de service public de l'eau potable pour les communes d'Istres et Miramas.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 7 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'eau potable des communes d'Istres et Miramas.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-6823/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 16 d'intégration d'une nouvelle annexe " protocole de fin de contrat " de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Fos-sur-Mer
MET 19/11338/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce notamment la compétence dans le domaine de l'eau potable.

Au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, anciennement Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, les contrats des services publics d'eau potable ont été délégués par affermage et arrivent prochainement à échéance sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

La Métropole a confié à un groupement de sociétés la réalisation d'une étude comparative des différents modes de gestion du service de l'eau potable ainsi

que la mise en œuvre des procédures de concurrence des communes précitées.

Concernant la gestion du service public de l'eau potable de la commune de Fos-sur-Mer, celle-ci a été confiée à la Société d'Equipeement et d'Entretien des Réseaux Communaux du groupe SUEZ, par un contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Arles le 8 septembre 1966. Ce contrat arrivera à échéance le 31 septembre 2020 et a fait l'objet de 15 avenants.

Le projet de l'avenant n° 16 a pour objet d'intégrer une nouvelle annexe « protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service mais aussi pour préciser et clarifier les modalités de fin de contrat entre le délégataire et l'autorité délégante.

Il est à noter que cet avenant n'apporte aucune rémunération du délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'eau potable de la commune de Fos-sur-Mer et ses 15 avenants ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n° 16 d'intégration d'une nouvelle annexe « protocole de fin de contrat » de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Fos-sur-Mer.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 16 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-6824/19/CM

■ Approbation de l'avenant n° 16 d'intégration d'une nouvelle annexe "protocole de fin de contrat" de délégation de service public de l'assainissement collectif pour la commune de Fos-sur-Mer MET 19/11345/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce notamment la compétence dans le domaine de l'assainissement collectif.

Au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, anciennement Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, les contrats des services publics d'assainissement collectif ont été délégués par affermage et arrivent prochainement à échéance sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône .

La Métropole a confié à un groupement de sociétés la réalisation d'une étude comparative des différents modes de gestion du service de l'assainissement collectif ainsi que la mise en œuvre des procédures de concurrence des communes précitées.

Concernant la gestion du service public de l'assainissement collectif de la commune de Fos-sur-Mer, celle-ci a été confiée à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux du groupe SUEZ, par un contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Arles le 18 janvier 1983. Ce contrat arrivera à échéance le 31 décembre 2020 et a fait l'objet de 15 avenants.

Le projet de l'avenant n° 16 a pour objet d'intégrer une nouvelle annexe « protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service mais aussi pour préciser et clarifier les modalités de fin de contrat entre le délégataire et l'autorité délégante.

Il est à noter que cet avenant n'apporte aucune rémunération du délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif de la commune de Fos-sur-Mer et ses 15 avenants ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n° 16 d'intégration d'une nouvelle annexe « protocole de fin de contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif » pour la commune de Fos-sur-Mer.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 16 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-6825/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°13 d'intégration d'une nouvelle annexe "protocole de fin de contrat" de délégation de service public de l'assainissement collectif pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône MET 19/12146/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce notamment la compétence dans le domaine de l'assainissement collectif.

Au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, anciennement Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, les contrats des services publics d'assainissement collectif ont été délégués par affermage et arrivent prochainement à échéance sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

La Métropole a confié à un groupement de sociétés la réalisation d'une étude comparative des différents modes de gestion du service de l'assainissement collectif ainsi que les procédures de mise en concurrence des communes listées ci-dessus. Les audits technique, financier et juridique réalisés ont mis en évidence l'opportunité de créer sous la forme d'un affermage, un service de l'assainissement collectif unique sur les quatre communes précitées même si les contrats actuels n'ont pas la même échéance.

Aussi, la Métropole a délibéré lors du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, sur le mode de gestion le plus opportun à savoir pour ce périmètre géographique, un service délégué de type affermage.

Concernant la gestion du service public d'assainissement collectif de Port-Saint-Louis-du-Rhône, celle-ci a été confiée à la S.E.E.R.C. du groupe SUEZ, par contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 1^{er} janvier 1990. Ce contrat a fait l'objet de 11 avenants successifs. Un douzième avenant, délibéré le 20 juin 2019 par le Conseil de Métropole, a prolongé la durée de ce contrat. Il arrivera à échéance le 2 septembre 2020.

Le projet de l'avenant n° 13 a pour objet d'intégrer une nouvelle annexe « protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service mais aussi pour préciser et clarifier les modalités de fin de contrat entre le délégataire et l'autorité délégante.

Il est à noter que cet avenant n'apporte aucune rémunération du délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône et ses 12 avenants ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°13 d'intégration d'une nouvelle annexe « protocole de fin de contrat » de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°13 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-6826/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 3 d'intégration d'une nouvelle annexe "protocole de fin de contrat" de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône
MET 19/12147/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, anciennement Syndicat d'Agglomération Nouvelle

(SAN) Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, les contrats des services publics d'eau potable ont été délégués par affermage et arrivent prochainement à échéance sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

La Métropole a confié à un groupement de sociétés la réalisation d'une étude comparative des différents modes de gestion du service de l'eau potable ainsi que les procédures de mise en concurrence des communes listées ci-dessus.

Les audits technique, financier et juridique réalisés ont mis en évidence l'opportunité de créer sous la forme d'un affermage, un service de l'eau potable unique sur les quatre communes précitées même si les contrats actuels n'ont pas la même échéance.

Aussi, la Métropole a délibéré lors du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, sur le mode de gestion le plus opportun à savoir pour ce périmètre géographique, un service délégué de type affermage.

Concernant la gestion du service public d'eau potable de Port-Saint-Louis-du-Rhône, celle-ci a été confiée à la S.E.E.R.C. du groupe SUEZ, par contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 15 décembre 2015. Ce contrat a fait l'objet d'un avenant délibéré le 15 février 2018 par le Conseil de la Métropole, portant notamment sur les modalités de facturation des unités de logement et la modification du règlement du service. Un deuxième avenant, délibéré le 20 juin 2019 par le Conseil de Métropole, a prolongé la durée de ce contrat. Il arrivera à échéance le 2 septembre 2020.

Le projet de l'avenant n° 3 a pour objet d'intégrer une nouvelle annexe « protocole de fin de contrat » pour prendre en compte les conclusions de l'audit des ouvrages et du service mais aussi pour préciser et clarifier les modalités de fin de contrat entre le délégataire et l'autorité délégante.

Il est à noter que cet avenant n'apporte aucune rémunération du délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'eau potable de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône et ses 2 avenants ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 25 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n° 3 d'intégration d'une nouvelle annexe « protocole de fin de contrat » de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 3 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-6827/19/CM

**■ Approbation du rapport annuel 2018 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement
MET 19/12396/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) , le Président d'un Etablissement Public de Coopération intercommunale doit présenter chaque année à l'assemblée délibérante, un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement .

Pour l'année 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé un rapport de synthèse métropolitain commun sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de

l'assainissement collectif et non collectif avec ses annexes :

- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire de Marseille-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aix ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays Salonais ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays de Martigues ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire Istres-Ouest-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ces rapports ont pour objet de préciser les missions et les objectifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement. Ils détaillent un certain nombre d'indicateurs d'activités des services obligatoires et sont construits le cas échéant en prenant en compte l'analyse des rapports d'activité des délégataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement ;
- L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 02 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur les prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 septembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 25 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le service public de l'eau et de l'assainissement de la Métropole doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif aux prix et à la qualité de ce dit service ;
- Que ce rapport et ses annexes (RPQS des six Territoires) doivent être présentés au Conseil de la Métropole et mis à disposition du public.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses six annexes, ci-joints, pour l'exercice 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-6828/19/CM

**■ Présentation des rapports annuels d'activités 2018 des exploitants (délégataires, régies et SPL) des services publics de l'assainissement et de l'eau potable
MET 19/12395/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que

les données techniques et financières s'y rapportant.

Conformément à l'article R.2221-52 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Régie personnalisée transmet à la Métropole un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

Ces rapports sont présentés en Commission Consultative des Services Publics Locaux. L'examen de ces rapports est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Les exploitants des services publics de l'eau et de l'assainissement ont remis leur rapport pour l'exercice 2018, à savoir :

Sur le Territoire Marseille-Provence

- Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), titulaire du Contrat de délégation eau potable sur les communes du Territoire Marseille-Provence à l'exception de Plan-de-Cuques et de Gémenos-centre
- SERAMM, titulaire du contrat de délégation assainissement de la zone Centre du Territoire Marseille-Provence correspondant aux communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Marseille, Le Rove, Septèmes-les-Vallons, et la Zone Industrielle de Gémenos
- SAEM, titulaire du contrat de délégation assainissement de la zone est du Territoire Marseille-Provence correspondant aux communes de Cassis, Ceyreste, La Ciotat et Roquefort la Bédoule.
- SAOM, titulaire du contrat de délégation assainissement de la zone Ouest du Territoire Marseille-Provence correspondant aux communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Marignane, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins.

Sur le Territoire du Pays d'Aix

- Régie de l'eau et de l'assainissement du Pays d'Aix en charge des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sur les communes d'Aix-En-Provence, Gardanne, Saint-Marc Jaumegarde, Saint-Estève-Janson, Venelles et du service public de l'assainissement sur les communes de Châteauneuf-le-Rouge et de Saint-Antonin-sur-Bayon
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire des contrats de délégation de

service public de l'eau potable des communes de Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Fuveau, La Roque d'Anthéron, Lambesc, Le Puy-Sainte-Réparate, Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Peynier, Peyrolles en Provence, Puyloubier, Rousset, Saint-Antonin-Sur-Bayon, Trets, Vauvenargues, Ventabren et Vitrolles

- SAUR, titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Eguilles et Meyreuil
- CEO, titulaire du contrat de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Le Tholonet
- SEERC, titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Jouques, Rognes, Saint-Cannat
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire des contrats de délégation de service public de l'assainissement des communes de Beaurecueil, Bouc-Bel-Air (réseau), Cabriès, Coudoux (réseau), Fuveau (réseau), La Roque d'Anthéron, Lambesc, Le Puy-Sainte-Réparate, Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Peynier, Peyrolles en Provence, Puyloubier, Rousset, Trets, Vauvenargues, Ventabren (réseau)
- CEO, titulaire des contrats de délégation des services publics de l'assainissement des communes d'Eguilles et Le Tholonet
- SEERC, titulaire des contrats de délégation des services publics de l'assainissement des communes de Jouques, Rognes et Saint-Cannat
- SAUR, titulaire du contrat de délégation des services publics de l'assainissement des communes de Meyreuil et Vitrolles
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des stations d'épuration de Bouc-Bel-Air, Coudoux et Fuveau
- GER (groupement OTV SUD AFRIQUE/ SEM) titulaire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation de la station d'épuration industrielle de Rousset

Sur les territoires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays d'Aix

- Régie du Bassin Minier et du Garlaban (ex SIBAM) en charge du service public de l'eau potable des communes de Belcodene, Cadolive, la Bouilladisse, la Destrousse, Peypin, St Savournin et des services publics de l'eau et de

l'assainissement des communes de Greasque, Mimet, Simiane-Collongue

Sur le Territoire du Pays Salonais

- Agglopolé Provence Eau, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur les 17 communes du Territoire du Pays Salonais.
- Agglopolé Provence Assainissement, titulaire du contrat de délégation du service public de l'assainissement collectif sur les 17 communes du Territoire du Pays Salonais,

Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

- SAUR, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune d'Auriol
- Veolia SVAG, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune de Saint Zacharie.
- SPL Eau des collines en charge de l'eau potable sur les communes d'Aubagne, la Penne-sur-Huveaune, Cuges-les-Pins et du service public de l'assainissement sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Sur le Territoire Istres Ouest-Provence :

- Société des Eaux de Marseille (SEM) : contrat de délégation du service public d'eau potable sur les communes de Grans et Cornillon-Confoux
- SUEZ titulaire des contrats de délégation des services publics d'eau potable sur les communes d'Istres / Miramas, de Port-Saint-Louis du Rhône et de Fos-sur-Mer
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire du contrat de délégation du service public d'assainissement collectif sur les communes de Grans et Cornillon-Confoux
- SUEZ, titulaire des contrats de délégation des services publics d'assainissement collectif sur les communes de Fos-sur-Mer, d'Istres / Miramas, de Port-Saint-Louis du Rhône (1 contrat pour la partie collecte et 1 contrat en concession pour la station d'épuration)

Ces rapports ont pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par les exploitants ainsi que les résultats financiers relatifs aux contrats de délégation. Ils détaillent les indicateurs d'activités du service.

Ces rapports sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement et sont pris en compte pour la rédaction du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 en date du 1er février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 septembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 25 septembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les activités des délégataires des services publics de l'assainissement et de l'eau doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que les activités des Régies personnalisées et des SPL doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que les rapports annuels des exploitants pour l'année 2018 ont été remis par l'ensemble des prestataires ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole.

Délibère

Article unique :

Est pris acte de la présentation des rapports annuels des exploitants (délégataires, régies à personnalité juridique et morale et autonomie financière et SPL) des services publics de l'eau et de l'assainissement pour l'exercice 2018, remis par les sociétés citées ci-dessus, ci-annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-6829/19/CM

■ Présentation du rapport annuel technique et financier 2018 de la délégation de service public n°12/024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le CSD de la Crau MET 19/12334/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, la Métropole a délégué, par contrat de concession, la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de La Crau, y compris l'entretien, le réglage du biogaz et le traitement des lixiviats, au groupement solidaire d'entreprises constitué des sociétés Verdesis France devenue Dalkia Biogaz et GRS Valtech. Ce contrat a prit effet le 13 février 2017 pour une durée de 17 ans.

Conformément à l'article 27 du contrat de Délégation de Service Public (DSP), la société La Crau Energies Vertes s'est substituée de plein droit au groupement solidaire d'entreprises susvisé, à la date de son immatriculation, soit à compter du 2 mai 2012.

Comme convenu à l'article 19 de la convention liant la Métropole à la Société La Crau Energies Vertes, le délégataire doit remettre chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel permettant d'apprécier les conditions d'exécution du service public. L'examen du rapport technique et financier 2018 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont une synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Environnement ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public n°12/024 ;
- Le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes administratives, techniques et financières ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 septembre 2019 ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de la Métropole et mis à la disposition du public ;
- Que le rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2018 a été remis par la société La Crau Energies Vertes conformément à l'article 19 de la convention N°12/024.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2018, remis par la société La Crau Energies Vertes relatif au contrat de DSP n°12/024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le centre de stockage des déchets de La Crau.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-6830/19/CM

■ Présentation du rapport annuel d'activités 2018 du délégataire du service public de traitement des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays Salonais par enfouissement et stockage, SMA Vautubière MET 19/11831/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Pour l'année 2018, SMA Vautubière, délégataire du service public de traitement des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays Salonais par enfouissement et stockage a établi son rapport annuel.

Ce rapport a pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par le délégataire ainsi que les résultats financiers relatifs au contrat de délégation. Ils détaillent les indicateurs d'activités du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n° 2016-86 en date du 1^{er} février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- La délibération n° 260/05 du 14 décembre 2005 portant attribution du contrat de délégation de service public de traitement des déchets ménagers et assimilés à la société SMA Vautubière ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 septembre 2019 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les activités des délégataires de services publics doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole.

Délibère

Article Unique :

Est pris acte du Rapport Annuel du Délégataire du Service Public de traitement des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence par enfouissement et stockage, SMA Vautubière, ci-annexé pour l'exercice 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-6831/19/CM

■ Présentation du rapport annuel technique et financier 2018 de la délégation de service public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation du Centre de Traitement Multi-filières des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer
MET 19/12348/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant l'élimination et la valorisation des déchets ménagers et assimilés.

La convention de Délégation de Service Public N° 05/1130 a été approuvée et attribuée par délibération DPRO 05/164/CC du 13 mai 2005, à un groupement d'entreprises composé des sociétés Urbaser SA et Valgora International, qui a créé, conformément à ce qui était prévu par le contrat de délégation, la société EveRé SAS.

Cette société est aujourd'hui l'entreprise délégataire du service public, de traitement et de valorisation des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence et assure à ce titre l'ensemble des opérations inhérentes au contrat de délégation établi pour la création et l'exploitation du Centre de Traitement Multi filières dédié.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel financier et technique retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire pour l'exercice 2018, a fait l'objet d'une analyse de la part des services

métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 septembre 2019 ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2018 a été remis par la société EveRé SAS conformément à l'article 37.2.2 de la convention de Délégation de Service Public N° 05/1130 ;
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de la Métropole et mis à la disposition du public.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2018, remis par la société EveRé SAS relatif au contrat de Délégation de Service Public N° 05/1130 portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un Centre de Traitement Multi filières des déchets ménagers et assimilés sur la Métropole Aix-Marseille-Provence, annexé au présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands
équipements métropolitains"**

VOI 001-6832/19/CM

**■ Approbation de la modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public relative aux terrasses du front de mer de La Ciotat
MET 19/12265/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En 2013, les travaux de réhabilitation du front de mer de La Ciotat ont nécessité une réfection des revêtements des trottoirs et la démolition complète des terrasses couvertes des sept restaurants situés sur l'emprise des travaux.

Afin de participer à l'effort financier demandé aux restaurateurs pour l'installation de structures conformes à la nouvelle Charte architecturale et aux pertes d'activités générées par les travaux de voirie au droit de leurs établissements, une exonération de la redevance annuelle d'occupation du domaine public leur a été consentie jusqu'en 2015.

De plus, par le biais de conventions passées en 2013 avec chacun des restaurateurs, et comme stipulé à l'article 4 de ces conventions, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a pris à sa charge la fourniture des structures métalliques. Chacun des restaurateurs devait assumer les frais de pose de cette structure, et éventuellement la dépose ainsi que la fourniture et la pose des bâches. L'article 6, quant à lui, précisait que le restaurateur s'engageait à entretenir la structure afin de garantir sa pérennité dans le temps, la responsabilité de MPM ne serait pas recherchée en cas d'avarie ou d'instabilité de la structure.

Enfin, la délibération VOI014-781/15/CC, a fixé à 85 euros par mètre carré et par an le tarif de la redevance d'occupation. Il y est prévu que le montant de la redevance sera actualisé au 1er janvier de chaque année, par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles parues à cette date, de l'index général relatif aux «services de restauration et de débit de boissons » (index INSEE identifiant 1664369)
Le prix révisé du mètre carré était de 92,39 euros pour la redevance d'occupation du domaine public (RODP) 2018.

Aujourd'hui, les restaurateurs du front de mer du Boulevard Anatole France à La Ciotat ont constatés des problèmes d'étanchéité sur les structures des terrasses qui empêchent l'exploitation de celles-ci pendant les mois d'hiver ou par temps de pluie. Ces problèmes seraient liés non pas à la pose des

structures, mais à des défauts de ces dernières qui ne peuvent ainsi être réparées.

En effet, le remplacement des toiles sur les structures actuelles ne résoudra pas le problème d'étanchéité en raison du manque de pente, d'un système de manœuvre défaillant et du frottement exercé sur les guides et suspentes. Il est manifeste que les dispositifs doivent être remplacés dans leur totalité.

En conséquence, une baisse de leur redevance permettrait aux restaurateurs de prendre à leur charge le changement des structures, afin d'améliorer leurs conditions de travail et la qualité de leur activité.

Il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver la modification du montant de la redevance fixé à 75 euros au mètre carré applicable aux restaurateurs du Boulevard Anatole France à La Ciotat à partir du 1^{er} janvier 2019.

Ces redevances seront revalorisées au 1^{er} janvier de chaque année par l'application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles parus à cette date de l'index général relatif aux «loyers commerciaux» (index INSEE identifiant ID 001532540- base 100 en au premier trimestre 2008)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI 014-741/12/BC du 14 décembre 2012 portant approbation d'une convention avec les restaurateurs pour la réalisation des terrasses couvertes des restaurants dans le cadre de l'aménagement du littoral de La Ciotat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public applicable aux restaurateurs du Boulevard Anatole France à La Ciotat

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du montant du tarif de la redevance institué par la délibération VOI 014-781/15/CC du 19 février 2015 relative à l'occupation du domaine public pour les terrasses couvertes des restaurants situés boulevard Anatole France à la Ciotat, et sa fixation à compter du 1^{er} janvier 2019 au montant de 75 € par m² et par an.

Article 2 :

Le tarif sera revalorisé au 1^{er} janvier de chaque année par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles parus à cette date (soit I_n), de l'index général relatif aux «loyers commerciaux» (index INSEE identifiant ID 001532540- base 100 en au premier trimestre 2008).

La valeur de l'indice I_0 correspondra au mois de l'approbation de la présente délibération.

Le tarif sera revalorisé selon les modalités de calcul suivant :

$Tarif\ n = Tarif\ 0 \times (I_n/I_0)$

Article 3 :

Ces redevances seront constatées sur le budget principal Métropole fonction 844-sous politique C310-nature 70323

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-6833/19/CM

**■ Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la participation financière pour l'élargissement du pont-rail "Porte d'Air Bel" à Marseille 11^{ème} arrondissement
MET 19/12310/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération VOI 002-240/11/CC du 28 mars 2011, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la participation à l'élargissement du Pont-rail «Porte d'Air-Bel» à Marseille (11^{ème} arrondissement).

L'objectif était d'augmenter la capacité de la ligne Marseille-Aubagne-Toulon afin de permettre une meilleure desserte en heure de pointe avec 6 trains par sens entre Marseille et Aubagne dont 3 trains prolongés jusqu'à Toulon. La création d'une troisième voie est inscrite dans le contrat de Projets 2007/2013.

Dans le cadre du projet ANRU et dans l'objectif de contribuer au désenclavement de la cité Air-Bel, il a été proposé d'augmenter l'ouverture du pont-rail existant dit «Porte d'Air-Bel», en profitant des travaux de la troisième voie ferrée. Le Réseau Ferré de France devenu depuis SNCF Réseaux assure la maîtrise d'ouvrage des études et des travaux.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à l'époque s'est engagée à financer l'opération à hauteur de 3 200 000 euros TTC par délibération VOI 002/283/10/BC du 10 décembre 2010 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en approuvant la convention de financement notifiée sous le n°11/054.

Les études au niveau projet de l'opération d'élargissement du pont-rail d'Air Bel ont fait apparaître un surcoût de l'opération par rapport aux études préliminaires.

Aussi, un avenant n°1 a été approuvé par délibération VOI 036/767/13/BC du 13 décembre 2013 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

En effet, au terme des études menées au niveau projet, le coût prévisionnel de l'opération, incluant toutes les phases (EP+AVP+PRO+REA) était estimé à 2 648 092 euros H.T, (Valeur Janvier 2008), soit 3 122 649 euros H.T, CE juin 2013. Ce coût représente le surcoût pour l'opération 3ème voie Marseille – Aubagne de l'élargissement du pont-rail sous les deux voies ferrées existantes. En tenant compte de ces hypothèses et du coût de l'opération estimé aux dernières conditions économique connues et transmises par SNCF (juin 2013), le besoin de financement est ainsi évalué à 3 510 372 euros courants HT (y compris les frais de maîtrise d'ouvrage SNCF), dont 198 700 euros HT au titre du versement libératoire.

Par conséquent, par délibération VOI 014-3383/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la révision et l'affectation de la participation pour porter celle-ci à 3 600 000 euros TTC.

L'opération d'investissement n°2011109900 relative à la participation ouvrages d'art Ligne Marseille/Aubagne, de 3 200 000 euros inscrite au budget territoire enregistrée dans l'autorisation de programme 14082BP du programme 08 Espace Public Infrastructures de la Métropole a été révisée pour un montant de 400 000 euros TTC.

La phase réalisation avait commencé début février 2013, elle avait été interrompue faute de moyen de production par SNCF Réseau pour le chantier.

Par délibération du 25 septembre 2015 n° VOI 006-1215/15/BC le Bureau de la Communauté urbaine avait approuvé un avenant n°2 actant du report de délai.

En fin d'année 2015, la SNCF Réseau informait la Communauté urbaine une nouvelle fois, de son incapacité à réaliser les travaux en 2017 faute de ressources en interne pour la sécurisation des voies, et refusait donc de signer l'avenant n°2.

Elle informait que les travaux étaient reportés en 2019.

Les travaux de ripage de l'ouvrage nécessitent une coupure totale de la ligne ferroviaire Marseille-Vintimille de 62h. Aussi, ces travaux sont programmés le week-end du 31 octobre 2019 au 03 novembre 2019. La voirie pourra être remise à la Métropole trois mois après le ripage de l'ouvrage soit au plus tard le 3 février 2020.

Début 2019, après avoir lancé le marché de travaux, la SNCF Réseau est de nouveau revenue vers la Métropole pour indiquer qu'elle devait faire face à une augmentation du coût de l'opération.

En effet, l'optimisation prévue dans l'avenant n°1 pour une réalisation dans le cadre du grand projet «Troisième voie Marseille Aubagne» permettait une optimisation importante, d'une part, des ressources SNCF Réseau à prévoir (pour le système de sécurité), et d'autre part, des marchés de travaux. La nouvelle évaluation du coût des travaux intègre un contexte de :

- Chantier unique et isolé
- Conjoncture des marchés de travaux plutôt défavorable
- Renforcement de la sûreté du personnel sur le chantier.

Il convient donc de procéder à une revalorisation à la hausse d'un montant de 700 000 euros TTC afin de pouvoir achever les travaux en cours. A cet égard, un avenant n°2 à la convention de financement est présenté au Bureau de la Métropole concomitamment.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 002/283/10/BC du 10 décembre 2010 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la convention de financement ;
- La délibération VOI 036/767/13/BC du 13 décembre 2013 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant l'avenant n°1 à la Convention de financement ;
- La délibération VOI 002-240/11/CC du 28 mars 2011, du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la participation à l'élargissement du Pont-rail «Porte d'Air-Bel» à Marseille 11ème arrondissement ;
- La délibération VOI 014-3383/17/CM du 14 décembre 2017, du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvant la révision et l'affectation de la participation pour porter celle-ci à 3 600 000 euros TTC ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 700 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 700 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiements afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2011109900 relative à la participation ouvrages d'art Ligne Marseille/Aubagne, pour un montant de 700 000 euros TTC rattachée à l'autorisation de programme 14082BP du programme 08 Espace Public Infrastructures de la Métropole.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est

autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ADEME, Agence de l'Eau ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants. Suite à la révision, l'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

- Année 2019 : 3 342 809,20 euros TTC ;
- Année 2020 : 200 989,40 euros TTC ;
- Année 2021 : 395 033,40 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Culture et sport,
 grands évènements
 métropolitains"**

CSGE 001-6834/19/CM

■ **Jeux olympiques et paralympiques 2024 en France - Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'obtention du label "Terre de Jeux 2024"**
MET 19/12203/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'intégrer à ces compétences une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

La France accueillera en 2024 les Jeux Olympiques et Paralympiques d'été.

Le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques

(COJO) a décidé que l'énergie des Jeux serait portée partout en France. Il a créé, pour ce faire, un label inédit dans l'histoire des Jeux : « Terre de Jeux 2024 ». Ce label s'adresse à toutes les collectivités territoriales et a pour objectif essentiel que le monde sportif et les collectivités œuvrent ensemble pour mettre plus de sport dans le quotidien des Français en valorisant le rôle du sport ou en développant la pratique pour tous.

L'adhésion au label engage les collectivités à mener de façon régulière des actions visant à répondre à trois objectifs : la célébration, pour faire vivre à tous les émotions du sport et des Jeux, l'engagement, pour donner au plus grand nombre la chance de vivre l'aventure des Jeux et l'héritage, pour améliorer le quotidien des Français grâce au sport.

Les collectivités qui feront le choix de ce label auront, pour contrepartie, une identité exclusive pour s'associer aux Jeux, un accès privilégié à l'information et aux outils et événements Paris 2024, un partage d'expérience avec la communauté Paris 2024, et une visibilité pour promouvoir leur territoire. Elles auront aussi la possibilité de proposer leur candidature pour intégrer la liste officielle de Centres de Préparation aux Jeux (CPJ). Cette liste sera transmise lors des Jeux de Tokyo en juillet 2020 aux 206 Comités Nationaux Olympiques et aux 184 Comités Nationaux Paralympiques qui choisiront un centre référencé pour venir s'entraîner en France durant l'Olympiade.

La Métropole Aix-Marseille-Provence possède aujourd'hui tous les atouts nécessaires pour s'engager et s'investir durablement dans ce projet national porté par le COJO. Devenir « Terre de Jeux » représente l'opportunité de construire, vivre et partager l'aventure olympique et paralympique en créant des synergies entre collectivités territoriales et mouvement sportif du territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques (COJO) a créé un label, « Terre de Jeux 2024 », afin que l'énergie des Jeux olympiques et paralympiques organisés en France en 2024 soit portée partout sur le territoire national ;
- Que ce label s'adresse à toutes les collectivités territoriales, et leurs groupements, et a pour objectif essentiel que le monde sportif et les collectivités œuvrent ensemble pour mettre plus de sport dans le quotidien des Français, en valorisant le rôle du sport ou en développant la pratique pour tous ;
- Qu'obtenir le label « Terre de Jeux 2024 » représente l'opportunité de construire, vivre et partager l'aventure olympique et paralympique, en créant des synergies entre collectivités territoriales et mouvement sportif du territoire métropolitain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite ainsi présenter sa candidature à l'obtention du label « Terre de Jeux 2024 ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'obtention du Label « Terre de Jeux 2024 ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre les décisions et signer les pièces afférentes à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-6835/19/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Construction du "Puits de Sciences", Centre de Culture Scientifique, Technologique et Industrielle 'CCSTI' de Gardanne
MET 19/12354/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En 2013, afin de renforcer la structuration de son Schéma de Cohérence Territoriale, le Pays d'Aix a mis en place les Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement. Chaque Commune

est dotée d'un contrat regroupant les opérations d'investissement structurantes sur son territoire propre.

Une autorisation de programme regroupant l'ensemble des 36 communes a été créée, permettant de financer l'ensemble des opérations sous la forme de fonds de concours, versés sur justification des investissements réalisés.

Dans le Contrat Communautaire Pluriannuel de la commune de Gardanne est inclus le projet de création d'un Centre de Culture Scientifique, Technologique et Industrielle 'CCSTI' au Puits Yvon Morandat.

Aujourd'hui compte tenu de la portée métropolitaine de cet équipement, il convient de sortir cette opération du contrat de la commune de Gardanne.

En conséquence, l'opération d'investissement « Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement doit être révisé pour un montant de - 7 000 000 euros afin d'ouvrir une autorisation de programme pour l'opération d'investissement : « Construction du « Puits de Sciences », Centre de Culture Scientifique, Technologique et Industrielle 'CCSTI' de Gardanne d'un montant de 2 940 000 euros.

Le financement de la Ville de Gardanne et de partenaires extérieurs permet de revoir à la baisse la participation de la Métropole à cette opération.

En 2004, la Ville de Gardanne a racheté le site emblématique du puits Morandat pour y développer un projet économique, énergétique et culturel à même de redynamiser son territoire.

Cet ancien carreau de mine de 14 ha s'est inscrit dans une dynamique nouvelle, avec la création d'un parc d'activités pour des TPE/PME innovantes dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. 1 000 emplois ont été créés avec plusieurs centaines d'emplois induits.

L'ouverture d'un hôtel d'entreprises innovantes en 2009 a préfiguré le processus de reconversion économique du site, tandis que 2013 a marqué un temps fort avec un programme d'expositions et d'événements artistiques et culturels autour des sciences et des technologies.

Depuis 2016, sous l'impulsion de la commune de Gardanne, le site du Puits Morandat est engagé dans une phase de transformation intense.

La diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle doit trouver au cœur du pôle Yvon Morandat un lieu fédérateur et propice au développement de nouvelles synergies sur l'ensemble de la Métropole.

C'est dans ce cadre que se situe le projet du « Puits de science - Centre de Culture Scientifique, Technique et Industrielle 'CCSTI' » dont l'ouverture au public est prévue en 2022.

Le Puits de science bénéficiera d'une surface de 4000 m2 sur deux niveaux et de trois hectares de

pinède pour accueillir le grand public, le public scolaire, les scientifiques et les entreprises avec un objectif de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle dans un esprit novateur, ludique et interactif.

Son attractivité s'étend à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le sujet des transitions énergétiques, écologiques, des territoires constituera son identité originale.

Le projet le « Puits de Sciences » a été construit autour d'un groupe de travail qui réunit depuis 2013 les principaux partenaires du projet : la Délégation Régionale de la Recherche et de la Technologie, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, l'Université Aix Marseille, le Rectorat Aix-Marseille, l'équipe du projet, ainsi que la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix et la Ville de Gardanne.

Le financement de l'opération :

La Ville de Gardanne a validé le principe d'en assurer la maîtrise d'ouvrage. Elle missionnera un mandataire pour assurer le rôle de maître d'ouvrage délégué. Elle garantira la totalité de la dépense au moyen des contributions des collectivités et de l'État. Elle financera cet équipement à hauteur de 2 940 000 euros. L'ensemble des participations annoncées fait l'objet de demandes initiées par la Ville de Gardanne au regard du plan de financement ci-après :

Type	Montant HT	2020	2021	2022	Taux
Ville de Gardanne	2 940 000 €	400 000 €	1 400 000 €	1 140 000 €	20%
Etat	1 000 000 €	500 000 €	500 000 €		7%
Région	4 410 000 €	1 650 000 €	2 000 000 €	760 000 €	30%
Département	3 410 000 €	800 000 €	1 800 000 €	810 000 €	23%
Métropole / TPA	2 940 000 €	800 000 €	1 400 000 €	740 000 €	20%
Total	14 700 000 €	4 150 000 €	7 100 000 €	3 450 000 €	100%

La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 2.940 000 euros, sous forme d'un fonds de concours égal à la participation de la commune.

Pour ces raisons, il est nécessaire d'ouvrir une autorisation de programme pour l'opération d'investissement : « Construction du Puits des Sciences, Centre de Culture Scientifique, Technologique et Industrielle 'CCSTI' de Gardanne 'DI492' » d'un montant de 2 940 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création pour un montant de 2 940 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement « Construction du Puits des Sciences, Centre de Culture Scientifique, Technologique et Industrielle 'CCSTI' de Gardanne » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 940 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement « Construction du Puits des Sciences, Centre de Culture Scientifique, Technologique et Industrielle 'CCSTI' de Gardanne 'AP/CP DI492AP ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Construction du Puits des Sciences, Centre de Culture Scientifique, Technologiques et Industrielle 'CCSTI' de Gardanne » 'AP/CP DI492AP' pour un montant de 2 940 000 euros T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2020 : 800 000 euros T.T.C
 CP 2021 : 1 400 000 euros T.T.C
 CP 2022 : 740 000 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.